



HAL
open science

Rester au village. Une génération à l'épreuve des changements économiques, politiques et familiaux au sud du Mexique (1943-2014)

Alicia Rinaldy

► **To cite this version:**

Alicia Rinaldy. Rester au village. Une génération à l'épreuve des changements économiques, politiques et familiaux au sud du Mexique (1943-2014). Sociologie. Université Sorbonne Paris Cité, 2016. Français. NNT : 2016USPCA112 . tel-01956208

HAL Id: tel-01956208

<https://theses.hal.science/tel-01956208>

Submitted on 15 Dec 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE SORBONNE NOUVELLE – PARIS 3
INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE L'AMÉRIQUE LATINE

ED 122 Europe latine – Amérique latine
Centre de Recherche et de Documentation des Amériques (CREDA-UMR7227)

Thèse de doctorat en Sociologie

Alicia RINALDY

RESTER AU VILLAGE
UNE GÉNÉRATION À L'ÉPREUVE DES CHANGEMENTS
ÉCONOMIQUES, POLITIQUES ET FAMILIAUX
AU SUD DU MEXIQUE
(1943-2014)

Thèse dirigée par
María Eugenia COSÍO ZAVALA

Soutenue le 14 décembre 2016

Jury :

Capucine BOIDIN, Maîtresse de Conférences, Université Sorbonne Nouvelle Paris 3

Hubert CARTON DE GRAMMONT, Professeur, Universidad Nacional Autónoma de México

María Eugenia COSÍO ZAVALA, Professeure émérite, Université Sorbonne Nouvelle Paris 3 (directrice de thèse)

Odile HOFFMANN, Directrice de recherche, Institut de Recherche pour le Développement (rapporteure)

Françoise LESTAGE, Professeure, Université Paris Diderot Paris 7 (rapporteure)

Pascal SEBILLE, Maître de Conférences, Université Paris Ouest Nanterre La Défense

Rester au village.

**Une génération à l'épreuve des changements
économiques, politiques et familiaux au sud du Mexique
(1943-2014)**

Résumé

À partir d'une enquête ethnographique réalisée dans la région caféière du Soconusco, au sud du Chiapas, cette thèse contribue à la compréhension des mutations profondes des mondes ruraux mexicains et en particulier celles qui ont touché l'*ejido*. Elle documente les trajectoires économiques, politiques et familiales d'hommes et de femmes d'une génération charnière, née dans les années 1950, ayant vécu deux moments historiques distincts : une première socialisation structurée autour de la production agricole de la parcelle et de l'*ejido*, qui ont imposé un certain nombre d'obligations et contribué à construire des identités de genre spécifiques ; puis, à partir de la décennie 90, dans une nouvelle étape de son cycle familial, cette même génération fait face à des processus de désagrarisation et d'individualisation des marchés du travail et des interventions étatiques. Au sein du village, les familles rencontrées agrègent désormais des trajectoires laborieuses plus diverses, plus tertiaires et moins agraires, mais aussi précaires et incertaines, fortement différenciées selon les individus, ainsi que le support familial dont ils sont issus et dont ils disposent. Il s'agira de comprendre comment, dans ce nouveau contexte, certains parviennent à « rester au village » à travers l'analyse des territoires familiaux perpétuant l'ancrage local. Cette thèse donne à lire les expériences vécues de la sédentarité et leur mise en récit par une génération dont les premiers cadres de socialisation sont aujourd'hui profondément remis en question. Les hommes et les femmes rencontrés reconfigurent alors leurs affiliations symboliques, leurs appartenances familiales et villageoises.

Mots-clés

Rural, agriculture, *ejido*, famille, génération, support, sédentarité, ethnographie, généalogie, Chiapas, Mexique.

Staying in the village.
A generation proof against
the economic, politic and family changes in the south of Mexico
(1943-2014)

Abstract

From an ethnographic investigation in a coffee region of Soconusco, in southern Chiapas, this thesis contributes to understand the profound changes of Mexican rural world and especially those that affected the *ejido*. It documents the economic, political and family trajectories of men and women of a transitional generation, born around 1950, who lived two distinct historical moments: a first socialization structured around the agrarian production and the *ejido*, which imposed obligations and built specific gender identities; then, from the 90s, in a new step of her family life course, this generation faces deagrarianization and individualization process of the labor market and state intervention. In the village, the families had then professional trajectories more diverse, more tertiary and less agrarian, but also precarious and strongly differentiated according to the individuals and their family support. It involves understanding how, in this new context, some manage to “stay in the village” with the analysis of the family territories perpetuating this local anchorage. This thesis gets to read the experiences of the sedentary people and the narratives of a generation whose first socialization frames are today profoundly questioned. Men and women interviewed rebuild their symbolic affiliations, their family and village links.

Key words

Rural, agriculture, *ejido*, family, generation, support, sedentary, ethnography, genealogy, Chiapas, Mexico.

Quedarse en el pueblo.

**Una generación a prueba de los cambios
económicos, políticos y familiares en el sur de México
(1943-2014)**

Resumen

A partir de un trabajo etnográfico realizado en la región cafetera del Soconusco, al sur de Chiapas, esta tesis contribuye a la comprensión de los cambios profundos que han atravesado los mundos rurales mexicanos y en especial, los que afectaron al ejido. Este trabajo documenta las trayectorias económicas, políticas y familiares de hombres y mujeres de una generación de transición, nacida en los años 1950, que vivió dos momentos históricos distintos: una primera socialización estructurada alrededor de la producción agrícola de la parcela y del ejido, que impuso una serie de obligaciones y que contribuyeron a construir identidades específicas de género; después, a partir de los años 1990, en una nueva etapa de su ciclo familiar, esta misma generación enfrenta procesos de desagrarización y de individualización de los mercados de trabajo y de las intervenciones estatales. De aquí en adelante, las familias estudiadas evidencian un cambio en sus trayectorias laborales, más diversas y terciarias, menos agrarias, y sin embargo más precarias e inciertas, y sobre todo fuertemente diferenciadas según los individuos, así como el soporte familiar del que proceden y del que disponen. Se tratará de entender cómo en este nuevo contexto algunos logran “quedarse en el pueblo” a través del análisis de los territorios familiares que perpetúan el arraigo local. Esta tesis da a conocer las experiencias vividas de la sedentaridad y las narrativas producidas por una generación, cuyos primeros entornos de socialización están ahora profundamente cuestionados. Por lo tanto, los hombres y las mujeres reconfiguran sus afiliaciones simbólicas, sus pertenencias familiares y aldeanas.

Palabras claves

Rural, agricultura, ejido, familia, generación, soporte, sedentaridad, etnografía, genealogía, Chiapas, México.

Remerciements

Cette thèse cherche notamment à comprendre les supports et les protections dont les personnes rencontrées à l'*ejido* El Edén (Chiapas) ont pu bénéficier au cours de leur vie. Au moment d'en clore l'écriture, c'est avec émotion et gratitude que je dédie ces premières pages aux nombreuses personnes, aux « supports » institutionnels, professionnels, amicaux et familiaux, de part et d'autre de l'Atlantique, qui ont permis à cette thèse d'advenir.

Je tiens à remercier en premier lieu les habitants de l'*ejido* El Edén. J'ai une pensée émue pour beaucoup d'entre eux, pour m'avoir acceptée dans le village et dans leur famille, pour la confiance qu'ils m'ont accordée.

Je remercie María Eugenia Cosío Zavala, ma directrice de thèse, qui a suivi avec intérêt mes travaux depuis mes études de master. Je me suis sentie à la fois accompagnée et libre au fil des années. Son appui humain et logistique a été indispensable.

Merci également aux membres du jury, Capucine Boidin, Hubert Carton de Grammont, Odile Hoffmann, Françoise Lestage et Pascal Sebille d'avoir accepté de commenter mon travail. Je suis ravie de pouvoir poursuivre de vive voix un dialogue initié avec les lectures de leurs recherches.

Je remercie particulièrement Odile Hoffmann et Françoise Lestage d'avoir accepté d'être rapporteuses ; ainsi qu'Hubert Carton de Grammont, qui m'a encadré lors de mon séjour d'étude à l'Institut de recherche en sciences sociales de l'Université National Autonome du Mexique où j'ai bénéficié d'un espace de réflexion de grande qualité. Ce séjour a profondément contribué à la réflexion des chapitres deux et quatre de cette thèse.

Je remercie l'ED 122 de la Sorbonne Nouvelle et sa directrice Myriam Tanant, le service des Relations internationales de Paris 3, ainsi que le ministère des Affaires étrangères mexicain (SRE) qui m'ont permis de financer ce travail à travers le contrat doctoral et les bourses de mobilité qu'ils m'ont accordé. Ce soutien financier m'a permis de consacrer un temps important au travail de terrain et à l'écriture du manuscrit.

Au sein de l'IHEAL et du CREDA, je souhaite remercier Polymnia Zagefka pour sa présence rassurante et pour avoir commenté mon travail en troisième année ; David Dumoulin et Olivier Compagnon, directeurs de l'axe « Les Amériques en perspective connectée », pour les financements ponctuels qu'ils m'ont accordés et qui m'ont permis de présenter mes recherches à divers colloques internationaux ; Capucine Boidin pour nos riches échanges lors de mes années d'enseignement.

Ma gratitude va à l'équipe de la bibliothèque Pierre-Monbeig et particulièrement à Anabel Vazquez, Armelle Thomas et Marie-Hélène Guillemain. J'ai considérablement enrichi mes recherches bibliographiques à leur contact et à travers les formations que nous

organisations pour les masterants et les doctorants. Je tiens également à remercier Anne-Solweig Gremillet, responsable éditoriale des éditions de l'IHEAL, pour les formations organisées et ses conseils pour l'élaboration de mes articles. Merci à toutes pour votre professionnalisme, pour les déjeuners joyeux et pour m'avoir initiée à vos métiers.

Je souhaite également manifester ici ma reconnaissance aux étudiants de master en anthropologie et sociologie des générations 2011-2012 et 2012-2013, rencontrés alors que j'assurais les cours de méthodologie de recherche et ateliers d'écriture. Nos échanges en cours ont profondément inspiré le premier chapitre de cette thèse et la forme de ce manuscrit.

Je remercie Marie-Noëlle Carré et Hervé Thierry de m'avoir enseigné à manipuler les outils cartographiques et pour la relecture des cartes qui figurent dans cette thèse. Cela a été passionnant d'apprendre à vos côtés.

J'aimerais également remercier mes collègues-doctorants, beaucoup sont aujourd'hui docteurs, avec qui j'ai pu discuter de mon enquête, échangé plus largement sur les sciences sociales ou l'enseignement : Lila Belkacem, Marie-Noëlle Carré, Juliette Dumont, Camille Forite, Marie-Laure Guiland, Alberto Hernandez, Delphine Lecombe, Virginie Rozée et Dorothee Serges. Je retiens la qualité de nos échanges et la précieuse solidarité qui nous a unis pendant ces années d'études et de monitorat.

Au risque d'en oublier, je remercie les nombreux amis qui ont soutenu ce projet dans ses différentes étapes. Merci à Leslie Falgueyrettes de m'avoir accueillie à Tapachula ; à Melissa Dominguez, Damian Verdugo et à toute la « petite famille » pour m'avoir « adoptée » pendant les mois de terrain — les récréations entre les entretiens étaient vivifiantes. Je remercie aussi Humberto Guzman pour la nuit passée à récupérer ma base de données d'entretiens alors que je pensais l'avoir définitivement perdue ! Un immense merci à celles qui ont accepté de relire des parties de ce travail : Hélène Veber, Tatiana Arquizan, Elsa Lacascade, Joanna Robert, Marie Gazagne et Marie Lozier. Vos commentaires critiques et vos lectures attentives ont considérablement enrichi le texte. Vos mots enthousiastes m'ont encouragé et votre amitié m'a portée.

Je réserve des remerciements spéciaux à Jaime Aragon et Cristina Moreno, compagnons de route des mois d'écriture. La finalisation de cette thèse doit beaucoup à nos rendez-vous mensuels, vos encouragements inlassables et solidaires, nos discussions passionnées, votre amitié. Mille mercis à vous. Vous avez été un soutien essentiel.

J'ai également une pensée émue pour Gilbert Tenez, mon professeur de sciences économiques et sociales de lycée, qui a été l'un des inspirateurs de ce chemin sur les sentiers de la sociologie.

Merci à Jean-Antoine Rinaldy de m'avoir fait découvrir le monde passionnant des logiciels libres, qui ont aussi permis d'élaborer cette thèse. Un grand merci à ma mère, Dominique Rinaldy, pour ses relectures si bienveillantes et encourageantes ; pour son soutien dans les moments difficiles.

Enfin, merci à Hugo Rodriguez pour avoir rendu le quotidien plus léger en y insufflant des rires, de la musique, ta sensibilité et ton intelligence ; pour ce que nous tissons entre deux rives.

Sommaire

Remerciements	9
Sommaire	11
Hispanismes	13
Sigles et abréviations	17
Avis au lecteur	21
Introduction générale	27
1. L'enquête dans un <i>ejido</i> du sud Chiapas.....	30
2. Ruralités : de l'approche sectorielle à l'approche territoriale et locale.....	42
3. Des solidarités familiales au système de genre au sein des familles rurales.....	47
4. Les cadres théoriques de l'analyse.....	51
5. Organisation de la thèse.....	60
Partie I. Les familles <i>ejidales</i> productrices de café à El Edén : genèse d'un ancrage local (1943-1983)	63
Chapitre I. Avec qui, de quoi et d'où parle-t-on ? Quand le travail de terrain révèle l'objet de recherche	67
I. « Voyons si nous nous comprenons ! » : les réflexivités à l'œuvre dans le travail de terrain.....	71
II. « Nous sommes des histoires » : à la recherche des familles et du temps au sud du Chiapas.....	100
Chapitre II. De <i>peon</i> à <i>ejidatario</i>, de l'insécurité aux protections sociales : la structuration territoriale du Soconusco, la construction d'un ancrage local	123
I. Les <i>Peones</i> : une insécurité permanente (1882-1914).....	127
II. Les <i>ejidatarios</i> : un accès progressif aux protections (1914-1983).....	145
Chapitre III. Qu'est-ce qu'être fils et fille d'<i>ejidatarios</i> ? La socialisation au sein des premiers supports familiaux, la formation d'une affiliation symbolique	171
I. De quoi hérite-t-on ? Contours et spécificités du « premier support familial ».....	175
II. Grandir au sein du premier support familial : apprendre à devenir socialement un homme, une femme.....	189

Partie II. Les individus et les supports familiaux face aux changements : rester au village (1984-2014).....	217
Chapitre IV. Une ruralité post-agricole ? Processus de « désagrarisation » et d'« individualisation » à l'ejido El Edén.....	223
I. La réforme de l'article 27 de la Constitution : l'individualisation de la protection foncière ?.....	229
II. Nouveaux marchés du travail, nouvelles interventions publiques : la double facette de la « désagrarisation ».....	246
Chapitre V. Familles et sédentarité : puiser dans des territoires familiaux différenciés pour pouvoir rester.....	277
I. Territoires familiaux au masculin.....	283
II. Territoires familiaux au féminin.....	292
Chapitre VI. Des « paysans, couleurs de la terre » à la « société rurale » : les questions subjectives et politiques posées par la sédentarité.....	307
I. Les subjectivités des hommes et des femmes à El Edén : renégocier son appartenance familiale.....	311
II. Mise en concurrence des appartenances villageoises dans le champ politique local.....	320
Conclusion générale.....	353
1. Synthèse et conclusions de la recherche.....	353
2. Critiques et perspectives de la recherche.....	361
Bibliographie.....	365
Table des matières.....	405
Table des illustrations.....	411
Table des encadrés.....	416
Annexes.....	417
Table des annexes.....	480

Nota bene : J'ai été amenée à employer tout au long de la thèse des mots en espagnol dont la traduction me semblait parfois inutile. Ces hispanismes ont été traduits et définis à chaque première occurrence. Ci-après suivent l'ensemble de ces termes.

Acuerdos Agrarios : Accords Agraires signés en 1996 et négociés au Chiapas entre les autorités agraires et les organisations paysannes.

Alianza para el Campo : Programme de soutien productif à l'agriculture.

Altos : Littéralement « Hauteurs », le terme désigne une région montagneuse et spécifiquement ici la région montagneuse du Chiapas souvent associée aux villes de Tuxtla Gutiérrez et San Cristóbal de Las Casas.

Ama de casa : Littéralement « Maîtresse de maison », femme au foyer. Dans le texte, le terme est parfois utilisé ainsi, parfois traduit au français.

Programme *Amanecer* : Programme pour personnes du troisième âge.

Asentamiento humano : voir *solares urbanos*.

Avecindado : Nouveau statut légal au sein de l'*ejido*, qui apparaît après la contre-réforme agraire de 1992. Les *avecindados* vivent depuis au moins une année dans la zone habitée et ont un droit de propriété sur le *solar urbano* de l'*ejido*. Ils n'ont pas accès à la propriété sur les parcelles *ejidales*, ni sur les terres d'usage commun (voir *uso común*).

Programme *Bienestar* : Programme d'aide à l'échelon étatique (Chiapas) aux mères célibataires.

Programme *Bracero* : Entre 1942 et 1964, cette initiative binationale octroie un nombre limité de permis de travail temporaires aux États-Unis. On estime que 4,5 millions de mexicains ont bénéficié du dispositif, principalement pour la récolte agricole en Californie.

Casa ejidal : Maison *ejidale*, là où se prennent les décisions, où se tiennent les assemblées et les réunions.

Cacique : Originellement, chef indien imposé par les espagnols pour organiser le travail. Avec le temps, le terme s'étend à la situation d'abus de pouvoir, d'illégitimité ou de clientélisme politique (caciquisme).

Cafetaleros : Producteurs de café.

Campesino : Paysan.

Cocina mejorada : Cuisinière améliorée. Permettant de cuisiner au bois, elle améliore la combustion et limite les fumées nocives.

Comisariado ejidal : Président élu du *comité ejidal*.

Comité ejidal : Comité exécutif de l'*ejido*, élu pour trois ans par les *ejidatarios*. Il préside les assemblées *ejidales* qui ont lieu tous les deux mois (à El Edén ; sa fréquence varie d'un *ejido* à un autre). Le *comisariado* est formé d'un président, d'un secrétaire et d'un trésorier. C'est lui qui se charge de mettre en œuvre les accords de l'Assemblée *ejidale* et de la gestion administrative de l'*ejido*.

Compadre, Comadre : Littéralement parrain, marraine. Figures tout à fait importante au Mexique. Ils viennent élargir la famille et ont souvent un rôle majeur dans l'éducation des enfants.

Comuneros : Bénéficiaires de terres appelées « *bienes comunales* », répondant à une autre législation que celle des terres *ejidales*.

Consejo de Vigilancia : Commission de surveillance de l'*ejido*.

Coyotes : Intermédiaires qui achètent le café (souvent à bas prix) aux producteurs (parfois directement dans le village) et qui le revendent aux *casas compradoras* de café (maisons acheteuses, qui revendent elle-mêmes à de grands groupes comme Nestlé ou Altria).

Cuerda : « Corde », mesure agricole correspondant au Mexique à une vingtaine de mètres.

Dominio pleno : Acquisition de la propriété privée de parcelles auparavant sous le régime ejidal.

Ejidatario : Détenteur de droits sur les parcelles *ejidales*, les terres d'usage commun (*uso común*) et les solares urbanos. Il est membre de l'assemblée *ejidale* où il a le droit de vote et où il peut être élu comme membre du *comisariado ejidal* (voir *supra*).

Ejido : Propriété collective de la terre attribuée à un groupe de paysans pour la cultiver. Ses spécificités juridiques sont définies par l'article 27 de la Constitution mexicaine.

Ejidal : Qui se réfère à l'*ejido*. L'adjectif apparaît en italique dans le cours du texte. On parlera ainsi par exemple d'« assemblée *ejidale* » ou de « support *ejidal* ».

El Norte : « Le Nord », expression renvoyant au voisin états-unien.

Feria : Foire, fête qui a lieu chaque année.

Finca : Propriété rurale, une grande ferme ou une grande exploitation agricole.

Finquero : Propriétaire d'une *finca*.

Gringo-a : Désigne de manière péjorative les États-Uniens et souvent par extension les personnes de nationalité étrangère.

Güero-a : Le terme désigne une personne qui a un teint de peau clair. Être « *güero-a* », c'est également au Mexique appartenir à une classe sociale moyenne supérieure. Il peut contenir une charge péjorative.

Hacienda : Tout comme la *finca*, la *hacienda* désigne une grande ferme ou une grande exploitation agricole, importée en Amérique latine par les espagnols pendant la colonisation.

Hacendado : Propriétaire d'une *hacienda*.

Huarache : Sandale précolombienne.

Indio : Terme péjoratif et raciste pour désigner l'« indien » au Mexique.

Junta de pobladores : Assemblée des résidents, permise par la nouvelle loi agraire de 1992 et chargée de la gestion de la zone urbaine, où les *poseionarios* et les *avecindados* participent aux mécanismes décision relatifs à cette zone urbaine.

Maquiladoras : Filiales de firmes étrangères du secteur industriel, elles produisent des composants à faible valeur ajoutée. Installées dans la zone frontalière nord du Mexique, elles bénéficient d'exonérations fiscales. Leur implantation à la fin des années 1960 a généré une forte migration interne, se substituant au programme Bracero qui avait alors pris fin.

Marias : femmes vendeuses ambulantes, migrante et souvent d'origine indienne.

Milpa : Parcelle de terrain cultivée en Meso-amérique composée principalement de maïs, haricots et courges, formant un écosystème totalement fonctionnel, destinée à une consommation d'autosubsistance.

Municipio : Municipale, municipalité (équivalent en France des départements).

Oportunidades : Subsidés monétaires à l'attention des mères de famille en situation de précarité, anciennement programme PROGRESA.

Peones : Ouvriers agricoles salariés.

Peones acasillados : Ouvriers agricoles salariés, résidant sur le territoire de la *finca*. À différencier des *peones libres*, n'y résidant pas.

Porfiriato : Le général Porfirio Díaz s'empare du pouvoir en 1876 ; il y restera jusqu'à la Révolution de 1910. Son « règne » est nommé *porfiriato* et se caractérise par un régime politique autoritaire et centralisateur, ainsi que par un régime économique libéral et modernisateur.

Posesionario : Nouveau statut légal au sein de l'*ejido*, qui apparaît après la contre-réforme agraire de 1992. Les *posesionarios* sont reconnus comme propriétaires d'une terre *ejidale* par les autorités agraires, mais n'ont pas droit aux terres d'usage commun (*uso común*), ni à la dotation des *solares*. Ils ne disposent pas non plus du droit de vote à l'assemblée *ejidale*.

Petate : Tapis de fibres naturelles.

Primogenito : Premier fils.

Rancho : Similaire à la *finca* et à l'*hacienda*, le *rancho* désigne une grande exploitation agricole où on y pratique l'élevage intensif.

Remesas : Transferts monétaires en provenance des migrants mexicains aux États-Unis.

Sistema de cargos : système de charges religieuses dans les communautés indiennes, chaque poste est en charge d'un rôle précis au sein des festivités et célébrations du village, menées par des majordomes (*mayordomos*).

Solares urbanos (ou *asentamiento humano*) : La zone habitée de l'*ejido*.

Tamal : Pâte de maïs garnie de viande ou de légumes et cuite dans une feuille de banane (ou de maïs dans le centre du pays).

Tienda de raya : Magasin d'approvisionnement appartenant à la *finca*.

Tortilla : La fameuse galette de maïs mexicaine, consommée quotidiennement.

Tortilleria : Commerce où l'on achète la *tortilla*.

Uso común : « Usage commun », nouveau statut légal de la terre qui apparaît avec la réforme de l'article 27 de la Constitution mexicaine, en 1992. Les terres d'usage commun sont inaliénables et insaisissables. C'est le seul statut qui conserve la philosophie de l'article précédent.

Xocoyote : Terme désignant le dernier enfant dans le système de parenté mésoaméricain. Considéré comme le plus apte à s'occuper de la terre, puis des parents lors de leur vieillesse et jusqu'à leur mort, il est le principal héritier.

Zócalo : Place centrale de la ville.

Sigles et abréviations

Nota bene : La plupart des sigles et abréviations désigne des institutions mexicaines. Ci-après je reproduis l'intégralité des sigles employés, un bref résumé des réalités qu'il recouvre et leur traduction ou leur équivalent en français.

ALENA : Accord de libre-échange nord-américain, incluant le Canada, les Etats-Unis et le Mexique. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 1994. En anglais NAFTA, *North American Free Trade Agreement* ; en espagnol TLCAN, *Tratado de Libre Comercio de América del Norte*.

AMECAFE : *Asociación Mexicana de la Cadena del Café* – Association Mexicaine de la Chaîne de Café.

ASERCA : *Agencia de Servicios a la Comercialización y Desarrollo de Mercados Agropecuarios* – Agence de Services à la commercialisation et Développement des Marchés Agraires. Aide directe aux producteurs pour vitaliser la commercialisation de leur production.

BANRURAL : *Banco de Crédito Rural* – Banque de Crédit Rural.

CAP : *Congreso Agrario Permanente* – Congrès Agraire Permanent.

CCI : *Central Campesina Independiente* – Centrale paysanne indépendante.

CDI : *Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas* – Commission Nationale pour le Développement des Peuples Indigènes.

CEPAL : *Comisión Económica para América Latina* – Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. CEPALC en français.

CIOAC : *Central Independiente de Obreros Agrícolas y Campesinos* – Centrale Indépendante des Ouvriers agricoles et Paysans.

CMC : *Consejo Mexicano del café* – Conseil Mexicain du café.

CNC : *Confederación Nacional Campesina* – Confédération Nationale Paysanne.

CNRTL : Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales, créé en 2005 par le CNRS.

COMCAFÉ : *Comisión para el Desarrollo y Fomento del Café en Chiapas* – Commission pour le Développement et la Promotion du Café au Chiapas.

CONAPO : *Consejo Nacional de Población* – Commission nationale de population.

DF : *Distrito Federal* – ville de Mexico.

ECOSUR : *Colegio de la Frontera Sur* – Collège de la frontière sud, centre de recherche basé à Tapachula.

EMIF-Norte : *Encuesta sobre Migración en la Frontera Norte* – Enquête sur la Migration à la Frontière nord du Mexique.

EMIF-Sur : *Encuesta sobre Migración en la Frontera Norte de México* – Enquête sur la Migration à la Frontière sud du Mexique.

ENOE : *Encuesta Nacional de Ocupación y Empleo* – Enquête Nationale sur l’Occupation et l’Emploi.

EZLN : *Ejército Zapatista de Liberación Nacional* – Armée Zapatiste de Libération Nationale.

FAO : *Food and Agriculture Organization of the United Nations* – Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture.

FANAR : *Fondo de apoyo para los núcleos agrarios sin regularizar* – Fond d’appui pour les zones agraires sans régularisation.

FDN : *Frente Democrático Nacional* – Front Démocratique National.

Fidecafé : *Fideicomiso del Café* – fidéicomis pour les producteurs de café.

FMI : Fond Monétaire International.

FMTA : *Forma Migratoria de Trabajador Agrícola* – Formulaire Migratoire du Travailleur Agricole.

FMTF : *Forma Migratoria de Trabajador Fronterizo* – Formulaire Migratoire du Travailleur Frontalier.

IMSS : *Instituto Mexicano del Seguro Social* – Sécurité Sociale mexicaine.

INDA : *Instituto Nacional de desarrollo Agrario* – Institut National du développement agricole.

INEGI : *Instituto Nacional de Estadística y Geografía* – Institut National de Statistiques et de Géographie.

INI : *Instituto Nacional Indigenista* – Institut National Indigéniste; désormais CDI.

INM : *Instituto Nacional de Migración* – Institut National des Migrations.

INMECAFE : *Instituto Mexicano del Café* – Institut Mexicain du Café.

INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques (France).

MLN : *Movimiento de Liberación Nacional* – Mouvement de Libération Nationale ; rebaptisé CIOAC : *Central Independiente de Obreros Agrícolas y Campesinos* – Centrale Indépendante des Ouvriers agricoles et paysans.

OIC : *Organización Internacional del café* – Organisation Internationale du café ; en anglais ICO, International Coffee Organization.

PA : *Procuraduría Agraria*.

PAEI : *Programa de Apoyo a la Educación Indígena* – Programme d’Aide à l’Éducation Indienne.

PAN : *Partido de Accion Nacional* – Parti d’Action Nationale.

PDZP : *Programa para el Desarrollo de Zonas Prioritarias* – Programme de Développement des Zones Prioritaires.

PEA : *Población Económicamente Activa* – Population active. Pour l’INEGI : population de 14 ans ou plus ayant une activité économique ou cherchant de façon active un travail pendant une période donnée.

PEC : *Programa Especial Concurrente para el Desarrollo Rural* – Loi de finances du développement rural.

PET : *Programa de Empleo Temporal* – Programme d’Emploi Temporaire.

PIB : Produit Intérieur Brut.

PRA : *Programa de Rehabilitación Agraria* – Programme de Réhabilitation Agraire.

PRI : *Partido Revolucionario Institucional* – Parti Révolutionnaire Institutionnel ; ancien PRM, *Partido de la Revolución Mexicana* – Parti de la Révolution Mexicaine.

PROCAMPO : *Programa de Apoyo al Campo* – Programme d’Aide à la « Campagne ».

PROCEDE : *Programa de Certificación de Derechos Ejidales y Titulación de Solares* – Programme de certification des droits fonciers dans le domaine *ejidal*.

PROCYMAF : *Programa de Desarrollo Forestal Comunitario* – Programme de Développement Forestier Communautaire.

PRODEFOR : *Programa para el Desarrollo Forestal* – Programme pour le Développement Forestier.

PRODEPLAN : *Programa para el Desarrollo de Plantaciones Forestales Comerciales* – Programme pour le développement de Plantations Forestières Commerciales.

PROGRESA : *Programa de Educación, Salud y Alimentación* – programme d'Éducation, Santé et Alimentation ancien programme *Oportunidades* (voir Liste des hispanismes).

PROIN : *Programa para Mejoramiento de la Producción y Productividad Indígena* – Programme pour l'Amélioration de la Production et de la Productivité Indienne.

PRONASOL : *Programa Nacional de Solidaridad* – Programme National de Solidarité.

PTAZI : *Programa de Turismo Alternativo en Zonas Indígenas* – Programme de Tourisme Alternatif en zones indigènes.

RAN : *Registro Agrario Nacional* – Registre agraire national.

SAGARPA : *Secretaría de Agricultura, Ganadería, Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación* – Ministère de l'Agriculture.

SEDESOL : *Secretaría de Desarrollo Social* – Ministère du Développement Sociale.

SEMARNAT : *Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales* – Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles.

SIAP : *Servicio de Información Agroalimentaria y Pesquera* – Service d'information sur l'Agroalimentaire et la pêche.

SRA : *Secretaría de la Reforma Agraria* – Ministère de la Réforme Agraire.

TIL : *Tasa de Informalidad Laboral* – Taux d'« informalité ».

UGOCEP : *Unión General Obrera Campesina y Popular* – Union Générale Ouvrière Paysanne et Populaire.

UNACH : *Universidad Autónoma de Chiapas* – Université Publique du Chiapas.

UNORCA : *Unión Nacional de Organizaciones Regionales Campesinas Autónomas* – Union Nationale des Organisations Régionales Paysannes Autonomes.

Avis au lecteur

Les photos, cartes, figures, tableaux et traductions sont de l'auteure, sauf indication contraire.

Pour la réalisation des cartes, figures, tableaux et généalogies, l'auteure a utilisé les logiciels PhilCarto, SPSS, GenoPro, Excel et Inkscape.

Les termes mexicains, les plus déconcertants ou non traduits au français parce qu'ils désignent des réalités propres au contexte mexicain, apparaissent dans le corps du texte en italique et sont rassemblés dans le lexique qui figure après le sommaire.

Les citations d'entretiens sont isolées du texte avec une marge de deux centimètres de chaque côté. Les extraits du carnet de terrain sont reproduits en italique. L'italique est également utilisée lorsque l'auteure souhaite insister sur un terme ou une expression.

Sauf indication contraire, les traductions sont de l'auteure et le texte original figure en note de bas de page.

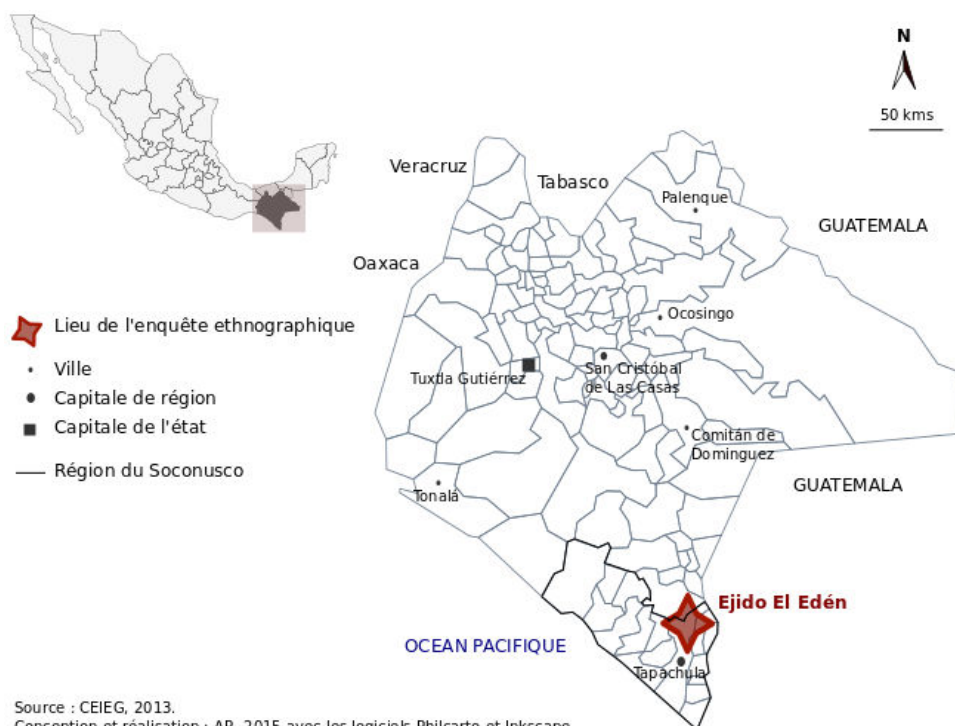
Les encadrés opèrent un certain nombre de retours épistémologiques non essentiels à la compréhension du propos, mais qui permettent souvent de l'éclairer sous un nouvel angle, avec plus de précisions, ou d'en étendre le sens.

Enfin, les prénoms des acteurs ont été modifiés et leurs noms de famille n'apparaissent pas afin de préserver leur anonymat. Les pseudonymes conservent néanmoins une proximité sociale avec les véritables prénoms en gardant par exemple leur signification religieuse ou leur dimension générationnelle.

« L'intime est encore et toujours du social, parce qu'un moi pur où les autres, les lois, l'histoire ne seraient pas présents est inconcevable. »

Annie Ernaux, *L'Écriture comme un couteau*.

Carte n°1. Localisation du travail de terrain : l'*ejido* El Edén au sud du Chiapas (Soconusco)



Source : CEIEG, 2013.
 Conception et réalisation : AR, 2015 avec les logiciels Philcarto et Inkscape.

Introduction générale

3 mai 2012, *ejido* El Edén, onze heures du matin. Nous sommes à l'extrême sud-ouest du Mexique, tout proche de la frontière avec le Guatemala. Je réalise avec Francisco l'un des premiers récits de vie de mon enquête doctorale. Francisco a 55 ans. Il est *ejidatario* et cultive toujours sa parcelle de café. Son père avait contribué à fonder l'*ejido* El Edén en 1943. Francisco reçoit officiellement les terres de ce père en 1981. Il ne sait pas si ses deux enfants voudront récupérer la terre. Sa fille aînée peut-être : « elle aime bien ici... [...] Elle veut ouvrir un restaurant »¹. Elle vit aujourd'hui à Mexico, la capitale. Puis, pendant l'entretien, alors que nous parlons d'agriculture, Francisco lance cette question, ne trouvant à cet instant pas de réponse : « *Hoy ¿quién puede sobrevivir del campo?* »². La traduction littérale de cette phrase en français pourrait être : « Aujourd'hui, qui peut survivre de la campagne ? ». Mais le mot espagnol « *campo* » peut aussi être utilisé pour désigner la parcelle cultivée, et la question de Francisco prendrait alors une autre forme : « Aujourd'hui, qui peut survivre de sa parcelle ? ». Au moment d'introduire le propos général de cette thèse, cette interrogation, jusqu'ici laissée en suspens, semble cristalliser de nombreux défis auxquels doivent faire face tant les acteurs sur le terrain que la sociologie rurale.

Le *campo*, le rural, ne relève pas simplement d'un lieu, c'est aussi, ou plus précisément, *cela a longtemps été* une source d'emploi et de revenu à partir de laquelle on peut « survivre », pour reprendre les mots de Francisco. Et « vivre du rural », c'était vivre avant tout de sa parcelle et de l'activité agricole. Pourtant, Francisco vivait toujours *du campo* et *dans le campo* dans les deux sens du terme. Au moment où nous réalisons ce premier entretien, il continuait certes de cultiver sa parcelle de café — il avait même étendu la superficie de ses terres —, mais il était surtout parvenu à multiplier ses sources de revenus. Il louait un petit local, adossé à sa maison et dédié à la petite métallurgie³, et un taxi à différents conducteurs, faisant quotidiennement l'aller-retour entre la ville de Tapachula et l'*ejido*. En somme, il était producteur de café, mais pas seulement (pluriactivité). Contrairement à ses frères et sœurs —

¹ « *Mi hija, le gusta El Edén... [...] Quiere abrir un restaurante aquí* », entretien avec Francisco, réalisé le 03.05.2012, à El Edén.

² Entretien avec Francisco, réalisé le 03.05.2012, à El Edén.

³ Quincaillerie.

Introduction

ils sont sept dans la fratrie, il est « le numéro cinq »⁴ —, Francisco est le seul à être resté au village. Il n'en est même jamais parti. Les autres vivent aujourd'hui dans les villes de Mexico, Puebla et de Tapachula. Bien qu'il posait la question, sa trajectoire semblait précisément démontrer qu'on pouvait bien vivre *de* et *à* la « campagne » ; mais sûrement d'une tout autre manière que celle qui avait jusque-là prévalu. C'est dans ce nœud que se situe cette recherche et les défis de la sociologie rurale, qui ne peuvent se contenter désormais de l'analyse exclusive du secteur agricole et qui doivent repenser les catégories d'ordinaire appliquées aux mondes ruraux.

Les histoires familiales de Francisco et des familles que je rencontrais à El Edén dialoguaient en effet de moins en moins, ou plus exclusivement, avec l'activité agricole. Alors que la grande majorité de la génération précédente — la génération des parents de Francisco, née en moyenne à la fin des années 1920 — était venue s'installer au village pour y cultiver la terre. Grâce à la Réforme agricole, elle avait été dotée de terres *ejidales* (1943) et avait vécu principalement de la production de café de leur parcelle. C'est le temps de « l'ancrage à la terre » (« *el arraigo a la tierra* ») (Arias, 2009 : 30)⁵. Cette génération pouvait finalement s'enraciner territorialement, après avoir affronté des situations d'extrême mobilité et de forte insécurité salariale imposées par le système de péonage⁶.

Mais à partir des années 1990, au niveau national, et plus nettement à partir des années 2000 pour le Chiapas, le milieu rural fit face à des changements organisationnels profonds : la transformation de l'*ejido* comme propriété commune à une propriété individuelle⁷, l'expansion des processus de « désagrarisation »⁸ (Escalante, Catalán, *et. al.*, 2008 ; Grammont, 2009a ; Salas Quintanal, Gonzalez, 2013) ou de déclin agricole, de tertiarisation de l'économie rurale, de pluriactivités⁹ des foyers, d'individualisation des aides publiques ou encore l'émergence, depuis les années 2000, du Chiapas comme nouvel état mexicain

⁴ Entretien avec Francisco, réalisé le 03.05.2012, à El Edén.

⁵ Dans l'étude des migrations depuis le milieu rural, André Quesnel et Alberto del Rey parlent aussi d'ancrage local et d'une organisation des familles en archipel dans les différents lieux de migration (Léonard, Quesnel, Del Rey, 2007 ; Del Rey, 2004).

⁶ Système de recrutement d'ouvriers agricoles salariés.

⁷ PROCEDE : *Programa de Certificación de Derechos Ejidales y Titulación de Solares*. En 1992, l'article 27 de la Constitution, qui posait les bases de l'*ejido*, est réformé, mettant fin à la structure communautaire et au contrôle collectif sur les transferts fonciers. Si l'assemblée *ejidale* l'accepte, les terres deviennent propriétés individuelles et peuvent désormais être vendues, fractionnées ou utilisées comme bien immobilier. Nous développerons ce point plus amplement dans le chapitre IV.

⁸ Non pas que l'agriculture ait totalement disparu du panorama rural, mais que sa part, tant dans les programmes de soutien que dans l'économie de ces territoires, a diminué très significativement (voir chapitre IV).

⁹ Approche développée par Hubert Carton de Grammont dans Carton de Grammont Hubert. (2009a) « La desagrarisación del campo mexicano ». *Convergencia*, n°50, Vol. 16, pp. 13-55.

« expulseur » de main-d'œuvre vers les États-Unis¹⁰.

Dans ce nouveau contexte, un peu plus de la moitié des membres des familles rencontrées de la deuxième génération d'*ejidatarios* et nés à El Edén (dans les années 1950) partiront du village : qui sommés de trouver de meilleures opportunités d'emploi à la ville, qui poussés à suivre leur conjoint. Mais l'autre moitié y resteront et perpétueront cet enracinement local initié par la génération précédente. C'est d'eux dont nous parlerons ici.

On pourrait penser que ceux qui sont restés sont ceux qui ont hérité de la parcelle des pères. Les choses semblent pourtant un peu plus complexes. Dans l'échantillon de cette étude, la moitié des trajectoires sédentaires que nous analyserons a été exclue de cette transmission : les femmes notamment, mais pas seulement. La perpétuation de l'ancrage local ne se limite donc pas à l'héritage de la terre. Et si Francisco était parvenu à rester « avec succès »¹¹, je découvrais au fil des rencontres et des entretiens que d'autres y parvenaient de façon plus précaire ou incertaine, sollicitant et bénéficiant de ressources économiques, relationnelles ou symboliques différentes. Chaque individu semblait inégalement doté dans sa sédentarité.

D'une certaine manière, cette recherche doctorale cherche à répondre à la question posée par Francisco et à en étendre les implications à partir de l'analyse circonscrite du village El Edén : comment vit-on désormais en milieu rural ? Et comment, plus précisément, parvient-on à rester à l'*ejido* El Edén ? Quelle place continue d'avoir la production de café au sein des familles rencontrées ? Comment se sont modifiées les sources de revenus pour les membres des familles restés au village ? Comment la famille opère-t-elle en tant que protection ou obstacle face à ce nouveau contexte ? Comment se construisent les trajectoires de sédentarité dans le village ? Ou encore comment les individus parviennent à valoriser leur enracinement local dans les champs professionnel et politique ? Voici les quelques questions posées par ce travail.

Mais l'analyse ne se réduira pas à comprendre les situations contemporaines des familles face aux nouveaux marchés du travail en milieu rural et aux modifications de l'institution *ejidale*. L'enquête œuvre à la compréhension de ces métamorphoses dans le temps long (1943-2014).

¹⁰ L'émigration vers les États-Unis existe depuis plusieurs décennies dans les états centraux de la République mexicaine, le Chiapas fait partie des « nouveaux états expulseurs » depuis le début des années 2000. En 2009 près de 58 % des migrants chiapanèques, rencontrés à la frontière nord, déclaraient travailler dans le secteur agricole avant leur migration, contre 17 % pour la totalité des flux migratoires mexicains (EMIF-Norte, 2009).

¹¹ Carnet de terrain, le 05.05.2012, El Edén.

Introduction

Les hommes et les femmes, fils et filles de la première génération d'*ejidatarios* dans le village, constitueront les prismes pour observer ces changements sociaux. Comment la famille s'est-elle construite dans le contexte de l'*ejido* à partir des années 1940 ? Quelles étaient alors les insertions économiques de ses membres et les premiers cadres de socialisation pour cette génération ? Comment et jusqu'à quel point l'institution *ejidale* et l'activité économique ont-elles déterminé dans un premier temps la configuration, les ressources, les liens et les rôles familiaux ? Enfin, après une première socialisation dans un contexte agricole, comment comprendre la sortie (partielle) de l'agriculture quand elle ne s'accompagne pas ou peu d'une mobilité géographique pour les individus ?

C'est ainsi que nous analyserons les changements et les permanences au sein d'une génération, née en moyenne dans les années 1950. Elle constitue une focale privilégiée pour observer les modifications d'une société. L'approche générationnelle permettra en effet de mieux comprendre les familles rurales étudiées dans leurs modalités d'existence contemporaines, parce que « le présent n'est pas seulement le contemporain. Il est aussi un effet d'héritage, et la mémoire de cet héritage nous est nécessaire pour comprendre et agir aujourd'hui » (Castel, 1995 : 15).

1. L'enquête dans un *ejido* du sud Chiapas

L'enquête (de type ethnographique) s'est déployée à l'*ejido* El Edén. Il s'agit d'ores et déjà de poser quelques éléments pour la compréhension de base de ce que recouvre l'*ejido* — notamment pour un lecteur qui serait totalement étranger à cette expression mexicaine de la tenure de la terre — et de présenter le contexte géographique et socioéconomique de la région d'étude, le Soconusco. Par ailleurs, l'enquête réalisée est composite, formée à la fois d'une récolte de données de première et de seconde main : observations, entretiens répétés, récits de vie, généalogies familiales¹², mais aussi consultation d'archives et dépouillement de bases de données statistiques. Plusieurs méthodes ont été sollicitées. Le volet ethnographique s'est déroulé en deux temps : un premier travail de terrain entre mars et août 2012 ; un second de mars à juin 2014. Le premier chapitre se consacre entièrement à la genèse de cette recherche

¹² Voir les annexes 1 à 6 : « Les entretiens » et « Les observations »).

et à l'analyse réflexive de l'enquête réalisée. Je me contenterai de présenter dans ce préambule la focale utilisée, pour entrer dans l'étude des configurations sociales de l'*ejido* El Edén et des familles rencontrées, qui permettra les regroupements et les comparaisons. Cette focale, c'est celle de la génération.

L'ejido El Edén dans la région du Soconusco : un autre Chiapas ?

L'*ejido* est une expression parmi tant d'autres des formes qu'a pu prendre la propriété collective de la terre et son exploitation agricole. Le XX^e siècle latino-américain voit apparaître différentes réformes agraires (encadré n°1), composées pour le moins de trois phases : expropriation foncière des grands propriétaires, redistribution à la petite paysannerie et organisation de la production agricole sur les parcelles redistribuées.

Suite à la Révolution mexicaine, la Constitution de 1917 institue la répartition des terres par le démembrement des grandes exploitations agricoles (*haciendas* et *fincas*). Cette réforme agraire d'ampleur sera effective surtout sous le gouvernement de Lázaro Cárdenas (1934-1940). Ces terres deviennent propriétés de la Nation, ne peuvent être vendues et sont gérées collectivement par une nouvelle institution nommée *ejido*. Une « citoyenneté agraire » (Léonard et Foyer, 2011 : 25) se structure autour d'une assemblée, d'un *comisariado ejidal* élu pour trois ans et des *ejidatarios*. Une gouvernance collective donc, mais aussi un usufruit individuel de la parcelle : les cinq hectares de terres dotées, à chaque *ejidatario* de l'*ejido* El Edén, sont administrés par les familles de chaque bénéficiaire. Si la dotation ou la restitution¹³ partielle de « la terre à ceux qui la travaillent »¹⁴ n'a pas totalement rompu avec l'organisation territoriale et économique précédente, elle a toutefois introduit deux nouveaux acteurs au cœur de la société rurale : l'État et les *ejidatarios*. L'*ejido* s'est alors imposé comme central pour comprendre une grande part du milieu rural mexicain : en 1990, sur les plus de 100 millions d'hectares de terres arables que compte le pays, 95 millions d'hectares

¹³ La dotation de terres concernait les groupes de paysans organisés faisant une demande de dotation pour les besoins de leurs familles. En revanche, les communautés dont les terres avaient été spoliées et qui en faisaient la demande pouvaient bénéficier d'une restitution de terres. « Au niveau national, entre 1916 et 1980, seulement 17 % des demandes de restitution formulées au nom d'organisations communales (anciennes communautés indiennes ou municipalités) ont été satisfaites contre 79 % des sollicitudes de dotation émanant de groupements de paysans sans terre — 214 restitutions pour 21 289 dotations, soit 1 % des allocations foncières » (Sanderson 1984 ; cité dans Léonard, Foyer 2011 : 24).

¹⁴ « *La tierra es de quien la trabaja* » est une revendication d'Emiliano Zapata, proclamée, dans le Plan de Ayala, à l'attention du président Francisco I. Madero (1911-1913), suspecté de trahir la cause paysanne lors de la Révolution en novembre 1911.

Introduction

étaient des terres *ejidales* (Banque mondiale, 1990 ; INEGI, SRA, 1990).

Nous reviendrons en détail sur l'ensemble de ces points, mais voici *a minima* une définition : « Il s'agit principalement d'une unité de terres cultivées placée sous le régime de la propriété communale ou collective, mais distribuée en petites exploitations individuelles ou familiales. Ainsi les bénéficiaires n'ont-ils que leur lot, notamment sous le contrôle d'un *comisariado ejidal* de trois membres, en principe élu par eux. » (Chevalier, 1966 : 718).

L'*ejido* n'est donc pas simplement un statut foncier particulier pour la terre. C'est aussi un mode de gouvernance spécifique. Et entre 1930 et 1970, c'est une institution qui bénéficie d'une économie et d'une politique favorables. Le modèle économique de substitution des importations génère une forte industrialisation et l'agriculture, qui fournit en grande quantité des aliments peu chers pour nourrir les villes, devient alors fonctionnelle au développement de ce processus d'industrialisation (Rubio, 2003 : 46). Les produits dédiés à l'exportation, comme le café, bénéficient d'aides étatiques importantes¹⁵.

La décennie 1980-1990 marque un changement de paradigme. Avec l'orientation néolibérale d'insertion compétitive dans les marchés internationaux, qui trouvera son apogée lors de la signature du traité de libre-échange nord-américain (ALENA) au 1^{er} janvier 1994, ou même le programme d'ajustement structurel souscrit auprès du FMI dès 1983, qui inaugure une politique d'austérité, les institutions étatiques d'aide à l'agriculture disparaissent en grande partie et le budget du ministère de l'Agriculture baisse considérablement. Cependant, l'État ne se libère pas totalement de ses fonctions dans le milieu rural ; il continue d'y être présent, mais d'une tout autre manière. Les aides agricoles sont distribuées au travers de programmes comme PROCAMPO¹⁶ ou ASERCA¹⁷, destinés à des producteurs compétitifs, intégrés aux marchés agricoles internationaux, ou par le biais de politiques de réduction de la pauvreté ; la plus emblématique est le programme *Oportunidades*¹⁸, délivrant des subsides aux mères de famille dans les zones marginales.

¹⁵ L'Institut Mexicain du Café (INMECAFE), géré par l'État, aide par exemple au financement des productions (distribution de crédits), de leur achat (à prix garanti) et de la transformation de la graine. Il donne également un certain nombre de services aux producteurs, qui bénéficient d'une couverture sociale et de la construction d'infrastructures dans les villages (écoles, routes, électricité, dispensaires, etc.). Ce point sera développé notamment dans le chapitre II : « De *peon* à *ejidatario*, de l'insécurité aux protections sociales. La structuration territoriale du Soconusco ».

¹⁶ PROCAMPO : *Programa de Apoyo al Campo* — Programme d'Aide à la « Campagne ».

¹⁷ ASERCA : Aide directe aux producteurs pour vitaliser la commercialisation de leur production.

¹⁸ *Oportunidades* : Subsides monétaires à l'attention des mères de famille en situation de précarité, anciennement programme PROGRESA.

Enfin, en 1992, l'article 27 de la Constitution, qui posait les bases de l'*ejido*, est réformé¹⁹, mettant fin à la structure communautaire et au contrôle collectif sur les transferts fonciers. Si l'assemblée *ejidale* l'accepte, les terres peuvent potentiellement devenir propriétés privées, c'est-à-dire être vendues, fractionnées ou utilisées comme bien immobilier. Mais la dissolution totale (*dominio pleno*) des *ejidos* est restée marginale sur l'ensemble du pays (Léonard, 2011 : 15). Malgré les multiples changements qu'inaugure cette réforme, elle ne débouche pas pour autant sur une disparition pure et simple de l'*ejido*. L'institution continue de structurer de nombreux enjeux, comme l'accès à la terre, à la citoyenneté ou aux aides publiques, et elle ne remet pas totalement en question le mode de gouvernance, bien qu'elle le fragilise.

L'analyse s'inscrira donc dans le cadre de l'*ejido* et de ses métamorphoses, à partir de sa création jusqu'en 2014, année de la dernière enquête de terrain réalisée.

Encadré n°1. Petite chronologie (non exhaustive) des réformes agraires du XX^e siècle latino-américain

« Dans son acception courante, la réforme agraire se définit comme une opération de redistribution foncière en faveur des paysans les plus démunis en terre. Elle peut impliquer des mesures destinées à partager aussi les autres moyens de production agricole : matériel, bâtiments d'élevage, cheptel, eau d'irrigation, etc. Elle signifie un transfert de tout ou une partie des revenus des anciens propriétaires (rente foncière, profit capitaliste) vers la paysannerie pauvre » (Dufumier, 1986 : 57).

Dans les différents pays d'Amérique latine, après plusieurs vagues d'expropriation des populations autochtones et de la petite paysannerie (colonisation espagnole, ouverture des pays aux capitaux étrangers, dictatures militaires, etc.), les réformes agraires ont pris des contours différents et parfois n'ont jamais vraiment eu lieu au cours du XX^e siècle. Dans ce panorama, le Mexique est d'ailleurs souvent présenté comme une exception de par l'ampleur de la réforme et sa précocité (Chonchol, 2003).

En Bolivie, avant la réforme de 1953, un recensement estimait que 70 % des terres cultivées étaient des *latifundios* (Grenier, 1964). Avec l'arrivée au pouvoir du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR) en 1952, une réforme agraire d'ampleur est entamée. Au total plus de 9 millions d'hectares sont redistribués bénéficiant à à plus de 200 000 familles (Roux, 2007). Mais cette répartition est tout à fait inégalitaire et ne profite pas à la région andine, notamment.

¹⁹ Voir annexe n°16 : « Article 27 de la Constitution mexicaine ».

Introduction

Au Guatemala, le gouvernement de Jacobo Arbenz Guzman initie également une réforme agraire en 1953 qui redistribue des terres à plus de 100 000 familles paysannes et indiennes. Mais le processus de redistribution est interrompu par le coup d'État dirigé par Carlos Castillo Armas et soutenu par la *United Fruit Company* et les États-Unis (Chonchol, 2003).

À Cuba, suite à la révolution (1953-1959), l'Institut National pour la réforme agraire (INRA) exproprie les *latifundios* aux propriétaires cubains et nationalise les grandes propriétés aux mains des entreprises étasuniennes dès 1961 (voir Gutelman, Dumont, 1963). L'État cubain finit par contrôler 84 % des terres, le reste est détenu par de petites coopératives paysannes (Chonchol, 2003).

Le Chili inaugure également une réforme agraire avec le gouvernement démocrate-chrétien de Frei en 1967. Il procédera de manière lente à 1 500 expropriations (le tiers des *latifundios* du pays), bénéficiant à près de 21 000 familles. Avec l'unité populaire d'Allende, à partir de 1970, 3 900 domaines seront expropriés, 9 millions d'hectares redistribués. Mais là encore, le processus est brutalement interrompu par le coup d'État de 1973 et la junte militaire restituera une grande quantité des domaines (près de 2 000) (Chonchol, 1963 ; Kay, 1975).

Au Pérou, le gouvernement militaire de Velasco Alvarado poursuit la réforme agraire initiée par Belaúnde. Entre 1969 et 1978, 10 millions d'hectares sont expropriés et redistribués à plus de 300 000 familles paysannes. Dans les phases ultérieures de la dictature militaire, le processus se ralentit et exclut les familles indiennes les plus pauvres (Chonchol, 2003).

Au Nicaragua, suite à la victoire du Front sandiniste en 1979, l'État récupère près d'un million d'hectares, nationalise la production agricole (« Aire de la Propriété du Peuple ») et encourage à la formation de coopératives paysannes. En 1981, la première réforme agraire est mise en place ; mais elle reste timide : il s'agit de régulariser la situation des paysans qui avaient occupé les *latifundios*. Dans le même temps, de nombreux grands propriétaires terriens, leur production constitue la principale source de revenus pour le pays, ne sont pas expropriés. Le pays reste dépendant de l'exportation de ses matières premières pour rembourser sa dette extérieure (Dufumier, 1983).

Au Brésil enfin, aucune réforme agraire n'a jamais vraiment eu lieu, malgré une concentration des terres particulièrement importante, aujourd'hui dédiées à l'agrobusiness et à la production extensive. Depuis la fin de la dictature, à partir de 1985, sous la pression du Mouvement des Sans-Terre (MST) notamment, les gouvernements successifs ont tout de même transféré plusieurs millions d'hectares à la petite paysannerie à travers, non pas l'expropriation des grandes propriétés, mais le marché foncier, en combinant des mécanismes de cession et de financement (crédits) d'accès à la terre (voir par exemple : Eloy, et. al., 2009).

L'*ejido* El Edén compte 765 habitants (INEGI, 2010). Il se situe à une cinquantaine de kilomètres à vol d'oiseau de Tapachula, non loin de la frontière avec le Guatemala, au sud du Chiapas, dans la région du Soconusco (carte n°1). Cette partie du Chiapas est assez différente d'un autre Chiapas plus connu.

Lors de ma première année de thèse, au moment de présenter ma recherche, je mentionnais simplement « le Chiapas » comme contexte de l'étude. À l'évocation de ce dernier, mes interlocuteurs, qu'ils soient français ou mexicains, profanes ou fins connaisseurs du Mexique, s'empressaient de me parler du soulèvement zapatiste du 1^{er} janvier 1994 et de l'organisation autonome²⁰ à laquelle il avait donné naissance, après plus de dix années de préparation et d'organisation. Comme par un effet de synecdoque, parler du Chiapas, c'était donc évoquer l'autonomie zapatiste et inversement. Il y a dans cette équivalence au moins deux écueils.

Premièrement, elle pousse à concevoir l'État administratif comme un vaste territoire homogène et oublie de questionner la cohérence des limites étatiques et la diversité géographique, politique, ethnique ou économique interne aux États. Si c'est effectivement au Chiapas qu'émerge ce mouvement avec toutes les spécificités propres à la région des *Altos*, la géopolitique chiapanèque ne se réduit pas à la seule lutte zapatiste. Ensuite, si le Soconusco est concerné aussi par les dynamiques nationales et étatiques, il répond dans le même temps à des dynamiques historiques propres, régionales et locales. La Révolution de 1910 n'a par exemple pas eu les mêmes expressions dans la région des *Altos* ou pour le Soconusco (Gilbert, Nugent, 1994 ; Mallon, 1995 ; chapitre II). La région s'est rattachée très tardivement à la nation mexicaine.

Il est donc important d'avoir en tête l'hétérogénéité des États. Penchons-nous brièvement sur les contours de ce contexte pour prévenir ainsi d'éventuelles déceptions et souligner à quel point le lieu de notre étude répond bien d'une autre réalité que celle d'un Chiapas « plus connu », plus « politisé », plus « indien » ou plus « pauvre », et peut-être aussi, pour certains, plus « authentique ».

Le Chiapas est le principal État de production caféière. En 2012, sa part dans la production totale du pays s'élevait à 40 % (28 % pour l'État de Veracruz) (figure n°1). Cette production se concentre sur deux régions : celle des *Altos*, au-dessus de San Cristobal de las Casas, au

²⁰ Le mouvement a son armée, son gouvernement, ses systèmes autogérés de santé, d'éducation, de justice ou de police. Leur « État » (s'il faut devoir lui donner un nom) se divise en cinq *caracoles* (escargot ; symbole de la spirale et des assemblées où la parole fait mille spirales avant d'arriver à un accord). Chaque communauté zapatiste désigne ses « délégués » (et non des « représentants ») qui « gouvernent » pour des périodes de six mois dans les assemblées du « bon gouvernement » (en opposition à celle du « *mal gobierno* », « mauvais gouvernement » qu'est l'État mexicain). Elles ont lieu dans le *caracol* qui correspond à la zone géographique de la communauté. Il y a renouvellement, rotation et reddition des délégués. Au-dessus de ces cinq *caracoles* il n'y a pas d'autres instances décisionnelles. Chaque délégué doit répondre à la philosophie du « *mandar obedeciendo* », « gouverner en obéissant » : servir et non pas se servir ; construire et non pas détruire ; obéir au village et non le gouverner ; proposer et non imposer ; convaincre et non vaincre ; descendre et non monter dans le système de gouvernance.

Introduction

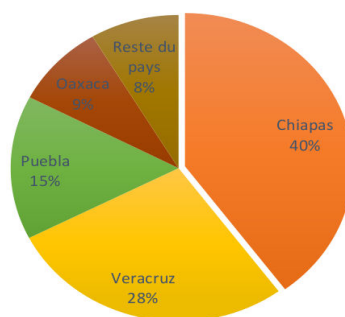
nord-est de l'État ; celle du Soconusco, au sud, à la frontière avec le Guatemala (carte n°2). C'est là que prend place notre étude.

Le Chiapas compte 12 des 62 groupes indiens reconnus nationalement. On assimile donc souvent, et à raison, cet État aux populations indiennes. La population des *Altos* est à plus de 70 % indienne, quand elle est de moins de 10 % dans celle du Soconusco, selon le recensement de 2010²¹ (carte n°2). C'est d'ailleurs aussi dans les municipes (*municipios*²²) du nord-est, majoritairement indien, que l'on trouve le pourcentage le plus élevé de la population vivant en situation d'extrême pauvreté : 57 %, atteignant même 80 % pour le municipe de San Juan Cancuc. Dans le municipe de Tapachula, ce pourcentage s'élevait à 17,5 %²³. Le municipe est en effet dans la moyenne basse des marqueurs de marginalité. Il compte 9,3 % d'analphabètes dans la population de plus de 15 ans, quand ceux-ci sont près du double sur l'ensemble de l'État (18 %) — à titre indicatif ce pourcentage est de 2,11 % pour la ville de Mexico. La population gagnant au moins deux salaires minimum s'élevait en 2010 à 55 %, contre près de 70 % sur l'ensemble de l'État chiapanèque (tableau n°1). 32 % des occupants de logements privés ne possèdent pas l'eau courante contre 22 % pour l'État ; et ceux vivants dans des maisons dont le sol est de terre était de 16 %, le même pourcentage que la moyenne de l'État. Enfin, le municipe de Tapachula, bien que comptant des *ejidos* et des *fincas* de café, est un municipe urbain avec la ville de Tapachula (320 000 habitants). La ville est un pôle d'attraction important pour les villages alentour.

²¹ Définition de la population indienne pour le recensement statistique national selon l'INEGI : est considérée comme indienne toute personne qui déclare parler une langue indienne.

²² Le municipe est l'équivalent en France des communes et/ou des cantons. Pour le détail des municipes du Chiapas, voir annexe n°8 : « Chiapas : régions et municipes ».

²³ Il est surprenant de constater que les deux cartes (part de la population en situation d'extrême pauvreté et part de la population indienne) peuvent quasiment se superposer l'une sur l'autre. Les zones indiennes correspondent aux zones les plus marginales.

Figure n°1. Répartition de la production nationale de café par État, 2012

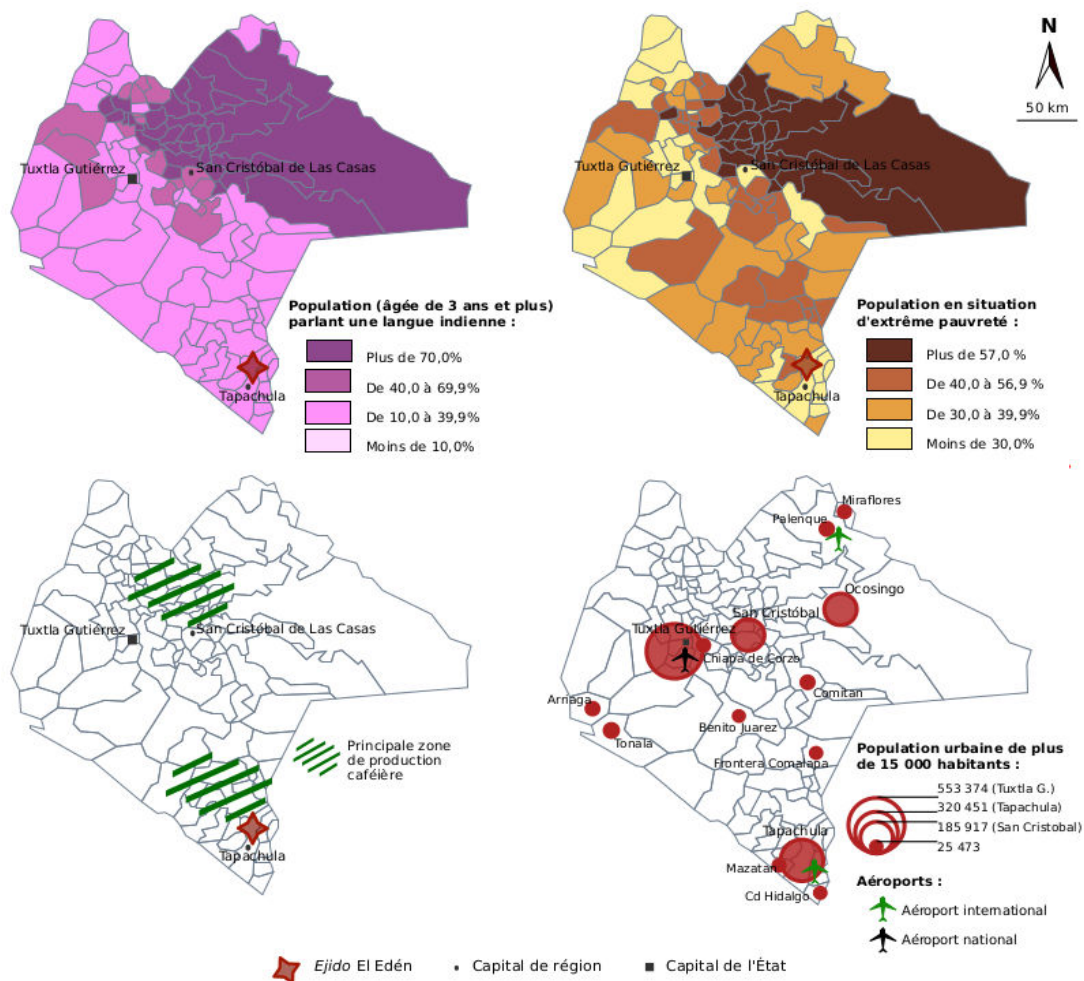
Source : SIAP-SAGARPA, 2012.

Tableau n°1. Municipale de Tapachula, État du Chiapas et ville de Mexico : indicateurs de marginalisation, 2010

	Municipe de Tapachula	Chiapas	Ville de Mexico
Population totale	320 451	4 796 580	8 851 080
Population de 15 ans ou plus analphabète	9,28%	17,91%	2,11%
Population de 15 ans ou plus n'ayant pas fini l'école primaire	24,78%	37,13%	8,72%
Occupants de logements privés sans eau courante	32,43%	22,37%	1,79%
Occupants de logements privés avec un sol de terre	16,08%	15,66%	1,08%
Population dans les localités de moins de 5 000 habitants	29,97%	57,86%	--
Population active gagnant au moins deux salaires minimum	55,06%	69,85%	28,51%
Degré de marginalisation	<i>Moyen</i>	<i>Très élevé</i>	<i>Très bas</i>

Sources : INEGI, *Censo de Población y Vivienda*, 2010.

Carte n°2. Deux Chiapas ? Populations indiennes, populations en situation d'extrême pauvreté, principales zones de production de café et principales villes de l'État, 2010



Sources: INEGI, Censo de población y vivienda 2010, OEIDRUS-Chiapas, Secretaría de Comunicaciones y Transportes (SCT) et données personnelles. Conception et réalisation : A Rinaldy, 2016 avec les logiciels Philcarto et Inkscape.

Enfin, en 2010, le nombre d'enfants par femme²⁴ au Chiapas était le plus élevé du pays avec 3,07, quand la moyenne nationale était de 2,39 et de 1,69 dans la ville de Mexico²⁵. Le taux de croissance annuel du Chiapas, entre 2000 et 2010, était de 2,23 % — à titre indicatif, il fut de 1,52 % au niveau national et de 1,06 % à Oaxaca, un État dont la structure démographique est similaire à celle du Chiapas, à prédominance rurale (tableau n°2). Cette importante croissance démographique exerce une forte pression sur les marchés du travail.

²⁴ Somme des taux de fécondité par âge des femmes en âge de procréer.

²⁵ CONAPO, voir annexe n°15 : « Mexique : Nombre d'enfants par femme ».

Tableau n°2. Chiapas : croissance démographique, 2000-2010

		Population (Effectifs)			Taux de croissance annuel (%)		
		2000	2005	2010	2000-2005	2005-2010	2000-2010
Total	Mexique	97483412	103263388	112336538	1,19	1,76	1,52
	Chiapas	3920892	4293459	4796580	1,90	2,34	2,23
	Oaxaca	3438765	3506821	3801962	0,40	1,68	1,06
Population rurale (Moins de 2500 habitants)		2000	2005	2010	2000-2005	2005-2010	2000-2010
	Mexique	24760787	24266896	26062077	-0,40	1,48	0,53
	Chiapas	2129044	2245479	2460645	1,09	1,92	1,56
Population mixte (entre 2500 et 15000 habitants)		2000	2005	2010	2000-2005	2005-2010	2000-2010
	Mexique	13257744	14147084	16064125	1,34	2,71	2,12
	Chiapas	670472	674073	748266	0,11	2,20	1,16
Population urbaine (Plus de 15000 habitants)		2000	2005	2010	2000-2005	2005-2010	2000-2010
	Mexique	59464881	64849408	70210336	1,81	1,65	1,81
	Chiapas	1121375	1373907	1587668	4,50	3,11	4,16
	Oaxaca	773722	852157	958094	2,03	2,49	2,38

Source : Censo de Población y Vivienda 2010 y 2000 ; Conteo de Población y Vivienda 2005.

Suivre une génération charnière

À El Edén, l'enquête se centre sur les personnes appartenant à la deuxième génération d'*ejidatarios* du village, née en moyenne en 1955. Au moins un de leurs parents avait été *ejidatario*, fondateur de l'*ejido*. Le terme « génération » est plurivoque. Les démographes ont en effet coutume de différencier au moins deux types de générations, bien qu'elles peuvent parfois coïncider (Devolder, 2004)²⁶ : la génération d'âge et la génération familiale.

Une génération d'âge ou démographique, appelée aussi « cohorte de naissance », regroupe l'ensemble des personnes nées au cours de la même année — on peut aussi rassembler les générations par tranches de cinq, dix ou vingt ans. La cohorte (ou promotion) regroupe également l'ensemble des individus ayant rencontré à la même époque un événement donné. Lorsqu'une nouvelle génération apparaît, elle est socialisée dans un contexte économique, politique et familial spécifique. C'est ainsi qu'elle se construit socialement autour de caractéristiques qui lui deviennent propres et qu'elle conserve tout au long de la vie. En ce sens, on peut observer des « effets de génération », une « position de génération » ou encore

²⁶ Daniel Devolder (2004) montre l'évolution en Europe des générations d'âge et familiale qui, depuis une période récente, tendent à se superposer.

Introduction

une « conscience de génération ». Pourtant, bien que chaque génération soit confrontée à des situations sociales ou économiques différentes de la génération précédente, « la génération n'est pas la classe »²⁷ (Chauvel, 1998 : 23). Les membres d'une même génération familiale, s'ils ont des particularités similaires, traversent évidemment des difficultés différentes selon leur sexe, leur rang de naissance ou leur classe sociale d'origine.

Lorsque les démographes veulent parler « des individus au sein de la famille et des rapports de parenté que chaque personne, au moment de sa naissance ils reviennent au sens premier du mot “génération” qui vient de “*generare*”, engendrer pour signifier l'ensemble des personnes d'une famille également distantes d'un ancêtre. » (Golini, 2004 : 86).

Au cours de la thèse, nous nous référerons plus volontiers à la génération familiale des individus et non à leur génération d'âge. Nous suivrons en effet une génération familiale spécifique, les enfants des premiers *ejidatarios*, en tâchant de comprendre dans quel contexte elle s'est socialisée, les changements économiques, politiques et familiaux qu'elle a traversés, ainsi que ses liens avec la génération qu'il l'a précédée (et dans une moindre mesure avec celle qui suit). Pour ce faire, nous nous appuierons sur des généalogies familiales réalisées auprès de huit Egos, quatre hommes et quatre femmes. Le plus âgé est né en 1938, la plus jeune en 1966, près de trente ans les séparent. Mais ils ont tous deux traversé des contextes économiques, sociaux et politiques similaires.

Je définis cette génération comme « charnière » (aussi appelée « cohorte pivot ») parce qu'elle a vécu deux moments historiques distincts : une première socialisation structurée autour de l'organisation productive agricole de la parcelle et de l'*ejido*, qui a dicté un certain nombre d'obligations et construit des identités de genre spécifiques. C'est le moment de l'ancrage local. Ce premier temps de socialisation semble avoir été profondément marqué par l'activité agricole de la famille et l'organisation domestique qu'elle imposait. Puis, à partir de la décennie 1990, dans une nouvelle étape de son cycle familial, cette même génération fit face à de « nouvelles ruralités » (voir *infra* pour l'éclairage sur ce terme). Les familles rencontrées agrègent désormais des trajectoires laborieuses plus diverses (notamment pour les femmes), plus tertiaires et moins agraires, souvent, plus précaires et, surtout, fortement différenciées selon les individus, ainsi que le support familial dont ils sont issus et dont ils disposent.

²⁷ « En effet, toutes les inégalités sociales ne se réduisent pas à une différence de date de naissance : au sein de toute cohorte se trouvent des cadres et des ouvriers, des gens aisés et d'autres qui le sont moins » (Chauvel, 1998 : 25).

« Ne pas penser les générations, c'est perdre la dynamique temporelle de sa morphologie et la manière dont se transforment ses contours, connaît des mutations de structure et voit ses enjeux changer ou se déplacer peu à peu » (Chauvel, 1998 : 252). C'est bien pour une perspective générationnelle que nous plaiderons ici. Elle permettra en effet d'analyser les ascendances et les provenances des trajectoires individuelles, dans un temps plus long que celui du présent de l'enquête. Elle permet de découvrir les différentes strates, l'« épaisseur du présent » (Castel, 2012 : 37) et ainsi d'envisager la famille non pas uniquement comme une institution, mais également comme un processus (Robichaux, 2007a : 33). S'intéresser aux processus est d'ailleurs l'un des vœux énoncé par Stéphane Beaud et Florence Weber dans leur projet d'élaborer une ethnographie sociologique, pour sortir de la dichotomie stérile entre les approches qui considèrent les individus comme des agents et celles qui les conçoivent comme des acteurs²⁸ : « Un processus, c'est le déroulement d'une situation [...] où les actes de chacun comptent, où rien n'est joué d'avance et qui, pour autant, échappe à chacun des participants » (Beaud, Weber 2010 : 283).

En ce sens, pour notre cas d'étude, les généalogies permettent d'explorer comment l'*ejido* a contribué à configurer un « support familial » précis (voir *infra* pour la définition de la notion de « support »), à en façonner les contours. Elles permettent aussi d'explorer comment la famille elle-même, par ses dynamiques internes et ses mécanismes propres, conditionne la circulation des protections de l'*ejido* en son sein. La méthode généalogique permet de tisser ensemble ces deux fils explicatifs du monde social.

Enfin, les huit trajectoires que j'ai choisies de retenir pour l'analyse ne sont pas strictement des « idéaux-types » au sens wébérien du terme, c'est-à-dire un tableau de pensée qui, pour les besoins de la recherche, accentue délibérément certains traits de la réalité. Elles ne prétendent pas rendre compte de manière exhaustive des façons de rester au village, elles contribuent modestement à illustrer différentes facettes des expériences vécues et des

²⁸ Je fais référence ici à la vieille dichotomie entre les approches qui considèrent les individus comme des agents et celles qui les conçoivent comme des acteurs, ou entre les perspectives durkheimiennes et wébériennes. Longtemps encore les sociologues seront classés selon leur proximité à ces penseurs dont les angles d'analyse ont parfois été présentés comme antagonistes et inconciliables. Il est néanmoins important de ne pas exagérer ces oppositions et de ne pas se limiter à l'antinomie entre objectivisme et subjectivisme. Certes, des divergences existent, mais des rapprochements sont néanmoins possibles ; ces perspectives peuvent et doivent être complémentaires. Pour l'étude des migrations, Nancy Green proposait, par exemple, une « approche intermédiaire », c'est-à-dire un « structuralisme poststructural [devant] tenir ensemble la perspective des acteurs sociaux, sans oublier les aspects internationaux et nationaux qui entourent les choix individuels ou familiaux » (Green, 2002 : 104) dans la migration. Tâchons, dans les champs d'études dans lesquels s'inscrit notre réflexion (sociologie de la famille et sociologie rurale), d'œuvrer en faveur de cette posture intermédiaire.

Introduction

modifications des mondes ruraux, à hauteur d'hommes et de femmes. En ce sens, elles sont davantage des « cas ethnographiques » (Weber, 2013).

2. Ruralités : de l'approche sectorielle à l'approche territoriale et locale

En la reformulant quelque peu et en y ajoutant une once de provocation, la question de Francisco, posée en ouverture de ce texte, pourrait aussi être celle de la sociologie rurale elle-même : survivra-t-elle à ces profonds changements ? Est-il encore pertinent de parler de « rural » ou de « ruralité » quand certains espaces ruraux sont soumis au Mexique, depuis plus de vingt ans, à des processus de « périurbanisation » ou de « rurbanisation » ? La catégorie contient-elle encore des possibilités interprétatives ? Est-elle seulement l'antithèse de l'urbain ? Comment sera-t-elle utilisée dans le cadre de cette thèse ? Pour éclaircir ces interrogations, je reviendrai sur les différentes approches du rural, l'évolution du regard qu'on lui a porté dans le champ des sciences sociales (en particulier au Mexique) et la manière dont je l'ai envisagé dans le cadre de cette recherche.

Mondes paysans

Dans le champ des sciences sociales, le « rural » a longtemps recouvert l'espace structuré par le mode de vie paysan, l'activité agricole et, pour une large part des territoires mexicains, l'organisation *ejidale* ou communale. Au Mexique, le champ universitaire se questionne sur la fin programmée de la paysannerie et les études se polarisent²⁹. D'un côté les « *proletaristas* » ou « *descampesinistas* » (Gutelman, 1971 ; Bartra, 1974 ; Paré, 1977, Lehmann, 1980), de l'autre les « *campesinistas* » (Stavenhagen ; Warman, 1980).

Les premiers défendent la thèse de la prolétarianisation du paysan, causée par la situation intenable de misère dans les campagnes (*push*) qui précipite les paysans sans terres dans les grands centres urbains (*pull*). La « *proletarización* » est pour eux la conversion des paysans en ouvriers ou en petits agriculteurs capitalistes et la perte de « l'identité paysanne » (Lucas, 1982 ; Shanin, 2005). La pensée marxiste, qui prévalait dans la première moitié du XX^e siècle,

²⁹ Pour les détails des débats entre « *campesinistas* » y « *descampesinistas* » voir Feder (1977).

concevait en effet les populations rurales dans leur articulation avec le mode de production capitaliste et s'attachait d'abord à comprendre comment la paysannerie y était « intégrée » ou « subordonnée ». Les débats se cristallisèrent alors sur la question de la disparition progressive des paysans en tant que groupe social, mais aussi en tant que « civilisation » et culture singulière. Pour Marx, la destinée inéluctable des paysans était leur prolétarianisation. Dans sa continuité, l'intellectuel Karl Kautsky (1899³⁰) théorise avec le capitalisme industriel la fin de la paysannerie en tant que classe et sa dilution dans le salariat. Les auteurs se sont toutefois attachés à montrer que la mutation du paysan en ouvrier n'est pas automatique ni absolue : la « *descampesinizacion* » n'est pas nécessairement accompagnée par une prolétarianisation de la main-d'œuvre (Paré, 1977) ; elle peut être également partielle : à côté de leur production, certains paysans peuvent être salariés (ils parlent alors de « *semi-proletariado* », Bartra, 1975).

« La fin des paysans », telle est aussi d'ailleurs la préoccupation d'Henri Mendras en France³¹ à la fin des années 1960. Pour lui, l'enjeu n'est pas de prophétiser la suppression pure et simple de la paysannerie traditionnelle — en ce sens le titre de son ouvrage est quelque peu trompeur —, mais bien de comprendre la disparition de la figure du « paysan » au profit de celle de l'« agriculteur » : « Certes il reste des agriculteurs qui nous nourrissent en abondance et qui font du bruit, bien qu'ils soient trois fois moins nombreux qu'il y a trente ans. Certes les ruraux sont toujours aussi nombreux, ou presque, et la société rurale a connu une spectaculaire renaissance. Mais ni les uns ni les autres ne sont plus des paysans » (Mendras, 1967 : 365).

Les seconds, les « *campesinistas* », mettent l'accent sur l'économie paysanne et croient en sa survie. Pour eux, le mode de production capitaliste exploite une grande partie des paysans, par l'excédent en provenance de leur parcelle et de leur production, et par l'exploitation directe de leur force de travail qui apporte une contribution indispensable aux revenus des familles paysannes. De ce point de vue, le modèle de production capitaliste a besoin des petites exploitations familiales et paysannes, car elles génèrent une main-d'œuvre et des aliments peu chers³² (Rubio, 2003a). Elles constituent aussi un « radeau de survie » (Feder, 1977 : 1444) pour les populations rurales qui ne parviennent pas à s'intégrer aux grandes villes et à

³⁰ Ouvrage publié en espagnol en 1974.

³¹ Pour un éclairage sur l'apparition de la sociologie rurale en France voir : ALPHANDÉRY Pierre, SENCÉBÉ Yannick. (2009) « L'émergence de la sociologie rurale en France (1945-1967) ». *Études rurales*, n°183, p. 23-40.

³² Permettant ainsi de maintenir des salaires peu élevés. Les salaires sont indexés sur les prix.

Introduction

percevoir durablement un salaire. Les perspectives *campesinistas* mettent alors l'accent davantage sur l'organisation familiale, la participation à la communauté, l'accès à la terre, l'échange non commercial de biens ou de services rendus (des analyses plus proches des travaux d'Eric Wolf³³ ou d'Alexander Chayanov, voir plus bas).

En somme, si pour les premiers la relation de la paysannerie avec le capitalisme peut générer la fin des paysans, pour les seconds c'est précisément cette dépendance au système capitaliste qui peut les « sauver » (Mañano Fernandes, 2014 : 28), bien que celui-ci les « exploite » (Rubio, 2003a). Néanmoins, ce qui unit³⁴ ces deux postures est cette même conception du rural : le penser, c'est d'abord penser la figure archétypale du paysan et son mode de vie, ou encore l'articulation du processus d'industrialisation avec l'agriculture traditionnelle.

In fine, ces travaux dessinent deux espaces distincts : à l'urbain, les activités secondaires et tertiaires, au rural, les activités du secteur primaire. En somme, le rural donne à manger à la ville, qui elle-même propose des emplois aux campagnes. Cette division du travail contribue à nourrir cette idée du rural comme ce qui est arriéré et sous-développé, face aux zones urbaines représentant, la modernité et le développement. Mais depuis le début des années 1990, « la diversité des transformations qui se produisent dans l'agriculture latino-américaine à la suite de l'adoption du nouveau modèle d'« ouverture » des marchés »³⁵ (Llambí, 1996 : 90) renouvelle le regard des sciences sociales sur les espaces ruraux, propose de nouvelles façons d'envisager la relation ville-campagne (Grammont, 2010) et de nouvelles équations : le rural n'est plus exclusivement l'agricole³⁶.

Mondes ruraux

L'approche des « nouvelles ruralités » (Llambí, 1996 ; Giarraca, 2001 ; Echeverri, 2001 ; Arias, 2005 ; Kay, 2009 ; Gramont, 2008, 2010) contribue à rompre avec l'idée de la campagne comme le lieu où l'agriculture et les activités primaires sont prédominantes, où les

³³ WOLF Eric. (1971) « El campesinado y sus problemas ». *Los campesinos*. Barcelona : Labor,

³⁴ Pour les débats entre *campesinistas* et *descampesinistas*, voir par exemple : Lucas, 1982 ou encore Paré, 1991.

³⁵ « la diversidad de transformaciones que están ocurriendo en el agro latinoamericano como consecuencia de la adopción del nuevo modelo “aperturista” de desarrollo » (Llambí, 1996 : 90)

³⁶ On se questionne d'ailleurs désormais sur le développement des activités agricoles dans les zones urbaines. Le 17 mars 2016 s'est déroulé à l'École nationale Supérieure d'Architecture de Nantes un colloque sur l'« Agriculture urbaine », URL : <http://www.nantes.archi.fr/fr/colloque-agriculture-urbaine>. Consulté le 7 juin 2016.

modes de vie sont fondamentalement différents de ceux des grands centres urbains et où les relations communautaires et les solidarités familiales sont prépondérantes. Ces perspectives concourent à sortir de l'image du paysan pratiquant une agriculture « traditionnelle », peu capitalisée, locale et respectueuse de l'environnement³⁷, face à une agriculture industrielle, fortement capitalisée, transnationale et génétiquement modifiée. Le risque de la réification guette. Il ne s'agit pas de nier l'existence de ces deux réalités depuis les espaces ruraux, mais elles ne peuvent être les deux seules images possibles des ruralités du sud (ni celle du nord d'ailleurs).

Importées d'Europe³⁸, les « nouvelles ruralités » contribuent à montrer que de nombreuses localités offrent une multitude d'autres situations. Il s'agit de prendre en compte le rural non plus uniquement dans sa dimension agricole, mais de prendre acte de « la diversification des activités rurales et [de] l'importance des emplois et revenus non agricoles dans les stratégies de subsistance des paysans et des ouvriers agricoles »³⁹ (Kay, 2009 : 613) et de l'augmentation des foyers ruraux qui ne vivent désormais plus du tout de l'activité agricole (Grammont, 2009a, 2009b ; Sánchez Gómez, 2011). Ainsi, de nouveaux thèmes sont explorés : le développement des activités économiques en dehors de l'organisation familiale, la féminisation du travail agricole, l'augmentation de la part des femmes dans les revenus familiaux, l'accroissement des interactions (économiques, mais aussi culturelles) entre villages et zones urbaines, ou encore la diversification des activités économiques depuis les villages.

L'appellation est sujette à de multiples controverses. Sergio Gómez (2008) et Juan Romero (2008) interrogent par exemple le caractère vraiment nouveau des faits sociaux mis en évidence par ce type d'approche. Pour eux, ces « nouvelles ruralités » dénotent plus d'un nouveau regard porté sur le rural et sur des réalités qui étaient auparavant peu étudiées. Ce scepticisme est dû à l'absence d'homogénéité conceptuelle⁴⁰, à la prédominance des travaux

³⁷ En France aussi les paysans font l'objet de ces représentations, à l'image de la trilogie de Raymond Depardon *Profils paysans* où la vision nostalgique d'une agriculture et d'une paysannerie traditionnelle est réactivée. À ce propos, voir par exemple : REYSSET Pascal (2003) « Le pouvoir de représentation. Remarques sociologiques sur le film de Raymond Depardon *Profils paysans* ». *Politix*, vol. 16, n°61, p. 181-195.

³⁸ Voir notamment Grammont (2010) pour la genèse de la circulation du concept et les différents débats qu'il suscite.

³⁹ « *la diversificación de las actividades rurales y la importancia de los empleos e ingresos no agrícolas en las estrategias de sustento de los campesinos y de los trabajadores agrícolas* » (Kay, 2009 : 613).

⁴⁰ Ainsi, Hubert Carton de Grammont (2010) citait les nombreux concepts que l'on pouvait retrouver dans cette perspective d'analyse : « *desagrarización, pluriactividad, multifuncionalidad, rusticidad, rururbanización, ruralidad, periurbanización, conurbanización, suburbanización, urbanización periférica, urbanización regional, contraurbanización, áreas urbanas de la ruralidad, periferia regional, yuxtaposición* ».

Introduction

empiriques, mais aussi à son usage par des « bords » tout à fait différents, voire même opposés. En effet, il y a pour le moins deux angles d'approche dans ces nouvelles ruralités : l'un s'inscrit du côté des sciences sociales et étudie les relations sociales sur un territoire donné, l'autre se situe plus largement du côté des politiques publiques et du développement rural, mû par une question centrale : « quelles doivent être les nouvelles politiques publiques pour parvenir à un développement territorial et soutenable ? »⁴¹ (Grammont, 2010 : 5). L'approche territoriale semble plus amplement utilisée en Amérique latine par le courant réformiste et normatif qui s'attache à penser l'intervention sociale et les politiques publiques — voir par exemple les contributions de Shejtman et Berdegué (2004). Elle est aussi sollicitée par les nouveaux mouvements sociaux qui ne revendiquent pas seulement plus de terres, mais aussi plus de droits sur un territoire donné (Rubio, 2006 ; Bengoa, 2007 ; Ruiz, Delgado, 2008 ; Guillard, 2016⁴²).

Concevoir le rural de façon plus territoriale que sectorielle est aussi ce à quoi nous enjoint Gilles Laferté en France. Au-delà d'une sociologie rurale qui n'étudierait que les groupes agricoles (approche sectorielle, sociologie agricole), l'auteur appelle à « une sociologie des espaces sociaux localisés, produits de la localisation différenciée des groupes sociaux » (Laferté, 2014 : 423). Il s'agit de privilégier une approche en termes de classe sociale sur un territoire doté d'une histoire et d'une morphologie spécifiques et de prendre ainsi en compte les spécificités du rural comme son passé agricole ou industriel, la distance aux centres urbains, l'organisation politique particulière, etc. Ces études proposent alors une entrée dans les espaces ruraux à travers un groupe social et professionnel ou une institution spécifique, autre que celui des agriculteurs (contribuant ainsi aux renouvellements des thématiques), tout en s'attachant à comprendre ce que la particularité de l'espace rural produit sur eux. Les expériences des classes populaires se font effectivement de façon différenciée selon qu'elles se trouvent dans un contexte urbain ou rural. Les jeunes des zones suburbaines ne sont évidemment pas confrontés aux mêmes réalités que ceux des zones rurales (Renahy, 2005).

Bien que s'attachant à analyser un groupe de petits producteurs, cette thèse refuse paradoxalement de réduire l'espace rural envisagé aux mondes agricoles. La génération

urbano-rural, urbanización difusa, espacios intermedios, territorios en transición », etc.

⁴¹ « ¿cuáles deben ser las nuevas políticas públicas para lograr un desarrollo territorial equilibrado y sustentable? » (Grammont, 2010 : 5).

⁴² À ce propos voir par exemple le deuxième chapitre de la thèse de Marie-Laure Guillard : « De la question des terres indiennes à celle des territoires et droits autochtones ». GUILLAND Marie-Laure (à paraître). Thèse de doctorat en sociologie, sous la direction d'Irène Bellier et Christian Gros, Paris : Institut des Hautes Études de l'Amérique latine, Paris 3 Sorbonne-Nouvelle.

étudiée sera tout à la fois comprise comme issue d'un passé agricole et continuant de vivre en partie de l'agriculture, mais elle sera aussi considérées comme prise dans des évolutions macro-sociales qui ne la cantonnent plus seulement à ce secteur. La réflexion tâchera d'éclairer comment évolue un groupe social sur un espace particulier, d'abord défini comme agricole et ne s'y limitant désormais plus exclusivement. Quelles sont les questions, les tensions posées par cette situation ?

3. Des solidarités familiales au système de genre au sein des familles rurales

Pendant le premier travail de terrain, une personne du marché de Tapachula me demande ce que je faisais là. Je lui répondis que je réalisais une recherche dans la municipalité auprès de familles *ejidales*, productrices de café. Sa réaction fut immédiate, teintée d'une pointe d'ironie : « Ah oui ? Elles existent toujours ? »⁴³. Cette réaction spontanée peut paraître anecdotique ou réductrice. Elle a pourtant la vertu de souligner les changements considérables qui ont traversé les campagnes mexicaines et les familles au cours des trois dernières décennies. Pour la présente recherche, la question ne sera pas de savoir si la famille *ejidale* existe ou non, mais bien de comprendre sa genèse, ses modifications, le contexte de l'*ejido* étant désormais très différent de celui dans lequel il a émergé, et comment les familles ont « réagi » à ces changements. Les familles constitueront l'une de nos unités d'analyse. Je tâcherai d'explorer comment elles ont été considérées (indépendamment, pour le moment, de la dimension *ejidale*) dans les contextes ruraux mexicains, puis quel regard je porterai à mon tour sur elles.

Les familles paysannes

Au Mexique, la première façon d'envisager les familles rurales a été de les comprendre comme des familles paysannes — à distinguer des agricultures familiales capitalistes⁴⁴. Il s'agissait alors d'analyser l'unité de production et de consommation qu'elles formaient —

⁴³ Carnet de terrain, le 16.04.2016, à Tapachula.

⁴⁴ Pour Bernardo Mançano Fernandes (2014), quand une famille obtient de sa production agricole sa principale source de revenu, elle cesse d'être paysanne et devient capitaliste.

Introduction

production et consommation devenant les deux facettes inséparables de la réalité familiale en milieu rural. De ce point de vue, les analyses se chargeaient de montrer que si la famille assurait sa reproduction à travers la production agricole, son organisation se basait exclusivement sur la solidarité de chacun de ses membres pour mener à bien les récoltes (approche fonctionnaliste). Le groupe domestique et l'exploitation agricole s'identifiaient l'un à l'autre.

Cette vision n'est pas étrangère à la forte influence qu'ont exercée les études de l'économiste russe Alexander Chayanov (1925)⁴⁵. Il cherchait à comprendre les « lois régissant la structure interne de l'économie paysanne »⁴⁶ (Bartra, 1974 : 50) et à construire un modèle pour analyser la prise de décisions dans les foyers ruraux détenant des activités agricoles (Llambí, Pérez, 2007 : 52). Si l'exploitation familiale est en effet peu capitalisée, elle bénéficiait toutefois d'une main-d'œuvre importante et gratuite, celle de la famille. Chayanov montrait que la taille de la famille, la proportion de ses membres en capacité de travailler sur la parcelle — distinguant ainsi le consommateur-travailleur (les enfants font ici partie de la production) du simple consommateur (les plus jeunes) — l'évolution de la composition de la famille selon ses cycles domestiques (formation, dissolution) déterminent la production agricole familiale. Autrement dit, la structure interne de la famille définit les conditions de la production agricole et par là même sa reproduction sociale.

En ce sens, la famille rurale est perçue comme « une organisation sociale de grande cohésion » (Sevilla, Pérez, 1976 : 23) et elle est comprise comme une unité économique basée principalement sur les relations de parenté (perspectives développées théoriquement par Robert Redfield et Eric Wolf notamment). Voulant rompre avec le paradigme historico-structurel marxiste⁴⁷, qui pensait principalement la famille dans son articulation et sa dépendance au mode de production capitaliste, les travaux pionniers⁴⁸ de Lourdes Arizpe (1978), qui ont considérablement contribué à rendre visible le rôle des femmes dans les espaces ruraux et les processus migratoires, ont toutefois (aussi) participé à former cet imaginaire d'une cellule familiale unie et harmonieuse. Arizpe montre comment la famille trouvait en elle-même, par son organisation et son système d'entraide, les conditions de sa

⁴⁵ Son texte est traduit à l'espagnol en 1974 : CHAYANOV Alexander. [1925] (1974) *La organización de la unidad económica campesina*. Buenos Aires: Nueva Visión.

⁴⁶ « *leyes que regulan la estructura interna de la economía campesina* » (Bartra, 1974: 50).

⁴⁷ « *A veces, en el afán intelectual por explorar, se pierde de vista que las ideas sociales, de hecho, tienen valor únicamente con referencia a vidas humanas* »/« Parfois, dans le désir intellectuel d'explorer, on perd de vue que les idées sociales n'ont de valeur qu'en lien avec les vies humaines » (Arizpe, 1978 : 14).

⁴⁸ Sur la migration mazahua vers la ville de Mexico.

propre reproduction. L'idée que la famille était une unité homogène sans réel conflit interne continuait de se diffuser. La recherche se penchait donc davantage sur les liens d'entraide au sein des familles rurales (voir aussi par exemple Ramírez, Ávila, 1988 ; Szasz, 1992). Elles se concevaient comme le lieu de toutes les solidarités et comme une ressource permettant de mettre en œuvre des « stratégies de survie »⁴⁹ (grâce à la disponibilité de la main-d'œuvre familiale) pour maintenir la reproduction sociale et économique de la petite paysannerie (Pepin Lehalleur, Rendón, 1989). Et finalement lorsque la division sexuelle des tâches est envisagée dans la cellule domestique, elle est comprise dans la *complémentarité* des rôles sexués.

Cependant, il est important de souligner l'apport de ces études dans les années 1980. Elles ont permis de changer la focale d'analyse en ne concevant pas uniquement des individus isolés face à une écrasante structure, mais des individus eux-mêmes incorporés à un foyer et des réseaux de parenté (Oliveira, García, 2012 : 195).

Les familles rurales

En l'espace d'une vingtaine d'années, le contexte socio-économique des zones rurales a donc radicalement changé. Les familles ont été mises à l'épreuve de ces changements. Au sein de ces « nouvelles ruralités », les relations de genre et intergénérationnelles prennent aussi de nouvelles formes. La production agricole ne suffisant plus à la reproduction socio-économique des familles, les femmes entrent alors massivement sur les marchés du travail ruraux. La structure sexuée des emplois se reconfigure. Ces changements s'accompagnent d'une baisse de la fécondité ou de l'augmentation des familles monoparentales.

Les premières approches ne permettaient pas de voir la hiérarchie au sein des familles, les inégalités entre les sexes et les générations, ni les liens entre l'espace domestique et la division sexuelle du marché du travail. Elles sont donc critiquées, amendées par les études féministes et celles comprenant une perspective de genre (Arias, 2009 : 33 ; Ariza, Oliveira, 2001 : 24). Dans le renouvellement du regard sur les familles rurales, au moins trois changements épistémologiques majeurs sont à noter⁵⁰ : les dynamiques intrafamiliales sont

⁴⁹ Pour Oliveira et García (2012), le concept né en Amérique latine avec les travaux pionniers de TORRADO Susana. (1982) *El enfoque de las estrategias familiares de vida en América Latina: Orientaciones teórico-metodológicas*. Buenos Aires : Centro de Estudios Urbanos y Regionales.

⁵⁰ D'autres thématiques émergent également : l'apparition de nouvelles formes familiales (Arriagada, 2007) ; l'analyse de la santé reproductive des femmes (Lerner, Szasz, 2008) ; celle de leur exclusion professionnelle

Introduction

désormais conçues en termes de tensions et de conflits ; on articule les activités domestiques des femmes avec leurs activités extradomestiques — la conception de la famille uniquement en termes d'espace privé est ainsi remise en question — ; et la famille n'est plus envisagée comme une seule unité économique mais aussi comme un lieu de socialisation et de production des identités de genre.

Le regard sur les dynamiques intrafamiliales ne porte désormais plus exclusivement sur l'analyse du système coopératif d'entraide et d'échange. La perspective féministe révèle la nature fondamentalement conflictuelle du contexte familial et les rapports de domination entre hommes et femmes, ou entre générations différentes, qui se déploient au cœur des foyers et de l'organisation de la vie familiale (Thorne, 1982). C'est ainsi que la violence conjugale et domestique est peu à peu rendue visible (pour une analyse dans un contexte rural, voir par exemple González Montes, 2010).

L'autre perspective fondamentale ouverte par les études de genre vise à rompre avec la dichotomie public/privé où la famille est uniquement entendue dans sa dimension domestique. Cette posture contribue à en faire un lieu hautement apolitique (González Montes, 2003). À cet égard, l'entrée des femmes sur les marchés du travail a permis paradoxalement de mettre en valeur le travail domestique qu'elles effectuaient au sein des familles⁵¹. Il a fallu qu'elles sortent des foyers, pour qu'on comprenne finalement à quel point leur travail, non rémunéré, dans la sphère privée était tout à fait fonctionnel à la reproduction des familles et à la production agricole (Sánchez Gómez, 1989 ; De Barbieri, 1984 ; García, Oliveira, 1994 ; Wainerman, 2000 ; Arias, 2003, 2009 ; Rodríguez, Cooper, 2005). Cette vision plus holistique du travail des femmes a ainsi permis de comprendre les articulations entre le marché du travail et l'espace familial.

Enfin, dans l'analyse de la sphère domestique les études de genre se sont aussi intéressées à la dimension socioculturelle de la famille, comprise comme institution « productrice de sens et de valeurs stratégiques pour la société, tels que les significations du mariage, de la maternité, de la paternité ou de la loyauté filiale, mais aussi de son rôle de juge des rôles sociaux

(Oliveira, Ariza, 2000 ; Oliveira, 2007) ; voir aussi Ariza, Oliveira (2001) pour un panorama général.

⁵¹ Dans le champ politique, la « deuxième vague » du féminisme en Occident voit apparaître le « mouvement du salaire au travail ménager » dès le début des années 1970, avec notamment le Collectif féministe international (CFI). Pour son histoire et ses préoccupations théoriques voir les textes de Silvia Federici (2013) et le récent ouvrage : TOUPIN Louise. (2014) *Le salaire au travail ménager. Chronique d'une lutte féministe internationale (1972-1977)*. Montréal : Les éditions du remue-ménage, 452 p. Louise Toupin y souligne notamment à quel point cette lutte est tombée dans l'oubli des mouvements féministes contemporains.

existants »⁵² (Ariza, Oliveira, 2004 : 10). Autrement dit, il s'agit d'examiner comment s'intériorisent au sein des familles les manières genrées de penser et de faire, sexuellement situées du côté « masculin » ou « féminin ». Dans le contexte rural, plusieurs études questionnent alors l'ordre de genre qui se construit et se redéfinit au sein des familles (Ariza, Oliveira, 2001 ; González Montes, 2003 ; Arias, 2003 ; Arriagada, 2007).

La réflexion de cette thèse s'inscrit dans la continuité de ces approches, bien que ces dernières ne soient pas complètement au centre de la perspective adoptée (voir infra pour le cadre théorique de l'analyse). Il s'agira de comprendre notamment les inégalités entre les familles et au sein même de celles-ci, entre les individus, les cadres de socialisation, les obligations et les rôles différenciés selon le sexe de chacun, ou encore la division sexuelle du travail au cœur et en dehors de la famille. Tous ces éléments sont intimement liés et contribuent à forger les catégories sociales d'« homme » et de « femme ».

4. Les cadres théoriques de l'analyse

Au cours de cette introduction, nous avons déjà pu découvrir les concepts que nous solliciterons pour l'analyse : ancrage local, trajectoires de sédentarité, perspective générationnelle, « nouvelles ruralités », « désagrarisation », organisation domestique... L'éventail est large. Il trouvera une cohérence dans les travaux autour de la protection et de l'inscription des individus dans des « supports » d'intégration de Robert Castel (1991 ; 1995 ; 2003 ; 2009 ; 2013). Tel est le cadre théorique plus général dans lequel s'inscrivent les analyses de cette thèse. Je souhaite désormais présenter dans cette introduction générale les principaux concepts que je solliciterai au cours de la réflexion, bien qu'ils seront détaillés au fil des chapitres.

⁵² « *productora de sentidos y valores estratégicos para la sociedad, tales como los significados del matrimonio, la maternidad, la paternidad o la lealtad filial, pero también a su papel sancionador de los roles sociales existentes* » (Ariza, Oliveira, 2004 : 10).

« *Jamais l'individu n'existe sans support* » : le support ejidal et familial

C'est ainsi que, dans un entretien accordé à la revue *Contretemps* (2013), Robert Castel résume ses travaux. S'opposant à la conception libérale de l'existence où l'individu se meut tel un électron libre et autonome, il a cherché à montrer comment les individus avaient besoin de protections pour exister socialement. Pour lui, « Être protégé n'est pas un état "naturel". C'est une situation construite parce que l'insécurité n'est pas une péripétie qui advient de manière plus ou moins accidentelle, mais une dimension consubstantielle à la coexistence des individus dans une société moderne. » (Castel, 2003 : 15). Ainsi, en Europe, l'« État providence »⁵³ ou l'« État social » contribue à construire un système de protections et de droits sociaux, qui ne cesse d'ailleurs de se fragiliser sous le coup des contre-réformes libérales, associées aux grandes restructurations économiques (mondialisation, financiarisation, flexibilisation des marchés du travail, précarisation de l'emploi, etc.).

Pour Castel, l'individu est protégé socioéconomiquement dans la société par son emploi, d'une part, grâce au salaire qu'il perçoit, son inscription dans les formes collectives de protections liées à celui-ci (comme l'assurance chômage, la retraite, l'assurance maladie, etc.)⁵⁴ ; et, d'autre part, par son inscription dans les relations sociales primaires (comme la famille) et secondaires (relations amicales, de voisinage, etc.). Ainsi, dans une situation d'insécurité économique, le soutien relationnel de la famille, ce que Castel nomme la « protection rapprochée » (c'est aussi la « socialité primaire » d'Alain Caillé), peut fonctionner comme un « matelas de protection » pour affronter les difficultés de la vie sociale. Dans cet appareillage théorique, l'exclusion ou l'insécurité sociale est donc abordée par la conjonction de deux facteurs : l'intégration ou non par le travail et par la sociabilité familiale⁵⁵.

C'est avec ce cadre que nous nous attellerons à comprendre l'*ejido* et la famille comme des supports d'inscription pour les individus dans la structure sociale de la société rurale : quels

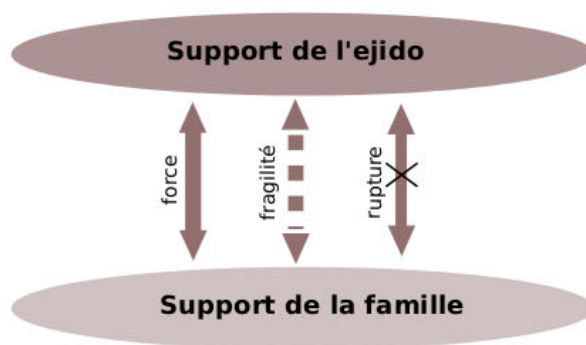
⁵³ Robert Castel fait d'ailleurs remarquer à quel point l'expression « État providence » est polémique parce qu'elle a été donnée par les opposants à l'intervention publique. Elle dénonce de manière péjorative une puissance (étatique) qui serait supérieure, divine et qui veillerait sur le destin des individus (Castel, 1995 : 450-451).

⁵⁴ Mais aussi, selon Serge Paugam, par la reconnaissance sociale qu'il y gagne (Paugam, 2000). Dans cette pensée des supports et des protections, le travail est plus qu'un moyen économique pour gagner sa vie, il devient ce qui permet l'intégration sociale, la reconnaissance des individus.

⁵⁵ Il y aurait alors pour Castel (1991) pour le moins trois situations face à l'intégration. La désaffiliation conjugue absence de travail et de sociabilité ; c'est l'indigence. La zone de vulnérabilité se trouve au croisement de la précarité du travail et d'une fragilité relationnelle. L'intégration signifie que l'individu dispose d'un travail stable et de supports relationnels solides.

types de protection l'*ejido* a-t-il permis d'implanter au cœur de la vie rurale ? Et pour qui ? Quelles étaient les inégalités d'accès à ses ressources pour les individus ? Penser en termes de « supports » et de « protections » ne doit cependant pas faire perdre de vue la conflictualité des rapports sociaux. En effet, le propos n'est pas seulement de montrer la centralité de l'*ejido* dans les trajectoires des individus ; il s'agit aussi de comprendre comment la famille elle-même, par ses dynamiques internes, ses mécanismes propres, conditionne la circulation des protections en son sein. L'enjeu de la réflexion est de tenir ensemble ces deux perspectives parfois considérées comme opposées en sciences sociales⁵⁶, alors même qu'elles sont complémentaires.

Figure n°2. Interactions entre les supports de la famille et de l'*ejido*



Conception et réalisation : A. Rinaldy, 2015 avec le logiciel Inkscape.

Les individus sont en effet inégalement dotés pour faire face aux adversités de la vie sociale. La protection familiale (ou « solidarités familiales » ou encore « territoires familiaux », expressions que nous utiliserons comme des équivalents au cours de la thèse) est profondément inégale entre les familles (inégalités interfamiliales). Elle est extrêmement dépendante de la situation économique de chacun de ses membres, c'est-à-dire de leur support économique et social, de leur inscription dans des collectifs protecteurs. De plus, la famille ne peut être exclusivement perçue comme un espace d'entraides, où toutes les ressources seraient équitablement partagées entre chacun de ses membres (inégalités intrafamiliales). Elle est, comme nous le mentionnons plus haut, un espace traversé par des relations de tension, de domination et de conflit, profondément déterminées par le système de genre. La notion de « support familial », telle que je la définis, permettra donc de considérer la famille tant du point de vue des ressources qu'elle peut apporter que de la complexité de ses relations internes. Elle appréhendera la famille sous l'angle des relations, du mouvement, des tensions.

⁵⁶ Voir note de bas de page n°26.

Introduction

Il s'agit de la comprendre tout autant dans sa dimension « protectrice » qu'« oppressive » (Weber, 2013 : 34).

Les « supports » et les « protections » seront envisagés dans le contexte des trajectoires sédentaires ou « à faible mobilité » des individus. Dans l'échantillon analysé, certaines personnes ne sont jamais parties du village, d'autres ont eu quelques épisodes de mobilité, un ou deux, guère plus. Toutes sont nées dans le village, elles y étaient présentes de manière permanente au moment de l'enquête et y ont passé la majorité de leur temps. Nous nous y arrêterons dans le détail au cours de la thèse, mais si l'on peut élaborer un « indice circulatoire »⁵⁷ (Baby-Collin, Cortes, Faret, Sassone, 2009), celui de l'échantillon est assurément très faible.

Les « supports » sont finalement des ressources dont peuvent disposer de façon différenciée les individus. Ce serait pour certains une autre façon de parler de « capitaux » (Bourdieu, 1980). Mais la notion de « capital » se centre avant tout sur les individus et les habitus⁵⁸ ; celle de supports permet d'insister davantage sur les droits et les protections qui ont été forgés par les institutions, dans le temps long, avant de comprendre comment les individus peuvent y avoir accès. Pourtant, au cours de la réflexion, le concept de « capital spatial » sera aussi sollicité, précisément, cette fois, pour désigner les ressources à un niveau plus individuel (voir *infra*).

Ancrage local, affiliation symbolique et capital spatial

À partir des profonds changements de l'économie rurale mexicaine, Patricia Arias (2009) s'est intéressée aux « glissements » qui se sont opérés dans le rapport des populations rurales à leur communauté d'origine. L'essor du secteur primaire (avec le modèle de substitution des importations, qui protégeait la production nationale) et la réforme agraire (qui a doté de terres de nombreux paysans) ont favorisé les phénomènes d'« *agriculturización* », de

⁵⁷ Il est composé de trois critères : le nombre de voyages à l'étranger réalisé par l'individu au cours de sa vie. La durée de l'expérience migratoire de l'individu qui renvoie au temps écoulé (en jours) entre son premier voyage à l'étranger et son dernier enregistré par les enquêtes. Les temps de présence dans les différents lieux. Un individu qui aurait partagé son temps à part égale dans deux pays sera considéré comme plus circulant que celui qui aura passé plus de temps dans l'un des deux pays.

⁵⁸ Définition *a minima* de l'habitus : il s'acquiert lors de processus de socialisation primaire et secondaire. Par cette acquisition commune de capital social, les individus de même classe peuvent ainsi avoir leurs comportements, leurs goûts et leurs styles de vie se ressembler. Ces socialisations vont être vécues et incorporées ce qui donnera une ligne de conduite, une manière de se comporter dans le monde.

« *campesinización* » et *in fine* l'*ancrage local* des populations dans les villages des années 1950 aux années 1970 (Arias, 2009 : 74). Mais, dès les années 1980, avec la crise du secteur agricole et la fin de la redistribution des terres, les mobilités (il faut chercher des opportunités d'emploi en dehors de son lieu d'origine), les liens diffus (les retours ne sont pas toujours possibles) et incertains (dépendants des conditions précaires de travail et du statut légal dans le lieu d'accueil) avec le lieu d'origine se substituent à l'*ancrage local* qui avait jusque-là prévalu. L'ouvrage d'Arias — *Del arraigo a la diáspora, dilemas de la familia rural/De l'ancrage à la diaspora, dilemmes de la famille rurale* — se centre ensuite sur ceux qui partent du village et sur les métamorphoses des liens avec le lieu d'origine. Ceux qui restent sont envisagés de manière secondaire et toujours dans leur relation avec les migrants. L'enjeu est alors de comprendre comment se gère au sein de la communauté d'origine l'absence de ceux qui sont partis (transferts d'argent des migrants, nouvelles parentalités⁵⁹, retours, etc.). Cette recherche se pense aussi comme une continuation de ce travail : l'*ancrage local* est-il vraiment une situation qui appartient au passé ? Comment se perpétue-t-il ? Doit-il exclusivement se penser dans son lien avec les absents, les migrants ?

Dans son article sur le processus de « désagrarisation » des campagnes mexicaines (2009a), Hubert Carton de Grammont rendait compte d'ailleurs, à un niveau plus macrosociologique et statistique, d'un nouveau modèle migratoire. Au regard notamment du nouveau contexte économique, certaines populations rurales⁶⁰ tendaient à rester dans leur village d'origine au lieu de partir s'installer définitivement dans les villes. C'est aussi à la suite de cet article que commence la réflexion : penser la sédentarité et l'*ancrage local* comme partie prenante des multiples dynamiques qui contribuent et continuent de forger les mondes ruraux mexicains aujourd'hui. Les penser non pas comme conséquence des migrations et de manière secondaire, mais bien pour eux-mêmes, en première instance. Qui sont « ceux qui restent » ? Et comment y parviennent-ils ?

Souvent pensée « en termes d'« enclavement », d'« insularité » ou d'« immobilité forcée » — immobilité considérée comme « désastreuse » » (Renahy, 2009 : 135), il s'agit d'envisager la non ou la faible mobilité autrement que comme une limitation, un désavantage ou, pire, un

⁵⁹ Pour ce type d'approche, voir par exemple la section « Rester » du dernier numéro des *cahiers ALHIM* : BABY-COLLIN Virginie, PERRAUDIN Anna. (2016) « Introduction ». *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*. [En ligne], n°31, publié le 9 juin 2016, consulté le 14 juin 2016. URL : <http://alhim.revues.org/5413>.

⁶⁰ Il parle alors des populations rurales mais non paysannes. Il distingue dans cet article (2009a) quatre types d'unités économiques : Unité économique paysanne pluriactive (UECP) ; Unité économique paysanne (UEC) ; Unité familiale rurale avec production d'autosubsistance (*UFR con autoconsumo*) ; Unité familiale rurale sans production d'autosubsistance (*UFR sin autoconsumo*).

Introduction

échec. La mobilité est en général perçue de manière positive. Elle devient même une « valeur montante des sociétés urbaines contemporaines » (Bacqué, Fol, 2007), voire une injonction : au travail, dans ses études, il faut « partir » et valoriser sur son *curriculum vitae* cette expérience, l'acquisition d'une langue étrangère, c'est-à-dire le capital acquis dans la migration (souvent réservé aux classes les plus aisées) (exemple cité dans Bacqué, Fol, 2007 ; Renahy, 2009 ; Aunis, Benet *et al.*, 2016). Ceux qui ne partent pas sont alors perçus comme les plus démunis ; ce sont ceux qui ne *peuvent* pas partir, n'ayant pas assez de ressources (tant économiques que sociales ou culturelles et symboliques) pour pouvoir entreprendre le voyage.

Selon le portail lexical du CNRTL⁶¹, « Rester » c'est « Continuer d'être de façon plus ou moins prolongée ou durable dans un lieu ou dans un état ». Cela ne signifie pas que « rester au village » ce serait être immobile. Au même titre que la mobilité, l'ancrage local est aussi une trajectoire sociale favorisée ou construite par des mécanismes sociaux spécifiques. De nombreuses études se sont attachées à mettre en évidence les capitaux qui prévalent dans la construction de trajectoires migratoires. De même, posons donc cette question aux trajectoires sédentaires : comment se construisent-elles ? Qu'est-ce qui les rend possibles ? Comment continuer à être dans le village où l'on est né, précisément quand le contexte se montre de plus en plus adverse pour pouvoir rester ? L'immobilité est-elle uniquement l'apanage des individus les plus précarisés ? Peut-elle constituer également une ressource et un capital à mettre en valeur ?

Les travaux de Nicolas Renahy (2005, 2010a), dans la continuité de ceux ouverts par Jean-Noël Retière (2003) notamment⁶², ont participé à mettre en lumière le « capital d'autochtonie » construit à partir de l'analyse des classes populaires et ouvrières en milieu rural — la Bourgogne pour Renahy, les Pays de la Loire pour Retière —, bien que ne s'y réduisant pas⁶³. Il recouvre « l'ensemble des ressources que procure l'appartenance à des réseaux de relations localisées » (Renahy, 2010a : 9). La notion contribue à poursuivre et toutefois amender la pensée bourdieusienne sur les capitaux — culturel, économique et symbolique. Elle perfectionne notamment la dimension symbolique en y ajoutant l'élément

⁶¹ Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales, créé en 2005 par le CNRS.

⁶² Nicolas Renahy cite aussi les travaux de l'équipe de recherche de Jean-Claude Chamboredon comme particulièrement importants dans la genèse de la notion du capital d'autochtonie. À partir de l'étude d'une pratique sociale telle que celle de la chasse, il va repenser la relation ville-campagne et mettre en évidence comment la chasse devient un trait constitutif de l'appartenance des « locaux » au lieu, face aux urbains qui la pratiquent comme un loisir récréatif. Se référer à : CHAMBOREDON Jean-Claude. (1982) « La diffusion de la chasse et la transformation des usages sociaux de l'espace rural ». *Études rurales*, n°87-88, p. 233-260.

⁶³ Voir par exemple : TISSOT Sylvie. (2010) « De l'usage de la notion de capital d'autochtonie dans l'étude des catégories supérieures ». *Regards sociologiques*, n°40, p. 99-109.

spatial. Il s'agit de penser « une notoriété acquise et entretenue sur un territoire singulier [...] permettant de se positionner avantageusement sur différents marchés (politique, du travail, matrimonial, associatif, etc.) » (Renahy, 2010a). La notion est particulièrement opérante pour des terrains d'enquête en milieu rural où l'interconnaissance, le contrôle social, l'intersection des espaces professionnels et familiaux sont prégnants⁶⁴.

Le capital d'autochtonie⁶⁵ nous permettra de mieux comprendre quelles sont les ressources développées par « ceux qui sont restés » dans leur communauté ou les processus de différenciation sociale à l'œuvre au sein des espaces ruraux, perçus *a priori* comme homogènes, car tous n'en sont pas dotés de la même manière⁶⁶ :

« La notion se présente [...] comme une invitation à interroger les hiérarchies internes aux groupes sociaux. En effet, les différenciations des positions des agents dans l'espace local peuvent être interprétées comme le produit de la répartition sociale de ces ressources. L'inégale possession de ce capital constitue un principe de différenciation et de distinction des agents et des groupes d'agents. » (Aunis, Benet *et al.*, 2016 : 15).

L'utilisation du terme « autochtonie » pose cependant quelques problèmes dans le cadre de cette étude.

En France, l'importance du « local » ou de l'« autochtonie » entendus en tant que ressource fait l'objet d'un nouvel intérêt. Tout récemment, en mai 2016, les Presses universitaires de Rennes publiaient un ouvrage coécrit par de jeunes chercheurs sur des travaux récents ou toujours en cours autour de la notion de capital d'autochtonie, *Les territoires de l'autochtonie* (dont quatre contributions sur sept sont consacrées aux espaces ruraux). En 2013, l'équipe de

⁶⁴ Étymologiquement le terme de « paysan » en français se réfère d'ailleurs à « la personne qui habite le pays, autochtone » (Deléage, 2012 : 118), le rattachement à une terre, à un terroir, est là encore au centre des préoccupations autour du contexte rural.

⁶⁵ Après Castel, je fais à nouveau appel à une notion empruntée au contexte français ou du moins qui a émergé du champ de la sociologie française. J'ai bien conscience des risques (ethnocentriques notamment) de l'export de concepts et il ne s'agit pas de considérer avec des lunettes françaises un contexte mexicain tout à fait différent. Chaque outil sera donc adapté à l'étude, nuancé (« tordu » en quelque sorte) et surtout renforcé par les travaux et les concepts directement issus des études rurales mexicaines.

⁶⁶ On découvre ainsi que « se distinguer » n'est pas l'apanage des catégories supérieures (à ce propos voir aussi l'ouvrage de Jean François Laé et Numa Murard LAÉ Jean François, MURARD Numa. (2011) *Deux générations dans la débîne. Enquête dans la pauvreté ouvrière*. Paris : Bayard, 420 p. L'ouvrage montre que dans les classes populaires, il vaut mieux fumer de vraies cigarettes (des « cousues ») pour ne pas être considéré comme un vagabond ; qu'avoir un emploi c'est « être en règle » et ne pas être un assisté (un « cassos ») ; ou que c'est un devoir pour l'homme de subvenir aux besoins de sa femme et de ses enfants.

Introduction

recherche *Habiter le monde* de l'Université de Picardie organisait une journée d'étude « Autochtonie et globalisation : regards croisés des sciences sociales. En 2010, la revue *Regards sociologiques* y consacrait son quarantième numéro : « Mobilité/autochtonie : sur la dimension spatiale des ressources sociales »⁶⁷ — pour ne citer que quelques exemples de ce nouvel essor⁶⁸. En miroir de la mobilité, l'autochtonie est donc le terme sollicité. Est « autochtone » celui qui est né « ici », dans le pays, dans la région. Mais au Mexique, et plus largement en Amérique latine, le vocable ne fait pas simplement référence à l'appartenance à un lieu particulier, à « la terre même » — du grec *autókhthônos* ; *autós*, « le même » et *khthôn*, la terre. Le convoquer dans le champ des sciences sociales, c'est convoquer un ensemble de travaux liés aux luttes pour la reconnaissance des peuples autochtones (De la Peña, 1996 ; Gros, 2006 ; Morin, 2006 ; Bartra, Otero, 2008 ; Bellier, 2009, 2013 pour en citer quelques-uns).

Dans le cadre latino-américain, le terme désigne d'abord ceux qui étaient là avant la colonisation espagnole, bien qu'il soit toutefois peu utilisé en espagnol et préféré à celui d'« *indigena* »/« indigène », lui-même peu utilisé en français parce qu'associé à l'indigénat, législation coloniale à laquelle étaient soumises les populations de l'Algérie française. En somme, « les dictionnaires français modernes tout comme les interprètes à l'ONU emploient le terme “autochtones” pour désigner ceux que les Anglophones ou les Hispanophones connaissent comme “indigènes” » (Bellier, 2009 : 4)⁶⁹. « *Pueblos indigenas* » ou « peuples autochtones » peuvent ainsi être considérés comme équivalents, le second étant toutefois plus utilisé pour se référer à la reconnaissance des droits autochtones au niveau des instances internationales.

La notion reste ambiguë. D'un côté, elle est rejetée par ceux qui n'y voient que pure essentialisation fixant les identités. De l'autre, elle est sollicitée politiquement par différents groupes comme socle de leur revendication, pour l'accès à des droits dont ils avaient été privés et exclus dans le cadre des États-nations (approche situationnelle de Frederik Barth et instrumentale de François Morin). Morin (2006) souligne d'ailleurs que les premiers à le revendiquer en ce sens sont les Amérindiens d'Amérique du Nord dans les années 1960 avec l'*American Indian Movement*. Ce qu'il me semble important de souligner ici est donc la dimension politique du vocable :

⁶⁷ Pour d'autres références récentes sur le capital d'autochtonie, voir Aunis, Benet *et al.* (2016).

⁶⁸ L'introduction de l'ouvrage collectif *Les territoires de l'autochtonie. Penser la transformation des rapports sociaux au prisme du « local »* donne plus de détails à ce propos, voir Aunis, Benet *et al.* (2016).

⁶⁹ Pour y voir plus clair dans ces variations linguistiques, voir notamment Bellier (2009).

« Être autochtone, c'est tout à la fois une condition, notamment exprimée par le principe de l'autodéfinition et de la reconnaissance par le collectif, et une fin en soi, comme un engagement à voir le monde « autrement ». C'est une relation à la Terre-Mère, c'est la production d'une cosmologie holistique et universelle. Ni substance ni race, c'est un positionnement social et politique. » (Bellier, 2013 : sp)

En Amérique latine, « Autochtonie » est un terme fortement connoté d'un point de vue politique, symbolique et théorique. Il charrie les nombreuses questions autour de la reconnaissance des populations indiennes. En ce sens, il se réfère à des réalités et des imaginaires fort différents de ceux que je me donne à comprendre dans le cadre de mon étude. Il sera peu question d'« indiens »⁷⁰, ou de revendications d'une reconnaissance ici (du moins pas pour le moment). Pour mettre en lumière le rôle des appartenances locales dans les espaces ruraux, quand il s'agit de ressources autres que le fait d'être indien, je ne me référerai donc pas à l'expression « capital d'autochtonie ». M'affranchissant ainsi du poids de ce vocable, je lui préférerai celui de « capital spatial » ou de « capital local », à la suite d'Odile Hoffmann qui parlait de capital spatial à propos de l'*ejido* mexicain (Hoffmann, 1997), mais aussi de l'ensemble des analyses sus-citées (Retière, 2003 ; Renahy, 2005, 2010a ; Aunis, Benet *et al.*, 2016) qui précisément s'attachent à mettre en évidence la dimension spatiale du capital symbolique que peut constituer l'appartenance autochtone à un lieu.

Enfin, nous analyserons comment l'appartenance au village, à l'*ejido* (en somme à la « terre ») peut aussi être profondément liée à l'histoire familiale et plus précisément encore à la lignée, entendue par Florence Weber comme « groupe pérenne ou plus exactement de longue durée, [qui] unit des vivants et des morts à travers la propriété collective de biens symboliques (typiquement un nom propre collectif, des ancêtres prestigieux, un patrimoine inaliénable). [...] Ces sentiments d'appartenance symbolique [...] attachent les vivants aux morts et les projettent dans l'avenir » (Weber, 2013 : 205-206). Il s'agira alors de comprendre la permanence de la lignée au sein des hommes et des femmes du village. L'appartenance au lieu sera donc aussi entendu dans son lien à la famille et dans sa dimension symbolique. « L'appartenance n'est pas une prescription externe à l'individu, [...] mais correspond à sa socialisation. Il s'agit d'une autodéfinition de soi ou encore d'un travail d'appropriation des

⁷⁰ Entendus en tant que catégorie construite.

Introduction

identifications et images diffusées au sein d'institutions sociales auxquelles l'individu participe. » (Avanza, Laferté, 2005 : 144). Comment retrouve-t-on l'histoire de l'*ejido*, du village au sein de l'histoire familiale ? De quels ancêtres se revendiquent les hommes et les femmes rencontrés ? De quelle histoire symbolique ? La lignée constitue-t-elle alors une ressource au sein des trajectoires sédentaires ? Et selon quels critères cette appartenance au village change-t-elle ?

5. Organisation de la thèse

La réflexion proposée dans cette thèse se construit en deux temps.

Dans une première section, l'analyse part des processus de construction de la famille *ejidale* dans le Soconusco et de son ancrage local, tant du point de vue de la recherche elle-même (chapitre I) que de celui du contexte d'étude et de sa construction historique (chapitre II), pour se resserrer progressivement autour de la sphère de l'intime, avec les premiers récits et généalogies de huit familles de l'*ejido* El Edén (chapitre III). Il s'agit de montrer comment l'enracinement local s'est construit au sein des familles autour de l'institution *ejidale* et de la production agricole de café, et comment elle a contribué à construire des rôles et des obligations différenciées selon les sexes.

Dans une seconde section, nous nous pencherons sur la bifurcation néolibérale inaugurée par les années 1980-1990 et son expression particulière en milieu rural en matière d'intervention publique (réforme agraire, programmes de soutien à l'agriculture et de lutte contre la pauvreté) (chapitre IV). Dans un contexte de « désagrarisation » ou de « dépayssannisation » de l'*ejido*, comment reste-t-on au village ? Quelles sont donc les ressources sollicitées et les dynamiques à l'œuvre au sein des familles ? Nous explorerons des chaînes de solidarité différenciées selon les familles, tant dans le contenu de ce qui circule que dans ses modalités de circulation (chapitre V). Ce nouveau contexte au sein du village nous amènera à explorer ses conséquences dans la nature des liens familiaux et des manières de se représenter en tant qu'homme ou femme au sein du village. Enfin, le lien à la localité n'étant plus marqué exclusivement par le lien à la terre et à la production agricole, nous tâcherons d'éclairer les différents usages et rapports au lieu qui s'affrontent désormais sur la scène politique locale

(chapitre VI). En somme, si le contexte change et n'est pas accompagné d'une mobilité géographique, comment donc continuer à être « différemment » dans un même lieu pour les individus rencontrés ?

Les introductions de chaque partie contribuent à clarifier le propos et les objectifs de recherche qui y seront développés.

Encadré n°2. L'usage de la première personne en sciences sociales : enjeux narratif et épistémologique

Aparté quant au choix de la narration dans le texte qui oscille entre un « nous » plus neutre et un « je » qui assume sa subjectivité.

Le « nous » semble communément utilisé dans l'écriture en sciences sociales. Venant flouter la présence de celui qui écrit, il fonctionne telle une convention pour donner un gage de scientificité, introduire une distance et ainsi une certaine objectivité entre l'auteur-narrateur-chercheur et son objet d'étude. Pour autant, certaines disciplines ont introduit plus aisément que d'autres la première personne du singulier dans leurs écrits. Ainsi, le « je » occupe depuis longtemps déjà les écrits anthropologiques où il semble plus assumé, ce qui fait parfois même la spécificité de la discipline dans le champ scientifique. En France, Michel Leiris (1934), Claude Lévi-Strauss (1955) ou Jeanne Favret Saada (1977), pour citer quelques noms, sont les illustres représentants de cette écriture à la première personne. Jean-Pierre Olivier de Sardan (2000) distingue notamment deux grands enjeux dans le recours au « je » : l'un est narratif, l'autre est épistémologique.

Le travail de l'anthropologue — ou de « l'ethnographe-sociologue » (Beaud, Weber, 2010) — repose sur une pratique empirique rigoureuse. C'est l'ethnographie qui constituera le socle de son analyse à venir. En ce sens, l'utilisation du « je » est d'abord un choix narratif. Il est difficile de procéder à la description d'épisodes vécus sur le terrain — ou des « tribulations » comme les nomme Malinowski (1922 : 60) — en disant « nous », alors même que le chercheur y était bel et bien *seul*, ou d'y inclure le lecteur quand c'est précisément la spécificité de ce seul « je », à travers les particularités de son corps (de femme, blanche, etc.)⁷¹ et de sa façon de se mouvoir qui fonde l'expérience ethnographique. Le premier chapitre de cette thèse se consacrera au terrain et à son analyse réflexive, l'utilisation du « je » y sera donc particulièrement importante. Elle me permettra de coller au plus près de ce qui a été vécu lors de l'enquête. Mais au-delà de la simple restitution de l'expérience ethnographique, écrire à la première personne pose également des questions épistémologiques plus vastes.

En effet, le « je » vient réintroduire au centre du texte la subjectivité du chercheur, au point de courir le risque de le mettre au cœur de l'analyse. L'objet de recherche n'existe alors et ne se définit que par rapport à celui qui écrit, l'anthropologue. Or, les réalités sociales qu'il

⁷¹ Voir encadré n°2 : « L'intersectionnalité des rapports sociaux dans la relation ethnographique » du chapitre I.

Introduction

tente de mettre à jour existent bel et bien en dehors de lui. En d'autres termes, une utilisation excessive du « je » pourrait rendre l'auteur-narrateur-chercheur plus important que le thème qu'il prétend étudier, donnant lieu à tous les relativismes et remettant en question toute prétention scientifique non ego ou ethno-centrée. Ainsi, l'écriture à la première personne n'est pas nécessairement garante d'une posture plus « juste », plus « horizontale » ou plus proche du « réel ». Et il serait sûrement naïf de le penser. Au même titre que l'usage du « nous », qui tend à rendre invisible celui qui parle, elle comporte également ses propres limites : le surreprésenter.

Consciente des limitations de ces deux pronoms personnels, j'y recourrai de façon différenciée au fil de la thèse. Le « je » sera utilisé pour se référer à mon expérience de terrain et aux *choix* de tel ou tel concept (subjectivité incontournable et néanmoins dépassable) ; le « nous » sera invoqué pour replacer l'étude dans les débats scientifiques plus généraux, lors des développements théoriques ou pour inclure les lecteurs dans la réflexion qui leur est proposée.

**Les familles *ejidales* productrices de café à El Edén :
genèse d'un ancrage local
(1943-1983)**

Partie I. Les familles *ejidales* productrices de café...

Introduction à la première partie.

« Les peuples sans histoire n'existent pas ; être un peuple c'est être histoire, être un homme c'est être acteur ou victime d'une histoire ; être une société c'est assumer ou supporter ce qui résulte de l'histoire »¹

Andrés Aubry, *Chiapas a contrapelo. Una agenda de trabajo para su historia en perspectiva sistémica.*

Voici une première évidence : la famille *ejidale* n'a pas toujours existé. Nous reprendrons à notre compte la formule d'Andrés Aubry — figure importante de la sociologie française au Mexique —, « être un peuple c'est être histoire », en l'adaptant néanmoins quelque peu : faire famille, c'est aussi être issu d'une histoire. Les formes familiales n'ont pas toujours été les mêmes et la pluralité de ces configurations s'inscrit dans des contextes aussi disparates que les nations, les systèmes économiques ou culturels. Cela raisonne résolument comme un truisme. L'évidence doit donc faire place à un questionnement et à une méthodologie adaptée. De quelle histoire particulière les familles *ejidales* contemporaines, rencontrées en 2012 et 2014 à l'*ejido* El Edén, dans le Soconusco, héritent-elles ? Comment la faire émerger ? Et plus précisément encore, comment a-t-elle émergé d'elle-même lors des enquêtes de terrain ?

La première étape de cette thèse sera réflexive. Nous montrerons, à partir de l'analyse du travail de terrain, où les récits de vie et les généalogies familiales ont été au cœur de la méthode adoptée, que de multiples réflexivités peuvent advenir au sein même d'une enquête de type ethnographique². Il s'agira alors d'entendre les démarches réflexives en sciences sociales comme méthode, mais aussi et surtout comme processus et expérience partagée dans la recherche de production de « sens » pour l'ethnographe tout autant que pour les

¹ « *Los pueblos sin historia no existen; ser pueblo es ser historia, ser hombre es ser actor o víctima de una historia; ser sociedad es asumir o soportar lo que resulte de la historia.* » (Aubry, 2005 : 14).

² La réflexivité recouvre en effet plusieurs acceptions en sciences sociales. Ce “ retour sur soi ” préconisé par les démarches réflexives peut s'appliquer, notamment, à la société, au chercheur, à ses écrits ou à sa méthode. Il n'est toutefois pas l'apanage du seul sociologue et peut également être produit par les personnes avec qui il travaille.

ethnographiés. C'est cette démarche réflexive qui a permis de construire les trajectoires sédentaires, la « famille *ejidale* » et les « supports familiaux » comme les objets d'étude centraux de cette thèse. « Parce que la “présentation de soi” de l'enquêté dépend de la représentation qu'il se fait de l'enquêteur et de la situation d'enquête, l'analyse de la situation d'enquête est une condition nécessaire à l'intelligibilité des matériaux recueillis » (Mauger, 1991 : 125).

La deuxième escale s'attellera à retracer la construction historique, économique et sociale du Soconusco. Nous montrerons que, si une petite aristocratie foncière étrangère est parvenue à préserver son pouvoir économique et politique à la frontière sud, bénéficiant de nombreux privilèges, la Révolution a introduit une relative rupture avec cet ordre social, économique et territorial. Elle a permis l'ancrage de deux nouveaux protagonistes au cœur de la société rurale : l'État et les *ejidatarios*. Tout en rappelant qu'il a imposé le corporatisme, une identité paysanne métisse et n'a pas profondément changé la structure agraire existante, nous nous risquerons à envisager l'*ejido* comme un nouveau support dotant les individus et les familles en milieu rural de protection foncière, économique et politique. C'est à travers ce retour historique que nous comprendrons comment l'ancrage local s'est construit à partir de 1943, année de dotation des terres *ejidales* pour la génération des parents des Egos. En somme, il s'agit de comprendre le cadre de la première socialisation des hommes et des femmes que nous avons rencontrés en 2012 et 2014 pendant l'enquête.

Pour conclure cette première partie, le troisième chapitre nous amènera à définir les contours et les spécificités de la première génération des familles *ejidales*. Comment le support constitué par l'*ejido* s'est-il redéployé dans l'organisation et le fonctionnement des familles ? Quel modèle familial s'est alors constitué ? Nous tâcherons de dessiner à grands traits les trajectoires résidentielles, laborieuses et les liens à la terre de la génération des parents des Egos que nous avons rencontrés lors des terrains de recherche et leurs impacts sur l'organisation familiale. Il s'agira alors de comprendre les différentes modalités de socialisation à l'œuvre au sein de ces familles pour les individus nés dans les années 1950. Nous nous efforcerons de comprendre ce qu'impliquait de grandir à l'*ejido* El Edén pendant cette période. Qu'est-ce qu'être fils et fille d'*ejidatarios* ? En somme, comment devient-on socialement un homme, une femme dans ce contexte ?

Avec qui, de quoi et d'où parle-t-on ?

Quand le travail de terrain révèle l'objet de recherche

Les questionnements proposés dans cette thèse sont le fruit de deux enquêtes ethnographiques. Ce premier chapitre en fera l'analyse réflexive. Il s'agit de poser au seuil du texte les conditions de l'analyse et de la recherche.

La première enquête ethnographique a été réalisée de mars à août 2012. Elle s'est nourrie de dix entretiens avec les représentants des institutions étatiques ou privées en charge des questions agraires dans la région¹; d'observations quotidiennes et d'observations plus spécifiques, lors d'événements publics à l'*ejido* El Edén²; 29 entretiens auprès d'*ejidatarios* et de descendants d'*ejidatarios* qui n'ont pu bénéficier de l'héritage des terres, dont 20 récits de vie³.

Puis, cette première étape empirique en a appelé une autre : un second terrain de recherche a été réalisé en 2014, au cours des mois de mars, mai et juin. À cette occasion d'autres observations ont été réalisées, 28 entretiens ont à nouveau été menés⁴ — ce qui a permis de constituer un corpus de près de 70 entretiens au total — et une dizaine de généalogies familiales ont été recueillies, dont six ont été restituées aux familles⁵. Lors de cette deuxième enquête, j'ai sélectionné quelques familles avec lesquelles j'avais déjà travaillé deux années auparavant⁶.

¹ *Unión de Ejidos Emiliano Zapata, SAGARPA, Secretaria de la Reforma Agraria, SEMARNAT, Comcafé.*

² Les observations à El Edén ont quasiment été quotidiennes : chaque entretien était l'occasion d'une observation. Quelques événements ont toutefois fait l'objet d'observations plus spécifiques, comme la visite des partis politiques dans le cadre des élections ou l'assemblée *ejidale*. Voir liste des observations en annexe (n°5).

³ Voir liste des entretiens en annexe (n°1).

⁴ *Idem.*

⁵ Voir liste des généalogies en annexe (n°2).

⁶ Une seule nouvelle personne a alors été interrogée.

Si le premier terrain participait davantage à une logique d'« imprégnation » où j'ai découvert « de quoi la vie quotidienne [était] faite et de quoi l'on parle spontanément au village » (Olivier de Sardan, 1995 : 79), il s'agissait lors du second travail de terrain d'être en « état de vigilance critique pour être prêt, si nécessaire, à réviser ou à abandonner des concepts que le chercheur considérait jusque-là comme analytiquement fondés ou des méthodes d'enquête tenues pour “efficaces”, “payantes”, etc. » (Godelier, 2004 : 33).

Ce chapitre poursuit un double objectif : retracer la genèse de l'ethnographie réalisée en décortiquant avec précision les outils méthodologiques utilisés lors des deux terrains, tout en montrant comment l'analyse de ces derniers permet de faire émerger l'objet même de cette recherche, ainsi que le cadre conceptuel d'analyse. En d'autres termes : comment ai-je procédé ? Quels outils méthodologiques ai-je utilisés ? Comment ai-je été perçue ? Dans quel cadre ? Et vers quels appareillages théoriques ai-je été menée ? Autant de questions qui ont guidé l'écriture de ce texte.

En effet, à rebours d'une posture post-moderne tout à fait extrême de la réflexivité en sciences sociales qui nierait toute possibilité de dire le réel objectivement, car sa captation est toujours empruntée de la subjectivité du chercheur ; ce chapitre aimerait montrer au contraire que l'analyse du terrain et la subjectivité assumée du chercheur permettent précisément de mieux le comprendre et le cerner.

Nous opterons d'abord pour une analyse des conditions de la production de données lors du premier travail de terrain. Cette démarche réflexive sera entendue comme méthode certes, mais aussi et surtout comme processus porteur de la seconde enquête empirique (basée avant tout sur la réalisation de généalogies) et des notions clés de l'analyse à venir. Nous préciserons à nouveau certains éléments de la problématique générale de la thèse qui n'avaient été qu'évoqués dans l'introduction générale.

Photo n°1. Route centrale traversant l'*ejido* El Edén et menant à Tapachula, 2012



Partie I. Les familles *ejidales* productrices de café...

I. « Voyons si nous nous comprenons ! » : les réflexivités à l'œuvre dans le travail de terrain

Dans son sens commun, la « réflexivité » renvoie à la « faculté » de la pensée à faire un retour sur elle-même, à objectiver et à s'objectiver. Être réflexif pour le chercheur, c'est d'abord (et essentiellement) réfléchir sur la/sa/une société. Or, pour caresser ce doux rêve sans tomber dans les écueils positivistes, cette réflexivité peut et doit, sous les conseils tant d'anthropologues que de sociologues⁷, faire quelques détours. Si la réflexivité en sciences sociales peut se référer à plusieurs démarches⁸, révélant toujours un peu plus la puissance heuristique dont elles sont porteuses, elles nous répètent à chaque fois que la méthode d'enquête, son contexte et son auteur ne peuvent plus être dissociés de l'analyse (Althabe, 1990 : 131). Elles « [font] partie depuis déjà longtemps de la panoplie du parfait ethnologue » (Copans, 1998 : 10). J'ai distingué deux types de réflexivités à l'œuvre lors de ce premier travail de terrain : la mienne et celle de mes interlocuteurs.

Je reviendrai sur les premiers temps du terrain : le moment du choix du lieu de l'enquête, l'entrée, puis la prise de contact. Il s'agira de montrer les contingences de « ceux qui vous reçoivent », mais aussi de relativiser le caractère intrusif de la rencontre ethnographique. Puis, j'analyserai l'image que mes interlocuteurs me renvoyaient de moi-même et, réciproquement, celle que je leur renvoyais d'eux-mêmes. Ce jeu de reflets nous permettra ainsi d'interroger les catégories d'ordinaire appliquées au milieu rural. Dans une perspective plus interactionniste, nous nous attarderons également à comprendre la nature du lien de communication à l'œuvre dans la relation que je construisais avec mes interlocuteurs ; ce qui permettra d'envisager finalement la réflexivité comme une expérience partagée par l'ensemble des participants de l'enquête ethnographique dans la recherche de production de « sens » au travers des récits de vie.

⁷ Probablement moins fréquente pour la seconde disciple. Florence Weber appelle toute fois à faire « Une sociologie des sociologues [...] [qui] oblige l'ethnologue à traiter ses "données" comme l'historien traite les archives, c'est-à-dire en les rapportant toujours à leurs conditions de production, y compris lorsqu'il s'agit des notes de terrain qu'il rédige lui-même. Contrairement à l'historien en effet, l'ethnologue produit ses propres archives (notamment son journal), ce qui ne le dispense pas de traiter ce journal avec la même distance critique que l'historien les archives » (Weber, 2012 : 54).

⁸ Elle peut, par exemple, s'appliquer au texte dont le chercheur est l'auteur en remettant au centre de l'analyse sa part interprétative (Geertz, 1996) ; au chercheur lui-même, par l'« objectivation participante » permettant d'« objectiver ceux qui d'ordinaire objectivent » (Bourdieu, 2003 : 45). Nous n'aborderons pas ces deux aspects et l'envisagerons de trois manières différentes dans cette partie.

I.1. Genèse d'une recherche ou comment trouver ce qu'on ne cherchait pas

Il faut bien l'avouer et le poser au seuil du texte : cette recherche telle qu'elle se présente sous sa forme finale est le produit d'une dérive. Partie étudier en master les migrations transfrontalières et saisonnières à la frontière sud (*ceux qui arrivent*), j'ai ensuite dévié mes recherches vers *ceux qui partent*, pour finalement les centrer sur *ceux qui restent* et questionner non plus la mobilité, mais la sédentarité... Paradoxe de la recherche où l'on finit par trouver ce que l'on ne cherchait précisément pas, voire même son opposé⁹. L'objet de cette étude a donc mis du temps à se construire. Il a été façonné par les rencontres, les rendez-vous manqués, les possibilités offertes ou non par le travail d'enquête. La démarche se situe en effet dans une approche dite plus « inductive » ou « anthropologique » : c'est bien le terrain qui a déterminé les questions à poser et à se poser¹⁰.

C'est aussi en ce sens qu'il faut comprendre le titre de cette thèse — « Rester au village » — empreint très certainement de la trajectoire singulière et des bifurcations inattendues de la recherche. Je n'aurai probablement pas pensé analyser l'ancrage local au sein d'un petit village du sud Chiapas, si je n'avais pas en première instance envisagé d'y étudier les migrations. Méfions-nous en effet d'un regard non orienté et qui en voulant tout voir ne puisse *in fine* ne rien comprendre, transformant l'absence d'hypothèses de départ en absence de possibilité interprétative¹¹. Or, c'est en observant d'abord *ceux qui migrent* que j'ai finalement rencontré *ceux qui restent*... Étudier les trajectoires sédentaires dans le contexte de la frontière sud, où les recherches en sciences sociales se consacrent majoritairement à l'analyse des flux migratoires, contribue aussi à créer de nouveaux imaginaires autour de cette frontière et permet de ne pas l'enfermer dans une thématique sociologique exclusive qui serait celle des migrations.

⁹ « c'est bien parce que nous ignorons quelque chose d'essentiel au sujet d'autrui que nous partons sur le terrain. Et quoi d'essentiel ? Eh bien, justement, impossible de le savoir d'avance. (Cela n'empêche pas de présenter un projet de recherche à son labo, à condition d'y croire le moins possible). » (Favret-Saada, Isnart, 2008 : 12).

¹⁰ C'était à cet égard fondamental de commencer par l'analyse réflexive des terrains réalisés, parce que ce sont bien les conditions de l'enquête qui en ont déterminé les tenants et les aboutissants (chapitre 1 : « Avec qui, de quoi et d'où parle-t-on ? Quand le travail de terrain révèle l'objet de recherche »).

¹¹ « quoi qu'on dise dans la vie scientifique, les problèmes ne se posent pas d'eux-mêmes. C'est précisément ce sens du problème qui donne la marge du véritable esprit scientifique. Pour un esprit scientifique, toute connaissance est une réponse à une question. S'il n'y a pas eu de questions il ne peut y avoir de connaissances scientifique. Rien ne va de soi. Rien n'est donné. Tout est construit. » Gaston Bachelard. (1938) *La formation de l'esprit scientifique*. Paris : Vrin, p. 14.

I.1.1. Ceux qui arrivent

Lorsque j'arrive pour la première fois à Tapachula, capitale du Soconusco, en août 2009, je m'intéressais particulièrement aux dynamiques transfrontalières. La question centrale qui m'animait alors était de comprendre comment la frontière, souvent envisagée comme un lieu de tension et de séparation, pouvait au contraire et aussi devenir un lieu d'interactions privilégiées¹². J'avais en tête la dense littérature qu'offre la recherche en sciences sociales sur la frontière nord du Mexique.

Or, la frontière sud est tout à fait différente de celle d'avec son géant du Nord, dont la linéarité, la matérialité et le caractère spectaculaire du mur imprègnent profondément les représentations liées aux migrations. À l'inverse, au sud, la frontière est sinueuse, « intouchable » et poreuse. Elle n'est pas une ligne, elle est un filtre (à ce propos voir notamment Nieto Gomez, 2006 ; Aragon, 2015). L'image des *balsas* traversant le fleuve Suchiate dans un mouvement pendulaire, avec en arrière fond la structure rigide du pont qui permet une traversée légale est à cet égard tout à fait emblématique (photo n°2).

D'autres différences majeures d'avec la frontière nord retenaient aussi mon attention. Si cette dernière compte maintes villes jumelles (Tijuana-San Diego, Nogales-Tucson, Ciudad Juárez-El Paso, etc.) composant des complexes urbains industrialisés, avec la présence de

¹² Je décidais d'étudier les travailleurs agricoles guatémaltèques recrutés par les *fincas* de café, bananes, papayes et mangues de la région. Je commençais donc une série d'entretiens auprès de travailleurs venant « se documenter » à la *Casa Roja*, établissement de l'Institut National des Migrations (INM) situé au poste frontalier de Talismán, petite ville frontalière. Il s'agissait, dans un premier temps, d'analyser une migration saisonnière de quelques mois. L'idée d'analyser les processus transfrontaliers ne me quittait pourtant pas. Lorsque je me rendais à Talismán pour m'entretenir avec les travailleurs agricoles attendant leurs papiers, j'en profitais alors pour réaliser observations, puis entretiens avec les personnes présentes au poste frontalier : *cargadores*, *cambiadores*, *tramiteadores*. C'est, enfin, forte de mon expérience auprès des travailleurs agricoles saisonniers que je commençais à connaître l'*ejido* Miguel Aleman à une vingtaine de kilomètres de Ciudad Hidalgo, autre ville frontalière. Une grande partie des ouvriers agricoles travaillant dans la *finca* de bananes de l'*ejido* provenait du Guatemala et traversaient quotidiennement le fleuve Suchiate pour y travailler. Le mémoire de master ne prétendait pas analyser un groupe déterminé ; il n'avait pas non plus la prétention de fournir une vision générale et arrêtée de l'ensemble des migrations que l'on pouvait alors observer à la frontière sud du Mexique. Il était bien plus une conjonction de différents groupes, lieux et pratiques sociales observées en frontière permettant de dessiner son caractère multiple et plurivoque. Si la frontière se pense souvent comme une zone d'attente depuis la perspective des migrations internationales, l'enjeu de ce travail était de la comprendre dans sa complexité en s'immergeant dans trois contextes microsociologiques distincts.

Partie I. Les familles *ejidales* productrices de café...

nombreuses *maquiladoras*¹³ ; au sud, c'est bien une frontière profondément rurale et agricole¹⁴ qui s'imposait à moi et ma compréhension. Elle est bordée de chaque côté par des champs de bananes, de mangues et de papayes ; plus en hauteurs, au-dessus de la ville de Tapachula, par des exploitations de café. Et les villes frontalières du sud sont bien moins peuplées que celles du nord : trois cent vingt mille habitants pour Tapachula, vingt-cinq mille pour Ciudad Hidalgo, contre, par exemple, plus d'un million cinq cent mille à Tijuana et un million trois cent mille à Ciudad Juárez (INEGI, 2010). Industrie *versus* agriculture, grandes villes *versus* villes médianes.

Photo n°2. Balsas sur le fleuve Suchiate, Ciudad Hidalgo, rive mexicaine, 2014



Enfin, les recherches sur les migrations à la frontière sud se résument principalement au début des années 2000 à deux types de flux (Castillo, 2001) : les migrations saisonnières d'ouvriers agricoles guatémaltèques, venant travailler dans les *fincas* du Soconusco (Ordóñez Morales, 1990)¹⁵, et l'immigration de nombreux Guatémaltèques se réfugiant au

¹³ Voir par exemple : ALEGRIA Tito. (1990) « Ciudad y trasmigración en la frontera de México con Estados-Unidos ». *Frontera Norte*, vol. 2, n°4, p. 7-38 ; GARCÍA CANCLINI Néstor. (1989) *Culturas híbridas. Estrategias para entrar y salir de la modernidad*. Mexico : Debolsillo, 365 p. ; GONDARD Pierre, REVEL-MOUROZ Jean (coord.). (1995) *La Frontière Mexique-États-Unis : mutations économiques, sociales et territoriales*. Paris : Éditions de l'IHEAL, 326 p. ; HERZOG Lawrence A. (1990) *Where north meets south. Cities, Space and Politics on the U.S.-Mexico Border*. Austin : Center for Mexican American Studies, University of Texas, 290 p.

¹⁴ Dans ce premier temps de l'enquête, je ne faisais alors pas la distinction entre les deux vocables (voir l'introduction générale).

¹⁵ Voir encadré n°1 : « La migration saisonnière d'ouvriers agricoles guatémaltèques aujourd'hui » du

Chiapas suite au conflit armé (1960-1996) (Castillo, 1999). Plus récemment, les migrations de transit de Centraméricains tentant la route vers le nord se sont intensifiées ; les études sur le sujet également (voir par exemple, Martínez Velasco, 2014 ; Aragon, 2015).

I.1.2. Ceux qui partent

Bien que l'émigration vers les États-Unis existe depuis plusieurs décennies dans les États centraux de la République mexicaine¹⁶ et que la littérature scientifique qui lui est dédiée est abondante, la migration internationale des chiapanèques¹⁷ vers le voisin du nord ne commence significativement qu'à partir des années 2000 (Durand, 2005). Entre 2000 et 2009, le taux d'accroissement de ce flux était d'ailleurs l'un des plus importants du pays (carte n°1).

Au moment de convertir mon sujet de master en un projet de recherche doctoral, je décidais donc de décaler le regard porté sur la migration dans la région : ne plus considérer la frontière sud exclusivement comme un lieu de passage, de circulation ou d'immigration, mais aussi comme un nouveau lieu de départ vers les États-Unis, comme un lieu d'émigration. D'autant qu'en 2010, année du début de mes recherches, les études sur cette migration émergente restaient encore assez marginales et surtout focalisées sur la région des *Altos*, au centre du Chiapas (Villafuerte Solis, García Aguillar, 2008 ; Aquino Moreschi, 2010).

Il s'agissait en somme d'aller à rebours de l'analyse telle qu'elle s'était exprimée au niveau national et de faire le chemin inverse pour la frontière sud : passer de l'étude de l'immigration à celle de l'émigration, voire à l'imbrication des différents types de flux (encadré n°1). Mais c'était sans compter les (inévitables) surprises du travail de terrain.

Encadré n°1. Penser les migrations au Mexique, historiographie de la recherche

L'histoire migratoire du Mexique est *a priori* perçue comme une histoire d'émigration durablement marquée par l'attraction qu'ont constituée les États-Unis. Jusque dans les années 2000, le « vieux couple » migratoire a ainsi fortement polarisé les études en sciences sociales autour de deux types de flux aux directions divergentes sans qu'elles semblent

chapitre II.

¹⁶ Des États comme Guanajuato, Jalisco ou le Michoacán.

¹⁷ Aux côtés de Oaxaca, Veracruz ou de la ville de Mexico (*Distrito Federal*).

pouvoir encore se rencontrer : la migration internationale et la migration interne. Ainsi, l'historiographie mexicaine des études dédiées aux mobilités semble s'être construite sur le postulat que le pays ne reçoit pas les migrants, mais qu'il les génère et les regarde partir vers les États-Unis (près de 10 % de sa population) — la migration internationale — ou circuler en son sein — la migration interne.

Les premières recherches sur la migration internationale commencent dans les années 20. L'immigration de travailleurs mexicains vers les États-Unis était déjà un processus ancien, amorcé à la fin du XIXe siècle — avec la construction du chemin de fer, notamment¹⁸. Puis, les études sur le programme Bracero marqueront longuement le champ de la recherche sur les migrations au Mexique. Cette initiative binationale délimitant une série de lois de travail aux États-Unis entre 1942 et 1964 octroie un nombre limité de permis de travail temporaires, destinés en majorité à des ouvriers agricoles mexicains. La présence de ces travailleurs sur le sol américain est souhaitée temporaire. Ce sont des « travailleurs invités » (*guest workers*). Sans surprise, cette migration sera durable. Presque parallèlement, la dynamique modernisatrice et d'industrialisation du Mexique engendre une forte migration interne des populations indiennes et paysannes vers les villes. Les études de plusieurs communautés mayas de la péninsule du Yucatan de Robert Redfield et Alfonso Villa Rojas présentent à l'époque ce « processus de modernisation comme un *continuum* allant du plus traditionnel (rural) au plus moderne » (la ville) (Durand, 1996 : 22). Cette migration est perçue comme la métamorphose du « paysan » en ouvrier ou tout du moins en citoyen.

Les années 80-90 refondent totalement les recherches liées aux migrations au Mexique. Jorge Durand (1996) souligne deux effets majeurs dans cette nouvelle étape : le changement de modèle économique, avec l'abandon des politiques de substitutions des importations et l'ouverture économique qui aboutit au traité de libre-échange avec les États-Unis et le Canada (ALENA) ; mais aussi par la redéfinition radicale des relations entre villes et campagnes. On ne parle plus tant de crise des campagnes que de crise du milieu urbain qui ne peut absorber la totalité de la main-d'œuvre en provenance des espaces ruraux (Nun, 1969). Dans ce nouveau contexte, la nouvelle industrie de sous-traitance, comme les *maquiladoras* ; les femmes, s'intégrant aux travaux agricoles, industriels et à la migration internationale ; le développement de l'agro-industrie ; la migration des enfants des anciens migrants internes depuis les grandes villes mexicaines vers les États-Unis émergent comme autant de nouveaux sujets. En bref, l'archétype du migrant solitaire, homme, célibataire et paysan (les *braceros*) se complexifie et se nuance.

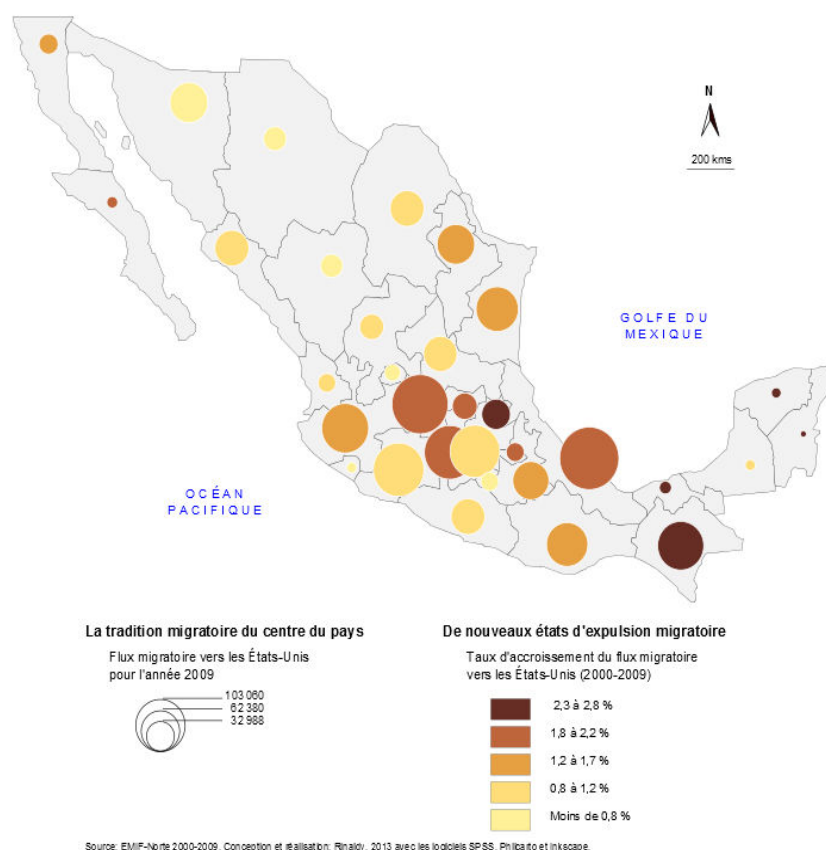
Enfin, si les thématiques se renouvellent, les perspectives d'étude également. La proximité géographique et la distance socio-économique et culturelle du couple Mexique/États-Unis en font un cas spécifique quant à leurs relations migratoires et aux nouvelles formes d'organisation des migrants, permettant l'essor du concept de « transnationalisme » pour penser ces interactions : « Est transmigrant, dans ces conceptions, une personne dont on ne peut pleinement définir la situation en rapport à la situation occupée dans aucun des deux

¹⁸ C'est un anthropologue, Manuel Gamio, qui amorce ces études avec des méthodes qualitatives et quantitatives. L'accent est mis sur le caractère temporaire de cette migration et sur la nécessité de faire des recherches des deux côtés de la frontière. Taylor, va par la suite montrer au contraire le caractère durable de la migration. Comme Gamio, il travaille des deux côtés de la frontière et s'interroge sur les effets de la migration dans les communautés d'origine. En somme, ces recherches s'interrogent alors sur le caractère définitif ou temporaire des mobilités et leur impact économique — les *remesas* sont l'un des grands *topos* de l'étude de la migration mexicaine vers les États-Unis. Pour une synthèse des recherches dans ce champ, voir par exemple Durand, 1996.

pays de l'espace migratoire, mais dans le champ social formé entre les deux » (Faret, 2003 : 269). C'est avec ce renversement de perspective que les migrants ne sont plus perçus exclusivement comme des « agents », mais aussi comme des « acteurs » qui tentent de tirer parti de leurs réseaux et des espaces qu'ils traversent (formation de clubs de migrants, *remesas*, hybridation des pratiques culturelles, etc.).

Plus récemment et dans la continuité des perspectives transnationales, de nouvelles études ont contribué à amender ces approches en envisageant non plus seulement un seul type de migration, mais des « systèmes migratoires ». Il s'agit alors d'analyser les imbrications et la complexification des différents flux (pour ce type de perspectives, voir notamment Simon, 2008 ; Cortès, Faret, 2009 ; Lara Flores, 2010a ou encore la thèse d'Anna Perraudin¹⁹ qui montre comment les migrations internes et internationales s'entrelacent). Des trajectoires migratoires qui étaient auparavant indépendantes les unes des autres tendent dorénavant à être co-dépendantes.

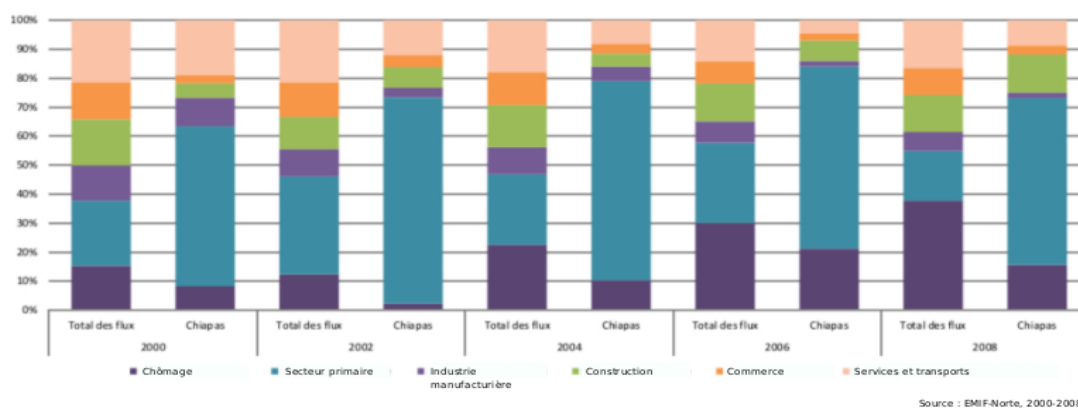
Carte n°1. Le Chiapas : nouveau lieu d'origine pour la migration vers les États-Unis, 2000-2009



¹⁹ PERRAUDIN Anna. (2011) « Ethnicité et mobilité. L'expérience migratoire des Indiens mexicains, entre la migration interne et internationale ». Thèse de doctorat en sociologie, sous la direction d'Yvon Le Bot, Paris : École des Hautes Études en Sciences Sociales, 606 p.

En 2009, près de 58 % des migrants chiapanèques, rencontrés à la frontière nord dans le cadre de l'enquête *EMIF-Norte*²⁰, déclaraient travailler dans le secteur agricole avant leur migration, contre 17 % pour la totalité des flux migratoires mexicains (*EMIF-Norte*, 2009) (figure n°1). Par ailleurs, le Chiapas est un État en majorité rural. En 2010, 51 % de sa population était établie dans des localités de moins de 2 500 habitants²¹, contre 22 % au niveau national (*INEGI*²², 2010) (carte n°2).

Figure n°1. Répartition des flux migratoires à la frontière nord par secteurs des emplois exercés avant la migration, 2000-2008



Je décidais donc de me centrer sur ces migrants chiapanèques travaillant dans le secteur agricole et vivant en milieu rural. Je tachais de trouver à la frontière sud un nouveau terrain d'étude dans une localité rurale, différente des villages que j'avais connus lors du master. Je désirai alors travailler avec des familles vivant de l'agriculture, détenant une parcelle, et où les migrations vers les États-Unis auraient été émergentes avec au moins un de leur membre en situation de migration²³.

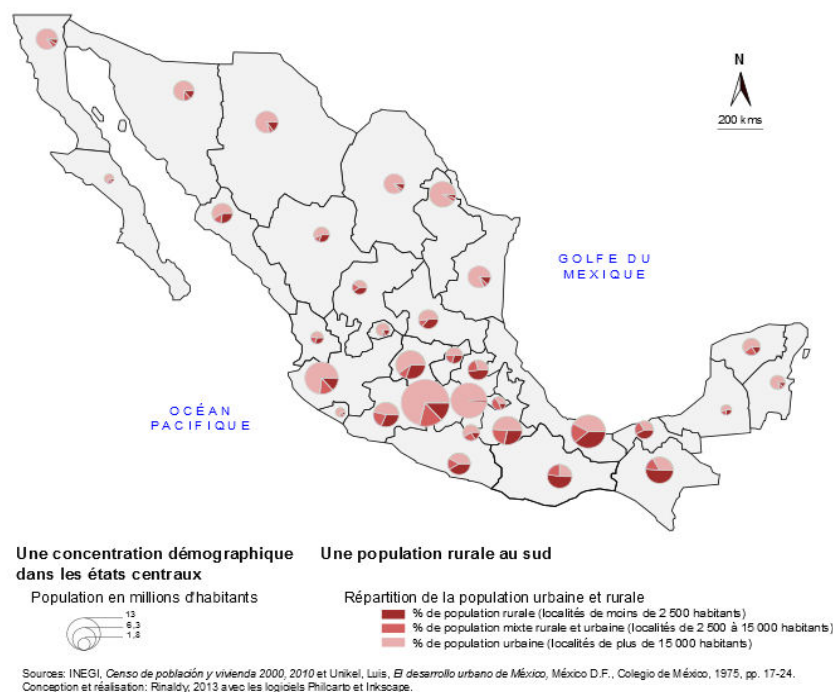
²⁰ *Encuesta sobre Migración en la Frontera Norte* – Enquête sur la Migration à la Frontière nord du Mexique. Enquête statistique qui a pour but de documenter le volume et les différentes caractéristiques des flux migratoires à la frontière Mexique/États-Unis. Pour ses caractéristiques méthodologiques, voir : http://www.colef.mx/emif/bases_metodologicas.php.

²¹ C'est ainsi que l'Institut National de Statistiques et de Géographie caractérise les localités rurales au Mexique.

²² *INEGI : Instituto Nacional de Estadística y Geografía* — Institut National de Statistiques et de Géographie.

²³ Pêle-mêle, les questions que je pensais alors explorer étaient les suivantes : Comment s'imbriquent production des économies familiales rurales et migrations à la frontière Sud ? Comment le type d'activités agricoles et le régime de propriété foncière s'articulent-ils avec la migration ? Quels sont les éléments déclencheurs de la migration dans les familles rurales ? En situation de migration, comment les économies familiales rurales se réorganisent-elles ? Les migrations poussent-elles à délaisser le mode de vie agricole et rurale ? Ou au contraire, comment se maintient l'agriculture à travers la migration ? Les *remesas* sont-elles investies dans des biens matériels et individuels à court terme ou dans l'achat de terre et de moyens de production ? Comment se reconfigurent les différents revenus des familles ? La migration permet-elle de préserver sa terre et la production familiale ? Entretien-elle les inégalités d'accès à la terre ?

Carte n°2. Mexique : répartition de la population rurale et urbaine par État, 2010



I.1.3. Ceux qui restent

Je rencontrais aux prémices de l'enquête la responsable du Sous-secrétariat d'attention aux migrants²⁴ à Tapachula qui m'invita à la suivre à Carillo Puerto, *ejido* de café. L'institution avait mis en place dans le collège de la localité un programme de sensibilisation aux risques de la migration vers les États-Unis. Depuis quelques années, le village semblait être particulièrement touché par ce nouveau phénomène. Pourtant, j'allais devoir affronter quelques difficultés au moment de rencontrer les individus qui avaient migré ou les foyers qui comptaient au moins une personne en situation de migration aux États-Unis. Parler de la migration générerait des craintes particulièrement fortes.

Comme j'allais également le faire par la suite à l'*ejido* El Edén, je me présente, ainsi que mes recherches à la fin de l'assemblée *ejidale* de Carillo Puerto. Je demande alors si je peux réaliser une enquête au sein du village, puis si des familles ayant au moins un de leurs membres se trouvant aux États-Unis accepteraient de m'accorder un entretien. Sans qu'une voix en particulier ne se détache, l'assentiment de l'assemblée est unanime. Je propose donc aux personnes intéressées de venir me voir après l'assemblée. La *Casa ejidal* se vide peu à peu. J'attends devant la sortie, au côté du comité *ejidal*, comme on attend fébrilement le

²⁴ *Subsecretaria de Atención a Migrantes.*

résultat d'un entretien d'embauche — paradoxe au cœur de l'ethnographie : ils n'avaient, eux, jamais demandé de travailler avec moi (voir *infra*). Si l'assemblée réunie ce jour-là s'était prononcée en faveur de ma présence, comment allais-je pouvoir concrètement commencer les entretiens ? Personne ne vint... Le *comisariado ejidal* finit par interpellé un vieil homme, Marcial : « Toi, tes fils, ils sont de l'autre côté, non ? »²⁵. Marcial accepte, presque contraint, de réaliser un premier entretien avec moi ; nous convenons d'un rendez-vous.

Quelques jours plus tard, je le retrouve chez lui où j'y recueille son récit. Marcial a alors 74 ans. Il est parti quelques mois pour la ville de Mexico lorsqu'il avait 22 ans, dans les années 1960. Ses deux fils ont pris la route du nord : l'un est toujours aux États-Unis et l'autre vient de rentrer. Nous échangeons longuement. Pourtant, il me dit, inquiet, que ce dernier fils lui avait interdit de me parler : « Il faut se méfier. Il y a des menaces, des enlèvements... »²⁶. Je comprends que sa famille a reçu des « intimidations » et même — Marcial le dit à demi-mot — des demandes de rançons suite à cette migration. Pour mon interlocuteur, évoquer la migration, c'était donc bien plus que simplement me livrer une expérience. C'était aussi exposer sa famille, donner des informations susceptibles d'être utilisées à des fins criminelles. C'est du moins ainsi qu'ils percevaient cet entretien. Et Marcial, interpellé par le *comisariado ejidal*, s'était très certainement senti obligé de l'accepter.

Il s'agissait du premier entretien dans le cadre de cette enquête doctorale et j'aurais sûrement dû persévérer davantage dans la construction d'une relation de confiance — elle n'est jamais donnée et doit se bâtir au long cours —, pour atténuer autant que possible cette crainte et tenter de « montrer patte blanche ». Je décidais pourtant de réorienter ma stratégie d'enquête. Car, « La période où l'ethnographe prend ses premiers contacts [...] est une phase essentielle où des positions se construisent [...]. Ce round d'observation, préliminaire obligé du terrain, est conditionné par l'attitude de ses hôtes » (Abélès, 2002 : 41).

Et c'est ainsi, face à la difficulté de rencontrer des migrants ou des familles de migrants et de leur difficulté de se raconter sans méfiance, que j'ouvrais la cohorte de l'analyse aux personnes qui n'avaient pas nécessairement migré. Je souhaitais toujours travailler sur les migrations vers les États-Unis, mais le fait d'avoir migré n'était plus une question discriminante pour réaliser l'entretien. C'est ainsi qu'à El Edén, je me présentais à l'assemblée en leur expliquant plus généralement que j'essayais de comprendre la crise

²⁵ Carnet de terrain, le 19.04.2012, El Edén.

²⁶ Entretien avec Marcial, réalisé le 27.04.2012, à Carillo Puerto.

agricole que traversait le Chiapas et que, pour cela, j'avais besoin qu'ils me racontent leurs vécus et expériences (voir *infra*). Je pensais alors que la question des migrations émergerait d'elle-même pendant l'enquête. Désormais, les seules conditions requises pour recueillir les entretiens des habitants de l'*ejido* El Edén étaient donc : de vivre au village, d'y posséder une terre et de la cultiver.

Je commençais sans peine les entretiens. Il y avait dans ces familles des personnes en situation de migration ou qui l'avaient été. Mais très rapidement, c'est la permanence dans le village des personnes que je rencontrais et de certains membres de leur famille qui retenait mon attention. Et tout comme se construisent des trajectoires de mobilité, je me rendais compte peu à peu que l'on pouvait également observer la construction de trajectoires sédentaires — qui ne le sont d'ailleurs jamais complètement.

I.2. « Se rencontrer » : de l'« intrusion inaugurale » à la « réflexion »

En parallèle de l'expérience à Carillo Puerto, je travaille avec Edgar, ingénieur agronome à l'Université Autonome du Chiapas, avec qui j'avais déjà collaboré lors de mon master²⁷. Fort de sa connaissance du contexte rural, il me propose de parcourir les *ejidos* de la région. Il me met d'ailleurs rapidement en garde : « Ne dis pas d'emblée que tu veux travailler sur la migration vers les États-Unis ! »²⁸. Nous nous rendons tout d'abord à l'*ejido* El Edén, qui deviendra le lieu privilégié de mon travail de terrain. Il s'agira dans cette partie de mieux comprendre l'image du chercheur qui se réfléchit dans le regard de « l'Autre » pendant les débuts de l'enquête de terrain : comment ai-je été perçue ? Ce qui importe alors, c'est moins de déchiffrer des énoncés — ou ce qui est dit — que de comprendre qui parle, et à qui » (Favret Saada, 1977 : 32). C'est cette « réflexion » de l'image du chercheur dans le regard des ethnographiés qui permet de réfléchir aux catégories d'ordinaire appliquées au milieu rural.

²⁷ Master II Recherche en sociologie, soutenu en juin 2010, sous les directions de María Eugenia Cosío Zavala (CREDA-Paris III) et Olga Odgers (COLEF-Tijuana) : « Circuler en frontière. Du travailleur agricole au commerçant transfrontalier : pratiques et représentations au sud du Mexique ».

²⁸ Carnet de terrain, le 23.03.2012, Tapachula.

I.2.1. L'entrée

Lors de ma première visite à l'*ejido* El Edén, je rencontre Lucio, membre du *comité ejidal*²⁹. Je lui expose mes recherches et mon désir de recueillir le vécu des habitants de son village. Puis, il se raconte de manière spontanée, n'hésitant pas à livrer des épisodes intimes de son parcours : orphelin de père et de mère ; alcoolique durant plusieurs années, « comme beaucoup d'autres dans le village »³⁰ ; parti brièvement « *al Norte* »³¹ à la fin des années 1990. Il dénonce également les aides « inutiles » du ministère de l'Agriculture et la difficulté de vivre encore de sa production agricole. Nous parlons pendant deux heures.

Lucio cherchait peut-être à me livrer ce qu'il pensait que j'attendais de lui³² ; cela peut amener à nuancer le contenu de ce premier dévoilement. Cependant, sa spontanéité et son ouverture à ma présence restent, à mon sens, une donnée remarquable. Il m'invite à l'assemblée de l'*ejido*, qui se tiendra en fin de semaine, pour me présenter, présenter ma recherche, ainsi que mon souhait de rencontrer les *ejidatarios* intéressés par un entretien.

Quelques jours plus tard, devant une assemblée d'une cinquantaine de personnes, je me présente donc comme doctorante en sociologie d'une université publique française. Je leur explique que j'essaie de comprendre la crise agricole que traverse le Chiapas et que, pour cela, j'ai besoin qu'ils me racontent leur vécu, leur savoir-faire, qu'ils m'apprennent comment cela se passe pour eux. Je leur demande de me « partager [leurs] histoires de vie »³³. Avec le recul, je me rends compte combien cette phrase a pu paraître énigmatique : s'ils me donnaient leurs histoires de vie, de mon côté qu'allais-je bien pouvoir leur donner en échange ? « Le fait que sa présence soit tolérée, acceptée [...] met déjà [l'apprenti chercheur] — lui semble-t-il — dans la position du débiteur » (Caratini, 2012 : 43). Alors, comme pour conjurer cette « position du débiteur », je m'empressais de préciser : « Je ne viens pas avec des réponses, j'aimerai juste vous écouter »³⁴. Ce que je semblais donner en échange, sûrement naïvement, c'était donc une écoute. Je proposais pour cela que les volontaires s'inscrivent sur une feuille que je fis passer dans l'assemblée pour convenir d'un rendez-vous pour un entretien.

²⁹ Comité exécutif de l'*ejido*, élu pour trois ans. Il préside les assemblées *ejidales* qui ont lieu tous les deux mois.

³⁰ Entretien informel avec Luis, réalisé le 30.03.2012, à El Edén.

³¹ Au Mexique « *al Norte* » est une expression renvoyant au voisin états-unien.

³² Selon les règles de l'interaction délimitées par Erving Goffman, les personnes en présence cherchent à avoir des informations sur les personnes avec qui elles sont, pour permettre de prévoir ce qu'on attend d'elles et inversement ce qu'elles peuvent attendre des autres (Goffman, 1973).

³³ Carnet de terrain, le 08.04.2012, à El Edén.

³⁴ Carnet de terrain, le 08.04.2012, à El Edén.

Cinq *hommes* (j'insiste ici) s'y annotèrent. Cela peut paraître mince au regard de l'assemblée présente ce jour-là, mais cela m'a tout de même permis de commencer les entretiens la semaine suivante à partir de ces cinq personnes. Grâce à leurs voisins, connaissances et familles, la liste s'est peu à peu élargie. Effet boule de neige de l'ethnographie. Ces cinq personnes n'appartenaient pas au même réseau d'interconnaissances, ce qui m'a permis de ne pas être enfermée dans un réseau social particulier comme ont pu faire état d'autres chercheurs (Naepels, 1998 : 190). Le hasard des rencontres dans le village a également contribué à cette dynamique de travail. Depuis Tapachula, je me suis rendue à l'Edén en transports en commun presque quotidiennement, pendant près de cinq mois (environ une heure de trajet). C'était une occasion précieuse pour rencontrer d'autres personnes et plus particulièrement les femmes du village. Profitant d'une situation plus directe et intime, quatre femmes, ayant eu vent de ma présence, sont ainsi venues me voir pour me dire qu'elles souhaitaient réaliser un entretien.

I.2.2. Le protocole de recherche

Nos rencontres se faisaient en deux temps. Je voyais d'abord les personnes pour leur expliquer mon travail et parfois même en quoi consistait la discipline sociologique³⁵ ; nous prenions ensuite rendez-vous pour un entretien enregistré. Cette première contrainte, à laquelle je me suis strictement tenue, permettait de relativiser le caractère imposé des entrevues. Si un de mes interlocuteurs se trouvait absent le jour convenu, j'en aurai déduit qu'il n'était pas intéressé par la réalisation de cet entretien. Cela n'est d'ailleurs jamais arrivé³⁶. La deuxième contrainte que je m'étais fixée était de ne réaliser qu'un seul entretien par jour. Ne visant ainsi pas la quantité, mais la qualité de nos entrevues, cela me permettait de donner tout l'espace possible à ce qui pouvait exister pendant l'interaction des entretiens.

³⁵ Exemple d'une présentation avec Álvaro : « -¿Se acuerda usted de lo que yo hago y todo? - No. - Ah bueno. Pues, yo soy socióloga. Hice una maestría de sociología. Y ahora, entonces, lo que me interesa es estudiar las situaciones socio-económicas de las personas en el campo y también algo más cualitativo: entender como a la gente les va, sus trayectorias digamos de vida. Y hice, para mi maestría, un estudio aquí en el Soconusco. Y ahora ya empezamos con el doctorado y entonces el estudio, el objetivo del estudio es entender un poco lo que está pasando ahora en el campo mexicano. [...] - ¿En México estudia usted? - Ahora estoy haciendo un doctorado en una universidad pública en Francia, que se llama "la Sorbona", en París. Pero también trabajo en México, en México DF, en la UNAM. Y creo que más o menos es todo. Entonces ya empecé con las personas a hacer entrevistas. Más bien, el punto es que la gente me explique un poco como les fue, sus padres que hacían, hoy en día ellos que hacen, etc. », entretien avec Álvaro, réalisé le 14.05.2012, à El Edén.

³⁶ À l'exception de Mariana, mais j'apprenais, quelques jours plus tard, qu'elle avait dû s'absenter pour assister à la veillée d'un proche défunt.

Ceux-ci ont duré, en moyenne, entre deux et trois heures.

Cette entrée sur le terrain révèle deux points importants : d'abord le caractère déséquilibré d'une rencontre entre, d'un côté, une personne qui se présente comme étudiante et simple observatrice proposant son écoute attentive et, de l'autre, des personnes qui n'ont jamais demandé à la rencontrer ni à être écoutées ; ensuite, l'accueil favorable fait à ma proposition par un certain nombre d'habitants d'El Edén. En effet, je n'ai pas eu de difficultés à entrer dans le village et mes interlocuteurs se sont livrés avec spontanéité : Lucio dès notre première rencontre, les cinq premières personnes à s'inscrire, le réseau qui s'est construit sans heurt, les personnes qui ont cherché par elles-mêmes à travailler avec moi, la longueur de nos échanges, etc. L'« intrusion inaugurale » (Abélès, 2002 : 41) semblait donc être atténuée et le caractère « toujours un peu arbitraire qui est au principe de l'échange [ethnographique] » (Bourdieu, 1993 : 905) estompé.

I.2.3. La « *güera* » : quand l'expérience première de l'entretien est celle de la catégorisation

Pour autant, que pouvait cacher cet accueil bienveillant ? À cette question, Lucio y apportera une première réponse. Après m'être présentée auprès des *ejidatarios* le jour de l'assemblée, alors que j'étais sur le départ, il vint me voir pour me demander si cela s'était bien passé. Je lui répondis par l'affirmative, lui confiant que j'avais quelques volontaires pour mes entretiens. Je lui demandai ce qu'il en avait pensé de son côté. Il m'expliqua alors que les quelques noms que j'avais réussi à glaner étaient dus à la couleur de ma peau et à celle de mes yeux : « C'est parce que tu es blanche aux yeux bleus, tu attires l'attention et la curiosité »³⁷. S'exprimait alors en quelques mots toute la réalité de celle qui croyait observer (le chercheur) et qui est finalement observée (par les ethnographiés)³⁸. La fameuse réalité de toutes observations : accepter d'être un observateur observé. Mais il s'agit surtout d'analyser cet état de fait. Si je rends compte de mes observations, quelles seraient celles de mes interlocuteurs à mon égard ? Je fais quelques hypothèses.

Je commençais les entretiens la semaine qui a suivi l'assemblée *ejidale*. Pendant ceux-ci, je

³⁷ Carnet de terrain, le 08.04.2012, à El Edén.

³⁸ Sophie Caratini raconte : « [L'anthropologue] n'a plus personne pour le rassurer, le conforter ou le reconforter ; il ne peut plus voir, dans le miroir, son double, celui qui aurait pu lui confirmer que cet émoi qui l'étreint ou cette mauvaise pensée qui l'assaille ou le hante sont « normales ». [...] Et le miroir, impitoyable, ne lui renvoie plus passivement son image : il le regarde. Il a des pouvoirs magiques, il fait peur. » (Caratini, 2012 : 44).

demandais à mes interlocuteurs de me raconter leur vécu. Comme évoqué précédemment, il n'était pas rare que l'entretien soit — dans un premier temps — le prétexte à la flatterie :

Francisco : Dans ton pays, il y a beaucoup de jolies personnes comme toi, n'est-ce pas ?

AR : Ah... Je ne sais pas...

Francisco : Les yeux comme toi ; là-bas tout le monde les a ?

AR : Non, pas tous.

Francisco : Ah bon ?³⁹

Je fais l'hypothèse que la possibilité même du travail de terrain m'a été accordée par les hommes du village : Lucio qui m'a invitée à l'assemblée *ejidale*, puis les hommes qui se sont inscrits par la suite pour réaliser les entretiens « parce que j'étais blanche aux yeux bleus », comme Lucio me l'a ensuite expliqué. L'épisode révèle également la structure politique de l'*ejido* : une citoyenneté agraire, dont l'expression la plus importante est l'assemblée *ejidale*, dans laquelle ce sont les hommes-*ejidatarios* qui décident⁴⁰, malgré le nombre croissant de femmes-*ejidatarias* (chapitre IV et VI).

Mais être la « *güera* »⁴¹ — ils m'appelaient ainsi lorsque mon prénom leur échappait — c'était aussi appartenir à une certaine classe sociale (encadré n°2). Pour eux, je n'étais pas Française, la France ne représentait rien dans leur histoire, j'étais « une vraie Allemande » :

Lucina : Tu es française ? Mais moi je te vois comme une vraie Allemande !

AR : Ah oui ?

Lucina : Oui. Tes yeux, ils sont bleus. Toute ta famille les a de cette couleur ?

AR : Oui, tous : mon frère, ma mère...

Lucina : Oui, bien sûr, comme ceux de la *finca*.⁴²

³⁹ Entretien avec Francisco, réalisé le 03.05.2012, à El Edén.

⁴⁰ Voir section II du chapitre II, « Devenir *ejidatario* : être protégé ? (1914-1983) » et la partie I.1. du chapitre III, « La protection foncière : la centralité de l'*ejido* et de l'homme-*ejidatario* au sein des familles ».

⁴¹ Le terme « *güera* » désigne une personne qui a un teint de peau clair. Voir notamment l'article « La *Güera* » (1981) de Cherrie L. Moraga. Mais être « *güero-a* », c'est également au Mexique appartenir à une classe sociale moyenne supérieure.

⁴² Entretien avec Lucina, réalisé le 10.08.2012, à El Edén.

En tant qu'Européenne en Amérique latine, que Française au Mexique, le terrain a effectivement fait resurgir le système de castes lié au passé colonial⁴³. On me demandait souvent si j'étais Allemande, propriétaire d'une exploitation agricole, ou si j'étais une touriste américaine, venue pour visiter les *fincas* de café de la région. Ces *fincas* sont tenues par des familles allemandes depuis la fin du XIXe siècle⁴⁴. Elles produisent aujourd'hui encore du café, mais au vu de la chute du cours de la graine à la fin des années 1980, elles ont parallèlement investi d'autres marchés comme celui du tourisme de luxe. Chaque semaine, des bateaux de croisière en provenance des États-Unis déposent à Puerto Chiapas quelques centaines de touristes qui visitent ces *fincas*.

Mes interlocuteurs m'assimilaient donc à ces deux catégories de leur expérience : coloniale et touristique.

Encadré n°2. L'intersectionnalité des rapports sociaux dans la relation ethnographique

Les sciences sociales ont longtemps considéré la catégorie de classe comme la principale source de domination. À partir des années 1970, les études féministes et postcoloniales ont remédié à cette lacune en éclairant les expériences de domination par le prisme du genre ou de la race, sous-exploitées par les études précédentes. Le *Black feminism*⁴⁵, le féminisme *Queer Chicano*⁴⁶ (Moraga, 1981 ; Anzaldúa, 1987) et d'Amérique latine (Lugones, 2008) ont complexifié à leur tour ces approches en démontrant l'*articulation* de ces différentes catégories dans la (re)production des inégalités sociales (Bilge, 2009). L'« intersectionnalité » (Crenshaw, 1989) en tant que paradigme permet alors d'aller au-delà d'une compréhension isolée des multiples systèmes d'oppression qui fonctionnent à partir des catégories de classe, de race ou de genre, et de postuler leur complémentarité⁴⁷. Ces approches permettent ainsi de revisiter le mythe de la condition universelle des femmes, occultant la diversité des situations vécues par les femmes et, en d'autres termes, de remettre en question le féminisme occidental blanc de la classe moyenne.

⁴³ Le mot « colonial » ne fait pas référence ici à la (première) colonisation espagnole, mais à l'arrivée de nombreux colons européens à la fin du XIXe siècle, sous le *porfiriato*.

⁴⁴ Voir section I.1. du chapitre II, « La formation des « grands domaines » caféiers : l'émergence d'une aristocratie foncière étrangère à la frontière Sud ».

⁴⁵ Dont Kimberlé Crenshaw devient la figure centrale et avec des mouvements comme la National Black Feminist Organization, la Third World Women's Alliance ou le Combahee River Collective.

⁴⁶ À différencier des théories LGBT qui semblent désormais « signifier réformisme, dans le contexte néolibéral (se traduisant par les revendications du mariage gay ou du droit à servir dans l'armée en étant ouvertement gay), alors que *queer* évoque une critique radicale (par exemple contre tout mariage – homo ou hétéro – et pour la disparition de l'armée, en bloc). » (Bacchetta et Falquet, 2011).

⁴⁷ En y ajoutant récemment l'appartenance à une classe d'âge (Achin et al., 2009).

Cette thèse n'utilise pas ce matériel théorique pour expliquer les dynamiques à l'œuvre dans le contexte d'étude. En revanche, dans le cadre de ce chapitre et de l'étude réflexive du travail de terrain, cet appareillage théorique peut permettre de mieux comprendre les catégories de subjectivation (Dorlin, 2012) du « moi-sociologue » et de l'« autre » impliquées dans la relation ethnographique. En d'autres termes, la « violence symbolique » décrite par Bourdieu, présente entre l'enquêteur et les enquêtés, ne revêt pas seulement une dimension de classe (à travers l'expression du capital culturel par exemple) ; elle peut également s'exprimer dans sa dimension raciale et genrée.

En outre, depuis le tournant post-moderne, ouvrant la possibilité du doute sur « l'objectivité » supposée du chercheur (Lyotard, 1993), nous savons que les sciences sociales ne sont pas une copie brute et objective des réalités existantes, mais la production d'une subjectivité, celle du chercheur — toute « scientifique » soit-elle — donnant à écouter et comprendre d'autres subjectivités, celles de ses interlocuteurs. Par la suite, les théories postcoloniales se sont penchées sur les conditions de la production du savoir, sur la « géopolitique de la connaissance » (Dussel, 1994 ; Quijano, 1998 ; Mignolo, 2000). Le projet postcolonial se proposait alors de rompre avec les mythes humanistes occidentaux de la civilisation ou du progrès et de mettre en lumière le contenu eurocentré de la science, bien que toujours présenté comme universel. Cette critique de la « colonialité » du savoir a ainsi questionné les pôles de production universitaire (Wallerstein, 2007). Dans la continuité de cette approche, les épistémologies féministes ont également dénoncé le regard scientifique comme venant « de nulle part. [...] [Un] regard qui marque mystiquement tous les corps et qui fabrique la catégorie non-marquée qui revendique le pouvoir de voir et ne pas être vu, de représenter et d'éviter la représentation » (Haraway, 1995 : 324). Ce regard, qui se construit en niant sa particularité et en se présentant lui-même comme neutre, est en fait souvent le regard d'un homme, blanc, de classe moyenne supérieure. Donna Haraway invite les chercheurs à rendre visible les caractéristiques de leur parole, à montrer « d'où » ils parlent (Haraway, 1995: 333), à produire de la « connaissance située ». En ce sens, produire une connaissance située c'est aussi rendre visible le moment de la production de données empiriques, moment où l'intersectionnalité des rapports sociaux, précisément, s'exprime souvent avec force entre l'ethnographe et les ethnographiés. C'est ce que je tente de faire dans ce chapitre.

Mais, pendant les entretiens, je n'étais pas la seule à poser des questions. Légitimement, ils faisaient de même. Plus qu'à raconter mon histoire personnelle, ils m'invitaient à parler de « La France ». Ils me questionnaient sur le temps, la nourriture, les services publics, la propreté, la migration, le régime politique ou la valeur de l'euro. Dans ces thématiques apparaissait déjà en creux ce que certains me demandaient explicitement : « La France, c'est plus beau que le Mexique, n'est-ce pas ? »⁴⁸ :

⁴⁸ Entretien avec José, réalisé le 07.05.2012, à El Edén : « ¿Francia es más bonito, allá, que México? ¿Verdad? ».

Francisco : Comment sont les territoires européens ? Ils sont petits ?

AR : Oui, ils sont petits, comparativement. Par exemple : le Mexique, c'est quatre fois la France !

Francisco : Ah oui, c'est sûr... Et c'est un pays plus développé, n'est-ce pas ?

AR : Bon... Disons que c'est différent...

Francisco : Mais, dis-moi, en France, il y a des gens pauvres ?

AR : Oui.

Francisco : Pauvres, jusqu'à quel niveau ?

AR : Il y a des SDF. Beaucoup.

Francisco : À ce point-là ?

AR : Il y a du chômage. Pour les paysans aussi, c'est difficile...

Francisco : Ah... [...] Par exemple, là-bas, combien gagne un paysan ?⁴⁹

Isadora : La France c'est très très beau n'est-ce pas ?

AR : C'est... Oui, il y a de jolies choses, d'autres moins.

Isadora : Mais là-bas on gagne plus qu'ici. Là-bas c'est mieux payé, n'est-ce pas ?

AR : Oui, mais la vie est chère : logement, nourriture, tout est cher.

Oui, les salaires sont plus élevés, mais comme toute la vie est plus chère, parfois c'est difficile.

Isadora : Mais là-bas, les présidents aident, n'est-ce pas ?⁵⁰

Ce qui s'exprimait alors, c'était la vision d'une France « civilisée » et « développée », avec un meilleur mode de vie, où le gouvernement fait quelque chose pour sa population. J'essayais de nuancer cette vision idéalisée de la France, mais j'incarnais de fait cet idéal par mon statut

⁴⁹ Entretien avec Francisco, réalisé le 03.05.2012, à El Edén : « - ¿Qué tal los territorios de los países europeos? ¿Son pequeños? - Sí. Son pequeños. En comparación a México por ejemplo. México es cuatro veces más grande que Francia. - Ah sí, verdad... Y son países más adelantados. ¿Sí? - Bueno, es distinto digamos... - Oiga, dime, en Francia, ¿hay gente pobre? - ¿Pobre hasta que nivel? - Hay indigentes, muchos. - ¿Tanto así? - Hay desempleo. También para los campesinos es difícil... - Ah... [...] Por ejemplo, ¿allá un campesino cuánto gana? ».

⁵⁰ Entretien avec Isadora, réalisé le 28.06.2012, à El Edén : « - Francia está muy, muy bonito, ¿verdad? - Esta... Si, tiene cosas bonitas y otras no. - Pero allá se gana más que aquí. ¿Allá es más pagado verdad? - Si, pero lo que pasa es que la vida es cara. Alojamiento, comida, todo es bien caro. Si, los sueldos son más altos pero como toda la vida es más cara a veces si es difícil. - Pero, allá los presidentes si ayudan, ¿verdad? ».

d'étudiante de troisième cycle.

Marcelina : C'est bien que vous aimiez être *éduqués*⁵¹. Parce que c'est très important d'être éduqué. Avec la situation que nous sommes en train de vivre en ce moment, il faut avoir envie. Celui qui a fait des études, il s'en sort plus ou moins... bien, pourrait-on dire. Mais nous, par exemple, dans mon cas, moi, j'ai juste étudié jusqu'au collège. Je n'aimerais pas que mes enfants soient pareils, j'aimerais qu'ils aient un autre niveau d'études. Parce que ça les aide trop⁵².

Doña Ana : J'aime quand vous étudiez ainsi. [Nous rions].

AR : Ah oui ?

Doña Ana : C'est bien. Mais maintenant il y en a beaucoup qui n'aiment pas étudier. Ils ont des facilités pour... Ne pas étudier ! Ils n'ont pas envie. Alors qu'avec le temps cela va leur servir, ils vont le regretter. Ils restent travailler ici comme ouvrier [agricole] ou comme voleur !⁵³

Lorsque ces deux interlocutrices évoquent les bienfaits de l'université, elles ne me tutoient plus, mais utilisent un « vous ». Ce « vous » français est un « *ustedes* » espagnol, soit la deuxième personne du pluriel — et non la formule de politesse de la deuxième personne du singulier, « *usted* ». En s'adressant à moi, on s'adresse ainsi aux Français en général. Je deviens « les Français ». Mon statut d'étudiante ne faisait que renforcer la vision d'une France « développée » et « civilisée ». Tel le négatif d'une photographie, je suis celle qui fait, à travers ses études, ce que les jeunes du village devraient faire pour sortir de la condition d'« ouvrier agricole » ou de « voleur », selon Ana. Je constitue un rappel des échecs scolaires des autres, de ceux dont on souhaiterait la réussite. Et in fine le « vous » posé comme

⁵¹ « *Preparados* » en espagnol.

⁵² Entretien avec Marcelina, réalisé le 17.05.2012, à El Edén : « *Pero que bueno que les gusta estar preparados. Porque es muy importante estar preparados. Con esta situación que estamos viviendo nosotros ahorita, requiere ganas. El que tiene una carrera más o menos se la va llevando... Bien se podría decir pues. Pero nosotros, por ejemplo, en mi caso, yo nada más estudié la secundaria. Entonces a mí no me gustaría que mis hijos estarían igual, sino que lleven otro nivel de estudios. Porque les ayuda demasiado.* ».

⁵³ Entretien avec Isabella et Ana, réalisé le 22.05.2012, à El Edén : « - *Me gusta cuando estudian así. [Nous rions]. - Ah ¿sí? - Que bonito. Pero ahora hay muchos que no le gustan estudiar. Tienen facilidades por no estudiar. No tienen ganas. Aunque con el tiempo les va a servir, se van a arrepentir. Ya se quedan trabajando así de obrero o de ladrón!* »

« instruit » vient s’opposer à un « nous » qui se présume « ignorant ».

Malgré l’accueil enthousiaste et la curiosité partagée, la place⁵⁴ qui m’était adressée dans cette première rencontre était donc chargée historiquement de l’empreinte coloniale et des relations asymétriques entre le Nord et le Sud, entre *peones* (de nombreux parents et grands-parents de mes interlocuteurs l’avaient été) et *finqueros*. Le reflet — réel : je suis effectivement une femme, blanche, européenne et universitaire⁵⁵ — de moi-même que me proposaient mes interlocuteurs véhiculait une image de la « dominante » « éduquée », « civilisée » et « développée ». Cette expérience — non exclusive à la relation ethnographique — vient réintroduire la « réciprocité entre l’observateur et le sujet » (Devereux, 1980 : 45) : l’observation ne se fait effectivement pas à sens unique.

I.2.4. « Se réfléchir » ou réfléchir aux catégories d’ordinaire appliquées au milieu rural

« Se réfléchir » dans le regard de l’autre m’a permis de revenir sur les catégories d’ordinaire appliquées au milieu rural et sur celles que j’utilisais moi-même pour parler avec mes interlocuteurs. Cette analyse des places rend possible une meilleure compréhension du terrain et de l’objet de recherche lui-même, me semble-t-il. Si je devais faire face à une catégorisation inconfortable, quelle était donc, à leur tour, la catégorisation à laquelle mes interlocuteurs devaient faire face en me parlant ? S’ils sont mon miroir, je suis inévitablement et réciproquement le leur. Autrement dit, selon les termes de Georges Devereux, le « transfert »⁵⁶ venait interroger le « contre-transfert »⁵⁷ en jeu dans la relation ethnographique.

En tant qu’*ejidatarios* ou membres de familles *ejidales*, étaient-ils tous « paysans », « producteurs » ou « ruraux » ? Et qu’est-ce que ces catégories renfermaient-elles ? Cette expérience réflexive permet de réinterroger cette tendance spontanée à la classification des individus et les catégories elles-mêmes, précisément quand la singularité de mes

⁵⁴ « Le travail ethnographique consiste à aller se coller délibérément dans un système de place qui nous est inconnu : celui, particulier, au groupe que nous avons choisi d’étudier. » (Favret-Saada, 2004).

⁵⁵ Voir encadré n°2 : « L’intersectionnalité des rapports sociaux dans la relation ethnographique ».

⁵⁶ « L’analysé, ayant développé des réactions caractéristiques à l’égard d’une personne effectivement importante pour lui, tend [...] à réagir envers l’analyste comme s’il était cette personne, au prix quelques fois d’une déformation grossière de la réalité. » (Devereux, 1980 : 74)

⁵⁷ « Le contre-transfert est la somme totale des déformations qui affectent la perception et les réactions de l’analyste envers son patient ; ces déformations consistent en ce que l’analyste répond à son patient comme si celui-ci constituait un imago primitif, et se comporte dans la situation analytique en fonction de ses propres besoins, souhaits et fantasmes inconscients » (Devereux, 1980 : 75)

interlocuteurs s'exprimait fortement lors des entretiens tant au niveau de leur manière de se raconter : « Tu ne vas peut-être pas rencontrer d'autres gens comme moi. Je suis comme aucune autre ! »⁵⁸, que de leurs pratiques : ils s'inséraient tous dans des marchés du travail fort divers, les trajectoires migratoires étaient variées, l'organisation des familles également, etc.

En effet, les mondes ruraux ont longtemps été envisagés par les sciences sociales du point de vue sectoriel. Il s'agissait d'analyser les activités du secteur agricole pour pouvoir prétendre comprendre les dynamiques à l'œuvre dans ces espaces ; et à raison : le rural se définissait bien par la prédominance de l'activité agricole. Nous verrons tout au long de cette thèse que la situation est fort différente désormais, et ce depuis le début des années 1990 (voir également ce que nous posions en introduction).

I.3. Se raconter : quand la réflexivité n'est pas l'apanage de la chercheuse

Si la catégorisation réciproque des acteurs est la base inévitable et constitutive de la relation ethnographique en train de se construire, elle est également dépassable par la possibilité même de l'entretien qui ouvre à l'échange. L'expérience relationnelle de l'entretien lors de ma première enquête de terrain a pris la forme de récits de vie. Sur les 29 entretiens alors réalisés auprès d'*ejidatarios* et de descendants d'*ejidatarios* qui n'ont pu bénéficier de l'héritage des terres, 23 ont été enregistrés et 20 ont pris plus clairement la forme de récits de vie. Ceux-ci ont permis de faire émerger une certaine réflexivité de mes interlocuteurs sur leur propre parcours, par un retour sur les années passées et la recherche d'un sens à y donner, d'un sens à suivre défini par et pour eux. Dans cette perspective, la réflexivité n'est donc plus la propriété exclusive du chercheur. Elle est également produite par les personnes avec qui il travaille. C'est ce que Bourdieu — non sans contradictions⁵⁹ — appelait déjà de ses vœux dans son ouvrage *La misère du monde*. Le sociologue devait provoquer la socioanalyse des acteurs, les délivrant de leur propre « vérité » (Bourdieu, 1993 : 919).

⁵⁸ Entretien avec Consuelo, réalisé le 04.05.2012, à El Edén : « *Tal vez no vas a encontrar gente así como yo, pues. ¡Una como ninguna!* ».

⁵⁹ Voir Mayer Nona (1995), « L'entretien selon Pierre Bourdieu. Analyse critique de *La misère du monde* », *Revue française de sociologie*, 36/2, pp. 355-370.

I.3.1. Quand le rapport de communication reprend le terrain

Revenir sur le reflet que propose la relation ethnographique, c'était donc faire le constat que je suis la « dominante » de cette « histoire ». Il serait difficile de nier les questionnements existentiels qui en émergent et l'hésitation à les relater ; cette image pouvant, somme toute, être perçue comme un « simple stéréotype ». C'est sûrement en cela que cette démarche réflexive, analysant le jeu de miroir, a pu être contestée, parfois par ceux-là mêmes qui la défendaient d'une tout autre manière, en la qualifiant tour à tour d'« exhibitionnisme » (Bourdieu, 2003 : 44), de « confessions narcissiques » (Bourdieu, 2003 : 50), de « nombrilisme postmoderniste » (cité par Ghasarian, 1997 : 197), d'« ethnographie des confessions » ou d'« introspection psychologisante » (Ghasarian, 2002 : 14) alimentant « un relativisme subjectiviste » (Bourdieu, 1993 : 10). Sans adhérer aux qualificatifs suscités, cette réflexivité-là, malgré son caractère premier et incontournable, ne semble effectivement pas révéler à elle seule toute la complexité de la relation ethnographique. Elle présente bien plus des représentations identitaires figées *a priori* dans des rôles de dominant et de dominé, qu'il faut nécessairement réinterroger, que le réel reflet d'un *rapport* ou d'un pouvoir de domination sur autrui. Comme le fait remarquer Emmanuelle Sibeud : « la situation coloniale est bien une épreuve pour une partie des sciences sociales, mais une épreuve qui est constitutive plutôt que disqualifiante » (Sibeud, 2004 : 7). En ce sens, si la situation coloniale était bien le point de départ de la relation ethnographique que nous construisions, elle ne disqualifiait pas l'échange qui en découlait. Prenons quelques exemples.

Lors de notre entretien, Hedda me demande mon nom de famille. Je n'en ai qu'un, celui de mon père : « Qu'un seul nom ? Et celui de la mère ? Zéro ? Pourquoi ne prenez-vous pas en compte la mère ? Si c'est celle qui souffre le plus ? [Elle rit] Qu'est-ce que vous êtes méchants les Français ! Vous êtes machistes là-bas ! »⁶⁰. Cette remarque d'Hedda vient mettre au jour deux éléments importants : d'abord que la société à laquelle j'appartiens révèle également ses propres processus de domination dans lesquels je peux moi-même être considérée ; ensuite, si je suis perçue comme « la dominante » cela ne présuppose pas, de fait, une position effective de domination dans l'interaction même de l'entretien que nous sommes en train de construire. Sa remarque peut paraître anecdotique. Pourtant, elle illustre bien, à mon sens, le répondant de mes interlocuteurs : ils refusent, s'insurgent, occultent et lorsqu'ils répondent à mes questions, leurs réponses ne peuvent pas non plus être perçues exclusivement

⁶⁰ Entretien avec Hedda, réalisé le 06.07.2012, à El Edén : « ¿Solo un apellido? Y el de la mama, ¿cerro? Aie ¿porque no toman en cuenta la mama? ¿Si la mama es la más sufridora! ¿Que malos son los franceses! Allá son bien machistas! ».

comme étant le résultat d'une posture passive. Il s'agit de rompre avec cette image qui « présuppose que les "ethnographiés" ont subi de part en part la présence (dominatrice) du chercheur. Sans s'attarder sur la naïveté moralisante, c'est bien plutôt la passivité imputée à l'"objet" ethnographique qui fait problème. » (Abélès, 2002 : 41)

Dans la continuité de cette remarque, je citerai un autre épisode de la première enquête de terrain, qui a donné le titre à cette partie. À peine avais-je mis le magnétophone en route que Consuelo commence par me dire : « Nous, qui n'avons pas beaucoup étudié, parfois nous changeons les mots, n'est-ce pas ? »⁶¹ Une fois encore, je me retrouve face à un « nous » qui semble m'appréhender comme l'universitaire, celle qui sait, et se poser lui-même comme ignorant. Je m'empresse donc de répondre, pour conjurer cette violence symbolique, en appliquant cette « *réflexivité réflexe*, fondée sur un métier, un "œil" sociologique [qui] permet de percevoir et de contrôler sur-le-champ, dans la conduite même de l'entretien, les effets de la structure sociale dans laquelle il s'accomplit » (Bourdieu, 1993 : 904) : « Oui, mais moi aussi je suis en train d'apprendre et je change les mots aussi. »⁶² Sans paraître satisfaite de ma réponse, Consuelo continue : « Parce que parfois, ceux qui ont étudié, les mots, ils les comprennent d'une autre façon, et celui qui parfois est fermé, il les comprend d'une autre façon... Mais parfois un mot... en a d'autres, qui sont les mêmes. C'est bon tu m'as comprise ? C'est la même chose que je veux dire, mais c'est différent. »⁶³ J'approuve ce qu'elle dit par un signe de tête. Effectivement, Consuelo, pendant tout l'entretien, s'attachera à m'expliquer son point de vue, construit en opposition à ceux de son village, dans un fort désir de différenciation et de singularisation. Elle mène sa propre socioanalyse.

Puis, elle conclut ce préambule à l'entretien avec cette injonction : « Voyons si nous nous comprenons ! »⁶⁴ Je le répète après elle : « Voyons si nous nous comprenons. » Nous venions de sceller un pacte, un pacte ethnographique engageant un « nous » qui ne distingue plus — comme pouvait le faire ce « vous » qui me renvoyait aux Français —, mais qui englobe les deux interlocuteurs dans la même situation d'énonciation : l'entretien. En déplaçant l'attention sur la situation vécue plutôt que sur les caractéristiques individuelles de chacun, cet

⁶¹ Entretien avec Consuelo, réalisé le 04.05.2012, à El Edén : « *Los que no tenemos mucho estudio, a veces las palabras las cambiamos, ¿verdad?* »

⁶² Entretien avec Consuelo, réalisé le 04.05.2012, à El Edén : « *Si, pero, yo también estoy aprendiendo y cambio las palabras* ».

⁶³ Entretien avec Consuelo, réalisé le 04.05.2012, à El Edén : « *Porque a veces los que ya estudiaron las palabras las entienden de otra forma, y uno que pues a veces está cerrado las entiende de otra... Pero a veces una palabra... O sea, tiene otras, que es la misma. ¿Ya me entendió? Que es lo mismo que quisiera decir, pero es diferente* ».

⁶⁴ Entretien avec Consuelo, réalisé le 04.05.2012, à El Edén : « *A ver si nos entendemos* ».

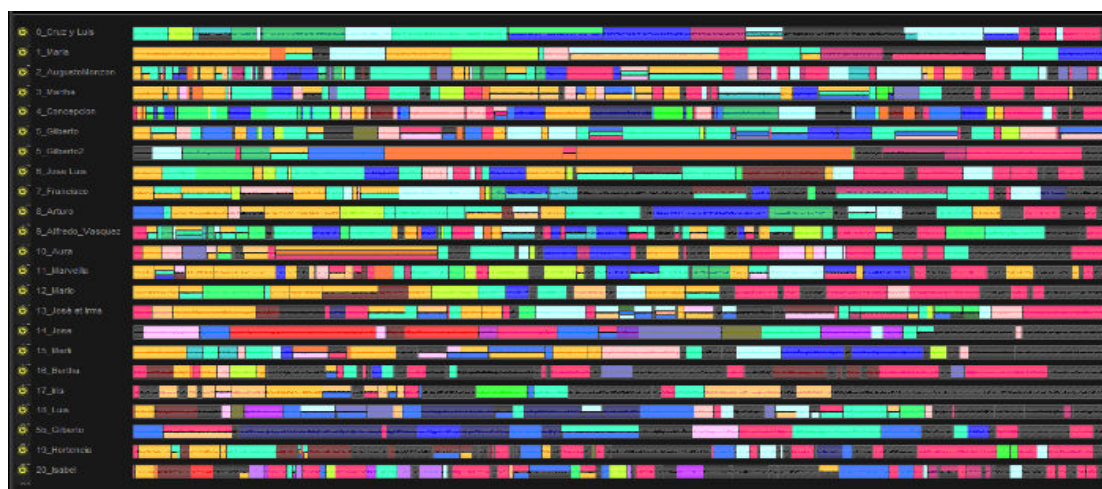
épisode emblématique permet de mettre fin au soupçon de domination créé par l'image que je pouvais renvoyer. Nous dépassons les images projetées, fantasmées et figées de la France ou des ruralités mexicaines pour nous concentrer sur ce que nous vivons dans l'*ici* et le *maintenant* : l'expérience relationnelle de l'entretien (Mohia, 2008 : 282).

I.3.2. Éclairer des pratiques

Que faire avec les entretiens recueillis ?

Ces mises en récit de soi ont été chapitrées (ou thématisées) manuellement grâce au programme *Sonal*⁶⁵ ; c'est-à-dire que chaque passage a été délimité et associé à un thème (figure n°2).

Figure n°2. Aperçu de la thématisation des entretiens dans le programme *Sonal*⁶⁶



Avant le premier terrain, j'avais identifié, au regard de mon sujet de recherche, de nombreuses questions de nature plus quantitatives. Puis, j'en avais dégagé différentes thématiques générales (16 au total⁶⁷) pour pouvoir mener une véritable conversation, avec ses détours et ses surprises, et ainsi m'éloigner de la « culture du questionnaire ». Cette manière de conduire les entretiens a finalement permis de dégager huit grandes thématiques et une vingtaine de sous-thèmes, à la fois impulsés par mes questions et émergeant de mes interlocuteurs.

⁶⁵ Logiciel permettant la retranscription, thématisation et gestion d'un corpus d'entretiens : <http://sonal.hypotheses.org/> ; <http://www.sonal-info.com/>.

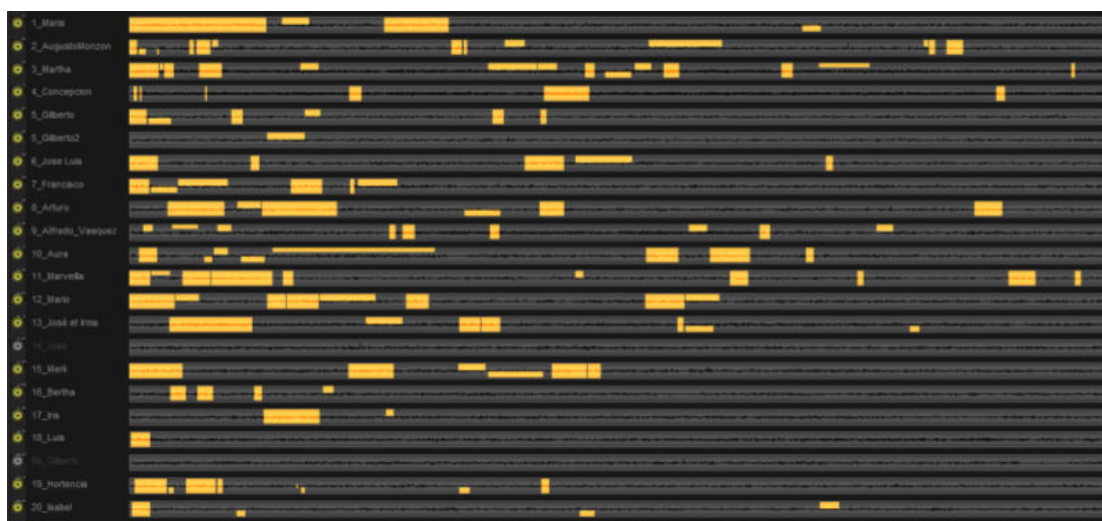
⁶⁶ Chaque couleur correspond à un thème.

⁶⁷ Voir annexe n°4 : « Thématiques des entretiens recueillis ».

Numa Murard préconise une intervention minimale du chercheur dans les récits de vie : « L'enquêteur a une seule question à poser : « Est-ce que tu (vous) veux (voulez) bien me raconter ta (votre) vie ? » [...] Après la première réponse, l'enquêteur procède uniquement par relances de ce qui a déjà été dit ou suggéré » (Murard, 2003 : 262). Cette manière d'opérer permet de comprendre « pourquoi le récit suit tel ou tel chemin, découpe le temps de telle ou telle façon, argumente sur tel ou tel fait, décrit telle ou telle scène, exprime tel ou tel sentiment » (Murard, 2003 : 263).

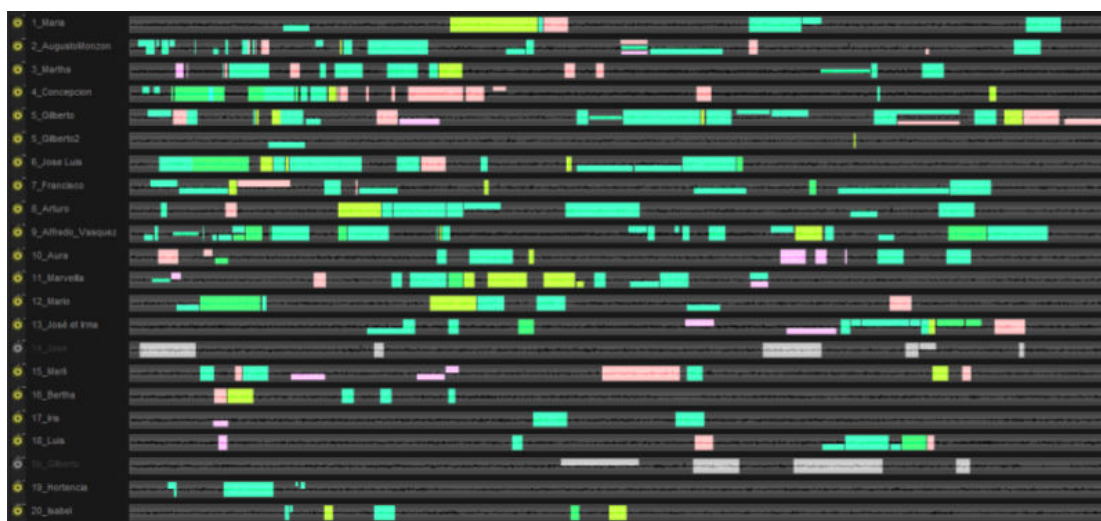
Pour ma part, je n'ai pas cherché à respecter une chronologie particulière dans mon travail d'accompagnement de la production des récits de vie. Néanmoins, mes interlocuteurs étaient désarmés si je ne commençais pas la conversation par quelques questions précises. Spontanément je les lançais donc sur leur histoire familiale (lieux de naissance, histoire des parents, etc.), comme l'illustre la figure n°3 où les extraits consacrés aux familles sont regroupés au début des récits.

Figure n°3. Aperçu du thème « Histoire familiale » dans le programme *Sonal*



Les sujets liés au travail (I. Travail agricole et II. Vie laborieuse), « ces grandes matrices des biographies » (Laé, Murard, 2012:19), ont occupé particulièrement les entretiens (près de 26 % des enregistrements) et sont au contraire présents tout au long du récit (figure n°4).

Figure n°4. Aperçu des thèmes « Travail agricole » et « Vie laborieuse » dans le programme *Sonal*



En outre, j'ai été beaucoup plus active dans mes relances que ce que suggère la méthode suscitée. Je ne peux donc me risquer à une analyse plus poussée de la logique interne aux récits. Des questions telles que : « Dans quel ordre les sujets ont-ils été abordés ? » ou « combien de temps chaque interlocuteur y consacre-t-il ? » resteront en suspens pour notre analyse. La collecte de ces récits permet de renseigner les aspects matériels de la vie en milieu rural ou encore les faits objectivés de la vie laborieuse : quels emplois sont investis par les individus ? Pendant combien de temps ? Dans quels territoires ? Etc.

I.3.3. Produire du sens : la dimension subjective de la question sociale

Mais, si le récit instruit sur les pratiques des acteurs, s'il donne accès aux événements dont ils ont pu être les témoins actifs, il éclaire également la manière dont ils donnent sens à leur propre histoire. Il est l'outil de médiation vers une connaissance du sujet qui parle. Ce qui s'ouvre alors au chercheur c'est le monde des subjectivités et des perceptions : « Montre-moi comment tu [te] racontes et je te dirai, sinon comment tu vis, au moins comment tu penses » (Murard, 2003 : 17). Ainsi, cette thèse s'intéressera également aux logiques subjectives des individus. Je m'attacherai à analyser le sens que les acteurs donnent à leurs pratiques, éclairer *leur* propre compréhension de ce qu'ils vivent, leur univers de représentation, leur réflexivité au travers des mots et des formes que prennent leurs narrativités (Murard, 2002, 2003 ; Laé, Murard, 2012).

Dans cette perspective, je ne trancherai pas entre une approche objectiviste, qui envisage les subjectivités comme produits de la réalité, et une approche entièrement subjectiviste qui les conçoit comme productrices de la réalité (Danic, 2006 : 30). Il s'agira de trouver une posture médiane où les réalités objectivée et subjectivée se génèrent l'une l'autre, et je ne chercherai d'ailleurs pas à savoir qui le fait en première instance. En somme, la subjectivité de chacun se forge dans son rapport à l'extériorité, par des processus tels que la socialisation (chapitre III) et les multiples expériences sociales traversées (chapitre II et IV), et inversement, cette même subjectivité agit à son tour sur le réel, au travers de nos choix et nos actions (chapitre VI) (Bourdieu, 1987). De manière plus concrète, cela nous amènera à montrer que les rapports sociaux intergénérationnels et de genre au sein des familles rurales que nous avons rencontrées sont aussi des rapports de sens et de représentations qui se confrontent, se rejoignent et parfois se contredisent. Je dévoile finalement ici un axe central de cette recherche : concevoir la famille non pas seulement comme une cellule économique, mais aussi comme une cellule mue par les subjectivités de ses membres et productrices de sens et de valeurs (Ariza, Oliveira, 2004 : 10). Ainsi, au-delà des dynamiques qui les produisent et des données objectives, nous analyserons les subjectivités et *ethos* des classes populaires en milieu rural.

Nous garderons à l'esprit que cette dimension subjective contient ses propres limites. Mon analyse se base sur des entretiens produits par mes interlocuteurs à un instant donné et pour une personne donnée. Le cadre dans lequel la parole est « donnée » n'est jamais neutre. On peut faire l'hypothèse que les récits auraient été différents à quelques mois, quelques années d'intervalle, sous d'autres configurations, d'autres protocoles de recherche, si une autre personne avait mené les entretiens, etc. Sans oublier qu'un même sujet peut également être l'auteur de récits différents à propos de sa propre histoire de vie (Murard, 2002 : 130-1631 ; 2003 : 264).

C'est en ce sens que l'analyse se situera au croisement de deux perspectives : ne jamais exclure les voix des personnes avec qui j'ai travaillé, tout en refusant d'épouser totalement leurs points de vue — car elles ne disent jamais *le* réel, mais *leur* réel (voir aussi pour cette perspective : Castel *et al.*, 2013 : 12). Il s'agit donc de donner à lire les subjectivités et les *éthos* de familles *ejidales* mexicaines, tout autant que les dynamiques historiques et socio-économiques qui les produisent ; ces deux facettes participant à leur reproduction.

I.3.4. Rechercher du sens

Ce « sens » que mes interlocuteurs produisaient lors de leur mise en récit de leur parcours peut être une des contreparties au cœur du « contrat ethnographique »⁶⁸. Les sciences de l'éducation trouvent en effet un double mérite aux récits de vie : ils sont « recherche et construction de sens à partir de faits temporels personnels » (Pineau et Le Grand, 2002 : 3). Le mot « sens » est à entendre dans une double acception : en tant que « signification » à donner, ce que nous évoquions précédemment, mais aussi en tant que « direction » à prendre pour sa propre vie. Dans une démarche d'autoformation, il s'agirait donc pour les producteurs des récits de vie de rechercher et construire une réflexion sur eux-mêmes et le sens de leur histoire (pour les limites et critiques des récits de vie, voir encadré n°3).

Lors de notre entretien, Álvaro, producteur de café, m'énonce les activités de nettoyage qu'il doit réaliser sur sa parcelle tous les trois mois. Pour l'accompagner dans ces tâches, sur ses cinq hectares, il embauche un ouvrier agricole. Il me demande alors de prendre une calculatrice : « Nous allons sortir le coût du travail. Je ne l'ai jamais fait ; ça m'intéresse. Donc... »⁶⁹ et Álvaro commence à me dicter les frais engagés pour chaque tâche sur sa parcelle. Il profite de cet entretien pour faire le point sur le coût de sa production aujourd'hui. L'entretien n'est plus alors la simple production de significations pour satisfaire mes attentes de chercheuse, il est aussi pour mes interlocuteurs le moment de la fabrication d'une réflexivité pour leur recherche personnelle. Consuelo me fera d'ailleurs exactement la même demande pendant l'entretien.

⁶⁸ Par « contrat ethnographique », Marc Abélès n'entend pas nécessairement l'élaboration d'un document écrit stipulant les droits et devoirs des deux parties unies dans la relation ethnographique, mais l'existence souvent implicite de contreparties trouvées par les ethnographiés et « la reconnaissance du caractère hautement négocié de cette relation » (Abélès, 2002 : 41).

⁶⁹ Entretien avec Álvaro, réalisé le 14.05.2012, à El Edén : « Vamos a sacar el costo del trabajo. Nunca lo hice. Pues... ».

Encadré n°3. Limites et critiques des récits de vie

Pour Pineau et Legrand, le récit de vie comporte trois vertus principales : il se présente comme une nécessité anthropologique⁷⁰ ; il est universel, tout le monde est porteur d'une histoire de vie ; il est propice, enfin, à la narration et permet de sortir des procédés dialectiques de question-réponse des entretiens traditionnels (Pineau et Legrand, 2002). Ainsi, cette forme particulière d'entretien peut venir contrebalancer la violence symbolique (de classe-sexe-race) (encadré n°2) susceptible d'exister entre le chercheur et ses interlocuteurs par la valorisation des compétences acquises par l'expérience des seconds⁷¹. Il comprend néanmoins un certain nombre de limites.

Pour Pierre Bourdieu, les récits de vie amènent à ce qu'il appelle une certaine « illusion biographique » (1986) où « raconter sa vie » revient à opérer un phénomène de « lissage » sur son parcours. La narration, toujours faite *a posteriori*, de son propre vécu tend à relier avec cohérence la diversité des événements biographiques, alors que cette cohérence n'existait pas nécessairement dans le présent de l'action. On peut également analyser cette narration comme une *performance*, dans le sens anglo-saxon du terme où le récit contribue à construire un spectacle de soi et de son propre parcours⁷².

Michèle Leclerc-Olive considère quant à elle la mise en récit de soi de manière chronologique comme une vision hautement occidentale. Dans cette remise en question du temps linéaire de l'expérience vécue, elle propose donc de faire des entretiens à partir d'événements personnels. En ce sens, elle fait une distinction entre les événements simples (détails et anecdotes du quotidien) et les événements biographiques (unions, séparations, maladies, naissances, décès, crises, etc.). Ces derniers introduisent une ou des ruptures et construisent les trajectoires de vie. Ils sont ce qu'elle appelle des « bifurcations », des épreuves où « LA VIE BASCULE. [...] des événements qu'on ne peut omettre dans un récit sauf à perdre le sens de la biographie. Moments-clés, repères ineffaçables d'un calendrier privé » (Leclerc-Olive, 1997 : 36). Pour reconstruire une biographie, il faut donc travailler à partir des bifurcations de chacun et creuser la dialectique continuité/discontinuité du récit.

Par ailleurs, le récit de vie peut aussi être utilisé comme instrument de gestion ou de contrôle des populations : comme les bilans de carrière dans le monde de l'entreprise, ou encore les récits des demandeurs d'asile qui doivent raconter une histoire qui fasse sens aux yeux de l'administration en vue de l'obtention du statut de réfugié. En d'autres termes, les récits du moi sont également sollicités par les institutions publiques et conditionnent de plus en plus leur intervention sur les individus (Astier et Duvoux, 2006).

⁷⁰ Entendu ici comme ce qui est propre à l'être humain.

⁷¹ Dans cette perspective, l'éducation populaire, basée entre autres sur la dé-hiérarchisation des savoirs, a largement utilisé cette méthode pour mettre en valeur les apprenants : tout le monde sait, a une histoire, des choses à dire, une vision et une compréhension du monde. À ce sujet voir : Coulon Marie Jo et Le Grand Jean-Louis (2000), *Histoires de vie collective et éducation populaire : les entretiens de Passay*, Paris : Montréal, L'Harmattan, 2000, 279 p. ; Brun Patrick (2001), *Émancipation et connaissance, Les histoires de vie en collectivité*, L'Harmattan, Paris.

⁷² Voir par exemple le récit de Lucio dans le chapitre III.

II. « Nous sommes des histoires » : à la recherche des familles et du temps au sud du Chiapas

C'est au prix de ce passage par ces différentes postures réflexives, parfois miennes, parfois celles de mes interlocuteurs, parfois éprouvées pendant le travail de terrain, parfois *a posteriori*, que s'est construit mon second séjour de recherche. Effectivement, en analysant cette première ethnographie au sein de l'*ejido*, une ligne de fracture est apparue entre ce qui était dit par mes interlocuteurs lors des entretiens et ce qui ne l'était pas ; entre ce que semblait me révéler le terrain et ce qu'il fallait creuser. Si mon premier séjour au village El Edén m'a permis de documenter « [les] raisons affichées, [...] [les] mobiles donnés par les acteurs » (Peneff, 2009 : 149), il était question désormais de faire ressortir, de façon plus évidente encore, les éléments sous-jacents pouvant expliquer les discours des individus ; de rendre explicite l'implicite, ou encore de ne pas confondre les propos recueillis avec les réalités vécues (Olivier de Sardan, 1995). Un second terrain me permettait de revenir sur quelques pistes offertes par le premier travail ethnographique et encore insuffisamment explorées. Je sélectionnais deux d'entre elles.

Lors du premier séjour de recherche, les récits de vie faisaient émerger la perception de mes interlocuteurs sur leur propre trajectoire. Ce qui s'exprimait alors souvent avec force, c'était une prédominance du « je », de l'individualisation de l'expérience sociale, surtout pour les hommes. Une prédominance que la méthode même — les récits de vie — tendait à susciter. Mais, lorsque le sens commun met souvent l'accent sur l'importance de la collectivité et du groupe familial en milieu rural, il me paraissait particulièrement intéressant de creuser cet apparent paradoxe. Il s'agissait donc pour la suite de faire ressortir le vécu familial de mes interlocuteurs. Par ailleurs, ma simple présence (mon propre corps) sur le terrain, examinée dans la partie précédente, avait fait resurgir le passé colonial de la région dans les conversations avec les *ejidatarios*. Ils me rappelaient à l'histoire du village. En ce sens, j'ai souhaité par la suite prêter une attention plus grande à la dimension diachronique du vécu de mes interlocuteurs. L'enjeu liminaire de ce second terrain avait donc été de penser et d'élaborer l'outil permettant de faire ressortir ces « creux » de la première récolte de données. J'ai finalement choisi d'utiliser un vieil outil de la discipline anthropologique : les arbres de parenté, que je reprends à mon compte sous le terme de « généalogie familiale » — me

rapprochant ainsi sensiblement de la tradition sociologique dans l'usage de cet outil.

II.1. Du « je » au « nous-familial » : rendre compte des familles

Lors de la mise en récit de soi, la revendication d'une forte singularité et une certaine individualisation de la part de mes interlocuteurs émergeaient donc souvent. Dans l'expérience réflexive de sa propre trajectoire, la famille était évoquée en général — et sous mon impulsion — au début des entretiens⁷³ ; puis les narrativités laissaient la place au « je ». Pour sonder ce qui n'était pas dit ou que partiellement dans les entretiens, j'ai voulu sonder plus amplement le vécu familial des acteurs. Il s'agissait en ce sens de comprendre comment celui-ci se combinait avec le vécu individuel que mes interlocuteurs semblaient revendiquer plus grandement. Étaient-ils donc aussi seuls qu'ils semblaient le dire ? Où se trouvait la famille dans leurs itinéraires ? Nous reviendrons sur la façon dont ont été utilisées les généalogies familiales dans la présente recherche et comment les données recueillies ont pu être exploitées de manière quantitative et qualitative.

II.1.1. La récolte des généalogies familiales

Dans cette expérience réflexive, les récits masculins se structuraient principalement autour du travail de la terre face auquel ils se présentaient comme le principal acteur, au point que les événements de la vie familiale étaient évoqués succinctement et que certains revendiquaient d'avoir tout construit seuls « sans aide de personne »⁷⁴. Ainsi constituée cette narrativité les amenait à interroger leur responsabilité personnelle face aux difficultés qu'ils rencontraient désormais. Álvaro parle, par exemple, du travail agricole avec pessimisme et culpabilité, puisqu'il n'est plus en mesure aujourd'hui de payer pour entretenir sa parcelle ; pendant l'entretien il ne relie jamais ses difficultés aux baisses drastiques des subventions étatiques dans le secteur agricole⁷⁵. De la même manière, Francisco exprime ces renoncements face au travail de la terre dont il ne peut aujourd'hui plus vivre exclusivement : « C'est la vie. Qu'allons-nous faire de plus ? Je me mets parfois à analyser et à penser que la vie n'a pas de

⁷³ Voir partie I.2.3. du présent chapitre : « Produire du sens : la dimension subjective de la question sociale ».

⁷⁴ Entretien avec Lucio, réalisé le 08.06.2012, à El Edén.

⁷⁵ Entretien avec Álvaro, réalisé le 14.05.2012, à El Edén.

sens »⁷⁶. Le récit prenait également des portées cathartiques, comme exprimées par Guillermo à la fin de notre entrevue :

Guillermo : Je ne sais pas si j'ai bien parlé, mais je me suis « défait » un peu.

AR : C'est quoi « se défaire » ?

Guillermo : Raconter ce que nous savons, non ? [J'approuve d'un signe de tête] N'est-ce pas ? Me défaire un peu. Me défaire un peu de ce qui m'offense à l'intérieur. [Il rit] Ce que j'ai à l'intérieur, j'ai besoin de le sortir.⁷⁷

Dans ce retour sur soi, la narration était donc empreinte de pessimisme et fatalité. Précisément, il me semble, parce que la stratégie biographique se construisait sur leur seule responsabilité. La famille et leur épouse n'apparaissaient que de manière secondaire dans leur récit. En se mettant au centre de leur propre histoire, ils se chargeaient alors de toutes les culpabilités et difficultés face aux vicissitudes des marchés du travail ruraux. Si cela dévoile beaucoup de la construction des masculinités à l'œuvre dans ce contexte, je me demandais alors s'il en allait vraiment ainsi. Étaient-ils donc aussi seuls qu'ils semblaient le dire ? Pour sonder ce qui n'était pas raconté ou que partiellement dans les entretiens, il me semblait important de faire émerger de manière plus significative le vécu familial des acteurs. Il s'agissait en ce sens de comprendre comment celui-ci se combinait avec le vécu individuel, que mes interlocuteurs semblaient revendiquer plus grandement, et de mettre ainsi en lumière le décalage entre les modèles représentationnels (ce que les gens disent) et les interactions réelles (ce qu'ils font). Pour ce faire, j'ai récolté une dizaine d'arbres de parenté auprès de familles avec qui j'avais travaillé lors du premier terrain⁷⁸.

⁷⁶ Entretien avec Francisco, réalisé le 03.05.2012, à El Edén.

⁷⁷ Entretien avec Guillermo, réalisé le 12.06.2012, à El Edén : « - *Así es de qué, no sé si habla bien, pero yo ya me deshice un poquito.* - ¿Que es deshacerse? - *Contar lo que sabemos, ¿no?* [J'approuve d'un signe de tête] ¿Verdad? *Desempeñarme un poco. Desempeñarme un poquito de lo que me ofende a dentro.* [Il rit] *Lo que llevo a dentro necesito sacarlo* ».

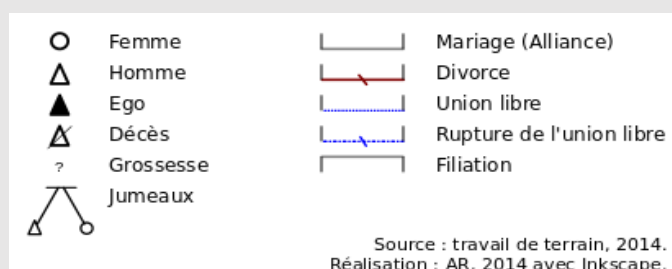
⁷⁸ Je connaissais également bien la méthode pour l'avoir utilisée lors de mon master II.

Encadré n°4. Des arbres de parenté aux généalogies familiales

La parenté a longtemps occupé une « place prééminente » (Godelier, 2004 : 11) dans le champ anthropologique⁷⁹, au point d'être considérée comme son « plus beau fleuron » (Godelier, 2004 : 11). Aux côtés de l'observation dense et des entretiens approfondis, l'arbre de parenté s'est alors imposé comme l'outil méthodologique emblématique de ces études et par extension de l'anthropologie elle-même. Un bref examen de la genèse de cet outil permet de mieux définir ses limites, ses remises en question et ainsi l'usage qui en a été fait dans la présente thèse à travers les généalogies familiales.

À ses débuts, l'une des gageures de l'anthropologie est de rendre compte de la multitude des formes familiales pour saisir les différences entre les sociétés définies alors comme « primitives » et les sociétés occidentales. Il s'agissait pour lors de repérer les termes particuliers qu'employaient les groupes étudiés pour nommer leurs parents. Les arbres de parenté en constituaient un précieux moyen de récolte et, grâce à l'unité de signes, étaient propices à la comparaison des sociétés. Il s'est dégagé alors un certain nombre de normes pour représenter les liens familiaux. J'ai repris strictement cette nomenclature pour les représentations des généalogies familiales qui figureront dans cette thèse (figure n°5).

Figure n°5. Symboles utilisés dans les généalogies familiales



Lewis H. Morgan (1871), qui pratique dès la moitié du XIXe siècle une ethnologie de terrain dans une réserve iroquoise de l'État de New York⁸⁰, distingue alors deux types de classification. Il y a, d'une part, les terminologies « descriptives » liées aux sociétés occidentales qui décrivent les positions collatérales des linéaires (oncles, tantes) ; et d'autre part les terminologies « classificatoires », comme celles des Iroquois, qui confondent les collatéraux, en usant d'un seul terme pour dénoter des positions différentes (les frères du père sont aussi des « pères »). Les arbres de parenté servaient ainsi la pensée ethnocentrée de son époque : attribuant au monde occidental les qualités de la rigueur descriptive, en justifiant ainsi ses capacités éducatrices et civilisatrices sur l'« Autre », perçu comme un enfant, sauvage. Au-delà de la critique sur la dimension paternaliste d'une telle analyse, Georges Augustins montre à quel point les terminologies occidentales ne sont pas plus rationnelles que les autres, mais qu'elles sont « incroyablement [...] rudimentaires, puisque cinq dimensions sémantiques — et cinq seulement — suffisent à en rendre compte (le sexe, la génération, la collatéralité, la germanité et l'opposition parents/alliés). » (Augustins, 2000 : 575).

⁷⁹ Plusieurs ouvrages en proposent un résumé dense et précis. Voir : Zonabend (1986 : 15-75) et Godelier (2004 : 9-32).

⁸⁰ Étudiant la dénomination des parents, il y remarque que portent les noms de « père » à la fois le père-générateur et les frères du père et, dans le même sens, de « mère » à la fois la mère et les sœurs de la mère.

Suite à cette attention portée aux multiples terminologies de parenté existantes⁸¹ dans une perspective plutôt descriptive, mais surtout évolutionniste⁸², un deuxième mouvement de l'anthropologie s'est appliqué à expliquer le fonctionnement des structures familiales⁸³. Les arbres de parenté sont alors utilisés dans une double finalité. Ils permettent, d'une part, de mettre au jour quelques principes, considérés alors comme universels et fondateurs de l'organisation familiale (Murdock, 1949 ; Lévi-Strauss, 1947), tels que les règles d'alliance et de filiation, l'atome de parenté ou la prohibition de l'inceste⁸⁴. Et d'autre part, ils devaient éclairer les formes d'organisation sociale et politique. Les études féministes et marxistes vont adresser de vives critiques à l'analyse structurale de la parenté. Pour eux, les rapports de parenté ne peuvent être considérés comme les fondements des sociétés. Cela reviendrait, pour les premiers, à naturaliser la domination masculine, et non à montrer en quoi elle est un fait de culture et, pour les seconds, à minimiser l'importance des rapports de production. En outre, la parenté prend et a pris tellement de formes qu'il est difficile d'en conclure qu'il existerait des invariants.

Dans les années 1980, David Schneider (1984) formule une critique radicale des arbres de parenté et dissuade toute une génération d'ethnologues d'en faire usage (Segalen, Martial, 2013 : 36). L'outil ne permet pas selon lui de s'émanciper d'une vision ethnocentrée ou fortement restreinte et figée de la famille, parce qu'il se base exclusivement sur une définition biologique de la filiation. Il était alors plus pertinent de s'intéresser aux représentations de la parenté et de démontrer que la parenté n'existait pas en soi, mais qu'elle était définie par une culture ou un temps historique spécifique (Déchaux, 2006 : 594). En somme, « un homme et une femme ne suffisent pas à eux seuls pour faire un enfant » (Godelier, 2004 : 325) et ne sont pas non plus des invariants pour faire famille. Ces critiques apparaissent aujourd'hui comme une évidence. Il faudra attendre les années 1990 pour que la discipline renoue avec les études de la parenté, en rompant avec les approches fonctionnalistes ou structuralistes classiques et en recouvrant une multitude de sujets originaux comme : l'adoption, l'homoparentalité, la monoparentalité ou les avancées génétiques de la médecine qui interrogent sous un jour nouveau les façons de « faire famille »⁸⁵.

En sociologie, la méthode, plus communément utilisée sous le vocable de « généalogie familiale » ne semble, au contraire, pas cristalliser les démons de la discipline. L'outil, alors dénué de son héritage colonial, est sollicité, d'une manière beaucoup moins massive il est vrai, pour rapporter les expériences individuelles et familiales des enquêtés à leurs conditions sociales et historiques d'existence. La généalogie permet alors d'éclairer la famille dans sa

⁸¹ Témoin de cette « rupture dans la continuité », Claude Lévi-Strauss dédie son ouvrage, *Les structures élémentaires de la parenté*, à la mémoire de Morgan.

⁸² Pour les anthropologues d'alors, chaque société suit une évolution de l'état de « primitif » jusqu'au modèle de la civilisation occidentale. Paradoxalement, cette vision évolutionniste veut démontrer l'égalité entre les cultures et les hommes. Ainsi, dire que l'homme passerait de l'état sauvage à l'état civilisé, c'est postuler une unité psychique de l'homme.

⁸³ À l'instar du linguiste qui dans le langage entendu comme système de signes, cherche à découvrir les règles d'organisation indépendamment de la conscience des sujets parlants, Lévi-Strauss recherche les lois universelles qui régissent les activités inconscientes de l'esprit. Il s'agit du courant structuraliste.

⁸⁴ La prohibition de l'inceste est l'interdiction sociale du rapport sexuel entre deux individus en raison d'un lien étroit de parenté. Cette interdiction fondamentale dans les liens de parenté peut prendre des formes variées.

⁸⁵ Pour la monoparentalité, voir les travaux pionniers de Nadine Lefaucheur ; pour la fécondation *in vitro*, voir par exemple le n°25 des *Cahiers du genre* (1999) « De la contraception à l'enfantement. L'offre technologique en question » ; et pour une approche sociologique des nouvelles formes de parentalité, voir également Weber (2013).

dimension sociale d'appartenance de classe et non comme une structure figée, comme on pouvait le faire en anthropologie. Elle est aussi analysée en tant que pratique sociale : révélateur par exemple des habitus de la classe bourgeoise où elle a pour fonction d'attribuer à chaque individu un titre et donc une place symbolique au sein de la famille, et où le savoir généalogique est un moyen de « se distinguer », pour le dire en termes bourdieusiens (Le Wita, 1984, 1988 ; Burguière, 1991). Il s'agit tout à la fois de montrer comment les généalogies diffèrent d'un groupe social à un autre et comment le savoir généalogique lui-même ne les intéresse pas de la même manière (Segalen, 1985 ; Sagnes, 1995).

J'ai fait un usage fort différent des premières études anthropologiques qui utilisaient les arbres de parenté pour dégager la terminologie de parenté des sociétés dites « primitives » ou pour expliquer les invariants dans les structures de parenté (encadré n°4), tout en revendiquant l'outil ethnographique précieux qu'il continue de constituer. En outre, l'usage concret que j'ai fait des généalogies peut également se rapprocher de perspectives plus sociologiques, disons, moins empreintes ou non exclusivement des questions de parenté. En somme, l'outil permet de constituer un pont au-dessus de l'« opposition stérile entre une sociologie repliée sur la modernité et une anthropologie confinée dans un ailleurs obsolète » (Weber, Dufy, 2007 : 5). Si l'ethnographie est propice à la transdisciplinarité — au croisement de l'anthropologie, de la sociologie et de la microhistoire (*Ibid.*) —, tâchons de préciser en quoi la généalogie familiale, comme outil particulier de l'ethnographe, l'est aussi puissamment, l'extirpant ainsi d'une exclusivité disciplinaire qui lui serait *a priori* tout anthropologique.

Pour réaliser les généalogies familiales, j'ai travaillé avec dix personnes dont je connaissais les parcours, pour avoir déjà effectué des récits de vie avec eux et quelques membres de leur famille lors de mon premier séjour. Ces familles répondaient par ailleurs à un certain nombre de critères, que j'avais sélectionné pour pouvoir mieux comprendre les dynamiques des familles *ejidales*⁸⁶. En outre, travailler avec des familles déjà rencontrées lors du premier terrain permettait de confirmer la relation de confiance que nous avons commencé à tisser deux années auparavant. Le simple fait de revenir au village était souvent valorisé par mes interlocuteurs : « Toi au moins tu reviens. Cela signifie que l'amitié est là, que nous pouvons échanger, que nous sommes au même niveau »⁸⁷. Lorsque j'expliquais que je voulais connaître plus en détail leurs histoires familiales au travers de leurs généalogies, aucune résistance ou appréhension face au dévoilement n'était exprimée. Au contraire, l'objectif était

⁸⁶ Voir l'introduction générale de la thèse et partie II.1.3. du présent chapitre : « Une analyse de type quantitatif à partir des généalogies familiales : apports et limites ».

⁸⁷ Carnet de terrain, conversation avec Consuelo, le 16.03.2014, à El Edén.

clair ; il s'agissait de produire des données telles que je les désirai : « Bien sûr qu'on va t'aider »⁸⁸, « En avant ! De quoi as-tu besoin ? »⁸⁹. Comme énoncé par Olivier de Sardan, renouveler les entretiens avec un même interlocuteur me créditait « de plus de compétence : ce crédit est un atout majeur pour le chercheur. En effet, plus on a le sentiment d'avoir affaire à un étranger incompetent, plus on peut lui raconter des histoires » (Sardan, 1995 : 39). La réalisation des généalogies était d'autant plus facilitée que beaucoup s'étaient déjà pliés à l'exercice pour l'école avec leurs enfants et petits-enfants.

Je leur expliquais les signes avec lesquels j'allais faire figurer leur famille sur une feuille blanche et en guise d'exemple, je leur exposais ma propre généalogie familiale. Mes interlocuteurs s'amusaient parfois de voir les branches de cette « petite famille française » tenir aisément sur une feuille A4, quand il fallait au minimum trois pages pour représenter les leurs, ou que la « güera » avait aussi des grands-parents qui vivaient dans un petit village. Je dessinais la généalogie avec eux une première fois, en prises de notes lors de l'entretien⁹⁰ ; je la recopiais ensuite au propre, chez moi, à l'aide de gommettes de couleurs pour pouvoir leur soumettre à nouveau par la suite et la leur laisser (figure n°6).

Pour chacun des individus que nous faisons apparaître dans la généalogie, je tentais de savoir autant que faire se peut cinq types d'informations ; des informations qui ont par la suite pu être complétées par les différents entretiens et récits de vie réalisés. D'une part, j'informais un certain nombre de caractéristiques sociodémographiques comme le sexe, le lieu, l'année de naissance, la date du décès et le lieu de résidence au moment de l'enquête ; les données invariantes somme toute (i.). D'autre part, j'interrogeais pour chaque individu : à quel régime foncier⁹¹ (*ejidal*, privé, métayage, etc.) il appartenait, s'il avait hérité (et dans ce cas de qui provenait l'héritage) ou acheté ses terres, en quelle année, et le nombre d'hectares détenus (ii.) ; les types d'emplois occupés (dans le secteur primaire, secondaire et tertiaire) et dans quels lieux (iii.) ; autant possible les migrations internes et internationales effectuées et leur temporalité (iv.) ; et finalement les liens entre les membres de la cellule familiale (soutien

⁸⁸ Entretien informel avec Guillermo, réalisé le 12.03.2014, à El Edén.

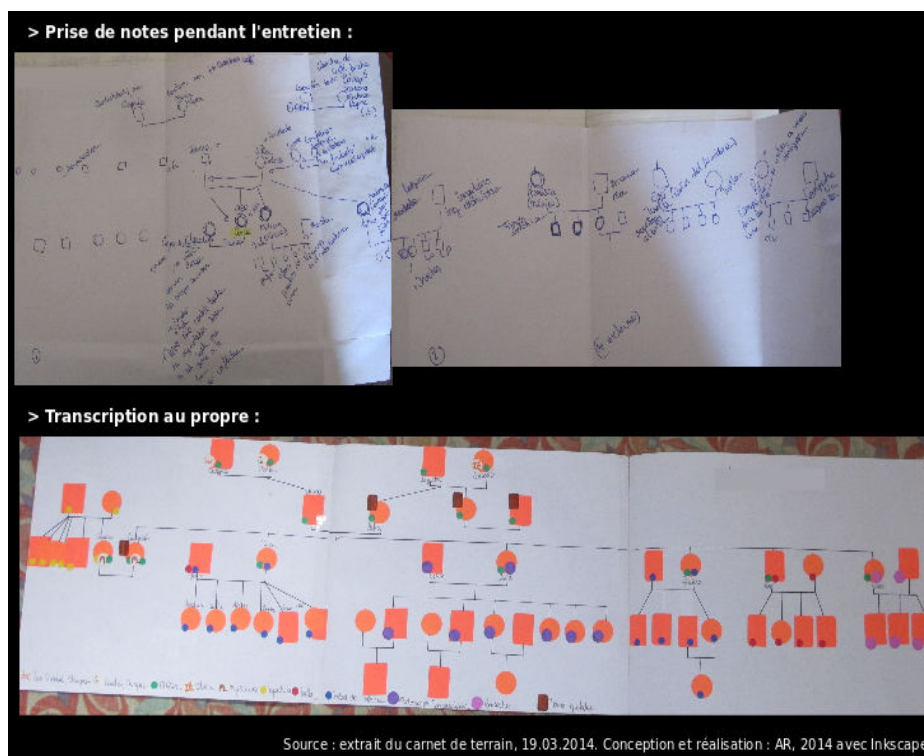
⁸⁹ Entretien informel avec Francisco, réalisé le 12.03.2014, à El Edén.

⁹⁰ Cinq entretiens généalogiques ont été enregistrés. Voir annexe n°1 : liste des entretiens.

⁹¹ La FAO définit le régime foncier comme « le rapport, défini par la loi ou la coutume, qui existe entre des individus ou des groupes relativement aux terres. (Par souci de simplicité, le terme « terre », tel qu'utilisé ici, inclut aussi les autres ressources naturelles comme l'eau et les arbres.) C'est une institution, c'est-à-dire un ensemble de règles élaborées par une société pour régir le comportement de ses membres. Ces règles définissent la répartition des droits de propriété sur les terres, les modalités d'attribution des droits d'utilisation, de contrôle et de transfert des terres ainsi que les responsabilités et limitations correspondantes. Plus simplement, le régime foncier détermine qui peut utiliser quelles ressources pendant combien de temps et dans quelles conditions » (FAO, 2003 : 9).

économique ou relationnel, les services rendus ou les conflits, etc.) (v.). Ce dernier élément fut enrichi par les différents entretiens et observations que j'ai pu faire avec les familles. Ainsi, les généalogies n'informent pas seulement sur les liens de parenté ou la grandeur de la famille, mais elle est le support pour de plus amples informations, qui apparaîtront dans les schémas de parenté présentés tout au long de cette thèse.

Figure n°6. Aperçu du carnet de terrain : généalogie familiale de Consuelo⁹²



II.1.2. Une analyse de type quantitatif à partir des généalogies familiales : apports et limites

Réalisée avec un seul informateur, chaque généalogie reproduit une chaîne de parenté exclusivement du point de vue de celui-ci : il s'agit d'Ego⁹³. Sur les dix généalogies réalisées, huit ont été retenues au regard de la qualité des données recueillies et des caractéristiques d'Ego. J'ai voulu garder une parité homme/femme. Les quatre hommes étaient tous *ejidatarios* et un seul d'entre eux n'avait pas bénéficié de l'héritage de la terre, une femme seulement avait ce même statut alors que les trois autres étaient *posesionaria* ou *avencidada* au moment de l'enquête (2014). La superficie moyenne de la terre s'élève à 2,3 hectares pour

⁹² Généalogie réalisée avec Consuelo, le 19.03.2014, à El Edén, extrait du carnet de terrain.

⁹³ Ego est donc la personne à partir de laquelle se construit la généalogie.

les femmes, et à 6,4 pour les hommes ; quant à l'année moyenne de leur acquisition, elle est de 1994 pour les premières et 1975 pour les seconds. Les huit individus appartenaient tous à la deuxième génération d'*ejidatarios* du village. Ils avaient donc tous, *a minima*⁹⁴, un père, plus rarement une mère⁹⁵, *ejidatario*, fondateur de l'*ejido*. Enfin, ils étaient nés en moyenne en 1955 : 1938 pour le plus vieux et 1966 pour la plus jeune (tableau n°1).

Tableau n°1. Caractéristiques des Egos⁹⁶

	Femme	Homme	Total
Année moyenne de naissance	1959	1951	1955
Minimum	1952	1938	1933
Maximum	1966	1957	1966
Statut ejidal			
<i>Ejidatario</i>	1	4	5
<i>Posesionario</i>	2	0	2
<i>Avecindado</i>	1	0	1
Année moyenne d'acquisition de la terre	1994	1975	1983
Superficie moyenne de la terre (en hect.) :	2,3	6,4	4,6
Minimum	2	3	2
Maximum	3	10	10

Malgré l'irréductibilité de cette entrée individuelle dans les familles, cette méthode d'enquête peut permettre l'accès à de nombreuses informations concernant d'autres membres du groupe familial — une vertu de l'outil que soulignait déjà, entre autres, William H. R. Rivers en 1910. Il est alors possible d'élaborer une base de données pouvant faire l'objet d'une analyse de « type quantitatif ». Les huit généalogies recueillies ont permis de constituer un échantillon de 476 individus, répartis sur six générations familiales différentes — définies toujours par rapport à Ego : grands-parents, parents, Ego, enfants, petit-enfants et arrières petits-enfants ; chaque généalogie compilant en moyenne les données de 60 personnes (tableau n°2). Je parle ici de « type quantitatif » et non *stricto sensu* d'une méthodologie quantitative, parce que la méthode n'est que très peu similaire aux enquêtes quantitatives, où un questionnaire est appliqué individuellement. Ici, les données sont récoltées de manière secondaire, un individu (Ego) les délivrant pour l'ensemble de sa famille. Il faudra toujours garder à l'esprit ce biais dans l'analyse.

⁹⁴ Certains avaient également d'autres membres de sa famille *ejidatarios*: oncle, grands-pères, etc.

⁹⁵ C'était le cas seulement de l'une d'entre eux.

⁹⁶ Source : enquête de terrain, géméologies, 2014.

Tableau n°2. Échantillon par famille et par sexe⁹⁷

	Femme	Homme	Inconnu	Total
Famille 1	26	31	9	66
Famille 2	29	25	1	55
Famille 3	29	30	0	59
Famille 4	25	28	0	53
Famille 5	21	31	0	52
Famille 6	33	26	0	59
Famille 7	28	40	11	79
Famille 8	18	21	14	53
Total	209	232	35	476

Il a été plutôt aisé de recueillir les lieux de naissance et de résidence pour chacun des membres d'une généalogie. Sur 476 individus, les lieux de naissance de 79 d'entre eux et les lieux de résidence au moment de l'enquête de 83 personnes n'ont pu être renseignés. Ces données seront précieuses à l'heure de comprendre les dynamiques de mobilité des individus et celles des marchés du travail en milieu rural. En revanche, les données, plus fines, concernant les trajectoires laborieuses des individus ont été plus difficiles à recueillir. Pour les générations d'Ego, je n'ai pu connaître les emplois que de 55 d'entre eux (et sur l'ensemble des générations de 145 personnes sur 476). Il était également périlleux de lister de manière exhaustive les différents emplois occupés dans le temps par les membres de la famille et d'obtenir ainsi les séquences de travail pour chacun des individus. La difficulté se posait spécialement lorsqu'il ne s'agissait pas de la famille nucléaire d'Ego ou lorsque les emplois occupés étaient nombreux. En somme, plus les individus avaient occupé des emplois différents, marquant par là des situations de précarité, plus il était difficile pour Ego de les énoncer. Au contraire, quand la situation professionnelle était plus fixe, le « statut » était alors su et énoncé distinctement. C'était l'accès à une certaine position sociale.

Rivers (1910) mentionne plusieurs sources d'erreurs dans l'élaboration des généalogies, et notamment le risque lors de la collecte dans un village du chevauchement des lignages, c'est-à-dire de la répétition d'un ou de plusieurs individus d'une même famille à une autre en raison des alliances et de l'étendue des liens de parenté (Rivers, 1910 : 3). Je n'ai pas retrouvé de telles difficultés lors de la collecte. Au contraire, l'obstacle principal de cette méthodologie appliquée dans le contexte rural de l'*ejido* El Edén était d'obtenir des informations précises

⁹⁷ Le sexe de certains membres des généalogies n'a pu être documenté. Ils apparaissent ici comme « inconnu ». Cette difficulté se présentait lorsqu'Ego faisait brièvement référence à certaines unités domestiques de sa famille élargie avec lesquelles il n'était pas ou plus en contact. Il me disait alors le nombre d'enfants qu'ils avaient eu sans en préciser le sexe.

Source : enquête de terrain, généalogies, 2014.

au-delà de la famille nucléaire.

Il y a trois postures possibles face à cette limite de la méthode : remettre en question sa pertinence (la généalogie tend à rendre compte de la famille élargie), considérer au contraire qu'elle fait émerger une interrogation importante, tant depuis les préoccupations du contexte d'étude que de celles de la sociologie de la famille, celle de la nucléarisation familiale en milieu rural, ou, enfin, estimer que la famille nucléaire et élargie ne s'opposent pas, mais sont bien des « pôles distincts d'un processus familial évolutif »⁹⁸ (Salles, 1991 : 80). Ces deux formes de famille cohabitent ; elles sont bien les deux facettes d'une même pièce et non des façons différentes de faire famille. Nous y reviendrons plus loin à propos des cycles de vie domestique⁹⁹.

II.1.3. De la famille « *telle qu'elle est* » à la famille « *telle qu'elle est vécue* »

Retracer les généalogies de mes interlocuteurs donne d'une certaine manière une représentation figée de la famille, définie depuis l'extérieur. En effet, ces généalogies permettent de quantifier un certain nombre d'informations ; elles se dessinent également dans ma propre logique de mise en forme et sous mes questions. Pour autant, toutes les familles n'ont pas le même vécu. Si les généalogies peuvent tendre à rendre compte d'une « famille objective », c'est-à-dire de la totalité des liens de filiation et d'alliance de celle-ci, elles révèlent également la famille « *telle qu'elle est vécue* » ou telle qu'on veut se la représenter¹⁰⁰. En d'autres termes, elles ne donnent pas seulement une photographie plus ou moins objective de la famille, elles sont un précieux moyen pour s'immiscer dans l'intimité des familles, mieux comprendre leur fonctionnement, la nature des liens qui unit chacun de ses membres ou encore les rôles assignés à chacun.

Lorsque nous réalisons les généalogies, je m'attardais parfois sur des personnes que mes interlocuteurs ne m'auraient pas mentionnées spontanément, car ils ne les fréquentaient plus, ou plus assez souvent pour pouvoir en parler. Parfois même ils ne désiraient pas évoquer des souvenirs douloureux ; comme Adela qui ne parvient pas à parler de son père qui les a

⁹⁸ « *polos distintos de un proceso evolutivo familiar* » (Salles, 1991 : 80).

⁹⁹ Voir partie II.2.2. de ce chapitre : « Et en plus cette famille continue de grandir ! » : cycles de vie domestique ».

¹⁰⁰ « le passé est appelé à cautionner l'idée que l'on se fait et veut donner de soi-même » (Sagnes, 2004 : 34).

abandonnés¹⁰¹, Marcela qui n'a plus voulu recevoir de nouvelles de son ex-mari alcoolique¹⁰², ou encore comme tous ces enfants morts avant leur première année qui sont parfois mentionnés, parfois pudiquement passés sous silence. J'éclairais de la sorte, avec mes questions, telle ou telle branche de leur famille, parfois de manière artificielle, et nous pouvions remplir quelques champs manquants, sans néanmoins entrer dans le détail de leurs trajectoires.

Une fois les généalogies saisies, j'ai pu les soumettre à six familles. C'était l'occasion de leur restituer les informations qu'ils m'avaient livrées et de susciter à nouveau un regard réflexif sur leurs trajectoires individuelles et familiales. Nous lisions alors ensemble les ramifications de leurs arbres de parenté. Il n'était pas rare que je doive ensuite modifier quelques éléments. Et au regard de la représentation de leur famille sur trois pages, certains se surprenaient de son ampleur. Maricel commente : « Finalement ma famille n'est pas si petite ! »¹⁰³ ; Marcela me dit : « C'est joli ce casse-tête ! Ma famille est grande, n'est-ce pas ? »¹⁰⁴ ; ou Consuelo qui déclare : « Comme je suis la seule à être restée "*en el campo*", depuis l'*ejido* je ne me rends pas compte qu'on est si nombreux. Et puis on ne fait jamais de réunion avec tout le monde »¹⁰⁵.

Ainsi, la famille telle qu'elle peut exister objectivement n'est pas nécessairement en phase avec la réalité familiale telle qu'elle est vécue ou telle que l'on s'en souvient (Porquieres, 2008 ; Lemercier, 2006) ou telle qu'on aime se la représenter : « Chacun dans ses relations de parenté opère des découpages, élague en fonction de critères qui lui sont propres ; chacun fait usage de sa généalogie à sa guise et manipule son identité » (Zonabend, 1980 : 227). Le recueil des généalogies est donc, au même titre que les récits de vie, un précieux moyen de capter le vécu familial dans toute la puissance de la subjectivité de mes interlocuteurs, au-delà de son existence objective. Il met à jour la rupture entre la famille *telle qu'elle est* et la famille *telle qu'elle est vécue* ; la première étant souvent plus grande que la seconde. Je parlerai alors non pas de carte familiale mais de territoires familiaux.

Comment se représente-t-on sa propre famille ? Comment la vit-on ? Autant de questions qui amènent certains à interroger bien plus la qualité du lien familial et ses possibles extensions que le lien en lui-même :

¹⁰¹ Entretien avec Leona et Adela, réalisé le 10.03.2014, à El Edén.

¹⁰² Entretien avec Marcela, réalisé le 03.05.2012, à El Edén.

¹⁰³ Entretien avec Maricel, réalisé le 17.03.2014, à El Edén.

¹⁰⁴ Entretien informel avec Marcela, réalisé le 18.06.2014, à El Edén.

¹⁰⁵ Entretien informel avec Consuelo, le 26.03.2014, à El Edén.

« La nature et la force des liens font davantage sens que la stricte position en termes de parenté, et les relations fondées initialement sur d'autres proximités (lieu de résidence commun, parcours migratoire similaire, relation d'affaires) peuvent devenir des relations de parenté : par les alliances en premier lieu, mais aussi par la façon dont on va nommer les personnes et les inclure dans un rapport de cousinage possible. » (Autant-Dorier, 2006 : 15)

Cette dimension est d'ailleurs particulièrement prégnante au Mexique où les « *compadres* » et « *comadres* » viennent élargir la famille et confirmer des liens d'amitié particulièrement forts (Mendoza, 2010).

Raconter sa famille c'est donc opérer sans cesse des modifications, des restrictions ou des oublis. Ceux-ci sont bien le reflet de l'usage que nous faisons de la famille. Accéder aux usages que chaque individu peut faire de la famille m'a permis de mieux comprendre les dynamiques des « supports familiaux », mais aussi d'envisager le système de genre à l'œuvre au sein des familles¹⁰⁶.

En ce sens, les généalogies peuvent également « soutenir une analyse ethnographique de la parenté pratique » (Weber, 2013 : 13), du vécu familial à l'œuvre depuis la perspective d'un Ego. Prise dans leur singularité, chaque généalogie illustre alors différentes facettes des façons de faire famille, à hauteur d'hommes et de femmes. Elles éclairent l'ambivalence et la diversité des trajectoires. Si elles n'ont pas valeur de représentativité, leur comparaison permet ensuite d'établir des domaines de validité de ce qui se répète dans les vécus familiaux ; on peut dégager ainsi des patrons.

II.2. Une approche rétrospective des familles *ejidales* (2014-1943)

Lorsque nous faisons sa généalogie familiale, Guillermo me dit : « Finalement, nous sommes des histoires »¹⁰⁷. Nous sommes effectivement des histoires lorsque nous nous racontons, ou pour Paul Ricœur des « identités narratives »¹⁰⁸. Mais l'histoire, c'est aussi le

¹⁰⁶ Voir introduction générale.

¹⁰⁷ Entretien informel avec Guillermo, le 12.03.2014, à El Edén.

¹⁰⁸ Comme j'ai pu déjà l'évoquer dans une partie précédente (voir I.3.) : « L'histoire racontée dit le qui de l'action. L'identité du qui n'est donc elle-même qu'une identité narrative » (Ricœur, 1985 : 355).

temps qui passe, la genèse de quelque chose. Dans la réalisation des généalogies, nous partions donc du présent et nous remontions le temps. Elle permet de revenir sur ce qui les a précédées, et de capter ainsi comment les trajectoires, qu'elles soient familiales ou laborieuses, se sont constituées dans le temps long des générations. Mes interlocuteurs avaient une histoire ou plus précisément, ils étaient des histoires — pour reprendre les mots de Guillermo — traversées par des temporalités multiples (Dubar, 2014) — pour les préciser. Je distinguerai en effet trois dimensions temporelles dans l'histoire des enquêtés. Il y a d'abord l'histoire dont on se souvient, c'est-à-dire la mémoire familiale. Il y a aussi la temporalité familiale, marquée par des étapes de « fusions » (mariage, naissance) et « fissions » (séparation, mort). Enfin, il y a une temporalité plus vaste, plus large, que les familles traversent sans forcément s'en rendre compte, mais dans laquelle leurs actions s'inscrivent inéluctablement au cours de leur vie familiale (*family life course*) marquée par les changements socio-économiques profonds.

II.2.1. Remonter le temps à travers les mémoires familiales

Si je choisis d'utiliser le terme de « généalogie » et moins celui d'« arbre de parenté », ce n'est pas simplement pour marquer la rupture avec les emplois antérieurs de cet outil en anthropologie¹⁰⁹. Pour le CNRTL, la « généalogie » est le « Dénombrement, par filiation, des ancêtres d'un individu », mais elle est aussi l'« (Histoire d'un) développement successif »¹¹⁰. Faire la généalogie de quelqu'un ce n'est donc ne pas seulement retracer ses liens de parenté et la qualité de ceux-ci, c'est aussi capter son évolution dans le temps. À ce titre, les généalogies permettent de donner une image dynamique de la famille et non une représentation figée à un instant donné.

Or, pour pouvoir élaborer ces généalogies, j'interrogeais la mémoire familiale de mes interlocuteurs. Je ne captais donc pas seulement les liens de parenté, mais bien plus la parentèle d'un individu. Celle-ci « prend pour centre l'individu qui reconnaît ses parents par le sang et l'alliance jusqu'à épuisement des liens généalogiques que sa mémoire ou celle de son groupe parental peut retenir » (Segalen, Martial, 2013 : 31). Et les parentèles varient infiniment selon les classes sociales ou les cultures ; leur recueil donne des renseignements utiles sur la conscience familiale ou l'usage social qui est fait de la famille selon les groupes

¹⁰⁹ Voir partie II.1.1. du présent chapitre : « Des arbres de parenté aux généalogies ».

¹¹⁰ Source : <http://www.cnrtl.fr/definition/g%C3%A9n%C3%A9alogie>.

et les contextes considérés. Étudiant la culture de la bourgeoisie française à la fin des années 1980, Béatrix Le Wita notait, par exemple, que la mémoire de ses informateurs pouvait couvrir amplement six générations et remonter aisément jusqu'à leurs arrières grands-parents (et parfois arrières-arrières grands-parents !); ils allaient même jusqu'à citer 300 parents (Le Wita, 1988 : 139). La relation aux ancêtres, l'histoire familiale et la mémorisation des données généalogiques constituent pour ces classes sociales supérieures un aspect important de leur culture et de leur capital symbolique dans leur reproduction sociale. Martine Segalen note l'exact opposé pour des paysans du pays bigouden, qui remontaient jusqu'à leurs grands-parents, guère plus, sans nécessairement connaître la totalité des patronymes de leur famille :

« La connaissance de leur parenté ascendante ne les intéresse pas. C'est qu'ils n'ont aucun besoin, au contraire des urbains déracinés, au contraire de ceux dont la profession introduit une distance, de trouver une identification ou un enracinement. Ils ont toujours su qu'ils faisaient partie de cette région et se le faire confirmer par une étrangère apparaît inutile. » (Segalen citée par Le Wita, 1988 : 143)

Au Mexique, Sara Lara Flores a également eu recours à la méthode généalogique lors d'un travail de recherche auprès de familles indiennes zapotèques de l'État du Oaxaca, dont beaucoup de leurs membres étaient en situation de mobilités comme journaliers agricoles au nord du Mexique. Dans un de ses articles (Lara Flores, 2010b), elle analyse une généalogie emblématique de son terrain. Celle-ci regroupe 123 individus, répartis sur cinq générations et organisés en 25 unités domestiques. La première génération dont se souvenait son informateur était celle des grands-parents, nés à la fin du XIXe siècle (Lara Flores, 2010b : 196). En ce sens, les grands-parents jouent souvent le rôle de « butoir » : « Pour l'ensemble de la population, mises à part les classes aisées, ces parents-là [les grands-parents] semblent bien, en effet, figurer le point limite de leur mémoire généalogique » (Le Wita, 1988 : 142).

Dans le cas de l'*ejido* El Edén, lorsque nous retracions les généalogies, la mémoire de mes interlocuteurs était une limite insurmontable à la collecte exhaustive de cette histoire familiale. Il y avait de nombreux oublis, les souvenirs étaient flous ou imprécis et tous les noms n'étaient pas retenus. On laissait alors tout un pan de la généalogie dans l'ombre... Ou au contraire, on peut considérer que cette mémoire familiale partielle dit quelque chose des familles que nous avons rencontrées. Pouvoir se souvenir de dix ou de trois générations dit

bien quelque chose de ces familles. Dimension que nous analyserons dans le chapitre III. Nous travaillerons les significations de cette mémoire basée sur une histoire vécue, mais dont nous prenons connaissance à travers l'histoire racontée (Safa Barraza, Aceves Lozano, 2009 : 29)¹¹¹.

II.2.2. « Et en plus cette famille continue de grandir ! »¹¹² : cycles de vie domestique

Les dates de naissance ont souvent été énoncées avec approximation par mes interlocuteurs ou déduites par le croisement des sources (entretiens de type généalogique, histoires de vie, entretiens informels avec Ego et d'autres membres de la famille). Si elles permettent d'avoir une idée générale de la classe d'âge à laquelle appartiennent les individus (figure n°7), elles restent peu fiables pour l'analyse générationnelle. S'exprime ici toute la spécificité de cette méthode qui permet de penser la génération non à partir du temps historique, mais bien à partir du temps familial.

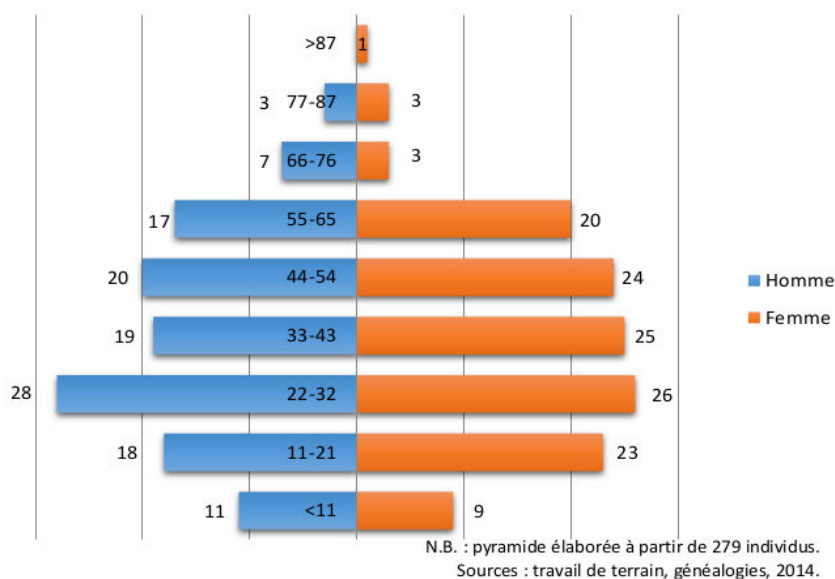
Confrontée à sa généalogie, Consuelo commente : « Et en plus cette famille continue de grandir ! »¹¹³. Le temps familial est effectivement en perpétuel mouvement, il ne s'arrête jamais, est l'objet de ruptures et unions qui se succèdent sans cesse : « La vie familiale est un processus temporel marqué par les fusions et les fissions, mariage et naissance des enfants relèvent des premières, le départ des enfants, la mort, des secondes » (Segalen et Martial, 2013 : 45). Meyer Fortes distingue trois étapes appartenant à ces périodes de fusions et fissions : il y a celle de l'expansion qui commence avec l'union d'un couple et qui dure jusqu'à la naissance du dernier enfant ; celle de la dispersion ou fusion lorsque les enfants issus de cette première unité domestique forment à leur tour leur propre famille ; le cycle se termine enfin par la mort du premier couple et sa substitution par un autre (cité dans Robichaux, 2007a : 32, voir aussi Schnepel, 1990 : 9 et Salles, 1991 : 80).

¹¹¹ « Trabajar con la memoria implica partir de una historia vivida para concluir con una historia relatada » (Safa Barraza, Aceves Lozano, 2009 : 29).

¹¹² Entretien informel avec Consuelo, le 26.03.2014, à El Edén.

¹¹³ Entretien informel avec Consuelo, le 26.03.2014, à El Edén.

Figure n°7. Généalogies familiales : structure par tranches d'âge de l'échantillon (2014)



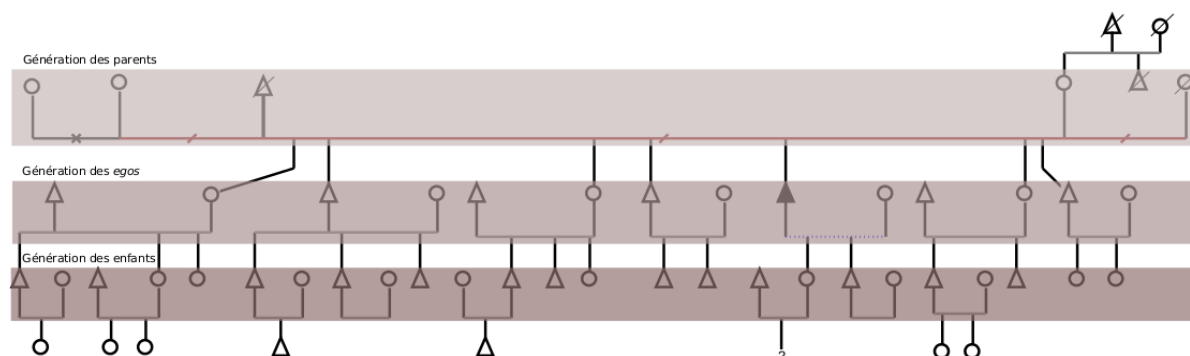
Pendant le cycle de vie domestique, les familles prennent donc plusieurs contours, passant tour à tour de la forme nucléaire à la forme étendue ou élargie¹¹⁴. Et les événements marquant ces cycles de vie — comme la naissance du premier enfant, l'entrée en union ou le divorce — diffèrent selon les contextes sociaux, économiques, historiques ou culturels considérés. Les généalogies livrent en ce sens une photographie en relief des familles ; elles rendent compte des développements successifs des groupes domestiques jusqu'au moment précis de la collecte ; elles rendent compte des différentes générations familiales.

Dans le cadre de cette étude, à travers la méthode généalogique, j'ai pu capter les multiples extensions familiales depuis le début de la mémoire familiale d'Ego (marquée par la création de l'*ejido*, dans la première moitié du XXe siècle) jusqu'en 2014, année de la collecte des données. Ego a en moyenne 55 ans (le plus jeune 48 et le plus vieux 81) et a donc vécu deux, voire trois temps du cycle familial : celui de la première fusion (naissance) jusqu'à la fission, d'avec sa famille d'origine, et une nouvelle fusion (création d'une nouvelle unité domestique) ; puis, de nouveau une fission/fusion si ses propres enfants sont à leur tour partis pour former leur famille. Nous étudierons donc tout au long de la thèse un groupe de générations né dans les années 1950-1960 (génération des Egos), issu d'une génération née dans les années 1930-40 (génération des parents), et qui a donné le jour à une génération née

¹¹⁴ Comportant l'ensemble de la famille : les parents et les collatéraux.

dans les années 1980-1990¹¹⁵ (génération des enfants) (figure n°8). Nous analyserons précisément ces deux temps du cycle familial, car ils ont été vécus dans des conditions socio-économiques fort différentes, et qu'ils participent à concevoir la famille non pas seulement comme un fait social ou une institution, mais bien comme un processus (Robichaux, 2007 : 33).

Figure n°8. Exemple d'une généalogie familiale : trois générations¹¹⁶



L'approche générationnelle me permettra donc d'avoir une perspective ancrée dans le temps long des changements familiaux et non pas seulement de faire le portrait des familles à un instant donné. Toutefois, au sein de chaque génération, il a été complexe de capter avec précision l'ensemble des vicissitudes d'une vie, des mobilités, des emplois exercés pour chaque individu. Les temporalités de travail, de migrations ou encore d'unions, passant parfois de plusieurs années à quelques mois, disent souvent beaucoup d'une trajectoire de vie. C'est un élément qu'il aurait fallu prendre davantage en compte lors de la réalisation de l'enquête. Il y a là peut-être la limite la plus forte de l'outil généalogique. Se basant sur un unique informateur, Ego, et malgré les ajouts possibles au travers d'autres sources, il ne peut évidemment pas rendre compte en détail des variations d'une vie pour chacune des personnes citées¹¹⁷.

¹¹⁵ Le renouvellement générationnel passant ainsi en moyenne de 20 à 30 ans.

¹¹⁶ Source : enquête de terrain, *généalogies*, 2014.

¹¹⁷ Pour les études (surtout axées sur les mobilités) prenant en compte cette dimension et contribuant à forger une méthodologie adaptée à la mesure de ces temporalités voir notamment : Barbary *et al.*, 2004 ; Capron *et al.*, 2005 ; Cortès, Faret, 2009.

II.2.3. Une analyse dans le temps long (1943-2014)

Le cycle de la vie familiale (fusion, fission) est à différencier du cours de la vie familiale — *family life course* (Elder, 1994). Celui-ci se définit surtout par rapport au contexte des bouleversements majeurs induits par les changements socio-économiques. Grâce aux généalogies, nous avons la possibilité de lire « la grande histoire » au travers du prisme de « la petite » : celles des histoires et trajectoires familiales. Ainsi, cette méthodologie permet tout à la fois d'identifier à quel moment de l'histoire familiale nous en sommes et à quel moment de l'histoire plus vaste nous nous inscrivons.

De fait, dès les années 1980, la sociologie de la famille a travaillé main dans la main avec la discipline historique pour mieux comprendre les spécificités familiales propres à chaque époque (Burguière et. al., 1986a, 1986b ; Segalen, Martial, 1981). Une approche qui permet *in fine* de « dénaturiser » la famille : montrer qu'elle n'a pas été de tout temps la même¹¹⁸.

Dans cette thèse, ce voyage dans le temps débute avec le tracé de la frontière sud-mexicaine (1882) ; puis, nous prêterons une attention particulière au moment de la création de l'*ejido* El Edén (1943), jusqu'à l'année 2014, année de mon dernier travail de terrain. Nous traverserons ainsi plus de soixante-dix ans d'histoire. Consacrer une thèse à un bloc temporel si important (1943-2014) est une gageure dont on pourrait contester la pertinence. Sans entrer dans les débats historiographiques soulevés entre autres par l'École des Annales¹¹⁹, mais en guise toutefois de justification de cette borne temporelle si étendue, nous rappellerons ici brièvement la conception braudelienne du temps historique dont la démarche de ce texte peut se réclamer.

Fernand Braudel, qui a d'ailleurs toujours plaidé pour une unification des sciences humaines et qui théorisait même de puissantes accointances entre la sociologie et l'histoire (Braudel, 1969 : 105-111), invite à s'intéresser au temps long, en rupture avec le temps court de l'événement et le temps intermédiaire ou la « moyenne durée ». À ses yeux, l'histoire événementielle ne peut s'étudier dans ses particularités spatio-temporelles qu'après « avoir fixé ces grands courants sous-jacents, souvent silencieux, et dont le sens ne se révèle que si l'on embrasse de longues périodes de temps. Les événements retentissants ne sont souvent

¹¹⁸ Une approche tout à fait essentielle aujourd'hui, au regard des vifs débats que l'ouverture du mariage au couple de même sexe a suscité en France.

¹¹⁹ Voir : Dosse François (2010), *L'histoire en miettes. Des Annales à la « nouvelle histoire »*, La Découverte Poche, Paris, 294 p. ; Noiriél Gérard (2002), « Comment on récrit l'histoire. Les usages du temps dans les Écrits sur l'histoire de Fernand Braudel », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, n°25, p. 57-81.

que des instants, que des manifestations de ces larges destins, et ne s'expliquent que par eux » (Braudel, 1969 : 13). Nous nous immiscerons dans ces mouvements historiques profonds.

Cette immersion dans le temps permettra également de mieux comprendre les familles *ejidales* dans leurs modalités d'existence contemporaines, parce que « le présent n'est pas seulement le contemporain. Il est aussi un effet d'héritage, et la mémoire de cet héritage nous est nécessaire pour comprendre et agir aujourd'hui » (Castel, 1995 : 15). Il s'agira de faire coïncider le temps familial avec le temps historico-social (Rivera Sánchez, 2012). Dans une même généalogie, Ego devient tour à tour, enfant, parent puis grand-parent. Or, chacun de ces cycles familiaux se déroule à des moments socio-économiques différents dans lesquels de profonds changements façonnent le milieu rural.

Partie I. Les familles *ejidales* productrices de café...

Conclusion du chapitre I.

Il a fallu revenir à la genèse de cette recherche pour comprendre que l'objet d'étude n'a pas été donné d'entrée. C'est en voulant d'abord travailler avec *ceux qui partent* que j'ai finalement rencontré *ceux qui restent*... Analyser les trajectoires sédentaires ou à faible mobilité dans le contexte de la frontière sud, c'est s'inscrire à contre-courant de la plupart des études produites à la frontière sud, qui l'envisage avant tout comme un carrefour de flux migratoires. En ce sens, cette étude contribue aussi à créer de nouveaux textes, de nouveaux regards autour de cette frontière, et permet de ne pas l'enfermer dans une thématique exclusive.

Parce qu'elle est constitutive de la relation ethnographique en train de se construire, je suis ensuite revenue sur ma rencontre avec les habitants de l'*ejido* El Edén. Une rencontre qui était d'emblée porteuse d'une énigme : pourquoi ces personnes, alors qu'elles n'avaient jamais demandé à me rencontrer, ont-elles accueilli avec bienveillance ma venue ? Une bienveillance qui allait pourtant de pair avec une certaine « violence » dans l'image qu'ils me renvoyaient de moi-même. Mon corps et mon statut — en tant que femme, Française, blanche et étudiante — faisaient resurgir le passé colonial et une dialectique dominant/dominé pendant les entretiens. Ce miroir — inconfortable — que l'on me proposait a pourtant permis d'interroger le miroir que je pouvais incarner à mon tour pour mes interlocuteurs. Celui-ci a révélé la nécessité d'une approche diachronique pour la recherche et d'une redéfinition des catégories appliquées d'ordinaire au milieu rural. Mettre à jour cette réflexivité-là laisse néanmoins dans l'ombre les spécificités propres à l'interaction qui se jouait dans l'ici et le maintenant de l'entretien. Basé sur les récits de leur vie, le terrain faisait également advenir une nouvelle expérience réflexive : celle de mes interlocuteurs. J'accédais à leurs subjectivités.

Forte de cette première expérience de terrain, différentes démarches se présentaient à moi : étudier le sens et les significations que les acteurs donnaient à leurs parcours, privilégier une approche historique et tenter de mieux comprendre le rôle de la famille — l'outil des récits de vie tendant à minimiser le rôle de l'institution familiale dans les trajectoires des individus et à

Partie I. Les familles *ejidales* productrices de café...

surreprésenter le « je ». C'est ainsi que la méthode généalogique s'est imposée comme la plus adéquate.

L'analyse des conditions de réalisation de ces deux terrains et des outils que j'ai alors utilisés a permis de préciser la définition de l'objet d'étude de cette recherche. Nous nous intéresserons aux familles *ejidales* restées au village, dans le temps long de leurs changements internes et externes. Revenons donc désormais sur le moment historique de leur construction sociale.

Chapitre II.

De *peon* à *ejidatario*, de l'insécurité aux protections sociales : la structuration territoriale du Soconusco, la construction d'un ancrage local

Si les politiques sociales mexicaines ne sont pas comparables à celles qui ont été appliquées dans l'Europe d'après-guerre avec ce qu'on a appelé l'« État providence »¹, l'État mexicain a pourtant instauré, contrairement à quelques idées reçues, au lendemain de la Révolution de 1910² — et surtout avec le mandat de Lázaro Cárdenas³ (1934-1940) — un certain nombre de protections et d'assurances sociales (couverture médicale, système de retraites, bourses, aides sectorielles, nationalisation des secteurs stratégiques, etc.) (Dautrey, 2013 : 31-32).

En milieu rural, c'est l'*ejido* qui a permis de protéger l'individu face aux difficultés et insécurités de la vie, venant mettre fin, en grande part, aux situations de grande précarité sociale vécues par les *peones*⁴. Les protections sociales auxquelles l'*ejido* a permis d'accéder n'ont pas été sans contrepartie. Il a aussi imposé au cœur des espaces ruraux le corporatisme, l'omniprésence étatique, une identité paysanne métisse et n'a pas non plus mis fin à la structure foncière qui prévalait avant lui. Une chose est certaine : l'hégémonie de l'État mexicain postrévolutionnaire a construit une grande part de la ruralité du pays à travers l'institution *ejidale*.

¹ En France par exemple, après la Seconde Guerre mondiale, le travail s'est organisé en majorité autour du CDI (Contrat à Durée Indéterminée), doté de protections sociales solides ; ce type de contrat n'a pas existé de manière aussi massive au Mexique.

² Dont l'année de fin est l'objet d'infinis débats.

³ Cárdenas nationalise également le secteur pétrolier (Pemex), une partie du secteur bancaire, les voies de chemins de fer ou encore des ressources stratégiques comme les mines.

⁴ Ouvrier agricole employé dans les *fincas* ou *haciendas*.

La réflexion menée dans ce chapitre s'attachera à comprendre le contexte politique et économique pré et postrévolutionnaire⁵ du Soconusco qui a permis l'émergence d'un « support *ejidal* », empruntant par-là les mots et concepts de Robert Castel (1995). Nous retracerons ainsi l'histoire particulière de l'*ejido* : comment s'est-il formé ? Quelle organisation sociale et économique lui préexistait ? Qu'a-t-il inauguré dans le rapport à la terre et à l'État pour les individus ? Comment a-t-il contribué à changer le paysage rural ? Et quels types de protections a-t-il permis d'implanter au cœur de la vie rurale ?

Ce retour historique nous permettra de mieux cerner le contexte d'étude de la frontière sud-mexicaine et de donner une « épaisseur » au présent (Castel et Martin, 2012 : 37) vécu par les familles rencontrées à l'*ejido* El Edén lors de nos terrains d'enquête. Et ainsi de comprendre comment s'est construit ce premier ancrage local pour la génération des parents des Egos étudiés. Dans quel contexte sont-ils arrivés à l'*ejido* El Edén ? Comment sont-ils passés de *peones* à *ejidatarios* ? Ou encore : comment s'est déroulé ce processus de « *campenización* » dans le contexte de l'étude ?

La perspective que nous adoptons peut être contestable, il s'agit en effet d'envisager l'*ejido* en plein et non en creux, de se pencher sur les « compromis » relatifs et plus ou moins convenables — bien qu'on peut également les considérer comme des conquêtes, fruits de longues luttes⁶ — qu'il a permis entre les intérêts de l'économie de marché et des élites foncières d'une part, et l'établissement de protections et ressources pour les classes populaires, d'autre part. Il ne sera pas question d'idéaliser ni de rabaisser les contributions de l'*ejido* au monde rural et à la société mexicaine, ce serait alors tomber dans une lecture idéologique.

Cette immersion historique commencera en 1882 avec le tracé de la frontière Mexique-Guatemala et le développement des *fincas* de café — ce type de propriété et d'exploitation agricole expliquant en grande part l'histoire politique et économique de la région étudiée (Chavarochette, 1998). Il s'achèvera avec l'année 1983, année moyenne d'acquisition des terres pour la génération d'Ego (deuxième génération d'*ejidatarios* au sein du village), et

⁵ Je fais référence ici à la Révolution mexicaine de 1910, que la première section du présent chapitre éclairera plus précisément.

⁶ C'est d'ailleurs la principale critique faite aux travaux de Robert Castel pour son étude des protections sociales en France. Il ne verrait les salariés que de façon passive et non comme les acteurs même de ces acquis sociaux : « Poser les travailleurs comme des sujets en lutte pour la libération du travail de la mise en valeur du capital ouvre de tout autres perspectives que de les poser comme des non-sujets prêts à abdiquer leur liberté pour le plat de lentilles d'une sécurité octroyée. » (Friot, 2004 : 258).

année suivant la crise financière et budgétaire de 1982 au Mexique.

Ce chapitre ne cherche cependant pas à faire une simple description des configurations historiques générales du Chiapas et du Soconusco depuis la fin du XIXe siècle, ni d'y trouver les causes historiques de la situation actuelle, mais bien de comprendre le territoire tout à fait particulier dans lequel émerge le support qu'a permis de constituer, dans un premier temps, l'*ejido* pour les familles en milieu rural. C'est ce préalable qui nous permettra de mieux comprendre *in fine* ses récentes mutations⁷.

⁷ Deuxième partie : « Les supports familiaux face aux nouveaux marchés du travail ruraux ».

Partie I. Les familles *ejidales* productrices de café...

Série photographique n°1. *Finca Hamburgo* : infrastructures et plaque commémorative, 2014



I. Les *Peones* : une insécurité permanente (1882-1914)

Sur la place centrale de la ville de Tapachula, le petit bureau peu fréquenté de l'Office du Tourisme propose de visiter les *fincas* de café de la région. Les prospectus publicitaires mis à la disposition des touristes mettent en valeur les services de luxe que les *fincas* proposent, ainsi que la longue tradition caféière de l'entreprise familiale (figure n°1). Le texte de présentation de l'une d'entre elles est sans équivoque : « La *Finca* Hamburgo est une promenade de repos et de culture, nous montrons au monde le travail des femmes et des hommes arrivés d'Allemagne au XIXe siècle pour conquérir les montagnes faisant jusqu'à nos jours, avec la cinquième génération de Mexicano-Allemands, la fierté du Chiapas, avec l'un des meilleurs cafés du monde »⁸. Qui sont donc ces femmes et ces hommes venus d'Allemagne ? Quel a été ce processus de « conquête » des terres vierges, devenues arables, dans le Soconusco ? Si ce court texte de présentation soulève ces quelques questions, il oublie toutefois d'évoquer les femmes et les hommes venus des *Altos*⁹ du Chiapas et du Guatemala pour travailler comme *peones* dans ces *fincas*.

Cette première partie se donne pour objet la structuration territoriale (historique, économique et sociale) d'une région annexée tardivement par le Mexique et qui s'est construite dans une large mesure, dès la fin du XIXe siècle, autour de deux protagonistes : une aristocratie foncière étrangère donc, venue produire et exporter du café (les *finqueros*) ; et les populations indiennes de *peones* en provenance des *Altos* du Chiapas ou du Guatemala et dont les conditions d'existence étaient alors hautement vulnérables, marquées par une insécurité permanente.

⁸ « *Finca Hamburgo es un paseo de descanso y cultura, mostramos al mundo el trabajo de mujeres y hombres llegados de Alemania en el siglo xix para conquistar las montañas posicionándose hasta nuestros días, con la quinta generación de México-Alemanes en la imagen orgullosa de Chiapas, con uno de los mejores cafés del mundo* », carnet de terrain, le 29.05.2014.

⁹ Région montagneuse au cœur du Chiapas comprenant 17 municipes, voir annexe n°8 : « Chiapas : Régions et municipes ».

Figure n°1. Prospectus publicitaires des *fincas* Hamburgo et Argovia



I.1. La formation des « grands domaines » caféiers : l'émergence d'une aristocratie foncière étrangère à la frontière sud

Si le visiteur s'enfonce dans l'épaisse végétation des hauteurs de Tapachula, il trouvera au bout d'une route parfois chaotique, parce que parsemée de nids-de-poule, à 54 kilomètres de la ville, la *Finca* Hamburgo. Il pourra alors y découvrir une plaque commémorative, posée à l'occasion des 125 ans de la *finca*, le 12 janvier 2013, et y lire : « Merci à Dieu, aux femmes et aux hommes qui ont donné leur travail et leur cœur à cette terre bénie »¹⁰. La phrase est ensuite traduite en allemand. Créée en 1888 par Arthur Erich Edelman, natif de Brandebourg¹¹, la *Finca* Hamburgo est à l'image des autres *fincas* de la région¹² : créées à la fin du XIXe siècle, par des entrepreneurs majoritairement allemands, sur un territoire tout récemment annexé par le Mexique, elles ont bénéficié de politiques foncières et d'un contexte économique international favorables à leur expansion (Spenser, 1988 ; Benjamín, 1989). Dans

¹⁰ « Gracias a dios, a las mujeres y a los hombres que han entregado su trabajo y su corazón en esta bendita tierra », Carnet de terrain, le 29.05.2014.

¹¹ Carnet de terrain, le 29.05.2014.

¹² Finca Las Chicharras, Finca Espana, Finca Maravillas, Finca Santo Domingo, Finca Argovia, Finca Guanajuato, Finca Genova, Finca Eduviges, etc.

le prolongement du projet porfiriste¹³ (1876-1911), la présence de cette aristocratie foncière étrangère permet de fixer la frontière sud du pays en termes sociaux, économiques et culturels.

I.1.1. Le Soconusco : une annexion tardive à la nation mexicaine et l'arrivée de finqueros étrangers

Le Mexique s'émancipe de la tutelle espagnole en 1821, au terme d'une guerre qui aura duré onze années (1810-1821). Le destin du Soconusco est alors encore incertain. L'État chiapanèque reste d'abord indépendant ; une indépendance fortement convoitée par le Mexique. Source de richesses, l'État se présente comme une région attractive pour défendre et former la toute jeune République fédérale. Il est d'ailleurs déjà question d'y construire un canal reliant les océans Pacifique et Atlantique, d'y développer le commerce ou d'exploiter ses nombreuses ressources naturelles (Vázquez, 2005 ; Chavarochette, 2011). Le Chiapas est annexé en 1824, mais l'annexion ne comprend alors pas le Soconusco. Il faudra attendre 1842 pour que le président Antonio López de Santa Anna reprenne la région de force et la déclare partie intégrante de l'État du Chiapas (Spenser, 1988 : 63)¹⁴. Le Guatemala, quant à lui, tarde à reconnaître cette perte. Les discussions sur la délimitation de la frontière internationale entre les deux pays sont alors vives, longues et intègrent une multitude d'acteurs, comme les sociétés d'exploitation de bois qui possèdent des concessions sur le tracé prévu (Chavarochette, 2011). Car, tant du côté guatémaltèque que chiapanèque, l'enjeu est important : il s'agit de terres vierges, abondantes, fertiles et peu chères (Spenser, 1988 : 63)¹⁵. Le « Traité Herrera-Mariscal »¹⁶ est ratifié¹⁷ en 1882 (carte n°1).

La frontière internationale entre le Mexique et le Guatemala finit par être matérialisée en 1883.

¹³ Le général Porfirio Díaz commence son mandat en 1876. Grâce à ses « réélections » successives, il restera aux responsabilités jusqu'à la Révolution de 1910, avec une interruption de quatre années (1880-1884) durant laquelle Díaz confia le pouvoir à un de ses proches, le général Manuel González (Gilly, 1971 : 19).

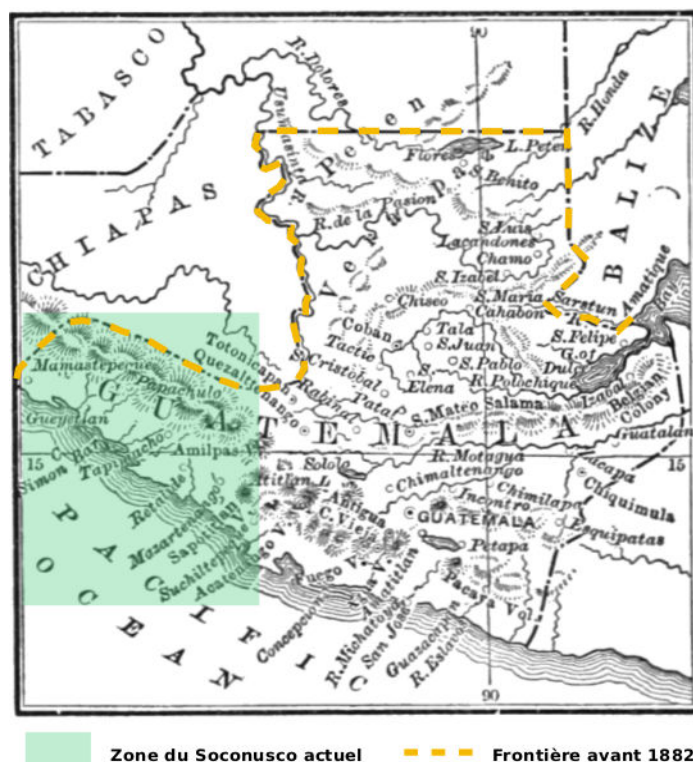
¹⁴ Alors que l'État mexicain cherche à gagner du terrain au sud, les États-Unis d'Amérique font de même. La guerre entre le Mexique et son voisin du Nord commence en 1846 et s'achève deux années plus tard avec l'annexion par les États-Unis de la haute Californie, du Nouveau-Mexique, d'une grande partie du Nevada, de l'Utah, du Colorado, de presque l'ensemble de l'Arizona et du quart du Wyoming (Gachie-Pineda, 1995 ; Savin, 1998 ; Boulanger, 2009) — soit une amputation d'environ deux millions de km² (Gilly, 1971 : 17). Le Texas avait aussi été annexé trois années plus tôt, en 1845.

¹⁵ « *una caballería costaba en Soconusco 32 pesos, mientras que en, Guatemala había que pagar 500 a 1000 pesos por la misma extensión.* » (Spenser, 1988 : 63).

¹⁶ Ou « *Tratado de Límites México-Guatemala.* »

¹⁷ À New York.

Carte n°1. Carte de la frontière Mexique-Guatemala avant le Traité Herrera-Mariscal



Source: Conkling, 1884: 339.
Conception et réalisation : A. Rinaldy, 2015 avec le logiciel Inkscape.

Des familles allemandes présentes au Guatemala — le général Justo Rufino Barrios (1873-1885) y avait attiré de nombreux Européens en leur concédant de gigantesques lopins de terre (Wagner, 1991) — viennent alors s’installer dans le Soconusco. Les terres y sont moins coûteuses ; et fortes de la hausse des prix du café — provoquée notamment par la baisse de la production brésilienne due à la Révolution de 1889 — et du contrôle qu’elles avaient déjà sur la production caféière du Guatemala, ces familles comptent sur un capital financier suffisamment important pour pouvoir investir désormais au Chiapas (Pohlénz *Córdova*, 1995, 2005). En 1889 l’ensemble de l’État chiapanèque comptait 3 159 *latifundios* ; ils étaient 853 en 1837 (Favre, 1973 : 60). Au Soconusco, le nombre estimé de titulaires de propriétés privées est passé, entre 1897 et 1910, de 1 236 à 2 040 ; et 42 % d’entre eux cultivaient du café (Nolan-Ferrell, 2010 : 557).

I.1.2. L'expansion de la grande et moyenne propriété privée

Voulant compenser les faiblesses financières des élites nationales et régionales (Léonard et Foyer, 2011 : 20) — Porfirio Díaz (1876-1911) a concédé de nombreuses terres à des capitaux étrangers, en grande majorité européens. Il rompt ainsi avec la volonté politique de dissolution de la grande propriété privée d'origine coloniale, portée par la guerre d'Indépendance, et encourage, au contraire, l'expansion des « grands domaines » fonciers (Chevalier, 1960) constitués depuis cette époque. En 1910, on estimait que sur les 200 millions d'hectares du pays 10 % étaient des terres domaniales, terres appartenant à l'État, 6 % des biens communaux, 10 % des terrains en friche, 20 % de la petite propriété et 54 % des *latifundios* (Gonzalez Navarro, 1966 : 842). C'est en ce sens que Roger Bartra (1974) qualifie l'époque porfiriste de « *vía junker* », reprenant ainsi les mots de Lénine. Il souligne par là le type de développement capitaliste qui se manifeste alors en milieu rural¹⁸ : passant de la grande propriété seigneuriale « précapitaliste », basée sur des relations de servitude notamment, à la grande production capitaliste, qui conserve néanmoins les traces de la période précédente. À cet égard, il est important de sortir des catégories idéales typiques et de souligner l'articulation des modes de production : le servage n'est, par exemple, pas exclusif à la société féodale.

Les lois de *Desamortización* de 1856, de *Nacionalización de los Bienes de la Iglesia* en 1859, *Ocupación y Enajenación de Terrenos Baldíos* de 1863 (Reyes Ramos, 1992 : 35) vont contribuer à fragmenter et à considérer comme « abandonnées » les terres communales indiennes, difficilement réclamées par ces populations parlant alors très peu espagnol et étant tout à fait éloignées des centres de pouvoir (Harvey, 1998 : 69).

La loi de délimitation et de colonisation des terrains en friche¹⁹, promulguée le 15 décembre 1883, autorisait les colons à créer des compagnies d'arpentage et à identifier les terres « inactives ». Ils recevaient en contrepartie le tiers des terres arpentées : « Ces compagnies, qui appartenaient à une petite oligarchie proche du gouvernement, arpentèrent jusqu'en 1906 près de 49 millions d'hectares, c'est-à-dire le quart du territoire national. » (Gilly, 1971 : 20). Entre 1891 et 1894, sous la gouvernance de Rabasa, divers décrets — celui du 11 août 1892 (*Ley de Ejidos*) et du 9 avril 1893 — ont été adoptés dans l'État du Chiapas, transformant les

¹⁸ Ensuite la « *vía farmer* » s'opposera à la « *vía junker* » : elle se caractérise par la fin de la grande propriété (*latifundios*) et par sa substitution en petite propriété (*minifundios*), ce qui correspond au Mexique à l'apparition de l'*ejido* (Bellingeri et Montalvo, 1982 ; voir la troisième partie de cette section).

¹⁹ « *Ley de Deslinde y Colonización de Terrenos Baldíos* ».

terres indiennes en propriété privée. En 1903, on estimait au Chiapas que près de 3 millions d'hectares appartenaient à de grands propriétaires terriens (soit 44 % de la superficie totale de l'État) ; deux cent mille hectares pour le Soconusco (Peña, 1951 : 337 ; Hernández Chávez, 1979 : 336, 343), dont la taille moyenne des *fincas* s'élevait à 268 hectares contre 993 à l'échelle de l'État et à plus de 3 500 hectares pour la région de Palenque (tableau n°1). En ce sens, l'image de la grande propriété privée (*hacienda*), si étroitement liée à l'époque porfirienne, correspond un peu moins au Chiapas ou au Soconusco, où la norme était plus celle de la moyenne propriété (Hernández Chávez, 1979 : 337). Mais où s'y développait une production intensive plutôt qu'extensive²⁰.

Tableau n°1. La propriété privée en 1903 (Chiapas) (en hectares)

Régions	Propriété privée	Taille moyenne d'une finca
Soconusco	199 500	268
Tonala	152 343	312
Tuxtla	120 103	320
Partido de Zintalapa	240 648	1 352
Partido de la Frailesca	92 812	787
Departamento de Chiapa	17 578	153
Departamento de Chilon	665 847	2 663
Departamento de Simojovel	67 975	384
Departamento de Palenque	936 910	3 576
Departamento de Pichucalco	66 455	64
Comitan	411 932	917
Partido de Chamula	35 000	1 842
San Cristobal de las Casas	22 035	275
Total : 3 029 138		Moyenne : 993

Sources : Anuario Republica Mexicana, 1903 ; Hernández Chávez, 1979 : 336.

I.1.3. L'essor de l'économie caféière : moderniser la nation mexicaine jusqu'à sa frontière sud

Le *porfiriato* se caractérise d'un point de vue territorial par l'expropriation des populations indiennes et l'expansion de la propriété privée, comme vu précédemment ; d'un point de vue politique par sa dimension autoritaire et centralisatrice ; et d'un point de vue économique par le libéralisme et l'industrialisation fulgurante du pays. L'exploitation minière, l'industrie

²⁰ Au Chiapas, un seul propriétaire possédait 300 000 hectares. La concentration des terres aux mains de quelques propriétaires est encore plus importante au Nord du pays : en Basse-Californie, 11,5 millions d'hectares sont concédés à quatre personnes ; à Chihuahua 14,5 millions à sept concessionnaires ; à Durango, deux concessionnaires possèdent près de deux millions (González Roa, 1919).

textile et métallurgique, les voies de chemin de fer, les aménagements portuaires ou le secteur bancaire (Gilly, 1971 : 17-44 ; Gutelman, 1971 : 25-44) sont autant de domaines dont l'activité a considérablement crû lors de cette période historique. Ils ont contribué à faire d'une partie du Mexique un pays dit « moderne », industriel et intégré aux marchés internationaux. Ainsi, la concentration et l'accumulation importante des terres se doublaient de l'essor économique du pays et pour le Soconusco de l'essor de la production caféière.

La région s'est d'ailleurs toujours imposée comme le lieu de production d'une matière première stratégique selon les époques. Avec le cacao d'abord, en fournissant la moitié du tribut de l'Empire aztèque lors de la période précoloniale ; puis, elle devient le producteur principal de toutes les colonies espagnoles entre 1530 et 1540 (Gasco, 1997). Elle se transforme ensuite, dès la fin du XIXe siècle, en région caféière et se hisse au premier rang national (Villafuerte Solís, 1993 ; Benjamín, 1995 ; Harvey, 1998 ; Nolan-Ferrell, 2010). Les liens étroits des *finqueros* avec les marchés européens, leur intégration rapide dans les marchés mondiaux et la demande croissante sur les marchés occidentaux — surtout nord-américains — contribuent à la stabilité et à l'essor de l'économie caféière d'exportation (Rosenzweig, 1965 ; Lerman, 1989 ; Harvey, 1998 : 69 ; Nolan-Ferrell, 2010) (tableau n°2).

Tableau n°2. Pourcentages des exportations mexicaines de quelques produits importants (1877-1911)

	1877-1878	1893-1894	1910-1911
Henequen	16,8	27,8	18,6
Café	13,7	19	5,9
Caoutchouc	0,3	0,2	9,9
Vanille	3,7	3,3	3,2
Bétail	0,3	0,2	3,6

Sources : Rosenzweig Fernando (1965), « El Comercio Exterior », *Historia Moderna de México*, Mexico, Buenos Aires, pp. 671-672.

De nombreux *finqueros* du Soconusco sont Allemands. Pour l'Empire allemand, ces *fincas* constituent un moyen d'asseoir sa puissance économique au niveau mondial (Wagner, 1991 : 86²¹) : en 1912, 12 millions de marks avaient été investis dans les plantations caféières (Hernández Chávez, 1979 : 349).

²¹ « el Imperio Alemán, consciente de que su posición económica mundial dependía de su industria, comercio exterior y compañías navieras, así como de sus capitales y elementos nacionales en el extranjero, fomentó e impulsó una política comercial y colonial agresiva para hacer valer su papel de nueva potencia económica, y protegió e incentivó sus exportaciones ante las demandas de la nueva era y pujante industria alemana que buscaba ampliar sus mercados de consumo en países de ultramar » (Wagner, 1991 : 86).

Série photographique n°2. Réunion familiale et groupe de *cafetaleros* allemands de Tapachula, Musée de Santo Domingo, Chiapas, 2012



Pour la toute jeune nation mexicaine et selon les vœux de Díaz, la constitution de ces grands domaines caféiers dans le Soconusco comporte deux avantages majeurs. Elle est d'abord une opportunité pour se « moderniser » et s'« industrialiser ». L'économie caféière du Soconusco était d'ailleurs si lucrative²² que les propriétaires ont développé par la suite de nouvelles exploitations dans la région Simojovel (des *Altos* du Chiapas), où la production de tabac y prévalait (Harvey, 1998 : 70). Elle est ensuite un moyen de se « blanchiser » (Wagner, 1991 ; Castellanos Cambranes, 2007) : « On trouvait [alors] comme groupe dominant au Chiapas une société blanche, européenne et américaine, cultivée, forte et vigoureuse de par l'élan économique du *porfiriato* »²³ (Hernández Chávez, 1979 : 341). Or, l'enjeu est important au sud où il faut fixer définitivement le territoire mexicain. Le tracé est d'ailleurs plus complexe et la délimitation moins définitive du côté de la forêt Lacandone et du Petén, au Guatemala,

²² Selon Hernández Chávez (1979 : 338), le Soconusco comptait les *fincas* les plus prospères de l'État : la valeur de 158 d'entre elles excédait les 10 mille pesos, contre 40, par exemple, dans la région de Simojovel.

²³ « *Nos encontramos como grupo dominante en Chiapas, con una sociedad blanca, europea y americana, culta, además de fuerte y pujante por el impulso económico del porfiriato* » (Hernández Chávez, 1979 : 341).

où le projet capitaliste construit autour de l'exploitation de l'acajou²⁴ n'a pas eu le même impact qu'avec l'économie et la production de café (Benjamín, 1981 ; Vos, 1988 ; Pohlenz Córdova, 2005).

I.2. De l'insécurité sociale des ouvriers agricoles

Pour pouvoir réaliser les différentes étapes de la production, l'économie caféière exigeait une main-d'œuvre importante. En 1910, à l'aube de la Révolution, la proportion des chefs de famille sans propriété représentait 96 % de la population de l'État du Chiapas, elle était de 96,7 % au niveau national. La proportion de *peones* était de 92,8 % au Chiapas, contre 88,4 % pour l'ensemble du pays (Reyes Ramos, 1992 : 38²⁵). Dans le Soconusco, cette main-d'œuvre se composait de populations indiennes du Mexique et du Guatemala qui, dépossédées de leurs terres, migraient au grès des opportunités. Coexistaient : *tzendales*, *tzotziles*, *choles*, *chanabales*, *mames* et *tzeltales* (Hernández Chávez, 1979 : 342). Leurs conditions de travail et d'existence étaient alors hautement vulnérables : à la fois marquées par une oppression très forte de la part des *finqueros*, une mobilité perpétuelle et un salaire dérisoire.

I.2.1. Entre esclavage, servage et paternalisme

Deux types d'ouvriers agricoles étaient alors présents au sein des *fincas* : les *peones acasillados* qui y habitaient, effectuaient les tâches agricoles et recevaient parfois de petites parcelles pour leur propre production ; et les *peones libres* ou *mozos*, travailleurs libres qui ne vivaient pas dans les plantations de café et recevaient un salaire pour leur travail dans la *finca* (Nolan-Ferrell, 2010 : 559 ; Gutelman, 1971 : 36).

Qu'ils soient *mozos* ou *peones acasillados*, les rapports entre les travailleurs et les *finqueros* étaient marqués par les châtiments. B. Traven — écrivain²⁶ et photographe allemand qui a

²⁴ À propos de l'industrie de l'acajou, voir les romans de B. Traven et notamment : *La rebelión de los colgados* et l'ouvrage de Jan de Vos, *Oro verde. La conquista de la Selva Lacandona por los madereros tabasquenos 1822-1949* (1988).

²⁵ « en Chiapas los propietarios rurales individuales representaban el 4 % y los jefes de familia sin propiedad agrícola el 96 %. Respeto a la población agrícola, los peones representaban el 92,8 %. [...] el promedio nacional era de 3,1 % de propietarios rurales, 96,7 % de jefes de familia sin propiedad agrícola y 88,4 % de peones, respecto a la población rural » (Reyes Ramos, 1992 : 38).

²⁶ Auteur d'ouvrages célèbres, souvent adaptés au cinéma : *Le Trésor de la Sierra Madre* (1948), *Macario* (1960) ou encore *The Bridge in the Jungle* (1971).

exploré les terres chiapanèques dès 1924 — écrit : « Autrefois, existait la coutume de pendre durant 24 heures dans un puits, avec l'eau jusqu'au cou, les *peones* accusés de vol, paresse, désobéissance, négligence ou n'importe quel acte que l'*hacendado* et le *finquero* considéraient comme une atteinte à ses intérêts »²⁷ (Traven, 1956 : 111). Carine Chavarochette nous enjoint cependant de ne pas tomber dans le manichéisme : « le *finquero* est le maître absolu de la famille au sens large [...]. C'est pourquoi certains *mozos colonos* défendent corps et âme leur maître et son domaine, au moment de la révolution mexicaine par exemple » (Chavarochette, 1998 : 154). C'est le paternalisme qui gouvernait en effet les rapports de production entre *peones* et *finqueros*. Or, plus ils étaient paternalistes, plus ils étaient oppressifs et « efficaces » laissant peu d'espace à la lutte et à l'émergence de leaders indiens (Nolan-Ferrell, 2010 : 561)²⁸.

Certains de mes interlocuteurs avaient vécu dans ces *fincas* enfants, leurs parents y travaillaient. Et plusieurs décennies après, il y avait souvent quelques résurgences de ce rapport paternaliste lors des entretiens : « À côté d'ici, il y avait une *finca* et un Allemand était le propriétaire. [...] Il avait une très jolie maison, une grande maison très belle. Avec des grands chiens. Le monsieur était quelqu'un de bien, vraiment quelqu'un de bien, très aimable »²⁹. D'autres au contraire soulignaient la maltraitance ou l'injustice :

« Les Allemands sont ceux qui sont venus s'approprier nos terres. Les gens n'étaient pas d'accord ! [...] Avec nous ils ne parlaient pas. Ils ne savaient pas bien parler espagnol. Ils étaient dans leurs maisons, c'est tout. Nous nous vivions dans la *finca*. Mais pour ainsi dire : l'allemand vivait là-bas [ses mains désignent le plafond] et nous là dans l'entrée [ses mains montrent le sol]. L'Allemand vit seul dans sa grande propriété ! Ceux qui étaient avec nous, c'était ceux qui dirigeaient le terrain, une personne de confiance pour lui... [...] L'Allemand venait juste payer ; recevoir ses bénéfices. Nous les appelions les patrons. Parce qu'ils avaient tellement de terrain et nous

²⁷ « Antiguamente se tenía por costumbre colgar durante veinticuatro horas dentro de un pozo, con el agua hasta el cuello, a los peones a quienes se acusaba de robo, pereza, desobediencia, negligencia o cualquier cosa que el hacendado o finquero considerara como atentado en contra de sus intereses. » (Traven, 1956 : 111).

²⁸ « Few radical revolutionaries existed because patriarchal society did not provide fertile ground for revolutionary ideology. » (Nolan-Ferrell, 2010 : 561).

²⁹ « Ahí de este lado, había una finca y un alemán era el dueño, pues. [...] Tenía una casa muy bonita, una casa grande muy preciosa. Con unos grandes perros. Muy buena gente el señor, muy buena gente, muy amable. », entretien avec Marcia, réalisé le 01.05.2012, à El Edén.

non : nous ne pouvions pas avoir autant de terrain. D'autres personnes viennent s'approprier les terres d'un autre pays. Parce qu'ils avaient trop de terrain. Et ils nous traitaient mal. Plus encore les Guatémaltèques. »³⁰

I.2.2. *Peones* mobiles

Selon certaines études (Hernández Chávez, 1979 : 345), les *mozos* étaient plus nombreux dans le Soconusco parce que les *fincas* de café (moyenne propriété) y pratiquaient une production intensive et non extensive. Ainsi, elle était (et est toujours) spécialement vorace en *peones* entre novembre et février lors de la récolte des graines de café. Une part importante des *peones* retrouvaient donc leur village après le temps des récoltes. Cela a notamment inhibé l'émergence de conflits agraires ou la constitution d'un réseau de pouvoir traditionnel au sein des travailleurs ; les *mozos* étant moins liés aux terres que les *peones acasillados*.

Les *mozos* en provenance du Guatemala semblaient constituer la majorité des ouvriers des *fincas* du Soconusco : « selon un ingénieur du Département agraire, du nom de Teuffer, à la fin des années trente, seulement 5 à 10 % des ouvriers agricoles étaient Mexicains »³¹ (Renard, 2000 : 191). Cette migration guatémaltèque a été favorisée par plusieurs facteurs. Les Lois contre l'errance promulguées en 1871 au Guatemala, d'abord, condamnaient au travail forcé les individus ne pouvant justifier d'un salaire (Taracena Arriola, 2009). Elles contraignaient les populations indiennes du Guatemala à chercher du travail dans les *fincas* et *haciendas* présentes dans leur pays, mais aussi dans les plantations de café nouvellement créées au Soconusco. Par ailleurs, suite à sa fixation tardive, la frontière entre le Mexique et le Guatemala a longtemps été une abstraction pour les populations que l'on nomme aujourd'hui « frontalières », de telle sorte que les populations indiennes qui « avaient toujours eu l'habitude depuis l'époque coloniale de traverser librement ces terres » (Chavarochette, 2001 :

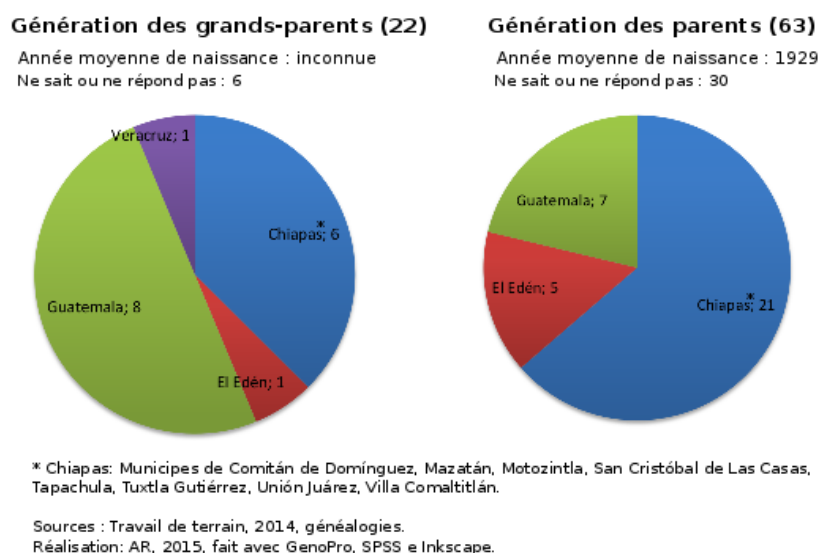
³⁰ « Los alemanes son los que vinieron a adueñarse de nuestras tierras pues! La gente no estaba de acuerdo! [...] Con nosotros no hablaban. Como no sabían hablar bien el español. Entonces ellos estaban en sus menciones, en sus casas nada más. Nosotros vivíamos en la finca. Pero por decirlo así: el alemán vivía aqua y nosotros así, como en la entrada. [...] El alemán vive solo en su propiedad grande! Entonces quedaban los que mandaban el terreno, uno de su confianza para el... [...] El Alemán venía a pagar nada más; recibir sus ganancias. Nosotros decíamos los patrones. Porque ellos eran dueños de tanto terreno, y nosotros no: no podíamos tener tanto terreno. [...] Otra gente se viene a apropiarse de los terrenos de otro país. Porque esta gente tenía demasiado terreno. Y nos trataban mal pues. Mas los de Guatemala. », entretien avec Hedda, réalisé le 17.06.2012, à El Edén.

³¹ « según un ingeniero del Departamento agrario de nombre Teuffer, a finales de los treinta, solamente del 5 al 10 % de los peones eran mexicanos » (Renard, 2000 : 191).

35) continuaient de le faire sans se soucier de la limite internationale pour se rendre dans les *fincas* de café (Renard, 2000 : 190³²).

Beaucoup de Guatémaltèques resteront donc au Mexique et seront même naturalisés et dotés de terres lors de la réforme agraire, les personnes munies d'actes de naissance étaient alors très peu nombreuses (Hernandez Castillo, 2012 : 49). À l'*ejido* El Edén, nous pouvons retrouver la trace de cette migration guatémaltèque au sein des familles, pour les générations des parents et grands-parents d'Ego (figure n°2).

Figure n°2. Lieu de naissance des membres des généalogies : générations des grands-parents et parents d'Ego (en effectifs)



Être mobile est aussi le quotidien des *peones libres* en provenance des *Altos* du Chiapas — spécifiquement de San Juan Chamula (Rus, 2004) — et de la région du Soconusco. Abel, aujourd'hui *ejidatario*, né dans les années 1920, au Cantón El Porvenir (Municipio de Villa Comatitlán, proche de Tapachula³³), raconte la difficulté des conditions de travail, les salaires dérisoires qu'il percevait — sa mémoire si précise à ce sujet est d'ailleurs troublante — et cette mobilité permanente à laquelle il était assigné avant la dotation de terres :

³² Pour María Cristina Renard, c'est « suite à la fixation tardive de la limite frontalière, [que] les indigènes installés dans la région se retrouvèrent de part et d'autre d'une ligne arbitraire qui divise et qui, culturellement, n'existait pas, tant et si bien qu'ils continuèrent à la traverser dans les deux sens ». « *La tardía fijación del límite fronterizo provocó que los indígenas establecidos en la región quedaran de un lado o del otro de una arbitraria línea divisoria que, culturalmente, no existía, por lo que siguieron cruzándola en ambos sentidos* » (Renard, 2000 : 190).

³³ Voir annexe n°8 : « Chiapas : régions et municipios ».

« Dans la vie personne ne sait avec certitude où il va vivre. [...] Nous, comme paysans, nous nous tuions de cinq heures du matin jusqu'à cinq heures du soir pour nettoyer les plantations de café. Nous gagnions huit pesos pour toute la sainte journée ! Nous sortions tués. Je suis venu ici [à *El Edén*]. Mon oncle et son épouse vivaient ici. J'étais avec lui et j'ai eu des petits *jobs*. C'était difficile pour moi. De huit pesos là-bas, je gagnais désormais deux pesos et cinquante centimes ici. Je ne pouvais plus envoyer d'argent à ma mère. Ni la moitié de ce que je gagnais. Combien je gagnais ? Quinze pesos par semaine ! À s'occuper du café. Je suis resté cinq, six ans à travailler ici. Après, j'ai changé de travail, dans une autre *finca* [...] ils me payaient six pesos la corde³⁴. Si je finissais plusieurs cordes à la journée, c'était bien. [...] J'étais avec ma petite femme ; nous avons marché ainsi pendant une année. Nous sommes retournés là d'où je venais [...]. J'ai obtenu un travail : prendre soin du café d'une *finca*. Je suis allé à la *finca* avec un salaire de dix pesos à la journée. [...] Ils me payaient chaque mois. Ils me payaient juste pour regarder le café pousser. Mais je voulais travailler plus. Le monsieur de la *finca* m'a donné plus de travail. Il me payait sept pesos et dix centimes par jour [...]. Le travail par là-bas s'est terminé ; et puis nous sommes venus par ici chez mon beau-frère. Nous étions trois mois dans cette *finca*, trois mois dans la maison de ma mère, trois mois dans l'autre *finca*, trois mois avec mon beau-frère... Et puis est arrivé le premier bébé. »³⁵

³⁴ « *una cuerda* » est une unité de mesure utilisée en milieu rural.

³⁵ « *En la vida nadie tiene seguro donde está viviendo pues. [...] Nosotros, como campesinos pues, nos matábamos entre cinco de la mañana hasta la cinco de la tarde echando limpia a los cafetales. Ganábamos ocho pesos para todo el santo día! Salíamos matados. Luego me vine por aqua. Aquí vivían mis tíos. Ya estuve con él; ya me salieron trabajitos. Estaba duro para mí. De ocho por allá; ganaba 2.50 por aquí. Ya no podía mandar dinero a mi mama. Ni la mitad de lo que ganaba. ¿Cuanto ganaba yo? 15 pesos a la semana! Atendiendo el café. Me quedé como unos concho, seis años trabajando ahí. Ya después, me cambié de trabajito en otra finca [...] me pagaban seis pesos la cuerda. Si sacaba varias cuerdas al día ya era bueno. [...] Estaba con mi mujercita. Anduvimos un ano rodeando así. Volví otra vez a este lugar de donde venía. De ahí me salió un trabajito de aquí del ejido, a cuidar un café de una finca. Bueno ya me fui a la finca, con un sueldo de este tiempo de diez pesos al día. [...] Por mes me pagaban. Solo me pagaban por mirar el café crecer. Pero yo quería trabajar más. El señor de la finca me dio más trabajo me pagaba siete pesos diez centavos el día [...]. Se acabó el trabajo por allá; ya nos venimos por aquí en la casa de mi cuñado. Estuvimos tres meses en esta finca, tres meses estuvimos en la casa de mi mama, tres meses en la otra finca, tres meses con mi cuñado... Y en eso ya iba a venir el primer bebe. », entretien avec Abel, réalisé le 09.05.2012, à El Edén.*

Robert Castel décrit cette réalité du quotidien, si proche de celle d'Abel, pour l'ouvrier agricole européen des XVIIIe et XIXe siècles — une description qui serait d'ailleurs tout aussi actuelle aujourd'hui (encadré n°1) :

« [il] doit se louer [...] à la tâche et subir les aléas des saisons, des récoltes, du bon vouloir du propriétaire qui l'emploie, alors même que cette location de sa personne est la condition de sa survie. Il ne pourra guère non plus « s'installer » au sens de tisser des liens familiaux, d'entretenir des relations stables avec une communauté. [...] la mobilité est l'attribut négatif de la liberté pour ceux qui n'ont rien à perdre faute de posséder quoi que ce soit. » (Castel, 1995 : 232)

Encadré n°1. La migration saisonnière d'ouvriers agricoles guatémaltèques aujourd'hui

Si le Chiapas se pense comme un lieu — récent — d'immigration vers les États-Unis, il oublie souvent qu'il est aussi un lieu de destination pour bon nombre de travailleurs guatémaltèques saisonniers se rendant dans ses *fincas*, mais aussi dans les *ejidos*.

Aujourd'hui cette migration demeure totalement fonctionnelle à l'économie paysanne d'autosubsistance, la *milpa*³⁶ (Martinez Velasco, 1994 : 181) :

« Après la récolte du maïs, les chuj, kanjobal ou jacaltèc émigrent temporairement pour récolter le café. Dès le mois de février, les communautés se vident de leurs hommes. Quelques femmes cependant les accompagnent (phénomène récent), notamment dans les villages où les débouchés économiques sont quasi inexistantes. Ces travailleurs migrants reviennent avant la saison des pluies pour pouvoir s'occuper de leur « milpa » et semer leur maïs. » (Chavarochette, 2001)

Cette migration, très souvent familiale, a également été alimentée dans les années 1980 par le conflit armé au Guatemala : des centaines de milliers de personnes viennent alors se réfugier dans la région frontalière.

Le contrôle migratoire à la frontière sud, longtemps inexistant, est à présent plus pressant, conséquence de la politique du *Homeland Security* des États-Unis. Une partie du flux migratoire des ouvriers agricoles se fait désormais de manière légale³⁷. En 2010, le nombre

³⁶ La *milpa* est une petite exploitation agricole composée principalement de maïs, haricots et courges, formant un écosystème totalement fonctionnel, destinée à une consommation d'autosubsistance.

³⁷ Voir annexe n°7 : « Frontière Mexique-Guatemala : points de passage officiels ».

de travailleurs agricoles guatémaltèques régularisés³⁸ s'élevait à 26 996. Ils étaient 60 763 en 1997 et 45 500 en 2005³⁹. La baisse du nombre de travailleurs temporaires régularisés répond sans aucun doute à la crise internationale du prix du café de la fin des années 1990. Le « savoir circuler » des travailleurs peut également l'expliquer : beaucoup connaissent les routes migratoires et ne se documentent pas ou plus ; ils se rendent directement dans les *fincas* pour être embauchés.

L'autre figure importante de cette migration est celle du *contratista*. Souvent ancien ouvrier agricole d'origine guatémaltèque, il est embauché par les *fincas* mexicaines et se charge du recrutement, de l'acheminement des travailleurs agricoles depuis le village d'origine jusqu'aux *fincas* et parfois de leur documentation (pour l'étude plus précise de cette migration et de ses modalités contemporaines, voir notamment : Gonzáles Cornejo, 2010 ; García, Décosse, 2014).

Les petits producteurs de café au sein des *ejidos* font aussi appel à cette main-d'œuvre tout au long de l'année : au moment des récoltes, mais aussi pour semer, élaguer, nettoyer, appliquer de l'engrais, etc. sur la parcelle tout au long de l'année. « Si ce n'est pour les gens du Guatemala, la récolte n'existe pas. Les gens d'ici sont très paresseux. [...] Ils n'aiment pas... [Il réfléchit pendant quelques secondes...] C'est que le salaire est de 70, 80 pesos... à la journée ! Celui qui paie le plus ! Il y en a d'autres qui paient 60 pesos... »⁴⁰.

³⁸ Avec la *Forma Migratoria de Trabajador Agrícola* (FMTA) et la *Forma Migratoria de Trabajador Fronterizo* (FMTF).

³⁹ Registres de l'*Instituto Nacional de Migración* (INM), <http://www.inm.gob.mx/>

⁴⁰ « Si no fuera por la gente de Guatemala la cosecha no se levantara. La gente de aquí es muy floja. [...] No les gusta... [Il réfléchit pendant quelques secondes...] Es que el salario es como de 70, 80 pesos... al día! El que más paga! Hay otros que pagan 60 pesos... », entretien avec Francisco, réalisé le 03.05.2012, à El Edén.

Série photographique n°3. Documentation de travailleurs agricoles migrants,
puerto fronterizo de Talismán, 2009



I.2.3. « Salaires »

Pour Castel, toujours dans le contexte français du XIXe siècle, le recours au salaire dans le secteur agricole « signale toujours une situation de dépendance économique, l'impossibilité d'assurer la reproduction de la vie familiale sur la base de l'exploitation agricole. [...] à la campagne au moins, le recours au salariat trahit toujours une grande précarité de condition, et plus on est salarié, plus on est démuné » (Castel, 1995 : 233). Je ferais la même observation pour notre contexte d'étude : le maigre salaire agricole perçu n'a alors aucune inscription territoriale et dépend entièrement de la volonté de l'employeur, comme l'illustre le témoignage d'Abel sur sa jeunesse. Ce salaire était d'ailleurs souvent rétribué en nature ou tout bonnement annulé. Insolvables, endettés par leur venue (payée par la *finca*) ou par les prix exorbitants de la *tienda de raya* (le magasin d'approvisionnement)⁴¹, les *peones* devenaient totalement dépendants des *finqueros*. Ils contractaient ainsi des prêts obligatoires et toujours plus importants, qu'ils payaient en travaillant parfois à vie pour la *finca*. Pour celle-ci, le système était particulièrement efficace pour affronter le manque de main-d'œuvre dans la région. Le Chiapas était alors très peu peuplé, avec 6,5 personnes au km² (Hernández Chávez, 1979 : 342).

Le 21 janvier 1941, dans une lettre adressée au Président de la Commission agricole de l'État du Chiapas⁴², c'est de cette insécurité permanente dont font état les membres du village El Edén, demandant alors une dotation de terres :

« Si nous faisons cette demande, c'est parce que, tous, en tant que membres de cette localité et travailleurs agricoles dans les *fincas* qui ont été touchées, en vertu du manque de références, les patrons respectifs nous renvoient de notre travail, nous condamnant ainsi à la misère la plus terrible, sans trouver dans cette situation une protection juridique d'aucune nature. »⁴³

⁴¹ « Los peones rara vez ven un centavo. Cuánto ganan van a parar a la tienda de sus amos, en donde compran todo lo que necesitan, porque es la única tienda en el mundo que les vende a crédito; consecuentemente siempre están en deuda con el patrón » (Traven, 1969 : 346).

⁴² *Residente de la Comisión Agraria Mixta del Estado.*

⁴³ « Si es que hacemos esta instancia, es porque siendo todos los componentes de este poblado peones agrícolas de las fincas que han salido afectadas, por virtud del fallo de referencia, los patrones respectivos nos están corriendo del trabajo condenándonos a la miseria más espantosa, sin que encontremos en esta situación amparo legal de ninguna naturaleza », Registro Agrario Nacional (RAN), Tuxtla Gutiérrez, n°5736, (1940) « Privación de Derechos Agrarios y Nuevas Adjudicaciones », « Investigación de usufructo parcelario ejidal », n°6, 1932 à 1975.

Partie I. Les familles *ejidales* productrices de café...

Ils décrivent ainsi leur situation laborieuse à la merci de leurs employeurs, dénués de protections sociales et tout à fait vulnérables face aux insécurités du quotidien. En ce sens, la Révolution vient introduire une rupture et reconfigurer la réalité sociale de nombreux *peones*.

II. Les *ejidatarios* : un accès progressif aux protections (1914-1983)

La revendication zapatiste⁴⁴ « *Tierra y Libertad* » a posé les deux facettes de la Révolution mexicaine : une réforme agraire devait se faire en garantissant aux paysans la propriété foncière d'abord, la Terre ; l'autonomie politique ensuite, la Liberté (Léonard, Foyer, 2010 : 21). C'est la réforme agraire et l'*ejido*, dont l'article 27 de la Constitution mexicaine en fixe les principes⁴⁵, qui donneront forme à cette double revendication et amélioreront de façon considérable les conditions de vie de certains *peones*. Beaucoup d'ouvriers agricoles seront dotés de terres et recevront ainsi de nouvelles protections (foncières, économiques et juridiques), mettant fin, dans une certaine mesure, aux situations d'insécurité qu'imposait le système de péonage, ou qu'impose par essence le travail agricole, rythmé par les aléas des saisons, de la qualité des récoltes et des conditions climatiques. On parle alors souvent pour désigner cette période d'un processus de « *campesinización* » du monde rural mexicain. Bien que les mesures diffèrent parfois grandement (Deere, León, 2000 : 90), on estime que près de 3,5 millions de foyers ont bénéficié de cette dotation à travers tout le territoire national (Botey, 1997 : 134).

Nous analyserons la mise en place de la réforme agraire — axe central de l'intervention étatique en milieu rural à partir du gouvernement cardéniste (1934-1940) —, au Chiapas et plus particulièrement dans le Soconusco : son arrivée tardive, les résistances qu'elle a suscitées et les contreparties qu'elle a imposées, en mettant notamment l'État et le corporatisme au cœur de la société rurale. Puis, nous nous pencherons sur les différentes protections qu'a apportées l'*ejido* pour ainsi constituer ce que nous nommons le « support *ejidal* ». En ce sens, nous envisagerons l'*ejido* non pas seulement dans les rapports de production qu'il inaugure (Bartra, 1974, 1975) ou de subordination avec l'État et les organisations syndicales qu'il a prescrits (Bartra, 1985 ; Warman, 1988 ; Grammont, 1996 ; Mackinlay, 1991 ; Léonard, Foyer, 2010), mais bien aussi comme « un support privilégié d'inscription dans la structure sociale » (Castel, 1995 :17) ; en somme, comme un compromis social donnant accès à un certain nombre de protections pour les individus.

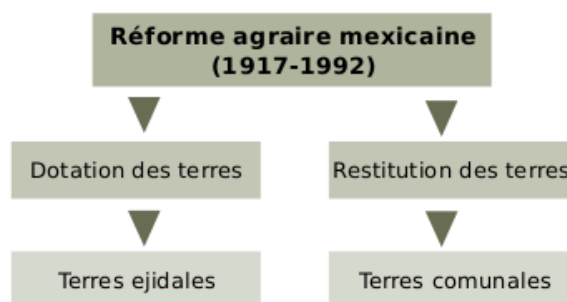
⁴⁴ Revendication *carrancista* et *villista* également ; mais qui trouvait des expressions juridiques distinctes.

⁴⁵ Voir annexe n°16 : « Article 27 de la Constitution mexicaine ».

II.1. La Révolution : « un changement afin que tout reste identique »⁴⁶ ? (1914-1943)

Au XIXe et jusqu'au début du XXe siècle, certains *finqueros* sont devenus gouverneurs de l'État « et l'ont administré de la même façon qu'une plantation » (Chavarochette, 1998 : 154), freinant toujours un peu plus les réformes agraires. L'histoire politique et sociale du Chiapas est, on ne cesse de le constater, intimement liée à l'économie *finquera*, dans un contexte très peu favorable aux revendications révolutionnaires et paysannes. Si la dotation ou la restitution⁴⁷ (figure n°3) partielle de « la terre à ceux qui la travaillent »⁴⁸ n'a pas totalement rompu avec l'organisation territoriale et économique précédente, elle a toutefois introduit deux nouveaux acteurs (l'État et les *ejidatarios*) au cœur de la société rurale mexicaine et chiapanèque (Aubry, 2005 : 254), et donc de nouvelles problématiques — comme une organisation corporatiste et une identité paysanne métisse.

Figure n°3. Les deux régimes de la propriété sociale : dotation et restitution des terres



Conception et réalisation : ARinaldy, 2015 avec le logiciel Inkscape.

⁴⁶ En référence au chapitre 9 du livre d'Andrés Aubry, *Chiapas a contrapelo* (2005) : « *La Revolución: Tomar el poder, un cambio para que todo siga igual* ».

⁴⁷ La dotation de terres concernait les groupes de paysans organisés faisant une demande de dotation pour les besoins de leurs familles. En revanche, les communautés dont les terres avaient été spoliées et qui en faisaient la requête pouvaient bénéficier d'une restitution de terres. « Au niveau national, entre 1916 et 1980, seulement 17 % des demandes de restitution formulées au nom d'organisations communales (anciennes communautés indiennes ou municipalités) ont été satisfaites contre 79 % des sollicitudes de dotation émanant de groupements de paysans sans terre — 214 restitutions pour 21 289 dotations, soit 1 % des allocations foncières » (Sanderson, 1984 ; cité dans Léonard, Foyer, 2010 : 24).

⁴⁸ « *La tierra es de quien la trabaja* » est une revendication d'Emiliano Zapata, proclamée, dans le Plan de Ayala, à l'attention du président Francisco I. Madero (1911-1913), suspecté de trahir la cause paysanne lors de la Révolution mexicaine, en novembre 1911.

II.1.1. « Le gouvernement et les *finqueros* sont la même chose »⁴⁹

À partir de 1910, des armées révolutionnaires se multiplient dans le pays. Le Chiapas devient également le théâtre de nombreuses confrontations⁵⁰. Il faut attendre septembre 1914 pour que les troupes du général Jesús Agustín Castro atteignent ce « dernier » État du sud. Castro assume jusqu'en 1915 le poste de gouverneur et ses officiers occupent les principales fonctions publiques. Il dissout le Congrès de l'État et promulgue le 30 octobre 1914 la « *Ley de Obreros* » qui met fin au système de péonage, limite la journée de travail à dix heures, réglemente le métayage, interdit l'endettement et la *tienda de raya* (Reyes Ramos, 1992 : 41). Cette loi ne convient pas aux intérêts des *finqueros* — « *mapaches* » dans le bassin Grijalva et « *pinedistas* » dans les *Altos* (carte n°2) — qui s'opposent aux *carrancistas* (présents plus au nord et dans la région de Tuxtla Gutiérrez) et empêchent toute possibilité de réforme agraire. La présence de ces troupes contre-révolutionnaires, qui comptaient aussi dans leurs rangs des *peones acasillados*⁵¹ (Núñez Rodríguez, 2004 : 31), semblait toutefois plus partielle dans le Soconusco (Carmack, 1989). En 1920 Obregón accepte les conditions de paix imposées par les *mapaches* menés par T. Fernández Ruiz. Il devient gouverneur de l'État et la structure agraire construite autour des *fincas* devient la « version chiapanèque officielle de la Révolution » (Carmack, 1989 : 417).

Au niveau national, la concentration des terres aux mains de propriétaires privés était plus importante en 1920, à la fin de la Révolution, qu'en 1910, à ses débuts (Meyer, Womack, 1997 : 552)⁵². Et il en va de même au Chiapas où la majeure partie de la dotation de terres concerne des terres isolées ou marginales et épargne le démantèlement des grandes exploitations agricoles (*haciendas* et *fincas*) (Carmack, 1989 : 417). Entre 1932 et 1936, le nouveau gouverneur de l'État, Victorico Grajales, lui aussi *finquero*, continue de protéger l'élite chiapanèque : les propriétés expropriées recevront des compensations importantes, l'étendu des productions de café, sucre, banane ou de bétail n'est plus limitée et une

⁴⁹ Épilogue de l'ouvrage de Thomas Benjamín (1995 : 249-285) : « *El gobierno y los finqueros son la misma cosa* ».

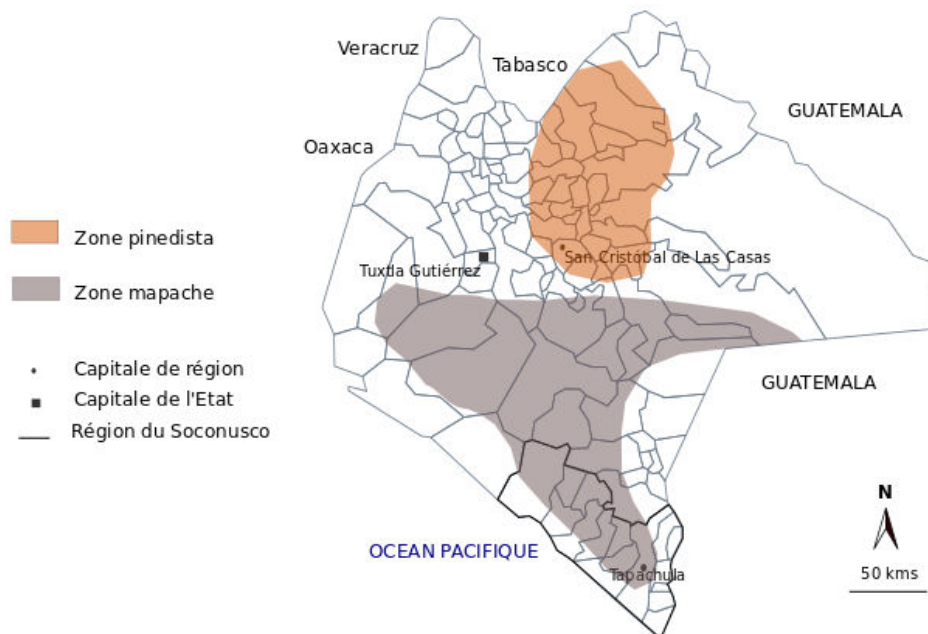
⁵⁰ En 1911, une guerre entre les villes Tuxtla Gutiérrez et San Cristóbal éclate. San Cristóbal, alliée à une armée du village de San Juan Chamulla (Brigade Las Casas) revendiquait que les pouvoirs reviennent à l'ancienne capitale coloniale et se battait contre les *porfiristas* des basses terres.

⁵¹ « *Esto fue posible por diversos factores; uno de estos fue debido a los diferentes medios de manipulación que se utilizaron (por la fuerza) de la que fueron objeto los peones acasillados, a quienes se les decía que si la Revolución triunfaba, ellos (los finqueros) perderían sus propiedades, y por tanto los peones sus fuentes de trabajo, hecho que significaba la muerte para ellos y sus familias.* » (Núñez Rodríguez, 2004 : 31).

⁵² « *En porcentajes: en 1910, el 54 % de la tierra en poder de particulares estaba en propiedades de 10,000 Ha para arriba. En 1923, según el estudio tentativo que llevé a cabo, era el 56 %, en 1940 a 42 %. Entonces no fue la Revolución de 1919 a 1920 sino el cardenismo lo que empezó a romper la concentración de la tierra.* » (Meyer, Womack, 1997 : 552).

campagne de répression dissuade la participation à des organisations civiles (Reyes Ramos, 1992 : 54-55).

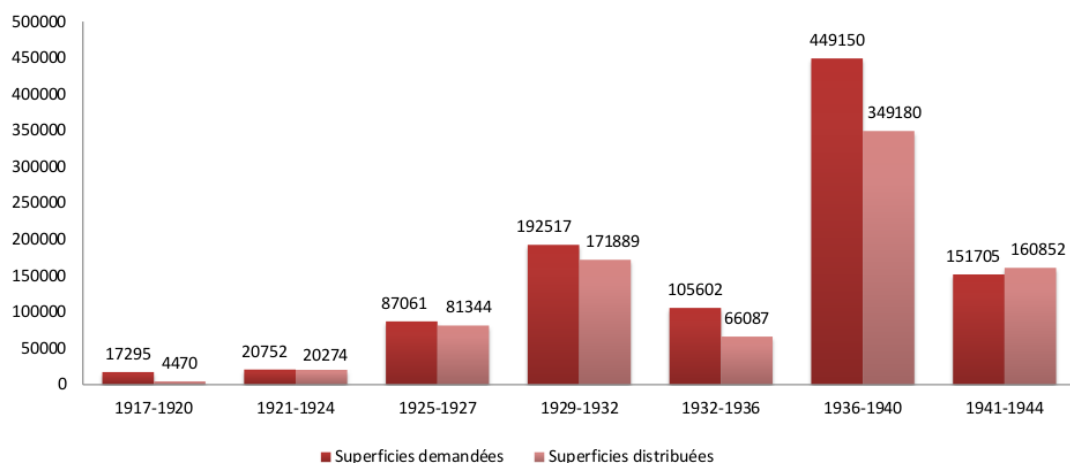
Carte n°2. Chiapas : présence des armées contre-révolutionnaires (1914-1920)



Sources: Hernández Chávez, 1979 : 339. Conception et réalisation: Rinaldy, 2015 avec les logiciels Philcarto et Inkscape.

Puis, en 1936, Efraín A. Gutiérrez devient gouverneur de l'État et avec lui la politique cardeniste de distribution des terres commence au Chiapas. Sous *Cárdenas*, ce sont plus de 16 millions d'hectares qui sont distribués à l'échelle nationale (Grammont, 1991 : 75). Au Chiapas, bien que la qualité et la quantité des terres redistribuées soient très pauvres au regard de celles détenues par les grands propriétaires agricoles, le nombre de demandes et de dotations a quadruplé entre les administrations de Grajales et Gutiérrez. La seconde annonce d'ailleurs une importante campagne de distribution pour le Soconusco en mars 1939 (figure n°4). Avec Lázaro Cárdenas la réforme agraire « change à la fois de rythme et d'orientation elle cesse d'être une réponse ponctuelle à des mobilisations paysannes pour devenir un instrument de refondation des organisations politiques et économiques rurales » (Léonard, 2011 : 17). À l'*ejido* El Edén la dotation se fait en 1943.

Figure n°4. Chiapas : distribution de terres (en hectares) (1917-1944)



Sources : Waibel (1998).

II.1.2. « Nous sommes les petits et les gros sont toujours les *fincas* »⁵³ ou l'État au cœur de la société rurale

Construite sur quelques postulats idéologiques, une certaine historiographie de la Révolution a longtemps cherché à démontrer sa radicalité populaire ou au contraire à établir sa filiation bourgeoise (Anaya Merchant, 1995 : 528 ; Joseph, Nugent, 2002 : 34), et a d'abord conclu que le changement n'était jamais vraiment arrivé au Chiapas (Bobrow-Strain, 2001 : 167)⁵⁴. Cependant, en cherchant à analyser si une Révolution avait oui ou non eu lieu, ces visions monolithiques ne permettaient pas de voir et d'analyser la diversité des formes qu'elle a pu prendre selon les contextes de chaque État — le processus n'a indéniablement pas été le même au nord, au centre et au sud du pays. Et par ailleurs, il ne s'agit pas tant de savoir si « la Révolution a gagné », pour le dire simplement, mais bien de comprendre ce à quoi elle a donné lieu en produisant « à la fois des continuités et de remarquables transformations dans la nature des relations de pouvoir »⁵⁵ (Bobrow-Strain, 2001 : 167). Autrement dit : « La discussion sur l'interprétation de la révolution ne peut s'enfermer dans la querelle de ses noms : démocratique, bourgeoise, populaire, anti-impérialiste, paysanne ; ou de ses séquences : aboutie, battue, victorieuse, inachevée, interrompue, permanente. Nommer vient après : il faut d'abord comprendre ce qu'a été la révolution »⁵⁶ (Gilly, 1979 : 21) et, plus

⁵³ Entretien avec Amaya, le 15.03.2014, à El Edén.

⁵⁴ « *the Mexican Revolution never reached Chiapas* » (Bobrow-Strain, 2001 : 167).

⁵⁵ « *produced both continuity and remarkable transformations in the nature of power relations in the state* » (Bobrow-Strain, 2001 : 167).

⁵⁶ « *La discusión sobre la interpretación de la revolución no se puede encerrar en la disputa de sus nombres: democrática, burguesa, popular, antimperialista, campesina; o de sus secuencias: concluida, derrotada, victoriosa, inconclusa, interrumpida, permanente. Nombrar viene después: lo primero es comprender qué*

précisément encore, ce qu'elle a été dans l'hétérogénéité de ses expressions locales (Joseph, Nugent, 1994)⁵⁷.

Une nouvelle historiographie, qui émerge au milieu des années 1990, met l'accent sur les configurations régionales de la Révolution (Joseph, Nugent, 1994 ; Mallon, 1995). Elle tend par exemple à montrer que si les changements n'ont pas été aussi flagrants c'est aussi parce que la négociation même du processus de répartition agraire a structuré la bureaucratie et contribué à construire l'État mexicain, encore peu présent dans certaines régions du sud.

Jan Rus (1994) analyse ainsi comment dans la région indigène de San Cristóbal de las Casas les paysans leaders politiques ont utilisés l'émergence des institutions pour créer des communautés loyales à l'encore tout jeune État chiapanèque et comment le caciquisme⁵⁸ s'est mis en place. Une élite locale indienne s'est imposée comme principale intermédiaire entre les communautés et l'État.

Pour le Soconusco, la situation est différente. Les études de Maria Eugenia Reyes Ramos (2002) et Catherine Nolan-Ferrell (2010) nous révèlent comment l'absence d'un pouvoir centralisé, de leaders paysans (voir section précédente) et d'un fort réseau de pouvoir traditionnel a permis aux futurs *ejidatarios* d'insuffler directement, sans intermédiaire et par le biais de négociations avec le gouvernement, la mise en place de la réforme agraire, limitant ainsi considérablement ces mêmes phénomènes de caciquisme dans la région. Ainsi « C'est en exigeant d'être inclus dans les négociations des réformes rurales que les paysans et les travailleurs agricoles du Soconusco se sont présentés comme les membres légitimes de la communauté et les héritiers de la Révolution mexicaine nationale. »⁵⁹ (Nolan-Ferrell, 2010 : 584). Nous verrons à quel point cette affiliation symbolique est encore prégnante pour la génération que nous avons rencontrée. C'est à travers ce processus d'institutionnalisation des

fue la revolución. » (Gilly, 1979 : 21).

⁵⁷ Dans cette perspective, on envisage que chaque municipalité, chaque village a eu sa propre Révolution d'une manière unique et singulière (Joseph et Nugent, 1994).

⁵⁸ Au Mexique, le cacique est « un leader qui (1) a un total ou presque total contrôle politique, économique et social d'un espace géographique ; (2) a dans son pouvoir l'utilisation potentielle de la violence physique pour que ses souhaits deviennent la loi sur son territoire ; et (3) il est reconnu et légitimé par un leader politique extérieur plus élevé » / « *the leader who (1) has total or near total political, economic and social control of a geographic area; (2) has in his power the potential use of physical violence to make his wishes become the law of his territory; and (3) is acknowledge and implicitly legitimized as the only leader of his real by outside higher political leader* » (Ugalde, 1973 : 123). Le *cacique* est originellement un chef indien imposé par les espagnols pour organiser le travail. Avec le temps, le terme s'étend au situation d'abus de pouvoir, d'illégitimité ou de clientélisme politique.

⁵⁹ « *By demanding inclusion in negotiations on rural reforms, peasants and agricultural workers in Soconusco established themselves as legitimate members of the national community and inheritors of the Mexican Revolution.* » (Nolan-Ferrell, 2010 : 584).

mécanismes de négociations que les *ejidatarios* et la présence de l'État se construisent l'un l'autre (pour ce type de perspectives, voir notamment : Bizberg, 2004).

Les *finqueros* font d'ailleurs de même de leur côté et protègent leurs intérêts en négociant avec les autorités, renforçant des relations déjà inégales entre État, paysan et *campesinos*⁶⁰ (Nolan-Ferrell, 2010 : 583). La majorité des terres distribuées provient ainsi d'espaces vierges, inoccupés et non du démantèlement des grandes *fincas*.

Si le pouvoir économique et politique des grands propriétaires reste donc intact au Chiapas, deux nouveaux acteurs émergent tout de même de manière concertée et non conflictuelle, sans changer radicalement la structure agraire existante : l'État et les *ejidatarios*. « Nous sommes les petits et les gros sont toujours les *fincas* »⁶¹, voilà comment Amaya résume aujourd'hui encore la situation de la structure foncière de sa région.

À ce propos, il est intéressant de noter ici que mes recherches dans les archives municipales de Tapachula ont été infructueuses. Les archives juridiques, comprises entre 1832 et 1967, avaient été endommagées par la pluie et l'humidité, certaines boîtes étaient introuvables ou ne renfermaient que très peu de documents, témoins d'une faible présence étatique passée et d'une préoccupation présente marginale pour la consignation des archives. En revanche, les archives agraires, disponibles depuis Tuxtla Gutiérrez et Mexico, sont tout à fait complètes et le système de consultation particulièrement bien organisé puisque n'importe qui peut demander d'accéder aux archives de son *ejido* ou ne n'importe quelle autre localité. Dans un contexte où l'État bureaucratique n'était pas encore franchement implanté, c'est bien la dotation de terres qui va permettre l'implantation de la technocratie étatique, se construisant ainsi l'un l'autre. En ce sens, le nombre de fonctionnaires en charge des questions agraires au Chiapas triple en une année, passant de 14 en 1935 à 48 en 1936 (Nolan-Ferrell, 2010 : 567), période de plus grande redistribution.

⁶⁰ « *Planter's resources, coupled with campesino's cooperation with federal negotiating processes, reinforced unequal bargaining relationships.* » (Nolan-Ferrell, 2010 : 583).

⁶¹ Entretien avec Amaya, le 15.03.2014, à El Edén.

II.1.3. L'enjeu politique de l'*ejido* : une « citoyenneté agraire »⁶² et corporatiste

L'État n'est pas seulement présent dans le processus de restitution des terres, il devient également central dans l'organisation même de la citoyenneté en milieu rural (Bartra, 1985)⁶³. Le gouvernement cardeniste développe en effet une forte relation de subordination entre les organisations intermédiaires (syndicats) auxquelles il est intimement lié et les *ejidatarios*.

Ces derniers sont les figures politiques centrales des communautés, faisant fonction de charnière avec les « appendices » étatiques (Léonard, Foyer, 2010 : 25). Au niveau micropolitique, c'est ainsi que l'*ejido* devient le lieu de l'initiation à l'exercice du pouvoir et un vivier de futurs leaders pour les organisations politiques et paysannes ; il « filtre la sélection des candidats au niveau supérieur » (Hoffmann, 1997 : 410).

En 1938, sous Cárdenas, naît la *Confederación Nacional Campesina* (CNC), liée au *Partido de la Revolución Mexicana* (PRM), renommé *Partido Revolucionario Institucional* (PRI) dès 1946. C'est elle qui transmet les demandes de terres, crédits, infrastructures ou d'assistance technique des *ejidatarios* aux administrations étatiques correspondantes (comme le *Secretaría de la Reforma Agraria*, *Secretaría de Agricultura*, *Comisión Agraria Mixta*, *Liga de las comunidades agrarias*, *Banco Nacional de Crédito Ejidal*, *Instituto Mexicano del Café*, etc.). Les producteurs doivent ainsi passer par ces organisations paysannes intermédiaires, s'intégrer à ce réseau social informel, et accepter leur dépendance au PRI et *in fine* à l'État, pour pouvoir espérer bénéficier de subventions agricoles ou obtenir quelques facilités à amplifier la superficie de leur parcelle. Dans cette quadrature du cercle entre l'État, le parti, le syndicat paysan et les *ejidatarios*, « le clientélisme étatique devient un mécanisme "naturel" de distribution de ressources et de négociation politique » (Léonard, Foyer, 2010 : 25 ; voir aussi Mackinlay, 1991 ; ou encore Hoffmann 1991).

Cette omniprésence de l'État et des organisations paysannes dans les villages contribue non seulement à rendre les *ejidatarios* dépendants du gouvernement fédéral, mais aussi à en faire des alliés politiques de l'État postrévolutionnaire émergent. L'administration Priiste renforce ainsi sa base politique dans les campagnes, sur fond de nationalisme populaire. Toutefois, ce monopole politique commence à s'affaiblir dès les années 1960 et au milieu des années 1970 avec l'émergence de nouvelles organisations relativement indépendantes, qui critiquent notamment la corruption à l'œuvre au sein de la CNC, telles que : la *Unión General Obrera*

⁶² Expression employée notamment par : Velázquez H., 2010 ; ou Léonard, Foyer, 2011.

⁶³ « *es el Estado el que media entre el campesino y la tierra* » (Bartra, 1985: 17).

Campesina y Popular (UGOCEP), la *Central Campesina Independiente* (CCI) – membre du *Movimiento de Liberación Nacional* (MLN) et rebaptisée *Central Independiente de Obreros Agrícolas y Campesinos* (CIOAC) (pour l'étude approfondie de ce champ politique, voir Harvey, 1995 et Reyes Ramos, 1992).

II.1.4. L'imposition d'une « identité » paysanne métisse

Malgré le site archéologique d'Izapa tout proche de la ville de Tapachula, la région du Soconusco n'est pas connue pour sa culture indienne : en 2010 moins de 10 % de la population y parlait encore une langue indienne (carte n°3) et le système de charges⁶⁴ a largement été abandonné (Hernández Castillo, 2012). Si la présence de multiples groupes ethniques, résultat des diverses migrations en provenance du Guatemala et des *Altos* du Chiapas⁶⁵, participe de cette invisibilisation, ce sont bien les campagnes d'acculturation et la réforme agraire qui ont contribué à « assimiler » définitivement une grande part des populations indiennes de la frontière sud à une même identité paysanne métisse ; au point qu'aucune des familles rencontrées à l'*ejido* El Edén ne parlait une langue indienne ou ne revendiquait un tel héritage ; au mieux elles se souvenaient vaguement de leurs grands-parents.

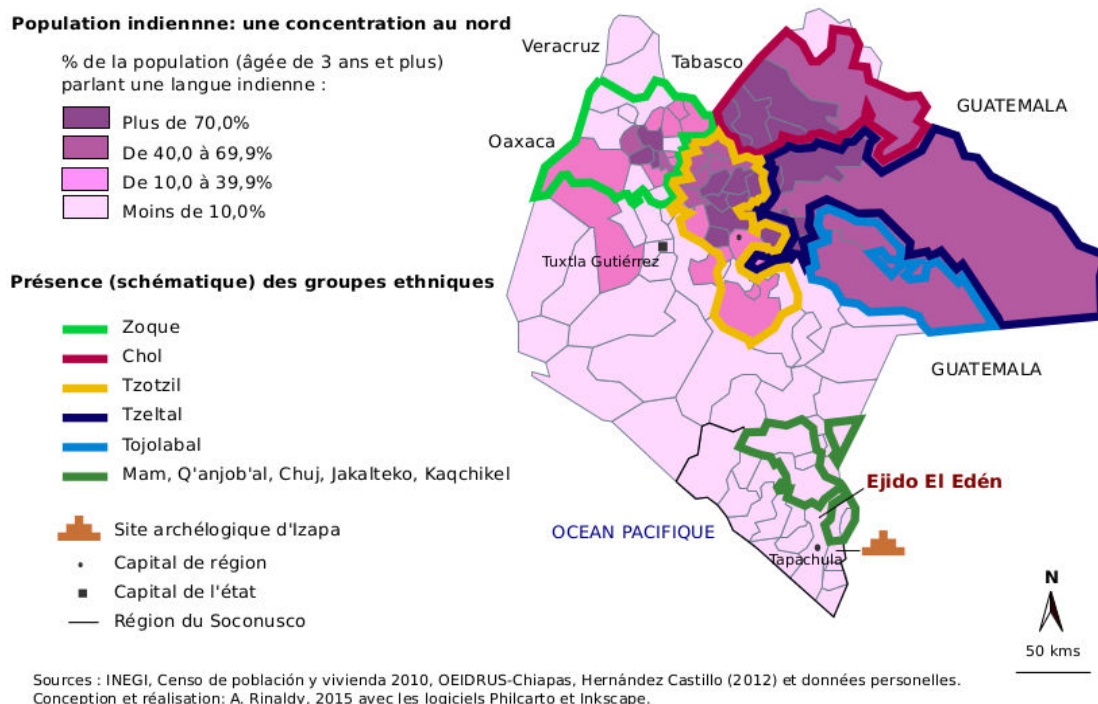
« Au XIXe siècle, et bien plus tard encore, la seule culture à vocation nationale et digne de ce nom, celle que l'on doit inculquer, est bien celle dont est porteuse la classe dominante. Soit une culture “créole” qui se veut “métisse” pour ne point être “espagnole” » (Gros, 2006 : 265). L'indigénisme de l'administration cardeniste a également constitué l'un des piliers idéologiques du jeune État postrévolutionnaire. Les politiques de « *castellanización* » des populations indiennes du Soconusco ont été particulièrement violentes et ont aussi pris des connotations anti-guatémaltèques. Car, à l'inverse du Tsostil, Tseltal ou du Tojolabal, parlés dans les régions des *Altos* et dans la forêt Lacandonne, le Q'anjob'al, Chuj, Jakalteko, Kaqchikel et Mam sont alors considérées comme des langues indiennes guatémaltèques et donc non mexicaines. Elles sont purement et simplement interdites (Hernández Castillo 1995 : 150)⁶⁶.

⁶⁴ *Sistema de cargos* : système de charges religieuses dans les communautés indiennes, chaque poste est en charge d'un rôle précis au sein des festivités et célébrations du village, menées par des majordomes (*mayordomos*).

⁶⁵ Voir I.2.1. de ce chapitre.

⁶⁶ En ce sens, Rosalva Hernández Castillo rapporte notamment ce témoignage : « quand les élèves parlaient leurs langues [mame, tokiol], les maîtres se levaient et les punissaient, ils leur disaient de ne plus parler cela,

Carte n°3. Chiapas : populations de langue indienne (2010)



Au Chiapas, le département de l'Action Sociale, de la Culture et de la Protection Indienne (*Departamento de Acción Social, Cultura y Protección Indígena*), créé en 1934, comporte même un Comité Central Pro Vêtement de l'Élève Indien (*Pro Vestido del Alumno Indígena*) qui se charge de remplacer les vêtements traditionnels des enfants par de nouveaux, plus « civilisés » (Hernández Castillo, 1995 : 151). Cette « mexicanisation par le vêtement » ne se limitait pas aux enfants et se faisait de façon particulièrement violente : « ils ont récupéré les vêtements des femmes et les pantalons des hommes et ils les ont brûlés au milieu de la place. Un vieil homme a refusé, il n'a pas voulu quitter son vêtement, la police est arrivée et lui a jeté du pétrole, nous étions tous sur la place, j'étais encore enfant, et il lui a dit, "ou tu l'enlèves, ou je te mets le feu, *indio*⁶⁷ tête". Le pauvre homme a quitté son pantalon en pleurant »⁶⁸ (Hernández Castillo, 1995 : 152).

parce que s'ils continuaient ils allaient les renvoyer au Guatemala. C'était la raison de la fin, et jusqu'à aujourd'hui, on parle peu le tokiol » ; texte original : « [...] cuando los alumnos estaban hablando sus idiomas, se levantaban los maestros y los ponían a castigar, y les decían que no hablaran eso, porque si seguían hablando los iban a mandar a Guatemala. Esa fue la razón del fin, y hasta la fecha es poco lo que se habla el tokiol. » (Hernández Castillo 1995 : 150).

⁶⁷ Terme péjoratif et raciste pour désigner l'« indien » au Mexique.

⁶⁸ « recogieron los cortes de las mujeres y el calzón rajado de los hombres y los quemaron en medio de la plaza. Un viejito rechazo, no quiso quitar su traje, entonces vino el policía y le echo petróleo encima, todos estábamos en la plaza, yo era criatura todavía, y le dijo "o te lo quitas o te echo fuego sos indio terco". El pobre viejito quito su calzón rajado llorando » (Hernández Castillo, 1995 : 152).

Je n'ai pas recueilli de tels témoignages à El Edén ; ici c'est plus grandement la création de l'institution *ejidale* qui va achever le processus de « mexicanisation ». Devenir *ejidatario* ne comprenait pas simplement une dimension sociale, économique ou politique, cela recouvrait également une signification culturelle. Il s'agissait pour l'État mexicain de « «mexicaniser» [...] l'Indien en en faisant un paysan » (Gros, 2006 : 266)⁶⁹, c'est-à-dire un individu sans caractéristiques ethniques

L'autre changement important pour les populations rurales de la région, après la Révolution, est donc cette « identité » paysanne métisse à laquelle ils ont été assimilés. Car c'est bien en tant qu'*ejidatario*, qu'ils pouvaient accéder aux prestations sociales octroyées à et par l'*ejido* (Nolan-Ferrell, 2010). Dès les années 1940, l'État ne fait d'ailleurs plus référence dans ses documents officiels à l'identité culturelle indienne des populations de la frontière sud et les désigne exclusivement comme « *campesinos* » ou producteurs (Hernández Castillo, 2008 : 51)⁷⁰. Les organisations paysannes vont également œuvrer à l'imposition de cette identité. Ainsi, la CNC comporte dans son organigramme de 1938 un bureau d'Éducation et d'Hygiène (*Secretaría de Educación e Higiene*), dont les objectifs étaient de « former les paysans aux questions techniques », de les « éduquer », de les « hispaniser » et de leur apprendre à « se comporter socialement »⁷¹. Il s'agissait alors de normaliser le style de vie des populations rurales. Ainsi, un responsable de la CNC déclarait :

« Nous devons reconnaître que le *petate*⁷² a été remplacé par le lit, et la charrette par un tracteur ou un camion ; que les paysans jouissent aussi d'une radio où ils écoutent les nouvelles de la politique ; ils ont

⁶⁹ À cet égard, l'article de Valérie Robin « Indiens, Quechuas ou Paysans ? » (2004) explique bien les ambiguïtés aussi dans le champ des sciences sociales. Les études scientifiques des années 1970 ont alors du mal à se démarquer des catégorisations marxistes ou de celles assignées par l'État en Amérique latine. Pour sa recherche au Pérou, elle raconte : « J'étais dans l'impossibilité d'identifier quelle ethnie constituait l'objet de mon étude... Le comble, finalement, pour quelqu'un qui prétend faire de l'ethnologie ! J'essayai de lui expliquer que les personnes avec qui je travaillais dans le département de Cuzco vivent en communautés paysannes, parlent la langue quechua, et qu'ils s'appellent donc... des "paysans" (*campesinos*). Mais, pour mon interlocuteur, paysan était, au plus, une catégorie socio-professionnelle, et non une identité ethnique... Je lui proposai alors *comunero* (membre d'une communauté), terme également utilisé dans cette région. Mais il s'agissait cette fois-ci d'une identification sociale, et toujours pas d'ethnie... Pourquoi ne pas lui avoir répondu simplement qu'il s'agissait d'Indiens Quechuas ? Cette réponse l'aurait sans doute satisfait. Pourtant, paysan est bien le terme consacré aujourd'hui, au Pérou, pour la désignation et l'auto-désignation des membres des communautés andines. Certes, il n'en a pas toujours été ainsi et ce n'est que depuis le début des années 1970 que l'on parle officiellement de *paysans*, et non plus d'*Indiens* ou d'*indigène* ».

⁷⁰ En ce sens, le processus d'identification est l'apanage des institutions : « l'identification pourrait qualifier toute action sociale où l'attribution identitaire est extérieure, s'exerçant sur un individu, dans le cadre d'une institution sociale, selon une technique codifiée. » (Avanza, Laferté, 2005 : 142).

⁷¹ « *capacitar al campesinado en cuestiones técnicas* », « *educarlo* », « *castellanizarlo* », « *enseñarle cómo comportarse socialmente* » (CNC, 1938 ; cité dans Lutz, 2014 : 181).

⁷² *Petate* : tapis de fibres naturelles.

appris à lire ; ils lisent désormais le journal : ils se cultivent grâce au régime ; les camarades paysans savent maintenant se déplacer en voiture ; s'habiller ; ils ont échangé le *huarache*⁷³ pour la chaussure » (CNC, 1938 : 122 ; cité dans Lutz, 2014 : 185-186)⁷⁴

Bien que cette « imposition par le haut » est toujours partielle, c'est tout de même cette figure du paysan et de la Révolution qui va s'imposer comme la façon de revendiquer son appartenance au village et sa filiation à l'histoire, souvent idéalisée, des luttes paysannes pour les enquêtés. Leurs généalogies familiales commençaient avec l'histoire de l'*ejido*, les parents sont les « paysans-fondateurs » du village El Edén ; avant eux, l'histoire familiale n'est guère très connue (cf. chapitre III)⁷⁵.

II.2. L'*ejido* comme support : une protection foncière, économique et sociopolitique (1943-1983)

Si l'État « prend la place qu'occupait le capital étranger dans le modèle de développement porfiriste et se substitue aux bourgeoisies régionales et aux oligarchies foncières que la réforme agraire a virtuellement éliminées du paysage sociopolitique rural » (Léonard, Foyer, 2010 : 27), elle a toutefois encouragé la constitution d'un certain nombre de protections pour les anciens *peones* devenus *ejidatarios*. Nous analyserons donc comment l'institution *ejidale* a construit et garanti une existence relativement protégée et sécurisée pour les individus en milieu rural ayant bénéficié de ce support. Il s'agira dans cette section d'envisager l'*ejido* comme un nouveau support d'inscription dans la structure sociale de la société rurale mexicaine permettant une protection foncière, économique et juridique. Plus proche de la géographie, Odile Hoffmann (1997)⁷⁶ parle de « capital spatial » à l'égard de l'*ejido* (un capital composé de l'accès à la terre, au service et à la politique), dans une perspective

⁷³ *Huarache* : Sandale précolombienne.

⁷⁴ « Hemos de reconocer que el petate ha sido sustituido por la cama, y la carreta por un tractor o un camión; que los campesinos también disfrutan ya de un radio donde oyen las noticias de la política; han aprendido a leer; ya leen el periódico: se van cultivando gracias al régimen; también los compañeros campesinos saben ya pasear en automóvil; vestir; han cambiado el huarache por el zapato » (CNC, 1938 : 122 ; cité dans Lutz, 2014 : 185-186).

⁷⁵ Partie I.1.1 : « L'histoire de l'*ejido*, c'est l'histoire familiale et réciproquement : une affiliation symbolique ».

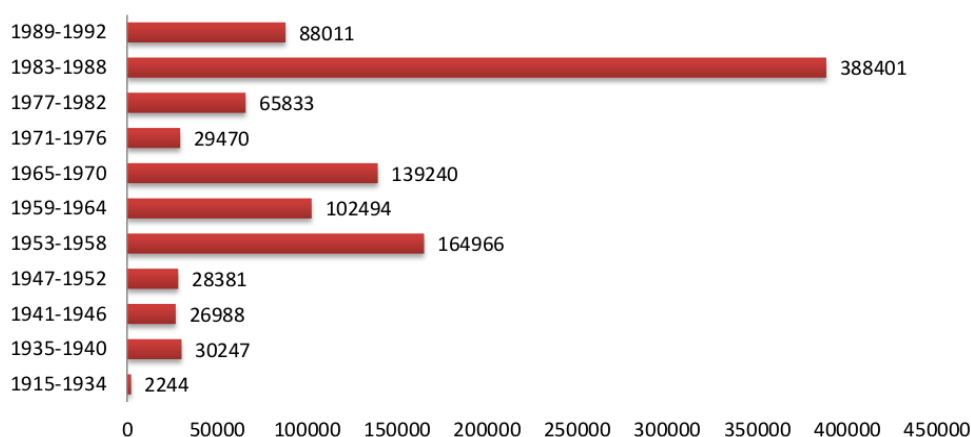
⁷⁶ Pour Odile Hoffmann (1997) l'*ejido* recouvre trois fonctions principales : celle de régulation de la propriété foncière (i.), de gestion des services publics au sein du village (ii.) et de médiation entre le gouvernement et la communauté paysanne (iii.).

similaire, c'est bien du « support *ejidal* » dont nous discuterons ici et dont nous détaillerons les potentialités.

II.2.1. La protection foncière : de la répartition agraire à l'usufruit de sa parcelle

Si Henri Lefebvre parlait du « droit à la ville » (1968), Robert Castel du « droit au travail » (Castel, 1995 : 436), c'est bien du « droit à la terre » et à la cultiver dont il est question grâce à la Réforme agraire, malgré une répartition des terres que l'on n'estime jamais assez suffisante et que l'on aimerait toujours plus importante ou de meilleure qualité⁷⁷. La répartition des terres survit au régime cardéniste : en 1950 « Le nombre d'*ejidatarios* a doublé, passant de 71 000 [...] à plus de 148 000 en 1970 »⁷⁸ (Benjamín, 1995 : 254) au Chiapas, et au niveau national, la superficie des terres *ejidales* atteint 40 % du territoire national (Mackinlay, 1991 : 140). Bien plus qu'une réelle volonté politique d'égalité sociale, l'augmentation des dotations entre 1953 et 1970 (figure n°5) est le prix qu'a dû assumer les gouvernements successifs, conséquence des luttes paysannes pré et postrévolutionnaires (*Ibid.*).

Figure n°5. Chiapas : dotation de terres par périodes présidentielles (en hectares) (1915-1992)



Sources : INEGI, *Secretaría de la Reforma Agraria, Dirección General de Información y Documentación Agraria*, 1992.

⁷⁷ Les terres *ejidales* distribuées étaient souvent de moindre qualité.

⁷⁸ « El número de *ejidatarios* se duplicó de aproximadamente 71 mil en 1950 a más de 148 mil para 1970. » (Benjamín, 1995: 254).

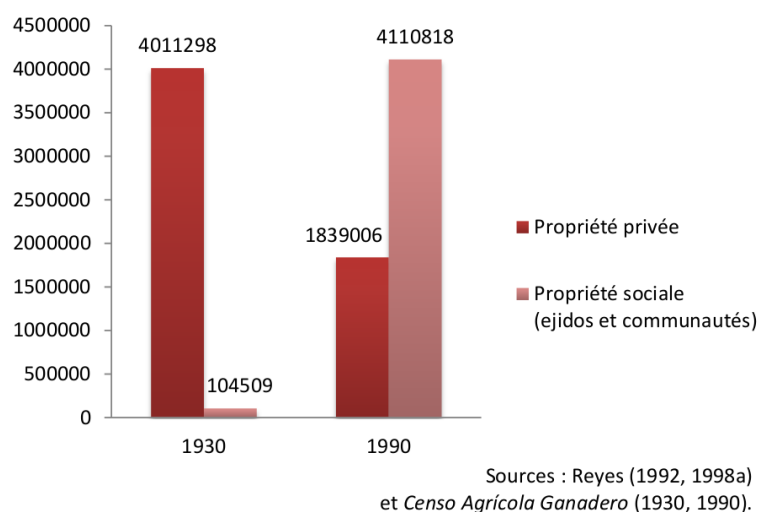
En 1984, le gouvernement de Miguel de la Madrid met en place un « Programme de Réhabilitation Agraire »⁷⁹ (PRA). Il s'agit pour l'État d'acheter les terres occupées par les paysans, puis de les convertir en terres *ejidales*. Le programme est censé désactiver les tensions agraires et mettre fin aux occupations illégales. En ce sens, la dotation de terres sous son mandat (1983-1988) est spectaculaire (figure n°5). Neil Harvey (1998) souligne que les municipes ayant bénéficié plus amplement de cette nouvelle répartition agraire sont précisément ceux qui comptaient le plus de terres occupées : Simojovel et Bochil, dans la région nord des *Altos*, Ocosingo, du côté de la forêt Lacandon, et Venustiano Carranza dans la région centrale.

À El Edén, certaines familles ont également bénéficié du PRA. C'est le cas par exemple d'Álvaro dont je raconte l'histoire dans le chapitre suivant. Mais, là encore, le processus n'est pas si linéaire : beaucoup d'occupations de terres, au lieu d'être un affrontement entre paysans et *finqueros*, se sont muées en conflit entre organisations paysannes, certaines recevant plus de terres que d'autres (Reyes Ramos, 1992 : 113) ; les demandes de dotations restent également bien supérieures aux dotations effectives (Mackinlay, 1991 : 140). Par ailleurs, Castellanos Domínguez, alors gouverneur de l'État, émet davantage de certificats empêchant une éventuelle expropriation des grandes propriétés que tous les gouverneurs des mandatures précédentes (*certificado de inafectabilidad*) (Harvey, 1998 : 168).

Que l'*ejido* fonctionne comme une « soupape de sûreté » préservant la paix sociale au Chiapas (Benjamín, 1995 : 254 ; Mackinlay, 1991 : 140) ou non (Harvey, 1998 : 168) — de nombreux mouvements de dissidence et une forte répression (leaders paysans emprisonnés, assassinats politiques, expulsions, etc.) auront lieu —, le constat est surprenant. Au début des années 1990, la propriété sociale (composée de deux formes juridiques : l'*ejido* et les communautés) au Chiapas atteint une superficie légèrement supérieure à celle de la propriété privée des années 1930 : plus de quatre millions d'hectares (figure n°6). Accompagnant cette répartition des terres, l'*ejido* offre une protection foncière aux anciens *peones*, une protection qui recouvre, à mon sens, au moins deux dimensions importantes : la garantie d'une existence territorialisée et la potentialité d'une ressource — au-delà de la production agricole, la terre pouvant être vendue ou louée.

⁷⁹ Programa de Rehabilitación Agraria.

Figure n°6. Chiapas : Propriété privée, propriété sociale (en hectares) (1930-1990)



Auparavant fragilisés dans leur inscription territoriale, la première protection que l'*ejido* octroie aux individus en milieu rural est bien la garantie d'une existence sur un territoire défini, mettant fin à cette mobilité perpétuelle dont nous parlions dans le premier temps de ce chapitre. Être protégé c'est d'abord peut-être avoir un lieu où pouvoir vivre : « Il faut rappeler que la propriété n'a pas été placée par hasard ou par inconséquence au rang des droits inaliénables et sacrée dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen [...]. Il ne peut s'agir seulement de la propriété "bourgeoise" qui reproduirait les privilèges d'une classe » (Castel, 2003 : 18).

Les terres *ejidales* sont propriétés de la Nation et ne peuvent être vendues, transférées ou hypothéquées, les protégeant ainsi — en théorie — des vicissitudes du marché foncier. Mais une multitude de pratiques en dehors de ce cadre légal si restrictif s'est développée : les terres sont souvent divisées, prêtées ou louées et les droits agraires vendus. Et le changement dans les registres de l'*ejido* est souvent proposé et validé à l'assemblée une fois la transaction effectuée. Ce marché foncier informel a pu permettre l'accaparement des terres par des caciques ou leaders politiques dans certaines régions (Hoffmann, 1997 : 404-405). À l'*ejido* El Edén ces pratiques alors illégales ne sont pas considérées comme condamnables ou illégitimes. C'est en cela que la réforme de la Constitution en 1992, privatisant les terres *ejidales*, pour le dire en peu de mots, a souvent été perçue comme la légalisation d'une situation qui existait de fait. Nous y reviendrons⁸⁰.

⁸⁰ Voir partie I.1.3 du chapitre IV : « Légaliser ce qui se faisait déjà et "[reconnaître] la transformation de l'*ejido* mais [refuser] sa désintégration" ».

En outre, bien que la dotation de terres et sa gouvernance se font de manière collective⁸¹, son usufruit reste un droit profondément individuel : chaque *ejidatario* administre seul, ou avec sa famille, sa parcelle. C'est bien la particularité du statut mixte de l'*ejido* : une dotation individuelle, mais dans le cadre d'une possession collective et corporative de la terre (Torres Mazuera, 2012 : 69). En ce sens, détenir une terre *ejidale* c'est aussi pouvoir se protéger face aux aléas de la vie en la vendant, la louant, etc. La terre ne permet pas seulement une existence territorialisée, elle est aussi une protection parce qu'elle constitue une ressource, un capital pouvant être fructifié de différentes manières (en la vendant, la louant ou en y produisant du café).

II.2.2. La protection économique : vivre de sa production agricole

Mais le développement rural ne se base pas exclusivement sur la répartition agraire. Entre 1940 et la fin des années 1980, l'*ejido* bénéficie également d'une économie favorable et devient ainsi l'un des piliers de l'organisation économique de la campagne mexicaine (CEPAL, 1982 : 35). Au Chiapas, et plus particulièrement dans le Soconusco, la production caféière est au centre de ce développement rural.

Le modèle économique de « substitution des importations » génère une forte industrialisation des grands centres urbains, et avec elle un fort exode rural. Pour quelques auteurs, c'est alors la « métamorphose » du paysan en ouvrier du secteur secondaire (Gutelman, 1971 ; Bartra, 1974, 1975 ; Paré, 1977, Lehmann, 1980 ; voir introduction générale) — même si l'intégration des paysans à l'économie industrielle et aux grandes villes latino-américaines a été partielle comme l'a souligné José Nun avec le concept de « masse marginale »⁸² (Nun, 1969). Cependant, les agriculteurs et les mondes ruraux ne sont pas totalement exclus du système productif industriel. Leur insertion en tant que producteurs est tout à fait fonctionnelle au système économique d'alors et au développement du processus d'industrialisation, « fournissant une base alimentaire pour la reproduction de la force de travail ouvrière »⁸³ (Rubio, 2003 : 46). Le Mexique jouit à ce moment-là d'une autosuffisance

⁸¹ Voir partie II.1.3. du présent chapitre.

⁸² Pour Nun, dans un débat avec Fernando Cardoso (1971), une grande partie de la « surpopulation relative », telle que définie par Marx, a cessé d'être une armée de réserve industrielle utile au système de production et susceptible d'être exploitée. Elle est alors devenue une « masse marginale » exclue, inutile et dysfonctionnelle (parce que tous les paysans ne trouvaient pas nécessairement du travail dans les grands centres urbains).

⁸³ « *la agricultura en general jugaba un rol esencial en el desarrollo del proceso de industrialización, como base alimentaria para la reproducción de la fuerza de trabajo obrera* » (Rubio, 2003 : 46).

alimentaire.

Au Chiapas, le secteur bovin, les exploitations de café, de coton et de céréales de base — principalement maïs et haricots — croient considérablement. Pour le café, « En 1950 la superficie récoltée [...] était de 47 614 hectares et en 1958 on rapportait 78 626 hectares. [...] en 1970, le café parvient à représenter 35,3 % de la valeur totale de la production agricole de l'État »⁸⁴ (Villafuerte Solís, 2009 : 28).

Au début des années 1980, dans un contexte de crise des finances publiques, le poids de l'agriculture dans l'investissement public est de moins en moins important (Léonard, Foyer, 2011 : 30) : « Entre 1983 et 1988, les subsides publics alloués au secteur agricole diminuent à un rythme annuel de 13 % ; le budget du ministère de l'Agriculture est réduit de 70 % et les investissements baissent de 85 % au total » (Léonard, Foyer, 2011 : 45). Pourtant, les produits commerciaux tels que le café⁸⁵, qui occupent une part importante dans les exportations nationales — la deuxième place après le pétrole (Martínez Morales, 2004a : 115) —, reçoivent alors des soutiens étatiques substantiels. En effet, la hausse spectaculaire des prix, en raison de l'effondrement de la production brésilienne et colombienne en 1974, incite le gouvernement fédéral, et notamment celui de Luis Echeverría Álvarez (1970-1976), à promouvoir l'action de l'Institut mexicain de café (INMECAFE), créée en 1958. L'INMECAFE commence à avoir une réelle présence au côté des producteurs de café : il accorde des prêts à faible taux d'intérêt, fournit une assistance technique à travers la distribution de plants de café plus productifs (comme la variété *robusta*) par exemple, il gère également la commercialisation de la graine à prix garantis.

Ainsi, « Avec le boom des prix, le café est devenu le principal produit d'exportation, le deuxième générateur d'emploi [agricole] au niveau national, après le maïs, et l'une des productions les plus dynamiques pour la période. Au moment même où se préparait une nouvelle crise du capital (1977-1982) le café rencontrait les conditions favorables à son expansion »⁸⁶ (Rubio, 1990 : 72).

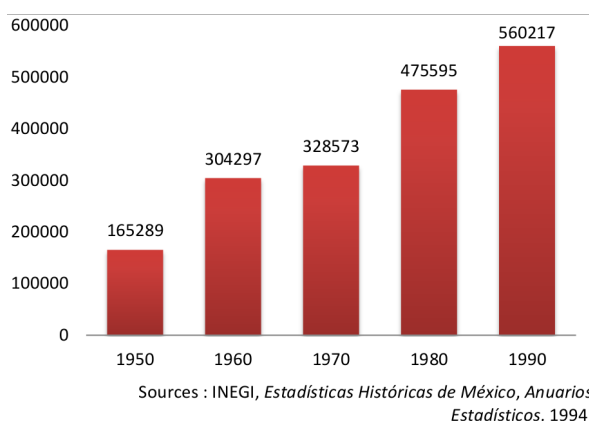
⁸⁴ « La superficie cosechada de café en 1950 fue de 47,614 hectáreas y en 1958 se reportaron 78,626 hectáreas. De acuerdo con la información del censo agrícola del estado, en 1969, el Instituto Mexicano del Café registra una superficie cultivada de 120 mil hectáreas y en 1970 el café llega a representar el 35.3 % del valor de la producción agrícola estatal. » (Villafuerte Solís, 2009 : 28).

⁸⁵ Tout comme la canne à sucre, la banane, le cacao, la cacahuète et le soya.

⁸⁶ « Ante la bonanza de los precios, el café se convirtió en el principal cultivo de exportación, el segundo generador de empleo a nivel nacional, después del maíz, y en uno de los cultivos dinámicos del periodo. Justamente en la etapa en la cual se gestaba la nueva crisis del capital (1977-1982) el café enfrentaba condiciones favorables para su expansión. » (Rubio, 1990 : 72).

Dans ce contexte, la région du Soconusco se couvre de plantations caféières : en 1985 les *ejidatarios* et les petits propriétaires (possédant moins de dix hectares) représentaient 95 % des producteurs de café et possédaient 65 % de la superficie totale de café dans la région (Cortina Villar, 1993 : 56).

Figure n°7. Production de café : superficie cultivée au niveau national (en hectares) (1950-1990)



Le développement agricole de la production de café permet à de nombreuses familles *ejidales* de vivre de cette production. Détenir une terre *ejidale*, c'est donc aussi, pour ce moment historique spécifique, pouvoir vivre de sa production de café (soutenue par l'État) et obtenir par là une protection économique. On parle finalement ici d'« intégration professionnelle » à la société rurale mexicaine dans sa dimension objective ou productive : chaque *ejidatario* prend part à la production nationale et en retire une contrepartie économique.

Dans une de ses recherches Cristina Oehmichen (2005) montre comment une communauté indienne mazahuas de l'État du Mexique, auparavant majoritairement commerçante, s'est convertie grâce à (à cause de ?) la Réforme agraire à l'activité agricole pour se revendiquer *in fine* paysan. Dans le cadre de cette étude, je ne parlerai pas à strictement de « conversion » parce que les hommes ayant reçu les terres *ejidales* travaillaient tous dans le secteur agricole avant la dotation en tant que *peones* (voir *supra*). Mais il est certain, que « la possibilité de recevoir la terre et de la travailler [...] a renforcé l'ancrage des hommes à leurs communautés et leur activité première dédiée aux tâches agricoles »⁸⁷ (Arias, 2009 : 74).

⁸⁷ « la posibilidad de recibir tierra y trabajarla [...] vigorizó el arraigo de los hombres a sus comunidades y su dedicación primordial al quehacer agrícola » (Arias, 2009 : 74).

Il est important de noter ici que cette économie agricole rejaillit sur les familles rurales qui n'ont pas de terres *ejidales* mais qui vivent aussi du café : toujours dans leur relation aux *fincas* en tant qu'ouvrier agricole, mais aussi à travers d'autres métiers, parfois surprenants, comme Fabricio dont le père, qui vivait à El Edén, revendait de la viande aux grandes exploitations de la région – il était boucher-désosseur – jusque dans les années 1980 :

« Il ramenait la viande de la région côtière [...]. D'ailleurs le lundi, il allait chercher le bétail. Avec d'autres amis, ils l'achetaient, ils le ramenaient ici et le désossaient. Pour ce produit, ce qui marchait bien, c'était la *finca*. Il livrait à la *Finca* El Peru, a la *Finca*... Mexiquito, a la *Finca* Argovia y a la *Finca*... [Il réfléchit] Villahermosa ! C'était beaucoup la livraison de viande de bœuf, parce qu'il y avait beaucoup de gens qui travaillaient dans ces *fincas*. [...] Et quand les *fincas* ont chuté, lui aussi, ce n'était plus la même chose... Parce que ce qui marchait bien c'était l'os du bœuf. L'os du bœuf était servi dans les cuisines des *fincas*, c'est ce qu'ils donnaient aux gens. Donc, utiliser l'os de la viande de bœuf n'était plus rentable pour mon papa, le produit restait. Il y avait juste la viande. Il a donc décidé d'abandonner. [...] De là nous avons pu étudier nous [les enfants], trois avons été trois *profesionistas* dans la famille. »⁸⁸

D'autres familles, beaucoup plus modestes, profitent également de cette économie florissante autour du café. Leona raconte son enfance, lorsqu'elle glanait avec ses frères et sœurs les graines de café laissées par les *ejidatarios* du village : « Avant on vivait tous du café et surtout grâce aux *fincas*. Est-ce la baisse du prix du café ou Dieu qui l'a voulu ? En tout cas, ici, elles nous donnaient des emplois. Et quand elles n'utilisaient pas certaines graines, nous avions le droit de les récupérer et de les vendre »⁸⁹.

⁸⁸ « Traía el bovino de la costa. [...] De hecho, el, el día lunes, se dedicaba a buscar su ganado. Con otros amigos, lo compraban, aquí lo jalaban y aquí lo destazaban. Para este producto, el fuerte era la finca: repartía a la finca Laguna, en 5 de mayo, repartía a la Finca El Perú, a la Finca... Mexiquito, a la Finca Argovia y a la Finca... Villahermosa! Era bastante la entrega de carne de res, porque había mucha gente trabajando en esas fincas [...]. Y cuando se vinieron por abajo las fincas, pues el también, ya no fue lo mismo... Porque lo fuerte aquí era el hueso de la res. Con el hueso de la res le servía para ser cocido en las cocinas de las fincas, eso les daba a la gente. Entonces ya sacar el hueso de la res le costaba mucho a mi papa, se quedaba el producto. Salía la pura carne. Entonces decidí mejor dejarlo. [...] De ahí sacamos nuestra profesión nosotros, fuimos tres profesionistas. », entretien avec Fabricio, réalisé le 08.05.2012, à El Edén.

⁸⁹ Entretien avec Leona, réalisé le 09.06.2014, à El Edén.

Série photographique n°4. Ejido El Edén : plant et champ de café *robusta*, 2012, 2014



II.2.3. « Sa route plus que tout » ou la protection sociopolitique

Alors que le système de servage des *fincas* de la période précédente a formé des légions de « non-citoyens » (Reséndiz, 2011 : 21), l'*ejido* prescrit une organisation politique et l'accès à une « citoyenneté agraire »⁹⁰ (Velázquez H., 2010 ; Léonard, Foyer, 2011). Adossé à l'enracinement territorial, il y a l'inscription politique des individus au sein de l'*ejido*. Malgré les importants abus de cette inscription politique (État paternaliste, corporatisme, clientélisme, etc.), il faut reconnaître que ces collectifs (syndicats paysans) ont aussi permis d'opérer une certaine pression politique lorsque cela était nécessaire (cf. les occupations de terres) ou tout simplement d'accéder aux ressources en entamant les démarches (par des voies pas toujours légales) pour que l'*ejido* puisse bénéficier des divers services et programmes étatiques.

⁹⁰ Voir partie II.1.3. : « L'enjeu politique de l'*ejido* : une "citoyenneté agraire" et corporatiste ».

Dans les *ejidos* caféiers, l'INMECAFE se chargeait de la diffusion des services : « affiliation des producteurs encadrés au système national de couverture sociale (IMSS)⁹¹ ; construction d'infrastructures de communication, d'écoles, de collèges, de dispensaires et d'équipements urbains, mise en place d'épiceries rurales, d'adductions d'eau potable et de réseaux électrification, etc. » (Léonard, Foyer, 2011 : 38). C'est ce qu'Odile Hoffmann appelle l'« *ejido-territoire* » qui a aussi pour tâche l'aménagement de l'espace rural au point de fonctionner comme « principal et souvent unique médiateur entre les ruraux et la société mexicaine dans de nombreux domaines. » (Hoffmann, 1997 : 408).

Être *ejidatario* c'est donc aussi prendre part à une citoyenneté agraire qui suppose l'accès à un certain nombre de droits : l'usufruit de sa parcelle, comme nous le détaillons plus haut, mais aussi l'accès à un site pour construire sa maison (*solar urbano*), le vote et la participation aux assemblées et ainsi participer à l'organisation de son territoire, bénéficiaire enfin de protections sociales, comme la couverture sociale.

Lors des entretiens, l'attachement au village était souvent évoqué à travers l'accès aux services. L'accès à la route d'abord : « Moi j'aime ma communauté... Parce que nous avons accès à la route ! [...] Au moins elle a son école primaire, maternelle, son collège, son lycée, son centre de santé, sa paroisse, son petit parc. La route est différente ; il y a plus de communication »⁹², « Avant l'*ejido* était pire qu'aujourd'hui ! Plus que tout : sa route. C'est l'avantage pour nous la route. En un instant, je monte dans la voiture et je suis à Tapachula. C'est desservi. Avant ce n'était pas communiqué, il n'y avait pas de sortie. Maintenant ici oui, il y a une sortie »⁹³ ; aux écoles ensuite : « Ici quand il n'y a pas école, il n'y a pas de mouvement ! C'est aussi simple que ça ! »⁹⁴, « Ici sans les écoles ce serait un village fantôme ! Moi je suis arrivée ici à 17 ans, et je n'ai pas vu de plus grands changements dans le village à part celui des écoles »⁹⁵. L'*ejido* ne garantit donc pas simplement l'accès à la terre,

⁹¹ Álvaro évoque par exemple, pendant notre entretien, comment son père et son grand-père bénéficiaient de cette couverture sociale avant les multiples restructurations de l'intervention publique en milieu rural. Voir partie II.2. du chapitre IV : « Les politiques publiques en milieu rural : de nouvelles stratégies d'intervention ».

⁹² « *A mí si me gusta mi comunidad... Porque tenemos acceso a carretera! [...] Por lo menos tiene su primaria, su kínder, su secundaria, su preparatoria, su centro de salud, su parroquia, su parquecito que ya tiene; la carretera ya es otra, ya hay más comunicación. Si uno quiere ir a Tapachula, ya va uno, y luego regresa uno.* », entretien avec Marcela, réalisé le 03.05.2012, à El Edén.

⁹³ « *El ejido antes estaba peor que hoy! [...] Su carretera más que nada. Es la ventaja para nosotros la carretera. En un rato me monto al carro y ya estoy en Tapachula. Esta comunicado. Cuando no estaba comunicado, no había salida. Pero aquí sí, hay salida.* », entretien avec Guillermo, réalisé le 07.05.2012, à El Edén.

⁹⁴ « *Cuando no hay clases no hay movimiento! Así de simple!* », entretien avec Hedda, réalisé le 17.06.2012, à El Edén.

⁹⁵ « *Aquí sin las escuelas, aquí sería un pueblo fantasma! Yo llegué aquí a los 17 años, si, yo no le he visto*

être *ejidatario* ce n'est pas simplement détenir l'usufruit de sa parcelle, le caractère « plurifonctionnel » (Léonard, 2011 : 18 ; Hoffmann, 1997) de l'institution est aussi fondamental pour ses membres. « La terre est bien plus qu'une marchandise »⁹⁶ (Hoffmann, 1996).

II.2.4. La centralité de l'*ejido* : l'accès à une reconnaissance sociale

Serge Paugam (2000) amendait les travaux de Robert Castel en ajoutant une dimension subjective à l'insertion professionnelle. Selon lui, il est nécessaire de la considérer non pas seulement dans les rétributions, les sécurités ou les protections matérielles qu'un emploi peut donner, mais il s'agit aussi de la comprendre en ce que l'individu « acquiert son identité et le sentiment d'être utile » (Paugam, 2000 : 17) dans le travail, dans la tâche qu'il accomplit. Le rapport au travail (qui valorise) et à l'emploi (qui protège) est pour lui les deux facettes de l'intégration professionnelle. C'est en ce sens que, dans certains contextes, l'on peut parfois se battre pour la préservation de son emploi même si on déteste son travail⁹⁷ ; et inversement, que l'on peut accepter des conditions d'emploi extrêmement précaires, précisément parce que l'on aime son travail⁹⁸. Mais on peut toutefois supposer que plus les conditions de l'emploi seront valorisées, plus le rapport au travail le sera également⁹⁹.

Ramener à notre contexte d'étude et bien que l'*ejido* mexicain dépasse largement le simple champ du marché du travail et de l'emploi, ce regard nous permet de considérer cette dimension subjective ou symbolique que les *ejidatarios* tirent des autres protections. Le gain n'est pas que matériel. L'enjeu de la reconnaissance sociale est également essentiel.

L'*ejido*, qui cristallise l'ensemble des protections en milieu rural, se présente en effet comme « l'espace de conscientisation et de fondement identitaire pour près de la moitié de la population rurale du Mexique » (Hoffmann, 1997 : 414). C'est finalement la centralité de

mayor progreso más que las escuelas », entretien avec Isabella, réalisé le 22.05.2012, à El Edén.

⁹⁶ « La tierra es mercancía... y mucho más » (Hoffmann, 1996).

⁹⁷ Je pense ici à certaines grèves où des ouvriers spécialisés peuvent occuper leurs usines pendant des semaines voire des mois alors même qu'ils font souvent un travail qu'ils n'ont pas choisi ou qu'ils détestent. À ce sujet, voir par exemple les recherches sur les entreprises récupérées comme : QUIJOUX Maxime (2011). *Néolibéralisme et autogestion. L'expérience argentine*. Paris : Editions de l'IHEAL, 280 p.

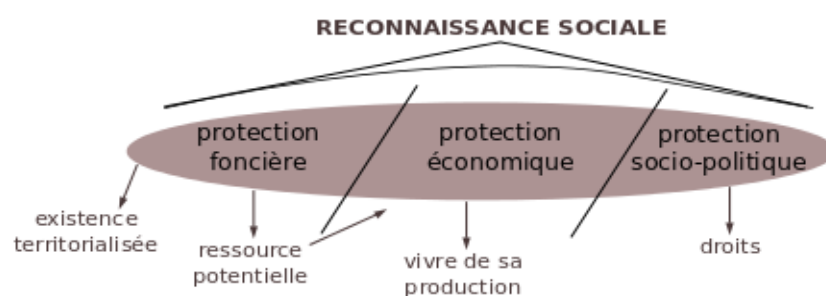
⁹⁸ À cet égard, voir les travaux de Patrick Cingolani sur les précaires du travail intellectuel et de l'industrie culturelle, notamment son dernier ouvrage : (2014) *Révolutions précaires. Essai sur l'avenir de l'émancipation*. Paris : La Découverte, collection « L'horizon des possibles », 164 p.

⁹⁹ À propos de cette distinction entre travail et emploi voir également les recherches de Bernard Friot et notamment son dernier ouvrage : Bernard Friot (2014). *Émanciper le travail. Entretiens avec Patrick Zech*. Paris : La Dispute, collection « Travail et Salariat », 151 p.

l'*ejido* qui est en jeu ici. Une centralité qui comportera certes de nombreuses dérives (je le répète à nouveau) : corporatisme, centralisation des pouvoirs et des prises de décisions, exclusion des femmes et des jeunes générations, etc. Toutefois, « Même s'il ne remplissait pas pleinement sa fonction régulatrice d'accès à la terre et de moteur économique, du moins était-il un espace propre et spécifique aux populations paysannes, espace qui leur permettait de se situer face aux autres acteurs (propriétaires privés et État), d'être reconnus, et d'avoir droit à la parole, fût-ce par le biais de leaders corrompus » (*Ibid.*).

Ainsi, avoir une terre (protection foncière), vivre de sa production (protection économique) et détenir une citoyenneté agricole (protection sociopolitique juridique) en tant qu'*ejidatario*, c'était aussi trouver les conditions pour exister socialement dans la société en étant reconnu par elle et en pouvant agir en elle et/ou sur elle. Être *ejidatario*, c'était être reconnu dans son travail et au niveau politique, c'était avoir un statut et une existence sociale au-delà des protections matérielles. L'isolement territorial du village El Edén n'est alors pas nécessairement et paradoxalement un isolement sociopolitique. Selon les entretiens de l'enquête, la route goudronnée arrive à partir de 1972 à El Edén, l'électricité en 1975, l'adduction d'eau directement dans les maisons dans les années 1990.

Figure n°8. Schéma du support *ejidal* : trois protections majeures



Conception et réalisation : AR, 2015 avec le logiciel Inkscape.

Conclusion du chapitre II.

En tâchant d'éviter les écueils de l'incontournable chapitre historique ou de contexte, cette deuxième escale contribue à mieux comprendre comment s'est construit le territoire du Soconusco et comment les trajectoires individuelles et familiales vont s'inscrire, s'ancrer dans cet espace et solliciter ou non le support de l'*ejido*. C'est le cadre particulier de la première socialisation de la génération étudiée qui a été dépeint ici.

La première partie de ce chapitre s'est penchée sur le temps historique prérévolutionnaire en tâchant de montrer en quoi les *fincas* de café ont contribué à structurer le territoire du Soconusco tant économiquement, socialement, que culturellement. Nous avons ensuite parcouru deux phases du développement économique du Mexique (Rubio, 2003a) et du Chiapas : avec la domination indirecte de l'industrie sur les paysans pendant la période d'après-guerre (Révolution de 1910), 1940-1975, et la crise du modèle de substitutions des importations, 1975-1990¹ ; phases durant lesquelles les producteurs de café (petits et grands) ont été relativement encouragés et protégés de la crise par l'État. Ce moment historique comporte trois éléments clés pour les premières familles *ejidales* que nous avons rencontrées dans le Soconusco :

- l'accès à la terre (permettant une existence territorialisée et pouvant constituer une ressource économique),
- la possibilité de vivre de sa production (en retirer un salaire)
- et la protection socio-politique (donnant accès à des droits sociaux et à une citoyenneté agraire).

Ces trois facettes constituent ce que nous appelons le « support *ejidal* ». Et c'est ce support qui permet *in fine* une certaine reconnaissance sociale par la communauté, les pairs et la société dans son ensemble. L'ancrage à la terre revêt ainsi de multiples facettes.

¹ Blanca Rubio (2003) délimite quatre phases dans l'économie agricole latino-américaine, les deux suivantes sont : le modèle néolibéral et l'ordre agroalimentaire global, 1990-2002 ; puis, plus récemment, l'ordre agroalimentaire financier-énergétique, à partir des années 2000.

Partie I. Les familles *ejidales* productrices de café...

Il est néanmoins important de nuancer cette analyse. D'abord parce que les nouvelles protections qui émergent pour les individus en milieu rural ne sont pas le résultat d'une équité sociale. De nombreuses inégalités subsistent entre le secteur *ejidal* et le secteur entrepreneurial par exemple. Si ce dernier devient minoritaire en nombre de producteurs, il produisait une quantité équivalente à celle du secteur social en 1986 (Villafuerte Solís, Meza Díaz, 1993 : 101).

Ensuite, parce que ces protections sont attachées à une seule personne : l'homme-adulte-*ejidatario*. Le système économique et politique de l'*ejido* reposait sur sa seule figure. Le support *ejidal* impose *de facto* une inégalité au sein de la communauté et des familles rurales. L'*ejido* met fin au système d'assujettissement des *peones* ; mais pour pouvoir le faire, il en a aussi restauré d'autres. Nous analyserons désormais plus précisément ces inégalités au sein des familles et les identités de genre spécifiques qu'il va contribuer à construire. Il sera question des savoirs faire et des savoirs être à l'œuvre dans ce premier cadre de socialisation.

Qu'est-ce qu'être fils et fille d'*ejidatarios* ?

La socialisation au sein des premiers supports familiaux, la formation d'une affiliation symbolique

Resserrons notre focale d'analyse autour des familles *ejidales* telles qu'elles se sont construites et configurées à l'*ejido* El Edén à partir de 1943 — année de dotation des terres et de création de l'*ejido*. En effet, si nous nous intéressions précédemment (chapitre II) aux protections qu'a pu apporter l'institution *ejidale* en milieu rural (le support *ejidal*), interrogeons-nous désormais plus spécifiquement sur ce que nous nommons les « premiers supports familiaux ».

Ce chapitre a pour objectif de comprendre comment le support de l'*ejido* s'est redéployé au sein des familles en imposant des relations de genre et intergénérationnelles spécifiques. Il s'agira d'éclairer, à partir des généalogies familiales et des récits de vie recueillis, le premier cadre de socialisation des hommes et des femmes rencontrés à El Edén. Qu'est-ce que signifie grandir à l'*ejido* El Edén et être enfants — de façon différenciée, que l'on soit fils ou fille — de la première génération d'*ejidatarios* ? Qu'est-ce qu'implique de devenir socialement un homme, une femme dans ce contexte ?

Dans un premier temps, nous explorerons comment l'*ejido* a contribué à configurer un « support familial » précis, à en façonner les contours, les types de ressources ; puis, dans un second temps, comment se sont construits, lors de ce premier moment de socialisation, les rôles, les obligations et les dispositions liés à chacun des deux sexes. Il y a par exemple autour de l'héritage de la terre, et au-delà de la ressource qu'elle peut constituer, d'autres enjeux, comme ceux de la construction des identités de genre, de la constitution des masculinités et des féminités.

La notion de « socialisation » n'est pas au cœur du dispositif théorique de cette thèse¹, elle est toutefois indispensable à l'heure de comprendre la formation et la dynamique des supports familiaux dans l'*ejido* en tant qu'elle désigne « le mouvement par lequel le monde social — telle ou telle “partie” de celui-ci — façonne — partiellement ou globalement, ponctuellement ou systématiquement, de manière diffuse ou de façon explicite et consciemment organisée — les individus vivant en son sein » (Lahire, 2013 : 116). Au regard d'une notion particulièrement vaste, il convient de préciser comment nous étudierons cette socialisation et donc ce qu'elle recouvre dans le contexte de cette recherche.

Je n'ai en effet pas réalisé une étude des modalités, des formes ou des manières dont les acteurs ont été socialisés. Car le retour sur l'enfance et l'adolescence s'est fait plus de trente ans après, alors que mes interlocuteurs étaient adultes et qu'ils revenaient a posteriori sur leur histoire familiale, dans la production d'un récit qui m'était destiné. Je ne répondrai donc pas précisément à la question : comment la socialisation s'effectuait-elle au sein de ces familles *ejidales* ? En revanche, la posture ethnographique privilégiée pendant l'enquête, nous amènera à comprendre les processus de socialisation au sein des premiers supports familiaux dans une double dimension : celle du cadre dans lequel elle a eu lieu d'abord, et celle des effets qu'elle a produits ensuite. Nous verrons d'abord comment la famille a été traversée par l'institution *ejidale* ; puis ses effets en termes de dispositions à se représenter et à représenter son enfance en tant qu'homme ou femme. Les narrations recueillies donnent en effet à entendre les savoir-faire et les savoir-être en jeu pendant l'enfance des enquêtés. Et ils ne sont pas les mêmes pour les filles et pour les garçons.

Avec ce chapitre nous entrerons dans l'intimité des huit familles *ejidales* rencontrées à El Edén que nous suivrons ensuite tout au long de la thèse. Il s'agira de faire une première esquisse de la cohorte de l'analyse et de donner à lire longuement les premiers temps des histoires de vie et des généalogies familiales de six des huit Egos, auxquels nous apporterons éclairages conceptuels et mises en sens, comme pour les mettre en relief et les faire mieux entendre au lecteur. Nous découvrirons six parcours de vie différents — celui de quatre hommes et deux femmes (nous expliquerons alors cette moindre représentation) lors d'une séquence historique précise : lorsque les acteurs appartenaient à la première génération des familles *ejidales* — période de fusion — depuis leur naissance (1955, en moyenne) jusqu'à ce qu'ils commencent à former leur propre famille et soient à leur tour dotés de terres (1983, en

¹ Pour des études sur les socialisations en milieu rural, voir par exemple les travaux de Nicolas Renahy (2005) pour la France (avec une approche ethnographique) et ceux de John Durston (1998) pour le Mexique et l'Amérique latine (dont l'approche est bien plus statistique qu'ethnographique).

moyenne) — fission et nouvelle fusion.

La question de l'héritage de la terre apparaît en effet comme un élément décisif dans les récits, une première bifurcation² qui oriente les trajectoires à venir. Un élément décisif avant tout pour les trajectoires masculines, nous verrons qu'il en va différemment dans les récits féminins, précisément parce qu'elles n'ont pas reçu les terres paternelles. Leur narration se structurait davantage autour de leur « carrière matrimoniale » et de la famille qu'elles formeront.

² Sur l'importance des bifurcations voir l'encadré n°3 dans le chapitre I : « Limites et critiques des récits de vie ».

Série photographique n°1. *Ejido* El Edén, 2014



I. De quoi hérite-t-on ? Contours et spécificités du « premier support familial »

Comme le chapitre précédent³ le détaillait, l'*ejido* s'impose après la Révolution comme un des grands organisateurs des espaces ruraux au Mexique. Au Soconusco, l'économie de café joue conjointement ce rôle. Si avec l'institution *ejidale*, c'est en effet un certain nombre de protections — foncière (à travers la terre), économique (à travers l'activité agricole) et sociopolitique (à travers la gouvernance collective du territoire locale) — qui s'implantent au cœur de la société rurale, comment la famille s'est-elle donc construite dans de ce contexte ; comment le support *ejidal* a-t-il forgé une famille typique (la famille *ejidale*) et imposé une certaine normativité dans la configuration familiale ? Autrement dit, comment se sont traduites les protections de l'*ejido* en termes de relations intergénérationnelles et de genre au sein des familles ? L'*ejido* imposait effectivement aux familles « un tissu de droits et d'obligations hiérarchisés par le genre et la génération, c'est-à-dire, où les droits et obligations font appel aux différences socialement établies sur la base de la différence sexuelle des personnes et des changements d'âge chez les individus »⁴ (Arias, 2009 : 34).

À partir d'une analyse de « type quantitatif »⁵ des huit généalogies récoltées à l'*ejido* El Edén, nous esquisserons les contours de la génération des parents d'Ego, celle qui a été dotée de terres, celle des « fondateurs » de l'*ejido* comme les appelaient mes interlocuteurs, née en moyenne en 1929. Nous analyserons comment chacune des protections que nous exposions dans le chapitre précédent a trouvé son incarnation dans les trajectoires laborieuses et résidentielles de la première génération des membres des familles *ejidales*, en prêtant une attention particulière aux différences de genre. Les femmes et les hommes ne sont pas dotés des terres de la même manière ; ils n'ont pas non plus les mêmes rôles socio-économiques au sein du foyer.

³ Chapitre II : « De *peon* à *ejidatario*, de l'insécurité aux protections sociales : la structuration territoriale du Soconusco, la construction d'un ancrage local », partie II.2.4. : « La centralité de l'*ejido* : l'accès à une reconnaissance sociale ».

⁴ « un entramado de derechos y obligaciones jerarquizado por género y generación, es decir, donde los derechos y obligaciones apelaban a las diferencias socialmente establecidas en función de la diferencia sexual de las personas y los cambios etarios en los individuos. » (Arias, 2009 : 34).

⁵ Pour la méthodologie généalogique voir la deuxième partie du chapitre I et particulièrement la sous-partie II.1.3. : « Une analyse de type quantitatif à partir des généalogies familiales : apports et limites ».

Nota bene : Comme nous le détaillons dans le chapitre précédent, devenir *ejidatario* c'était aussi accéder à des droits politiques⁶ : pouvoir assister aux assemblées *ejidales*, participer à l'organisation du territoire et bénéficier d'un certain nombre de protections sociales. Les droits *ejidaux* donnent ainsi accès à la sphère publique et politique du village. Nous ne détaillerons pas ici son expression au sein des familles et nous nous centrerons principalement sur les protections foncières et économiques. La dimension politique de l'*ejido* transparaîtra plus amplement dans le deuxième temps de la réflexion, au moment de découvrir et d'analyser les subjectivités des acteurs.

I.1. La protection foncière : la centralité de l'*ejido* et de l'homme-*ejidatario* au sein des familles

La première protection apportée par l'*ejido* dont nous parlions dans le chapitre précédent⁷ était celle de la terre. Elle garantit tout à la fois une existence territorialisée, une source de revenus tout autant qu'une ressource à laquelle les individus qui en bénéficient peuvent avoir recours. C'est ce que nous analyserons pour la première génération d'*ejidatarios* (les parents des Egos). Qui était le principal bénéficiaire des terres *ejidales* au sein des familles et à qui les droits fonciers étaient-ils transmis en priorité ?

I.1.1. L'enracinement territorial à l'*ejido* El Edén

La dotation de terres *ejidales* et l'activité agricole ont favorisé la « *campesinisation*, c'est-à-dire, l'enracinement des gens dans leurs communautés »⁸ (Arias, 2009 : 74). En provenance de divers horizons (essentiellement chiapanèques, avec les municipes de Comitán de Domínguez, Mazatán, Motozintla, San Cristóbal de Las Casas, Tapachula, Tuxtla Gutiérrez, Unión Juárez et Villa Comaltitlán⁹), les membres des huit familles enquêtées s'installent à l'*ejido* El Edén après la dotation de terres *ejidales* en 1943. L'*ejido* devient le lieu principal de résidence et d'emploi de la génération des parents d'Ego — en orange sur le graphique (figure n°1) — ou pour reprendre les mots de Patricia Arias d'« enracinement » des familles.

⁶ Voir partie II.2.3. du chapitre II : « La protection sociopolitique ».

⁷ Voir partie II.2.1. du chapitre II : « La protection foncière : de la répartition agraire à l'usufruit de sa parcelle ».

⁸ « *campesinización, es decir, el arraigo de la gente en sus comunidades* » (Arias, 2009 : 74).

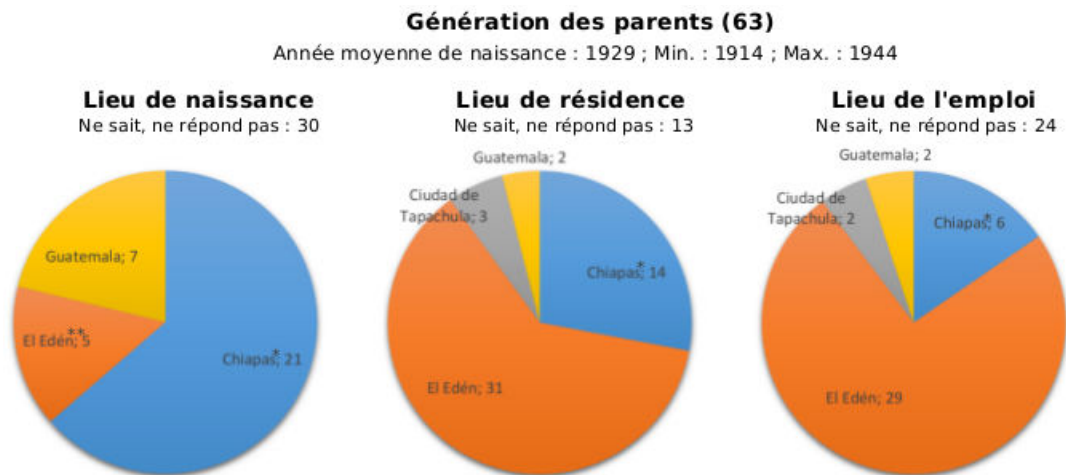
⁹ Pour la localisation des municipes, voir annexe n°8 : « Chiapas : régions et municipes ».

Il vient permettre cette existence territorialisée, cette protection foncière, dont nous parlions dans le chapitre précédent¹⁰, pour les familles. En somme, la dotation de terres et l'activité agricole sédentarisent à El Edén une génération entière d'ouvriers agricoles, la génération des parents des Egos rencontrés.

Une unité parfaite se dessine entre lieu de résidence et lieu de l'emploi. Alors que la génération est née dans les bourgs alentour, elle s'installe à l'*ejido* pour y travailler la terre. C'est ainsi que se forme le groupe sociopolitique des paysans-*ejidatarios* qui formera ensuite l'affiliation symbolique de la génération suivante (voir *infra*¹¹).

Si cette dotation est tout à fait spectaculaire — en 1990, la propriété sociale représente au Chiapas plus de quatre millions d'hectares¹² — et constitue bien une protection, elle ne bénéficie pas de façon indifférenciée à tout le monde et notamment ne sort pas les femmes de la précarité qui resteront tout à fait dépendantes de leur conjoint.

Figure n°1. Lieux de naissance et principaux lieux de résidence et d'emploi des membres des généalogies pour la génération des parents d'Ego (en effectifs)



* Chiapas : municipes de Comitán de Domínguez, Mazatán, Motozintla, San Cristóbal de Las Casas, Tapachula, Tuxtla Gutiérrez, Unión Juárez, Villa Comaltitlán.

** El Edén : étant donné que l'*ejido* n'existait alors pas en tant que tel, les enquêtés se réfèrent ici à la région.

Sources : travail de terrain, généalogies, 2014. Réalisation: AR, 2015, fait avec Genopro, SPSS et Inkscape.

¹⁰ Voir II.2.1. du chapitre II : « La protection foncière : de la répartition agraire à l'usufruit de sa parcelle ».

¹¹ Voir partie II.1. du présent chapitre : « Une mémoire familiale différenciée selon les sexes : ne pas se souvenir de la même famille ».

¹² Voir partie II.2.1. du chapitre II : « La protection foncière : de la répartition agraire à l'usufruit de sa parcelle ».

I.1.2. La dotation de terres *ejidales* et l'exclusion des femmes

La première loi agraire (1920) dotait les terres aux chefs de famille sans spécifier le sexe de ceux-ci.

Puis, la *Ley Agraria Reglamentaria* de 1922 a introduit l'exclusion des femmes dans la dotation des terres qui se limitait alors exclusivement aux hommes à partir de 18 ans. Les femmes veuves pouvaient hériter de la parcelle de leur époux. Légalement, elles étaient les premières bénéficiaires si aucune liste de succession n'avait été établie. Mais une grande majorité des unions n'était alors pas faite de manière formelle en milieu rural et le code agraire de 1940 viendra préciser ce point en reconnaissant comme première bénéficiaire des droits de succession la concubine mère des enfants de l'*ejidatario* ou avec qui il avait vécu les six derniers mois précédant son décès. Le code agraire de 1943 (en vigueur jusqu'en 1971) stipulait que si l'*ejidatario* ne travaillait pas sa terre durant deux années consécutives, l'usufruit de la parcelle était restitué à sa famille et donc à son épouse (et non à l'assemblée *ejidale* qui auparavant la redistribuait aux *ejidatarios*) pour qu'elle puisse subvenir aux besoins de ses enfants. Mais celle-ci la perdait souvent lorsque leurs fils étaient en âge de travailler (Deere, León, 2000 : 92-93).

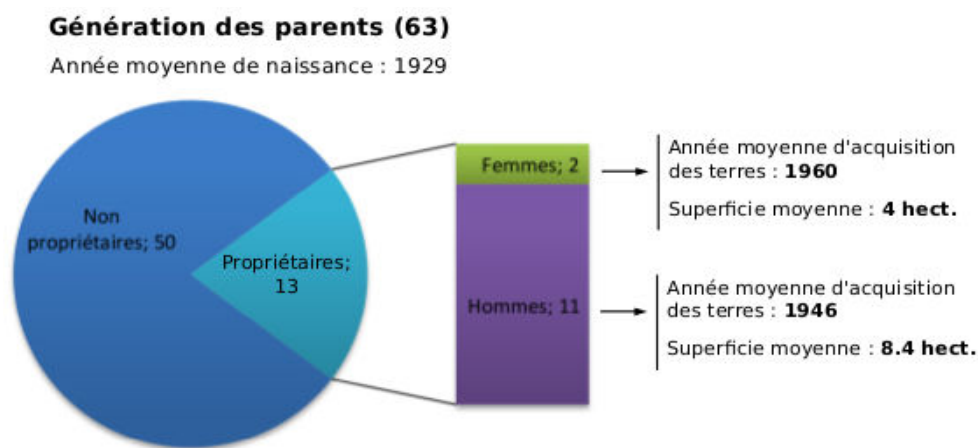
En d'autres termes, les femmes avaient *droit* à la terre uniquement en tant que concubines, mais cet *accès* à la terre était particulièrement précaire et réversible, de par la dépendance totale au conjoint *ejidatario*, puis aux enfants. On notera ici qu'*a contrario* les hommes pouvaient être dotés de terres en tant que célibataires ; leur statut marital n'avait aucune incidence sur leurs droits fonciers.

C'est en 1971 que le Mexique établit une égalité de droits entre hommes et femmes face à la dotation de terres *ejidales*. Il est le premier pays latino-américain à le faire (Deere, León, 2000 : 93). Cette égalité existe certes en droit, mais ne présuppose pas une égalité dans la pratique, une égalité d'accès effectif. Cette ouverture des droits d'accès à la terre aux femmes intervient d'ailleurs à un moment où les dotations (redistributions) de terres *ejidales* sont en net recul au niveau national (pour s'arrêter ensuite définitivement en 1992¹³), et par ailleurs ne vient pas nécessairement reconfigurer en profondeur les dynamiques internes aux familles.

¹³ Chapitre IV : « Une ruralité post-agricole ? Processus de “désagrarisation” et d’“individualisation” à l'*ejido* El Edén ».

L'*ejido* El Edén ne constitue pas une exception : la dotation des terres bénéficie quasi exclusivement aux hommes de la génération des parents des Egos. Dans notre échantillon, nous recensons 11 *ejidatarios*. Ils reçoivent leur terre en 1946 en moyenne, alors que deux femmes seulement l'hériteront — de la part d'une sœur pour l'une, de l'époux décédé pour l'autre (voir *supra*) — 14 années plus tard, en 1960 (figure n°2). Au niveau national, les femmes représentaient 17,2 % des *ejidatarios* entre 1956 et 1994 (Deere, León, 2000 : 98), elles sont 15,3 % dans notre échantillon.

Figure n°2. Propriétaires de droits *ejidaux* (*ejidatarios*) pour la génération des parents d'Ego, résidant ou non à El Edén (en effectifs)



Sources : généalogies, travail de terrain, 2014.
Réalisation : Rinaldy, 2015, fait avec GenoPro, SPSS et Inkscape.

I.1.3. La transmission des droits fonciers

En milieu rural « l'héritage de la terre est une condition fondamentale pour la reproduction du foyer, l'accès à la terre est ce qui garantit la continuité de l'unité de production et reproduction entre les générations »¹⁴ (Deere, León, 2000 : 326). Elle fait aussi l'objet d'une normativité très stricte.

Ce sont alors les droits *ejidaux* qui se transmettent (voir plus loin le récit de Guillermo). Cet aspect changera avec la Réforme de 1992 (voir chapitre IV). Le choix de l'héritier revenait en général au père puisque c'est lui qui avait été majoritairement doté de terres. Selon la loi agraire, au moment de recevoir ses terres *ejidales*, l'*ejidatario* devait désigner ses successeurs.

¹⁴ « la herencia de la tierra es una condición fundamental para la reproducción del hogar, pues el acceso a la tierra es lo que garantiza la continuidad de la unidad de producción y reproducción entre las generaciones » (Deere, León, 2000 : 326).

En théorie, ce sont les droits *ejidaux* qui se transmettent et un seul membre de la famille peut en bénéficier. Il doit être reconnu par l'assemblée *ejidale*. En pratique, le père pouvait diviser sa parcelle à l'ensemble de ses enfants et faire une demande à l'assemblée pour qu'ils soient dotés de droits agraires. Ce mécanisme a favorisé le parcellement de la terre.

Résultat : en 2007, le Chiapas était le deuxième État dénombrant le plus d'*ejidatarios* et de *comuneros*, après Oaxaca, et en ce qui concerne la superficie il n'apparaît qu'à la neuvième place. Si au niveau national la moyenne est de 25 hectares par *ejidatario*, elle est de 12 au Chiapas (tableau n°1). Pour notre échantillon d'étude, le nombre d'hectares par *ejidatario* est divisé par deux d'une génération à une autre, passant de 7,77 hectares pour la génération des parents d'Ego (née en moyenne en 1929) à 3,95 hectares pour la génération des Egos (née en moyenne en 1956) et trois hectares pour les *posesionarios* (généalogies familiales, 2014). En somme, de plus en plus d'*ejidatarios* pour de moins en moins de terres à cultiver.

Tableau n°1. Total des *ejidos* et *ejidatarios* par État (en effectifs et hectares), 2007

	Nombre d' <i>ejidos</i> et <i>comunidades</i>	Rang	Nombre d' <i>ejidatarios</i> , <i>comuneros</i>	Rang	Superficie total (en hectares)	Rang	Hectares/ <i>ejidatarios</i>
Mexique	31 514		4 210 830		105 948 306,16		25,16
Chiapas	2 823	2	351 933	2	4 440 837,31	9	12,62
Oaxaca	1 632	4	566 401	1	8 621 855,83	2	15,22
Veracruz	3 684	1	294 675	5	3 011 704,20	16	10,22
San Luis Potosi	1 421	7	153 092	9	4 194 487,12	10	27,40
Chihuahua	987	15	107 187	15	10 374 583,21	1	96,79

Source : INEGI, Censo Agropecuario 2007, IX Censo Ejidal, Mexique.

I.1.4. Les « héritières résiduelles »

La liberté testamentaire est totale et ne stipule pas de préférence entre les sexes¹⁵ (Deere, León, 2000 : 335). Mais dans les faits, ce sont les fils qui héritaient en priorité des droits fonciers¹⁶ — on note une fois encore le hiatus entre ce qui peut se faire (les droits) et ce qui se fait effectivement dans la pratique (l'accès concret). Or la première dotation de terres avait lieu lorsque les premiers *ejidatarios* étaient encore jeunes. Beaucoup des descendants potentiels n'étaient pas même nés lorsque la liste des successeurs (pas plus de trois) devait être établie. Bien que cette liste pût être changée, peu le faisaient et la succession en faveur du premier fils (*primogenito*) s'est souvent imposée à l'usage (Arias, 2009).

¹⁵ Quand par exemple les codes civils du Brésil et du Chili stipulent l'égalité des enfants pour les droits de succession.

¹⁶ Pour les exceptions, voir notamment Alberti, 1998.

À l'*ejido* El Edén pour la génération des Egos, les *ejidatarios* n'étaient pas nécessairement les premiers-nés de la fratrie (tableau n°2). C'est l'autre modalité de succession à l'œuvre en Méso-Amérique¹⁷, qui consiste à désigner le dernier enfant (*xocoyote*) comme le principal successeur, considéré comme le plus apte à s'occuper de la terre, puis des parents lors de leur vieillesse et jusqu'à leur mort (Robichaux, 2007a, 2007b). Ici, au sein des huit familles, ce sont les deuxième ou troisième fils qui semblent avoir reçu en priorité la terre surtout parce que, comme stipulé plus haut, tous leurs frères n'étaient pas encore nés au moment d'établir la liste de succession.

Le principe s'appliquait également aux filles (Deere, León, 2000 : 326) — nous recensons un cas dans notre échantillon. Mais les *ejidatarias* sont plus souvent les aînées (trois sur cinq cas recensés) (tableau n°2). Dans ces familles, ce sont les filles aînées qui héritent des droits *ejidaux* parce qu'elles n'étaient pas dotées d'héritiers masculins soit par absence pure et simple de frères, soit parce qu'ils étaient encore très jeunes au moment de recevoir les terres.

De leur côté, les filles exclues de l'héritage foncier partaient vivre le plus souvent dans le foyer paternel de leur époux (virilocalité) (Deere, León, 2000 ; Robichaux, 2007a, 2007b).

Tableau n°2. *Ejidatarios* de la génération des Egos selon le rang de la fratrie et le sexe (en effectifs)¹⁸

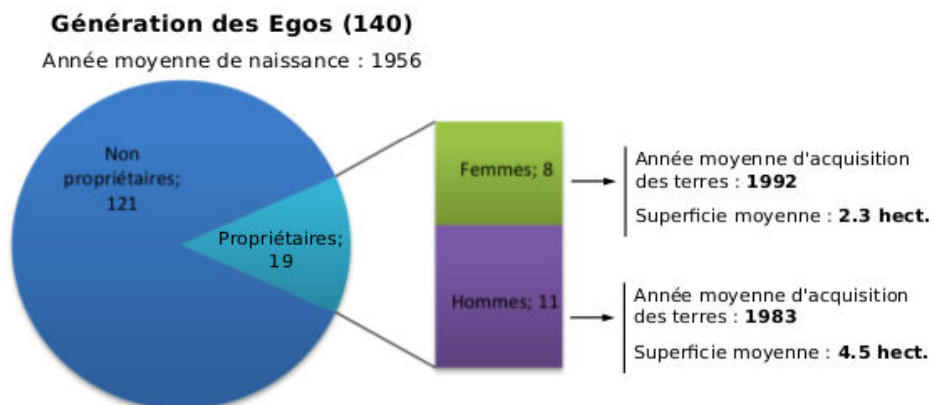
Rang dans la fratrie	Femmes	Hommes	Total
1	3	0	3
2	0	4	6
3	0	4	4
4	0	1	2
5	0	1	1
6	1	0	2
Inconnu	1	0	1
Total	5	10	19

Pour la génération des Egos, les hommes avaient en moyenne 4,5 hectares de terres *ejidales*, dont ils ont été propriétaires des droits dès le début des années 1980 (1983) ; alors que les femmes avaient moitié moins, 2,3 hectares, près de dix années après leurs homologues masculins (1992) (figure n°3).

¹⁷ La Méso-Amérique, zone culturelle relativement homogène de l'Amérique pré-colombienne, s'étend du Costa Rica, incluant toute l'Amérique centrale, jusqu'au nord du Mexique.

¹⁸ Source : enquête de terrain, généalogies, 2014.

Figure n°3. Propriétaires de droits *ejidaux* (*ejidatarios* et *posesionarios*) pour la génération des Egos, résidant ou non à El Edén (en effectifs)



Sources : généalogies, travail de terrain, 2014.
Réalisation : Rinaldy, 2015, fait avec GenoPro, SPSS et Inkscape.

En ce sens, les femmes ont certes plus grandement accès à la terre que la génération précédente (huit contre deux) ; quand la proportion d'hommes reste stable. Mais là encore elles en bénéficient plus tardivement et en quantité moindre. Si les inégalités prennent de nouvelles formes, elles subsistent assurément. Ainsi dans les archives agraires de l'*ejido*, en 2001, les *ejidatarios* étaient encore en majorité des hommes (58 contre 21, soit près de 66 % de l'ensemble des *ejidatarios*) (tableau n°3). Et ce sont eux qui ont le droit de vote à l'assemblée *ejidale* (nous y reviendrons le chapitre IV).

Pour Deere et León, les femmes sont les « héritières résiduelles » (2000 : 336) des terres *ejidales* de leurs parents. Elles la reçoivent s'il n'y a pas d'autres héritiers et le nombre d'hectares reçu est inférieur à celui de leurs frères.

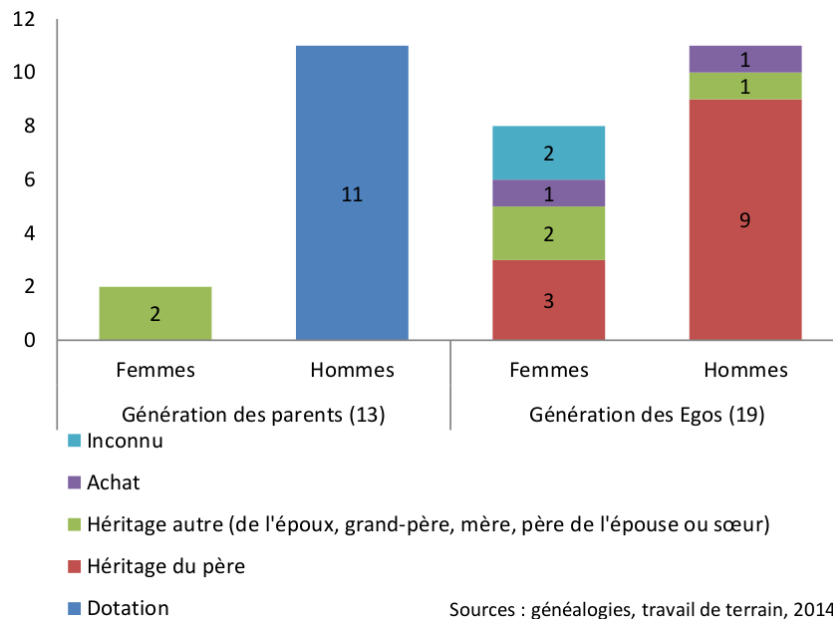
Dans tous les cas de figure, l'héritage de la terre était le lit de nombreux conflits familiaux entre père et enfants, car, même si la provenance des terres tend à se diversifier, c'est le père qui continue à choisir en majorité le principal héritier des terres (figure n°4). Nous verrons en effet dans la section suivante, à travers des cas ethnographiques précis combien hériter de la parcelle *ejidale* pouvait faire l'objet de tensions, de luttes, d'inégalités ou au contraire de consensus qui diffèrent d'un individu à un autre, d'une famille à une autre.

Tableau n°3. Année moyenne de naissance des *ejidatarios* et des *posesionarios*

		Femme	Homme	Total
<i>Ejidatario</i> (inconnu : 9)	Effectifs	21	58	79
	Année moyenne de naissance	1943	1945	1944
	Minimum	1926	1912	1912
	Maximum	1965	1981	1981
<i>Poseionario</i> (inconnu : 27)	Effectifs	29	48	77
	Année moyenne de naissance	1959	1962	1961
	Minimum	1928	1927	1927
	Maximum	1979	1981	1981
Total (inconnu : 37)	Effectifs	50	106	156
	Année moyenne de naissance	1952	1952	1952
	Minimum	1926	1912	1912
	Maximum	1979	1981	1981

Source : Archives agraires, Ejido El Edén, 2001.

Figure n°4. Acquisition de la terre pour les générations des parents des Egos et des Egos (en effectifs)



Sources : généalogies, travail de terrain, 2014.

Si le support de l'*ejido* s'impose au cœur de ces familles (lieu de résidence, terres dotées et héritées), les protections qu'il octroie n'existent qu'à travers ceux qui les portent. Or, ces protections ne s'appliquent pas indistinctement à tous les membres de la famille. Comme ces graphiques nous le démontrent, une seule personne se présente comme l'alpha et l'oméga de ladite institution : le père-*ejidatario*. C'est lui qui détient les droits et c'est lui qui choisit qui en bénéficiera : « L'honneur de l'homme paysan résidait dans le fait de posséder et travailler la terre pour maintenir sa famille ; ainsi les droits de propriété se convertissaient en un

élément indispensable pour atteindre un statut de respect »¹⁹ (Torres-Mazuera, 2009 : 462). C'est aussi lui le principal pourvoyeur économique du foyer (voir *infra*).

En outre, cet accaparement du pouvoir familial et social par les hommes tend à être perçu comme « naturel » précisément parce qu'il est dicté et légitimé par le règlement de l'*ejido*. En ce sens, l'*ejido* contribue à construire l'image de la masculinité en milieu rural. Être socialement un homme c'est être *ejidatario*. Enfin, en régissant les règles de transmission des terres et en étant l'instance à laquelle on se réfère pour légaliser une situation, l'*ejido* occupe une place centrale dans les relations familiales.

I.2. La protection économique ou la très nette division sexuelle des espaces sociaux

Penchons-nous désormais sur ce que nous nommions dans le chapitre précédent « protection économique » (l'activité agricole) et son expression au sein des familles pour la génération des parents d'Ego dans leurs trajectoires laborieuses. Si l'homme-*ejidatario* est le pourvoyeur principal du foyer avec l'activité agricole, son épouse est engagée dans le travail domestique, également tout à fait central dans l'économie du foyer.

I.2.1. Le pourvoyeur principal du foyer et les « *amas de casa* » : la division sexuelle du travail au sein des familles

Si l'on s'attarde désormais sur les emplois et les secteurs occupés par les membres des généalogies de cette même génération, le constat est sans équivoque et la division sexuelle du travail très claire :

– aux hommes les activités agricoles de la parcelle (11) ou des *fincas* en tant qu'ouvrier agricole (2) ;

– aux femmes les activités domestiques (24) (figures n°5 et 6)²⁰.

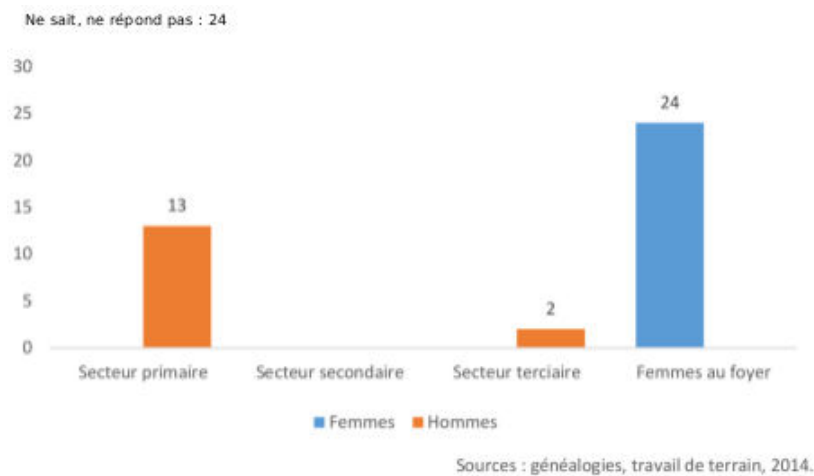
¹⁹ « *El honor del hombre campesino residía en poseer y trabajar la tierra para mantener a su familia; de ahí que los derechos de propiedad se convirtieran en elemento indispensable para alcanzar un estatus de respeto* » (Torres-Mazuera, 2009 : 462).

²⁰ Pour les types d'activités exercés en milieu rural avant la Révolution de 1910, voir par exemple Arias, 2009 : 66-72.

Figure n°5. Catégories socioprofessionnelles pour la génération des parents d'Ego (en effectifs)



Figure n°6. Secteurs d'activités pour la génération des parents d'Ego (en effectifs)



Il y a donc une dissociation claire entre l'espace productif d'une part, lié à la figure de l'*ejidatario*, connecté au marché, à la sphère publique et politique de l'*ejido*, source de pouvoir et de prestige sociale, et d'autre part l'espace reproductif du travail non rémunéré et dont l'existence sociale est circonscrite aux portes du foyer.

Cette répartition est, au-delà de la division sexuelle des tâches, le reflet d'un déséquilibre profond des relations de pouvoir au sein des familles (figure n°7) :

« La division sexuelle du travail a pour caractéristiques l’assignation prioritaire des hommes à la sphère productive et des femmes à la sphère reproductive ainsi que simultanément la captation par les hommes des fonctions à forte valeur ajoutée (politiques, religieuses, militaires, etc.). Cette forme de division sociale a deux principes organisateurs : le principe de séparation (il y a des travaux d’hommes et des travaux de femmes) ; le principe hiérarchique (un travail d’homme « vaut » plus qu’un travail de femme). » (Kergoat, 2001 : 64)

En somme, le destin professionnel des hommes et des femmes de cette génération était principalement déterminé par la structure institutionnelle et économique alors en place dans le milieu rural : l’*ejido* et le travail agricole.

Figure n°7. Division sexuelle du travail au sein des familles *ejidales*²¹

Espace productif / <i>Ejidatario</i>	Espace reproductif / <i>Ama de casa</i>
Sphère publique	Sphère domestique
Activités agricoles et politiques	Tâches de <i>care</i>
Rémunération économique	Absence de rémunération économique
Droits et garanties ejidales	Droits et garanties familiales
Visibilité sociale et politique	Absence de visibilité sociale et politique

I.2.2. Le travail domestique dans sa relation au travail agricole : « le travail de l’épouse »

Il peut sembler surprenant d’avoir fait apparaître la catégorie socioprofessionnelle de « femme au foyer » — « *ama de casa* » en espagnol, c’est-à-dire littéralement « maîtresse de maison » — dans les généalogies. Le travail domestique est peu reconnu au niveau des femmes elles-mêmes, des familles, de la communauté, mais aussi à l’échelon institutionnel. L’Institut national de statistiques mexicain (INEGI) ne prend par exemple pas en compte les femmes au foyer dans le décompte statistique de la population active ; elles font partie de la population inactive²². J’ai de mon côté voulu que cette catégorie apparaisse dans le travail des personnes interrogées pour deux raisons principales.

²¹ Tableau inspiré, retravaillé et adapté au contexte de l’*ejido* à partir de celui proposé par Aguilar Idáñez (2010 : 26).

²² Il en va d’ailleurs de même en France avec l’INSEE.

D'abord parce qu'en Amérique latine, dès la fin des années 1980, de nombreuses études se sont appliquées à montrer à quel point le travail domestique des femmes est tout à fait fonctionnel à la reproduction des familles et à la production agricole (voir introduction). Mais plus qu'une opposition entre deux sphères et au-delà de la séparation emblématique publique/privée — tel que le tableau de la figure n°7 tend à la représenter —, ces études nous invitent à penser les activités laborieuses dans une perspective relationnelle au sein des familles. Le travail des hommes ne peut exister sans celui des femmes, et celui des femmes est profondément conditionné par celui des hommes, lié aux activités agricoles de la parcelle. Il s'agit donc de ne pas opposer ces deux sphères et de ne pas entrer dans un face à face aride hommes/femmes, mais bien de montrer en quoi elles sont intimement liées et se construisent l'une en fonction de l'autre.

En ce sens, dans le cas des familles rurales, au-delà des activités complémentaires au travail de la parcelle dans l'espace domestique — préparer les *tortillas* de maïs et la nourriture de la journée, s'occuper des enfants et de la maison, des animaux et des plantes pour la consommation familiale — les femmes se chargeaient aussi des tâches que faisaient les *peones*, rémunérés pour cela : semer, élaguer la parcelle, cueillir (Arias, 2009 : 77). Toutes ces tâches ont la caractéristique d'être non rémunérées, ce qui pour l'*ejidatario* signifiait aussi économiser le salaire d'un ou de plusieurs *peones* (Arias, 2003 : 31). Les femmes ne sont donc pas exclues du travail de la terre, mais bien du fait de pouvoir posséder son usufruit et en grande part exclues des droits de succession, comme nous le développons précédemment.

Lorsque j'interrogeais les femmes et les hommes sur le travail exercé par leurs mères, on me répondait souvent dans un premier temps qu'elles ne faisaient rien. Puis, après quelques insistances, la réponse s'imposait comme une évidence : « Elle aidait mon père » ; « elle faisait le travail de l'épouse »²³ ; « Ma mère était l'épouse d'un *ejidatario* ! »²⁴. Tout était dit : son existence sociale et son travail se construisaient en fonction de celui de l'époux. C'était le « travail de l'épouse ».

Si on parle souvent de l'invisibilité de ce travail, et en premier lieu pour les femmes elles-mêmes, il me semble que nous pouvons aller plus loin encore dans l'analyse. Ce n'est pas qu'elles n'ont pas conscience que ces tâches domestiques sont un travail, mais bien que ce travail soit inhérent à leur condition de femme, il devient en quelque sorte un attribut social du féminin. Cette naturalisation (Federici, 2013) du travail domestique, liée également à son

²³ Entretien avec Marcela, réalisé le 15.06.2014, à El Edén.

²⁴ « *Era esposa de un ejidatario.* », entretien avec Marcela, réalisé le 15.06.2014, à El Edén.

absence de rémunération²⁵, implique donc non pas seulement une division sexuelle du travail, mais aussi une dimension plus subjective (Kergoat, 2001 : 64) quant à la construction des identités sociales de sexe. Être femme, c'est *de facto* devoir réaliser les tâches domestiques du foyer — et cela implique d'ailleurs une socialisation particulière. En d'autres termes, se construire socialement comme femme dans le contexte de l'*ejido* c'était devenir une travailleuse domestique au sein de son propre foyer.

En ce sens, Hedda, par exemple, m'avait raconté au début de son récit de vie qu'elle ne travaillait pas lorsqu'elle s'était mariée. Puis, au cours de l'entretien, elle me confie finalement à l'évocation de sa belle famille : « Ils étaient un peu... Énervés. Parce que... Je pense, moi, qu'ils croyaient que je ne m'occupais pas de leur fils parce que je travaillais. [...] Et oui, la vérité, je travaillais »²⁶. Le travail domestique constituait donc aussi une obligation morale pour les femmes. Ne pas tenir ce rôle au sein de la famille, c'était aussi s'exposer à l'opprobre de la communauté.

²⁵ C'est précisément parce que le travail domestique est perçu comme naturel qu'il n'est pas ou peu valorisé. Alors même que, comme tout autre travail, l'on pourrait étudier les qualifications acquises tout au long de la vie d'une femme et la socialisation particulière dont elles font l'objet pour le réaliser.

²⁶ Entretien avec Hedda, réalisé le 06.07.2012, à El Edén.

II. Grandir au sein du premier support familial : apprendre à devenir socialement un homme, une femme

Dans une perspective plutôt descriptive, à un niveau mésosociologique, nous avons esquissé les contours des premiers supports familiaux à partir des huit généalogies recueillies et montré en quoi l'*ejido* les a profondément configurés : avec notamment un accès à la terre donné en priorité aux hommes et une nette division sexuelle du travail. En ce sens, l'*ejido* contribue à construire les rôles masculins en milieu rural et en creux féminins pour la génération des parents des Egos : être socialement un homme au sein de ces familles, c'est être *ejidatario*, avoir une terre et la cultiver ; une femme, c'est être « l'épouse d'un *ejidatario* ! », pour reprendre l'expression de Marcela. Tâchons désormais de mettre concrètement en lumière le vécu des enquêtés au sein de ces premiers supports familiaux. Comment grandit-on dans ces familles ? Et qu'est-ce que signifient alors être fils ou filles d'*ejidatario* ?

Cette partie se structure en deux temps. Il s'agira d'abord de comprendre comment l'histoire familiale a été relatée par mes interlocuteurs et ce que ces modalités narratives disent des supports familiaux. On ne raconte pas de la même manière sa famille selon les façons dont elle a été vécue. Il s'agira ensuite d'entrer dans les récits de l'enfance de six personnes rencontrées à El Edén. Nous plongerons alors dans six histoires familiales. Elles diffèrent les unes des autres, pourtant la trajectoire de l'un nous permettra de mieux comprendre celle des autres, ou de les éclairer sous un jour nouveau, car un certain nombre d'éléments de leurs parcours se font écho. Je rappelle ici²⁷ que je ne qualifie pas ces six récits strictement comme des « idéaux types » au sens wébérien du terme. De manière non exhaustive, ils contribuent à illustrer l'ambivalence et la diversité des trajectoires possibles en tant que fils ou filles de la première génération d'*ejidatarios*. Il s'agit en ce sens plus de « cas ethnographique »²⁸, tel que défini par Florence Weber, dont l'analyse permet d'expliquer « chaque cas singulier comme le croisement de multiples histoires collectives ; la comparaison des cas permet d'établir ensuite les domaines de validité de ces histoires collectives et la probabilité de leur intersection » (Weber, 2013 : 36).

²⁷ Voir introduction générale.

²⁸ « comme on dit des cas cliniques » (Weber, 2013 : 37).

II.1. Une mémoire familiale différenciée : ne pas se souvenir de la même famille

Nous découvrirons comment mes interlocuteurs se souvenaient de leur famille. L'élaboration des généalogies au moment de l'enquête révèle à quel point les institutions de l'*ejido* et familiales étaient intimement entrelacées : s'immiscer dans l'histoire de la famille, c'était entrer dans l'histoire de l'*ejido* et réciproquement. Cependant, cette mémoire généalogique diffère selon qu'elle est construite à partir des Egos masculins ou féminins. Selon que l'on soit homme ou femme, on ne se souvient pas, on ne parle pas de la même famille, précisément parce qu'on en a un usage social tout à fait différent. Comprendre les façons de dire la famille, c'est aussi comprendre ce qui compte au sein de celle-ci.

II.1.1. L'histoire de l'*ejido*, c'est l'histoire familiale et réciproquement : quand l'enracinement territorial est aussi un enracinement familial

Au moment de faire leur généalogie, mes interlocuteurs évoquaient tous une génération au-dessus d'eux ; mais la mémoire de leurs, souvent nombreux, oncles et tantes leur échappait (la collatéralité). Ils peinaient également à se souvenir de leurs grands-parents et, de la même manière, la collatéralité (les frères et sœurs des grands-parents) n'était jamais connue avec finesse. Personne n'a pu remonter le temps familial au-delà des grands-parents, qui jouaient bien un rôle butoir²⁹ dans leur mémoire. Si je la compare aux résultats obtenus par Sara Lara Flores ou Béatrix Le Wita — dans des contextes, certes, forts différents³⁰ — la mémoire généalogique des familles interrogées au sein de l'*ejido* El Edén n'était donc ni très précise, ni très étendue, ni très lointaine ; elle était tout à fait partielle.

Dans son article, Sara Lara (2010) fait état d'une généalogie comprenant 123 individus, répartis sur cinq générations et organisés en 25 unités domestiques. Dans notre cas d'étude, sur les huit généalogies réalisées, les enquêtés ont cité entre 50 et 70 parents, et comptaient entre 13 et 25 unités domestiques (tableau n°4). On est bien en dessous des chiffres précédents. Par ailleurs, l'ensemble des généalogies fait état de manière précise de trois générations (les parents, Ego et les enfants). La génération des grands-parents n'était jamais évoquée avec précision, les informations y étaient alors partielles et l'histoire familiale semblait commencer plus franchement à partir des parents d'Ego, en excluant les oncles et les

²⁹ Voir II.2.1. du chapitre I : « Remonter le temps à travers les mémoires familiales ».

³⁰ *Idem*.

tantes. Enfin, la réalisation des généalogies a été particulièrement fructueuse en termes de collecte de données pour la génération d'Ego — Ego, ses collatéraux (frères/sœurs) (les cousins/cousines de cette génération sont peu évoqués) — et pour celle de ses enfants — enfant et neveux/nièces — avec respectivement 140 et 198 personnes recensées (tableau n°4).

Tableau n°4. Savoir familial : échantillon par générations, 2014³¹

	Effectifs	Année moyenne de naissance
Génération des grands-parents	22	--
Génération des parents	63	1929
Génération des egos	140	1956
Génération des enfants	198	1984
Génération des petits-enfants	52	2003
Génération des arrière-petits-enfants	1	2014
Total	476	1973

Figure n°8. Généalogies des huit familles et unités domestiques, 2014³²

Familles	Chefs famille	Egos	Unités domestiques
Famille 1	Femme	Leona	19
Famille 2	Homme	Francisco	20
Famille 3	Femme	Consuelo	16
Famille 4	Homme	Guillermo	13
Famille 5	Homme	Alvaro	20
Famille 6	Femme	Amaya	17
Famille 7	Femme	Marcela	28
Famille 8	Homme	Lucio	13

Il me semble que cette mémoire fragmentaire s'explique par la conformation de l'*ejido*. Les parents étaient originaires de bourgades non loin de l'actuel village et travaillaient pour les *fincas* de café, comme *peones*. C'est en 1943 qu'une trentaine de familles sont dotées de terres *ejidales* et viennent créer El Edén³³. Les *peones* deviennent alors *ejidatarios* et « fondateurs de l'*ejido* », comme ils les appelaient. Beaucoup n'auront plus de contact avec leurs familles d'origine : leurs frères et sœurs (oncles et tantes d'Egos) qui ont également migré vers d'autres *ejidos* ou qui sont restés *peones* dans le lieu d'origine.

C'est en ce sens que les personnes que j'ai interrogées ont une mémoire mutilée des grands-parents et peu étayée de leurs oncles et tantes. La verticalité de la famille est ainsi réduite.

³¹ Source : enquête de terrain, généalogies, 2014.

³² *Idem*.

³³ Voir chapitre II : « De *peon* à *ejidatario*, de l'insécurité aux protections sociales : la structuration territoriale du Soconusco, la construction d'un ancrage local ».

L'histoire familiale pour Ego commence avec celle de ses parents. Leur « enracinement familial » (Sagnes, 2004 : 34) est intimement lié à leur enracinement spatial. L'histoire familiale débute avec l'établissement du village, avec ses fondateurs — leurs parents — et laisse de côté l'histoire antérieure, non liée à l'*ejido*.

La centralité de l'*ejido* dans l'histoire familiale et l'affiliation symbolique perdure donc pour cette génération. La génération précédente est celle qui a dirigé le processus de création de l'*ejido* ; ce sont eux qui sont finalement à l'origine de l'organisation *ejidale* telle qu'elle existe encore aujourd'hui et à laquelle on continue de se relier.

I.1.2. « Les historiennes de la famille »

Pourtant, les hommes et les femmes ne se souviennent pas de la même manière des membres de leur famille. Comparons maintenant les savoirs généalogiques des quatre Egos féminins avec celui des quatre Egos masculins.

Les femmes parlent en général plus de leurs grands-parents (16 occurrences contre six pour les hommes), de leurs parents, oncles et tantes (37 contre 26) et très nettement de leurs enfants, neveux et nièces (116 contre 82). En revanche, les occurrences sont quasi équivalentes pour leurs collatéraux, ceux de leur génération (71 contre 69) (tableau n°5).

Ne serait-ce pas ici l'organisation hiérarchique de la famille qui transparait ? Et le rôle de *care*³⁴ assigné aux femmes envers les générations antérieures et celles à venir ? Je laisse ces questions en suspens ici, nous prendrons le temps d'y revenir plus longuement dans les développements suivants à travers les exemples ethnographiques. Contentons-nous pour le moment de souligner à quel point elles illustrent pleinement la dimension subjective de la famille, dont l'usage social et les sphères de compétences (Ariza, Oliveira, 2001 : 24)³⁵ diffèrent selon les places occupées et assignées à son sexe. Le savoir généalogique semble ici se construire socialement comme un savoir alloué en priorité aux femmes. Comme l'écrivait Richard Hoggart, à propos des classes populaires anglaises, elles sont « les historiennes de la

³⁴ La notion de *care* désigne le fait de prendre soin de quelqu'un dans sa dimension affective (elle est une disposition) et matérielle (elle est aussi une activité concrète). De nombreuses études se sont développées pour analyser l'expression de ce *care*, en général assignée aux femmes, tant dans la sphère domestique que professionnelle. Voir notamment : PAPERMAN Patricia, LAUGIER Sandra (dir.), *Le souci des autres. Éthique et politique du care*. Paris : EHESS, coll. « Raisons pratiques », 2011.

³⁵ *Esferas de competencia* : « espacios de poder que en función del género se delimitan, y caracterizar las formas por las que se legitima, negocia o impone la autoridad familiar. » (Ariza, Oliveira, 2001 : 24).

famille » (Hoggart, 1991 : 42), précisément parce qu'elles sont au service de la parenté (Kergoat, 2001 : 64). Elles en ont l'expérience pratique et quotidienne³⁶.

Ainsi, la division sexuelle ne s'applique pas simplement aux tâches domestiques ou dans la sphère professionnelle, mais aussi au savoir généalogique, qui en est le reflet et le prolongement.

Tableau n°5. Savoir généalogique : échantillon selon le sexe d'Ego, 2014³⁷

	Les Egos masculins					Les Egos féminins				
	Lucio	Francisco	Alvaro	Guillermo	Total	Leona	Amaya	Marcela	Consuelo	Total
Génération des grands-parents	0	2	4	0	6	4	2	6	4	16
Génération des parents	10	6	8	2	26	19	2	10	6	37
Génération des egos	23	14	20	12	69	10	21	23	17	71
Génération des enfants	15	25	14	28	82	26	33	30	27	116
Génération des petits-enfants	5	8	6	11	30	7	1	9	5	22
Génération des arrières petits-enfants	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Total	53	55	52	53	213	66	59	79	59	263

I.1.3. Le point de vue de la mère, le point de vue du fils : l'appartenance quotidienne, l'appartenance symbolique

Pourtant l'analyse qualitative du contenu des récits de vie permet de nuancer l'expression d'Hoggart. Les femmes sont « les historiennes de la famille » certes. Elles ont en effet un savoir généalogique quantitativement plus important que celui des hommes. Mais, de leur côté, quels types d'historiens se font les hommes au sein de ces familles ?

Si nous comparons de manière quantitative les thématiques abordées lors des entretiens (récits de vie), les narrations faites au féminin semblent là encore plus copieuses à propos de la famille, elles y consacraient entre 10 et 24 % de l'entretien, quand les récits masculins y dédient entre 2 et 12 % de l'entretien (figure n°9 et n°10).

Nota bene : Ces pourcentages sont à manipuler avec précaution. Il faut prendre en compte les configurations dans la réalisation de l'entretien (l'interaction avec le chercheur, le jour, le lieu, etc., voir chapitre I) et les dispositions spécifiques de chacun face au récit de soi. Pourtant, j'ai décidé de présenter ces répartitions thématiques. Elles illustrent en effet les variations singulières de chaque narration. Ainsi, Leona parle plus du travail agricole parce qu'elle venait d'acquérir deux hectares avec l'aide de ses filles ; et Consuelo s'épanche plus longuement sur la vie politique de l'*ejido* parce qu'elle projetait de se présenter comme

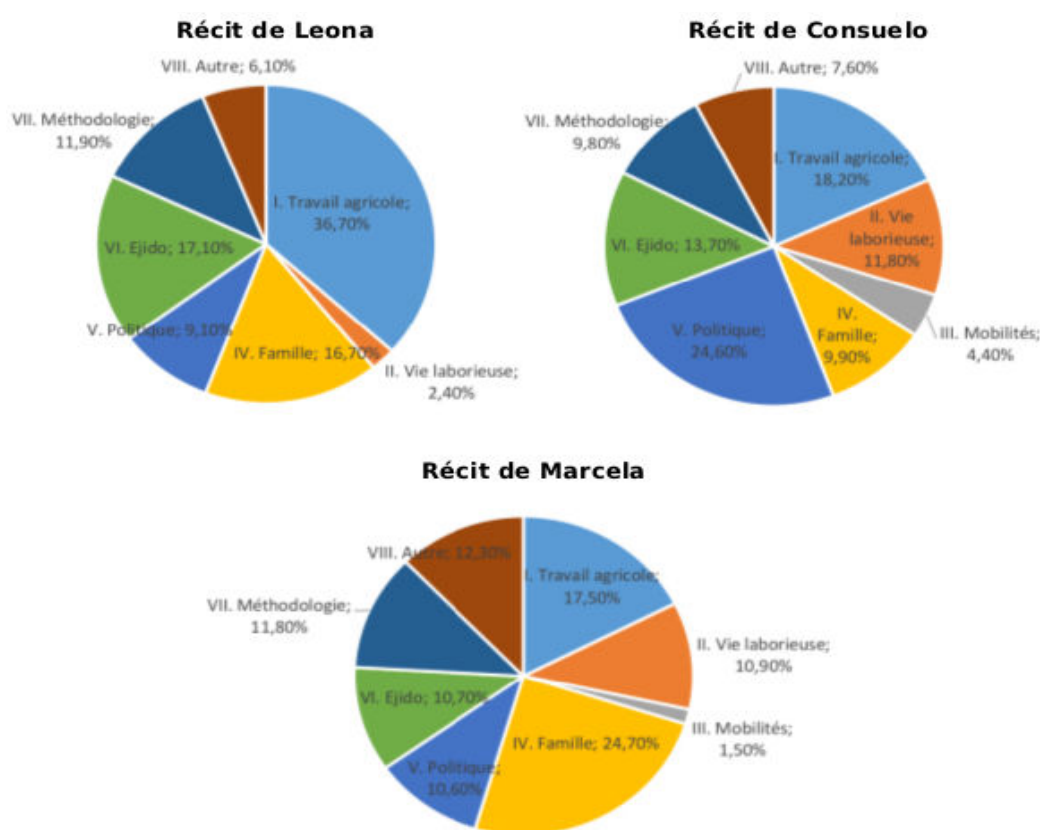
³⁶ C'est le « modèle de la maisonnée » (Weber, 2013 : 207-208).

³⁷ Source : enquête de terrain, généalogies, 2014.

comisariada ejidal pour la prochaine mandature. Mais elles permettent aussi de dégager les tendances et les invariances de l'histoire collective de l'*ejido*. Une fois encore, il faut les comprendre comme des « cas ethnographiques ».

Les récits féminins entraînent donc en général plus directement dans le détail de leur histoire familiale. Cette histoire familiale des femmes se centrait, non pas sur la famille dont elles étaient issues (sauf pour Consuelo, nous verrons les raisons ultérieurement), mais sur celle qu'elles avaient formée. L'histoire familiale était avant tout racontée depuis leur point de vue de mère et d'épouse, moins depuis celui de fille. Ainsi, les récits de l'enfance et de l'adolescence au féminin se font rares, contrairement à ceux de leurs homologues masculins.

Figure n°9. Répartition des thématiques au cours de trois récits de vie féminins enregistrés (en pourcentages)



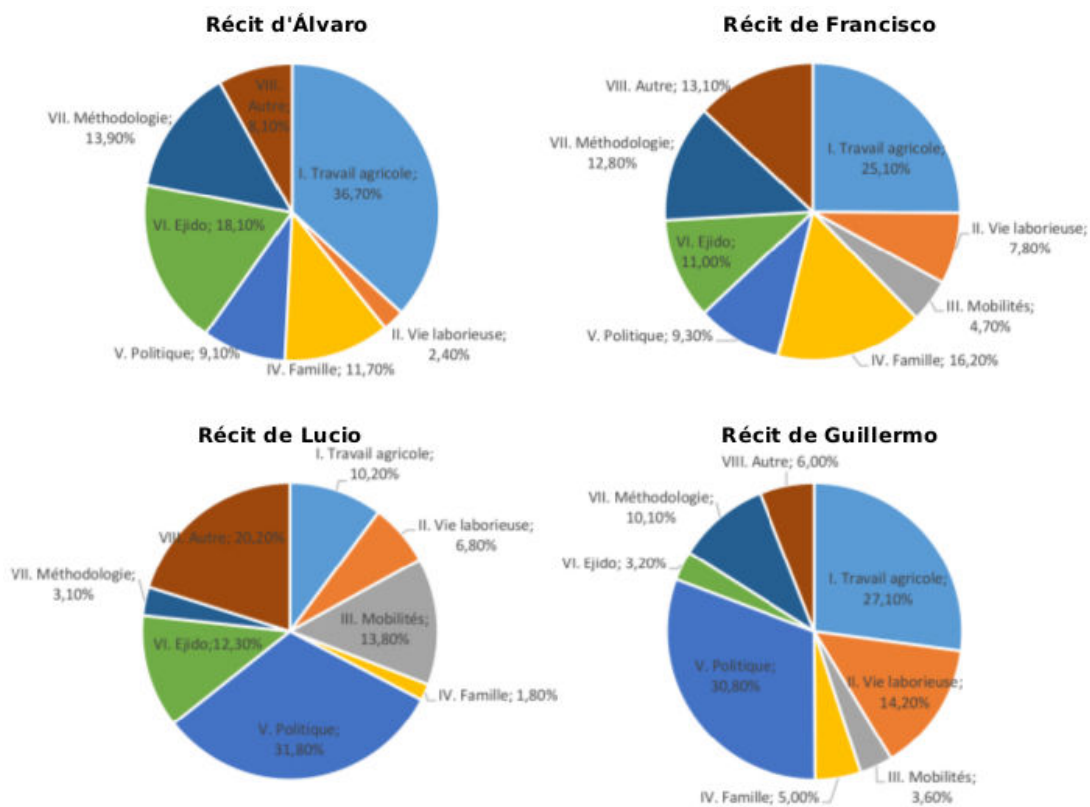
Sources : travail de terrain, récits de vie, 2012. Réalisation : A.Rinaldy, 2015, fait avec Sonal et Inkscape.

Pour les trajectoires masculines, les narrations se structuraient principalement autour du travail agricole. La thématique représentait entre 10 et 37 % de l'entretien enregistré. Le champ politique était aussi un sujet important des narrations, entre 9 et 30 % du récit (figure

n°10).

L'histoire familiale était abordée au début sous l'impulsion de ma première question (à propos de l'origine familiale ou du lieu de naissance, voir le premier chapitre à ce propos). Elle surgissait dans le récit lorsque la question de la terre et de son héritage était évoquée, que mes interlocuteurs l'aient reçue ou non. C'est à l'aune de cette bifurcation (recevoir ou non l'héritage du père) qu'ils mettaient en récit leur enfance et leur adolescence, et que se jouait leur identité d'homme au sein du village. Lorsqu'ils parlaient de leur famille, ils parlaient principalement de la famille d'origine, non pas celle qu'ils formeront comme pour les récits au féminin, mais celle dont ils étaient issus.

Figure n°10. Répartition des thématiques au cours de quatre récits de vie masculins enregistrés (en pourcentages)



Sources : travail de terrain, récits de vie, 2012. Réalisation : A.Rinaldy, 2015, fait avec Sonal et Inkscape.

Au moment de se souvenir de ses parents, c'est une mythologie, souvent approximative, autour de la Révolution et de la lutte pour la terre qui est alors sollicitée. Lucio est orphelin de père et de mère à l'âge de douze ans. Il en a peu de souvenirs. Lorsqu'il évoque la génération de ses parents, il relie son histoire à une histoire plus vaste. Il puise dans le discours national

autour de la Révolution pour compléter une affiliation d'abord défailante :

« Nos parents travaillaient dans différentes *fincas*, avec les *gringos*³⁸. Avant les *gringos* avaient les *fincas*. De là, ils ont commencé une lutte pour pouvoir enlever une part du terrain aux *finqueros*. Et cela a été possible à travers le gouvernement quand il y avait Emiliano Zapata. C'était lui, c'est lui qui a donné ces terres, qui a lutté pour ces terres. Zapata et Francisco I. Madero ont lutté pour que le paysan ait un morceau de terre. C'est comme ça que nos pères/parents ont gagné en 1943. »³⁹

Les parents de Lucio deviennent « nos parents », ceux de toute la communauté. Son « je » vient se fondre dans le « nous » du village. Il relie la dotation des terres *ejidales* et la création de l'*ejido*, qui s'est imposée davantage « par le haut » et par la première réforme agraire (cf. chapitre II), à la mythologie nationale et révolutionnaire autour des figures d'Emiliano Zapata et Francisco I. Madero (qui, précisons-le, ne se sont jamais rendus dans cette région et n'ont pas distribué de terres). Les fils des premiers *ejidatarios* du village se posent ainsi comme les légataires d'une « identité » paysanne et d'une lutte pour la terre. Si la mémoire familiale était parfois défailante, parcellaire, elle est ainsi relayée par un savoir commun des origines où les générations antérieures se sont battues pour la terre ; et peu importe si cette histoire s'est réellement déroulée ainsi. La mémoire familiale négocie alors avec l'histoire collective. La construction symbolique du village et de la famille deviennent indissociables.

À mon sens, dans la manière de présenter son histoire familiale à soi et aux autres, l'enjeu est ici avant tout de continuer à construire un lien symbolique fort avec la génération antérieure. Ce sont les hommes qui se chargeaient en priorité de rattacher leur histoire à la génération antérieure, aux pères fondateurs, à la lignée paternelle ; parce que ce sont les hommes qui recevaient majoritairement les terres de la part des pères. Cet héritage n'est donc pas que matériel, il est aussi symbolique.

³⁸ Désigne de manière péjorativement les états-uniens et souvent par extension les personnes de nationalité étrangère.

³⁹ « *Nuestros padres trabajaban en diferentes fincas, con gente gringa. Antes los gringos tenían las fincas. De ahí ellos emprendieron una lucha para poder quitarles una parte de terreno a los finqueros. Y así se dio a través del gobierno cuando estaba Emiliano Zapata. Él fue, el que dono estas tierras, lucho por estas tierras. Antes, antes la lucha de Zapata y Francisco I. Madero. Ellos lucharon para que el campesino tuviera un pedazo de tierra. Es así como ellos, nuestros padres, ganaron en el 1943.* », entretien avec Lucio, réalisé le 08.06.2012, à El Edén.

Si les femmes sont les historiennes de la famille, leur savoir historique porte sur l'histoire quotidienne et pratique. De leur côté, les hommes, qu'ils aient reçu la terre ou non, se chargent de l'histoire symbolique (et légitime ?), de celle qui relie les vivants aux morts. Les unes se chargent de l'appartenance quotidienne, les autres de l'appartenance symbolique.

En somme, le savoir généalogique des populations étudiées révèle l'usage social différencié qui est fait de la famille et non les capacités mémorielles des individus (Le Wita, 1988 : 142)⁴⁰. Il serait désormais intéressant de réaliser les généalogies avec la génération des enfants des Egos : ont-ils encore cette perception de la famille *ejidale* ? Comment se construit leur savoir généalogique, à partir de quelle institution ? La permanence de la filiation symbolique à l'*ejido* subsiste-t-elle pour cette génération ? Cette division sexuelle des savoirs généalogiques se poursuit-elle ?

II.2. Des enfances au masculin

Immisçons-nous désormais dans l'enfance et l'adolescence de Francisco, Lucio, puis de Guillermo. Comme nous l'évoquions plus haut, raconter son histoire familiale pour les hommes, c'était raconter l'histoire familiale dont ils étaient issus et le processus de réception de la terre, que l'héritage ait lieu ou non. Les récits viennent cependant nuancer l'imaginaire d'une succession qui se ferait de père en fils de façon linéaire, sans heurt, où ce dernier hériterait de tous les « privilèges », où être le fils c'est nécessairement être « le dominant » de l'histoire familiale. Bien qu'elle soit différente et certainement plus ouverte que celle des filles, cette place est aussi soumise à des rapports de force, des ressources et des sentiments inégaux dans la hiérarchie familiale. Si les Egos sont par la suite tous devenus *ejidatarios*, ils ont aussi pu être dans un premier temps exclus du support familial soit parce que celui-ci était vulnérable et précaire, soit parce qu'inégalitaire. Nous verrons comment, à chaque fois, l'enjeu pour ces narrativités masculines est de se construire/reconstruire en tant qu'homme dans son rapport à la terre héritée ou non.

⁴⁰ « Dans notre société comme dans d'autres, les diverses capacités des individus à se souvenir de données généalogiques dépendent de l'usage social qu'ils en font et non de leurs capacités intellectuelles intrinsèques » (Le Wita, 1988 : 142).

II.2.1. Francisco : « il [son père] n'avait pas de cœur »

Francisco est né en 1957. Il est le troisième de la fratrie. Au sein de sa famille, il est tacitement convenu que c'est son frère aîné, Eliseo, qui recevra les cinq hectares de terres *ejidales* de leur père. Mais, la « transmission » ne se passe pas « paisiblement ». Ou tout du moins, la lutte pour recevoir les terres se mène au sein même de la famille, contre le père. Eliseo a donc bien failli ne jamais rien recevoir. Francisco hésite à me raconter comment tout ceci s'est déroulé parce que « c'est une longue histoire »⁴¹ me dit-il gêné. Ce premier silence est peut-être l'expression de sa pudeur, de sa réticence à parler de son « papa », comme pour ne pas en écorner l'image. C'est la deuxième fois que nous nous voyons, nous avons commencé l'entretien depuis une heure et après lui avoir assuré que « Justement ! J'aime les longues histoires ! »⁴², il consent à livrer progressivement cette histoire familiale ; une histoire qui semble encore douloureuse. Il me dira d'ailleurs au cours de l'entretien que pour rien au monde il ne revivrait son enfance. Finalement, Francisco se livre et au sein des récits masculins c'est lui qui me racontera le plus son histoire familiale (figure n°10).

« C'est que mon père a essayé de vendre tout ce qu'il avait ici [*il fait référence aux cinq hectares de terres ejidales*]. Il a essayé de vendre jusqu'à la maison ! [*Il montre la maison où nous réalisons l'entretien*] Oui. La maison était vendue. Et un oncle a dit à ma mère : « Ne pars pas de la maison. Où vas-tu aller avec tes enfants ? ». Moi j'étais petit. Et ma mère n'est pas partie, elle n'est pas partie. [...] Et puis mon frère [*Eliseo*] s'est présenté devant l'Assemblée [*de l'ejido*] : il s'est battu pour le terrain à l'Assemblée. Et l'Assemblée a soutenu mon frère. [...] Ils l'ont aidé, oui. C'est à nous que revenait la terre. [...] Mon papa avait déjà reçu de l'argent de l'homme qui avait acheté la maison et le terrain. Alors, nous étions les travailleurs de cet homme [*celui qui avait acheté les terres*] : nous récoltions le café sur notre propre terre ! Imagine ! »⁴³

⁴¹ Entretien avec Francisco, réalisé le 03.05.2012, à El Edén.

⁴² *Idem*.

⁴³ « *Mi papa trato de vender lo que tenía aqua. Trato de vender hasta la casa! Si. La casa ya estaba vendida. Y un tío dijo a mi madre: "no te vayas de la casa. ¿Dónde te vas a ir con tus hijos?" Yo era niño. Y mi mama no se salió, no se salió. [...] Así que mi hermano se presentó a la asamblea: iba a disputar el terreno en la asamblea. Y vaya que la asamblea apoyo a mi hermano. [...] Si, lo apoyaron, sí. A nosotros nos quedara la tierra. [...] Y mi papa ya había recibido dinero del señor que había comprado la casa y el terreno. Estuvimos de trabajadores del señor: cortando café nosotros en nuestra propia tierra! Imagínate!* », entretien avec Francisco, réalisé le 03.05.2012, à El Edén.

En 1970, grâce à l'Assemblée *ejidale*, ils ont d'abord récupéré deux hectares. Puis, onze années plus tard, ils ont fini par rembourser et Francisco a ainsi reçu officiellement les trois autres hectares qui appartenaient à son père. Nous y reviendrons dans le chapitre V⁴⁴.

Francisco : Il [*son père*] disait toujours : « si mes enfants veulent, que ça leur coûte ! » Si nous voulions, il fallait acheter... C'était comme ça. [*Il rit.*]

AR : Donc, tu n'as rien reçu de ton père ?

Francisco : Non, non. En quelques mots : il n'avait pas de cœur. Imagine, il a 94 ans aujourd'hui et cela fait trois ans qu'il s'est marié à nouveau ! [*Il rit*] [...] Il a été malade, tous mes frères et sœurs sont venus. Nous sommes allés le voir. Mais cela ne vient pas. Il n'y a pas d'affection.

AR : Il n'y a pas eu d'héritage donc ?

Francisco : Bon, juste ces cinq hectares que nous avons dû batailler parce qu'il les avait vendues.⁴⁵

Les terres *ejidales* ne s'héritent donc pas sans heurt. L'abandon du père de Francisco (il « a essayé de vendre tout ce qu'il avait ici ») ne semble pas être vécu de manière conflictuelle ou sous le mode de l'affrontement. Francisco fait froidement le constat (« c'était comme ça ») de l'absence de protection affective à leur égard de la part de leur père (« si mes enfants veulent, que ça leur coûte ! » disait-il), comme si cela ne pouvait être interrogé, il fallait faire avec. Et c'est, selon lui, cette absence de protection affective qui l'empêche de recevoir les terres et d'accéder aux protections économiques et foncières de l'*ejido* (« il n'avait pas de cœur » nous assure Francisco).

Les ressources et protections qui s'héritent en famille n'existent donc pas indépendamment de ceux qui les portent et des intentions ou sentiments avec lesquels ils sont transmis. Cette protection affective contribue également à donner un sens au support familial : elle est essentielle au moment de pacifier les relations (voir plus loin le récit de Guillermo) ou de

⁴⁴ Partie I.1. du chapitre V : « Le territoire familiale de Francisco : une solidarité horizontale en action ».

⁴⁵ « *Él siempre decía: "si mis hijos quieren: que les cueste!". Si queríamos, había que comprar... Así era. — ¿Entonces no tuviste nada de tu padre? — No, no. En pocas palabras: el no tuvo corazón. [...] Imagínate tiene como 94 años y tiene tres que se casó nuevamente. [...] Ahora que estuvo enfermo, como vinieron todos mis hermanos. [...] Pues, fuimos. Pero no nos nace, pues. No hay este cariño. — No hubo herencia entonces? — Bueno nada más estas 5 hectáreas que tuvimos que pelear porque ya las había vendido.* », entretien avec Francisco, réalisé le 03.05.2012, à El Edén.

devoir les expliquer comme ici. Par ailleurs, recevoir les terres, ce n'est pas seulement recevoir une protection foncière ou économique, c'est aussi recevoir un élément participant fortement à la structuration d'une identité masculine qui se transmet de père en fils. C'est, en somme, hériter à son tour du modèle patriarcal fortement structurant et structuré avec l'imaginaire de la Révolution et de la dotation des terres. Recevoir la terre, c'est aussi recevoir cette histoire et s'inscrire dans une lignée masculine qui permet d'exister symboliquement en tant qu'homme, économiquement en tant que producteur et mari (en étant le principal pourvoyeur du foyer) et politiquement en tant qu'*ejidatario* (ayant accès à l'assemblée *ejidale* et au vote). On comprend alors mieux la douleur intime et profonde qu'exprime Francisco face à cette non-transmission. Ainsi, l'expression du support de l'*ejido* au sein des familles conditionne la nature des relations familiales : omnipotence et centralisation d'un pouvoir arbitraire sur la seule figure du père-*ejidatario*.

Pourtant, il y a au moins un élément déterminant dans le récit de Francisco qui lui a permis de pallier cette première défaillance des liens familiaux et de reconstruire sa masculinité dans sa narration : la protection juridique et collective de l'*ejido* à laquelle ils ont recours lui et son frère (« l'Assemblée a soutenu mon frère ») et qui leur permet de récupérer leurs droits *ejidaux*, puisque les terres ne pouvaient se vendre.

En ce sens, loin d'être protégé par la famille (et ici du père), c'est parfois d'elle dont il faut se protéger. L'institution *ejidale* permettait aussi cela : elle était « une institution supra-familiale de coordination entre les chefs de famille *ejidatarios*, mettant à leur disposition des ressources organisationnelles et des règles (ainsi que la capacité à les rendre exécutoires) qui leur permettaient, entre autres, de réguler leurs relations avec leur descendance » (Léonard, 2004 : 114) et dans ce cas, on le voit, aussi avec leur ascendance (cet aspect étant moins souvent documenté ou analysé). L'institution joue un rôle fondamental dans la gestion des relations intergénérationnelles au sein des familles.

L'histoire de Francisco illustre à quel point l'héritage foncier ne va pas toujours de soi, soumis au pouvoir absolu et arbitraire du père-*ejidatario*. Pourtant, sa narration démontre aussi que même dans une configuration familiale plus problématique, l'institution *ejidale* pouvait prendre le relais pour perpétuer cet héritage patrilinéaire de la terre et ainsi perpétuer la construction des identités masculines dans le lien à la terre. Une fois encore l'affiliation symbolique ne dépend pas seulement du père, elle est aussi garantie par le support de l'*ejido*.

II.2.2. Lucio : sortir « vainqueur » coûte que coûte de son histoire familiale

Les liens au père et à la terre sont rapidement évacués dans le récit de Lucio. S'il reçoit les terres *ejidales*, la question de la transmission est posée de façon très différente dans son récit. Et sa masculinité se construit alors de manière différente.

Lucio est né en 1957. Lorsque nous réalisons le premier entretien enregistré, nous nous connaissons déjà bien. Cela fait maintenant trois mois que j'arpente les rues du village. C'est la première personne de l'*ejido* que j'ai rencontré, c'est lui qui m'avait invitée à l'assemblée et par là même introduite au village⁴⁶. Il est alors membre du comité *ejidal* et président du Conseil de Vigilance (*Consejo de Vigilancia*⁴⁷). Quand je lui demande si je peux enregistrer notre échange, il me dit : « Bien sûr ! Tu veux que je te raconte tout depuis le début ? ». Allongé dans le hamac sous le porche de sa maison, il me raconte, une fois l'enregistreur mis en route, ses parents, son enfance, son parcours. Je le relance occasionnellement pour lui demander quelques précisions, mais c'est lui le principal auteur de son récit. Celui-ci est foisonnant où les événements se succèdent hâtivement. Peu de place pour l'émotivité. Après cet entretien, j'écrirai dans mon carnet de terrain : « Lucio a le sens de la formule »⁴⁸. Contrairement à ses homologues masculins, j'ai peu relancé Lucio dans son récit. Écoutons-le :

Lucio : Mon enfance, avec mon père, ma mère. Ma mère est morte quand j'avais... Pardon, je vais recommencer... J'ai été orphelin de père à sept ans... Ma mère m'a donné des études jusqu'où elle a pu. Quand j'ai eu douze ans, elle est morte. Ma sœur est partie avec son petit-ami. Je suis resté avec un frère. Mon frère est mort onze mois après ma mère. [...] Je suis resté seul et seulement 25 jours après sa mort, je suis tombé malade [...], mais grâce à un médecin-sorcier qui m'a soigné de la dysenterie chronique, je guéris... Je suis resté seul dans la maison sans personne pour me donner à manger. Je me suis fait seul, au côté d'une de mes tantes, qui s'est occupé de moi pendant trois ans. À 17 ans, presque touchant les 18, j'ai épousé ma femme. Nous avons vécu dans la maison que m'avait laissée mon père. Mais

⁴⁶ Voir partie I.2.1. du chapitre I : « Les préliminaires au terrain ».

⁴⁷ Le « Comité de Vigilance » doit s'assurer que le *comisariado* agit de manière conforme à la loi et aux dispositions du règlement interne de l'*ejido* validées par l'Assemblée. Il examine également les comptes et les opérations du *comisariado*, il les fait connaître à l'Assemblée *ejidale* et se doit de dénoncer les irrégularités commises par le *comisariado* (Manual del Comisariado, 2012 : 9-10).

⁴⁸ Carnet de terrain, 08.06.2013.

la situation agricole était très... Parce que les prix du café étaient très bas.

AR : Quand ?

Lucio : Nous parlons des années 75. Comme j'ai vu que je ne pouvais pas travailler la parcelle, parce que le café n'avait pas de prix, on m'a prévenu qu'un cousin était à Mexico. J'ai dit à ma sœur, qui était à Puerto Madero, de venir ici surveiller la maison, le terrain, et que moi je partais par là-bas. Et c'est ce que nous avons fait. Nous sommes arrivés à Mexico... à la « grande ville » comme dit le dicton, avec les contacts de mon cousin. J'ai trouvé une place pour travailler comme domestique [il dit « *servidumbre* »] chez un médecin [vétérinaire]. Je travaillais là-bas : nettoyait les fenêtres, lavais les voitures, faisais le ménage de la maison, lavais le linge, repassais et aidais à la cuisine. Ils nous donnaient mille pesos d'alors et la nourriture. [...] Mais moi... Moi je n'aimais pas. Moi, j'aimais le travail dur, difficile. J'ai dit : « Ce n'est pas pour moi. Je veux gagner plus ! » Et j'ai commencé à faire des gamineries comme un gosse de 19 ans. Ils m'envoyaient surveiller des petits animaux qu'ils avaient et j'ai commencé à les frapper jusqu'à en tuer un. [...] Le médecin vétérinaire s'en est rendu compte. [...] Moi, je savais la vérité, je savais que j'étais le coupable. Je suis resté muet. Et c'est passé. Ils m'ont dit qu'ils cherchaient un assistant-maçon, avec leur fils, ingénieur. J'ai adoré ce travail. Parfois, tu ne supportes plus, mais je m'y suis habitué. J'ai travaillé là. C'est comme ça que j'ai été à Mexico la première fois. [...] Et c'est comme cela que nous avons commencé. La maison était de bois, de petites planches. Nous l'avons modifiée et nous allions en « montant ». [...]

AR : Tu es resté combien de temps ?

Lucio : Neuf mois. Neuf mois et je suis revenu avec 5 000 pesos d'économies. Je pensais que j'allais réussir ici. Mais je n'ai pas réussi parce que je me suis dédié à... à boire. Et la boisson... C'est la fin de l'être humain. Parce qu'on devient aveugle. Tu n'es plus présent. Tu ne fais plus les choses que tu dois bien faire. Je suis retourné à Mexico quand mes enfants étaient au lycée. Je suis parti comme producteur de

café, je vendais du café et du pain.

AR : Donc à ce moment tu produisais du café ?

Lucio : Oui. Je produisais un peu, mais ça ne suffisait pas, car les prix étaient très faibles. Je travaillais aussi comme ouvrier agricole ici. Le salaire était de 30 pesos par jour. Ça ne suffisait pas. Après les récoltes, je retournais à Mexico. Je l'ai fait trois, quatre fois.⁴⁹

Lucio n'a pas pu bénéficier d'un support familial solide. Cependant, il construit/performe (« Pardon, je vais recommencer... ») un récit où sa trajectoire traverse des épreuves tout à fait adverses, mais dont il semble toujours sortir « vainqueur ». Ses affects ne transparaissent pas dans son récit, les difficultés sont racontées, mais elles ne sont jamais qualifiées et les émotions qu'elles ont suscitées sont tuées. Lucio fait un récit factuel où les épreuves traversées sont à la fois liées à un contexte précaire et difficile qui lui est extérieur : les décès à répétition de ses proches parents, les bas prix du café ou les mauvais salaires en milieu rural (« de 30 pesos par jour »). Mais ces épreuves sont aussi liées à ses propres difficultés, intrinsèquement liées aux premières : ses « gamineries », « la boisson... ».

⁴⁹ « *Mi niñez con mi padre, mi madre. Mi madre falleció cuando yo tenía... Perdón vuelvo a empezar... Mi padre falleció cuando tenía 7 años... Yo estuve huérfano de padre a los 7 años. Mi madre me dio estudio hasta donde pudo. Llegué a 12 años: falleció. Cuando tuve 12 años, ella falleció. Mi hermana se fue con su novio. Me quedé con un hermano. Mi hermano fallece a los 11 meses de haber fallecido mi madre [...]. Ya me quedo solo. A los 25 días de él, caigo enfermo pero gracias a un médico-brujo, me cuido, me quito la disentería crónica. Sané... Me quedé solo en la casa sin quien me diera de comer. Me hice solo al lado de una, mi tía, que me cuido durante 3 años. A los 17 años, cuasi, cuasi rayando los 18 me casé con ella [sa femme]. regresamos a la casa que dejo mi padre, pero la situación del campo está muy... triste... porque los precios estaban muy bajos. — ¿Cuándo? — Estamos hablando como del 75. Este... Como vi que no podía trabajar el terreno porque el café no tenía precio, me avisaron que un primo que estaba en México. Le dije a mi hermana que estaba en puerto madero que se viniera a cuidar. Y yo me iba por allá. Y así lo hicimos. Llegamos a México... “A la gran ciudad” como dice el dicho, con recomendaciones de mi primo. Me coloqué a trabajar como servidumbre de un médico. Ahí trabajaba yo: limpiando vidrios, lavando caros, haciendo el quehacer de la casa, como lavar ropa, planchar y ayudar a la cocina. [...] Pero a mí no... No me gustaba. A mí me gustaba el trabajo pesado, dije yo: “no es para mí; yo quiero ganar más!”. Y empecé a hacer travesuras como un chamaco chiquito de 19 años. Me mandaban a cuidar unos animalitos de ellos y los empecé a golpear hasta matar uno. [...] El médico veterinario se dio cuenta. [...] Yo sabía la verdad, que era el culpable. Me quedé callado. Y paso. Me dijeron que buscaban ayudante de albañil (con el hijo ingeniero). Me encantaba este trabajo. A veces no aguantas, pero te acostumbras. Así trabajé. Así estuve en México la primera vez. [...] Y así empezamos. La casa era de madera, de tablitas chiquitas. La modificamos e íbamos subiendo. [...] - ¿Cuanto tiempo te quedaste? - Nueve meses. Nueve meses y me regresé con un ahorro de 5000 pesos. Pensando hacerla aqua. No la hice porque ya me dediqué a... a tomar. Y lo que es el trago... Es el fin del ser humano. Porque se enciegua uno. Ya no estas. Ya no haces las cosas que debes hacer bien. Vuelvo a regresar a México cuando mis hijos ya estaban estudiando la prepa. Me fui como cafetero a vender café con pan. — Entonces, en esta época ¿ya producía café? — Sí. Ya producía pero no alcanzaba porque los precio estaban muy bajos. Yo trabajaba también de jornalero aqua. El sueldo era de 30 pesos diario. No alcanzaba. Después de la cosecha, regresaba. Como 3 veces hasta 4 veces. » entretien avec Lucio, réalisé le 08.06.2012, à El Edén.*

Ce qui m'apparaît comme particulièrement significatif ici, ce n'est pas de savoir si Lucio est effectivement « sorti vainqueur » ou non de ces épreuves, mais bien de comprendre comment en tant qu'homme il se doit socialement de me faire ce récit pour ne pas « perdre la face », pour le dire en termes goffmaniens⁵⁰.

Le lien à la terre et au père n'est qu'évoqué en passant, au début du récit et dans le cadre de son expérience migratoire vers la ville de Mexico (« Je suis parti comme producteur de café »). Alors pour récupérer cette masculinité dont il ne semble pas hériter, il se doit socialement de la reconstruire et ainsi : d'aimer, en tant qu'homme, le travail difficile dans le bâtiment (« J'ai adoré ce travail. Parfois, tu ne supportes plus »), d'aller « en montant », à l'image de sa maison de bois, et d'être l'aventurier de la famille (c'est lui qui prend la décision de partir pour Mexico). Il s'agit de « se faire seul », en autodidacte, comme il le dit dès le début de son récit, et les « alliés » sont les personnages secondaires d'un récit dont il est le centre.

S'il dit solliciter un réseau, il reste le principal acteur de la narration, celui qui agit, celui qui prend les décisions (« Je suis resté », « Je me suis fait seul », « j'ai vu », « J'ai trouvé », « Je travaillais », « je savais », « Je pensais que j'allais réussir », « je me suis dédié », « Je suis parti », « Je produisais », etc.).

Si la famille et la relation au père-*ejidatario* potentialisent l'accès aux protections du support *ejidal* pour les individus, l'histoire de Lucio illustre à quel point la famille et ses liens peuvent être fragiles, voire inexistants, soumis aux précarités matérielles, à l'enclavement du territoire rural, ou à la précarité des conditions sanitaires et d'accès aux services (c'est la précarité de l'« *ejido*-territoire »⁵¹ dont il est question ici). La narration s'attache toutefois à réhabiliter son identité masculine mise à mal par une transmission de terres *ejidales* non soutenue par un support familial solide. Et par ailleurs, nous l'évoquions plus haut, l'affiliation symbolique au village est maintenue par Lucio à travers l'histoire plus générale de la Révolution.

⁵⁰ Goffman s'intéresse aux comportements les plus infimes, les plus ordinaires, il souhaite mettre en évidence les règles sous-jacentes qui structurent les interactions sociales. Une de ces règles que doit respecter tout individu en situation d'interaction avec d'autres est de préserver « sa face » et celle de ses partenaires. La face étant : « la valeur sociale positive qu'une personne revendique effectivement à travers une ligne d'action que les autres supposent qu'elle a adoptée au cours d'un contact particulier » (Goffman, 1974 : 9).

⁵¹ Hoffmann, 1997.

II.2.3. Guillermo : « Nous, on ne nous a rien offert »

La terrasse au sol de terre devant la maison de bois de Guillermo⁵² héberge la cuisine, une *estufa mejorada*⁵³ et une grande table à laquelle Guillermo et moi sommes assis pour notre premier entretien.

Guillermo est né en 1938. Il est le plus âgé de l'échantillon. J'ai pourtant voulu conserver son témoignage, car Guillermo était le seul homme fils d'*ejidatario* que j'avais rencontré n'ayant pas reçu les terres de son père ou de son grand-père. Comme *Lucio*, Guillermo parle peu de sa famille (5 % de ce premier échange) pendant l'entretien. La politique (30,8 %) et le travail (41,3 % dont 27,1 % à propos du travail agricole) sont beaucoup plus présents dans sa narration. Et lorsqu'il évoque sa famille, voici le récit qu'il en fait :

Guillermo : Je suis né juste au-dessus de Tapachula. [...] Là-bas est ma terre. Ils m'ont amené ici à sept ans. Très petit. Pourquoi nous sommes arrivés ici ? Parce que mon père a été fondateur de ces terres. Ils ont gagné les terres. Nous avons dû partir pour vivre ici. Mon père a eu cinq hectares. Nous, on ne nous a rien offert, nous avons acheté.

AR : Vous avez acheté ? Ce n'était pas la terre de votre père ?

Guillermo : Non, non, non. Moi j'ai acheté, j'ai dû mettre de ma poche pour acheter. Les terres de mon père ils les ont données à une autre personne. C'était mon frère. Alors entre nous, dans la famille, nous sommes arrivés à un accord. Nous ne pouvions pas fractionner les cinq hectares entre frères. Alors nous avons eu la bonté et la faculté de les donner au plus petit et c'est resté comme ça. Nous ne nous sommes pas battus ; nous avons dit : « que cela aille à un seul ». Nous avons étudié un peu l'intelligence. Parce que là est l'intelligence : il y a eu de l'amour dans notre famille. C'est ce que nous avons démontré nous et nous allons bien. Puis, il est mort ; alors il l'a donnée à une autre personne. Son épouse s'est occupée de lui, alors elle voulait des droits. Cette femme n'allait pas finir dans la rue. Il fallait pour faire tourner la marmite et que les haricots se cuisent. Moi, j'avais environ

⁵² Elle est la plus sommaire de ces quatre Egos.

⁵³ Ces cuisinières améliorées permettent de continuer la cuisson au bois en en réduisant la quantité de combustible utilisée et en limitant l'émanation de fumées nocives pour la santé de ses utilisateurs. Ces cuisinières ont été diffusées à El Edén à travers des programmes étatiques. En 2012, en période d'élections, Guillermo en recevra une seconde.

18 ans quand j'ai acheté mes droits. [...]

AR : Et votre père ? Il cultivait du café aussi ?

Guillermo : Oui, oui. Il était dans les premiers. Et nous juste après comme fils aussi. Si nous cultivons, c'est grâce à lui. Il nous a appris à travailler, à cultiver, à gagner, à faire tout ça [il tape sur la table en bois].⁵⁴

Guillermo ne recevra pas les terres familiales ; il deviendra pourtant *ejidatario* dès l'âge de 17 ans. Malgré l'absence de la transmission des terres, l'identité et la trajectoire masculine semblent tout de même continuer de se construire coûte que coûte dans son lien à la terre (« Nous, on ne nous a rien offert, nous avons acheté. », « j'ai dû mettre de ma poche »). Guillermo ne garde aucun ressentiment et ne dénonce aucune injustice.

Loin de décrire l'héritage comme un état de fait, où la transmission des terres va « au plus petit » comme le système de valeurs mésoaméricain le définissait⁵⁵, Guillermo présente les relations familiales comme pacifiées, « intelligentes » et pleines d'amour (« Nous ne nous sommes pas battus », « Parce que là est l'intelligence : il y a eu de l'amour dans notre famille. »). Que l'épouse de son frère reçoive les terres semble également se présenter comme une évidence (« Son épouse s'est occupée de lui, alors elle voulait des droits. Cette femme n'allait pas finir dans la rue. »). Enfin, la production de café s'inscrit dans la droite ligne de celle du père : « Si nous cultivons c'est grâce à lui. Il nous a appris à travailler, à cultiver, à gagner, à faire tout ça ».

Ce qui ressort à mon sens de ce récit c'est l'idée que le travail de la terre et sa possession continuent d'être « coextensifs à la virilité » (Kergoat, 2001 : 65), même si le père n'a pas

⁵⁴ « *Nací arribita de Tapachula. Ahí, soy del Cantón Porvenir. Ahí está mi tierra. Me trajeron aquí a la edad de siete años. Muy chico. ¿Porque llegamos aquí? Porque mi padre fue un fundador de estas tierras. Ganaron las tierras. Tuvimos que alejarnos de allá, para llegar a vivir aquí. Mi padre tuvo cinco hectáreas. Nosotros no nos regalaron, sino compramos. — ¿Ustedes lo compraron? ¿No era la tierra de su padre? — No, no, no. Yo compre, tuve que sacar del bolsillo para comprarlo. Sus terrenos de mi padre se lo dieron a otra persona. Fue mi hermano. Entonces ya entre nosotros entre la familia llegamos a un acuerdo. No podíamos fraccionar las 5 hectáreas entre los hermanos. Entonces tuvimos la bondad y la facultad de dárselo al más pequeño y ahí quedo. Nosotros no peleamos; dijimos “que le quede a uno nada más”. Estudiamos un poquito la inteligencia. Porque ahí es la inteligencia: hubo amor entre familiar. Ese es lo que demostramos nosotros y vamos bien. Entonces él ya se murió entonces lo dejo a otra persona. No tuvo hijos. Su esposa le daba de todo entonces ella quería derechos. Esa mujer no va a quedar en la calle. Para darle vuelta a la olla y que se cose los frijoles. Yo tenía como 17 años cuando compre mis derechos. [...] - ¿Y su padre? ¿Cultivaba café? — Sí, sí. Fue de los primeros. Enseguida nosotros como hijos también. Si estamos cosechando es gracias a él. Nos enseno a trabajar, a cultivar, a ganar, a hacer todo esto. », entretien avec Guillermo, réalisé le 12.06.2012, à El Edén.*

⁵⁵ Voir partie I.1.3. du présent chapitre : « La transmission des droits fonciers et les inégalités de genre ».

donné les terres en héritage à tous ses fils. Il s'agit alors pour Guillermo de démontrer que ne pas recevoir les terres *ejidales* de son père ne lui a rien « enlevé » socialement en tant qu'homme. Il a « mis de [sa] poche » pour cela. Il s'agit aussi, tout comme Lucio, de sortir vainqueur de son propre récit, d'être socialement un homme à travers la terre qu'on ne reçoit pas, mais qu'on peut acheter.

Si les protections relationnelles de la famille n'ont pas permis la transmission des terres, la narration les réhabilite en tant que protection affective (« il y a eu de l'amour dans notre famille. »). Bien que la transmission de terres n'est pas eu lieu, l'enjeu de la narration est de conserver l'affiliation symbolique.

Encadré n°1. Le sentiment amoureux et les sciences sociales

« Il n'avait pas de cœur », « il y a eu de l'amour ». Les liens affectifs sont bien présents dans les récits recueillis.

Il existe pourtant comme un étonnant paradoxe dans les regards posés sur l'« amour » dans la sphère familiale. Le sens commun le perçoit comme pur lien affectif, blotti du côté des sentiments, voire donc souvent de l'irrationalité. Un regard qui aurait pour principe directeur le fameux adage : « Quand on aime, on ne compte pas ». L'amour ne serait être alors un calcul. À rebours de ce sens commun, la sociologie de la famille s'est attachée à comprendre la diversité des liens qui unissent les individus entre eux dans leur intimité. Ici il n'est point question d'amour, mais de « capitaux », « ressources », « socialisations », « stratégies matrimoniales » ou de « solidarités familiales ». Si ces concepts tendent à évacuer la question de l'affect, comme si elle ne pouvait être porteuse de sens, ils amènent également à reformuler l'adage populaire. « Quand on aime, on compte » et on compte d'ailleurs différemment dans les familles selon les aires culturelles, les âges, les sexes ou les classes sociales (Murard, 2003). Dans ce cadre, les liens affectifs sont alors perçus comme pure rationalité⁵⁶.

Dans son ouvrage *La morale de la question sociale*, Numa Murard invite à dépasser ce paradoxe et à ne pas céder à la pure subjectivité — où l'amour serait associé à une émotion exclusivement dépendante de la biologie humaine⁵⁷ —, ni à la pure rationalité. Il nous enjoint

⁵⁶ Le paradoxe est d'autant plus troublant que le sentiment amoureux est souvent au cœur des narrativités recueillies par le sociologue et l'anthropologue lors des entretiens : « Intimement liées à la parole sur le soi, mais considérées comme éléments inférieurs de celui-ci du fait qu'elles trouvent place dans le corps, les émotions restent envisagées de cette façon désobligeante dans le discours anthropologique, mises à part quelques exceptions toutes récentes. Elles sont donc représentées comme la dimension de l'expérience humaine la moins contrôlée, la moins construite, la moins apprise (d'où son universalité), la moins publique et, du même coup, la moins susceptible d'être soumise à l'analyse en termes de société et de culture » (Lutz et Abu-Lughod, 1990 : 1, traduit dans : Crapanzano, 1994).

⁵⁷ Pour ce type d'approches basées sur les neurosciences voir notamment : Arthur Aron, Helen Fisher, Debra J. Mashek, Greg Strong, Haifang Li, Lucy L. Brown, Reward (2005). « Motivation, and Emotion Systems

au contraire de comprendre l'amour comme « une composante des rapports sociaux, qu'il leur est coextensif, qu'il est une ressource inégalement distribuée et même une ressource rare » (Murard, 2003 : 54).

L'objet « amour » est au centre d'un certain nombre de recherches en sciences sociales, révélant toujours un peu plus la diversité de ses formes et de ses acceptions, et fait l'objet depuis quelques années d'un intérêt croissant. Ainsi, l'histoire est sûrement l'une des premières disciplines à s'en emparer⁵⁸ pleinement, avec des études sur l'antiquité (Meier, 1980)⁵⁹, le Moyen Âge (Duby, 1988)⁶⁰, la Renaissance et la Révolution (Burguière, 2011)⁶¹ ou encore à travers l'histoire des sensibilités (Corbin, 2000)⁶². Chacune de ces recherches révèle à chaque fois l'historicité du sentiment amoureux et de son usage social : sa centralité dans le mariage et les relations familiales est bien une nouveauté du XXe siècle en Occident. En sociologie, les travaux d'Isabelle Claire (2007) sur l'entrée dans la vie amoureuse de jeunes de cités lui permettent de rendre compte des rôles genrés que chacun est sommé de jouer lors de leur mise en couple et de leurs répercussions dans les constructions identitaires de ces jeunes hommes et femmes⁶³. L'amour est ici conçu comme expérience sociale. La sociologie des émotions s'attache de son côté à comprendre tout à la fois comment elles prennent de plus en plus d'importance dans nos vies et en quoi elles sont façonnées, selon les contextes, par les normes sociales, politiques ou morales (Fernandez *et al.*, 2013). Nous pourrions également rapprocher la notion de *care*⁶⁴ à celle de l'amour. Les études toujours plus nombreuses dans ce champ de recherche démontrent à quel point le *care* est aussi lié aux liens affectifs. Bref, les entrées sont multiples pour analyser l'amour d'un point de vue sociologique — la sociologue Adriana García Andrade décompte notamment quatre dimensions pour l'étude de l'amour : la dimension structurelle, culturelle, relationnelle et individuelle (García Andrade, 2013).

Dans le cadre de ma recherche doctorale, alors que la famille, et plus spécifiquement ce que j'appelle le « support familial », était au cœur de mes questionnements, l'amour n'était pas même une piste de lecture dans mes hypothèses initiales. Pourtant, à l'écoute des récits de vie, il fallait se rendre à l'évidence : qu'il soit évoqué en plein ou en creux — à cet égard, les silences parlent souvent beaucoup —, l'amour jalonnait les narrations et était une des façons d'être en famille, une des façons d'être (ou non) avec la famille pour mes interlocuteurs.

Analyser l'amour comme composante des supports familiaux pourrait nous amener à comprendre la façon dont il est invoqué de façon différenciée entre hommes et femmes au sein des familles. Car, comme toute autre expérience sociale, la distribution de cette ressource et son vécu sont profondément traversés par la problématique du genre. Si les hommes insistaient sur l'amour reçu ou non par leur père (appartenant à la première génération d'*ejidatarios*, fondateurs de l'*ejido* et producteurs de café), les femmes se concentraient plus amplement sur l'amour conjugal au point de structurer leur récit autour de

Associated With Early-Stage Intense Romantic Love », *Journal of Neurophysiology*, n°94, p. 327-337.

⁵⁸ Même si Georges Duby regrettait déjà ce délaissement pour l'objet au début des années 1990 (Duby, 1991 : 7).

⁵⁹ MEIER Moritz Hermann. (1980) *Histoire de l'amour grec dans l'antiquité*. Paris : Le Prat, 316 p.

⁶⁰ DUBY George. (1988) *Mâle Moyen-Age*. De l'amour et autres essais. Paris : Flammarion, 270 p.

⁶¹ BURGUIÈRE André. (2011) *Le Mariage et l'Amour*. Paris : Seuil, 400 p.

⁶² CORBIN Alain. (2000) *Historien du sensible*. Paris : La Découverte, Collection « Cahiers libres », 202 p.

⁶³ Voir aussi les études sur les cadres de socialisation du sentiment amoureux : DITER Kevin. (2015) « Je l'aime, un peu, beaucoup, à la folie... pas du tout ! La socialisation des garçons aux sentiments amoureux ». *Terrains & travaux*, n°27, p. 21-40.

⁶⁴ Prendre soin de quelqu'un.

leur carrière matrimoniale. En ce sens, observer les évocations de l'amour permet aussi de révéler les ressorts du système de genre à l'œuvre au sein des familles.

II.3. Une socialisation au féminin

Que se passe-t-il « du côté des petites filles »⁶⁵ ? Qu'est-ce qu'être fille d'*ejidatario* ou fille de « l'épouse d'un *ejidatario* »⁶⁶ ? Découvrons désormais les configurations familiales à l'œuvre dans les premiers temps des histoires de vie des femmes : quels sont les schèmes de la socialisation enfantine et adolescente qui travaillent les itinéraires féminins ? Pour répondre à ces questions, immisçons-nous dans les récits des femmes que j'ai rencontrées à l'*ejido* El Edén. Mais, comme je l'évoquais plus haut, les réponses à ces questions ont été plus difficiles à collecter pour les femmes. Ici, le besoin de s'affilier symboliquement n'est pas l'enjeu des récits. La famille qui « compte », celle que l'on raconte c'est moins celle dont on vient et plus celle que l'on a formée, celle dont on est mère. Les femmes s'attardaient peu sur leur enfance. Nous aurons néanmoins accès à deux récits : celui de Consuelo et de Leona. Consuelo a hérité des terres *ejidales* de son père. Elle est la seule femme que j'ai rencontrée à les avoir reçues. Elle s'attarde sur la période de son enfance non pas au moment de me raconter l'héritage de ses terres, mais au détour d'une toute autre question. Consuelo n'est pas mère lorsque nous réalisons l'entretien, elle « n'a pas de famille » comme elle dit. C'est en ce sens aussi qu'il faut comprendre son récit, qui s'attarde plus longuement sur son enfance que celui de ses homologues féminins. Puis, nous reconstituerons quelques épisodes de l'adolescence de Leona à partir des entretiens répétés et des multiples visites que je lui ai rendues pendant l'enquête.

II.3.1. Consuelo : « Je devais maintenir tout le monde »

Sous le porche de sa maison et la chaleur d'un mois de mai 2012, Consuelo est assise sur une chaise en plastique et me laisse le privilège d'un vieux *rocking-chair* qu'elle est allée chercher derrière sa maison pour notre premier entretien formel. Elle semble enthousiaste de me parler

⁶⁵ L'expression fait référence à l'ouvrage précurseur de la pédagogue italienne féministe Elena Belotti, *Du côté des petites filles*, paru au début des années 1970, où elle étudie comment l'éducation des enfants se construit de manière différenciée selon les sexes.

⁶⁶ « *Era esposa de un ejidatario.* », entretien avec Marcela, réalisé le 15.06.2014, à El Edén.

et je découvrirai une femme énergique aux yeux grands ouverts et brillants lors de notre échange. C'est elle qui est venue à ma rencontre. Quelques jours après ma présentation à l'assemblée *ejidale*, alors que, sortant d'un entretien avec Lucio et Cristina (la *comisariada ejidal* d'alors), je reprenais le bus pour Tapachula. Elle avait écouté ma présentation et était intéressée pour réaliser un entretien, mais elle n'avait alors « pas osé s'inscrire sur la feuille », me dit-elle.

Sous ce porche, nous parlons pendant près de trois heures. Les sujets que nous abordons sont d'ailleurs plus équilibrés que pour les locuteurs masculins, aucun ne prédomine vraiment sur un autre (voir figure n°9). Consuelo s'épanche plus longuement sur la politique locale de l'*ejido*. Elle a perdu les élections pour devenir *comisariada ejidal* l'année passée et projette déjà de se présenter à nouveau. C'est ce qu'elle fera avec succès en 2014, nous y reviendrons (cf. chapitre VI).

Consuelo est née en 1960. Elle est l'aînée d'une famille de sept enfants. Elle a cinq sœurs et un frère. Ses sœurs « sont toutes loin maintenant. Elles sont allées dans d'autres états pour leurs maris. [D'un ton rieur, elle dit :] Les hommes les ont enlevées ! »⁶⁷. Comme j'en avais pris l'habitude, je commence l'entretien en lui demandant si elle était née ici et si sa famille était originaire du village : « Oui, mais ils sont tous partis. Je suis la seule à être restée. Seulement, moi, je n'ai pas de famille, parce que je suis lesbienne, je te le dis ! Je parle ouvertement ! Parce qu'après les gens s'offensent. J'ai ma compagne ! »⁶⁸. Je la mets à l'aise et lui demande si elles vivent ensemble, avec Clara, sa compagne, dans la maison où nous nous trouvons : « Oui, cela fait 22 ans que nous sommes ensemble. Et nous vivons ici toutes les deux »⁶⁹.

Il y a comme une contradiction dans cette parole inaugurale de Consuelo : « je n'ai pas de famille » me dit-elle fermement tout en s'empressant de préciser qu'elle est en couple. À quelle famille fait-elle donc référence ici ? Quelle est la famille qu'elle n'a pas selon elle ? Il me semble que c'est précisément « la famille qui compte » socialement pour une femme et donc celle dont elle serait la mère. Si Consuelo n'a pas cette famille, elle me racontera celle dont elle est issue.

⁶⁷ « *todas están lejos ahora. Se fueron a otros estados por los maridos. Se los llevaron los hombres!* », entretien avec Consuelo, réalisé le 04.05.2012, à El Edén.

⁶⁸ « *Ya que yo quedé. Únicamente que yo no tengo familia, porque soy lesbiana, te digo. Hablo abiertamente. Porque la gente luego se ofende. Tengo mi pareja* »,

⁶⁹ « *Si, 22 años llevo con ella. Ahí estamos, las dos.* ».

Au bout d'une heure d'entretien, elle commence à relater l'histoire d'une enfance difficile et vulnérable alors que je lui avais demandé si elle était allée au collège (*secundaria*) :

Consuelo : Il y avait le collège. Mais nous sommes passés par des situations très dures. Parce que mes parents... Ma mère était gravement malade... Et mon père aimait beaucoup le foot. Il allait aux tournois. Il est parti et il a eu un accident. Il est resté invalide. Il s'est rompu les côtes. Après cela, j'étais en charge de ma mère et aussi de mon père. Il ne pouvait pas travailler. [...] Les autres [*ses frères et sœurs*] étaient bien plus petits que moi. J'ai dû relever ma famille et à ce moment il n'y avait personne pour donner quelque chose, une aide, personne. [...] Pendant une année, j'ai beaucoup souffert. [...]

AR : Et tu avais quel âge quand il y a eu tout ça ?

Consuelo : 15 ans environ. Les autres étaient petits. Je devais maintenir tout le monde. [...] Parce que je devais envoyer mes petits frères à l'école. À l'époque, ils ne demandaient pas d'uniformes comme maintenant. Et mes frères partaient avec... avec des vêtements très détériorés, disons, vraiment usés, mais ils y allaient. [...] Mon père s'est peu à peu récupéré. [...] Ma mère est morte en 78. [...] Nous sommes restés seuls avec le papa. Et après mon papa s'est jeté au vice [*« el vicio », elle fait référence ici à l'alcoolisme de son père*]. Il se sentait éteint par l'absence de ma maman. Et il a eu des dettes auprès d'amis. Ils l'ont attrapé et ils l'ont tué.⁷⁰

J'évacue délibérément quelques événements tout à fait marquants et durs de l'histoire de Consuelo. Tout comme Lucio, elle devient très jeune orpheline de père et de mère. Leur histoire familiale pourrait paraître similaire, mais sa trajectoire diffère de celle de Lucio parce

⁷⁰ « - *Había secundaria. Pero pasamos nosotros por situaciones muy duras. Porque mis papas... Mi madre estaba muy enferma... Y a mi papa le gustaba mucho el futbol. Iba donde había futbol. Se fue y tuvo un accidente; queda invalido. Quedo quebrado de las costillas. Yo tuve cargo Ahora si ser responsable de mi mama y mi papa también. No podía trabajar. [...] Los demás eran bien chiquitos que yo. Entonces yo tuve que levantar mi familia y en ese tiempo no había quien diera algo, un apoyo, nadie. [...] Durante un año sufrí mucho. [...] - ¿Y cuantos años tenías cuando paso esto? — Como unos 15. Los demás estaban chiquitos. Tenía que mantener a todos. [...] Porque mis hermanitos tenía que mandarlos a la escuela. En ese tiempo cuasi no pedían uniformes como ahora. Y iban mis hermanitos así hasta... con... con ropa muy deteriorada pues, bien acabadita, pero iban. [...] Después mi papa fue poco a poco componiendo. [...] Mi mama falleció en el 78. [...] Nos quedamos solos con el papa. Ya mi papa después ya se hecho al vicio. Por lo mismo que se sentía acabado por la falta de mi mama. Y ya después tuvo deudas entre amigos. Lo agarraron y lo mataron. »*, entretien avec Consuelo, réalisé le 04.05.2012, à El Edén.

que Consuelo est une femme et n'a de ce fait pas le même rôle ni les mêmes obligations au sein de sa famille.

Dans son récit, on retrouve le rôle important du père. Si la mère est malade, socialement c'est l'absence du père qui semble plus peser. Avec cette absence, aucune source de revenus n'était alors attendue (« il ne pouvait plus travailler »). L'absence de la mère — elle ne s'étend pas sur sa maladie —, c'est elle qui l'a palliée (« J'ai dû relever ma famille », « Je devais maintenir tout le monde. »). En tant que femme et aînée de la fratrie, Consuelo doit s'occuper de ses frères et sœurs. Elle me dira plus tard « J'étais comme une mère pour eux » et là voilà réhabilitée en tant que femme dans sa narration.

II.3.2. Leona : « bien choisir »

Leona était à l'assemblée *ejidale* le jour où je m'y suis présentée. Elle a aussi profité de me croiser dans le bus de Tapachula vers El Edén pour me proposer de réaliser un entretien avec elle. Leona tient une épicerie le long de la route principale.

Elle est née en 1966. Quand son père meurt, c'est sa grand-mère qui prend soin d'elle avec sa petite sœur, Elvira, et c'est son frère qui héritera des terres *ejidales* de leur père. À l'âge de 15 ans, au début de la décennie 1980, elle part à la ville de Mexico pour aider sa famille. Elle envoie une partie de son salaire à ses grands-parents.

Elle me raconte, enthousiaste, sa migration au DF. Elle est la seule de sa famille à être partie. À Tapachula, une connaissance de la famille, dont la fille était docteure à Mexico, connaissait plusieurs « maisons », où il était possible de se faire employer comme travailleuse domestique. Leona arrive alors à Xochimilco, à l'extrême sud de la capitale (connue pour ses canaux et ses fleurs). Elle travaille dans une maison pendant trois ans. Des personnes de confiance, me dit-elle, qui l'ont « forcée » à aller à l'école pour apprendre à lire. Elle a passé six mois dans cette école pour adulte et y a rencontré d'autres adolescentes : « J'ai connu plein de gens ! D'États différents. De Veracruz, Oaxaca, Guerrero. Je suis allée à Puebla, à Pachuca, à Veracruz. On y allait une journée, le dimanche et on rentrait ». Elles sont travailleuses domestiques, comme elle ; mais aussi ouvrières dans une industrie textile, nommée Aristos. Les personnes chez qui elle travaillait et le professeur lui ont fait des lettres de recommandation. Elle est rentrée à son tour dans cette fabrique. Elle

travaillait tous les jours de 8 h à 17 h et le dimanche de 8 h à 11 h. Elle gagnait 30 pesos (moins de deux dollars américain) à la journée et envoyait une partie de son salaire à ses grands-parents paternels. « Le travail n'était pas pesant » : au début elle collectait sur les tables de couture les vêtements une fois cousus. Puis, « Ils te donnaient deux semaines de formation et tu te retrouvais derrière les machines ». Elle parle finalement de cette époque avec regret « j'aurai dû rester. Aujourd'hui, je pourrais avoir une retraite ».

Puis, après huit années passées à Mexico, Leona rentre finalement au village : elle doit prendre soin de sa grand-mère souffrante.

*À l'évocation de ce souvenir, elle est submergée par l'émotion. « Je les aimais tellement... Comment ne pas rentrer pour les voir ? ».*⁷¹

C'est la deuxième bifurcation dans son histoire de vie. Leona rentre à El Edén en 1989. Elle se marie six mois après être rentrée. Puis viendra la venue de sa première fille Maricel. Dans son récit, Leona confie alors : « Il ne faut pas se tromper quand on fait une famille. Il faut bien choisir ». Elle regrette d'être partie de Mexico. Elle n'aurait pas dû se marier, me dit-elle. Son mari partait toute la journée... voir d'autres femmes. Ils ont alors une petite épicerie :

Leona : Il fallait travailler pour deux ! Mais moi je n'arrivais pas à voir... Maintenant, je me mets à réfléchir et je me dis que j'aurai dû rester là-bas [à Mexico]. J'ai pensé comme un âne. Là-bas on est plus près, ici on est plus loin... Il y a plus de possibilités là-bas... Mais à ce moment je devais rentrer pour me marier. Maintenant, je regrette. J'avais 22 ans. Je ne me suis pas bien concentrée. J'ai pas réfléchi !

AR : C'était tes grands-parents qui voulaient ?

Leona : Non, moi toute seule ! Mais à ce moment je ne pensais pas bien ! Je considère que j'aurai été mieux là-bas... Mais bon... Le temps est passé. J'ai aimé la ville mais je n'ai pas bien pensé. Aujourd'hui je ne le ferais pas comme ça. Aujourd'hui je ne reste pas ici, je reste là-bas.⁷²

⁷¹ Carnet de terrain, le 10.03.2014, à El Edén.

⁷² « *Había que trabajar para los dos! Pero yo no podía ver... Pero ahora me pongo a pensar que me hubiera quedado allá. Por burra regresé. Allá está uno más cerca, en cambio aquí más lejos... Más posibilidades allá... Pero en este momento, tenía que regresar por casarme. Ahora me arrepiento! Tenía yo 22 años. Yo no concentre bien mi cabeza. No pensé en ese momento... - ¿Tus abuelos te pedían? - No, yo sola. Pero en este momento no pensaba bien yo! Considero que me hubiera ido mejor allá... Pero bueno ya paso el tiempo. Me gusto la ciudad pero no pensé bien. Hoy no lo haría así. Hoy no me quedo aqua, me quedo allá.* », entretien

Dans ces quelques mots de Leona, il y a les horizons possibles des filles. Comme Consuelo, Leona doit d'abord aider sa famille, c'est pour cela qu'elle part à la capitale — Lourdes Arizpe (1989) notamment a documenté cette migration féminine et rurale des années 1970-1980 vers la ville de Mexico. Puis, elle rentre au village. C'est aussi pour la famille qu'il faut rentrer, à la fois pour prendre soin de sa grand-mère souffrante, mais aussi pour en former une à son tour. Et il faut alors « bien choisir », car le mariage constitue l'espérance de s'en sortir mieux à deux⁷³. Il faut donc reconnaître l'homme capable de travailler. Pour Leona, c'est le mauvais choix : il fallait qu'elle travaille « pour deux », son mari était infidèle et au fil de nos rencontres elle me confie finalement qu'il était alcoolique et qu'il la battait. C'est à l'aune de cette relation que Leona regrette aujourd'hui sa vie de jeune fille à Mexico où elle a connu des personnes de tout le pays, où il y avait plus de possibilités, où elle « considère qu'elle aurait été mieux », loin de ses obligations de femme au sein du village.

avec Leona réalisé le 24.05.2012, à El Edén.

⁷³ C'est d'ailleurs ainsi que Marcelina, l'une des filles de Guillermo, me parlait de son couple : « Avec mon mari, on s'entend bien. À un moment, il travaillait à Tapachula dans une boulangerie. Il faisait le pain et il en ramenait ici et moi je le vendais. Et quand il y a de la commucation, le foyer fonctionne bien car on ne se dispute pas pour rien. Oui, au contraire les deux nous nous aidons. Surtout pour les enfants pour leur donner une meilleure vie, une meilleure alimentation. », entretien avec Marcelina, réalisé le 17.05.2012, à El Edén. Il s'agit bien là de cette promesse de s'en sortir mieux à deux.

Conclusion du chapitre III.

Si avec l'institution *ejidale*, c'est en effet l'État et un certain nombre de protections qui s'implantent au cœur de la société rurale mexicaine, comme analysé dans le deuxième chapitre, l'enjeu de ce troisième volet était de comprendre les déploiements effectifs de ces protections au sein des familles. Si l'*ejido* a permis certaines avancées en matière de protections sociales en milieu rural — dont le chapitre précédent avait délibérément accentué les apports —, de nombreux individus ont cependant été exclus de ladite institution et par extension de ses protections.

Nous avons d'abord tenté d'éclairer comment la famille est agie par le support *ejidal*, c'est-à-dire comment elle est le prolongement, le reflet de celui-ci à des degrés distincts. En d'autres termes, comment l'*ejido* et l'agriculture ont assigné certains rôles au sein des familles tout en définissant profondément l'appartenance à une lignée.

Pour la génération des parents d'Ego, le travail des membres des familles se répartit comme suit : aux hommes les activités agricoles, travaillant en majorité sur leur propre parcelle et devenant les pourvoyeurs principaux du foyer ; aux femmes les activités domestiques. Les rôles de chacun sont socialement clairement définis dans le rapport à l'*ejido*. La centralisation du pouvoir tant dans la sphère publique que dans la sphère privée s'est donc faite autour des figures masculines au sein de l'*ejido* endossant le rôle d'agriculteur, principal pourvoyeur économique du foyer et d'*ejidatario*. En somme, « Le pouvoir familial et social était détenu et exercé de manière indiscutable par les hommes »¹ (Arias, 2009 : 34). Les femmes étaient, elles, affectées à la prise en charge de toutes les tâches relevant de l'espace domestique et aux soins des personnes dépendantes (jeunes enfants, personnes âgées, malades...).

C'est dans ce cadre que les hommes rencontrés à El Edén ont été socialisés au monde agricole et à l'*ejido* de manière très précoce à travers l'itinéraire de leurs pères. Cette socialisation au monde paysan et *ejidal* recouvre différentes dimensions : le travail agricole, la gestion du foyer en étant le principal pourvoyeur économique, de la lutte pour la terre. Ainsi, recevoir la

¹ « *el poder familiar y social lo tenían y ejercían de manera indiscutable los hombres* » (Arias, 2009 : 34).

terre, c'est aussi recevoir cette histoire et s'inscrire dans une lignée masculine qui permet d'exister symboliquement en tant qu'homme. Et même lorsque la transmission de la terre est plus problématique ou que les pères ont quasiment été absents des récits, les narrations s'attachent alors à réhabiliter leur identité masculine mise à mal, en se rattachant par exemple à un passé fantasmé lié à la lutte pour la terre et aux figures emblématiques et mythiques de l'histoire nationale ou en valorisant les difficultés auxquelles ils ont dû faire face mais dont ils sont sortis « vainqueurs ». En somme, l'homme est le garant de l'affiliation symbolique des familles, les rattachant à l'espace symbolique de l'*ejido*.

Il a aussi été question au cours de ce chapitre de comprendre la réalité des socialisations féminines, bien qu'elles aient été plus difficiles à collecter. Si les femmes avaient un savoir généalogique plus important et si leurs récits entraient plus longuement dans l'histoire familiale, cette histoire se centrait, non pas sur la famille dont elles étaient issues (comme pour les hommes), mais plus sur celle qu'elles avaient formée et dont elles étaient la mère. L'histoire familiale était avant tout racontée depuis leur point de vue de mère et d'épouse, moins depuis celui de fille. Elles se chargeaient non pas de la transmission symbolique, mais quotidienne et pratique.

Dans *Une femme*, Annie Ernaux retrace le parcours de sa mère, femme commerçante d'un milieu modeste d'une petite ville de Normandie. Elle y écrit : « Pour une femme, le mariage était la vie ou la mort, l'espérance de s'en sortir mieux à deux ou la plongée définitive. Il fallait donc reconnaître l'homme capable de "rendre une femme heureuse" » (Ernaux, 2011 : 565). Ces quelques lignes pourraient également s'appliquer et décrire l'enjeu des femmes que j'ai rencontrées à l'*ejido* El Edén. Devenir mère, c'est en effet d'abord savoir bien choisir son conjoint.

On comprend dans ce chapitre comment l'*ejido* se retrouve au cœur des familles : il établit les règles institutionnelles quant à l'accès aux terres, aux subsides publiques, à la citoyenneté agraire, en somme il permet la reproduction sociale des individus (et de la paysannerie) (Gordillo, 1988 ; Hoffmann, 1997 ; Quesnel, 2003 ; Del Rey, Quesnel, 2007). Dans le même temps, les membres des familles font aussi appel à lui pour réguler ou arbitrer les conflits internes à la famille.

Partie II.

**Les individus et les supports familiaux
face aux changements :**

rester au village

(1984-2014)

Introduction à la deuxième partie.

« L'espace devient question, cesse d'être évidence, cesse d'être incorporé, cesse d'être approprié. L'espace est un doute : il me faut sans cesse le marquer, le désigner ; il n'est jamais à moi, il ne m'est jamais donné, il faut que j'en fasse la conquête. »

Georges Perec, *Espèces d'espaces*.

Les années 1980 et 1990 marquent une rupture dans le panorama de la société rurale mexicaine telle que nous l'avions dessinée dans la première partie de cette thèse.

À partir de 1982, dans un contexte de crise de la dette souveraine – l'endettement du pays correspond alors à plus de 53 % du PIB et le gouvernement de López Portillo (1976-1982) se déclare en cessation de paiement (Léonard, Foyer, 2012 : 42)¹ – les gouvernements successifs, soumis au plan d'ajustement structurel du FMI, impulsent des politiques d'austérité dans le secteur public et initient parallèlement un processus d'ouverture commerciale. En 1992, la réforme de l'article 27 de la Constitution met officiellement fin à la répartition des terres et inaugure un nouveau processus de privatisation des terres *ejidales*. Le 1^{er} janvier 1994 ce sera au tour de l'Accord de libre-échange entre les États-Unis, le Canada et le Mexique d'entrer en vigueur. Ces trois épisodes (1982, 1992, 1994), parmi tant d'autres, scandent un nouveau calendrier pour les ruralités mexicaines. Dans cette configuration, ce qui les structurait, à travers une institution telle que l'*ejido*, a profondément changé et parallèlement, en quelques décennies, l'économie rurale s'est largement métamorphosée.

Si avec la réforme de l'article 27 de la Constitution², l'*ejido* ne disparaît pas, la nature des protections qu'il assurait tend cependant à se métamorphoser. En d'autres termes, l'*ejido* tel qu'il existait n'est plus. Mais quelle est l'ampleur de la dégradation ? Faut-il parler d'une destruction de son fondement ? Le compromis social autour de la terre est-il obsolète ? Quels

¹ À titre indicatif et en guise de comparaison, la dette publique de la Grèce s'élevait en 2013 à près de 175 % du PIB (Eurostat).

² Voir annexe n°16 : « Article 27 de la Constitution mexicaine ».

enjeux continuent de se cristalliser autour de l'institution ?

Il serait en effet exagéré de parler d'un délitement complet de l'organisation collective de l'*ejido*. Comme le résumait Odile Hoffmann, on est face à une « évolution qui reconnaît la transformation de l'*ejido* mais refuse sa désintégration » (Hoffmann, 1997 : 415). Les changements en milieu rural ne se font pas simplement à travers cette contre-réforme agraire. Entre 1983 et 1988, le budget du ministère de l'agriculture se réduit de 70 % et les investissements dans le secteur baissent de 85 % (Léonard, Foyer, 2011 : 45). L'État restreint son intervention dans le champ de l'agriculture. Mais il faudra garder une posture critique face à l'idée d'un désengagement complet de l'État dans l'ère néolibérale et dans les ruralités. N'y a-t-il pas plutôt une réorientation des politiques publiques ? Comment l'État intervient-il donc désormais dans les campagnes mexicaines et en particulier à l'*ejido* El Edén ? Et si certaines institutions et interventions se fragilisent (telles que l'INMCAFE), quelles sont celles qui au contraire se renforcent ? Quelles voies sont privilégiées et quelles sont celles qui au contraire sont délaissées ? Le processus de désinstitutionnalisation doit donc toujours être interrogé et précisé. C'est ce que nous explorerons dans le quatrième chapitre³. Sur quelles bases se construisent désormais les nouvelles ruralités mexicaines ? Et comment se redéfinissent les protections liées à l'*ejido*, le lien à la terre et à l'espace politique villageois ?

Avec le cinquième chapitre, nous entrerons dans les réalités plus contemporaines vécues par les familles que j'ai rencontrées à l'*ejido* El Edén en 2012 et 2014. Mais loin d'une posture « présentéiste », parce que « le présent ne se réduit pas au contemporain » (Castel, 2012 : 37), c'est bien à la lumière des situations vécues antérieurement, telles que nous les avons exposées dans la première partie, que nous pourrions comprendre la configuration actuelle. Ce chapitre se centrera sur le support (le territoire familial) qu'ont constitué les familles pour faire face aux changements drastiques des ruralités. Pour comprendre l'ensemble de ces reconfigurations du milieu rural mexicain, dans le cadre de l'*ejido*, nous nous concentrerons sur la tension qui existe aujourd'hui entre les trajectoires professionnelles dans le milieu rural et les supports familiaux : quelles sont les interactions entre ces deux grandes sphères du social ? Nous aborderons cette question dans le temps long de la famille et des générations. Comment les inégalités construites depuis le temps historique précédent opèrent-elles désormais ? En d'autres termes, comment évoluent les différences entre ceux qui ont pu bénéficier d'un support familial solide et ceux pour qui cela n'a pas été le cas ? Le chapitre

³ Qui fera d'une certaine manière écho au deuxième (« De *peon* à *ejidatario*, de l'insécurité aux protections sociales »).

s'assigne comme objectif de cerner les points de rencontre entre l'institution familiale et le contexte changeant des ruralités.

Enfin, lors de la toute dernière étape de cette thèse, ce sera à nouveau aux percepts de prendre place, aux subjectivités, aux récits de vie et à l'ethnographie de se faire entendre. Au-delà des changements de dispositifs institutionnels, nous observerons les métamorphoses de la nature des liens familiaux, des manières de se représenter en tant qu'homme ou femme au sein du village, ainsi que la multiplication des formes d'appartenance villageoise. Si hier, le lien à l'*ejido* était celui de la terre et de l'activité agricole, l'appartenance territoriale joue toujours un rôle fort politiquement, mais il prend désormais d'autres formes et ce capital spatial est ainsi sollicité de manière différente sur la scène politique locale. Quels sont les modes d'appartenance des individus au groupe villageois ? Comment se relient-ils au village désormais ? L'espace n'est en effet « jamais donné », comment donc se le réapproprier ? Voici les quelques questions qui ont guidé l'écriture de ce chapitre.

Une ruralité post-agricole ?

Processus de « désagrarisation » et d'« individualisation » à l'*ejido* El Edén

La réforme de l'article 27 de la Constitution, la reconfiguration des marchés du travail et des politiques publiques en milieu rural sont quelques-uns des changements structurels qui ont marqué la décennie 1990 au Mexique. Ce chapitre explore les nouvelles réalités inaugurées par le virage néolibéral à l'*ejido* El Edén.

Débatte par le Congrès dans les premiers jours du mois de février, la réforme agraire est votée le 20 février 1992. Elle met fin à la distribution de terres et redéfinit les statuts légaux de tenure de la terre. Elle ouvre la possibilité à la vente, sous conditions, des droits fonciers. Fabricio, professeur de sport à l'école primaire du village, résume ce que d'aucuns ont appelé « contre-réforme agraire » : « Chacun s'est émancipé »¹. Quand Abel, *ejidatario*, s'inquiète de la division de la communauté à l'œuvre à partir de celle-ci : « Il n'y a plus d'union »². Les propos de Fabricio et Abel reflètent les deux principales postures qui se sont cristallisées autour de cette réforme. Alors que certains prônaient la sortie du carcan que constituait l'institution *ejidale*, d'autres regrettaient les régulations communautaires héritées de la période postrévolutionnaire. Les premiers y voyaient « la conversion des *ejidatarios* en une classe de petits entrepreneurs agricoles compétitifs dans le contexte de l'intégration de l'agriculture mexicaine au marché nord-américain » (Léonard, 2011 : 15) ; quand les seconds craignaient « la disparition de l'*ejido* au profit de la reconstruction de structures foncières de type latifundiaire » (*Idem.*).

Une chose est sûre : si le rapport à la terre, les formes d'organisation et de revendications politiques ont profondément changé avec cette réforme, la structure de l'*ejido*, la gouvernance communautaire ou la centralité des interventions étatiques ne disparaissent toutefois pas

¹ « *Se independizó cada uno* », entretien avec Fabricio, le 08.05.2012, à El Edén.

² « *Ya no hay unión* », entretien avec Abel, le 09.05.2012, à El Edén.

complètement et restent un cadre avec et dans lequel les *ejidatarios* doivent continuer de composer. Paradoxalement, l'institution politique que représente l'*ejido* semble tout à la fois être remise en question et réaffirmée.

L'élection de Carlos Salinas de Gortari (1988-1994), une des « plus vigoureusement contestée »³, inaugure une nouvelle séquence économique et une rhétorique bien moins nationaliste et bien plus libérale (Hodges, Gandy, 2002 ; Cockcroft, 2011). C'est sous son mandat que se met en place la contre-réforme agraire, mais aussi : l'accord de libre-échange avec le Canada et les États-Unis (ALENA)⁴, la privatisation de nombreux organismes publics dans le champ des télécommunications (Telmex et Imevisión⁵), de la construction (Cemex), dans le secteur bancaire et financier (Banamex, Bancomer), et l'agroalimentaire (avec par exemple Minsa pour le maïs, Tabamex pour le tabac, Fertimex et PRONASE pour les engrais et semences). Et par ailleurs, il met en œuvre le programme *Solidaridad*, censé être le « bras social » de sa politique. C'est dans ce contexte que les marchés du travail et les formes de l'intervention publique changent profondément dans les territoires ruraux.

Ce quatrième chapitre étudiera ces trois champs — institution *ejidale*, marchés du travail et politiques publiques — en tant qu'organismes de la société rurale mexicaine et ici en particulier de l'*ejido* El Edén : comment continuent-ils de le façonner au regard de leurs profondes mutations ? Dans cette exploration, nous identifierons deux processus qui semblent le traverser : la « désagrarisation » et l'« individualisation ».

Nous détaillerons en effet ce processus de « désagrarisation » initié dès le début des années 1990. Non pas que l'agriculture ait totalement disparu du panorama rural, mais que sa part, tant dans les programmes de soutien que dans l'économie de ces territoires, a diminué très significativement (Escalante, Catalán, *et. al.*, 2008 ; Grammont, 2009 ; Salas Quintanal, Gonzalez, 2013). De nouvelles ruralités se dessinent et ne sont désormais plus exclusivement liées aux mondes agricoles⁶. En outre, nous nous pencherons également sur le processus d'« individualisation ». Et il s'agit déjà dans ce préambule de lever les quelques malentendus que ce terme peut engendrer.

³ « *The 1988 presidential race was the most vigorously contested in Mexican history* » dans LEVITSKY Steven, WAY Lucan A. (2010) *Competitive Authoritarianism: Hybrid Regimes After the Cold War*. New York : Cambridge University Press, p. 153. En effet, malgré des accusations de fraudes électorales, Carlos Salinas accède à la présidence en 1988 face à Cuauhtémoc Cardenas du tout jeune FDN (*Frente Democrático Nacional*), qui contribuera par la suite à la création du PRD en 1989 (voir l'ouvrage d'Hélène Combes : (2011) *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*. Paris : Karthala, 452 p.

⁴ Distribuant des avantages commerciaux entre les pays signataires du traité.

⁵ Instituto Mexicano de la Televisión.

⁶ On assiste bien au recul de l'agriculture comme activité économique principale des familles.

Face à la « seconde modernité » (Peter Wagner) et à un capitalisme non plus industriel, mais néolibéral, l'intérêt de la sociologie pour des notions telles que l'individualisme, l'individuation ou l'individualisation est allé croissant⁷. Avec notamment les travaux d'Ulrich Beck sur l'individualisme moderne institutionnel, « ce n'est plus seulement un niveau négligé de réalité sociale qui est réhabilité ; c'est une autre manière de concevoir le fonctionnement de la société qui est envisagée » (Martuccelli, De Singly, 2012 : 33). Nous serions soumis désormais à une nouvelle injonction : être ce que nous souhaitons (pour le meilleur et pour le pire). Et la société serait organisée à partir des individus et de leur aspiration et non plus à partir des collectifs et des classes sociales. Ces perspectives sont alors amenées à conclure (souvent et sûrement trop hâtivement) que les inégalités de classe disparaissent : « L'unité de référence dans laquelle on est frappé par la foudre (le chômage et la pauvreté) n'est plus le groupe, la classe ou la couche sociale, mais *l'individu vivant dans le marché*, avec ses caractéristiques propres. » (Beck, 2001 : 195). L'analyse est portée à propos des sociétés européennes pourtant elle est aisément réfutable et dénote d'une sociologie, aux tonalités parfois catastrophistes⁸, bien plus tournée vers la conceptualisation théorique que vers une approche empirique rigoureuse.

Pour ma part, dans le cadre de cette étude, à l'*ejido* El Edén, j'entendrais l'« individualisation » comme un processus traversant bien plus l'action des politiques publiques, qui orientent leurs programmes de plus en plus vers l'individu et non plus vers le groupe (pour ce type d'approche, voir par exemple : Merklen, 2003 ; Castel, 2003 ; Castel, Kessler, *et al.*, 2013), ou touchant l'insertion dans des marchés du travail de plus en plus divers et éparés, que comme un processus qui traverserait indistinctement toute la société. Il existe en effet des dynamiques individualisantes, mais cela ne signifie pas nécessairement que les sociétés seraient de plus en plus individualistes. Tout l'enjeu est d'ailleurs aussi de comprendre comment face à ces dynamiques de nouvelles solidarités peuvent émerger. C'est tout du moins l'analyse que nous proposerons dans ce chapitre et le suivant⁹, étant donné la place centrale qu'occupent les solidarités familiales au Mexique.

⁷ Au point que Danilo Martuccelli et François de Singly ont récemment dédié un court manuel aux sociologies de l'individu (2012) et Christian Le Bart, Philippe Corcuff et François de Singly ont également dirigé un ouvrage copieux sur les débats sociologiques que ces notions inaugurent (2010).

⁸ Nous serions de plus en plus seuls pour affronter les réalités sociales et l'ouvrage de Beck laisse peu de place aux solidarités et aux organisations collectives.

⁹ Voir chapitre V qui s'intéresse aux supports familiaux face aux métamorphoses des ruralités : « Territoires familiaux et sédentarité : Puiser dans des solidarités familiales différenciées pour pouvoir rester au village ».

Partie II. Les individus et les supports familiaux face aux changements...

Pour informer la perte de centralité de l'*ejido* et de l'agriculture en milieu rural, la réflexion se nourrira de la dense bibliographie, principalement mexicaine et française, consacrée à la contre-réforme agraire et à son expression particulière au Chiapas. Au niveau macro, des données statistiques nationales et étatiques étayeront la démonstration. À un niveau plus micro, nous confronterons également ce cadre général au panorama plus restreint des familles rencontrées à El Edén au travers des entretiens, des généalogies familiales et des données recueillies dans les Archives agraires.

Série photographique n°1. Annonce du programme BIENESTAR dans un champ sur le chemin vers l'*ejido* El Edén¹⁰, Tapachula, 2014 ;
Venue du PRI à l'*ejido* El Edén pour les élections municipales¹¹, El Edén, 2012



¹⁰ On peut lire sur l'affiche : « Aide à plus de 40 000 mères célibataires qui accomplissent la double fonction d'être mère et père ».

¹¹ Sur les pancartes : « Mon engagement est avec toi et tout Tapachula/Parce qu'il sait tenir parole ».

I. La réforme de l'article 27 de la Constitution : l'individualisation de la protection foncière ?

À partir de 1992, l'article 27 de la Constitution¹², définissant les principes des *ejidos* et communautés, est réformé par le gouvernement de Carlos Salinas de Gortari (1988-1994). Le programme PROCEDE — *Programa de Certificación de Derechos Ejidales y titulación de solares urbanos*¹³ —, créé en 1993, est l'opérateur de cette réforme et ouvre la possibilité à une privatisation ultérieure des parcelles *ejidales*. À travers sept phases, le programme permet aux *ejidatarios* de « certifier » leurs droits fonciers (tableau n°1). Si l'assemblée *ejidale* l'accepte à une majorité des deux tiers (elle a donc la possibilité de refuser), les terres *ejidales* peuvent désormais devenir propriétés individuelles et potentiellement être vendues, fractionnées ou utilisées comme bien immobilier, sous certaines conditions. La réforme continue d'encadrer les terres *ejidales* dans un régime foncier spécifique, distinct de la propriété privée. Les *ejidatarios* y ont toujours une place essentielle, mais elle est assurément d'une autre espèce. Et les organes de gouvernance de l'*ejido* (l'assemblée *ejidale* avant tout) n'ont plus cette fonction régularisatrice de l'accès au foncier.

Tableau n°1. Les différentes phases du PROCEDE

1	Coordination et sensibilisation au programme
2	Information et persuasion
3	Information et assentiment de l'Assemblée ejidale
4	Information de la Commission auxiliaire
5	Mesures des terres ejidales
6	Assemblée pour la délimitation, destination et répartition des terres
7	Délivrance des certificats parcellaires et élaboration du nouveau registre agraire

Cette première partie sera dédiée à la protection foncière que permettait l'*ejido*. Comment la nature de cette protection a-t-elle changé ?

¹² Voir annexe n°16 : « Article 27 de la Constitution mexicaine ».

¹³ Traduction du PROCEDE : Programme de certification des droits fonciers dans le domaine *ejidal*.

I.1. Préalable : la mise en place du PROCEDE

Avant de comprendre les changements dans les modalités de tenure de la terre, la perception, et la conscience de son patrimoine foncier, nous exposerons la mise en place de cette réforme ; son application tardive dans l'État du Chiapas ; l'ouverture des bases cadastrales à trois nouveaux statuts fonciers et à deux nouveaux acteurs ; et enfin le coup d'arrêt officiel donné à la redistribution des terres sur le territoire mexicain.

I.1.1. La contre-réforme agraire au Chiapas : une entrée tardive, un assentiment massif

Tout comme la redistribution des terres¹⁴, l'entrée (gratuite) dans le PROCEDE s'est faite de manière extrêmement disparate dans le pays. Au côté de l'État de Oaxaca, le Chiapas a été l'un des plus réticents à le mettre en place. À titre indicatif, le niveau d'avancement du programme était de 92 % en 1997 dans l'État de Tlaxcala, quand il était de 15 % au Chiapas la même année (Reyes Ramos, 2008a).

À l'*ejido* El Edén, il est approuvé par l'assemblée en 2001. Puis, viendra une vague de certification dans l'État. Le gouvernement mène en 2003 une « Croisade nationale pour la sécurité juridique en milieu rural » (*Cruzada Nacional por la Seguridad Jurídica en el Campo*). Le programme de certification (PROCEDE) y tient alors un rôle central (Reyes Ramos, 2008a : 6). En 2005, un million d'hectares est certifié dans l'État dont près de 500 000 pour la communauté lacandon (Reyes Ramos, 2008a : 6). En 2006, au niveau national, ce sont 93 % des 30 000 *ejidos* et communautés qui sont entrés dans le programme (Léonard, Foyer, 2011 : 53), au Chiapas ils sont près de 73 % (Reyes Ramos, 2008a : 7). Toujours en 2006, les municipales les plus récalcitrants étaient : Ocosingo (113 sur 200), Las Margaritas (74 sur 153) et Altamirano (15 sur 28) (Reyes Ramos, 2008a : 11). Ce sont des territoires avec une forte présence de populations indiennes ; l'intervention étatique y est tout à fait lacunaire contrairement à d'autres entités ; les conflits fonciers et politiques y sont importants ; les taux de marginalité élevés¹⁵ ; et l'EZLN y a une forte influence. En 2010, 60 % de la population était en situation d'extrême pauvreté¹⁶ à Ocosingo, Las Margaritas et à

¹⁴ Voir partie II.2.1. du chapitre II : « La protection foncière : de la répartition agraire à l'usufruit de sa parcelle ».

¹⁵ Voir annexe n°11 : « Chiapas : Taux de marginalité ».

¹⁶ « Extrême pauvreté : une personne est en situation d'extrême pauvreté quand elle a au moins trois carences, sur les six possibles, au sein de l'indice de privation sociale et si elle se trouve en dessous de la ligne minimum de bien-être. Les personnes dans cette situation disposent d'un revenu si faible que, même si elles

Altamirano¹⁷ ce pourcentage s'élevait à 67 % (CONAPO, 2010¹⁸). Bien que la corrélation marginalité/refus d'entrer dans le PROCEDE ne se vérifie pas toujours, les régions enclavées et moins intégrées aux marchés agricoles sont souvent celles qui ont procédé à la plus large ouverture de leur régime de propriété (Léonard, 2010 : 390).

Enfin, en 2011¹⁹, 1 732 *ejidos* chiapanèques sur 2 208 — soit plus de 78 % — sont entrés dans le PROCEDE (carte n°1). L'acceptation du PROCEDE diverge grandement selon les municipes. Mais on peut tout de même remarquer que la région côtière est dédiée principalement à l'élevage de bétail (élevage bovin à l'engraissement, production de lait et fromages) et dans une moindre mesure à la production intensive et extensive de céréales (maïs) et de légumineuses (haricots). Dans les deux cas, ces activités nécessitent d'importants investissements et la région compte donc plus de grandes exploitations, expliquant sûrement cette forte adhésion au PROCEDE. Pour le municipe de Tapachula, sur 308 *ejidos* et communautés (304 *ejidos* et quatre communautés) seulement 36 (dont une communauté) ont refusé le programme de certification, soit un niveau d'acceptation de plus de 88 % — 10 % de plus que la moyenne chiapanèque (*Procuraduría Agraria, Delegación Chiapas*, 2011). On rappellera ici que le municipe tapachultèque constitue presque une exception dans le contexte de l'État²⁰ : le pourcentage de personnes en situation d'extrême pauvreté s'élevait à 17,5 % en 2010 quand il était de 38,3 % au niveau de l'ensemble de l'État (CONAPO, 2010²¹).

Ainsi, bien que tardif, l'assentiment est désormais massif. Comment l'expliquer ? Il y a pour le moins deux mouvements qui ont précipité l'acceptation de cette contre-réforme agraire : l'un provenant de la base elle-même, des *ejidatarios* ; l'autre de la sphère politique au niveau national.

se consacraient exclusivement à l'acquisition de nourriture, elles ne pourraient pas acquérir les nutriments nécessaires pour une vie saine. », Coneval, *Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social*, Mexico, <http://www.coneval.gob.mx/Medicion/Paginas/Glosario.aspx>

¹⁷ Voir annexe n°8 : « Chiapas : régions et municipes ».

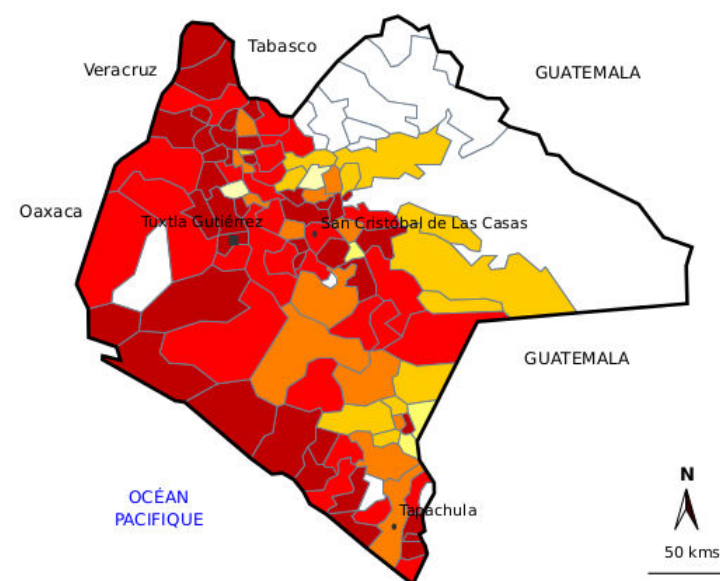
¹⁸ CONAPO, *Índice de marginación por entidad federativa y municipio*, 2010.

¹⁹ Ce sont les dernières données que j'ai pu trouver lors de cette recherche.

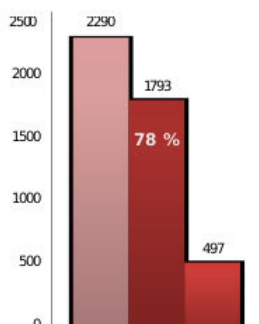
²⁰ Voir introduction générale et annexe n°11 : « Chiapas : Taux de marginalité ».

²¹ CONAPO, *Índice de marginación por entidad federativa y municipio*, 2010.

Carte n°1. Chiapas : taux d'acceptation du PROCEDE en 2011



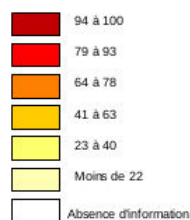
Ejidos et communautés entrés dans le Procède au Chiapas :



■ Total
 ■ Entrés dans le Procède
 ■ Non-entrés dans le Procède

Taux d'acceptation du Procède

(nbre d'ejidos et de communautés entrés dans le Procède / nbre total d'ejidos et de communautés par municipes, en %) :



Source: Procuraduría Agraria, Delegación Chiapas, 2011.
 Conception et réalisation: A. Rinaldy, 2013, avec les logiciels Philcarto et Inkscape.

Cette réforme survient en effet dans un contexte de crise du secteur *ejidal*. L'*ejido* qui permettait de protéger les individus — les *ejidatarios*-hommes-adultes avant tout²² — et leurs familles face aux vicissitudes de la vie en milieu rural en les dotant de terres, devient un obstacle à leur épanouissement. Le clientélisme inhibe en grande part l'accès aux aides publiques au profit d'un petit nombre. Loin de l'idéal démocratique de l'aile populaire de la Révolution menée par Emiliano Zapata (« *Tierra y Libertad* »), les pouvoirs de décision se concentrent souvent sur la seule figure du commissaire *ejidal*. On retrouve ici tout le paradoxe d'une institution qui a d'abord permis de protéger, puis qui a fini par freiner les individus dans l'accès aux ressources et aux programmes étatiques. Nous verrons que cette réforme ne

²² Voir chapitres II et III.

changera pas complètement ce phénomène, lui donnant de nouvelles modalités. En revanche, il contribue à nourrir la rupture entre la base éloignée des réseaux donnant accès aux subsides étatiques et l'institution.

En outre, l'apparition des jeunes générations sans statut légal (venues après la dotation, après 1943 à El Edén, et ne bénéficiant pas toujours des processus d'« *ampliación* »²³) a également contribué à remettre en question le monopole des *ejidatarios* sur les terres et la vie politique du village. De nombreux individus sont alors exclus, de par leur statut, de la gouvernance politique de l'*ejido*. Enfin, un certain nombre de programmes étatiques, comme « *Procampo* », « *Alianza para el Campo* », la contraction de crédits ou la location de la terre auprès d'entrepreneurs privés ont peu à peu exigé le certificat de propriété pour attester de la superficie détenue (Deere, León, 2000 ; Velázquez, 2010).

Au-delà d'une privatisation pure et simple (la réforme ouvre la possibilité de le faire dans le futur), entrer dans le PROCEDA a constitué une stratégie pour continuer à percevoir les aides étatiques et à participer aux divers programmes gouvernementaux pour les membres de l'*ejido*. Lucio explique d'ailleurs l'absence de privatisation complète des terres (*dominio pleno*, voir *infra*) à El Edén de façon tout à fait pragmatique : « Si personne ne demande la privatisation, c'est que nous ne recevions plus d'aides en tant qu'*ejido* mais en tant que propriété privée... Et il y a plus d'aides pour l'*ejido* que pour la propriété privée. C'est simple ! »²⁴.

Par ailleurs, dans un contexte de dette publique et de virage néolibéral, le but affiché du gouvernement dans cette réforme est de moderniser l'économie agricole mexicaine. Les mobiles sous-jacents sont d'attirer les capitaux étrangers et nationaux dans le secteur, de favoriser à nouveau la concentration des terres et de promouvoir l'investissement pour créer des entreprises agricoles compétitives et de taille suffisamment efficace pour s'imposer sur les marchés mondiaux (Deere, León, 2000 : 189 ; Léonard, Foyer, 2011 : 45 ; Appendini, 2004 : 201).

²³ Dotation complémentaire de terres ; selon l'article 325 de la loi agraire : « *Si al ejecutarse una resolución presidencial de restitución o dotación, se comprueba que las tierras entregadas son insuficientes para satisfacer íntegramente las necesidades del poblado, se tramitará de oficio el expediente de dotación complementario o ampliación. El procedimiento se sujetará a lo prevenido para la dotación de tierras, en lo que fuere aplicable.* » (PA, 1983 : 85).

²⁴ « *Si nadie pide el dominio pleno es que no recibiríamos apoyos como ejido, sino como propiedad privada. Así es; hay más apoyos como ejido que como propiedad privada... ¡Sencillo!* », entretien avec Cristina et Lucio, réalisé le 01.05.2012, à El Edén.

C'est dans ce contexte que les *ejidos* eux-mêmes doivent décider s'ils souhaitent adopter ou non le programme. La démarche est donc facultative. Mais, nous le soulignons, dans un contexte de perte de légitimité et après une campagne incitative de l'État, la marge de manœuvre était finalement plutôt restreinte...

I.1.2. L'ouverture des bases cadastrales et des droits fonciers

La réforme ouvre les bases cadastrales des *ejidos* à trois nouveaux statuts fonciers distincts²⁵. Les terres peuvent être dédiées au « peuplement humain » et au développement de la vie communautaire de l'*ejido* (*asentamiento humano* ou *solares urbanos*) (i.). Elles peuvent aussi être parcellisées ; un *ejidatario* unique ou un groupe d'*ejidatarios* en ont alors la propriété (ii.). Enfin, les terres d'usage commun (*uso común*) n'entrent ni dans le PROCEDE, ni dans les catégories précédentes, c'est le seul statut qui conserve la philosophie de l'article précédent. Elles sont inaliénables et insaisissables (iii.). L'assemblée *ejidale* décide donc des espaces qui seront certifiés ou laissés au régime de propriété collective. À El Edén, il a été convenu que le bourg (l'*asentamiento humano*) resterait propriété collective et que chaque parcelle serait attribuée à un unique *ejidatario*.

La réforme ouvre également la possibilité à une réelle privatisation de la propriété sociale et à son passage au régime privé avec le *dominio pleno*. Mais la dissolution totale des *ejidos* est restée marginale sur l'ensemble du pays (Léonard, 2011 : 15). Selon le ministère de la Réforme agraire, seulement 4,4 % de la propriété sociale nationale est devenue propriété privée (INEGI, 2008). Pourtant, au Chiapas, ce pourcentage s'élève à 14 % — et jusqu'à 24 % dans l'État de Oaxaca (Appendini, 2010 : 86). On peut expliquer ce chiffre conséquent par le développement d'importantes zones touristiques et hôtelières dans ces régions ; surtout pour Oaxaca où la côte Pacifique est sujette à un tourisme balnéaire massif dès la fin des années 1980, ce qui est moins le cas au Chiapas où le tourisme s'est davantage développé dans la région des *Altos*. Dans ces cas de figure, le PROCEDE est clairement un moyen pour les capitaux privés de prendre le contrôle de terres encore jusque-là sous le régime *ejidal*.

Ouverture des bases cadastrales de l'*ejido*, mais aussi ouverture du statut légal à deux nouveaux récipiendaires. Au sein des statuts fonciers prévus par l'*ejido*, l'*ejidatario* n'est plus le seul statut légal de tenure de la terre.

²⁵ Sources : <http://www.pa.gob.mx/publica/pa07ga.htm>.

Il est accompagné désormais : des *posesionarios* (i), détenant moins de cinq hectares, et des *avecindados* (ii), dépourvus de terres *ejidales* et « simples » résidents du village (propriétaires d'un terrain dans le village, le *solar urbano*). Les *ejidatarios* ont toujours le droit de vote à l'assemblée et peuvent être élus comme membre du *comité ejidal* (composé du *comisariado ejidal* et du *consejo de vigilancia*²⁶). Ils demeurent les interlocuteurs privilégiés des services étatiques, des partis et organisations, et des divers programmes de développement. Ils décident des projets qui entreront ou non dans l'*ejido*. *A contrario*, les deux autres catégories ne peuvent pas voter à l'assemblée et les *posesionarios* ne sont pas non plus habilités à acheter des terres *ejidales*.

Tableau n°2. Statut légal des membres de l'*ejido* El Edén et année moyenne de naissance, 2001

		Femme	Homme	Total
<i>Ejidatario</i> (inconnu : 9)	Effectifs	21	58	79
	Année moyenne de naissance	1943	1945	1944
	Minimum	1926	1912	1912
	Maximum	1965	1981	1981
<i>Posesionario</i> (inconnu : 27)	Effectifs	29	48	77
	Année moyenne de naissance	1959	1962	1961
	Minimum	1928	1927	1927
	Maximum	1979	1981	1981
Total (inconnu : 37)	Effectifs	50	106	156
	Année moyenne de naissance	1952	1952	1952
	Minimum	1926	1912	1912
	Maximum	1979	1981	1981

Source : Archives agraires, Ejido El Edén, 2001.

I.1.3. « Désormais, l'*ejido* n'augmente pas en hectares, ce qui augmente ce sont les propriétaires ! »²⁷

Lucio exprime ici deux facettes de la contre-réforme agraire : d'une part, la fin officielle de la répartition des terres et la pression démographique d'autre part.

La réforme clôturé en effet la possibilité pour les paysans de solliciter le bureau de la réforme agraire — *Secretaría de la Reforma Agraria* (SRA) —, responsable de la redistribution des terres et de la résolution des conflits fonciers. Ce dernier n'est plus le centre de l'intervention étatique en milieu rural et ne devient qu'une instance consultative. Institutionnellement, il se

²⁶ Composé d'un président, d'un premier et deuxième secrétaire, il surveille la mise en œuvre des décisions prises par l'assemblée *ejidale*. Elles doivent être conformes aux lois agraires et aux dispositions propres de chaque *ejido*. Le mandat de ses membres est de cinq ans. Ils ne peuvent être réélus.

²⁷ « ¡Ahora de hectáreas el ejido no aumentó, lo que aumenta son los dueños! », entretien avec Cristina et Lucio, réalisé le 01.05.2012, à El Edén.

dilue dans divers organismes tels que l'Institut national de développement agraire (INDA), le Registre agraire national (RAN) et la *Procuraduría Agraria* (PA) qui coordonnent ensemble le PROCEDURE. Désormais, la nouvelle loi entérine la fin de l'accès à la terre *ejidale* par de nouveaux demandeurs à travers la dotation, mais aussi par les *ejidatarios* avec les demandes d'agrandissement.

Le soulèvement zapatiste du 1^{er} janvier 1994 et les multiples « invasions »²⁸ de terres — c'était le terme le plus souvent utilisé à El Edén, mais on peut aussi plus justement parler de « récupérations » de terres — poussent le gouvernement à revoir ce principe. Au point qu'en 1996 le Chiapas inaugure ce qui est pour certains un nouveau cycle de la réforme agraire dans le pays (Reyes Ramos, 2008b : 46). Ce sont les Accords agraires (*Acuerdos Agrarios*), négociés entre les autorités agraires et les organisations paysannes²⁹, signés en 1996. De nouvelles terres sont incorporées aux *ejidos* déjà existants et de nouveaux *ejidos* sont créés : en 1997, 1 406 dont 891 *ejidos* pour le seul État du Chiapas (Reyes Ramos, 2008b : 55). Le Soconusco n'est pas la région à en bénéficier le plus avec, toujours pour l'année 1997, 70 nouveaux *ejidos* sur près de 8 500 hectares, quand la région de la forêt Lacandone voit la création de 190 *ejidos* sur plus de 76 500 hectares (Reyes Ramos, 2008b : 57). Il est important de souligner ici que l'apparition de ces nouveaux *ejidos* a généré de nombreux affrontements entre les groupes zapatistes et les autres organisations paysannes, métamorphosant souvent un conflit agraire entre les *ejidos* et les autorités étatiques en un conflit entre organisations paysannes — sur ce point central des conflits intercommunautaires, voir notamment l'article de Reyes Ramos (2001) ou encore les travaux de Neil Harvey (1998). Ces Accords agraires ne changeront pas fondamentalement la pression démographique exercée sur les terres. C'est la deuxième facette des propos de Lucio.

Au moment de la délimitation des parcelles (cinquième phase du PROCEDURE, l'étape de mesure et de délimitation des terres *ejidales*, tableau n°1), la connaissance paysanne des terres fut plus précise que celle du gouvernement (Warman, 2001 : 82). Certaines omissions, comme assigner une parcelle à ceux qui en avaient d'abord été exclus, ont pu être corrigées par l'assemblée. Mais plusieurs *ejidatarios* ont aussi perdu de la superficie lors des opérations de bornage effectuées par les autorités (Appendini, 2008). Je lis avec Lucio son certificat parcellaire (*certificado parcelario*) :

²⁸ Il s'agit pour un groupe de *campesinos* organisé de prendre possession de terres arables en les occupant.

²⁹ Ici l'opérateur de ces accords sera le Programme de Régularisation de la Propriété Fidéicommissaire au Chiapas (*Programa de Regularización de la Propiedad Fideicomitida en Chiapas*). Ce tiers permet de passer du statut juridique de copropriété à la propriété sociale, sous forme d'*ejido*.

Lucio : Regardes, ça, c'est une erreur [*il pointe du doigt le nombre d'hectares sur le document*]. Ils passent par voie satellite. Et donc par voie satellite, ils tirent juste une ligne droite. Et ici les terrains sont en montée, en descente. C'est de la montagne ! Du coup, ils te volent du terrain et n'apparaît sur le certificat qu'un hectare et demi. Ils me volent la moitié d'un hectare.

AR : Et ça, tu as pu le dire ?

Lucio : Oui, on l'a modifié. Nouvelle mesure. Cette année ça y est, j'aurai les deux hectares sur le document.³⁰

Enfin, avec le peu d'hectares doté et les divers transferts des droits *ejidales* à leurs héritiers, le morcellement des terres est un processus interne aux *ejidos*, initié bien avant la contre-réforme de 1992 (Léonard, 2010 ; chapitre III). Les parcelles se divisent, passant de cinq hectares à une ou deux par descendance.

I.2. De l'usufruit individuel de la terre à la propriété individuelle

Il était nécessaire d'exposer en préalable un certain nombre de points techniques sur cette nouvelle tenure de la terre *ejidale*. Explorons désormais le glissement que la réforme opère en passant, du point de vue du droit, d'un usufruit individuel et familial de la terre à une propriété individuelle, bien qu'il ne s'agisse toujours pas d'une propriété privée. Le paradigme néolibéral, qui inspire cette contre-réforme, « fondé sur le triptyque individu/sécurité/marché, prône le titrage des parcelles et une redéfinition des droits de propriété dans le sens d'une individualisation et d'une marchandisation » (Bouquet, Colin, 2009 : 310-311). Comme nous le développons dans le deuxième chapitre, la protection foncière de la terre permettait une existence territorialisée aux *ejidatarios* lors de la période historique précédente, alors émancipés de l'insécurité à laquelle ils étaient soumis en tant que *peones*. Mais qu'en est-il désormais ? Comment évolue cette protection ?

³⁰ « *Mira, esto ahí es un error. En vía satélite lo pasan. Entonces vía satélite no más tira la línea en línea recta. Y aquí los terrenos parcelarios son bajada, subida. ¡Es montaña! Pues de ahí te roban terreno. Y sale en el certificado solo una y media. Me están robando media hectárea. - ¿Y eso no lo pudiste decir? - Si, ya lo modificamos. Remedición. Ya este año, ya tendré las dos hectáreas en el documento.* », entretien avec Cristina et Lucio, réalisé le 01.05.2012, à El Edén.

I.2.1. Ventes des terres et ouverture des possibles acquéreurs

Avec la certification des droits fonciers, il serait exagéré de parler d'une privatisation pure et simple des terres *ejidales*, bien qu'il s'agisse effectivement du projet initial. « La nouvelle législation réaffirme [aussi] le régime particulier de la propriété *ejidale* et maintient certaines formes de contrôle collectif sur les processus de mise en circulation des droits fonciers » (Léonard, 2010 : 386-387). Sous certaines conditions, la réforme ouvre donc la possibilité aux transactions marchandes des droits parcellaires. Mais les pratiques de vente, bien que proscrites, existaient déjà de manière informelle avant la réforme :

Francisco : Le PROCEDE... [Il réfléchit] Il a peut-être dix ans ou plus.

AR : Et qu'est-ce que tu en penses ?

Francisco : Très bien, très bien. Moi je peux remercier ce programme. Il permet d'acheter plus ou de vendre quand on veut.

AR : On ne pouvait pas avant ?

Francisco : Oui, on pouvait aussi. Mais pas tout. Pas légalement. Pas comme ça... Mais oui, ici avec la terre on pouvait tout faire !³¹

AR : Et quand quelqu'un a ce certificat, il peut vendre sa terre et faire ce qu'il veut ?

Lucio : Oui, mais ici il ne peut pas vendre une corde, cinq cordes. Ça doit être la parcelle entière. Et vendre à un camarade, cela doit rester interne à l'*ejido*.³²

Un certain nombre de dispositions permettent en effet de privilégier les membres de l'*ejido* dans l'achat des terres. Ainsi, lorsqu'un *ejidatario* décide de vendre sa parcelle, son épouse ou sa conjointe et ses enfants sont prioritaires dans l'achat. Ils n'ont cependant qu'un mois pour rassembler la somme et en devenir les propriétaires légaux, avant que la terre ne soit proposée à des acquéreurs extérieurs à la famille. Les possibilités d'acquisition sont ensuite ouvertes aux membres de la communauté : l'acheteur doit y être *ejidatario* ou *avecindado*. Les

³¹ « El PROCEDE... Ya tiene como 10 años tal vez o más. – ¿Y cómo te pareció? – Muy bien, muy bien. Yo puedo agradecer este programa. Permite uno ya poder comprar más o vender a la hora que uno quiere. – ¿Antes no se podía? – Si también se podía. Pero no todo, no legalmente, no así. Pero sí, ¡aquí en la tierra todo se podía! », entretien avec Francisco, réalisé le 03.05.2012, à El Edén.

³² « Y cuando ya uno tiene este certificado, ¿puede vender su tierra y hacer lo que quiera? - Si, nada más que aquí no puede vender una cuerda, 5 cuerdas. Tiene que ser el predio completo. Vender a un compañero, queda ya interno en el ejido nada más. », entretien avec Cristina et Lucio, réalisé le 01.05.2012, à El Edén.

posesionarios sont donc exclus de cette ouverture des possibles acquéreurs. Le RAN produit ensuite le nouveau certificat parcellaire au nom de son nouveau propriétaire. Par ailleurs, comme le soulignait Lucio, la vente se fait désormais sur « la parcelle entière » et les multiples divisions du patrimoine foncier sont exclues.

Ainsi, les certificats parcellaires émis par le Registre agraire sont individuels et ne prévoient pas, par exemple, la communauté de biens entre conjoints (Bouquet, Colin, 2009 : 327). Le titulaire de la parcelle peut donc décider seul du sort de celle-ci, sans en aviser son conjoint — surprenant quand la philosophie de la Réforme était précisément d'en faire une propriété comme une autre. Par ailleurs, la priorité donnée aux membres du foyer dans l'achat est illusoire (voir *supra*), puisqu'ils doivent disposer de la somme nécessaire. Et, pour le dire brièvement, assignées à leur rôle de femmes au foyer, les compagnes des *ejidatarios* ont, en général, des rentrées d'argent extrêmement limitées, compliquant une fois de plus l'accès à la terre pour les femmes.

À l'*ejido* El Edén, avec le PROCEDE, le titulaire des droits parcellaires était encore en majorité un homme : près de 66 % des *ejidatarios* (figure n°1). Les hommes *ejidatarios* étaient 62 % à être mariés, contre près de 24 % des femmes *ejidatarias*. On peut supposer que bon nombre de personnes ne pouvaient justifier légalement d'un mariage lors de l'élaboration du registre agraire de 2001 à El Edén — l'union libre est fréquente en milieu rural —, mais que cela ne présupposait pas nécessairement d'une vie de célibat. Pourtant, suite à la mise en place du PROCEDE, plus de 65 % des femmes disposant d'un droit légal sur la terre (*ejidatarias* ou *posesionarias*) étaient célibataires et elles étaient plus souvent *posesionarias*, disposant de moindres droits (tableau n°3). Enfin, les *ejidatarios* étaient toujours en 2001 majoritairement ceux qui avaient été dotés de terres dans les années 1940 (génération 1928-1943). Les jeunes générations (1960-1975) accédaient plus largement au statut légal de *posesionarios* (figure n°2)³³.

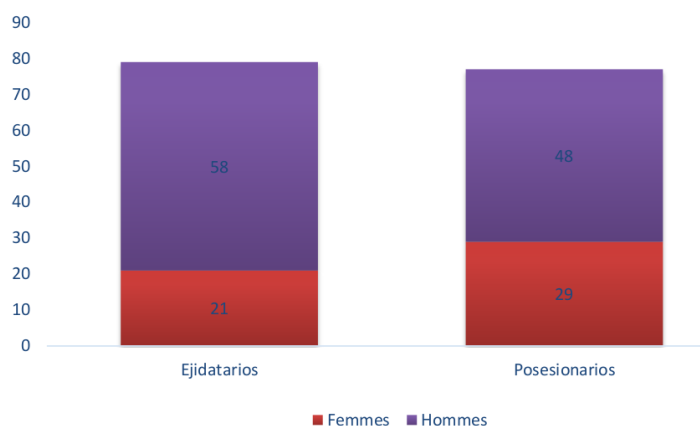
En somme, si la contre-réforme dit ouvrir la liste des possibles acquéreurs, dans les faits elle réaffirme la centralité et la puissance de l'*ejidatario* (homme, plus âgé) au sein des familles. Les certificats parcellaires sont attribués à une seule personne au sein du foyer, en majorité masculine donc. Lorsque les femmes le détiennent, elles sont le plus souvent célibataires et *posesionarias*³⁴. Enfin, elles ont moins d'hectares que leurs homologues masculins. En 2001, quand près de 56 % des hommes (*ejidatarios* et *posesionarios* confondus) étaient détenteurs

³³ Une même famille pouvait compter en son sein *ejidatarios* et *posesionarios*.

³⁴ Nous y reviendrons dans les deux chapitres suivants.

de deux et plus certificats parcellaires, 62 % des femmes n'en avaient qu'un seul (figure n°3).

Figure n°1. Statut légal des membres de l'ejido El Edén par sexe, 2001



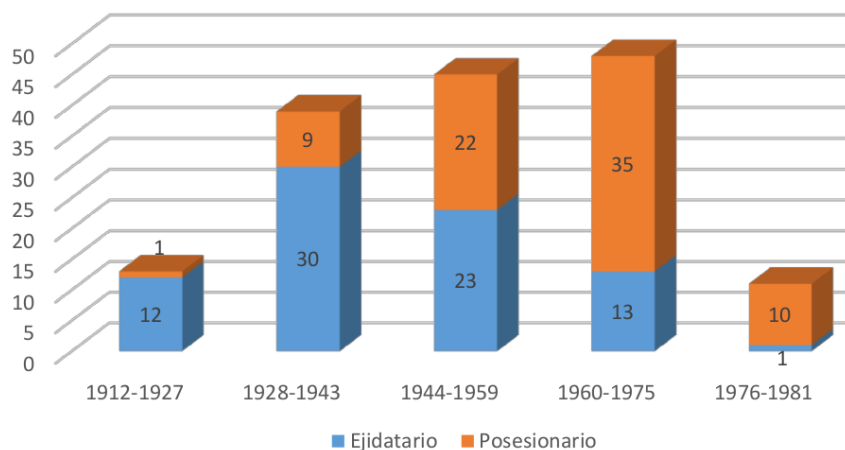
Sources: Archives agraires, ejido El Edén, 2001.

Tableau n°3. Statut légal des membres de l'ejido El Edén par sexe et statut marital, 2001

		Femme		Homme		Total	
		Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Ejidatario (inconnu : 9)	Marié	5	23,80%	36	62,00%	41	51,90%
	Célibataire	16	76,20%	22	38,00%	38	48,10%
	Total	21	100,00%	58	100,00%	79	100,00%
Posesionario (inconnu : 28)	Marié	12	42,90%	20	41,70%	32	42,10%
	Célibataire	16	57,10%	28	58,30%	44	57,90%
	Total	28	100,00%	48	100,00%	76	100,00%
Total (inconnu : 38)	Marié	17	34,70%	56	52,80%	73	47,10%
	Célibataire	32	65,30%	50	47,20%	82	52,90%
	Total	49	100,00%	106	100,00%	155	100,00%

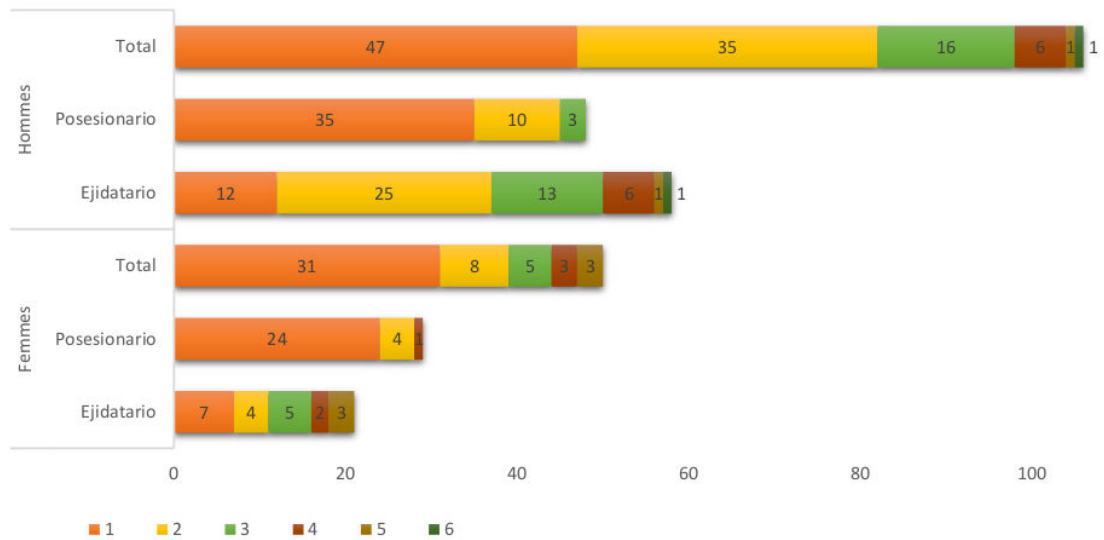
Source : Archives agraires, Ejido El Edén, 2001.

Figure n°2. Statut légal des membres de l'ejido El Edén par années de naissance, 2001



Source : Archives agraires, Ejido El Edén, 2001.

Figure n°3. Nombre de certificats parcellaires par statut légal et par sexe, 2001



Sources : Archives agraires, Ejido El Edén, 2001.

I.2.2. « Acte de naissance » et « nouvelle image » de la parcelle : une sécurisation des droits fonciers, la conscience d'un patrimoine ?

Malgré les erreurs, souvent fréquentes lors de la délimitation, le certificat parcellaire devient tout de même un sésame tant administratif que social. Lorsque je demande à Consuelo ce qu'elle pense du PROCEDE, elle me répond :

« C'est bien. Tu sais pourquoi ? Parce que nous avons le terrain. Nous l'avions. Mais nous n'avions pas de justificatif [elle fait le signe d'un papier avec ses mains]. C'est à moi, il mesure tant. Alors nous disions : « j'ai, j'ai ». Mais si quelqu'un venait et disait « ça, c'est à moi », comment je lui enlève ? Comment je prouve que c'est à moi ? Je ne pouvais pas. Alors que maintenant oui parce que nous avons les justificatifs. On se sent plus sûrs de ce qui est à nous. Parce que c'est comme nous, nous avons un acte de naissance. Notre terrain a une photo comme notre acte de naissance [Elle rit] toutes ses contiguïtés, ses mesures et tout. Moi en particulier, je me sens plus satisfaite parce que je sais que c'est à moi. [...] Le document nous a donné une nouvelle image de notre terrain. »³⁵

³⁵ « Es bueno. ¿Sabes porque? Porque teníamos el terreno. Teníamos. Pero no teníamos un comprobante. Es mío, mide tanto. Entonces decíamos: "tengo, tengo". Pero si venía otro y que decía "esto es mío", ¿cómo lo quito? ¿Cómo compruebo que es mío? No podía. En cambio ahora sí porque tenemos los comprobantes. Entonces ya nos sentimos más seguros de lo de nosotros. Porque ya es como nosotros: tenemos un acta de

Ce que la contre-réforme agraire institue, ce n'est donc plus la reconnaissance d'un droit collectif d'accès et de gestion de la terre, mais bien celle d'une propriété dûment délimitée et liée aux individus. Les « justificatifs » de la parcelle permettent de se sentir plus sûr de ce qui est détenu, mais aussi d'avoir conscience de son patrimoine foncier. C'est d'ailleurs l'argument mis en avant par les pouvoirs publics pour inciter à la « régularisation » des terres : « assurer son patrimoine » (figure n°3). Auparavant, l'absence d'assignation individuelle rendait en effet possible le travail de la parcelle par d'autres *ejidatarios* ou non-*ejidatarios* sans que le titulaire légal ne puisse la réclamer. C'est ce qui a contribué au consensus dans l'acceptation du PROCEDA : le terrain a désormais une existence légale — c'est comme un « acte de naissance » nous dit Consuelo — et n'était plus simplement un droit. La terre est désormais délimitée. C'est une manière d'avoir une perception quantifiée du patrimoine détenu et non plus simplement d'un droit agraire lié à la condition d'*ejidatario*. La terre *ejidale* devient ainsi un bien immobilier comme un autre (« j'ai, j'ai ») et avoir son certificat de propriété c'était être protégé. Les *ejidatarios* rencontrés soulignaient à quel point ce « justificatif » leur permettait de se sentir plus sûrs (« Alors on se sent plus sûrs de ce qui est à nous. ») de leur propriété foncière (« Le document nous a donné une nouvelle image de notre terrain. »), face à la possibilité d'en être dépossédé.

Figure n°4. Prospectus pour le fond d'appui pour les zones agraires sans régularisation (FANAR)



nacimiento. Nuestro terreno tiene una foto como su acta de nacimiento, todas sus colindancias, sus medidas y todo. Yo en lo particular yo me siento más conforme porque ya sé que sí es mío. [...] El documento nos dio una nueva imagen de nuestro terreno. », entretien avec Consuelo, réalisé le 04.05.2012, à El Edén.

Un glissement s'est opéré : la terre n'est désormais plus liée à l'*ejido* et à une protection collective dont chaque individu ou famille pouvait disposer de l'usufruit, mais elle devient un bien individuel, vécu comme tel. Ce glissement n'est pas sans revers. Abel, environ 78 ans, *ejidatario* de la première génération :

« Pour moi le PROCEDE... Par exemple, si vous avez besoin d'un crédit, vous donnez le titre de propriété de cette terre et si vous ne payez pas, ils te prennent la propriété. C'est la cruauté de ça. Avant à l'*ejido* ils ne pouvaient pas tout saisir; mais maintenant oui. Ils peuvent commencer à saisir chacun de nous parce que nous avons nos papiers du PROCEDE. Vous pouvez vendre, vous pouvez faire ce que vous voulez avec ça. »³⁶

Pourtant, officiellement cette hypothèque ne porte pas sur la propriété de la parcelle, mais seulement sur son droit d'usufruit. Ainsi, en cas de défaut de paiement, l'institution créancière ne peut pas saisir la terre, elle peut pourtant en tirer des bénéfices correspondant aux sommes dues (Bouquet, Colin, 2009 : 318). On note ici la méconnaissance des implications concrètes de la nouvelle loi (un point souligné également par Torres-Mazuera, 2009 : 467). Mais ce commentaire d'Abel montre aussi le nouveau rapport à la terre. Si grâce au PROCEDE la terre peut être vécue comme une sécurité supplémentaire, un capital ; le certificat parcellaire peut aussi être interprété comme une source d'insécurité additionnelle, puisqu'il ouvre la possibilité d'une hypothèque et constitue une garantie lors de l'établissement d'un crédit, ce qui n'était absolument pas le cas auparavant, lorsque les terres étaient propriété de la nation³⁷. Et peu importe si la saisie de la terre est rendue difficile dans les faits, c'est bien la perception de celle-ci qui est ici importante, à mon sens. C'est le sentiment de propriété qui est en jeu.

³⁶ « Para mí el PROCEDE... Por ejemplo, si usted necesita un crédito, da la escritura de este terreno, como propiedad, y si no paga te embargan la propiedad. Eso es la maldad que tiene eso. Antes en el ejido no podían embargar todo; pero ahora sí. Pueden entrar a embargar a cada uno porque ya tenemos nuestros papeles, ya de PROCEDE. Se puede vender, se puede hacer lo que uno quiere con eso. », entretien avec Abel, réalisé le 09.05.2012, à El Edén.

³⁷ Bouquet et Colin (2009) notent une dernière limite dans la sécurisation des droits fonciers : l'absence de cessions additionnelles pour régulariser sa parcelle. En cas d'absence (migrations internes et internationales, si fréquentes en milieu rural) ou sans les documents requis, bon nombre d'*ejidatarios* pouvaient rester en dehors du processus et se trouver dans une situation de vide juridique (Bouquet, Colin, 2009 : 328). Cependant avec le PROCEDE, les institutions publiques ont également mis en place une procédure simple pour la régularisation de documents. À El Edén, j'ai eu écho de diverses initiatives en ce sens. Mais les mentions « inconnu » dans le registre agraire de 2001 pourraient corroborer cette hypothèse d'un flou juridique pour plusieurs membres de l'*ejido*.

Avant la réforme de l'Article 27, ce que nous appelions la « protection foncière » dans le deuxième chapitre se basait sur le certificat collectif et l'interdiction de toute régulation marchande sur les terres. Désormais, avec la réforme, elle se fonde sur ce certificat parcellaire individuel et la formalisation des transactions foncières (Bouquet, Colin, 2009 : 329). La sécurité foncière n'est plus assurée par le collectif (l'assemblée *ejidale*), mais est à la charge de chaque individu détenant le certificat parcellaire.

I.2.3. L'individualisation de la succession

Pour Guillermo, les nouvelles dispositions attachées à la succession sont « la seule bonne chose du PROCEDE » :

« La Loi dit qu'hériter n'est pas une obligation. Si vous êtes une grande personne et que vous me maintenez, moi je vous laisse la terre, parce que vous êtes une bonne personne. Et si mes enfants ne font pas attention à moi, je ne vais rien leur laisser. [...] C'est ce que dit la Loi et je le vois bien. Ce n'est pas le fait d'être fille ou fils, mais c'est une personne différente. Moi ça me paraît bien parce qu'il y a des enfants qui ne viennent même pas saluer. Ils ne méritent rien. »³⁸

La réforme ouvre le champ des bénéficiaires aux personnes extérieures à la cellule familiale et supprime certaines restrictions, comme se consacrer principalement à l'agriculture ou résider sur place. Mais ce champ des bénéficiaires reste interne aux *ejidos*.

C'est aux *ejidatarios*, et donc principalement aux hommes, de décider de l'ordre de succession. Au moment de l'exécution de PROCEDE, il leur est demandé une liste d'héritiers, qui ne pourra être changée, alors que les pratiques antérieures étaient plus souples. Dans le cas où ils n'auraient pas fait de testament, l'ordre traditionnel demeure : priorité à l'épouse ou la conjointe, puis à l'un de ses fils, et à n'importe quel autre proche parent (Deere, León, 2000 : 191). Si la réforme en sécurise donc certains — « Moi ça me paraît bien » dit Guillermo en tant qu'*ejidatario* —, elle en fragilise d'autres — « [les enfants] ne méritent

³⁸ « Dice la ley que no es obligado heredar. Si usted fuera una gran persona y me mantuviera yo se lo dejo a usted, porque usted es buena gente. Usted me mantiene y todo, y mis hijos ni siquiera me pelan. Entonces no les voy a dejar nada. [...] Así dice la ley y lo veo bien. Entonces no es fuerza de hija ni hijo, sino es una persona diferente. A mí me parece bien porque hay hijos que ni siquiera vienen a saludar a uno. No merecen nada. », entretien avec Guillermo, réalisé le 07.05.2012, à El Edén.

rien » — soumis au bon vouloir des premiers. Cette individualisation du droit foncier ne va pas sans exclusion de certains membres de la famille. Elle peut potentiellement exacerber les tensions au sein de celle-ci. Ainsi Álvaro me racontera comment il était en conflit avec son frère ; leur père n'ayant pas officialisé l'héritage de ses terres *ejidales* : « Nous ne savons pas à qui reviennent les terres. Il [son père] n'a pas eu ce courage. Moi j'ai ce courage [de choisir l'héritier des terres ejidales donc]. Mon papa, je ne sais pas, il n'a pas eu ce courage de dire à qui reviendrait ses terres »³⁹.

En ce sens, l'institution *ejidale* n'opère plus ce rôle de régulateur des droits fonciers, venant parfois arbitrer les conflits familiaux. Le contrôle social collectif de l'*ejido* sur la terre est moins fort et repose désormais sur « chaque chef de famille *ejidatario* [qui] est appelé à arbitrer lui-même l'allocation des ressources de sa parcelle, en particulier entre ses descendants. » (Léonard, 2010 : 385). Moins de contrôle collectif, mais plus d'incertitude pour les successeurs soumis désormais exclusivement au bon vouloir du père. L'institution *ejidale* ne joue plus ce rôle de tampon entre les familles et l'accès au droit agraire.

³⁹ « No sabemos a quien le va a tocar. No tuvo este valor. Yo lo tengo este valor. Mi papa, no sé, no tuvo este valor de decir a quien le iba a tocar. », entretien avec Álvaro, réalisé le 14.05.2012, à El Edén.

II. Nouveaux marchés du travail, nouvelles interventions publiques : la double facette de la « désagrarisation »

Tâchons de documenter plus en détail ce processus de « désagrarisation ». L'autre centralité que marquait l'*ejido* était en effet celle de l'activité agricole. Les espaces ruraux se définissaient largement par leur inscription à cette activité. Et El Edén ne constituait pas une exception. L'*ejido* s'est construit sur la production caféière et un imaginaire paysan qui allait de pair avec la réforme agraire⁴⁰. Bien que cette réalité ait profondément changé, étudier *en/le* « milieu rural » est encore souvent assimilé à cette seule activité économique. En somme : « étudier le rural, c'était étudier l'agricole ». C'est pourtant aller vite en besogne et faire fi des nombreux travaux qui ont mis en lumière les nouvelles formes de ruralité contemporaines — à ce propos, voir l'introduction de cette thèse et les articles publiés dès le début des années 2000 au Mexique pour tenter de circonscrire ce qu'on a appelé les « nouvelles ruralités » : Pérez Correa (2001) ; Ratier (2002) ; Arias (2005) ; Llambí Insua, Pérez Correa (2007) ; Kay (2007, 2009) ; Grammont (2008, 2010).

Les années 1980 ont en effet marqué un changement de paradigme. La crise du modèle de substitution des importations⁴¹ et la dégradation des termes de l'échange ; l'orientation néolibérale d'insertion compétitive dans les marchés internationaux, qui trouvera son apogée lors de la signature du traité de libre-échange (ALENA), mettant en concurrence l'agriculture mexicaine avec celle de son voisin du Nord⁴² ; ou le programme d'ajustement structurel souscrit auprès du Fonds Monétaire International (FMI) dès 1983 sont autant d'éléments qui inaugurent la stagnation du secteur agricole, l'apparition de nouveaux marchés du travail et de nouvelles formes d'interventions publiques au sein des espaces ruraux.

Dans ce contexte inédit, certains chercheurs (Escalante, Catalán, *et. al.*, 2008 ; Grammont, 2009 ; Salas Quintanal, Gonzalez, 2013) ont parlé de « désagrarisation » des mondes ruraux, entendue comme « la baisse progressive de la contribution des activités agricoles au salaire ; non à cause de la disparition de l'activité agricole [...], mais de l'augmentation

⁴⁰ Voir chapitre II : « De *peon* à *ejidatario*, de l'insécurité aux protections sociales ».

⁴¹ Très brièvement, il s'agit de produire ce qui était auparavant importé, cherchant ainsi une indépendance industrielle, commerciale ou alimentaire.

⁴² Dont les taux de productivité sont bien plus élevés.

impressionnante des salaires non agricoles au sein des foyers ruraux »⁴³ (Grammont, 2009 : 15). Au-delà de cette baisse de la proportion du salaire agricole, la désagrarisation touche également les interventions étatiques en milieu rural, où les aides sont de moins en moins tournées vers cette activité. Nous dédions donc la deuxième section de ce chapitre au double processus de la désagrarisation : caractérisé par la perte de l'importance de l'agriculture dans les politiques publiques destinées aux zones rurales, d'une part ; et par la fin de l'omniprésence de l'agriculture sur le marché de l'emploi local, d'autre part.

II.1. Les politiques publiques en milieu rural : de nouvelles stratégies d'intervention

Début juin 2014, je suis en route pour El Edén. J'ai rendez-vous pour un entretien avec Leona. Sur le chemin nous passons d'abord, en amont, par l'*ejido* Independencia. Extraits de mon carnet de terrain :

Nous passons par 20 de noviembre, un ejido en contrebas d'El Edén. Il y a énormément de voitures, plus qu'à l'accoutumée. Les étalages de fruits et légumes, de poulets rôtis ou encore de vêtements et chaussures ponctuent le bord de la route. Sous le préau du terrain de basketball, de nombreuses femmes sont réunies. Je demande au chauffeur du taxi collectif qui me mène à El Edén ce qui se passe :

- *C'est le paiement d'Oportunidades⁴⁴. À El Edén, ce sera ce jeudi.*

AR : On dirait carrément une feria⁴⁵ !

- *Oui ! À El Edén aussi ; c'est pire encore !*

Le chauffeur avait raison. Trois jours plus tard, à El Edén, c'est effectivement plus impressionnant encore :

⁴³ « no tanto por la desaparición de la actividad agropecuaria, como se argumenta a menudo, sino por el impresionante crecimiento de los ingresos no agrícolas en los hogares rurales. » (Grammont, 2009 : 15).

⁴⁴ Subsides monétaires à l'attention des mères de famille en situation de précarité. Plus bas (II.1.2. La multiplication des programmes d'aides ou la décentralisation de l'intervention étatique) nous détaillerons cette aide, devenue le parangon de l'aide étatique en milieu rural.

⁴⁵ Foire, fête qui a lieu chaque année.

Le bus avance difficilement. Voitures, commerçants et piétons bloquent le passage. Il renonce finalement à nous déposer jusqu'à la place centrale. Avec les passagers, nous faisons les derniers mètres à pied. Je suis alors surprise de voir que c'est littéralement un marché à ciel ouvert qui se forme ici. Il y a de nombreux étalages. On y trouve de tout. Ou plus précisément, on y trouve tout pour le foyer : nourritures, ustensiles de cuisine, vêtements, couvertures, chaises, produits d'entretien... L'offre a clairement ciblé le profil de sa demande : les mères de famille, bénéficiaires du programme Oportunidades. [...] De nombreuses camionnettes et pick-up conduits par des hommes viennent déposer et reprendre des groupes de femmes et enfants des villages alentour.⁴⁶

Cette image de l'*ejido*, ce jour-ci, est un condensé du changement de paradigme qu'ont opéré les interventions étatiques en milieu rural. Si une politique publique cherche à résoudre un « problème collectif », c'est bien elle qui en définit les termes, qui borne les « problèmes » sur lesquels elle souhaite intervenir. Loin de s'attaquer aux dynamiques socio-économiques qui rendent les populations vulnérables, ces nouvelles interventions publiques ciblent les personnes qu'elles ont préalablement définies comme « à problèmes ». Avec le capitalisme néolibéral, les problèmes bornés par les institutions ne semblent en effet plus être les conditions matérielles et socio-économiques, mais les populations elles-mêmes (voir notamment Merklen, 2003 ; Castel, 2003 ; Castel, Kessler, *et al.*, 2013). Ces personnes doivent réunir un certain nombre de caractéristiques pour pouvoir bénéficier des subsides publics. Nous observerons ces métamorphoses de l'intervention publique en milieu rural ; la multiplication des programmes et des institutions qui individualisent leurs interventions.

II.1.1. Changement de paradigme : du « producteur de café » au « pauvre »

Avec le défaut de paiement de la dette publique en août 1982, le Mexique contracte des prêts à la Banque Mondiale et au FMI, lesquels exigent de nouvelles orientations dans la politique économique. Le secteur agricole sera profondément touché par cette restructuration. À titre indicatif, « Entre 1983 et 1988, les subsides publics alloués au secteur agricole diminuent à un rythme annuel de 13 % ; le budget du ministère de l'Agriculture est réduit de 70 % et les investissements baissent de 85 % au total. Les crédits publics à l'agriculture baissent de 78 % entre 1981 et 1988 » (Léonard, Foyer, 2011a : 45). Les institutions gouvernementales, qui soutenaient le secteur primaire et garantissaient les prix, ont directement été affectées par ce

⁴⁶ Carnet de terrain, 09.06.2014, *Ejido* El Edén.

changement de cap et ont peu à peu été démantelées (Martínez Morales, 2004b). La dislocation des organismes institutionnels en matière d'agriculture se fait de manière extrêmement rapide.

Dans le secteur caféier, c'est l'INMECAFE⁴⁷ qui subit ces profondes restructurations. À partir de 1989, l'institution abandonne la réglementation du marché avec notamment : la suppression des prix garantis, la fin du contrôle des processus de commercialisation et la restriction de ses aides techniques et financières aux producteurs (Martínez, 2004 ; Léonard, Foyer, 2011a, 2011b). Le montant du fonds de réserve, créé par et au sein de l'INMECAFE sur la base des apports des producteurs, s'est déplacé à un fidéicomis (Fidecafé) qui délivrerait des aides au prorata des apports de chacun. Cependant, son fonctionnement était lent et les fonds ne se sont pas canalisés pour améliorer la production (Martínez, 2004 : 128). L'institution abandonne ses infrastructures industrielles (notamment pour le dépulpage et le séchage de la graine) et les vend à d'importantes centrales paysannes (Léonard, Foyer, 2011a : 54). En somme, l'INMECAFE (aujourd'hui COMCAFE⁴⁸) n'est plus l'opératrice des politiques publiques dans le secteur caféier. De son côté, la principale banque des petits producteurs, Banrural, se retire également du financement de la caféiculture. Elle est dissoute en 2003.

Il serait néanmoins exagéré de dire que l'État se désengage totalement du secteur agricole. Pour stimuler la productivité, le Ministère de l'Agriculture coordonne trois programmes majeurs : PROCAMPO, ASERCA et *Alianza para el Campo*. Le premier donne une aide directe aux producteurs selon le nombre d'hectares cultivés ; le deuxième cherche à vitaliser la commercialisation ; le dernier, à augmenter les capacités productives.

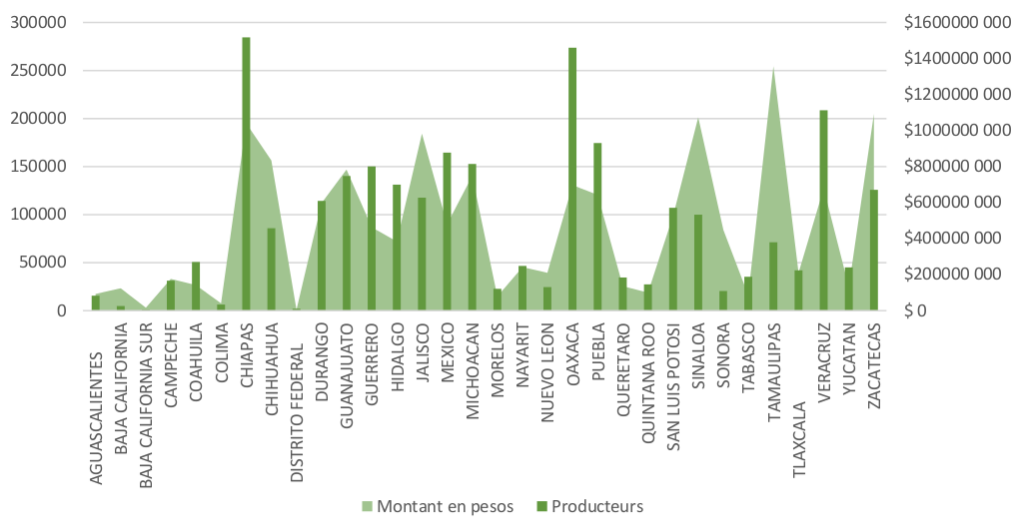
Mais ces trois programmes sont majoritairement destinés aux plus rentables, aux plus insérés dans les marchés internationaux et donc souvent situés au nord du pays. En 2002, Sinaloa, Sonora et Tamaulipas sont quelques-uns des États qui ont le plus bénéficié du programme ASERCA, 37 % de son budget, alors même qu'ils représentent moins de 6 % des surfaces cultivées de maïs. Les régions sud en n'ont récupéré que 10 % (Léonard, Losch, 2005 : 12), dont 4 % pour le Chiapas sûrement le mieux doté des États du Sud, qui compte 13 % des surfaces nationales pour cette même culture (Léonard, Foyer, 2011a : 61).

⁴⁷ Nous en définissons les prérogatives dans le deuxième chapitre, voir la partie II.2.2. : « La protection économique : vivre de sa production agricole ».

⁴⁸ *Comisión para el Desarrollo y Fomento del Café en Chiapas* – Commission pour le Développement et la Promotion du Café au Chiapas.

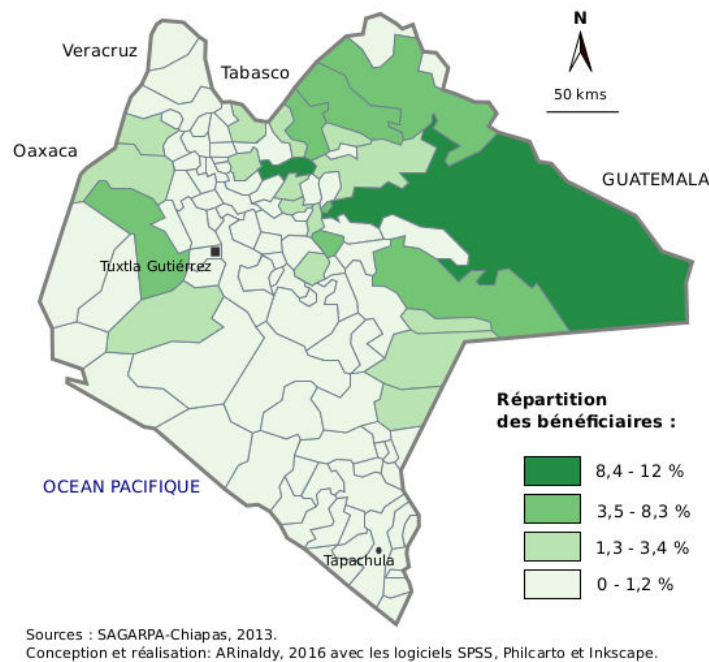
Dans le cadre du programme PROCAMPO, le Chiapas se trouve parmi les mieux dotés et là encore les mieux placés pour les États du sud, avec plus d'un milliard de pesos, autant que Sinaloa — quand Oaxaca recevait 600 millions de pesos. Pourtant, il est aussi l'État avec le plus de bénéficiaires (284 492) — au côté d'Oaxaca (273 876) (figure n°3). Un montant certes important est donc alloué au Chiapas. Mais il est divisé entre beaucoup plus de bénéficiaires. Le Tamaulipas reçoit par exemple plus d'un milliard trois cents millions de pesos pour seulement 71 000 producteurs (figure n°3). Là encore, si on ajuste la focale au niveau des municipes, le programme semble relativement bien réparti sur le territoire chiapanèque. Celui de Tapachula ne regroupe que 0,5 % des bénéficiaires de l'État (carte n°2). Plus flagrant encore le type de cultures : en 2013 le maïs recouvrait près de 50 % du programme, le café à peine 0,1 % (Sagarpa, 2013). On imagine alors que les bénéficiaires du PROCAMPO dans le secteur caféier sont une poignée de privilégiés.

Figure n°5. Nombre de producteurs bénéficiaires du programme PROCAMPO et montant versé en pesos par États, 2010



Sources : Dirección General de Medios de Pago, Dirección General de Sistemas de Información para la Operación de Apoyos Directos, SAGARPA, 2010.

Carte n°2. Chiapas : répartition des bénéficiaires du programme PROCAMPO, 2013



Et, en effet, à El Edén, aucune des familles *ejidales* que j'ai rencontrées ne bénéficiait de ces aides à la production pour leur parcelle, désormais plus assez compétitive pour le marché international. Le seul programme en provenance de la SAGARPA que l'on m'a mentionné, lors d'un entretien avec la présidente *ejidale*⁴⁹, était le *Fomento productivo para el café* (développement productif pour le café), d'un peu plus de 500 pesos par hectare. Mais pour y prétendre, il fallait pouvoir justifier de la vente de sa production. Cette aide minime vient donc à la fin, quand précisément c'est au début du processus productif qu'elle est la plus attendue. Enfin, pouvoir justifier de la vente de sa production est assez rare pour les petits producteurs d'El Edén qui n'ont souvent pas les moyens d'acheminer le produit jusqu'à Tapachula et les acheteurs légaux. Ils la vendent en majorité aux *coyotes*⁵⁰ qui viennent jusqu'à eux, au village (voir *infra*, à propos des prix du café). C'est ainsi que certains sont amenés à regretter les « cadeaux »⁵¹ du PRI de la période historique précédente.

⁴⁹ Entretien avec Cristina et Lucio, réalisé le 01.05.2012, à El Edén.

⁵⁰ Intermédiaires qui achètent le café (souvent à bas prix) aux producteurs (parfois directement dans le village) et qui le revendent aux *casas compradoras* de café (maisons acheteuses, qui revendent elles-mêmes à de grands groupes comme Nestlé ou Altria).

⁵¹ « *En esa época, si había apoyo para el café, había fertilizantes. ¡Nos lo regalaba!* », entretien avec Álvaro réalisé le 14.05.2012, à El Edén.

Partie II. Les individus et les supports familiaux face aux changements...

Diminution des aides au secteur agricole donc ; mais aussi manque de lisibilité des possibilités de l'intervention publique dans le secteur. Lors d'un entretien avec le directeur de la délégation Chiapas de la SAGARPA⁵², j'ai parfois eu du mal à avoir une idée claire de l'ensemble des programmes qu'il m'énumérait. Le prospectus qu'il me tend alors est assez emblématique de ce manque de lisibilité (photo n°2). La multiplication des bureaux responsables ou la redondance de certaines aides contribuent à cette confusion.

On voit déjà poindre à nouveau la structure duale de l'agriculture mexicaine : « un tissu dense de petites exploitations », plus souvent situé au sud, face à de grandes structures compétitives, au nord du Pays (Léonard, 2011 : 15). L'État propose de les aider de manière différenciée : aux premiers, les aides d'appui à la productivité, à la modernisation ; aux seconds, les politiques sociales pour « résorber » la pauvreté.

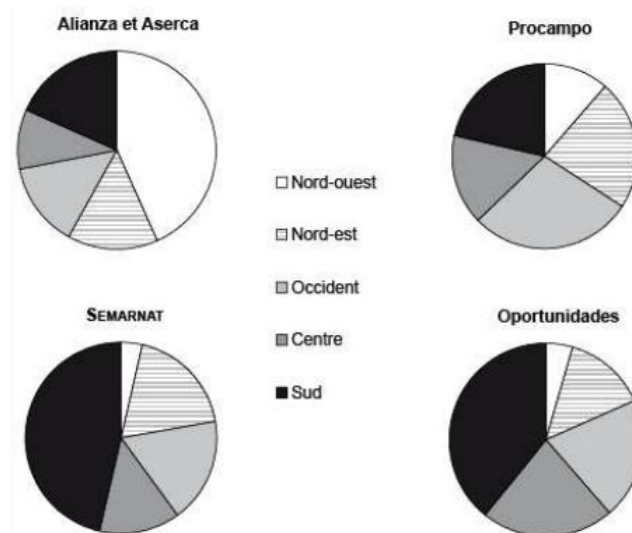
Photo n°2. Prospectus des programmes de la SAGARPA, 2012

Programa	Objetivo	Componentes	Beneficiarios	Unidad Responsable	Tipos de apoyo
Apoyo a la Inversión en Equipamiento e Infraestructura	"Incrementar la capitalización de las unidades económicas agropecuarias, acuícolas y pesqueras a través de apoyos complementarios para la inversión en equipamiento e infraestructura en procesos de agregación de valor, acceso a los mercados y para apoyar la construcción y rehabilitación de infraestructura pública productiva para beneficio comunitario"	Agricultura	Personas físicas y morales	Dirección General de Fomento a la Agricultura	<ul style="list-style-type: none"> * Maquinaria y equipo. * Infraestructura. * Material vegetativo. * Adquisición de semillas, sementales, embriónes, cópulas y abejas reinas. * Capacitación, desarrollo de tecnologías, sistemas de información, difusión, promoción y estudios de mercado. * Servicios para certificaciones. * Modernización de embarcaciones mayores. * Investigación, manejo, reproducción y aprovechamiento sustentable de la fauna agnética agrícola, mivestana, pecuaria y acuática.
		Canadero	Personas físicas y morales	Coordinación General de Canadero	
		Pesca	Personas físicas y morales	Dirección General de Organización y Fomento de la CONAFESCA	
		Activos Productivos	Personas morales	Dirección General de Programas Regionales y Organización Rural	
		Agricultura Protegida	Personas físicas y morales	Dirección General de Vinculación y Desarrollo Tecnológico	
		Electrificación para Granjas Acuícolas	Personas físicas y morales	Dirección General de Infraestructura de la CONAFESCA	
		Infraestructura Pesquera y Acuícola	Personas físicas y morales	Dirección General de Infraestructura y Dirección General de Organización y Fomento de la CONAFESCA	
		Sustitución de Motores Marinos Ecológicos	Personas físicas y morales	Dirección General de Infraestructura de la CONAFESCA	
		Manejo Postproducción (Infraestructura Rastros, TIF, FIMAGO, PROVAR e infraestructura para centros de acueductamientos pecuarios)	Personas físicas y morales	Dirección General de Apoyo al Financiamiento Rural	
		Modernización de la Flota Pesquera y Racionalización del Esfuerzo Pesquero	Personas físicas y morales	Dirección General de Infraestructura de la CONAFESCA	
Apoyo al Ingreso Agropecuario PROCAMPO Para Vivir Mejor	"Apoyar el ingreso de los productores agropecuarios, acuícolas y pesqueros a través de apoyos directos, así como apoyos complementarios para la modernización de maquinaria, equipó y adquisición de insumos energéticos"	Recursos Genéticos [agrícolas, pecuarias acuícolas]	Personas físicas y morales	INAFESCA, CONAFESCA, Dirección General de Vinculación y Desarrollo Tecnológico y Coordinación General de Ganadería	<ul style="list-style-type: none"> * Maquinaria y equipo. * Desarrollo de equipos y formación de especialistas. * Cuentas energéticas a precio estimado. * Apoyo al ingreso por productividad y por superficie de café convencional o sustentable.
		PROCAMPO Para Vivir Mejor	Personas físicas y morales	ASERCA	
		Diseño Agropecuario/Modernización de la Maquinaria Agropecuaria	Personas físicas y morales	Dirección General de Vinculación y Desarrollo Tecnológico	
		Diseño Marino	Personas físicas y morales	Dirección General de Planeación, Programación y Evaluación de la CONAFESCA	
		Fomento Productivo del Café	Personas físicas y morales	Dirección General de Fomento a la Agricultura	
Prevención y Manejo de Riesgos	"Apoyar a los productores agropecuarios, pesqueros, acuícolas y otros agentes económicos del sector rural para la prevención, manejo y administración de riesgos, a través de instrumentos que atiendan problemas de mercado y de financiamiento, sanidad e inocuidad y ocurrencia de desastres naturales"	Gasolina Ribereña	Personas físicas y morales	Dirección General de Planeación, Programación y Evaluación de la CONAFESCA	<ul style="list-style-type: none"> * Apoyos a productores y compradores por compensación de bases de agricultura por contrato y para proceso comercial. * Canaduría por contrato. * Apoyos directos en efectivo o cheque a productores afectados. * Servicios de garantías y primas de seguro. * Vigilancia epidemiológica, proyectos asoasiantares y fitosanitarios.
		Atención a Desastres Naturales en el Sector Agropecuario y Pesquero	Productores agropecuarios, pesqueros y acuícolas	Dirección General de Estudios para el Desarrollo Rural	
		Garantías (para adquisición de fertilizantes y desarrollo pesquero)	Personas físicas y morales	Dirección General de Administración de Riesgos y Proyectos de Inversión	
		Fondo para la Indicación de Inversión en Localidades de Meda, Alta y Muy Alta Marginalización	Personas físicas y morales	Dirección General de Administración de Riesgos y Proyectos de Inversión	
Desarrollo de Capacidades Innovación Tecnológica y Extensionismo Rural	"Fortalecer las capacidades técnicas y administrativas de las unidades económicas agropecuarias, pesqueras y acuícolas para que registren sus procesos productivos y organizativos a través del otorgamiento de apoyos en servicios de asistencia técnica, capacitación, extensionismo; en proyectos de investigación y transferencia de tecnología y en fomentar el desarrollo gerencial de las organizaciones sociales y de los comités sistema productiva"	Sanidades	Personas físicas y morales	SENASICA	<ul style="list-style-type: none"> * Servicios profesionales. * Equipamiento. * Organización o asistencia a eventos de intercambio de conocimientos, tecnologías, experiencias y proyectos relevantes. * Apoyo a proyectos de investigación, validación y/o transferencia tecnológica.
		Apoyos para la Integración de Proyectos (apoyos a Organizaciones Sociales, Elaboración e Integración de Proyectos y Sistemas Productivos)	Organizaciones sociales del sector rural, sistemas productivos y personas morales	Coordinación General de Política Sectorial, Dirección General de Fomento a la Agricultura para agrícolas, Coordinación General de Ganadería y Dirección General de Organización y Fomento de la CONAFESCA	
		Desarrollo de Capacidades y Extensionismo Rural (Capacitación Integral a productores, jóvenes y mujeres rurales)	Personas físicas y morales, grupos de trabajo e instituciones	Dirección General de Servicios Profesionales para el Desarrollo Rural	
Sustentabilidad de los Recursos Naturales	"Contribuir a la conservación, uso y manejo sustentable de los recursos naturales utilizados en la producción primaria mediante el otorgamiento de apoyos y servicios que permitan desarrollar sistemas integrales, obras, acciones y prácticas sustentables que ayuden a inducir una nueva estructura productiva incluyendo cultivos para la producción de insumos para bioenergéticos, aprovechamiento sustentable de la energía, uso de fuentes alternativas de energía así como a la conservación y aprovechamiento sustentable del suelo, agua y vegetación de las unidades productivas"	Innovación y Transferencia de Tecnología	Personas físicas y morales	Dirección General de Vinculación y Desarrollo Tecnológico, Coordinación General de Ganadería y la CONAFESCA	<ul style="list-style-type: none"> * Proyectos integrales innovadores de producción de insumos biogénéticos. * Proyectos de producción de biofertilizantes y abonos orgánicos. * Obras de captación y almacenamiento de agua. * Obras y prácticas de conservación del suelo. * Apoyo directo para el retro voluntario de embarcaciones mayores. * Casos para asesores técnicos de pesca que participen en acciones de inspección y vigilancia. * Efectivo para beneficiarios del PROCAMPO.
		Bioenergía y Fuentes Alternativas	Personas físicas y morales	Dirección General de Vinculación y Desarrollo Tecnológico	
		Conservación y Uso Sustentable de Suelo y Agua	Personas físicas y morales	Dirección General de Apoyos para el Desarrollo Rural	
		Diminución del Esfuerzo Pesquero	Personas físicas y morales	Dirección General de Ordenamiento Pesquero y Acuícola de la CONAFESCA	
		Inspección y Vigilancia Pesquera	Personas físicas y morales	Dirección General de Inspección y Vigilancia de la CONAFESCA	
		Ordenamiento Pesquero y Acuícola	Comunidades pesqueras y acuícolas	Dirección General de Ordenamiento Pesquero y Acuícola de la CONAFESCA	
		Producción Pecuaria Sustentable y Ordenamiento Canadero y Acuicola PROCAN	Personas físicas y morales	Coordinación General de Ganadería	
Reconversión Productiva	Personas físicas y morales	Dirección General de Fomento a la Agricultura			
Acciones en Concurrencia con las Entidades Federativas en Materia de Inversión, Sustentabilidad y Desarrollo de Capacidades	"Proyecto Estratégico de Seguridad Alimentaria (PESA) Desarrollo de las Zonas Áridas (PRODEZA) Trópico Húmedo Apoyo a la Cadena Productiva de los Productores de Maíz y Frijol (PRODIMA)"	Proyectos Estratégicos	Beneficiarios	Unidad Responsable	Tipos de apoyo
		Proyecto Estratégico de Seguridad Alimentaria (PESA)	Personas físicas e morales y grupos de trabajo	Dirección General de Programas Regionales y Organización Rural	* Maquinaria y equipo. * Infraestructura.
		Desarrollo de las Zonas Áridas (PRODEZA)	Personas físicas y morales y grupos de las localidades rurales	Dirección General de Apoyos para el Desarrollo Rural	* Material vegetativo, especies acuícolas y acuícolas. * Servicios de asistencia técnica y soporte técnico-metodológico.
		Trópico Húmedo	Personas físicas y morales	Dirección General de Organización y Fomento de la CONAFESCA y Coordinación General de Enlace y Operación	* Mantenimiento pre-productivo para proyectos y plantaciones en producción. * Certificación de la producción.

⁵² Entretien réalisé le 23.04.2012, à Tapachula

Pour les producteurs non compétitifs sur le marché mondial, la terre est en effet considérée par les nouveaux programmes de développement comme une protection, parmi d'autres, de l'individu pour faire face à la marginalité : il lui permet d'améliorer son alimentation ou son revenu (Appendini, 2004 : 202 ; Léonard, Foyer, 2011a : 69). Le petit producteur des régions du Sud est désormais considéré par l'État non plus comme *campesino* comme c'était le cas lors de la première réforme agraire et de la redistribution des terres, mais comme « pauvre » (Merklen, 2003). Il ne fera plus partie des politiques agricoles pour l'investissement (comme *Alianza para el campo*, ASERCA ou PROCAMPO), mais des programmes de lutte contre la pauvreté (à travers le SEMARNAT ou *Oportunidades*) (figure n°4). Le régime foncier n'est dès lors plus considéré comme une protection collective pour produire, mais bien comme une ressource individuelle pour vivre.

Figure n°6. Distribution des programmes par zones géographiques, 2004⁵³

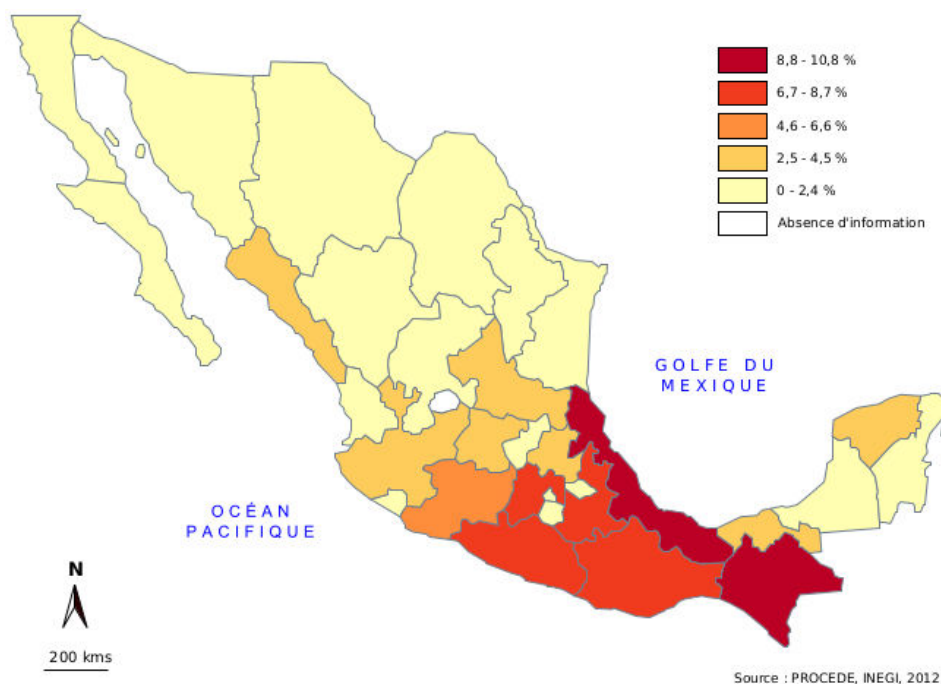


La carte de la répartition des bénéficiaires du programme *Oportunidades* est à cet égard très parlante : le Mexique du Sud est celui qui reçoit le plus ce programme et particulièrement le Chiapas (au côté de Veracruz), réunissant plus de 10 % des bénéficiaires nationaux (carte n°3). Et l'intervention publique en milieu rural au sud se fait moins de manière sectorielle (secteur primaire) et plus de façon territoriale et sociale. C'est aussi ce qui amène Francisco à me confier : « Parfois je me dis que les gens ont raison d'abandonner la production. Il n'y a plus d'aides du gouvernement de ce côté [...]. Quand le PAN est arrivé, on espérait un changement, mais on n'a vu aucun changement. Pire, nous n'avons reçu aucune

⁵³ Source : Léonard, Foyer, 2011a : 68.

aide pour la parcelle. Quand c'était le PRI, nous avions des aides... »⁵⁴. Voyons dans le détail à quels types de programmes peuvent désormais prétendre les familles rurales rencontrées à El Edén.

Carte n°3. Répartition des bénéficiaires du programme *Oportunidades* (en %), 2012



II.1.2. La multiplication des programmes d'aides ou la décentralisation de l'intervention étatique

Ce changement de paradigme dans les politiques publiques c'est encore sous le gouvernement de Carlos Salinas de Gortari (1988-1994) qu'elle a lieu, comme c'était également le cas pour la contre-réforme agraire de 1992. « Entre 1988 et 1994, le budget social total passe [...] de 6,3 % à 10,2 % du PIB national, et de 33,2 à 53,9 % du budget fédéral » (Léonard, Foyer, 2011a : 55).

Dès les premiers mois, le PRONASOL (Programme National de Solidarité), souvent présenté comme le bras social de sa politique néolibérale, constitue le programme phare de son investiture. Toujours entre 1988 et 1994, il recouvre trois axes essentiels : l'amélioration de la qualité de vie des communautés, c'est le volet plus « social » du programme (avec

⁵⁴ « yo digo a veces que la gente tiene razón de abandonar. Es que no hay apoyo del gobierno de este lado. [...] Cuando entro el PAN se esperaba cambio, pero no se ha visto nada de cambio. Peor, no hemos tenido ningún tipo de apoyo para la parcela y cuando estaba el PRI teníamos apoyos... », entretien avec Francisco, réalisé le 03.05.2012, à El Edén.

l'électrification, l'adduction de l'eau potable, l'évacuation des eaux usées, la construction de centres de santé, d'écoles, etc.) (i.) ; l'appui à la production qu'elle soit industrielle, compétitive ou d'autosubsistance (ii.) ; elle comporte aussi un volet de développement régional (avec notamment le renforcement des infrastructures administratives des municipales) (iii.) (CEPAL, FAO, RIMISP, 2003 : 20). L'objectif politique était alors de « rompre avec le paternalisme »⁵⁵ des organisations paysannes (Valencia, Aguirre, 2001 : 60), de traiter directement avec les populations concernées et de juguler les effets néfastes de l'ALENA sur les petits producteurs, également signé par ce même gouvernement Salinas (Gordon, 1996 : 247).

Puis, PRONASOL devient PROGRESA (*Programa de Educación, Salud y Alimentación*) (1996-2000) sous l'administration d'Ernesto Zedillo (1994-2000) et sous l'égide du Ministère des Affaires sociales (SEDESOL). Ce programme opère trois changements majeurs d'avec son prédécesseur. D'une part, il se focalise exclusivement sur le volet social et se centre sur trois points interdépendants : la santé, l'alimentation et l'éducation. D'autre part, il ne se destine plus à la communauté dans son ensemble, mais, suite à une enquête préliminaire, il choisit les familles les plus marginales comme unité d'intervention. Et au sein de ces familles, ce seront les mères qui seront les intermédiaires privilégiées : elles seront les dépositaires d'une aide financière, délivrée en argent comptant (changement là aussi important d'avec le dispositif précédent), car pour les bailleurs ce sont précisément elles qui se chargent des « affaires du foyer ». Enfin, les subsides (environ 800 pesos chaque deux mois) ne pouvaient être touchés que sous conditions : les enfants devaient être scolarisés et deux fois par mois les membres du programme devaient assister aux réunions de sensibilisation (surtout à propos de nutrition infantile, pré et postnatale) et aux consultations médicales. Le programme inhibe les cumuls de programmes similaires pour les bénéficiaires. Au début des années 2000, 2,6 millions de familles sur plus de 72 000 communautés, soit 40 % des familles rurales mexicaines, bénéficiaient de PROGRESA (Skoufias, 2006 : 1).

Sous le sexennat de Vicente Fox — premier président non priiste de l'histoire moderne du Mexique⁵⁶ — PROGRESA devient « *Programa de Desarrollo Humano Oportunidades* ». Au-

⁵⁵ « *romper con el paternalismo* » (Valencia, Aguirre, 2001 : 60).

⁵⁶ Le PRI reste en effet au pouvoir jusqu'en 2000. Avec l'élection de Fox et l'arrivée du PAN à la présidence, c'est tout un champ de recherche qui est revitalisé au Mexique, celle de la « transitologie » autour d'une question centrale : a-t-on assisté à une transition démocratique réelle ou cette alternance n'est-elle qu'une continuité ? Il y a par exemple différents niveaux de gouvernance (fédéral, étatique, municipal et local) où la transition ne s'est pas toujours faite. Pour l'ensemble de ces questions, voir par exemple : Córdova Arnaldo. (2009) « La democratización de México. Alternancia y Transición ». in *México: ¿un nuevo régimen político?*, Mexico : Siglo XXI, p. 89-119 ; ou encore MERINO Mauricio. (2003) *La Transición Votada*.

delà de la refonte cosmétique de sa dénomination, le nouveau programme cherche à toucher plus de bénéficiaires. Il est étendu aux zones urbaines et délivre également des bourses scolaires. Par ailleurs, le volet *Jovenes con Oportunidades* permet aux jeunes en fin de scolarité d'ouvrir un compte épargne et de recevoir une aide. Il se poursuit au cours du mandat de Felipe Calderon (2006-2012). Tout récemment, aux premiers mois de l'année 2016, alors que j'écris ces lignes, il est devenu le Programme PROSPERA avec Enrique Peña Nieto (2012-2018).

Ce fonds de lutte contre la pauvreté devient clairement l'alpha et l'oméga de l'intervention étatique en milieu rural. Il contribue profondément à structurer les espaces ruraux. En 2011, plus de 5,8 millions de familles en étaient bénéficiaires sur l'ensemble du territoire national (Sedesol, 2012). 62,4 % se trouvaient dans des localités rurales, 20 % urbaines et 17 % dans des localités semi-urbaines. Enfin, sur ces 5,8 millions de familles, près d'un million cinq cent mille habitaient dans des régions indiennes (près de 20 000 localités) (Sedesol, 2012).

Au Chiapas, on retrouve ce même schéma : la région de *Los Altos* en est particulièrement bénéficiaire, avec des municipes au Nord, majoritairement indiens, où plus de 19 % de la population était incorporé au programme en 2010. Avec 26 021 femmes récipiendaires, le municipe de Tapachula est aussi une cible importante du programme. Quantitativement, il est le plus doté, au côté d'Ocosingo (Sedesol, 2010 ; carte n°4).

Le SEDESOL a d'autres types d'interventions en milieu rural : le programme *Bienestar* à l'attention des mères célibataires, celui des cantines communautaires, les aides aux plus âgés, le programme 3x1 à destination des migrants⁵⁷, pour en citer quelques-uns (tableau n°4). La Commission Nationale pour le Développement des Peuples Indigènes (CDI⁵⁸) propose également un certain nombre de programmes auprès des communautés indiennes. Il peut s'agir d'appuis sanitaires et alimentaires aux femmes ou encore de crédits en faveur de la mise en place de microentreprises — pêle-mêle, quelques-uns de ces programmes : Programme d'Organisation Productive pour les Femmes Indiennes (PROIN), Programme d'Aide à

Critica a la interpretación del cambio político en México. Mexico : Fondo de Cultura Económica, 246 p.

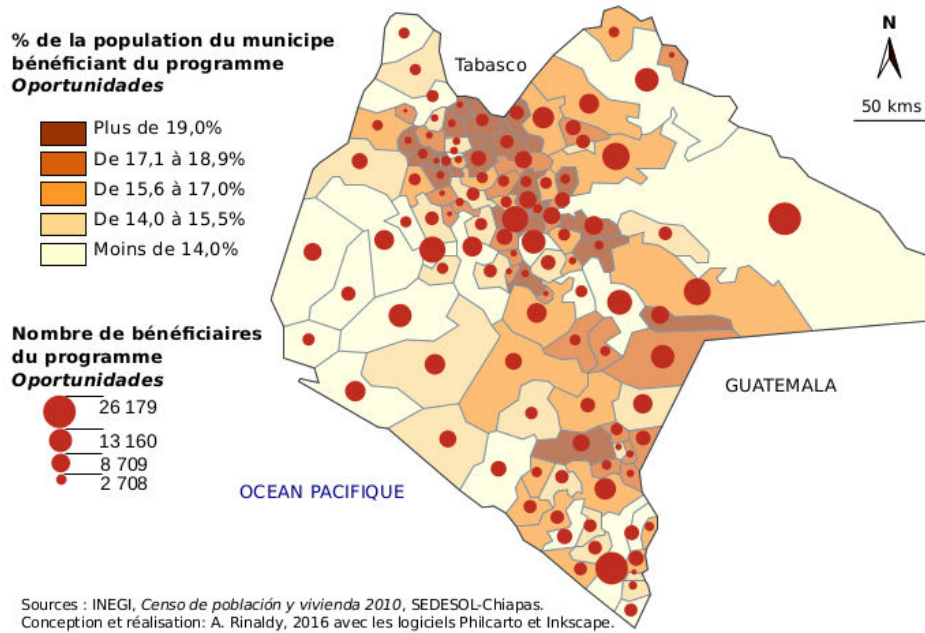
Pour une chronologie des mandats présidentiels au Mexique, voir annexe n°17.

⁵⁷ La force publique a tenté de capter et d'organiser les transferts monétaires (*remesas*) en provenance des migrants mexicains aux États-Unis. Pour un peso investi par les clubs de migrants, l'État s'engage à en investir trois (correspondant aux trois échelons : national, étatique et municipal). En 2004, les *remesas* s'élevaient à un peu plus de « 500 millions de dollars, un chiffre supérieur à 42 % des revenus obtenus par l'activité touristique et comparable à la valeur [...] des trois principaux produits commerciaux d'exportation (café, banane et mangue) » (Villafuerte Solís, García Aguilar, 2006 : 120). En 1990, le Chiapas occupait la 29e place des États receveurs de *remesas* ; en 2003 l'État se trouvait à la deuxième place (Villafuerte Solís, García Aguilar, 2006 : 120).

⁵⁸ Anciennement Institut National Indigéniste (INI).

l'Éducation Indienne (PAEI), Programme de Tourisme Alternatif en zones indigènes (PTAZI). Enfin, le ministère de l'Environnement (SEMARNAT), créé en 1995, destine également des aides aux populations rurales, bien qu'encore peu présentes à El Edén. Il se charge désormais de certaines prérogatives auparavant placées sous la tutelle du ministère de l'Agriculture (tableau n°4).

Carte n°4. Chiapas : Bénéficiaires du programme *Oportunidades*, 2010



L'ensemble de ces programmes dépend de ministères différents et leur coordination est souvent chaotique. La Loi de finances du développement rural ou le PEC (*Programa Especial Concurrente*) tentent de surmonter la segmentation de ces actions, d'insuffler de la cohérence et de coordonner le développement rural. Cependant, « La "confluence" des moyens reste [...] largement virtuelle du point de vue des modes de conception des politiques et des interventions sectorielles. Chaque ministère conserve notamment une autonomie complète quant à la définition des normes organisant la mise en œuvre de ses programmes. » (Léonard, Foyer, 2011a : 109).

Tableau n°4. Les principaux programmes du SEDESOL, CDI et SEMARNAT en milieu rural, 2015-2016

Ministères	Coordination	Principaux programmes	Principales caractéristiques des bénéficiaires	Types d'aides	Présence à El Edén
Ministère du Développement Social SEDESOL	En coordination avec le SEMARNAT	<i>Prospera</i> (anciennement <i>Oportunidades</i>)	Mères de famille	Subsides monétaires	
		<i>Estancias infantiles</i>	Mères travailleuses, pères célibataires	Service gratuit de garderie	
		PROJUVENTUDES	Jeunes	Aides à projets collectifs	
		Programmes régionaux : Bienestar (Etat du Chiapas)	Mères célibataires	Subsides monétaires	
		<i>Seguro de Vida para Jefas de Familia</i>	Orphelins	Aide économique	
		<i>Programa de Comedores Comunitarios</i>	Enfants de 0 à 11 ans ; femmes enceintes et allaitantes ; personnes de plus de 65 ans	Création de cantines communautaires gérées par des membres du village eux-mêmes	
		<i>Pensión para Adultos Mayores</i>	Personnes de plus de 65 ans	Subsides monétaires	
		PET	Hommes et femmes précaires	Aide économique temporaire en échange d'un service social	
		3x1	Associations de migrants	Financements de projets pour le développement de la communauté	
		<i>Programa de Atención a Jomaleros Agrícolas</i>	Ouvriers agricoles	Aide économique	
<i>Artesanos</i>	Artisans	Aides à la promotion et à la production			
Commission Nationale pour le Développement des peuples Indiens CDI	En coordination avec le SEDESOL	PROIN	Groupes d'au moins 10 femmes indiennes	Aides économiques aux projets productifs	
		PAEI	Étudiants indiens	Bourses d'études	
		PTAZI	Indiens	Aides économiques aux projets touristiques	
Ministère de l'Environnement SEMARNAT	En coordination avec le SAGARPA	<i>Fomento para la conservación y Aprovechamiento Sustentable de la vida Silvestre</i>	Personnes ou groupes sociaux	Financements de projets pour développement durable dans la communauté	Tentative
		<i>Programa de Fortalecimiento Ambiental</i>	Groupes d'au moins 10 personnes	Appuis à projets environnementaux	
		<i>Programa Manejo de Tierras para la Sustentabilidad Productiva</i>	Groupes d'au moins 10 personnes	Appuis productifs à projets d'agro-écologie	
		PET	Hommes et femmes précaires	Aide économique temporaire en échange d'un service social	

Sources : sites internet du SEDESOL, SAGARPA, CDI, 2015, 2016.

Le SAGARPA n'est plus l'unique ministère à intervenir dans les zones rurales. Les familles ont désormais plus de « choix » lorsqu'elle s'adresse à l'État. L'action de ce dernier est sûrement bien moins centralisée qu'elle ne l'était. Pourtant, dans cette multiplication des programmes, c'est aussi l'augmentation du poids de la technostucture pour les mettre en œuvre, la multiplication des thématiques et des catégories de bénéficiaires qui sont en jeu. C'est paradoxalement une administration à la fois moins centralisée, mais aussi moins « lisible », plus « lourde » et traitant avec plus d'acteurs qui se met en place dans les espaces ruraux. Beaucoup des habitants d'El Edén ne connaissaient pas l'existence de nombreux programmes gouvernementaux et font face à la multiplication des « portes ».

II.1.3. Être « activé » et avoir les « bonnes » caractéristiques : l'individualisation des aides publiques et la multiplication des acteurs

« Être activé »

Les politiques publiques liées jusque dans les années 1990 à la socialisation et à l'intégration des individus dans des collectifs protecteurs (*ejidos*, organisations paysannes) sont désormais caractérisées par l'autonomisation, la responsabilisation et l'activation de chacun face à son avenir, précisément quand ce dernier devient de plus en plus incertain (voir *infra* et les métamorphoses des marchés du travail en milieu rural). Leona est loin de se satisfaire de toutes ces aides : « Moi, j'y participe, mais je pense que ce n'est pas une bonne chose. Il faudrait investir dans l'emploi. Nous donner de vraies sources de revenus avec le café par exemple. Avant on vivait tous du café et aussi grâce aux *fincas*. Est-ce la baisse du prix du café ou Dieu qui l'a voulu ? En tout cas, ici, elles nous donnaient des emplois. »⁵⁹ C'était en effet le compromis social des années précédentes : assurer le travail⁶⁰.

C'est un autre type de compromis qui semble se dessiner pour l'heure. Un compromis basé sur la contrepartie. Les nouvelles formes d'intervention sociale cherchent à « activer » l'individu face aux difficultés du monde social (Castel, 2009 : 217). Loin de s'attaquer aux dynamiques socio-économiques qui rendent les populations vulnérables, les nouvelles politiques de l'individu ciblent donc les personnes qu'elles ont préalablement définies comme « à problèmes »⁶¹ et prétendent « intervenir » sur elles en les sommant de devenir les entrepreneurs de leur propre existence :

« *Oportunidades* est un programme qu'on peut avoir, mais aussi ils nous obligent à « nous acquitter de nos obligations » [« *cumplir* »] en allant aux visites médicales, en allant aux ateliers... Parce que si on y va pas, on se coupe toute seule du programme ! Donc, oui, j'ai le programme. Mais si je ne fais pas tout, ils peuvent me l'enlever à n'importe quel moment... Ce sont 810 pesos chaque deux mois... Ça c'est juste pour moitié manger. Oui, le gouvernement nous aide, mais avec le peu qu'il nous donne, on doit compléter ! »⁶²

⁵⁹ Entretien avec Leona, réalisé le 09.06.2014, à El Edén.

⁶⁰ Voir le chapitre II : « De *peon* à *ejidatario*, de l'insécurité aux protections sociales ».

⁶¹ Comme les migrants, les jeunes, les délinquants, les chômeurs, les familles monoparentales, etc.

⁶² « *El programa de Oportunidades es un programa que si lo tiene uno pero también nos obligan a cumplir, a cumplir con ir a las consultas médicas, con ir a los talleres... Porque si no vamos ahora si que ¡solita nos cortamos del programa! Así que tengo el programa, si... Pero si no cumpla a cualquier rato me lo quitan... Son 810 pesos a cada dos meses... Esto es nada más para medio comer. Si que el gobierno apoya a uno y a uno tiene que con lo poco que uno tiene que completar* », entretien avec Marcela, réalisé le 03.05.2012, à El

Oportunidades est en effet le programme emblématique au Mexique qui inaugure l'implication des bénéficiaires, en les faisant coopérer aux services qu'on leur dispense : scolarisation des enfants, consultations médicales et réunions de sensibilisation mensuelles. Comme le raconte Marcela, ne plus s'y rendre, c'est être responsable de la fin du programme. « Il s'agit de mettre fin à la distribution automatique de prestations que l'on consomme passivement comme s'il s'agissait de droits inconditionnels. Au contraire, toute prestation proposée et tout service rendu devraient donner lieu à une contrepartie de la part des bénéficiaires » (Castel, 2009 : 217). Derrière cette conception de l'intervention publique, il y a donc l'idée qu'une aide se mérite, qu'il n'y a « pas de droits sans devoirs » (Castel, 2009 : 251), et que toute protection appelle une contrepartie. Au village, la pancarte du lycée semble constituer un bon résumé des philosophies de ces programmes. Sous le nom du lycée y est inscrit : « Approche-toi, nous sommes ta meilleure option. Donner à l'être la capacité de faire »⁶³.

Cette aide est subsidiaire comme le dit Marcela ; elle sert à « moitié manger ». De son côté, Leona perçoit un peu plus de mille pesos avec *Oportunidades*. Pour elle, l'aide n'est pas négligeable. C'est grâce à elle qu'elle peut se rendre à Tapachula pour chercher un emploi, de nouvelles aides publiques et surtout pour que ses deux filles puissent travailler à la ville. Cette somme c'est le budget transport de la famille.

« *La bonne catégorie* »

Mais pour pouvoir « être activé », pour pouvoir être « entrepreneur », il faut aussi pouvoir correspondre à la catégorie qui a été préalablement construite et ciblée. Si les aides sont individualisées et non plus délivrées à un statut collectif (*ejidatarios*, producteurs), il faut en effet pouvoir correspondre à l'individu imaginé par l'institution et réunir l'ensemble des caractéristiques individuelles requises pour y postuler. Or, de ce point de vue, il est parfois difficile de correspondre à la catégorie sur laquelle le programme prétend intervenir. Il faut alors tordre un peu le réel pour pouvoir y prétendre.

En tant que femme, Consuelo ne peut prétendre à aucune aide parce qu'elle n'est ni mère ni mère célibataire, bien qu'elle revendique aussi le droit de former une famille avec sa compagne Clara. Pour accéder à ces subsides, il faut donc entrer dans le schéma de la famille

Edén.

⁶³ « Acércate, somos tu mejor opción. Dar al ser la capacidad de hacer », observation, le 28.05.2014.

nucléaire hétérosexuelle. D'autres me font part de leur sentiment d'injustice. Bien que réunissant toutes les caractéristiques, ils ont été enquêtés, mais n'ont pas été retenus pour faire partie du programme, ils ont dû attendre, ça leur a « coûté » des années :

« Mon épouse a obtenu *Oportunidades*. Mais mes enfants n'ont pas eu la bourse qu'ils donnent maintenant aux enfants. Parce que quand l'enquêteur est venu, tout au début, il nous a dit que la maison était de brique et c'est pour ça qu'il nous a laissé dehors. [...] ça lui [*il parle de sa femme*] a coûté des années pour entrer. Mes enfants étaient déjà sortis de l'école ! [...] Nous, ils nous ont punis ; ils ne nous ont pas donné d'os ! Mes enfants, ils n'ont jamais reçu de bourses. Je leur disais que c'était la chance... C'est tout ! »⁶⁴

Dans le cadre des programmes délivrés par le CDI, les bénéficiaires doivent être d'origine indienne. Or, en 2010, moins de 10 % de la population de la région du Soconusco et de Tapachula y parlait encore une langue indienne, aucune culture indienne ne semblait être revendiquée⁶⁵. Alors que je suis avec Adela, Carmen, une voisine, vient lui rendre visite. Nous discutons. Elle lui annonce qu'elles sont parvenues à bénéficier du POPMI avec onze autres femmes. L'aide économique leur permettra de mettre en place un atelier de couture et de broderie. Dans le cadre de ce même programme, Adela leur avait donné des cours pour utiliser les machines à coudre à leur début. Carmen dit qu'elle parle un peu le Mam, car elle est allée dans un lycée bilingue. Et puis, « Oui, nos grand-mères aussi un peu... Disons que nous sommes des femmes indiennes, mais plus modernes ! On ne porte pas le "costume", les robes... Et le nom non plus... Mais il faut chercher l'argent là où il est ! »⁶⁶. Le propos n'est évidemment pas ici de blâmer ce type de pratiques et de se poser d'un point de vue moral, mais bien de montrer les différentes stratégies sollicitées pour pouvoir accéder à ces nouveaux marchés des politiques publiques.

Enfin, à travers la multiplication des types d'interventions publiques, l'État contribue également à multiplier les catégories d'acteurs locaux. L'intermédiaire entre lui et les *ejidos*

⁶⁴ « *Mi esposa ya tiene Oportunidades. Pero mis hijos no tuvieron la beca que dan ahora a los hijos. Porque porque cuando vino el encuestador muy al inicio nos dijo que la casa era de ladrillo y por eso nos dejo a fuera. [...] Le costo anos para entrar. ¡Ya mis hijos habían salido de la escuela! [...] A nosotros nos castigaron, no nos dieron hueso. Mis hijos nunca recibieron becas. Les decía que era la suerte... ¡Nada más!* », entretien avec Álvaro réalisé le 14.05.2012, à El Edén.

⁶⁵ Nous détaillons ce point dans la partie II.1.4. du chapitre II : « L'imposition d'une identité paysanne métisse ».

⁶⁶ Carnet de terrain, 17.06.2014, El Edén.

n'est plus exclusivement cette figure archétypale de l'homme-adulte-*ejidatario*, mais : les femmes (mères de famille, mères célibataires) — qui s'imposent comme un nouveau sujet politique important des communautés —, les jeunes boursiers, les personnes âgées, les migrants, les indiens, ou encore entre les différents producteurs⁶⁷, etc.

Les nouveaux programmes ont pour but affiché de mettre fin aux pratiques corporatistes et d'intégrer de façon plus holistique les différentes populations en situation de précarité et qui n'entraient pas dans le seul cadre légal de l'*ejidatario*. Cela n'a pas tari pour autant ces pratiques souvent définies comme « clientélistes » (chapitre VI). Elles se sont simplement déplacées ou transformées. Elles sont désormais plus individuelles et moins centralisées par les bases corporatives de l'État-parti priïste. Elles se font de manière interindividuelle et se dirigent vers des institutions toujours plus nombreuses (Léonard, 2011 : 72 ; Torres-Mazuera, 2009 : 485).

II.2. Recul de l'agriculture et diversification des marchés du travail locaux

Ces modifications de l'intervention étatique dans la structure des aides au secteur caféier s'ajoutent à un contexte économique international très peu favorable au produit. Le café avait en effet été relativement épargné de la crise du modèle d'exportation des matières premières⁶⁸. Mais les années 1990, puis 2000, marquent un point d'inflexion dans la place de ce secteur au sein de l'économie mexicaine et mondiale. Nous documenterons ce délitement. Mais, encore une fois, il ne s'agit pas d'argumenter en faveur de la fin pure et simple de l'activité agricole en milieu rural, mais bien plus de montrer la perte de sa centralité. Si l'agriculture ne structure plus autant l'économie rurale, à quoi fait-elle donc place désormais ? Nous explorerons ici la diversification des marchés du travail depuis le village et les nouvelles possibilités d'insertion professionnelle pour les membres des familles *ejidales*.

⁶⁷ Au sein des programmes, les producteurs sont « subdivisés en “producteurs commerciaux”, “producteurs à bas revenus en transition” (catégories éligibles au titre des programmes ALIANZA et ASERCA du ministère de l'Agriculture) et “producteurs à bas revenu” » (Léonard, Foyer, 2011a : 72).

⁶⁸ Cette partie fait écho à la partie II.2.2. du chapitre II : « La protection économique : vivre de sa production agricole ».

II.2.1. Production et prix du café à partir des années 1990

Le volume de la production mexicaine de café reste assez stable depuis douze ans. En revanche, il perd de l'importance sur le marché mondial de la fève. Si le Mexique exportait dans les années 1990, plus que le Pérou et le Honduras, il est désormais rattrapé par ces pays qui exportent et produisent désormais davantage (figures n°7 et 8).

Figure n°7. Colombie, Honduras, Mexique, Pérou⁶⁹ : production de café (en millier de sacs de 60 kg)

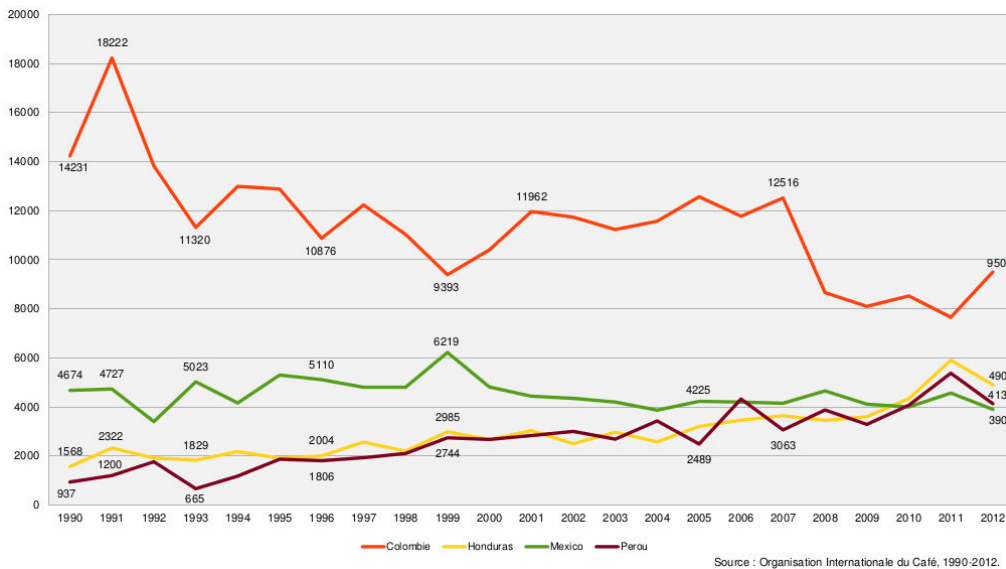
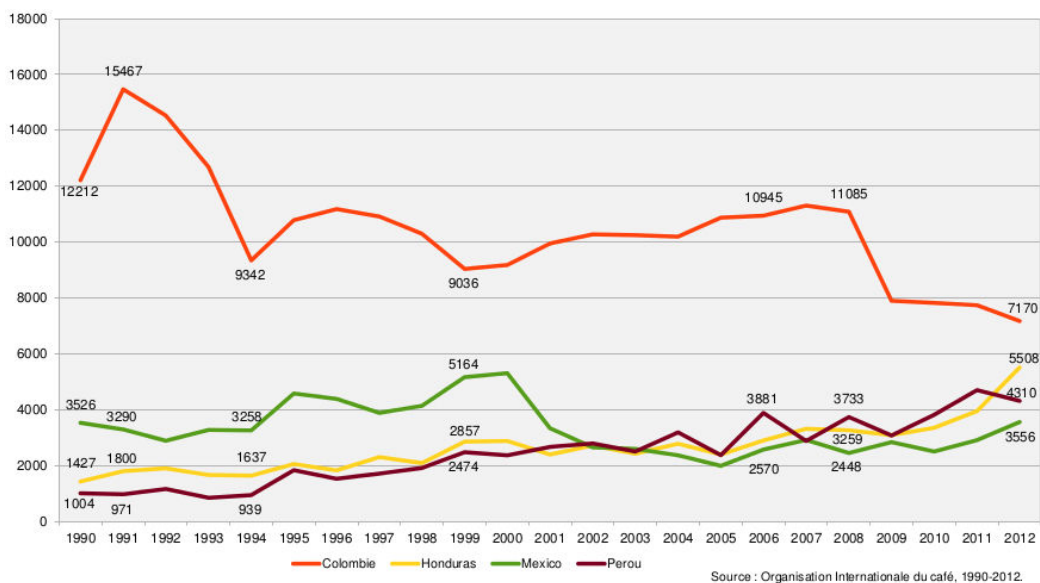


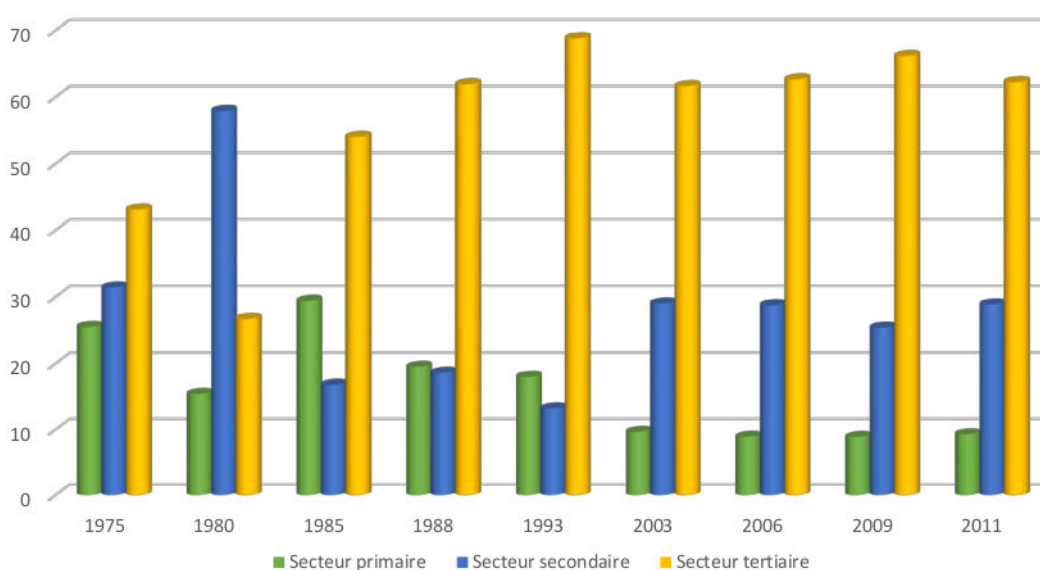
Figure n°8. Colombie, Honduras, Mexique, Pérou : exportations de café (en millier de sacs de 60 kg)



⁶⁹ Pays membres de la OIC, producteurs de café robusta et arabica.

Si nous réduisons notre focale d'analyse à l'échelle du Chiapas, la participation de l'agriculture au PIB de l'État se fait chaque année moins importante⁷⁰, passant de 28 % en 1975 à moins de 10 % en 2011, quand la part du tertiaire s'envole pour atteindre plus de 60 % du PIB. On note également la participation importante du secteur industriel en 1980. Il représente alors près de 50 % du PIB, lié à la découverte de nouveaux gisements pétroliers (1972) et de grandes réserves aquifères. Les fleuves chiapanèques représentent 30 % des eaux nationales et la moitié de l'énergie hydroélectrique y est produite (Aubry, 2005 : 169). Mais l'essor de ce secteur n'a pas duré ; il se stabilise à partir de 1985 et représente alors entre 20 et 30 % du PIB étatique jusqu'à aujourd'hui (figure n°9). Il faut noter ici que ce boom du secteur ne s'est pas reflété par un changement important dans la structure de la population active (voir *infra*, figure n°12). L'impact en termes d'emplois est donc très limité. Au Chiapas, ne sont réalisés que le processus primaire d'extraction et la construction du barrage, qui ont un impact favorable sur l'emploi seulement dans sa phase temporaire de construction et non dans celle de son fonctionnement (López Arévalo, 1996 : 114-115).

Figure n°9. PIB du Chiapas par secteur d'activité (en %) (1975-2011)



Sources : INEGI, Sistema de Cuentas Nacionales de México, Chiapas (1975-2011).

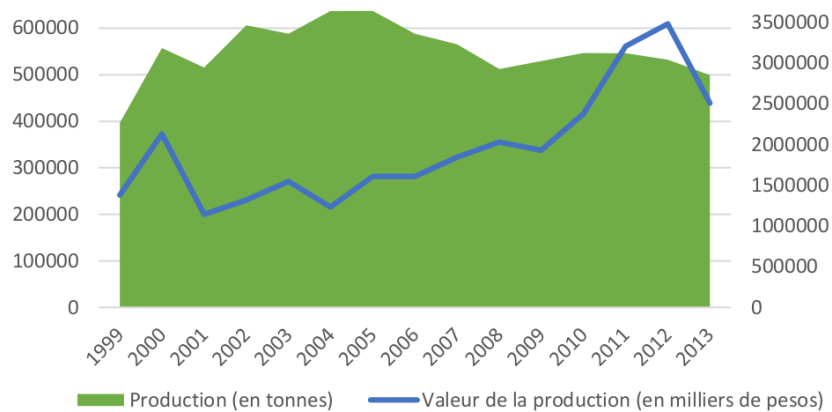
Pour la production de café, le Chiapas reste un État central. En 2012, elle représentait toujours 40 % de la production totale du pays (SAGARPA, 2012). Mais le prix du café est devenu si faible que certaines années il n'était plus rentable de le récolter (Villafuerte Solís, García Aguilar, 2008 : 46). Guillermo résume la situation : « Moi je peux te parier que dans le

⁷⁰ Malgré une légère hausse en 1985, due en grande partie aux aides étatiques.

temps d'avant tout était moins cher. Il y avait assez d'argent : tu avais un kilo de viande pour 10 ou 8 pesos. Et le kilo de café valait 12 ou 15 pesos. En ce moment, la viande est à 80 pesos le kilo. [...] Bon, et le café on le vend à 18 pesos... [...] Le café valait plus que la nourriture »⁷¹.

La disparition de l'INMECAFE, qui permettait la vente à prix garantis, mais aussi l'affaiblissement de l'Organisation Internationale du Café, qui contrôlait la valeur du produit, ont des conséquences très concrètes : à partir de 1989 le prix du café est fixé par la bourse de New York. Ainsi, malgré une hausse entre 1994 et 1997, la tendance est à la baisse, atteignant 45 dollars pour les 100 livres en 2002. Malgré une légère récupération après 2003, son prix reste encore très fluctuant (figure n°10).

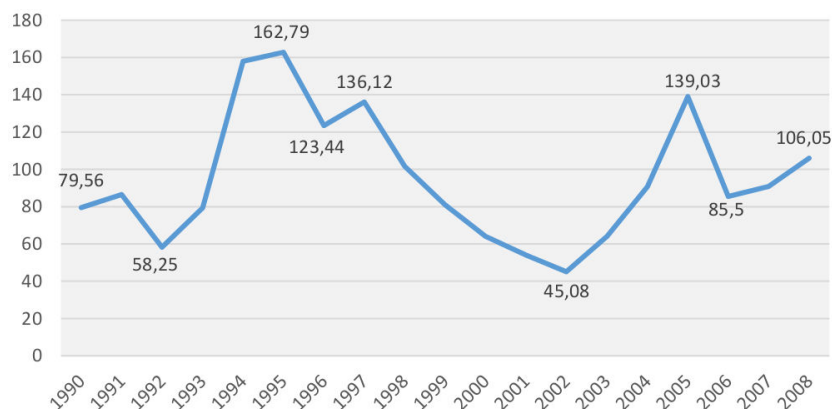
Figure n°10. Chiapas : production et valeur de la production de café (1999-2013)



Source : SIAP, Chiapas, 1999-2013.

⁷¹ « Ahí es donde yo ahorita te puedo apostar que en el tiempo de antes estaba todo económico. Y alcanzaba el dinero: un kilo de carne lo conseguía por 10 pesos, 8 pesos. Valía el kilo de café a 12 pesos, 15 pesos. Ahora se está comprando a 80 pesos el kilo. [...] Bueno y se está vendiendo el producto en 18 pesos el kilo... [...] Valía más el café y valía menos la comida... Ahora valere usted 18 para 80. ¿Cómo estamos? », entretien avec Guillermo, réalisé le 12.06.2012, à El Edén.

Figure n°11. Prix du café en dollars pour 100 livres, 1990-2008



Source : Organisation Internationale du Café, 1990-2008.

II.2.2. La vente des grains de café

Il est important de noter ici que les marges les plus importantes réalisées dans la vente du produit se concentrent sur deux étapes du processus productif : le moment de la confection du produit final (avec la torréfaction et la mouture, le café est alors prêt à être consommé) et de sa commercialisation. En somme, plus le café se dirige vers le consommateur, plus sa valeur augmente. Et les *ejidatarios* d'El Edén en sont bien éloignés. Une fois la production réalisée, ils la vendent à des « grandes maisons acheteuses », qui elle-même la vend à de grands groupes agroalimentaires :

AR : À qui vends-tu le café ?

Francisco : Ce qui est très fort ici, c'est le café robusta. C'est le monopole de *Nestlé*. *Nestlé* est une société internationale, très puissante. Il y a des grandes maisons à Tapachula qui s'accaparent de tout le café de la région pour le vendre à *Nestlé*. [...] « Grandes maisons », on dit ici pour les grands acheteurs. C'est là où nous vendons tous dans le village ! [...] Et la vente dépend des nécessités de chacun : si j'ai besoin, tant pis, je le coupe, le sèche et le vends. Sinon, si je peux attendre : je coupe tout, je le stocke et j'attends de voir comment réagissent les prix. Oui, oui, il faut attendre. Parce que parfois les prix sont au plus haut et parfois au plus bas... Il faut se risquer...⁷²

⁷² « ¿A quien vendes el café? - Lo que es muy fuerte aqua es el café robusta. Es lo que acaparon la Nestlé. Nestlé es una compania internacional, bien poderosa. Hay casas grandes en Tapachula que acaparan todo

On comprend alors tout l'enjeu des règles d'achat direct aux producteurs du commerce équitable. Plus les intermédiaires se multiplient, plus le producteur se paupérise.

Certains *ejidatarios* m'expliquaient même comment, en raison notamment de la fin des crédits octroyés par l'État, ils avaient dû vendre leur production avant même de l'avoir récoltée. Ce type de crédit permet de dégager de l'argent pour précisément pouvoir mener à son terme la récolte. Dans ce cas, les prix sont particulièrement bas. En 2012, Lucio a ainsi vendu une partie de sa production à 8 pesos le kilo, soit moins de la moitié du prix des « maisons acheteuses » de Tapachula. C'est donc encore un autre cours qui est à l'œuvre pour les petits producteurs, encore plus bas que celui de la bourse de New York, déjà fort dérisoire.

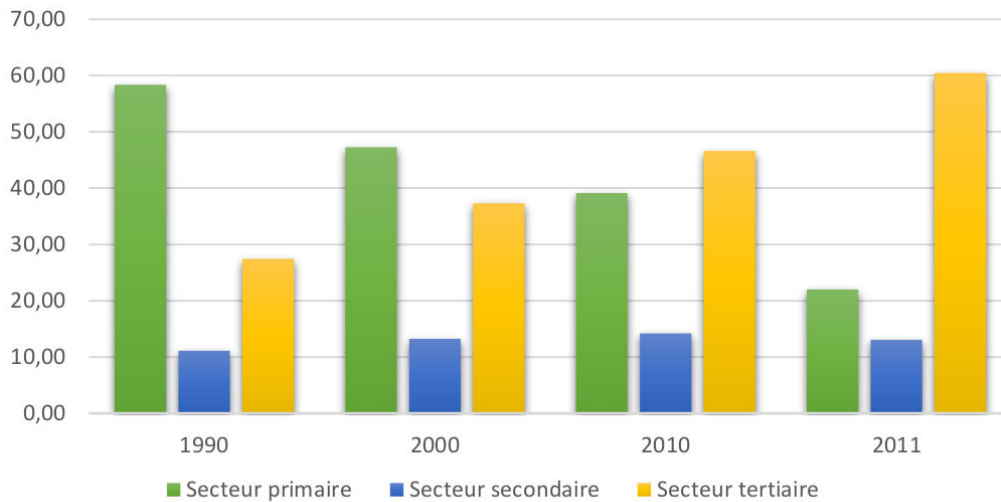
II.2.3. De nouveaux marchés du travail ou la tertiarisation de l'économie rurale

L'autre corollaire de cette désagrégation de l'activité économique, c'est la tertiarisation de celle-ci : un secteur perd de l'importance, un autre en gagne. Au niveau de la population active (PEA⁷³), le Chiapas reste un état fortement agricole jusqu'en 2000, passant de 45 %, un chiffre bien supérieur à la moyenne nationale, qui était de 18 % pour la même année, à 21 % en 2011. En revanche, la population employée dans le secteur secondaire représentait seulement 13 % au Chiapas, alors qu'au niveau national elle était de 27 %. Enfin, le secteur tertiaire rassemblait 37 % de la population active totale de l'État en 2000 et dépasse le secteur primaire en 2010, pour atteindre finalement près de 60 % en 2011 (figure n°12).

el café para venderse a Nestlé. [...] “Casas grandes” decimos donde hay grandes compradores: ¿donde llegamos todos! [...] Mucho depende según la necesidad económica. Si necesito, ni modo, lo corto, lo seco y lo vendo. Si no, si puedo esperar: lo corto todo, lo almaceno y todavía me espero a ver como reaccionan los precios. Si, sí, hay que esperar porque a veces da por arriba, y a veces viene por abajo... Hay que arriesgarse... », entretien avec Francisco, réalisé le 03.05.2012, à El Edén.

⁷³ Población Económicamente Activa (PEA). Définition de la « population active » selon l'INEGI : population de 14 ans ou plus ayant une activité économique ou cherchant de façon active un travail pendant une période donnée.

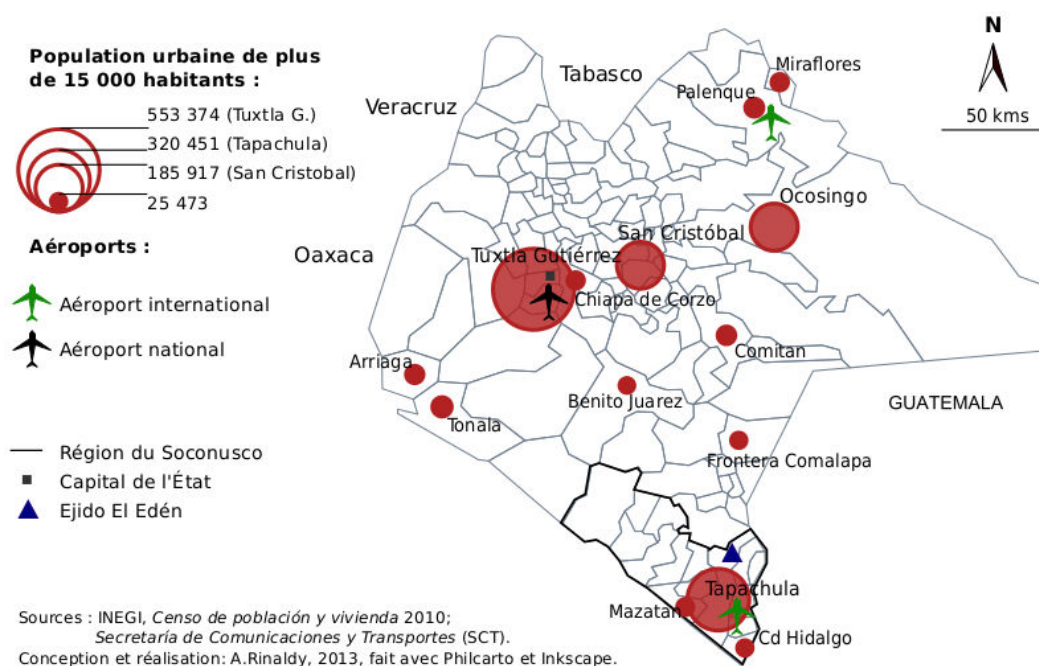
Figure n°12. Chiapas : Population active par secteurs d'activité (1990-2011)



Sources : INEGI, Censo de Población y Vivienda, Chiapas, 1990-2011.

Le développement des activités tertiaires contribue à la croissance des villes moyennes dans l'État formant deux pôles importants : la capitale Tuxtla Gutiérrez et ses villes satellites de plus de 100 000 habitants comme San Cristóbal de las Casas et Ocosingo, au centre de l'État ; et Tapachula, ville frontalière de plus de 300 000 habitants. Ceux-ci fonctionnent comme de véritables pôles d'attraction économique pour les régions rurales voisines, qui deviennent souvent des villages-dortoirs (carte n°5).

Carte n°5. Villes moyennes au Chiapas : deux pôles d'attraction, 2010



Si la tertiarisation de l'activité économique chiapanèque offre de nouvelles opportunités de travail, alternative à l'agriculture, ces opportunités restent précaires. Au premier trimestre de l'année 2013, plus de 31 % de la population active ne recevait aucun salaire et 25 % ne gagnaient pas plus d'un salaire minimum (tableau n°5). Une autre donnée significative, mesurée par l'Enquête Nationale sur l'Occupation et l'Emploi (ENOE⁷⁴) est le taux d'« informalité » (TIL⁷⁵) de la population active : elle était de 78,1 % au Chiapas en 2013 — *a contrario*, un État du nord comme Aguascalientes, très urbain, a un taux d'informalité de 48,8 %. Ces quelques données révèlent la relation extrêmement précaire entre l'activité économique d'une part et les conditions de travail dans l'État d'autre part.

Tableau n°5. Population active chiapanèque par niveau de salaires (2012, 2013)

Niveau de revenus	2012-I		2013-I	
	Effectifs	%	Effectifs	%
Ne reçoit pas de salaires	601 714	31,93	668 433	35,23
Jusqu'à un salaire minimum	475 021	25,20	441 303	23,26
Plus de 1 jusqu'à 2 salaires minimums	225 049	11,94	229 317	12,09
Plus de 2 jusqu'à 3 salaires minimums	156 686	8,31	175 828	9,27
Plus de 3 jusqu'à 4 salaires minimums	102 089	5,42	97 611	5,14
Plus de 5 salaires minimums	318 267	16,89	278 242	14,67
Non spécifié	5 937	0,31	6 476	0,34
Total	1 884 763	100,00	1 897 210	100,00

Source : INEGI-ENOE, premier trimestre 2012, 2013.

II.3. Portrait de familles à l'*ejido* El Edén

Avec la baisse des prix du café, la fin des aides publiques d'appui à l'agriculture (crédit, prix garantis, etc.), l'*ejido* ne constitue donc plus le pourvoyeur central d'emplois pour les hommes du village. Pour les femmes, on assiste à une ouverture des possibles. Au côté du travail domestique, elles accèdent, plus largement que pour la génération précédente, au travail salarié. Au travers de l'analyse des généalogies familiales recueillies, nous donnerons un panorama, non représentatif, des trajectoires résidentielles et des insertions professionnelles des membres des familles élargies et nucléaires rencontrées à El Edén.

⁷⁴ Encuesta Nacional de Ocupación y Empleo, INEGI.

⁷⁵ Le TIL « comprend à la fois le travail en microentreprises non enregistrées auprès de l'administration fiscale ou le secteur informel et le travail non protégé dans l'agriculture, le travail domestique rémunéré, ainsi que les travailleurs qui, bien qu'ils travaillent pour les unités économiques formelles, ne sont pas déclarés à la sécurité sociale »/« incluye tanto al trabajo en micro-negocios no registrados ante la autoridad tributaria o sector informal, como al trabajo no protegido en la actividad agropecuaria, el servicio doméstico remunerado de los hogares, así como los trabajadores subordinados que, aunque trabajan para unidades económicas formales lo hacen bajo modalidades en las que se elude el registro ante la seguridad social » (INEGI, 2013 : 5).

II.3.1. Familles élargies

À l'*ejido* El Edén, l'enracinement territorial ou la « *campesinización* », comme on l'a appelé, appartient au passé et à la génération précédente. L'unicité dans les lieux de vie et de travail n'est plus aussi flagrante pour la génération des Egos et celle de leurs enfants. L'*ejido*, qui était le principal lieu de résidence et d'emploi lors de la période historique précédente perd cette double fonction pour les générations suivantes. On peut y vivre sans y travailler désormais. Et par ailleurs, dans le contexte d'un secteur primaire en déclin — qui n'absorbe plus la majeure partie de la population active —, de la parcellisation des terres — sous la pression démographique et la division du patrimoine foncier entre frères et sœurs —, et de la tertiarisation de l'économie — qui se présente comme une alternative encore précaire et insuffisante —, il va de soi que les générations suivantes ont été poussées à chercher ailleurs de nouvelles opportunités d'emploi (figure n°13).

Dans ce nouveau contexte, la production agricole est devenue une source de revenu, parmi d'autres, dans les finances des familles (perte de la centralité du travail agricole). Lors de la collecte des entretiens, on se rend très rapidement compte que la production familiale se maintient principalement grâce à la pluriactivité et au déploiement de subsides publics (Léonard, 2011 : 15). Mais lors de la collecte, les hommes restés au village étaient encore assimilés à la production agricole. La difficulté se posait aussi pour les emplois féminins. Ego — qu'il soit homme ou femme — les considéraient encore avant tout comme femme au foyer (« *ama de casa* »). Puis, au cours de la conversation, les types d'emplois se précisaient.

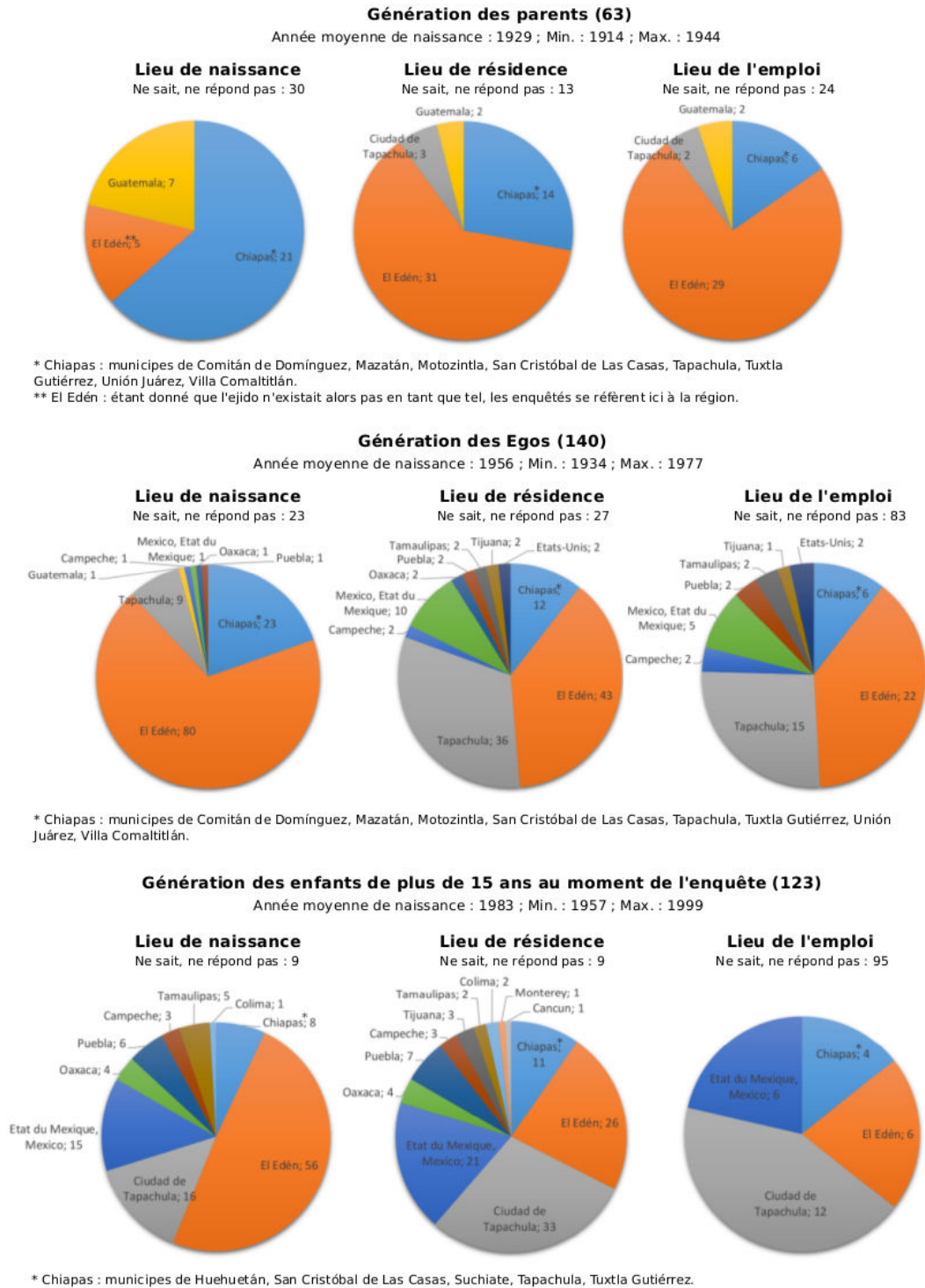
Les difficultés pour obtenir les séquences de travail de chacun ne relevaient pas seulement de la sphère symbolique. La connaissance partielle des Egos des types d'emploi exercé par les membres de sa famille était aussi due à leur nature précaire, informelle et changeante. Les femmes, par exemple, participaient à la vie économique du foyer au gré des opportunités et des programmes d'aides. Ainsi, Marcela dit à propos de sa fille : « À Tuxtla [capitale du Chiapas], ma fille est mère au foyer et elle aide son mari : elle fait à manger pour la vendre, et puis je ne sais plus les autres choses qu'elle fait... Plein ! »⁷⁶.

Les graphiques suivants donnent cependant quelques tendances : comme l'entrée sur le marché du travail des femmes bien sûr, la tertiarisation des activités des membres des familles et le caractère précaire des emplois exercés : chauffeurs de taxi, petits commerçants avec ou

⁷⁶ Entretien avec Marcela, réalisé le 05.03.2012, à El Edén : « *En Tuxtla, mi hija es ama de casa y ahí ayuda a su pareja: hace comida para vender; y ya ni sé que otras cosas hace... ¡Muchas!* ».

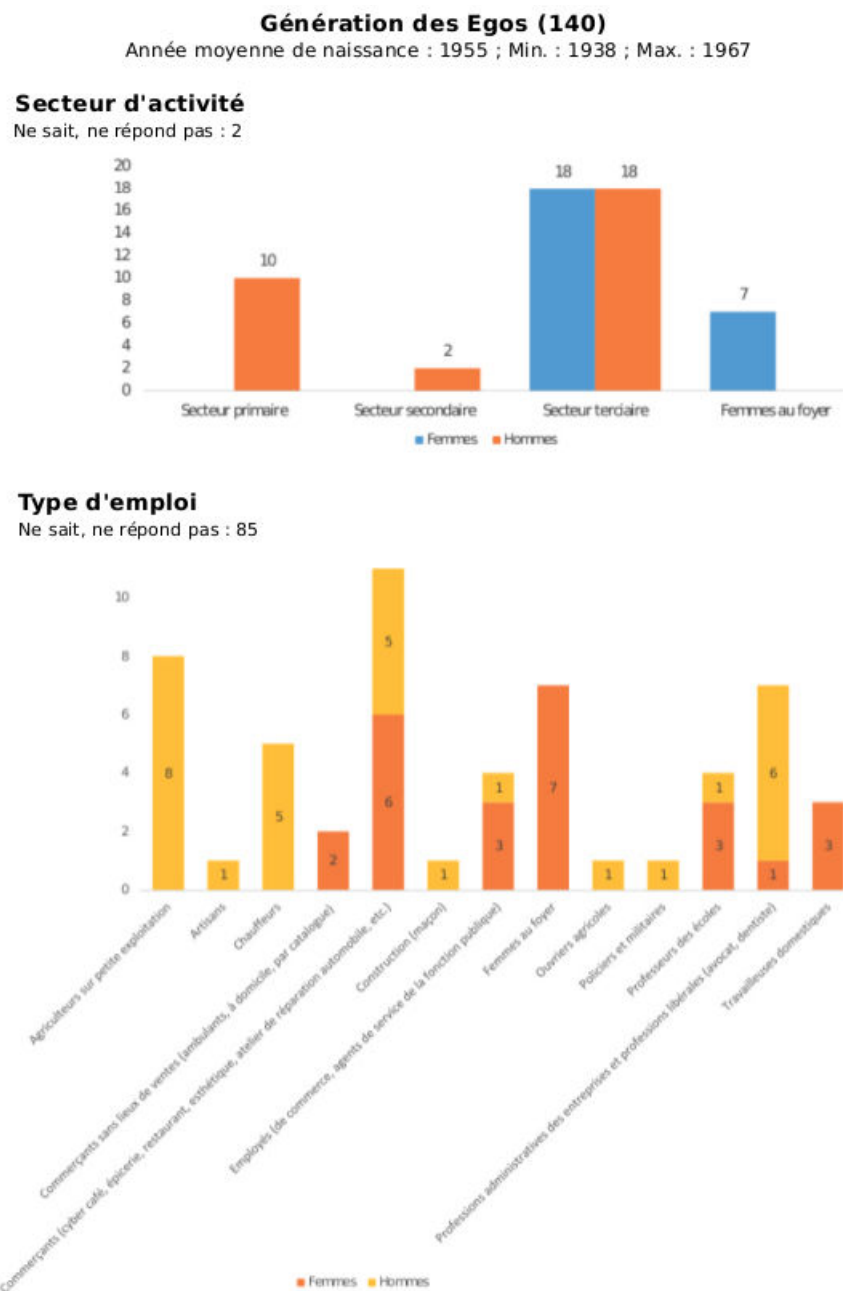
sans lieu de vente, employé, travail domestique, etc.

Figure n°13. Lieux de naissance, principaux lieux de résidence et d'emploi des membres des généalogies par génération (en effectifs)



Sources : travail de terrain, généalogies, 2014. Réalisation: A. Rinaldy, 2016, fait avec Genopro, SPSS et Inkscape.

Figure n°14. Secteur d'activités et types d'emploi des membres des généalogies familiales, génération des Egos, 2014



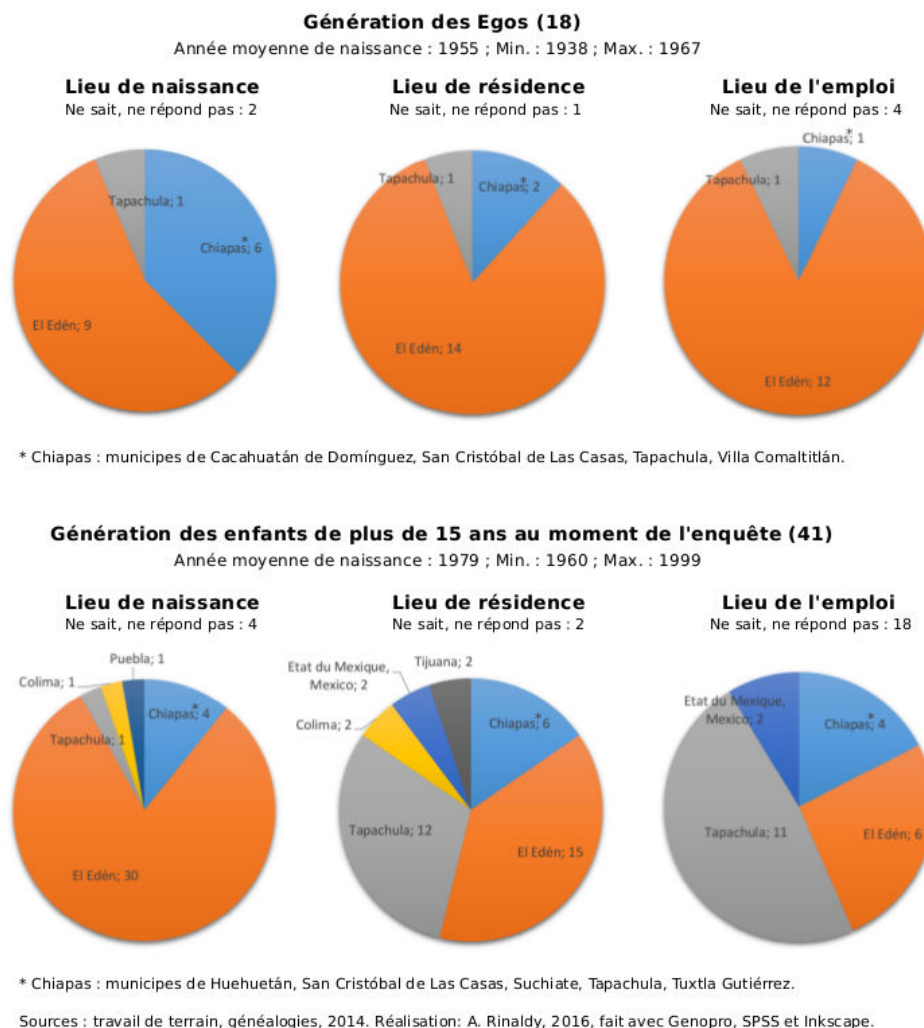
Sources : travail de terrain, généalogies, 2014.
Réalisation: A. Rinaldy, 2016, fait avec Genopro, SPSS et Inkscape.

II.3.2. Familles nucléaires : des familles peu mobiles ?

En raison des différents biais de mon enquête (un informateur principal pour chaque famille, sa réalisation au village, etc.), la part des membres des généalogies qui continuait de résider et/ou de travailler à El Edén restait importante. Elle représente un tiers de la génération des Egos et un quart de celle de leurs enfants (de plus de 15 ans). Si je resserre encore la focale

d'analyse et que je réduis l'échantillon aux familles nucléaires (le couple et leurs enfants) des Egos rencontrés, l'importance du village El Edén et de la ville voisine, Tapachula, est alors plus évidente encore. La génération des Egos est restée à El Edén et y travaille encore aujourd'hui ; celle de leurs enfants est soit restée au village, soit partie à Tapachula. En quelques mots : ce sont des familles peu mobiles qui sont restées au village et dans la ville voisine.

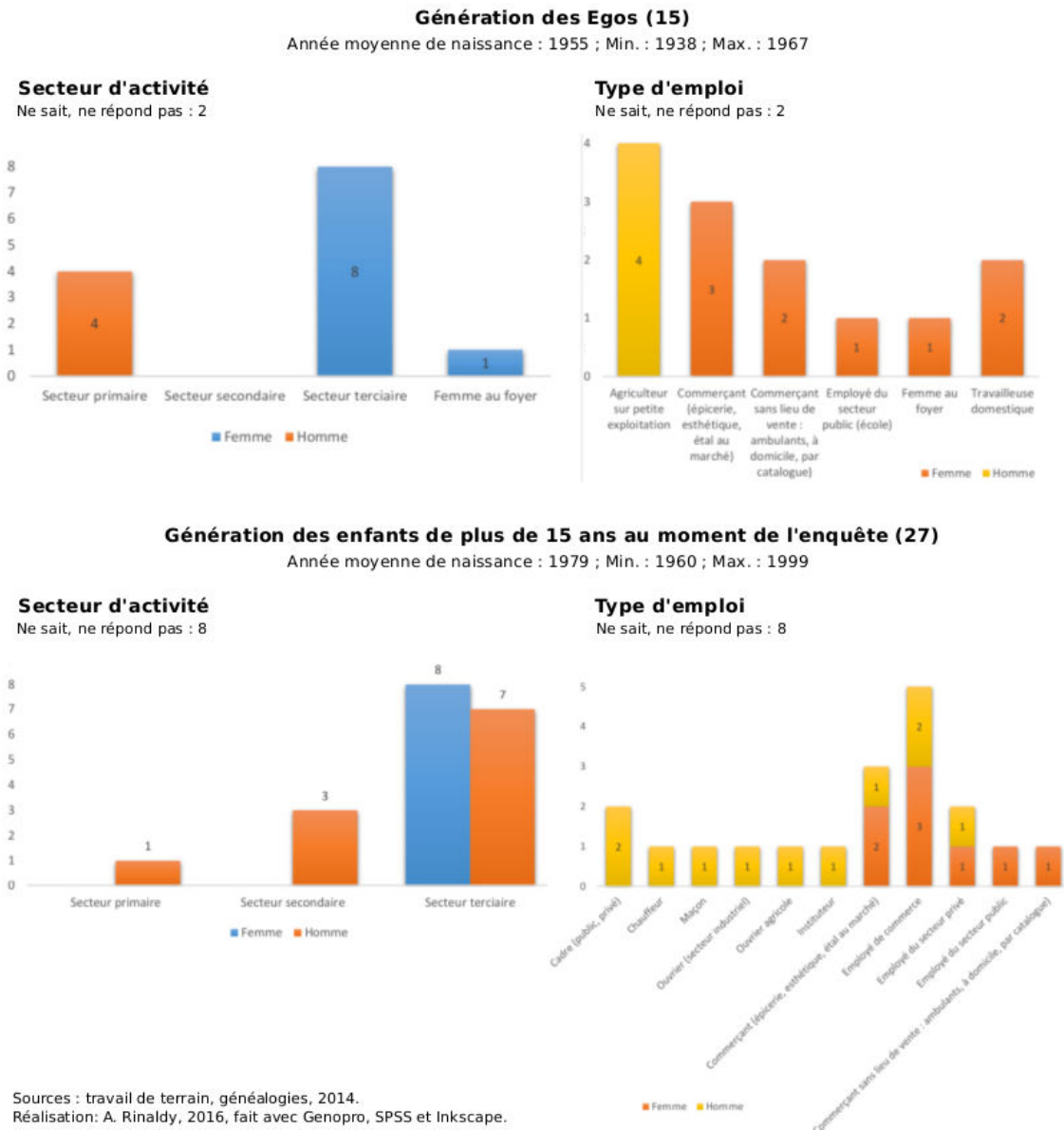
Figure n°15. Lieux de naissance, principaux lieux de résidence et d'emploi des membres des familles nucléaires des Egos par génération (en effectifs)



Quant aux emplois occupés, les hommes de la génération des Egos (nés en moyenne en 1955) étaient donc encore largement définis comme agriculteurs, alors que ce n'est plus le cas pour la génération suivante, dont les sources de revenus sont de moins en moins de provenance agricole (Grammont, 2009 : 15). Pour les deux générations (Egos et leurs enfants), les

femmes sont souvent employées dans la vente, le travail domestique ou détiennent un petit commerce (figure n°16).

Figure n°16. Secteur d'activités et types d'emploi des membres des généalogies familiales, génération des Egos, 2014



Conclusion du chapitre IV.

Ce chapitre a voulu présenter les différents changements et mutations des réalités socio-économiques et foncières de l'*ejido*, contribuant à forger une ruralité post-agricole tout à fait différente de celle des années 1970, 1980 dans laquelle avait grandi la génération des Egos (chapitre II et III). Que sont devenues aujourd'hui les trois protections constitutives du support *ejidal* ?

En 1992, l'article 27 de la Constitution mexicaine, qui posait les bases de l'*ejido*, est réformé, mettant fin à la structure communautaire et au contrôle collectif sur les transferts fonciers. Les *ejidatarios* ne détiennent désormais plus un droit agraire, mais un certificat parcellaire individuel. En ce sens, l'institution *ejidale* n'opère plus ce rôle de régulateur des droits fonciers, venant parfois arbitrer les conflits familiaux entre descendance ou avec l'ascendance. Le contrôle social collectif de l'*ejido* sur la terre est moins fort que précédemment. C'est désormais au père-*ejidatario* d'arbitrer la succession de sa parcelle. Cette individualisation de la protection foncière permet aussi une conscience plus aiguë et un sentiment de sécurisation du patrimoine détenu par les familles.

Du côté de la protection économique, l'activité agricole n'est plus au centre du territoire *ejidal*. Les interventions publiques ne s'intéressent en effet plus au secteur agraire, ou exclusivement pour des producteurs compétitifs sur les marchés internationaux. Les *ejidatarios* des régions du Sud ne sont dès lors plus considérés comme des *campesinos*, véritables producteurs des richesses nationales, comme c'était le cas dans le paradigme national populaire ; mais comme marginaux ou « pauvres », devenant la cible des programmes sociaux. En somme, ils ne font plus partie des politiques agricoles pour l'investissement, mais des programmes de lutte contre la pauvreté. L'intervention de l'État en milieu rural est désormais incarnée par le programme *Oportunidades*, à destination des mères de famille, comptant plus de 625 000 bénéficiaires au Chiapas et plus de 5,8 millions au niveau national (Sedesol, 2012). Les aides étatiques s'individualisent également. Elles ne visent plus un secteur d'activité, mais ciblent des populations préalablement définies comme « à problème ». Les populations de l'*ejido* doivent désormais réunir un certain nombre de

caractéristiques pour pouvoir bénéficier des subsides publics de l'État.

Enfin, le contexte économique international est de moins en moins favorable au café, après avoir été le principal produit d'exportation du pays et avoir été épargné par la crise du modèle d'exportation des matières premières des années 1980. On assiste dans le même temps à la tertiarisation de l'économie chiapanèque — représentant 60 % de la population active de l'État en 2011. Bien que les hommes continuent d'être définis et de se définir comme producteurs de café ; les trajectoires laborieuses des familles rencontrées à l'*ejido* El Edén se diversifient et sont de plus en plus tertiaires, surtout pour les femmes et les plus jeunes générations, nées dans les années 1980.

Dans un tout autre contexte, plus que d'effondrement ou de disparition, Castel préférerait parler d'« effritement » de la société salariale européenne telle que nous la connaissons¹. À notre tour, inspiré par cette posture, plutôt que de disparition pure et simple du support *ejidal* et de l'activité agricole, nous préférons également utiliser le terme d'effritement. À cet égard, Odile Hoffmann (1997) parlait d'ailleurs de « désagrégation » des trois fonctions de l'*ejido* (en matière d'accès à la terre, aux services et au rôle organisationnel qu'il jouait). Il n'y a plus cette unification des protections autour de l'institution *ejidale*.

Pour se protéger, il faut désormais aller puiser vers de nouveaux espaces, de nouveaux marchés du travail. La protection sociopolitique semble la seule à être encore liée à l'institution *ejidale*. Nous y reviendrons plus longuement dans le sixième chapitre. C'est la fin de l'organisation centralisée et patriarcale de l'*ejido*. Alors, si le contrôle social peut paraître moins fort, les possibilités d'emploi plus ouvertes au sein de la communauté, ce sont aussi des horizons parfois plus incertains qui s'ouvrent aux membres des familles l'*ejido* El Edén. Tâchons désormais de comprendre la diversité des trajectoires de ceux qui sont restés au village.

¹ Face aux discours déclinistes, Robert Castel ne veut pas parler de la destruction du travail salarié, mais bien de son effritement : « En pesant le sens des mots, effritement signifie exactement que la structure de ce type de société se maintient (ou se maintenait) alors que son système de régulations se fragilise » (Castel, 1998 : 24).

Familles et sédentarité : puiser dans des territoires familiaux différenciés pour pouvoir rester

« Nous avons tous vécu au sein de l'*ejido*, mais de différentes manières. Pour certains, les choses ont été, pour d'autres non. D'autres ont tout reçu sur un plateau d'argent et d'autres non. D'autres ont commencé par le bas, en travaillant. [...] Il y a des gens qui avaient plus... Et d'autres qui ont cette ambition de faire. [...] Et il y en a d'autres encore qui ont tout laissé à leurs fils et ces fils n'ont pas eu de mal après... Et d'autres non. D'autres ont commencé à travailler comme ouvriers agricoles ; ils ont pu faire leur capital. Ils ont acheté leur petit morceau de parcelle. De là, ils ont fait plus encore, petit à petit... Il y a beaucoup de différences entre tous. Ça n'a pas été pareil pour tout le monde... C'est comme ça... »¹

Ce sont les mots de Consuelo au moment de conclure son récit de vie. Comme pour finalement replacer sa trajectoire dans celle plus vaste des habitants du village, comme pour se justifier face à ceux qui « ont tout reçu sur un plateau d'argent ». Elle nous donne à entendre sa vision du processus de différenciation sociale à l'œuvre dans le village : ceux qui ont reçu la terre de leurs parents face à ceux qui l'ont achetée, ceux qui « ont commencé par le bas », qui ont travaillé face à ceux qui « avaient plus » au départ, etc. À sa suite, ce chapitre se propose de comprendre et de détailler cette différenciation sociale des individus restés à

¹ « *Todos hemos vivido dentro del ejido pero de distintas formas. A unos les fue bien a otros mal. Otros ya recibieron todo en charola y plata y otros no. Otros empezaron de abajo trabajando. [...] Hay gente que tenía más... Y hay gente que tiene esta ambición de hacer. [...] Y hay unos dejaron todo a sus hijos y a esos hijos ya no les costo... [...] Y otros no. Otros empezaron a trabajar como jornaleros. Hicieron su capital. Compraron su pedacito. De este hicieron más, poco a poco... Hay muchas diferencias entre todos. No a todos nos fue igual... Así es...* », entretien avec Consuelo, réalisé le 04.05.2012, à El Edén.

l'*ejido* El Edén.

Au sein des hommes et des femmes rencontrées, une inégalité fondamentale structurait les récits et l'élaboration des généalogies : le fait de recevoir ou non la terre *ejidale* des parents et en général plus spécifiquement du père. Or, on pourrait penser que « ceux qui sont restés » se cantonnent exclusivement aux individus ayant reçu la terre, devenant à leur tour *ejidatarios*. Pourtant, dans l'échantillon de cette étude, la moitié des trajectoires sédentaires recueillies avait été exclue de cette transmission. Face à celle-ci, les femmes étaient par exemple les « héritières résiduelles » (Deere, León, 2000 : 336 ; chapitre III), elles la recevaient s'il n'y avait pas d'autres héritiers. Le nombre d'hectares reçus, souvent plus tardivement ; en moyenne après 1990 pour les femmes, et avant 1983 pour les hommes, était inférieur à celui de leurs homologues masculins (2,3 contre 4,5 hectares) (généalogies, 2014). Alors qu'elles n'avaient pas reçu de terres, les femmes rencontrées avaient construit leur vie à El Edén, quand leurs sœurs étaient parties, et dans la majorité des cas, avaient suivis leurs maris². De la même manière, au sein de la fratrie, certains fils étaient également exclus de cet héritage et sont pourtant restés au village. D'autres avaient reçu ce patrimoine familial et sont tout de même partis. La perpétuation de l'ancrage au village ne se limite donc pas à l'héritage de la terre. En somme, il n'y a pas de lien de causalité exclusif entre le fait d'hériter des terres et celui de rester.

Nous tâcherons donc de comprendre ces trajectoires sédentaires par une autre entrée. Nous le ferons à partir de ce que nous appelons les « supports familiaux » ou les « territoires familiaux ». Nous nous demanderons en effet quel rôle a joué et joue encore la famille dans les trajectoires des individus pour répondre au nouveau cadre rural « desagrarisé » (Torres-Mazuera, 2012 ; chapitre IV). En somme, une des questions centrales qui a guidé l'écriture de ce chapitre est : comment la famille protège-t-elle dans le contexte de l'*ejido* et quelles sont ses ressources pour qu'elle puisse le faire ? Mais poser ces questions, c'est déjà supposer, trop rapidement, que la famille ne fait que protéger et qu'elle n'est que solidarité. Qu'entendrons-nous donc par « solidarité familiale » ?

Il s'agit d'abord de comprendre ce qui circule au sein de la famille, son « économie cachée » (Déchaux, 2007). Elle recouvre plusieurs aspects. Il peut s'agir de ressources économiques, d'aides financières (i.), de services rendus (ii.) ou de ressources relationnelles, comprises en tant qu'échange de capital social, d'informations ou de relations stratégiques (iii.) (Déchaux,

² Partie II.3. du chapitre III : « Une socialisation au féminin ».

2007 : 98-99). Nous explorerons l'ensemble de ces dimensions. Nous figurerons également la dimension affective — qui peut aussi être comprise comme « une composante des rapports sociaux », comme « une ressource inégalement distribuée et même une ressource rare » (Murard, 2003 : 54) — ; ainsi que, dans le contexte de l'*ejido*, la transmission du bien foncier (terre *ejidale*) en tant que bien économique à partir duquel on peut vivre et générer un revenu, mais aussi en tant que droit politique permettant l'accès à la citoyenneté locale.

Il ne s'agira pas seulement de comprendre ce qui circule ; nous tâcherons également de mettre à jour les « circuits » par lesquelles ces types d'entraide voyagent au sein de la chaîne de parenté. Ce circuit des solidarités n'est en effet pas toujours le même et diffère selon les familles. Il peut par exemple passer par les liens intergénérationnels ou intragénérationnels, solliciter davantage la famille élargie ou l'unité domestique, la maisonnée. Si l'arbre généalogique permet de reconstituer une carte de la famille — *la famille telle qu'elle est* —, cette carte ne se calque pas nécessairement sur *la famille telle qu'elle est vécue*, c'est-à-dire sur le territoire familial (pour reprendre une expression souvent utilisée) (voir chapitre I ; Lemercier, 2006 ; Porqueres, 2008). À partir de l'analyse de différents cas ethnographiques, nous verrons ainsi des territoires familiaux différenciés se dessiner par-dessus les généalogies familiales (les cartes familiales).

Enfin, la dernière dimension de cette entraide familiale sera celle de la réciprocité. Aucune « comptabilité » n'est tenue ; mes interlocuteurs ne m'ont en effet jamais confié devoir « rembourser », ne serait-ce que symboliquement, l'aide qu'ils avaient perçue. Elle apparaît alors comme inconditionnelle et gratuite. Pourtant, au regard de l'analyse des échanges entre les membres d'une même parentèle, c'est bien une dynamique du don/contre-don qui se laisse observer. Or, nous verrons que ce contre-don ne s'opère pas exclusivement envers les émetteurs du premier don, il implique aussi les générations suivantes. Recevoir une aide familiale c'est potentiellement, pouvoir aider à son tour dans le futur, pouvoir « rembourser » à une autre génération l'entraide perçue.

Pour documenter ces trois dimensions (types de ressources, circuits des ressources et don/contre-don) à l'œuvre dans les solidarités familiales à l'*ejido* El Edén, nous nous immiscerons, à travers les généalogies, au cœur de la diversité des supports familiaux de façon plus microsociologique. Nous plongerons à nouveau dans l'histoire intime de quatre familles (quatre cas ethnographiques), en tâchant de comprendre comment les protections liées à l'*ejido* ont circulé au moment où les enquêtés (Egos) appartenaient encore à la

Partie II. Les individus et les supports familiaux face aux changements...

première génération des familles *ejidales* — période de fusion —, jusqu'à ce qu'ils soient à leur tour dotés de terres et forment leur propre famille — fission et nouvelle fusion. Puis, comment ces ressources ont permis ou non d'affronter les nouvelles situations de travail et les nouvelles formes de l'intervention publique au sein du village.

Photo n°1. Maricel devant l'épicerie de sa mère et l'annonce de ses cours particuliers de couture, El Edén, 2014



Partie II. Les individus et les supports familiaux face aux changements...

I. Territoires familiaux au masculin

Commençons par explorer les territoires familiaux formés autour des Egos masculins rencontrés. À partir de l'étude de deux cas ethnographiques, la trajectoire de Francisco, puis celle d'Álvaro, nous saisissons les chaînes différenciées des solidarités familiales. À travers ces deux histoires, nous verrons que chaque individu dispose de territoires familiaux différents dans la perpétuation de son ancrage local : si Francisco expérimente une solidarité familiale forte et horizontale, pour Álvaro elle est davantage verticale et limitée. Que se passe-t-il donc quand Ego, bien qu'il ait reçu les terres, n'est pas soutenu par un support familial additionnel, ou de manière plus partielle et précaire³ ?

En effet, l'analyse des solidarités familiales se contente parfois de relater exclusivement les parcours où celles-ci sont effectives, où l'appui des proches permet une plus grande protection face aux difficultés de la vie sociale. Mais se limiter à la retranscription des récits solidaires contribue à dessiner une famille qui serait homogène, faisant bloc et élaborant les « stratégies » de sa survie dans une logique presque mécanique. Il paraît important donc de contrebalancer ces récits et de considérer dans le même temps d'autres trajectoires, où les liens ne sont pas si forts et l'influence des solidarités familiales plus restreinte. Ce sera l'histoire d'Álvaro ; une histoire tout à fait similaire à celle de Lucio et de Guillermo, que je ne reproduirai donc pas ici.

I.1. Francisco : rester grâce à ceux qui sont partis. Une solidarité horizontale en action

Souvenons-nous. C'est avec Francisco que nous avons ouvert ce texte. Il avait reçu les terres *ejidales* de son père difficilement d'abord. L'héritage des terres dans la famille de Francisco illustre sa dimension chaotique, soumis aux aléas des tensions intrafamiliales et des trajectoires de chacun (chapitre III). Nous avons vu comment dans une configuration familiale plus problématique, l'institution *ejidale* pouvait prendre le relais pour perpétuer la transmission patrilinéaire de la terre. L'affiliation symbolique ne dépendait donc pas

³ Voir introduction générale.

seulement du père, mais elle était aussi garantie par le support de l'*ejido*⁴. Une prérogative qui n'existe plus désormais, suite à la réforme de 1992 et appliquée en 2001 à El Edén.

En 1970, grâce à l'Assemblée *ejidale*, Francisco et son frère, Eliseo, avaient donc d'abord récupéré deux hectares. Puis, onze années plus tard, les trois autres hectares qui appartenaient à son père. Francisco en a obtenu officiellement les droits en 1981. Il avait alors 24 ans et deux enfants en bas âge, de un et trois ans. En 1969, le frère de Francisco part une première fois à la ville de Mexico travailler dans la construction pour aider leur mère, alors enceinte d'un septième enfant. Il fait plusieurs allers-retours. « J'avais aussi très envie de partir, me dit-il. Mais, c'était lui qui avait les terres de mon père. Et c'est moi qui m'en occupais, j'avais 12, 13 ans. ». Les ressources économiques de la famille n'étaient pas non plus suffisantes pour envoyer deux fils à la grande ville de Mexico. Puis en 1975, son frère s'installe, comme beaucoup d'autres⁵, à Ecatepec, dans l'État du Mexique. À propos de cette migration, Francisco commente : « Mon frère dit que quand il est parti, il y a 30-35 ans, on n'entendait pas parler des États-Unis. Maintenant il dit : "Si j'en avais entendu parler, ça m'aurait tiré jusque là-bas !" [*Il rit*] »⁶. Après le départ de son frère, c'est alors à Francisco que revient la tâche de gérer la terre. Puis, « Un jour, il est revenu et m'a dit : "Je ne veux plus vivre ici, je ne veux pas ces terres, je te les donne" »⁷. « Mon frère aîné, Eliseo, s'est comporté comme un père lorsque le nôtre est parti. Et quand il est parti, c'est moi qui me suis occupé de mes frères et sœurs »⁸.

Les autres membres de la fratrie, plus âgés que Francisco, sont également partis chercher de nouvelles opportunités de travail, en dehors de l'unité de production familiale et du village d'origine. Ils ont ainsi pu soutenir financièrement la production de café de Francisco. Marcela, la sœur aînée, est allée à Puebla ; Alma à Tapachula ; et Orlando fait un bref passage à la ville de Mexico chez son frère aîné, avant de s'installer finalement à Tapachula. Francisco reçoit alors de l'aide de son frère, parti à Mexico ; mais aussi de la part du mari de sa sœur aînée, Gilberto. Le couple vit alors à Puebla. Gilberto était venu enseigner à El Edén.

⁴ Partie II.2.1. du chapitre III : « Francisco : « il [*son père*] n'avait pas de cœur » ».

⁵ À partir des années 1970, la migration ville-campagne est très importante.

⁶ « *Dice mi hermano que cuando el, hace 30, 35 años que se fue, no se oía esto de irse a Estados Unidos. Si lo hubiera oído, ¡me hubiera jalado dice ahora!* », entretien avec Francisco, réalisé le 03.05.2012, à El Edén.

⁷ « *Eliseo [su hermano mayor] se fue [a la ciudad de México] en los setentas. Yo también quería irme a la ciudad; yo también quería ser alguien... Pero era él o yo. No podíamos ir los dos; no alcanzaba. Él tenía las tierras de mi padre. Y yo las cultivaba mientras estaba en D.F. Un día regresó y me dijo: "Ya no quiero vivir aquí, no quiero esas tierras, te las doy"* », entretien avec Francisco, réalisé le 12.03.2014, à El Edén.

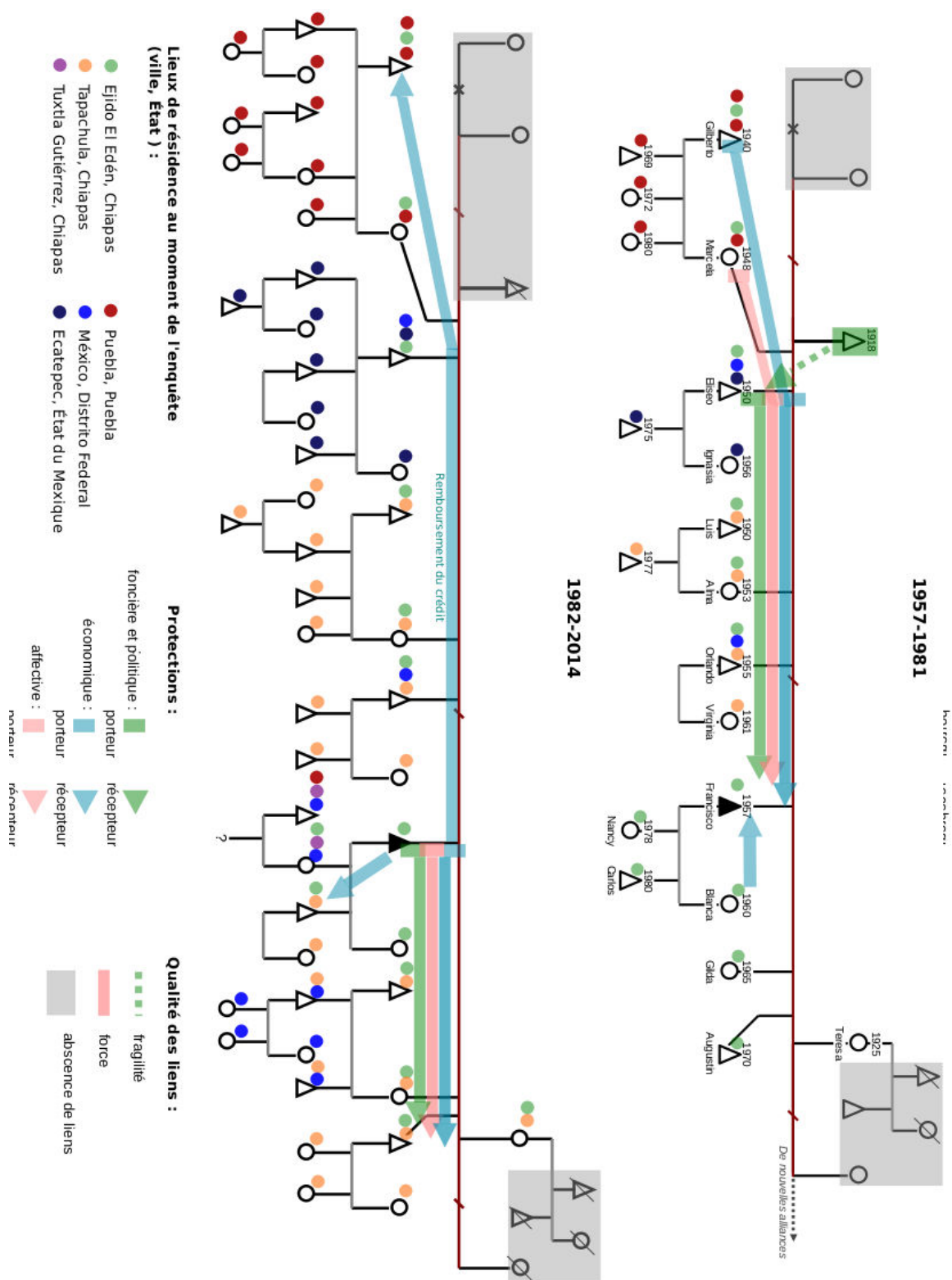
⁸ Carnet de terrain, 12.03.2014, à El Edén.

Originaire de Puebla, il est ensuite rentré dans sa région d'origine et « il a emporté » la sœur de Francisco avec lui. C'était en 1965. Il fait crédit à Francisco pour investir dans de nouvelles terres. Ce crédit lui permet d'acheter trois hectares de plus. Enfin, Francisco me parle de sa femme, rencontrée à l'*ejido*. Elle avait 17 ans, il en avait 20. À partir des années 1990, elle partait travailler à l'hôpital de Tapachula pour l'aider financièrement ; aujourd'hui elle est infirmière. « Elle ne voulait pas que nous vivions dans la misère, me dit-il. C'est grâce à elle que nous nous en sommes sortis »⁹.

Je retranscris cette histoire des solidarités familiales vécue par Francisco sur sa généalogie familiale : les flèches représentent les différents types de protections (ou de ressources) ; les points de couleurs, les différents lieux de résidence. Pour connaître la séquence chronologique des migrations, il faut les lire de gauche à droite ; les zones grises figurent l'absence de liens (figure n°1).

⁹ Carnet de terrain, 12.03.2014, à El Edén.

Figure n°1. Généalogie familiale de Francisco



Source : travail de terrain, 2014. Conception et réalisation : A. Rinaldy, 2016 avec GenoPro et Inkscape.

La généalogie de Francisco illustre les dynamiques de migration des différents membres de la famille exclus de l'héritage de la terre, mais qui ont continué à la soutenir (les flèches), permettant ainsi à Francisco de faire fructifier les terres pour lesquelles ils s'étaient battus avec son frère. Ce sont les autres et leur migration qui l'aident à rester au village et à continuer d'y cultiver la terre. En ce sens, les différents points de couleurs de cette généalogie illustrent cette « organisation en archipel » décrite par André Quesnel, en vue de comprendre la gestion des migrations, où les relations entre les différentes îles (ou unités domestiques), pour filer la métaphore des *territoires familiaux*, permettent de mobiliser les ressources générées par chacune d'entre elles (Quesnel, 2010).

Au moment de faire sa généalogie, Francisco me dit : « La production s'est terminée. Regarde : sur sept, je suis le seul à pouvoir rester ici. ». J'ajoute qu'il est le seul à pouvoir « rester ici » grâce à ceux qui sont partis. Dans un premier temps (jusqu'en 1981 au moins), les liens familiaux et cette solidarité horizontale qui s'est mise en place sont autant d'opportunités et de ressources pour Francisco, favorisant l'accès aux protections (foncière, économique et politique) de l'*ejido*. C'est donc la solidarité horizontale des membres d'une famille qui permet de rendre effectives les protections économique et foncière proposées alors par l'*ejido*. La qualité du support familial détermine ainsi l'accès aux protections de l'*ejido*. Et *in fine*, le lien filial s'établit à nouveau : « C'était comme un père » dit Francisco au sujet de son frère Eliseo (qui lui a donné les terres).

Grâce à l'appui de sa famille élargie et de son épouse, Francisco a été en mesure de consolider et de diversifier les sources de revenus pour la famille. Maintenant, il dispose de huit hectares, il a presque doublé l'héritage paternel ; produit chaque année près de 20 tonnes de café, une production tout à fait importante en comparaison aux autres producteurs que j'ai rencontrés, et emploie en permanence deux travailleurs agricoles guatémaltèques sur sa parcelle. Il loue également un local au village et un taxi à plusieurs conducteurs, faisant quotidiennement l'aller-retour entre la ville de Tapachula et El Edén. Francisco se définit avant tout comme producteur de café. Mais, ici, la pluriactivité lui permet d'améliorer le revenu du foyer, elle permet d'investir dans la production agricole et vice-versa. Elle est un mécanisme pour se maintenir dans un processus de reproduction sociale (Pineiro, Cardeillac, 2010 : 78).

Enfin, elle lui permet d'être à son tour un support pour les générations suivantes, de pouvoir subvenir aux besoins de sa famille, et ce depuis plusieurs années : tant de son fils comme il le soulignera pendant l'entretien alors qu'il a une bonne situation ; il travaille à Tapachula

comme administrateur d'entreprise, que des frères et sœurs qui l'ont ensuite suivi.

Au sein de cette famille, c'est l'insertion relationnelle collatérale, l'entraide horizontale, entre frères et sœurs d'une même génération qui permet *in fine* une insertion professionnelle, sécurisant également l'héritage des formes anciennes de virilité. Le fait de recevoir terres et aides économiques permet ensuite à Francisco de devenir à son tour un support pour les générations suivantes.

I.2. L'histoire d'Álvaro ou quand recevoir la terre ne suffit pas...

La famille vécue par Francisco est avant tout une « famille horizontale », s'appuyant sur les liens de germanité. Au cours de l'enquête, on m'a relaté d'autres types de territoires familiaux au masculin, bien plus « verticaux ». L'histoire d'Álvaro en est un bon exemple. Écoutons son récit dans le détail.

Álvaro est né en 1953. Son père et son grand-père ont tous deux été dotés de terres *ejidales*. La famille d'Álvaro comptait sept enfants au total. Avec leur père, son frère cadet travaillera les terres *ejidales* ; Álvaro celles de son grand-père. À la fin des années 1980, il recevra la totalité de la dotation de ce dernier, les cinq hectares :

« Mais ce qui s'est passé, c'est qu'un *ejido*, appelé « Mexiquito », cet *ejido* n'a pas bien délimité ses terres. Et une partie des terres de l'*ejido* d'ici est allée de l'autre côté. Et elles sont là, elles sont là les terres. Mon « *abuelito* » est mort et il avait juste trois hectares ; il lui manquait ses deux hectares. Et comme lui, ils étaient plusieurs affectés par ce problème [...] Mais les affectés n'ont jamais rien dit : oui, ils savaient qu'on leur avait enlevé leurs terres ; mais non, ils n'ont jamais rien fait pour les récupérer. La deuxième génération, nous, enfants d'*ejidatarios*, nous réfléchissions avec les camarades et l'un d'entre eux a dit : « maintenant les parachutistes [*paracaidistas*] sont à la mode [Miguel de la Madrid avait alors mis en place le « Programme de Réhabilitation Agraire »¹⁰ (PRA) entre 1983 et 1988].

¹⁰ *Programa de Rehabilitación Agraria*. Il s'agit alors pour l'État d'acheter les terres occupées par les paysans, puis de les convertir en terres *ejidales*. Voir partie II.2.1. du chapitre II : « La protection foncière : de la répartition agraire à l'usufruit de sa parcelle ».

Facilement ils prennent possession des terrains et ils les gagnent. Et pourquoi nous ne nous mettrions pas sur ces terres ? Nous nous positionnons et nous nous battons pour ce qui nous revient ! » Et c'est ce que nous avons fait. Nous avons convenu d'un groupe : nous y sommes allés. [...] Nous avons ouvert le chemin, parce que c'était de la montagne. [...] Ensuite, avec les autorités de Tapachula [...] nous leur avons dit que cet espace était le nôtre, que nous voulions le récupérer. Grâce au fait qu'ils [ceux de Mexiquito] ne se sont pas opposés, comme ils ne travaillaient plus cette terre [...]. Donc, ce qu'ils ont fait... Ils nous ont appelés et ont nommé une commission et un topographe est venu pour corriger. Eh oui, où nous étions, c'était là, et nous avons réussi, nous avons récupéré ces terres ! J'ai récupéré la part dont mon grand-père n'a jamais pu profiter. C'était en 1987. Une histoire pour l'*ejido* »¹¹

Lorsque que je conclus ce premier entretien enregistré avec Álvaro, j'écris dans mon carnet de terrain cette interrogation : « Peut-être aurai-je pu/dû l'inviter à se raconter plus ? »¹². J'ai alors l'impression qu'Álvaro ne parvient pas à parler spontanément de lui ou de sa famille pendant l'entretien. Au moment de réécouter son récit et de thématiser les extraits, je considère pourtant que 11,7 % de notre échange a été dédié à son histoire familiale (la thématique la plus présente étant celle du travail agricole, 36,7 %) (voir chapitre III). Des quatre récits de vie masculins enregistrés, il n'apparaît donc pas comme le plus « taiseux » sur son histoire familiale (Lucio y consacrera 2 % de son récit selon mon système de thématisation). Ce que je comprends alors c'est l'entrelacement entre l'histoire familiale et celle de l'*ejido*. Les thématiques ne sont pas si clairement délimitées.

¹¹ « Pero lo que sucedió, es que un ejido, que se llama "Mexiquito", ese ejido no deslindo muy bien. Y una parte de las tierras ejidales de aqua quedaron de aquel lado. Y ahí están, ahí están las tierras. Se murió mi abuelito y el nada más tenía lo de tres hectáreas; le faltaba sus dos hectáreas. Y así como el fueron varios los afectados. [...] Pero los afectados nunca dijeron nada: si, sabían que se le había quitado pero no, nunca hicieron por pelear las tierras. La segunda generación, nosotros ya, hijos de ejidatarios, veníamos reflexionando con los compañeros y uno dice: "ahora está de moda los paracaidista, dice. Fácil se posesionan de terrenos y los ganan, dice. Y porque nosotros no nos metemos allá? ¡Nos metemos y peleamos lo que nos corresponde!" Y así lo hicimos. Nos pusimos de acuerdo a un grupo: fuimos. [...] Fuimos abriendo, porque era montaña. [...] Luego, luego, con las autoridades de Tapachula [...] les dijimos que esta área era nuestra, que nosotros queríamos recuperarla. Gracias a que no se opusieron mas ellos, como no la tenían trabajada [...]. Entonces lo que hicieron fue de que... Nos llamaron y nombraron una comisión y un topógrafo para ir a corregir. Y si, donde paramos, ahí era y se logró, ¡se recuperó esas tierras! Entonces de ahí recuperé mi pedazo que mi abuelito nunca lo disfruto. Esto era en el 1987. Una historia para el ejido », entretien avec Álvaro réalisé le 14.05.2012, à El Edén.

¹² Carnet de terrain, 14.05.2012.

Si Álvaro reçoit les terres c'est grâce à son grand-père dont il se souvient avec affection — « *mi abuelito* », seule expression d'un affect dans son récit. Puis, s'il récupère les terres, c'est grâce à l'action collective et politique des « camarades »¹³. Le « nous », très présent dans son récit (« nous, enfants d'*ejidatarios* »), est bien cette « instance du collectif » (Castel, 2003 : 38), que l'*ejido* a contribué à forger, et qui sécurise Álvaro : il amplifie sa protection foncière et il récupère ce dont son grand-père « n'a jamais pu profiter ». On imagine ce que cela peut représenter en termes de reconnaissance sociale¹⁴ et d'appartenance familiale. La politisation est alors tournée vers la lutte pour la terre. Elle se fait de manière collective aux côtés de membres de la communauté.

Ce récit éclaire de quelles manières l'institution *ejidale* peut se retrouver au cœur des familles et des trajectoires individuelles. L'histoire familiale est alors celle de l'*ejido* ou réciproquement. On ne sait plus bien qui fait l'un ou l'autre. Ainsi, chaque question à propos de la terre et de son héritage qui pourrait appartenir à l'histoire familiale l'amène toujours à développer un élément de l'histoire de l'*ejido*, au point qu'à la fin de l'entretien il m'oriente vers d'autres personnes, les fondateurs et me dit : « Eux, ils savent ! »¹⁵ ; au point que lorsqu'il achève de me raconter cette lutte pour récupérer les terres de son grand-père il conclut : « C'était en 1987. Une histoire pour l'*ejido* ». Mais n'est-ce pas aussi l'histoire de sa famille ? L'affiliation symbolique à la génération précédente est ainsi intimement liée au lieu qu'est alors l'*ejido*.

Comme nous l'avons exploré dans le troisième chapitre, lorsque les hommes parlaient de leur famille, ils parlaient principalement de la famille d'origine, non pas celle des frères et sœurs, mais plus celle dont ils étaient issus. Ils étaient en charge de l'affiliation symbolique, de rattacher leur histoire à la génération antérieure, aux pères fondateurs de l'*ejido*, à la lignée paternelle la famille et de mettre en lien les morts avec les vivants, des générations suivantes.

Par ailleurs, lorsque je lui demande qui de ses frères et sœurs a reçu les terres, les choses semblaient aller de soi : « mais sur les sept enfants, nous ne sommes que deux hommes et cinq femmes. Et avec l'autre épouse qu'il [son père] a eue après, il a eu trois filles. »¹⁶. Quasiment

¹³ Cette occupation des terres correspond au « Programme de Réhabilitation Agraire » de Miguel de la Madrid qui à partir de 1984 impulsera de nombreuses nouvelles dotations et régulations. Voir la partie II.2.1. du chapitre II : « La protection foncière : de la répartition agraire à l'usufruit de sa parcelle ».

¹⁴ Voir partie II.2.4. du chapitre II : « La centralité de l'*ejido* : l'accès à une reconnaissance sociale ».

¹⁵ *Idem*.

¹⁶ « *pero entre 7 hijos no más somos dos hombres, 5 mujeres. Y con la otra esposa que tuvo después, tuvo 3 hijas.* », entretien avec Álvaro, réalisé le 14.05.2012, à El Edén.

absentes du récit, les sœurs sont écartées comme « naturellement » de l'héritage de la terre et donc de l'histoire familiale. Dans son histoire familiale, ce qui est important de retenir pour Álvaro c'est son lien avec la génération antérieure, quand celui qu'il entretient avec ses frères et sœurs semble en revanche limité ou moins central dans son récit. Lorsque nous ferons sa généalogie familiale, c'est ce même constat qui s'impose : « Dans la famille on est tous dans le même problème. On ne peut pas trop s'aider. »¹⁷.

Guillermo, qui n'a pas non plus pu bénéficier d'une solidarité familiale solide, fera le même constat : « On est seul. On est uni quand on est petit. Plus tard, comme adulte, chacun prend soin de son propre patrimoine et c'est tout »¹⁸. Quand le support familial n'est pas suffisant, il n'y a en effet pas d'autres choix que de compter sur soi ou les générations à venir.

Álvaro a trois fils. Le premier est né en 1979 ; 1983 et 1985 pour ses deux autres fils. Ils sont agent de sécurité, ouvrier (dans une entreprise de mise en conserve) à Tapachula et chauffeur de taxi au village. Après m'avoir énuméré leur profession, il conclut : « Il a fallu qu'ils cherchent un autre moyen de vivre ici, travailler dans autre chose que la terre pour nous soutenir »¹⁹. Aujourd'hui, ils aident économiquement leur père et leur mère pour le quotidien, mais n'investissent pas dans la parcelle paternelle. Et en ce sens, c'est une dynamique ou une affiliation qui s'inverse pour Álvaro : il devient dépendant de ses fils, des fils qui ne comptent désormais plus sur la transmission des terres familiales comme support de leur emploi ou comme patrimoine à faire fructifier (à ce propos, voir par exemple : Del Rey, 2004 ; Del Rey, Quesnel, 2007 ; chapitre VI). On est bien loin de la transmission qu'avait vécue Álvaro, mais aussi des dynamiques qui se laissent apercevoir quant à la terre pour les Egos féminins, où les générations suivantes semblent aider à reconstruire ce patrimoine et ce support non hérités.

¹⁷ Entretien avec Álvaro, réalisé le 21.03.2014, à El Edén.

¹⁸ « *Se deja uno solo. Estamos unidos cuando estemos chiquitos. Luego, de grande, cada uno cuida su patrimonio y ya está.* », entretien avec Guillermo, réalisé le 15.05.2014, à El Edén.

¹⁹ « *Tuvieron que buscar un otro medio para poder vivir aquí, trabajar en otro medio para sostenernos* », entretien avec Álvaro, réalisé le 14.05.2012, à El Edén.

II. Territoires familiaux au féminin

Il y a pour le moins deux types d'inégalités familiales au cœur de la différenciation sociale dont nous parlait Consuelo : les inégalités *interfamiliales* et *intrafamiliales*. Au sein même des familles, chaque individu ne dispose pas du même soutien familial ou n'a pas accès aux mêmes ressources. Au-delà du constat que les individus peuvent être soumis aux insécurités du contexte extérieur, c'est donc aussi de l'instabilité interne aux familles dont il sera ici question. L'accès aux ressources foncières, économiques, politiques, affectives ou relationnelles dépend des liens, la nature de ces liens et la position occupée au sein de la famille en tant que fils ou fille. Or, les filles rencontrées ont souvent moins été dotées : une seule avait hérité de la terre de son père, ce sera la trajectoire de Consuelo ; quant à la solidarité familiale, elles en étaient plus souvent les émettrices que les réceptrices. Nous retracerons l'histoire de Leona pour documenter ce point. Comme pour Álvaro, je précise ici que les deux autres généalogies familiales que j'ai reconstituées auprès de Marcela et Amaya sont très similaires à celle de Leona ; c'est pour cela que je ne les reproduis pas ici.

II.1. Leona : reconstruire ce qui n'a pas été hérité. Une solidarité « par le bas »

Explorons désormais un autre territoire familial : celui de Leona. Sa trajectoire est radicalement différente de celle de Francisco ou d'Álvaro, parce qu'elle est une femme, parce qu'elle n'a pas hérité des terres de son père, parce que c'est elle qui a dû partir pour aider sa famille restée au village, avant de rentrer pour l'aider à nouveau.

Leona est née en 1966. Quand son père meurt, c'est sa grand-mère paternelle qui prend soin d'elle avec sa petite sœur, Elvira ; sa mère ne pouvant subvenir aux besoins de tous ses enfants. Élevée avec sa sœur chez ses grands-parents, ses autres frères et sœurs resteront avec sa mère ; elle n'aura plus de contacts avec eux. C'est son frère qui recevra les terres *ejidales*, bien qu'il vive désormais à Oaxaca. À 15 ans, au début de la décennie 1980, elle part à la ville de Mexico pour aider sa famille. Cette première bifurcation dans sa trajectoire de vie est

relatée dans le troisième chapitre²⁰. Après huit années passées dans cette usine, Leona rentre finalement au village. Sa grand-mère était mourante. C'est la deuxième bifurcation dans son histoire de vie. Leona rentre à El Edén en 1989. Elle se marie peu de temps après. Puis viendra la venue de sa première fille Maricel.

À ce moment-là, ils ouvrent l'épicerie dans laquelle nous nous trouvons. Désormais, il y a six petits magasins de ce type dans le village ; avant, ils étaient les seuls. Il y a 12 ans, les voisins ont commencé par ouvrir le leur. Ils sont au bord de la route, pas besoin de descendre de la voiture pour acheter. « Ça marche bien pour eux. Mais, nous, on a une vieille clientèle. Ils nous connaissent depuis longtemps ». Et puis, il y a cinq, six ans, les autres boutiques sont apparues. Leona vend beaucoup moins qu'avant ; mais cela reste toujours une source de revenue indispensable dans l'économie de la famille. Elle vend d'autres choses aussi : des sodas et des chips surtout. Avant, me dit-elle, elle achetait une caisse entière de pain, qui partait très vite, des haricots, des œufs, tous les produits de première nécessité. « Tout ça, c'était nous. Maintenant, ils vont tous à Tapachula pour acheter leurs propres stocks. C'est beaucoup moins cher ». Mais l'épicerie rapporte bien tout de même : surtout au moment des récoltes de café. Les travailleurs viennent se ravitailler en sodas²¹.

Séparée de son mari, Leona fait flotter l'économie de la famille avec l'aide de ses filles ; son fils Kevin, tout juste neuf ans, est encore trop jeune pour y participer. Il y a environ quatre ans, elles ont acheté près de deux hectares de terres *ejidales*. Leona est devenue *posesionaria* : « Ce sont les filles ! Elles ont vendu des chaussures, les cours de couture... Ce sont elles qui ont aidé à acheter le petit terrain. C'était avec elles. *Andreas*... C'est un magasin [*de vente à domicile*]. De là elles ont économisé et de là on a acheté. Avec ce qu'on économise, on élague, on fait faire les travaux... et le reste... »²². Elles vendaient principalement des tennis et des chaussures plates « presque pas de chaussures à talons ». Pour une paire de chaussures, Leona et ses filles demandaient un acompte (un peu plus de la moitié) ; puis, elles complétaient pour pouvoir acheter les chaussures auprès l'entreprise *Andreas*. Elles gagnaient 30 pesos par paire de chaussures vendue. Leona m'explique leur fonctionnement en me signifiant que cette entrée d'argent était importante pour elle et

²⁰ Partie II.3.2. « Bien choisir ».

²¹ *Idem*.

²² « ¡Son las chamacas! Ellas vendieron zapatos, venden cursos de costura... Y ellas fueron las que ayudaron a comprar el terrenito. Fue con ellas. *Andreas*... Es una tienda. De ahí juntaban y de ahí compramos... Con lo poquito que sale se da para limpiar, los trabajos... Y lo demás... », entretien avec Leona, réalisée le 24.05.2012, à El Edén.

qu'elles gagnaient alors suffisamment pour pouvoir économiser. Elles pouvaient en vendre cinq par semaine et ainsi apporter 150 pesos au foyer (un peu plus de huit euros)²³. Mais elles ont arrêtées. Il fallait avoir un petit fond d'investissement pour pouvoir investir ; avec les petits problèmes de santé de Leona, elles n'ont pas pu continuer.

Sa fille aînée, Maricel, est professeure de couture. En 2012, lorsque je la rencontre, elle travaille grâce à deux programmes publics dans les villages voisins, l'un du SEDESOL (*Artesanos*), l'autre du CDI (PROIN) (voir chapitre IV). En mars 2014, quand je les retrouve, Maricel ne travaille plus. Les cours de couture se sont interrompus. Après les élections et l'alternance (avec le retour du PRI au pouvoir, tant au niveau national que local), ils n'ont pas renouvelé son contrat. Elle n'a plus d'emploi fixe depuis novembre 2013. Sa deuxième fille, Adela, a fini le lycée et travaille désormais au marché de Tapachula. Elle y vend des épices chez une de ses cousines. Malgré ses multiples allers-retours à Tapachula à la recherche d'un emploi, Maricel restera sans cette source de revenus tout au long de mon deuxième séjour de recherche. Peu de temps avant mon départ, elle décide de mettre une affiche sur l'épicerie familiale pour annoncer qu'elle propose des cours de couture : 15 pesos la classe de trois heures (moins de un euro). À mon départ, personne ne s'était encore inscrit, « Mais ça ne devrait pas tarder »²⁴ (photo n°1).

Leona et ses filles prennent soin de deux vieux oncles qui continuent de vivre dans le village. Ouvriers agricoles toute leur vie, ils ont aujourd'hui plus de 70 ans et n'ont jamais eu d'enfants. Elles leur apportent à manger, les emmènent recevoir leur aide du gouvernement (*Pensión para Adultos Mayores*), lavent leur linge, etc.

Enfin, la dernière source de revenus dont nous parlons souvent avec Leona est celle des subsides publics. *Oportunidades* est le budget transport de la famille²⁵. Un jour, elle me parlera d'un programme auquel elle tente de postuler. Elle en a entendu parler par ses voisines. C'est une aide de l'État du Chiapas mise en place par le gouverneur Manuel Velasco (chapitre VI), destinée aux mères célibataires — *Bienestar*. Mais il faut avoir moins de 45 ans ; elle en a alors 48. Elle va tout de même tenter, me dit-elle : « Il faut investir ! »²⁶.

²³ Carnet de terrain, le 15.06.2012.

²⁴ Carnet de terrain, le 20.07.2014, à El Edén.

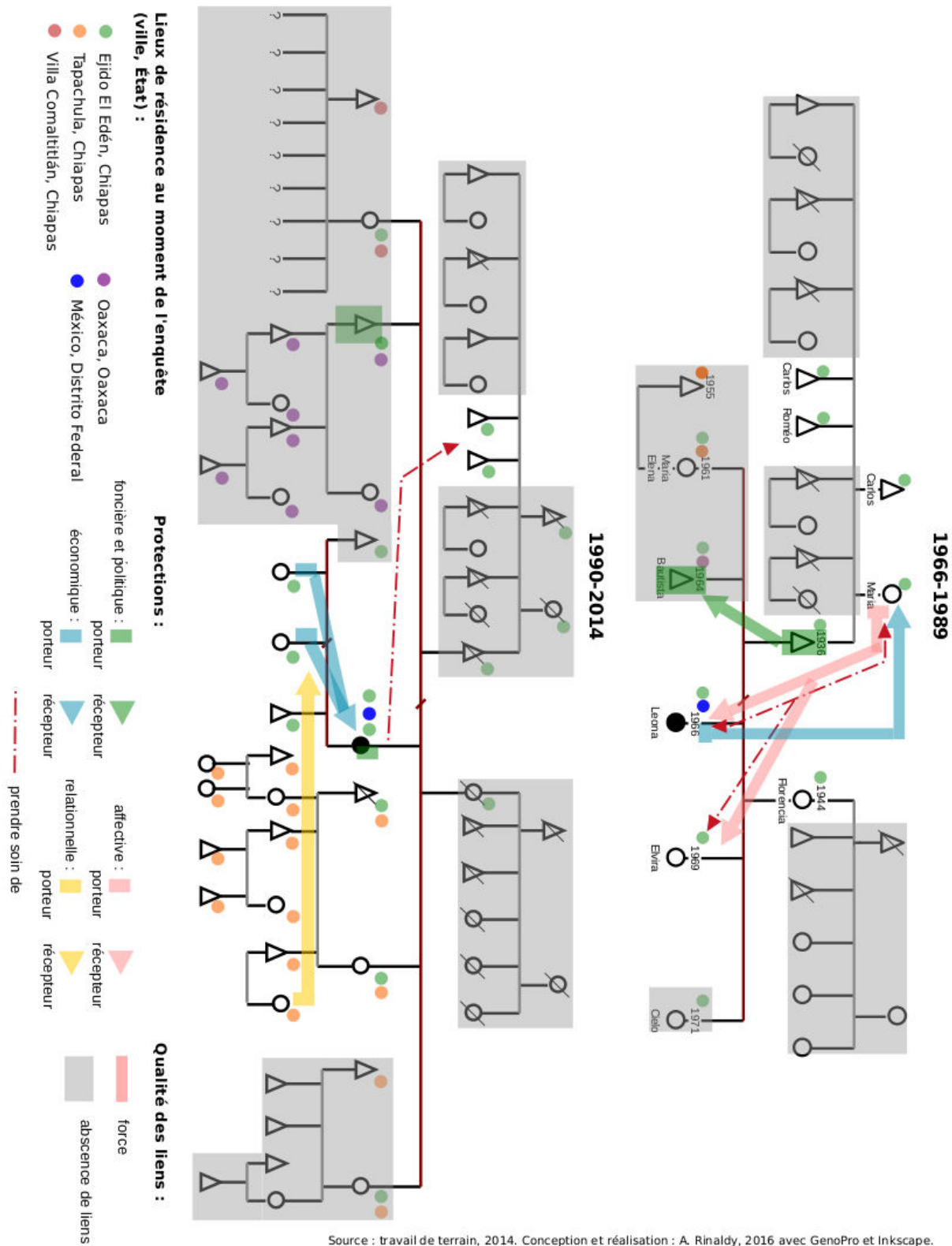
²⁵ Voir partie I.1.3. du chapitre IV : « Être « activé » et avoir les « bonnes » caractéristiques : l'individualisation des aides publiques et la multiplication des acteurs ».

²⁶ « ¡Hay que invertir! », entretien avec Leona, réalisé le 09.06.2014, à El Edén.

Quelques semaines plus tard, alors que je passe leur rendre visite, je demande à Leona si elle a pu avoir l'aide finalement. Elle me raconte alors qu'elle n'est pas parvenue à trouver le bon guichet : « J'ai frappé à plusieurs portes de la Délégation. Mais je n'ai pas encore trouvé la bonne. Il faut que j'y retourne. Il faut tenter. On verra bien... »²⁷.

²⁷ Entretien avec Leona, réalisé le 09.06.2014, à El Edén.

Figure n°2. Généalogie familiale de Leona



Comme on le voit sur cette généalogie, Leona a une tout autre expérience des solidarités familiales. Elle ne reçoit pas les terres de son père ni de son mari, duquel elle divorce. Sa migration à Mexico au début des années 1980 lui permet d'aider ses grands-parents. C'est aussi pour eux qu'elle rentre, lorsqu'ils sont souffrants. Contrairement à Francisco, Leona ne reçoit rien de matériel de la génération précédente, c'est à elle de les soutenir et non l'inverse.

Désormais, le nouveau contexte rural permet à Leona et ses filles de multiplier les sources de revenus ; elles n'ont plus nécessairement besoin de migrer à la « grande ville » pour trouver des opportunités de travail, comme c'était le cas pour la période historique précédente. Les sources de revenus de la famille sont innombrables (« Il faut tenter ! ») : l'épicerie, la vente de chaussures à domicile, les cours de Maricel, le travail d'Adela au marché de Tapachula, les subsides publics, les terres agricoles. Mais elles restent tout à fait incertaines et précaires : l'épicerie n'est plus aussi rentable qu'avant, suite à l'apparition de multiples concurrents dans le village ; les cours de couture ont été interrompus, suite à l'alternance politique ; le travail agricole incertain par définition est peu rentable avec seulement deux hectares ; enfin, il n'est pas toujours évident de « trouver la bonne porte » pour accéder aux subsides publics.

Le territoire familial de Leona est bien plus réduit que celui de Francisco, les zones grises plus présentes (figure n°2). Les relations que Leona entretient avec son entourage familial élargi se limitent à sa sœur et ses neveux qui vivent à Tapachula et à ses oncles dont elle prend soin au village. Au vu de sa carte familiale (la seule généalogie), Maricel commentera d'ailleurs : « Finalement ma famille n'est pas si petite ! »²⁸. Sa réaction est le reflet de la famille telle qu'elle la vit au quotidien, de son territoire familial. C'est aussi cette ressource relationnelle plus réduite qui lui rend difficile l'accès aux programmes de l'État.

En effet, trouver la « bonne porte », c'est souvent bénéficier des bons liens pour y parvenir. A *contrario*, Marcia, par exemple, l'épouse de Lucio, alors membre du *comité ejidal*, travaille chaque matin au collège du village. Elle y prépare le petit-déjeuner pour les professeurs et les élèves. Cette opportunité de travail elle l'a eu grâce à son époux qui, grâce à sa place dans le comité, l'a mise en contact avec les bureaux du SEDESOL à Tuxtla Gutiérrez. Après trois tentatives²⁹, elle a ainsi pu incorporer le programme des *Cocinas Comunitarias* (voir chapitre IV). Plus on a la « chance » d'être proche des *ejidatarios*, qui sont encore ceux qui agrègent le plus de pouvoir au niveau local, ou mieux encore du *comité ejidal*, plus on est

²⁸ Entretien avec Maricel, réalisé le 17.03.2014, à El Edén.

²⁹ Carnet de terrain, le 25.03.2014, El Edén.

informé. Au-delà d'une aide directe à laquelle on peut ainsi plus facilement bénéficier, c'est aussi plus subtilement le fait de connaître les réunions d'information, les possibilités, la palette des offres ou encore de pouvoir se déplacer aisément physiquement entre les guichets concernés et de jouer avec les caractéristiques requises par chaque programme. C'est ce dont ne dispose pas Leona au sein de sa propre famille ni en tant que « simple » *posesionaria* (voir chapitre VI).

Enfin, la généalogie illustre comment d'une génération à l'autre le même schéma d'entraide se perpétue, contrairement à Álvaro où on observait une inflexion. Les filles, la génération du bas aide la génération précédente. C'est une solidarité par le bas qui travaille cette famille³⁰.

II.2. Consuelo : « l'idée c'est de se maintenir toujours active ! »

Consuelo est le dernier cas ethnographique proposé pour l'analyse des territoires familiaux et de ses liens avec la sédentarité des Egos rencontrés. Comme nous l'avions découvert dans le troisième chapitre, Consuelo a eu une enfance difficile. Orpheline de père et de mère, c'est elle qui avait élevé ses frères et sœurs au village, puis qui avait reçu les terres de son père. Elle est *ejidataria*.

En mars 2014, je réalise la généalogie de Consuelo. Au moment de tracer sur la feuille de papier blanc le trait de son union avec Clara, elle commentera à propos de cette orientation sexuelle peu commune dans le village : « Les gens ne me disent rien, sûrement que beaucoup n'approuvent pas. Mais ils me connaissent bien, je suis d'ici »³¹. Cette petite phrase composée de quatre mots, « Mais je suis d'ici », vient ainsi contrebalancer une orientation sexuelle qui pourrait être mal perçue par la communauté et surtout qui remet en question les rôles de genre assignés à chacun des sexes dans le village. Cette appartenance locale se présente ainsi comme une ressource (et est-elle seulement discursive ? Voir chapitre VI) pour Consuelo. Elle lui permet de continuer de se rattacher symboliquement au lieu de son enfance malgré une « déviance »³² aux normes du village.

³⁰ À cet égard, c'est ce même récit que m'a fait l'une des filles de Guillermo : « Avec le peu que nous avons, nous aidons mon père. Parce que nous sommes habitués à cela. C'est notre rôle. C'est comme ça. », entretien avec Marcelina, réalisé le 17.05.2012, à El Edén.

³¹ Carnet de terrain, le 19.03.2014, à El Edén.

³² Tel que défini par Howard Becker, est déviant tout individu supposé avoir transgressé une norme et donc considéré comme étranger au groupe social dans lequel cette norme est véhiculée. Cette conception implique de poser la question de la constitution des normes en référence auxquelles sont définis les déviants. Cf. BECKER Howard. (1985) *Outsiders : études de la sociologie de la déviance*. Paris : Métailié.

Clara est de Tapachula. Elles se sont connues au marché où Consuelo y vendait des fruits :

« Ses parents vendaient des poulets. Moi je n'ai jamais dit "j'ai un terrain", rien. On se voyait, on parlait [...] Et voilà on a passé deux années comme ça. Mais sa famille s'est rendu compte et je devais demander l'autorisation pour la voir. [...] Alors je lui ai donné deux chemins : ou tu me laisses parler à ta famille, ou tu viens avec moi et elle a préféré partir avec moi. Je l'ai volée³³ et l'ai amenée jusqu'à la frontière (nord). Et c'est comme ça qu'on est parti. Après une année je suis rentrée et je me suis présentée devant la famille. »³⁴

Avant sa mise en couple avec Clara au début des années 1980 et après s'être occupée de toute sa famille, Consuelo est partie du village. Elle a alors 20 ans : « J'ai traversé toute la République dans les années 1980. De 1980 à 1985. À voir quel État j'aimais. J'ai parcouru tout le pays ! [...] J'ai travaillé dans tout : dans des restaurants, j'ai travaillé dans le Nord, dans les plantations. [...] C'est bon j'ai voyagé, maintenant c'est mieux de m'ancrer, j'ai pensé. Et je suis ici ! »³⁵.

S'ancrer, c'était donc rentrer au village. Quand elle rentre, elle travaille un peu la parcelle de son père. Mais elle confie alors :

« Je vais être honnête, pourquoi me vanter ? Le café, ça a toujours été difficile pour moi. Dans une plante de café il y a beaucoup de travail, d'investissement : d'abord l'élagage, ensuite réguler l'ensoleillement, ensuite tailler les plants, et puis les planter à nouveau si elles sont

³³ Consuelo fait ici référence à la pratique ancienne et répandue du « vol de la petite amie »/« robo de la novia », qui marque souvent le commencement de la vie conjugale d'un jeune couple (en union libre) en milieu populaire. Lorsque le jeune homme ne pouvait pas payer les frais du mariage, il « volait » alors la future épouse, sans demander la permission à ses parents, avant de se présenter officiellement devant eux, lorsque le couple avait déjà plusieurs mois de vie commune. À propos de cette pratique, voir par exemple Robichaux (2003, 2008) et D'Aubeterre (2003).

³⁴ « Yo iba a vender la fruta en el mercado de Tapachula. Y nos conocimos vendiendo. [...] Sus papas vendían pollos. Yo nunca le dije: "tengo terreno", nada. [...] Pasamos como 2 años así. Y de repente ya su familia se dio cuenta. Y tenía que pedir permiso para entrar por ella. [...] Entonces le puse dos caminos: o me dejas hablarle a tu familia, o te vas conmigo y dijo ella: no, mejor me voy a ir contigo. Me la robe, me la llevé por la frontera. Y así nos fuimos caminando. Y ya después al año vine y me presenté con la familia. », entretien avec Consuelo, réalisé le 04.05.2012, à El Edén.

³⁵ « Recogí toda la República en los 80 del 80 como hasta el 85. A ver qué estado me gustaba. ¡Anduve yo en todo el país! ¡Trabajaba y rolaba! Yo en todo he trabajado: en restaurantes [...], trabajé en el Norte en cultivos. [...] Yo ya viaje y ahora mejor me anclo pensé. Y ¡aquí estoy! », entretien avec Consuelo, réalisé le 04.05.2012, à El Edén.

fatiguées [...] Et ainsi de suite chaque année... Mais il y a aussi les maladies du café [...] Dans la plantation, je paie [*des ouvriers agricoles*] pour l'élagage. Trois fois par an. Ça doit être quatre fois normalement, mais je n'ai pas assez d'argent, je le fais faire trois fois. [...] Et ensuite avec l'ouragan Stan, en octobre 2005, c'était la fin de mon terrain. C'était le plus affecté d'ici, de l'*ejido*. Donc, maintenant, je n'ai pas de production parfaite. On pensait qu'il n'allait plus servir, mais j'ai gardé patience, j'ai attendu que la terre se restaure. Tout le terrain a glissé... Les arbres étaient partis. Et avec le temps, il s'est restauré un peu... Et sur des parties, je peux utiliser la terre. [...] Maintenant, après Stan, ce sont des petits kilos de café que je peux sortir, pas plus. »³⁶

Je lui demande alors si elle reçoit de l'aide de sa famille pour ce terrain : « Non, me dit-elle. C'est que chacun part et fait sa famille »³⁷. Consuelo reçoit les terres paternelles, mais, contrairement à Francisco, elle ne recevra pas d'aide de sa fratrie pour faire fructifier le capital familial. Elle y investit peu ou tant bien que mal (« Je vais être honnête, pourquoi me vanter ? Le café, ça a toujours été difficile pour moi. Dans une plante de café il y a beaucoup de travail, d'investissement ») ; et l'ouragan Stan de 2005 — elle est d'ailleurs l'une des seules à m'en parler — n'a pas arrangé les choses.

Lors de mon enquête de 2014, lorsque je lui rapporte sa généalogie familiale, en voyant la représentation de sa famille sur trois pages et alors que nous commentons chacun des membres qui y figurent, elle dit : « Et puis la famille continue de grandir ! ». J'y vois ici le constat de la famille qu'elle n'a pas ; c'était d'ailleurs l'une des premières choses qu'elle m'avait dites lors de son récit de vie : « je n'ai pas de famille » (voir chapitre III). La famille dont parle Consuelo ici, « la famille qu'elle n'a pas », c'est celle qui suit, celle qui continue

³⁶ « *Voy a ser honesta, para que te voy a presumir, el café siempre fue difícil para mí. Un cafetal lleva mucho trabajo, mucha inversión: primero limpias, después que regulación de sombra, después la poda de matas, podarlas, y luego después sembrar si esta mata ya se ve acabada para cuando esta falte la otra viene... [...] Y así va, cada año... Pero hay plagas también. La broca del café. [...] En el cafetal pago: para la limpia. Se le da tres limpias al año. Deben ser 4 pero por falta de recursos le doy 3. [...] Y luego cuando el huracán Stan, en octubre del 2005, se acabó mi terreno. Fue el más, el más afectado de aquí del ejido, me quedo muy deslavado. Entonces ahorita no tengo una producción perfecta por lo mismo que está acabado. Que ya no me iba a servir pero he tenido paciencia en esperar que esta tierra se restaure. Se deslavo... Todo... Árboles se fueron. Y con el paso del tiempo se ha restaurado un poco... Y en partes puedo aprovechar la tierra. [...] Ahora después del Stan son kilitos de café que puedo sacar, no más...* », entretien avec Consuelo le 04.05.2012, à El Edén.

³⁷ « *No, es que cada uno se va y hace su familia.* », réalisé le 04.05.2012, à El Edén.

l'histoire familiale et qui nourrit les solidarités familiales par le bas. C'est la famille vécue et construite depuis les Egos féminins.

Consuelo bénéficie donc d'une solidarité familiale limitée. Et en ce sens, ces territoires familiaux restreints amènent à se demander, aux cotés de Jean-François Laé et Numa Murard : « Dans la pauvreté économique, peut-on dire que l'on "a" des relations, et ne faut-il pas admettre plutôt que l'on est "pris" dedans ? » (Laé, Murard, 2011 : 70).

Alors de quoi vit Consuelo désormais ?

Consuelo : Moi je suis mille usages. En ce moment, je restaure des images de Saints. Les petits enfants de Noël, l'Enfant Jésus. Il s'est cassé, ils me l'ont amené, je le répare, je le peins. C'est de la restauration... Je suis mille usages : je peins, je dessine, j'ai peint l'école maternelle, n'importe quel détail de maçonnerie, j'aide à la cuisine quand il y a une fête.

AR : Et ils te paient pour tout ça ?

Consuelo: Bien sûr ! Aussi, si quelqu'un meurt, ils me cherchent pour que je prépare le corps. Je fais tout. Ça j'ai appris en voyageant [...] Au début, c'était dur... La nécessité. Et tu connais les arbres de caoutchouc ? [...] Cet arbre, il peut maintenir quelqu'un plus de 30 ans [...] J'ai survécu grâce à ces arbres. Ce que produit l'arbre, en le râpant, on le collecte dans un récipient. Parfois, c'est peu, un chewing-gum, une petite boule et parfois c'est plus. Et ça on l'accumule, en kilo, et on le vend [...] Cet arbre, on peut en profiter dès huit ans, pendant 20, 30 ans. Ça dépend comment le producteur le traite. [...] En ce moment, j'ai 200 arbres. Et bien, je ramasse 30 kilos la journée... La journée ! En ce moment, il est à 16 pesos le kilo (moins de un euro). Moi, dans quoi je m'emploie ? Dans ce qui est à moi ! C'est mieux ! [Elle rit] L'idée c'est de se maintenir toujours active, il faut toujours avoir une activité. Pour si le terre ne fonctionne pas, avoir une autre idée. Parfois je vais jusqu'à Tapachula aussi. Je travaillais dans un jardin d'enfants.³⁸

³⁸ « Yo soy mil usos. Restauero imágenes de Santería ahora. Los niños de la navidad, el niño dios. Se quiebro me lo trajeron, yo lo compongo, lo arreglo, lo pinto. Es restauración... Yo soy mil usos: yo pinto, hago dibujos, yo pinte el jardín de niños, cualquier detalle de albañilería, ayudante de cocina cuando hay una

Tout comme Leona, les sources de revenus de Consuelo sont innombrables. Et bien qu'elles n'exercent pas l'ensemble des activités qu'elle énumère en même temps, sa façon d'y faire référence illustre leur caractère changeant, incertain et précaire : « L'idée c'est de se maintenir toujours active, il faut toujours avoir une activité. Pour si le terre ne fonctionne pas, avoir une autre idée ». Se « maintenir toujours active » aussi parce que la solidarité familiale sur laquelle peut compter Consuelo est très restreinte. La production agricole devient dans ce contexte une source de revenus parmi d'autres.

Quand je reviendrai voir Consuelo, deux ans après cet entretien, les arbres de caoutchouc avaient fini de donner ce qu'ils avaient à donner ; trop vieux (50 ans), ils ne produisaient plus. Carla continuait d'être travailleuse domestique dans le village, Consuelo continuait de produire quelques kilos de café, multipliait les petits emplois et travaillait de manière plus fixe (deux jours par semaine) dans une maison du village (chez l'un des professeurs du collège).

fiesta. [...] ¡Claro! Si se muere alguien, me buscan para preparar el cuerpo. Le doy todo. Yo lo aprendí caminando. [...] Al inicio, me costó... La necesidad nace. Y conoces los arboles de caucho? [...] Ese árbol lo mantiene a uno más de 30 años. [...] Gracias a esos árboles yo he sobrevivido. Porque lo que produce árbol, a rayarlo uno, en un recipiente lo recolectamos. A veces es poco, un chicle, una bolita y otros más. Y eso lo vamos juntando por kilo y lo vendemos. [...] Ese árbol a los 8 años ya se puede aprovechar hasta 20, 30 años. Depende como lo trate el productor. [...] Ahorita tengo 200 árboles. Pues levanto todavía 30 kilos al día... ¡Al día! Ahora está a 16 pesos el kilo. Yo, en qué me empleo? ¡En lo mío! ¡Mejor lo propio! [elle rit] La idea es mantener ser siempre activo, siempre hay que tener actividad. Por si el campo me faya yo tengo otra idea. Salgo también a Tapachula. Trabajaba en un jardín de niño. », entretien avec Consuelo réalisé le 04.05.2012, à El Edén.

Conclusion du chapitre V.

Le dispositif général de ce chapitre a tâché de mettre en lumière ce qui semble toucher indistinctement l'ensemble des trajectoires individuelles à El Edén, le commun des destinées sociales, les supports de l'*ejido* et de la famille (les territoires familiaux) tout en soulignant les singularités de chacune des trajectoires recueillies, les configurations propres à chaque famille.

Les questions qui ont guidé l'écriture de ce chapitre étaient donc les suivantes : si les hommes et les femmes rencontrés sont restés au village, quelles sont les ressources et les protections qui ont circulé (ou non) au sein de leur famille et contribué à forger leur trajectoire sédentaire ? Comment le support familial et les solidarités familiales peuvent-ils expliquer la diversité et la disparité des trajectoires de ceux qui sont restés ?

Si certaines familles opèrent comme une protection supplémentaire, une « protection rapprochée » (Castel, 2003 : 11), en activant la potentielle chaîne de solidarité de ses membres, en sollicitant l'entraide au sein de la fratrie, des générations antérieures et/ou suivantes ; d'autres ne disposent pas des ressources suffisantes pour préserver les individus des multiples insécurités socio-économiques ou imprévus de la vie. À travers les histoires familiales de quatre Egos, nous avons vu se construire des types de solidarité, des formes de territoires familiaux très différents autour des Egos qui sont restés au village, tantôt resserrées autour de l'unité domestique, tantôt autour de la famille élargie (amplifiant alors le potentiel d'entraide).

Si certains ont pu bénéficier d'une solidarité descendante et qui a plus à voir avec l'héritage et l'affiliation à la génération antérieure (Álvaro) ; d'autres ont pu, au contraire, compenser cette première solidarité défaillante par une entraide plus « horizontale » où les ressources circulaient davantage entre les membres d'une même génération (les collatéraux), permettant ainsi de faire de l'individu receveur de telles aides un futur émetteur, un support des solidarités pour les générations suivantes (Francisco).

Les généalogies familiales de Leona et Consuelo illustrent à quel point les solidarités familiales peuvent dessiner d'autres patrons et répondre à d'autres logiques de solidarité. Ainsi, les Egos féminins semblaient bénéficier de solidarités non pas descendante, mais ascendante. En tant que filles, Leona et Consuelo relataient le rôle d'entraide qu'elles avaient dû jouer pour les générations au-dessus d'elles. Elles constituent avant tout une main-d'œuvre au service de la famille. Puis, ce sera à la génération suivante d'aider à leur tour leurs mères. D'une génération à l'autre un même schéma d'entraide se perpétuait, forgé par l'absence d'héritage. C'est une solidarité par le bas qui structurait la famille de Leona, ainsi que celle de Marcela et Amaya. Consuelo, qui n'a pas eu d'enfants, faisait état de cette absence d'entraide par le bas : « je n'ai pas de famille » me disait-elle. De quelle famille parlait-elle donc ? Pour les femmes, la famille qui « compte » était bien celle que l'on était parvenue à former, celle des générations suivantes et moins antérieures, précisément parce que l'héritage reçu était beaucoup plus limité.

Cette solidarité « par le bas » était vécue de manière plus problématique par les Egos masculins. La terre ne constituant plus une ressource valorisable et valorisée sur la scène et l'économie locale, il était de plus en plus difficile pour eux de continuer à être le principal pilier et pourvoyeur économique de la famille, mais aussi de perpétuer l'héritage des générations antérieures (Álvaro).

Le support familial, dont peuvent bénéficier les Egos, prend donc des formes et contours très différents selon les ressources (financières, sociales, affectives) présentes et les caractéristiques sociodémographiques (comme le genre ou le rang au sein de la fratrie) des individus receveurs ou émetteurs des aides.

Au regard de la quantité limitée des supports familiaux étudiés, il est difficile pour le moment de dégager les grandes tendances d'une telle analyse. Je me garderai bien d'en déduire que les foyers dirigés par des femmes imposent des solidarités par le bas ou ascendante ; et que ceux dirigés par des hommes contraignent à des circuits de solidarité descendants à l'égard de ceux qui sont restés. Nous l'avons constaté les deux configurations peuvent se présenter pour chacun des deux sexes de façon plus ou moins heureuse. Un élément semble pourtant se dégager : les manières différenciées selon les sexes de se symboliser, de se représenter ces solidarités.

Ainsi, de façon inégalitaire, l'entraide familiale permet de faire face (tant bien que mal) aux vicissitudes du nouveau contexte rural selon des dynamiques propres à chaque famille. Mais le contexte rural désagrégé amène également les acteurs à réinterroger les formes d'appartenance familiale et villageoise. Comment continuer à être socialement et à se reproduire en tant qu'homme, femme, père, mère ou habitant du village, quand les changements ne sont pas accompagnés d'une mobilité géographique ? La sédentarité au village est accompagnée de tensions et de fortes contradictions dans les discours et les représentations de la génération des Egos. C'est ce que nous explorerons désormais dans la dernière étape de cette thèse (chapitre VI).

Partie II. Les individus et les supports familiaux face aux changements...

Chapitre VI.

Des « paysans, couleurs de la terre » à la « société rurale » :

les questions subjectives et politiques posées par la sédentarité

Face aux multiples changements vécus par cette génération (que nous avons appelée « charnière »), ce chapitre s'intéressera aux affiliations liées au village, tant dans la construction des identités de genre, que de celle des identités politiques. Ces deux facettes de l'appartenance locale s'étaient construites dans un premier cadre de socialisation, forgé par le capitalisme industriel. Désormais, la génération rencontrée affronte de nouvelles situations et de ce fait renégocie son appartenance familiale et locale. La sortie partielle (jamais totale pour les Egos rencontrés) de l'agriculture ne s'accompagne pas d'une mobilité géographique. Dès lors, comment continuer d'être « différemment » dans un même lieu ? Comment se vit la sédentarité au village à travers les discours et les représentations ?

Dans une première section, nous verrons que les récits des hommes et des femmes mettent à jour des tensions entre des héritages familiaux agricoles et des situations professionnelles où il est de plus en plus difficile de vivre exclusivement de la production de café. Dans ce nouveau contexte, les rôles genrés au sein des familles sont largement remis en question. Pourtant, les récits recueillis faisaient état d'une double injonction. Il s'agissait pour eux de prendre en compte les mutations du contexte économique et les métamorphoses des rôles de chacun au sein du groupe domestique, tout en se tenant souvent pour responsables de situations économiques difficiles à maintenir ou en conservant comme horizons de vie un modèle familial « traditionnel », autrement dit, le cadre familial de leur première socialisation. Ce hiatus a au moins deux implications.

D'abord, si on assiste en effet à une rupture dans les pratiques, il y a toujours une continuité dans les représentations culturelles des rôles assignés aux hommes et aux femmes au sein du

village, toujours liées au modèle traditionnel de la division sexuelle du travail et de l'autorité au sein de la famille. Il semblerait que les sensibilités ne changent pas aussi vite que les pratiques. En d'autres termes, le temps des subjectivités n'est pas le même que celui des expériences vécues. Ensuite, les discours sur les rôles de chacun en tant qu'homme ou femme au sein des familles oscillaient entre ouverture des possibles, incorporation des changements, mais aussi culpabilité et échec personnel face aux difficultés de maintenir l'économie familiale à flot ou son rôle de genre au sein de la famille. Il s'agira en ce sens de souligner ici que le « coût »¹ de la désagrarisation n'est pas exclusivement d'ordre économique, il comporte aussi une dimension subjective.

Par ailleurs, dans ce nouveau contexte désagrarisé, nous assistons également à des métamorphoses du champ politique local. Alors que la citoyenneté locale est toujours liée à l'institution *ejidale* et aux droits agraires, c'est-à-dire aux *ejidatarios*, c'est une réflexion sur les types d'appartenance au village, leur mise en concurrence ainsi que la distribution des droits politiques qui s'ouvrent également à l'observateur. Les anciens acteurs politiques et les grammaires classiques des luttes paysannes perdent-ils de leur légitimité ? Comment se reconfigure une citoyenneté *ejidale* auparavant structurée autour de l'activité agricole et des *ejidatarios* ? Sont-ils toujours au cœur de la politique locale et l'accès aux ressources est-il toujours conditionné par les organisations paysannes ?

On assiste en effet à une multiplication et à une relative féminisation des acteurs politiques, à un changement des enjeux et des revendications, mais aussi à une mise en concurrence des rhétoriques de légitimation au sein du village. Dans cette dernière partie, nous explorerons ces différentes facettes de la vie politique locale, afin de comprendre la recomposition du champ politique villageois de l'*ejido* El Edén. Deux types de tension se dessinent alors peu à peu : une première, entre les détenteurs des droits politiques et les enjeux actuels de la politique locale, plus exclusivement (voire plus du tout) liés aux activités agricoles ; une seconde, au sein même des *ejidatarios*, entre ceux que j'ai appelés les *ejidatarios*-historiques et les *ejidatarios*-villageois. Car si certains continuent de se revendiquer de la politique agraire, de la lutte pour la terre et de son lien symbolique avec la génération précédente ; d'autres se positionnent d'une tout autre manière sur les scènes de la politique locale, en s'attachant au village en tant que lieu de vie et non plus de travail.

¹ Sur la question des « coûts » de l'hégémonie masculine et l'envers du décor de la domination masculine, voir notamment : DULONG Delphine, GUIONNET Christine, NEVEU Érik (dir.). *Boys Dont Cry ! Les coûts de la domination masculine*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, Collection Le Sens social, 332 p.

Pour répondre à l'ensemble de ces interrogations, ce chapitre donnera à lire les subjectivités et les éthos des hommes et des femmes rencontrés. Nous nous intéresserons davantage aux logiques subjectives des individus dans leur lien au village et à leur façon de se définir, de se positionner socialement au sein des familles et de la scène politique locale. Il s'agira de prendre en compte davantage la parole, les univers représentationnels de mes interlocuteurs et de mettre entre parenthèses la dimension économique ou les solidarités familiales. Au-delà des pratiques, nous analyserons le sens que les acteurs leur donnent, nous écouterons leur compréhension de ce qu'ils vivent, leur univers de représentation, leur réflexivité au travers des mots et des formes que prennent leurs narrativités. En somme, il sera question de « reprendre la pointe des mots qui emballent leur expérience » (Laé, Murard, 2011 : 11).

Série photographique n°1. Venue du PRI à l'ejido El Edén, rassemblement sur le terrain de basket du village, 2012



I. Les subjectivités des hommes et des femmes à El Edén : renégocier son appartenance familiale

L'*ejido* exerçait un fort contrôle sur les possibilités de travail pour les familles qui avaient été dotées de terre. Pour ses membres, les choix étaient restreints : les individus se dédiaient à la production agricole et aux activités du foyer ou migraient pour soutenir l'économie familiale (chapitres III et V). L'institution *ejidale* exerçait une stricte normativité dans l'organisation familiale, les relations et les rôles de genre au foyer. L'homme-*ejidatario* était le principal pourvoyeur économique de la famille, il avait aussi le pouvoir de choisir les bénéficiaires de l'héritage de la terre. Les femmes, elles, étaient en charge des activités domestiques, en complémentarité du travail de la parcelle. Il y avait donc une dissociation claire entre l'espace productif d'une part, lié à la figure de l'*ejidatario*, connecté au marché, à la sphère publique et politique de l'*ejido*, source de pouvoir et de prestige sociale ; et d'autre part l'espace reproductif du travail non rémunéré, l'existence sociale des femmes est circonscrite aux portes du foyer. Mais, le nouveau contexte rural ouvre les possibilités d'emploi, en dehors de la production familiale, en demeurant au village, sans nécessité de partir nécessairement vers les grands centres urbains ou à l'étranger.

Si les changements structurels et professionnels en milieu rural ont bouleversé les pratiques, rôles et codes familiaux, les mises en récit de soi laissaient cependant apparaître de fortes contradictions entre ce qui été vécu et comment il était incorporé ou compris. Le poids de la socialisation primaire continuait de peser sur les récits actuels des acteurs. En effet, bien que les femmes participent de plus en plus à l'économie du foyer, à la politique locale et accèdent à la propriété de la terre, et bien qu'elles mettent souvent en valeur cet *empoderamiento*² pendant les entretiens, leur apport à l'économie familiale continuait d'être considéré comme une aide d'appoint et le rôle de l'époux comme central. Parallèlement, les hommes faisaient état de la difficulté de vivre de leur production de café, du contexte plus global du village, mais dans le même temps ils se chargeaient de toutes les culpabilités et à l'heure de trouver des solutions pour continuer d'apporter un salaire à la famille, c'est bien la responsabilité

² « *Empowerment* » en anglais et dont la traduction française pourrait être « gagner en pouvoir ou en autonomie » ; terme souvent dépolitisé par certaines ONG ou politiques publiques. Pour une critique de la notion, voir par exemple : FALQUET Jules. (2008) *De gré ou de force. Les femmes dans la mondialisation*. Paris : La Dispute, Collection le Genre du Monde, 214 p.

individuelle de chacun qui était alors invoquée, la difficulté s'individualisait³ : « Les vies racontées sont semblables à des plaidoiries dans lesquelles chacun se défend et s'accuse » (Murard, 2003 : 10). C'est ce tribunal intérieur que nous tâcherons d'éclairer brièvement.

I.1. « Moi aussi je voulais devenir quelqu'un » : la sédentarité comme échec personnel pour les hommes ?

Je l'écrivais dans le premier et troisième chapitres de cette thèse : les récits masculins se structuraient principalement autour du travail de la terre — entre 25 et 36 % des récits (voir figure n°10 du chapitre III⁴) — face auquel ils se présentaient comme le principal acteur, au point que les événements de la vie familiale étaient évoqués succinctement et que certains revendiquaient d'avoir tout construit seuls « sans aide de personne »⁵. Ainsi constituée cette narrativité les amenait à interroger leur responsabilité personnelle face aux difficultés qu'ils rencontraient désormais. Álvaro parle, par exemple, du travail agricole avec pessimisme et culpabilité, puisqu'il n'est plus en mesure aujourd'hui de payer pour entretenir sa parcelle ; pendant l'entretien il ne relie jamais ses difficultés aux baisses drastiques des subventions étatiques dans le secteur agricole⁶. De la même manière, Francisco exprime ces renoncements face au travail de la terre dont il ne peut aujourd'hui plus vivre exclusivement : « C'est la vie. Qu'allons-nous faire de plus ? Je me mets parfois à analyser et à penser que la vie n'a pas de sens »⁷. Le récit prenait également des portées cathartiques, comme exprimées par Guillermo à la fin de notre entrevue :

Guillermo : Je ne sais pas si j'ai bien parlé, mais je me suis « défait » un peu.

AR : C'est quoi « se défaire » ?

Guillermo : Raconter ce que nous savons, non ? [J'approuve d'un signe de tête] N'est-ce pas ? Me défaire un peu. Me défaire un peu de ce qui m'offense à l'intérieur. [Il rit] Ce que j'ai à l'intérieur, j'ai

³ « Les victimes de la tourmente économique savaient bien, abstraitement, qu'elles avaient affaire à des forces impersonnelles qu'elles ne pouvaient contrôler ; elles n'en interprétaient pas moins leurs malheurs comme la preuve qu'elles n'avaient pas été assez fortes pour y faire face. [...] si vous subissez des revers, c'est parce que vous êtes faibles, vous en êtes personnellement responsables. » (Sennett, 1980 : 71).

⁴ Partie II.1. « Une mémoire familiale différenciée :

⁵ Entretien avec Lucio, réalisé le 08.06.2012, à El Edén.

⁶ Entretien avec Álvaro, réalisé le 14.05.2012, à El Edén.

⁷ Entretien avec Francisco, réalisé le 03.05.2012, à El Edén.

besoin de le sortir.⁸

Dans ce retour sur soi, la narration était donc empreinte de pessimisme et fatalité. Précisément, il me semble, parce que la stratégie biographique se construisait sur leur seule responsabilité. La famille et leur épouse n'apparaissaient que de manière secondaire dans leur récit, bien qu'elles fussent tout à fait présentes dans l'économie familiale et que tous reconnaissaient leur apport fondamental (voir *infra*).

Ainsi, en se mettant au centre de leur propre histoire, ils se chargeaient alors de toutes les culpabilités et difficultés face aux vicissitudes des marchés du travail ruraux. Une contradiction se dessinait alors : comment continuer de se raconter en tant qu'homme (entendu en tant que catégorie construite), producteur de café, *ejidatario*, pourvoyeur principal du foyer, quand on ne dispose précisément plus des ressources nécessaires pour sous-tendre cette identité au village et au sein de sa propre famille ?

En effet, comme toute identité, l'identité masculine n'est pas figée, jamais univoque, mais en perpétuel mouvement et plurielle. Pourtant, malgré cette diversité, les hommes sont aussi, tout autant que les femmes, confrontés à des normes prescrivant des modèles de comportement, des manières de penser et de faire, auxquels ils sont enjoins de se plier. L'« identité masculine » est à comprendre en tant que catégorie de perception et d'action incorporée, un construit social.

Or, se « produire » socialement en tant qu'homme au sein des *ejidos* était intimement lié à la transmission des terres, à l'activité agricole et au rôle joué sur la scène politique locale. L'institution *ejidale* constituait effectivement un vecteur important de la production et reproduction d'un modèle normatif de la masculinité. Elle était encore le socle des premières socialisations des hommes rencontrés, et donc toujours un élément structurant des biographies. Or celle-ci est mise à mal et redéfinie par le nouveau contexte rural, où l'agriculture n'est plus au centre des trajectoires professionnelles, et les enjeux politiques de l'*ejido* également en voie de désagrégation. Bien qu'il existe une crise des activités économiques sur lesquelles se construisaient les identités masculines, il ne s'agit pourtant pas, à mon sens, de parler de « crise des masculinités »⁹. Il faut au contraire tâcher de comprendre

⁸ Entretien avec Guillermo, réalisé le 12.06.2012, à El Edén : « - *Así es de qué, no sé si habla bien, pero yo ya me deshice un poquito. - ¿Que es deshacerse? - Contar lo que sabemos, ¿no? [J'approuve d'un signe de tête] ¿Verdad? Desempeñarme un poco. Desempeñarme un poquito de lo que me ofende a dentro. [Il rit] Lo que llevo a dentro necesito sacarlo ».*

⁹ Expression souvent utilisée par des mouvements d'hommes développant des postures « masculinistes ».

les rapports pratiques, les façons pour les hommes du village de se réapproprier leur identité virile lorsque les cadres sur lesquels ces images et ces modèles s'étaient construits se reconfigurent.

Écoutons donc les voix de Francisco, Álvaro, Guillermo et Lucio ; extraits d'entretiens :

AR : Et vous avez toujours travaillé la terre ?

Francisco : Oui, le café, toute ma vie.

AR : Et comment vous avez appris ou comment... ?

Francisco : Juste en restant ici !

Toujours avec Francisco, lorsque nous évoquons la migration de son frère aîné :

Francisco: Moi non plus, je ne voulais pas rester ici comme paysan... Mais je n'ai pas pu. [Il fait le signe de l'argent avec ses mains] Je n'ai pas pu. J'aurais aimé être *profesionista*. Moi aussi, j'aurais aimé devenir quelqu'un. Bon, la terre, c'est bien aussi. Plus quand on est habitué. Parce que cela nécessite d'être habitué. S'il n'y a pas d'habitude, non... [...] Mes frères et sœurs, ils n'ont pas eu des bouts de terres. Non, eux, ils se sont faits seuls. Ils me l'ont laissé¹⁰.

Francisco : Moi, je donne tous les travaux à mon terrain, et chaque année il ne me laisse pas tomber. [...] Mais il faut bien gérer son budget parce que sinon c'est un échec... Beaucoup disent que la terre ne donne plus ; la terre donne, mais il faut y investir. Il faut y mettre les travaux qu'il se doit... Beaucoup ne mettent rien au terrain...¹¹

Álvaro : Pour mes fils, vivre de la terre, c'est souffrir. Parce que quand ils avaient entre 12 et 18 ans, ils m'ont aidé. Eh oui, on souffre dans

¹⁰ « AR: Y usted siempre trabajo el campo? Francisco: Si. El café. Toda mi vida. - Cómo aprendió o como...? - Pues, estando presente nada mas! Yo tampoco quería quedarme aquí de campesino... Pero ya no pude [Il fait le signe de l'argent avec ses mains]. [...] Ya no pude. Me hubiera gustado ser profesionista. A mi también me hubiera gustado ser alguien. Bueno, el campo es bonito también. Más cuando uno esta acostumbrado. Porque requiere de costumbre. Si no hay costumbre, no... [...] Mis hermanos no tuvieron tierra, se hicieron solos. A mi me lo dejaron. », entretien avec Francisco, réalisé le 03.05.2012, à El Edén.

¹¹ « Francisco: Yo, si siempre le doy todos los trabajos a mi terreno, y cada ano no me falla. [...] Pero hay que administrarse bien porque sino es un fracaso... [...] Muchos dicen que la tierra ya no da; la tierra da pero hay que meterle. Hay que meterle los trabajos que debe ser... Muchos no le meten nada al terreno. », entretien avec Francisco, réalisé le 03.05.2012, à El Edén.

les champs. Il y a des risques, on tombe, on se blesse... Pour eux, c'était divertissant... Mais quand il s'agit de vivre ainsi...¹²

Álvaro : Avec la terre, ce qui m'a aidé c'est que ma femme s'est mise à travailler... Et moi... C'est qu'avec le café, il faut savoir attendre, il faut attendre... En travaillant, travaillant. Un jour, un ingénieur agronome est passé, il a dit : « ce monsieur, avec le temps, il aura sa voiture »... Parce qu'il m'a vu travailler... Moi j'ai dit que Dieu le bénisse !¹³

Guillermo : J'ai six hectares ; mais la vérité je ne peux pas parvenir à être à être millionnaire ! Parce que ce n'est pas suffisant. [...] J'ai récolté deux tonnes l'année passée. Normalement je dois en récolter au moins six ou sept ; je perds quatre tonnes. À cause des ressources qui ne sont pas suffisantes. Il n'y a pas d'argent pour la parcelle. [...] On est toujours avec des hauts et des bas, hauts et bas. Ça, c'est l'histoire de l'*ejidatario* ! [...] Celui qui peut investir dans sa parcelle avec la production même... Aïe, ma belle, non ! Il va mourir et n'aura pas assez pour la veillée funèbre !

Ce n'est pas très facile, mais j'y ai mis de l'envie, j'ai mis de l'amour au travail, c'est pour ça que j'en suis là. Je me suis plus consacré à la maçonnerie qu'à la parcelle, parce qu'on gagne plus d'argent pour entretenir la famille. Ce sont de très durs travaux. C'est du vrai travail ! Très lourds ! [...] Où j'avais du travail, j'y allais : à Tapachula, ici. C'est le désir de travailler ! [...] Je suis allé de l'avant. Eh oui, on peut. Mais il faut faire un effort. Si on ne fait pas d'effort, on ne fait jamais rien. [...]

Tout est de soi, tout naît de soi. Je ne vais pas mettre la faute sur ma mère, mon cousin, ma *comadre*. Non, non, non. De moi naît la

¹² « Álvaro: Ya para mis hijos, la vida en el campo es sufrir. Porque cuando estaban de esos 12 años a los 18, me ayudaron. Y sí, uno sufre en el campo. Hay riesgos, se cae uno, se corta uno, se... Pues, para ellos era una diversión, eso pues de... Pero cuando se trata de vivir así, así... [...] », entretien avec Álvaro, réalisé le 14.05.2012, à El Edén.

¹³ « Con la tierra, lo que me ayudó es que mi mujer se puso a trabajar... Y yo... Es que con el café hay que saber esperar, hay que esperar... Trabajando, trabajando... Un día, pasó un ingeniero agrónomo, dijo: "este señor con el tiempo va a tener su carro"... Porque me vio trabajando... Yo dije que Dios lo bendiga! », entretien avec Álvaro, réalisé le 14.05.2012, à El Edén.

volonté.¹⁴

Lucio : Tout sur la parcelle, je l'ai appris en chemin. [...] Je programme le terrain pour qu'il produise, tu dois avoir un contrôle administratif. Combien tu investis chaque année sur une corde. Combien tu dois garder pour construire. Combien tu vas garder pour manger. Combien tu vas garder pour te vêtir. Tu dois apprendre à faire produire la terre. Mais pour apprendre ça, ce n'est pas nécessaire d'étudier. Le principal c'est de rester ici.¹⁵

Dans ces quelques extraits d'entretiens, tout à fait emblématiques de l'ensemble des récits de vie recueillis, le travail de la terre n'est pas directement valorisé par mes interlocuteurs masculins. Le fait de rester au village va jusqu'à être présenté comme un privilège, une solution de facilité, face à ceux qui ont pu partir et « devenir quelqu'un », « se faire seuls », être *pofesionista* et avoir ainsi une meilleure situation. Et en effet, comment valoriser le fait d'être resté au village et de produire du café quand ces marqueurs de l'identité masculine sont en déclin et ne permettent plus de générer la stabilité économique et d'être le principal pourvoyeur du foyer ? De la même manière, transmettre les terres familiales à ses fils n'est dans ce nouveau contexte plus aussi important en termes symboliques (« Pour mes fils, vivre de la terre, c'est souffrir. [...] quand il s'agit de vivre ainsi »).

Le savoir-faire agricole est intériorisé simplement « en restant ici », par « habitude » (« pour apprendre ça, ce n'est pas nécessaire d'étudier. Le principal c'est de rester ici »). « Privilège » d'avoir dû rester au village d'une part, mais aussi « capital spatial »¹⁶ acquis par cette seule

¹⁴ « *Tengo seis hectáreas; pero la verdad no puedo llegar a ser millonario! Porque no da suficiente. [...] Yo levante dos toneladas el año pasado. Debo levantar por lo menos seis, siete; estoy perdiendo cuatro toneladas. Por los recursos que no son suficientes. No hay dinero para trabajar el terreno. [...] Siempre andamos entre baja y sube, baja y sube. Este es la historia del... Ejidatario! [...] El que puede meterle al terreno del mismo producto... Ai mamita chula! No! Se va a morir y no va a tener ni para el velorio! No es muy fácil pero le puse ganas, le puse amor al trabajo por eso estoy aquí. Más me dedique a la albañilería que al campo porque se gana más dinero para sostener la familia. Son trabajos muy duros. Son trabajos de veras! Pesadísimos! [...] Donde me salía trabajo ahí vamos: en Tapachula, aquí. Esto es la ilusión de trabajar! [...] Salí, salí adelante. Y si se puede. Pero hay que hacer un esfuerzo. Si no se hace un esfuerzo, nunca se hacen las cosas, nunca. Todo es de uno, todo nace de uno. Nada que le voy a echar la culpa a mi comadre, a mi madre, a mi primo. No, no, no. De mi nace la voluntad. »), entretien avec Guillermo, réalisé le 12.06.2012, à El Edén.*

¹⁵ « *Todo lo del campo lo aprendí en el camino. [...] Yo tengo programado el terreno para que produzca, tienes que llevar un control de administración. Cuanto inviertes al año en una cuerda. Cuanto tienes que apartar para construir. Cuanto vas a apartar para comer. Cuanto vas a apartar para vestirte. Tienes que aprender a hacer producir la tierra. Pero para aprender esto, no hay necesidad de estudiar. Lo principal es de quedarse aquí. »), entretien avec Lucio, réalisé le 08.06.2012, à El Edén.*

¹⁶ Voir partie 4. de l'Introduction : « Ancrage local, affiliation symbolique et capital spatial ».

sédentarité.

Dans les récits pour se réapproprier une virilité ne pouvant plus être entretenue par le travail de la terre, c'est le travail tout court qui est alors mis en valeur. S'il n'est plus possible de démontrer sa stabilité économique par la récolte de café, alors il s'agit d'affirmer les efforts physiques, son courage pour y parvenir tout de même, coûte que coûte, ou la responsabilité personnelle de chacun face aux difficultés : « Mais il faut bien gérer son budget parce que sinon c'est un échec », « on souffre dans les champs. Il y a des risques, on tombe, on se blesse », « En travaillant, travaillant. », « Ce sont de très durs travaux. C'est du vrai travail ! Très lourds ! », « C'est le désir de travailler ! », « il faut faire un effort. Si on ne fait pas d'effort, on ne fait jamais rien. [...] Tout est de soi, tout naît de soi », etc.

I.2. Des « valeurs familiales traditionnelles » remises en question ?

Les nouvelles situations professionnelles des femmes, leur plus grande et leur possible autonomie, émancipées de leurs époux, leur permettaient d'interroger les rôles traditionnels et les discriminations qui prévalaient au sein de leur famille d'origine :

Leona : Mon père a donné les terres à mon frère. [...]

AR : Et pourquoi il lui a laissé à lui ?

Leona : Parce que c'était un homme selon eux. Par tradition. Parce que moi je pense que ça doit être pareil, n'est-ce pas ? Égal. Moi je dis, et peut-être que je pense mal : si nous avons un terrain, j'imagine que nous le divisons entre tous pour qu'il existe une égalité. Parce qu'ici on donne plus de préférence à l'homme. C'est comme ça qu'ils font ici. Et la plus grande n'a rien reçu parce que c'est une femme. Et le deuxième est un homme pour ça, oui, il a reçu les terres. Il y a une discrimination envers les femmes. Il n'y a pas d'égalité. C'est différent pour nous.¹⁷

¹⁷ « Leona: Mi padre dejaron las tierras a mi hermano. [...] - Y porque lo dejo a él? - Porque era hombre según ellos. Por costumbre, pues. Porque yo pienso que debe ser pareja, verdad? Igual. Digo yo tal vez pienso mal yo. Si tenemos un terreno, me imagino que lo dividimos entre todos para que exista igualdad. Porque aquí se da preferencia más al hombre. Así lo hacen aquí. Y el mayor no lo pudo tener porque es mujer. Y el segundo es hombre por ese sí, recibió las tierras. Hay una discriminación hacia las mujeres. No hay igualdad. Es diferente para nosotras. », entretien avec Leona, réalisé le 24.05.2012, à El Edén.

Marcela : Que l'on soit femme, que l'on soit homme. Aujourd'hui nous sommes égaux et nous pouvons.

AR : Ce n'est pas plus difficile pour les femmes ?

Marcela : Non. Pour moi non. C'est plus difficile pour une personne qui ne connaît pas les champs, n'est-ce pas ? Oui, c'est difficile pour eux. Nos enfants sont partis étudiés, mais ils savent de quoi on vit ici. Je crois que ce n'est pas compliqué pour eux. Parce que mon fils : il allait semer le café. Il sait comment se travaille le café. Il sait. [...] Regarde ce que nous faisons les femmes paysannes. Que le gouvernement le sache, comment nous travaillons ici pour que nous ayons des prix plus favorables et que nous nous améliorions. Il faut investir.¹⁸ [...]

Marcela : À Tapachula, mon fils travaille comme Ingénieur civil avec une maîtrise terminée et une formation diplômante. Mais il a obtenu ses études par lui-même. Malgré qu'il a arrêté pendant deux ans. Mais j'ai essayé de... Je lui ai dit : « Regardes fils, si tu vas te marier, mets-y de l'envie, et si ta femme t'aime, parce qu'elle se marie avec un étudiant parce que tu n'a rien à lui offrir, donc elle doit te soutenir. Si tu l'as ici à la maison et sans haricots ni tortillas, c'est ce qu'elle va manger. C'est qu'il n'y a pas de richesse. Nous sommes pauvres, il n'y a pas. Maintenant qu'elle te soutient en ce sens, parce que le jour où tu auras, tu vas voir le gain que ce sera pour elle et les enfants que tu auras ». N'est-ce pas ? Oui, merci à Dieu, il a terminé ses études bien qu'il soit marié... C'étaient trois responsabilités qu'il se donnait : les études, le travail et sa femme.¹⁹

¹⁸ « Marcela: Sea mujer, sea hombre. Hoy estamos en igualdad y podemos. - No es más difícil para las mujeres? - No. Para mi que no. Es más difícil para una persona que no conoce de campo, verdad? Si es difícil para ellos. Nuestros hijos se fueron a estudiar, pero conocen un poquito de que vive uno aquí. Creo que no se les dificulta. Porque mi hijo de chamaco: iba a sembrar café. El sabe como se trabaja el café. El sabe. [...] Mira lo que hacemos las mujeres campesinas. Que lo sepa el gobierno, como nosotros trabajamos aquí para que allá precios más favorables y nos mejoremos más. Hay que invertir, hay que invertir pues. », entretien avec Marcela, réalisé le 03.05.2012, à El Edén.

¹⁹ « Marcela: En Tapachula, mi hijo trabaja de Ingeniero civil con una maestría terminada y un diplomado. Pero fue sacando su carrera por si solo. A pesar de que se me caso faltando dos años para sacar la carrera. Pero traté de... Ahora si, le dije yo: "Mira, hijo, si te vas a casar, este, ponle ganas y si tu esposa te quiere, porque se está casando con un estudiante porque tu no tienes que ofrecerle, entonces, este, que ella te apoye. Si la tienes aquí en la casa y sin frijoles, sin tortillas, eso va a comer ella. Es que no hay riqueza. Somos pobres, no hay. Ahora que te apoye en este sentido, porque el día que tu te recibas, vas a ver ahora si

Autant dans les récits des hommes que ceux des femmes, deux discours distincts (pas nécessairement contradictoires) cohabitaient à propos des rôles de chacun au sein de la famille : les femmes revendiquaient d'accéder à la terre (« Aujourd'hui, nous sommes égaux et nous pouvons »), un plus grand pouvoir ; de la même manière, les hommes leur reconnaissaient leur apport essentiel à l'économie de la famille. « Le travail salarié [et la migration] ont [en effet] permis aux femmes d'imposer leur propre agenda [...] ; ce qui s'observe [...] c'est la fissuration des modèles mésoaméricains et *ranchero* de reproduction sociale qui se maintenaient [...] sur le contrôle hiérarchique et l'imposition de relations de genre très inégales pour les femmes. »²⁰ (Arias, 2009 : 257). Mais dans le même temps, l'univers moral du couple conjugal, la responsabilité des hommes dans le bien-être de la famille ou même une production agricole rentable continuaient d'être les horizons désirables et à atteindre. Les hommes devaient toujours être dans l'univers des représentations et des valeurs « *responsables* »²¹ de leur femme.

que provecho va a ser para ella y para tus hijos que tengas". Verdad? Si, gracias a Dios, termino su carrera a pesar de que estaba casado... Era tres responsabilidades que se estaba echando: los estudios, el trabajo y su esposa », entretien avec Marcela, réalisé le 03.05.2012, à El Edén.

²⁰ « *el trabajo asalariado y la migración les ha permitido a las mujeres empujar una agenda propia [...] lo que se observa [...] es el resquebrajamiento de los modelos mesoamericano y ranchero de reproducción social que se sustentaban [...] en el control jerárquico y la imposición de relaciones de género muy desiguales sobre las mujeres. »* (Arias, 2009 : 257).

²¹ Entretien avec Marcia, réalisé le 01.05.2012, à El Edén.

II. Mise en concurrence des appartenances villageoises dans le champ politique local

Les nouvelles dynamiques professionnelles n'interrogent pas seulement les sphères intimes et familiales à l'*ejido* El Edén ; elles inaugurent aussi un nouveau rapport à la vie collective et politique du village. Les métamorphoses des types d'emploi occupé, des modalités de tenure de la terre et des nouvelles formes d'intervention sociale, qui ont un impact sur les conditions et les styles de vie, viennent aussi reconfigurer le champ politique local tant dans les discours et les revendications qu'au cœur des pratiques politiques. Si la génération précédente « voyait encore dans la terre, et dans la lutte agraire, le principal moyen d'améliorer ses conditions de vie »²² (Grammont, 2009 : 16), qu'en est-il de cette « génération charnière » que nous avons rencontrée, socialisée dans un contexte agraire et paternaliste, et qui, désormais aux responsabilités, ne rencontre plus les mêmes conditions de production, reproduction sociale et donc de légitimation politique dans le village ?

En effet, comme nous l'avons vu précédemment, avec la dotation des terres et la formation de l'*ejido*, l'accès aux droits fonciers était indissociable de l'accès à une citoyenneté locale. Avoir des terres *ejidales*, c'était avoir des droits politiques (Le Meur, Jacob, 2010). Si cette équation a permis l'intégration de nombreux individus à la citoyenneté, nombre d'habitants de la localité continuaient cependant d'en être exclus (les femmes, les ouvriers agricoles, les migrants, etc.) (chapitre III), elle était surtout basée sur une politique de redistribution des terres et un contexte économique relativement favorable à l'activité agricole. Aujourd'hui, c'est dans un tout autre contexte que cette citoyenneté locale prend place (chapitre IV). On assiste à la fois à une multiplication croissante et à une relative féminisation des acteurs, à un changement des enjeux politiques, mais aussi à une mise en concurrence des acteurs et des rhétoriques de légitimation au sein du village. Dans cette dernière partie, nous explorerons ces différentes facettes de la vie politique locale, afin de comprendre la recomposition du champ politique villageois de l'*ejido* El Edén. Car si certains continuent de se revendiquer de la politique agraire, de la lutte pour la terre et de son lien symbolique avec la génération précédente, d'autres se positionnent d'une tout autre manière sur les scènes de la politique locale.

²² « que todavía veía en la tierra, y en la lucha agraria, el principal medio para mejorar sus condiciones de vida. » (Grammont, 2009 : 16).

II.1. Ethnographie d'un meeting à l'*ejido* El Edén : une citoyenneté *ejidale* « désagrégée » ?

Au Mexique, chaque État a son calendrier électoral. Le 1^{er} juillet 2012, le Chiapas s'est rendu aux urnes pour élire le Gouverneur de l'État, les Présidents municipaux et les Députés au Congrès de l'État. Cette élection au niveau fédéral coïncidait avec l'élection nationale du Président et des représentants des deux assemblées, le Sénat (*Senado de la Republica*)²³ et la Chambre des députés (*Camara de Diputados*)²⁴. L'effervescence politique y était alors particulièrement importante. Au village, j'ai pu observer trois meetings lors de mon premier séjour d'enquête, en juin 2012, correspondant aux trois partis politiques majeurs de la scène nationale (PAN, PRI et PRD). J'ai choisi de ne relater ici que la venue du PRI (série photographique n°1). Il reprenait des éléments similaires — comme la rhétorique politique ou la distribution de « cadeaux ». Mais cette venue a surtout été l'occasion d'une prise de parole publique de la *Comisariada ejidal*, particulièrement révélatrice des enjeux politiques locaux.

Malgré son caractère festif et éphémère, la réunion politique cristallise de manière particulièrement aiguë les tensions et les conflits entre les différents acteurs politiques qui travaillent l'arène politique locale dans des temporalités plus longues. Les représentations et les hiérarchies politiques s'expriment et ressortent alors avec force. C'est aussi parce que j'ai réalisé de nombreux entretiens pendant cette période (puis, pendant les élections du nouveau *comité ejidal* en 2014, voir *infra*) que j'ai pu constater les désaccords et les lignes de partage. Les différentes rhétoriques s'exprimaient alors ouvertement, pressées par l'enjeu politique imminent. Pour comprendre les nouveaux acteurs et les enjeux politiques au sein de l'*ejido* El Edén, et au cœur des nouvelles ruralités, nous tâcherons de décrire en détail ce qui a été dit lors de cette séquence et par qui, avant d'en proposer une interprétation. C'est le récit d'une scène, d'une séquence ethnographique, mais c'est aussi une véritable mise en scène/en spectacle du politique et de ses acteurs qui se donne alors à voir et à comprendre.

²³ 128 sénateurs élus à la proportionnelle pour six ans. Chaque État (32 au total) est représenté par deux sénateurs. Les partis politiques présentent deux listes de candidats (*formulas de candidatos*) composées de deux titulaires (scrutin binominal). La liste ayant obtenu le plus de votes est élue. Les deux candidats deviennent les deux premiers sénateurs de l'État. Le troisième sénateur est attribué au premier candidat de la première liste du parti ayant emporté la deuxième place au niveau national. Puis, 32 autres sénateurs sont choisis à la représentation proportionnelle, en fonction du nombre de voix obtenues par chaque parti politique.

²⁴ 500 députés élus à la majorité relative pour trois ans. 300 députés sont élus à la majorité relative. Le scrutin est uninominal. Les 300 sièges correspondent à 300 districts électoraux, délimités selon le dernier recensement démographique. 200 autres députés sont élus à la proportionnelle à travers un système de listes régionales.

II.1.1. La scène

La campagne électorale est omniprésente à Tapachula. La ville est recouverte d'affiches et de voitures bariolées aux couleurs partisans. Le quotidien est désormais rythmé par les distributions de tracts et les annonces musicales hurlantes de tel ou tel candidat. Les montagnes dans les hauteurs de Tapachula ne constituent pas un refuge à cette agitation. À deux semaines du scrutin, la route qui mène à El Edén est remplie de pancartes annonçant les candidats. La guerre des affiches se fait de plus en plus intensive. Les maisons deviennent le support d'affiches de partis concurrents ; le PAN et le PRI ; le PRI et le PRD. Présent à chaque fois, le PRI semble faire nécessairement partie de l'équation.²⁵

Le PRI gagnera les élections de 2012 au Chiapas et au niveau national. Enrique Peña Nieto, élu Président, sera accusé d'« achat de vote » en ayant recours notamment à la distribution de centaines de milliers de cartes prépayées du supermarché Soriana ; c'est le « Sorianagate » ; au Chiapas, Manuel Velasco sera également élu gouverneur de l'État (Martinez Huerta, *Sin embargo*, 29 juin 2012 ; Villamil, *Proceso*, 3 juillet 2012 ; Sheinbaum Pardo, Ímaz Gispert, *La Jornada*, 10 juillet 2012 ; Combes, 2012). À Tapachula, la plaisanterie typique à cette époque était de dire que pour la prochaine rentrée scolaire (en août au Mexique), il suffisait d'aller à un meeting de Manuel Velasco et de récupérer ainsi gratuitement pour toute la famille : stylos, cartables, parapluies et casquettes (« dádivas »)²⁶.

Ce jeudi 23 juin 2012, c'est la visite du PRI à El Edén. Arrivée à l'ejido, je me dirige vers la place centrale du village. C'est un petit parc en contrebas du terrain de basketball. J'y retrouve Marcia [l'épouse de Lucio, alors membre du comité ejidal] assise sur un banc avec deux autres femmes du village. Je m'assois à leur côté. Elles ont préparé des tamales²⁷, des pommes de terre et des bananes plantain frites pour les vendre. Il y a d'autres vendeurs ambulants dans le parc qui profitent aussi de l'occasion. [...] Une des femmes me raconte qu'elle vient de recevoir une cocina mejorada²⁸ de la part du PAN. [...] Le terrain de basket est réquisitionné. Il est devenu la scène du meeting politique. Un homme, chauffeur d'ambiance, annonce au micro l'arrivée imminente des candidats et on invite le public à venir s'asseoir sur les chaises prévues à cet effet. Nous nous approchons. [...] Un spectacle

²⁵ Carnet de terrain, le 21.06.2012.

²⁶ L'opposition accusait alors une campagne qui aurait coûté mille millions de pesos (chiffre 20 fois supérieur aux limites légales), soit près de six millions d'euros (Mandujano, *Proceso*, 10 juillet 2012).

²⁷ Pâte de maïs garnie de viande ou de légumes et cuite dans une feuille de banane (ou de maïs dans le centre du pays).

²⁸ *Cocina mejorada* : Cuisinière améliorée. Permettant de cuisiner au bois, elle améliore la combustion et limite les fumées nocives.

commence. Trois danseuses et trois danseurs. Ils sont habillés en noir et rouge. Le rouge est une des couleurs du parti. La musique, les vendeurs ambulants, les couleurs et la foule donnent un air de fête à cette place, que j'ai le plus souvent vue déserte. « Ça, c'est de la danse ! » dit l'homme au micro. Le public assis sur les chaises est alors avant tout composé de femmes et d'enfants. Les premiers rangs sont vides. Le spectacle dure peut-être une trentaine de minutes. Quelques hommes sont sur les côtés et surtout devant la casa ejidal et parlent entre eux. De l'autre côté de la place, un homme distribue des t-shirts et des casquettes aux couleurs du PRI. Y est inscrit le nom du candidat pour la présidence municipale (Samuel Chacón) et son slogan : « Parce qu'il sait accomplir » [...]

L'homme au micro reprend la parole et annonce l'arrivée des candidats. Entrée spectaculaire. Ils sont accompagnés d'une batucada, sur une musique des Fabulosos Cadillacs, groupe argentin. Je reconnais le titre de la chanson : « El Matador », le torero [au-delà de la référence à celui qui combat les taureaux, la chanson fait référence aux luttes sociales en Argentine]. Ils sont quatre. Ils saluent la foule. Ils se font prendre en photo par plusieurs photographes — peut-être que quelques-uns sont de la presse locale, d'autres sont sûrement de leur propre service de communication. Il salue les hommes sur les côtés. Franches accolades. Puis, ils font le tour du terrain de basket et serrent des mains. En me serrant la main, l'un d'eux me dit en riant : « Vous aussi, vous faites campagne ? ». La foule s'est agrandie ; les hommes qui étaient devant la casa ejidal sont désormais tous sur le terrain de basket. Le public n'est plus assis. On a poussé les chaises. Je reconnais plusieurs hommes avec qui j'avais réalisé un entretien. [...]. L'homme au micro présente les candidats. Je l'enregistre :

« Qu'on écoute fort les applaudissements pour nos candidats du Parti Révolutionnaire Institutionnel. Aujourd'hui, nous voulons donner la chaleureuse bienvenue au candidat du peuple. À quelqu'un qui a été directeur de l'Institut de la jeunesse, qui a été le cinquième Conseiller municipal [« regidor »], qui a été le député de la région montagneuse de Tapachula. Le Licenciado Samuel Chacón²⁹, candidat à la Présidence municipale ! [Le public applaudit, certains crient « Chacón ! Chacón ! »] Et ce matin, nous voulons aussi recevoir avec un applaudissement chaleureux notre candidat pour être député local :

²⁹ Se présentant à des charges publiques, les noms des candidats n'ont pas été anonymisés.

Neftalí del Torro Guzmán. Et aussi ce matin, nous accompagne un membre de l'équipe de Samuel Chacón pour qui je demande un fort et chaleureux applaudissement : l'Ingénieur Isáí García Toquillo. Aussi ce matin actuel Conseiller municipal, notre ami : Pacifico Cabrera. Aussi ce matin, nous voulons que les femmes l'applaudissent, car c'est une digne représentante ! Actuelle députée de la région montagneuse de Tapachula : Madame Doris Gálvez. Sans plus de préambule, nous allons donner la parole à l'autorité de cet *ejido*, la *Comisariada ejidal* Cristina, pour qui je demande un fort et chaleureux applaudissement. »³⁰

Celui que j'ai désigné comme le « chauffeur de salle » ou comme « l'homme au micro » dans mes notes de terrain est bien plus un « présentateur »³¹. Et de fait il (*re*) présente ceux qui seront les plus à même de *représenter*. L'ordre de présentation révèle la hiérarchie politique des candidats. Le premier présenté l'est le plus longuement et il sera le dernier à parler. Il fait la liste de ce qui est susceptible d'être considéré comme des « qualités » pour occuper le poste de président municipal : son titre universitaire et son *curriculum* des charges politiques assumées. Les candidats suivants ne bénéficieront pas d'une telle présentation. Postulants à de moindres responsabilités, leur CV ne doit pas remettre en question la légitimité du premier et de la hiérarchie. Suite à ces quatre hommes, il présente une femme... aux femmes, en les invitant plus spécifiquement à l'applaudir. Puis, la parole est donnée à l'« autorité » de l'*ejido*. Elle n'a pas de nom de famille, ni de titres universitaires³² ou honorifiques, simplement le poste qu'elle occupe au sein du *comité ejidal*. On n'énumère pas non plus sa trajectoire politique ou professionnelle. Pourtant Cristina est comptable, un poste élevé socialement au sein du village. Elle travaille à Tapachula. Son mari est un membre actif de l'organisation

³⁰ « Que se escuchen fuerte las palmas para nuestros candidatos del Partido Revolucionario Institucional. En ese día queremos darle las cálidas bienvenidas al candidato del pueblo. A alguien que fue director del Instituto de la juventud, que fue el quinto Regidor de ayuntamiento, que fue el diputado de la Zona alta de Tapachula. El Licenciado Samuel Chacón, ¡candidato a Presidencia municipal! [...] Y también esta mañana queremos recibir con un caluroso aplauso nuestro candidato a diputado local: Neftalí del Torro Guzmán. Y también en este mañana se acompaña un integrante de la panilla de Samuel Chacón para quien pido un fuerte y caluroso plauso para el Ingeniero Isáí García Toquillo. También en esta manan al actual regidor del ayuntamiento a nuestro amigo: Pacifico Cabrera. También en esa mañana queremos que las mujeres lo aplauden, porque ¡es una digna representante! Actual diputada de la zona alta de Tapachula: la señora Doris Gálvez. Sin más preámbulo, le vamos a dar la palabra a la autoridad de este ejido, a la comisariada ejidal Cruz..., para quién pido un fuerte y caluroso aplauso. », observation réalisée le 23.06.2012, à El Edén.

³¹ Pour la scénographie des réunions politiques, voir par exemple : Palmeira, Heredia (1993).

³² Au Mexique, l'utilisation des titres universitaires avant le nom est très fréquente.

paysanne UNORCA³³ (voir *infra*). Leur couple constitue une figure importante de la politique locale du village.

Cristina [la comisariada ejidal] prend la parole, Lucio [membre du comité] est à ses côtés. Elle lit son discours écrit à la main sur une feuille. Elle est debout et ne bouge pas³⁴ :

« Bonjour à toutes et tous. Bienvenues à cet *ejido*. [Elle cite l'ensemble des candidats] En tant que présidente commissaire *ejidale* d'El Edén, je vous donne la plus cordiale et fraternelle bienvenue à notre beau et historique *ejido* El Edén. Ce 1^{er} juillet 2012, avec notre volonté et responsabilité civique et participative, nous allons vous mener à la présidence municipale de Tapachula et à la députation pour le district 18 de la région montagneuse [« *Zona Alta* »]. Les paysannes et paysans, ici présents, de la couleur de la terre, nous ne sommes pas venus à cet événement politique pour voir ce que vous nous offrez ou pour voir avec quel groupe de musique vous venez. Mais pour connaître la façon d'être et de penser des candidats, pour écouter vos propositions et vos engagements, pour les analyser et y réfléchir. Monsieur le candidat, la société rurale en a marre, elle est résignée et désespérée de voir seulement des actes délinquants. Nous l'avons déjà dit, ce 1^{er} juillet, nous allons vous montrer notre volonté et notre confiance pour que vous soyez président de Tapachula et député. [...] Nous vous donnons notre plus sincère et total soutien.

Qu'attendons-nous de vous ? Que vous soyez un président avec foi et soutien pour le peuple ; et que cette foi se traduise en moral, justice sociale, vérité et amour à ce village. Que vous luttiez pour en finir dans toute la région montagneuse de Tapachula avec l'insécurité, l'extrême pauvreté, le cancer, la dengue, le paludisme, les maladies des pauvres par manque de santé globale, de médicaments et de docteurs spécialistes. Que vous luttiez pour en finir avec l'analphabétisme, les routes et les chemins ruraux détruits ou inexistantes, l'alcoolisme, l'addiction aux drogues et le chômage, la

³³ *Unión Nacional de Organizaciones Regionales Campesinas Autónomas* – Union Nationale des Organisations Régionales Paysannes Autonomes.

³⁴ Plus tard, les candidats prendront la parole sans note, en marchant au milieu du public.

déforestation et la destruction de la biodiversité. Pour tous ces maux qui sont réels, certains gouvernements s'énervent quand nous disons que nous sommes marginalisés des budgets municipaux, fédéraux et nationaux. [...]

Pour finir, ce que nous voulons proposer de façon particulière pour l'*ejido* El Edén sont les choses suivantes : construction du drainage ; travaux pour l'évacuation des eaux résiduelles ; trottoirs en béton avec des escaliers et un accès pour les véhicules dans la partie basse de la communauté ; luminaires pour l'éclairage public ; construction d'un hôpital intégral avec une salle préopératoire, des urgences et des docteurs spécialistes et des médicaments ; et un toit pour le terrain de basket où nous sommes aujourd'hui. Nous avons la foi et la confiance que le projet politique dont vous êtes à la tête sera le triomphant. Et c'est pour cela que nous sommes sûrs que vous assumerez avec responsabilité la majeure partie de nos propositions [...] Nous espérons la réciprocité. Merci beaucoup et réussite candidats ! »³⁵

C'est ensuite au tour de Magdalena, la représentante du programme *Oportunidades*, de prendre la parole. Magdalena salue les candidats, puis commence son discours :

³⁵ « *Buenos días a todas y todos; bienvenidos a este ejido. Como presidenta comisariada ejidal del Edén, les doy la más cordial y fraternal bienvenida a nuestro hermoso e histórico ejido El Edén. Que este 1ero de julio del 2012, con nuestra voluntad y responsabilidad cívica y participativa, los vamos a llevar a la presidencia municipal de Tapachula y a la diputación por el distrito 18 de la Zona alta. Las campesinas y los campesinos, aquí presentes, del color de la tierra, no venimos a este evento político a ver que nos regalan o a ver qué grupo de música traen los candidatos, sino para conocer la forma de ser y de pensar de los candidatos, para escuchar sus propuestas y compromisos, para analizarlas y reflexionarlas. Señor candidato, la sociedad rural ya estamos hartos, resignados y en la desesperanza de ver puros actos delictivos. Ya lo dijimos este primero de julio, vamos a demostrarles a ustedes con nuestra voluntad y confianza para que sea presidente de Tapachula y diputado. [...] Les damos nuestro más y total sincero apoyo. ¿Qué esperamos de usted? Que usted sea un presidente con fe y respaldo por el pueblo; y que esa fe se traduzca en moral, justicia social, verdad y amor a este pueblo. Que luche para acabar y en toda la zona alta de Tapachula con la inseguridad, pobreza extrema, con la muerte por cáncer, dengue, paludismo, enfermedades de los pobres, por la falta de salud integral, medicamentos y doctores especialistas. Que luche por acabar con el analfabetismo, carreteras y caminos rurales destrozados o inexistentes, el alcoholismo, la drogadicción y el desempleo, la deforestación y la destrucción de la biodiversidad. Por todos esos males que son reales, se enojan algunos gobiernos cuando le decimos que estamos marginados de los presupuestos municipales, estatales y federales. [...] Por último, lo que queremos proponer para su realización de manera particular para el ejido El Edén es lo siguiente: construcción del drenaje, obras para las aguas residuales, andadores de concreto con escaleras y acceso para vehículos a la parte baja de la comunidad, luminaires para el alumbrado público, construcción de un hospital integral con sala preoperatoria, sala de urgencias y doctores especialistas y medicamentos, y el techado de la cancha ejidal donde estamos hoy. Tenemos la fe y confianza en que el proyecto político que ustedes encabezan serán las triunfadoras. Y por eso estamos seguros que la mayor parte de nuestras propuestas lo asumirán con responsabilidad. [...] Esperamos reciprocidad. ¡Muchas gracias y éxito candidatos!* », observation réalisée le 23.06.2012, à El Edén.

« La communauté ici ne va pas me laisser mentir. Tous les projets ici ont été possibles grâce au PRI ! Qui est le parti qui nous a aidés à 100 %. Oui ou non camarades ? [Elle s'adresse alors aux femmes, « compañeras ». Elle demande alors des applaudissements pour montrer le soutien du public]. Ici, aucun des candidats des autres partis ne nous a donné une rue ou une aide personnelle pour quelqu'un. Ici, notre parti qui toute la vie nous a donné à 100 % avec ce qu'ils peuvent tirer des négociations ou au niveau de la présidence. Je ne sais pas si le *Licenciado* Samuel, ici, maintenant, fait une insolation. Nous avons besoin de notre toit *Licenciado* ! Et aussi la réhabilitation du terrain de foot et la construction de l'Université virtuelle. Pour réussir ce qui a été un rêve avec le *Licenciado* Neftali del Torro : l'Université [elle hausse la voix] virtuelle. Ce projet si énorme pour tous et pour toute la zone. Parce que nous n'allons pas dire que ce projet c'est le nôtre. Il est de tous, de toute la région montagneuse. Parce que les gens, qui vont descendre jusqu'à la communauté El Edén, ne vont pas avoir de frais jusqu'à Tapachula pour avoir leur fils dans une bonne Université. Au *Licenciado* Neftali del Toro, nous lui demandons toute son aide pour que l'Université virtuelle de cet *ejido* soit une réalité et pas qu'une simple promesse de campagne comme ça a été le cas jusqu'à maintenant. [...]

Ici, les gens de El Edén sont priistes, oui ou non camarades ? J'espère que le 1^{er} juillet, le jour de l'élection, nous votions pour ce groupe, cette équipe Peña Nieto ! Merci beaucoup ! »³⁶ [Elle salue les candidats qui l'embrassent.]

³⁶ « La comunidad aquí no me va a dejar mentir. ¡Todos los proyectos aquí fueron gracias al Partido PRI! Que es el partido que a nosotros nos ha apoyado al 100%. ¿Sí o no compañeras? Aquí ninguno de los candidatos de otros partidos no han hecho una calle, o un apoyo personal para alguien. Aquí nuestro partido que toda la vida nos está dando al 100% a lo que ellos pueden sacar en gestiones o al nivel presidencial. Pues yo no sé si el *Licenciado* Samuel, aquí, ahorita, se está asoleando. ¡Necesitamos nuestro techado licenciado! También rehabilitación de la cancha de futbol soccer y construcción de la Universidad virtual para lograr lo que fue un sueño con el licenciado Neftalí del Torro, que fue la universidad virtual. Este proyecto tan enorme para todos y para toda la zona. Porque no vamos a decir que este proyecto es nuestro, compañeros, es de todos, de toda la zona alta. Porque la gente que baja hasta la comunidad El Edén, no va a hacer el gasto hasta Tapachula para tener a su hijo en una buena Universidad. Al licenciado Neftalí del Toro, le pedimos todo su apoyo para que la universidad virtual de este *ejido* sea una realidad y no pura promesa de campana como ha existido hasta el momento. [...] Aquí la gente del Edén es Priista, ¿sí o no compañeras? Espero que el 1ero de julio, que es el día de la votación, votamos por ese grupo, ¡este equipo que es Peña Nieto! ¡Muchas Gracias! », observation réalisée le 23.06.2012, à El Edén.

Le micro est maintenant distribué aux candidats. Le premier à s'exprimer est Neftalí del Torro, en lice pour le poste de député local. Il marche au centre du public :

« Vous me connaissez depuis de nombreuses années. Ici, dans cette maison, j'ai joué au basket pendant plus de 10, 12 ans. Ici, j'ai plusieurs petites amies. Pardon, ex-petites amies, je suis fatigué maintenant ! J'ai beaucoup de tendresse, depuis ma jeunesse envers El Edén. Et je crois que c'est le moment du développement d'El Edén. Je crois que c'est le moment pour que nous marchions ensemble. Et maintenant plus que jamais. Nous avons besoin de la force de la population et principalement de la force des femmes. Parce que c'est vous, votre vote qui nous fera gagner [...]

Samuel, je vais me tuer pour ce budget, pour ce terrain. Nous allons marcher ensemble pour qu'ils aient ce budget. Et la prochaine fois, nous aurons de l'ombre ici à El Edén. [*Le public applaudit.*] Vous nous connaissez, vous nous avez vus grandir. Vous nous connaissez et vous savez que nous savons accomplir. »³⁷

Le public l'applaudit et il finit son discours par quelques harangues spectaculaires : « Vive El Edén ! ». La batucada reprend brièvement ; puis c'est au tour de Samuel Chacón de rentrer en scène. Après, de classiques accusations faites à son adversaire du PAN, en vue de le délégitimer moralement, il conclut sa tribune par ces mots :

« Il y a 12 ans lorsque le PRI est sorti du pouvoir, le kilo de tortilla était de deux pesos. [*Il s'adresse au public*] Et maintenant, il est à combien ? 12 \$. Il y a 12 ans le prix de l'essence n'augmentait pas. Ils l'augmentent aujourd'hui chaque mois ou chaque deux mois. Et en augmentant l'essence, le billet de transport augmente, le gaz augmente, les courses augmentent. Il y a 12 ans, vous n'allez pas me faire mentir, quand vous alliez au marché, vous ressortiez avec un

³⁷ « *Me conocen desde muchos años. Aquí en esta casa he jugado básquet de más 10, 12 años. Aquí tengo varias novias; perdón ex-novia, ya me cansé. Tengo mucho cariño, desde mi juventud hacia El Edén. Y creo que es el momento del desarrollo del Edén. Creo que es momento que caminemos juntos. Y ahora más que nunca, necesitamos la fuerza de la gente. Y principalmente la fuerza de las mujeres. Porque son ustedes, sus votos para que ganemos. [...] Samuel, yo me voy a morir en la raya por ese presupuesto. Para esta cancha. Vamos a caminar juntos para que tengan ese presupuesto. Y la próxima, tengamos sombra aquí en el Edén. Nos conocen, nos han visto crecer. Nos conocen y saben que sabemos cumplir. [...]* », observation réalisée le 23.06.2012, à El Edén.

grand sac. Aujourd'hui, tristement, il faut prendre ces grands sacs, mais qu'ils soient pleins d'argent, parce que l'argent n'est plus suffisant. Est-ce vrai, mesdames et messieurs ? Ma question est, amies et amis, voulez-vous continuer de vivre cette qualité de vie ?

Un « Non ! » unanime émerge du public.

Donc la décision et l'opportunité, nous l'avons dans nos mains. [...]

Pourquoi donner le vote à un parti perdant quand nous savons déjà, dans toutes les enquêtes, qu'il y a un gagnant. Ensemble nous allons voter pour le PRI. Nous allons repeindre en rouge l'*ejido* El Edén. »³⁸

II.1.2. Comment se positionner ? Une mise en concurrence des acteurs politiques locaux ?

La tribune de Cristina, la *comisariada ejidal*, se pose comme le lieu de la manifestation par excellence de l'identité de la communauté : au nom de qui parle-t-elle ? À partir de quelle subjectivité se positionne-t-elle ?

Au début de son discours, le premier sujet de l'énonciation de Cristina est un « nous » qui se réfère alors aux « paysannes et paysans, ici présents, de la couleur de la terre ». Ce « nous » est posé en contre des pratiques clientélistes (« nous ne sommes pas venus à cet événement politique pour voir ce que vous nous offrez ou pour voir avec quel groupe de musique vous venez »). Cette catégorie de l'énonciation semble condamner la distribution de « cadeaux ». Il ne sera plus ensuite question de terre ou d'activité agricole dans son discours. Le positionnement de Cristina glisse rapidement : ce « nous » se singularise dans la phrase suivante et devient « la société rurale » dans son ensemble. C'est à partir de celle-ci que les revendications seront alors posées. C'est aussi à partir de celle-ci que Cristina affirme l'allégeance du village pour le parti (« nous allons vous montrer notre volonté et notre confiance pour que vous soyez président de Tapachula et député »), nous y reviendrons. À

³⁸ « *Hace 12 años cuando el PRI dejo de gobernar el precio de las tortillas era de 2 pesos. Y hoy, ¿a cuanto se los vende? 12 \$. Pero hace doce años no subía la gasolina. Como la suben ahora, cada mes o cada dos meses. Y al subir la gasolina, sube el pasaje, sube el gas, suben los artículos. Hace 12 años, no me van a hacer mentir, cuando iban al mercado salían con una grande bolsa de despensa. Hoy tristemente tenemos que llevar estas grandes bolsas, pero llenas de dinero, para sacar nuestras bolsistas de despensa. Porque el dinero ya no alcanza. ¿Si es cierto señoras y señores? Mi pregunta es, amigas y amigos, ¿quieren seguir viviendo ustedes con esta calidad de vida? Entonces, la decisión y la oportunidad la tenemos en nuestras manos. [...] Para que dar el voto a un partido perdedor cuando ya sabemos en todas las encuestas que hay un ganador. Unidos y juntos tenemos que salir a votar muy temprano, el primero de julio, por el PRI. Vamos a pintar de rojo el ejido el Edén.* », observation réalisée le 23.06.2012, à El Edén.

mon sens, ce glissement du sujet de l'énonciation des « paysans » (on note la forme plurielle) à la « société rurale » (au singulier), et qui donne le titre à cette partie, est peut-être plus qu'un déplacement. Il révèle aussi les deux appartenances villageoises distinctes qui tendent à s'affronter au village.

Puis, le présentateur donne le micro à la *promotora* (aussi appelée *vocal*) du programme *Oportunidades*, Magdalena. Elle a pour rôle, au sein du programme, de transmettre les informations entre la base villageoise et les fonctionnaires municipaux, opérateurs du programme ; de résoudre les questions des bénéficiaires et parfois même de surveiller du bon usage des subsides distribués³⁹ (Hevia, 2009 ; 2010). Elle est *avecindada* et ne détient aucune terre agricole. Elle n'est pas encartée au PRI, selon l'une de mes informatrices, bien que son discours et ses louanges du parti pourraient présager du contraire. La deuxième prise de parole au nom de l'*ejido* est donc donnée à la représentante d'un programme public. Elle parle au nom des femmes et s'adresse à elles.

Si Cristina, la *comisariada ejidal*, prend la parole pour exprimer les demandes et les revendications au nom du village ; sa tribune est mise en concurrence avec celle de Magdalena, responsable du programme *Oportunidades*, qui parle après elle pour clore la prise de parole au nom du village, juste avant celle des candidats. Certains ont montré comment le programme *Oportunidades* a été instrumentalisé à des fins électorales (« achat de vote », voire *infra*) (pour ces approches, voir par exemple : Cornelius, 2002 ; Vilalta Perdomo, 2007). Mais, au-delà de ces perspectives, ce que ce programme implante avant tout, c'est la création de nouveaux intermédiaires politiques au sein des communautés (*Oportunidades* ne s'adressant qu'aux femmes) (Hevia, 2010). Cette parole publique vient entériner la reconnaissance des femmes comme acteur politique de premier ordre au sein des villages. Elles deviennent des intermédiaires politiques privilégiées et supplantent les anciennes figures de la politique locale. La prise de parole du premier candidat argumente en ce sens. Les femmes sont reconnues comme des acteurs politiques centraux : « Nous avons besoin de la force de la population et principalement de la force des femmes. Parce que c'est vous, votre vote qui nous fera gagner. ».

³⁹ Pour accomplir l'ensemble de ces tâches, elles peuvent accéder à quelques ressources économiques en demandant une coopération aux femmes bénéficiaires.

II.1.3. Revendiquer ou exiger ? Des enjeux politiques désagrégés et comment lire différemment les pratiques clientélares

Avant d'énoncer ses revendications et ses propositions, Cristina énumère les « maux » de la « société rurale ». En ordre d'apparition : insécurité, extrême pauvreté, cancer, dengue et paludisme, « les maladies des pauvres », analphabétisme, « les routes et les chemins ruraux détruits ou inexistantes », alcoolisme, addiction aux drogues, chômage, déforestation et destruction de la biodiversité. La pauvreté et le chômage sont juxtaposés ou même perdus au milieu d'une énumération de maladies tendant à les considérer comme des équivalents. Cette liste fait le portrait d'une société où il n'y aurait pas de travailleurs — la seule évocation du travail est précisément là pour montrer qu'il n'y en a pas (« chômage ») —, en proie aux maladies, à l'analphabétisme, à la déforestation et à l'absence d'infrastructure. En somme, c'est le portrait d'une société non ou « sous-développée » qui est ici fait.

Plus que de la vision réelle de Cristina sur le village, je fais l'hypothèse que cette liste de « maux » est bien plus une incorporation des catégories d'interventions du secteur public dans les territoires ruraux. Le « diagnostic » (puisque'il est question de maladie) permet ensuite d'élaborer des revendications adéquates qui correspondent aux programmes spécifiques de l'État pour chacun des « maux » : « Il faut chercher l'argent là où il est ! »⁴⁰, comme on me dira lors d'un entretien informel. Ainsi, ce portrait misérabiliste du village est, il me semble, avant tout une stratégie politique. Les revendications énoncées sont alors de fait liées au développement territorial de l'*ejido* et font exclusivement référence à des demandes d'infrastructures : travaux pour une meilleure évacuation des eaux résiduelles, trottoirs, luminaires, construction d'un hôpital de campagne et d'un toit pour le terrain de basket-ball. C'est de l'*ejido*-village dont il est question.

Les revendications de Magdalena (*Oportunidades*) sont similaires et portent sur l'*ejido* en tant que village et non en tant qu'agrégats de producteurs agricoles. Les trois revendications phares de son discours sont liées aux infrastructures villageoises : le toit du terrain de basket, la réhabilitation du terrain de foot et la concrétisation du projet de l'Université virtuelle⁴¹, dont beaucoup de mes interlocuteurs me parlaient dès 2012. En 2014, le sentiment général de la communauté face à ce projet était bien plus celui de la désillusion : aucune première pierre de cette université ne semblait s'ériger à l'horizon. Ce qui est important de souligner ici, c'est le caractère social de ces trois infrastructures. Le terrain de basket, de foot et l'Université sont

⁴⁰ Carnet de terrain, 17.06.2014, El Edén.

⁴¹ Comme il existe des *Telesecundarias*.

des lieux de forte sociabilité au sein du village. Des lieux de rencontres liés aux jeunes certes, mais aussi aux mères, qui se retrouvent par exemple chaque deux mois sur le terrain de basket où s'effectue le paiement du programme *Oportunidades*. Or, ce toit ne serait pas un luxe : l'attente de la paie sous le soleil peut parfois durer des heures. Des mères qui se préoccupent aussi des « fréquentations » de leurs enfants qu'elles préfèrent voir dans des lieux destinés à une activité plutôt que de « traîner dans le village à la sortie de l'école »⁴². Ce nouvel acteur politique (« les femmes ») impose ainsi de nouvelles priorités dans le calendrier de l'*ejido*.

Les réponses des candidats vont dans le même sens puisque aucune mention n'est faite de la production de café. Pour le premier candidat, le « développement d'El Edén » passe par la construction d'infrastructures, et pour le second, c'est par l'augmentation du pouvoir d'achat (ni l'un ni l'autre ne spécifient comment ce développement serait rendu possible).

Le spectacle de danse, l'offre de *cocinas mejoradas*, la distribution de casquettes et de t-shirt aux couleurs du PRI, la logique du discours de Cristina qui assure déjà le vote de la communauté et une allégeance partisane, ou la revendication ouverte et publique de faveurs personnelles distribuées par les candidats peuvent surprendre un observateur extérieur et amener à parler, à la hâte⁴³, d'une simple « manipulation électorale » ou de *vote buying*, comme il est souvent question en sciences politiques.

L'« achat de vote » correspond en effet au Mexique à des pratiques, mais aussi à des représentations du politique très anciennes. Or, ce phénomène est en général lu de la même manière par des acteurs pourtant *a priori* fort différents : issus des classes aisées, mais aussi populaires, des ONG, partis politiques d'opposition de centre gauche comme le PRD — le candidat Manuel Lopez Obrador appelait en 2012 à ne pas « vendre sa dignité » (Ballinas, *La Jornada*, 25 juin 2012) — ou du mouvement étudiant tel que *#Yo soy 132* qui a émergé précisément lors de l'élection de 2012⁴⁴. Tous semblent faire un lien direct entre la délivrance

⁴² Entretien informel avec Amaya, le 15.03.2014, à El Edén.

⁴³ Et je dois avouer que cela a été ma première réaction, suite à l'observation des *meetings* électoraux au village.

⁴⁴ Mouvement étudiant né après la venue d'Enrique Peña Nieto, le 11 mai 2012, à l'Université Iberoamericana (université privée) de Mexico. Plusieurs centaines d'étudiants le forcent alors à sortir de l'amphithéâtre où était organisée la rencontre. Les dirigeants du parti et de nombreux médias ont ensuite cherché à minimiser l'événement en accusant les étudiants d'avoir été payés, d'être des militants du PRD, parti d'opposition de centre gauche, ou d'être extérieurs à l'université. 131 étudiants de l'Université Iberoamericana ont alors publié une vidéo sur les réseaux sociaux. Face à la caméra, chaque étudiant énonce son nom, son numéro étudiant, affirme n'être encarté à aucun parti politique et avoir participé à expulser le candidat Peña Nieto de leur université. La vidéo est virale et d'autres viennent s'ajouter aux 131 premiers étudiants. Le nom du mouvement « *Yo soy 132* », « je suis le 132e », fait référence au soutien des nombreux étudiants qui se sont ajoutés aux 131 premiers. Ils revendiquent notamment la liberté d'expression et le droit à une information libre ; dénoncent le traitement médiatique de la campagne, largement favorable au candidat priiste. Sur le

de faveurs et le vote effectif des électeurs. C'est la vision coût-bénéfice de cette pratique (pour résumer : je te donne mon vote, je reçois un bien)⁴⁵. Mais pour Hélène Combes et Gabriel Vommaro (2012), faire cette équation pose pour le moins un double problème. Je reprends à mon compte leurs réflexions et tâche de montrer en quoi ces pratiques peuvent aussi être comprises comme autant de façons d'exiger pour les acteurs.

La vision coût-bénéfice des pratiques clientélistes tend d'abord à définir d'un point de vue moral ce que seraient les bons et les mauvais usages démocratiques. Elle pose d'ailleurs les « clients » de ces pratiques comme incapables de votes « raisonnés » (Combes, 2012 : 151) face à une classe urbaine et éduquée qui, elle, voterait « en toute conscience ». Pourtant, au cours des entretiens, les *ejidatarios* d'El Edén se gaussaient eux-mêmes de ces pratiques : accepter tel ou tel « cadeaux » ne présupposait pas de leur vote⁴⁶. Lors d'une de nos entrevues, à moins d'un mois du scrutin, je remarque que Guillermo venait de recevoir une nouvelle *cocina mejorada*. Il en détenait déjà une et alors que je lui demandais sa provenance, il me répond qu'elle est du PAN. Mais, sentant ou anticipant peut-être un jugement de ma part, il m'explique :

« Moi, je peux recevoir un petit cadeau du PRD. Un petit cadeau du PRI, du PAN. Je crois que ça ne m'affecte pas. Parce que ma décision est ici [*il met son index sur sa tête*] au moment où je vais voter. C'est lui [*son cerveau donc*] qui me guide. Je peux être plein de cadeaux, mais ma décision est ici [*à nouveau le geste*]. C'est tout. Il n'y a aucune méfiance. Quand je vais voter, je choisis. »⁴⁷

Ensuite, le paradigme bénéfice-coût semble prendre en considération exclusivement les aspects matériels de l'échange. Il exclut alors de l'analyse une dimension plus subjective, où les faveurs distribuées mettent aussi « en jeu des obligations morales et des impératifs

mouvement, voir par exemple : LOPEZ Lidia Yolanda. (2016) « La démocratisation, les manipulations des moyens de communication au Mexique et le mouvement « *Yo soy 132* ». in LAVENUE Jean-Jacques. *E-révolutions et révolutions : Résistances et résiliences*. Villeneuve d'Ascq : Presses Universitaires du Septentrion, p. 243-263.

⁴⁵ Pour un état des lieux de cette approche voir notamment : Combes 2011, le numéro spécial de la revue *Desacatos* « El clientelismo a debate » (2011) ou encore le dossier « Le clientélisme en situation : des échanges politiques, politisation et conflits moraux » paru dans les *Cahiers des Amériques latines* (2012).

⁴⁶ En France, Alain Garrigou montre que la matérialité de l'échange ne garantit pas l'issue du vote. Voir : GARRIGOU Alain. (2002) *Histoire sociale du suffrage universel en France*. Paris : Seuil.

⁴⁷ « *Yo puedo recibir algún regalito del PRD. Algún regalito del PRI, del PAN. Creo que no me afecta. Sino que mi decisión es aquí a la hora de que voy a votar. Este es que me lleva. Así puedo estar llenos de regalos pero mi decisión es aquí. Esto es todo. No hay ninguna desconfianza. Cuando voy a ir a votar yo elijo.* », entretien avec Guillermo, réalisé le 12.06.2012, à El Edén.

affectifs » (Combes, Vommaro, 2012 : 22). Lorsque la représentante du programme *Oportunidades* du village expose voire revendique publiquement la distribution de faveurs (« Ici, aucun des candidats des autres partis nous a donné une rue ou une aide personnelle pour quelqu'un. Ici, notre parti qui toute la vie nous a donné à 100 % avec ce qu'ils peuvent tirer des négociations ou au niveau de la présidence. »), bon nombre d'observateurs pourraient considérer ses propos comme illégaux. Et de fait, ils le sont : les promotrices d'un programme public n'ont normalement pas le droit de soutenir activement un candidat (Hevia, 2010). Mais cette façon d'énoncer si ouvertement une pratique considérée comme illégale dit précisément quelque chose de celle-ci. Les aides personnelles sont valorisées et soulignent alors le sens du devoir et du sacrifice des candidats. Les revendiquer constitue un argument politique sur la scène publique. Cette implication de Magdalena en faveur des candidats (alors qu'elle n'est pas encartée) peut *in fine* être envisagée comme une stratégie politique. Elle donne de sa personne (don), en valorisant les candidats, dans l'espoir d'être par la suite rétribuée (contre-don), par une aide, un nouveau programme pour le village, etc. (pour la perspective du don/contre-don dans l'échange politique, voir Dehouve, 2006 ; Pellotier *et. al.*, 2011).

Par ailleurs, il ne faut pas non plus oublier que ces usages peuvent être le lieu d'âpres négociations (*ibid.* : 25) et en ce sens la contrainte ne s'exerce pas seulement sur les votants, mais aussi sur ceux qui se soumettent au vote. Hélène Combes montre comment l'abandon de pratiques clientélistes est vivement contesté par des militants qui se sentent floués dans leur engagement et qui considèrent alors les dirigeants comme incompetents (*ibid.* : 26). La logique du discours de Cristina qui assure au futur député le vote de la communauté (« ce 1^{er} juillet, nous allons vous montrer notre volonté et notre confiance pour que vous soyez président et député », « nous vous donnons notre plus sincère et total soutien ») lui permet à la fois de revendiquer concrètement un certain nombre de travaux pour l'*ejido*, mais aussi d'exercer une forme de pression. Une fois élus, les candidats leur seront *redevables* de leur position privilégiée : « Nous espérons la réciprocité ».

À cet égard, il n'est pas anecdotique de souligner que la seule revendication qui sera reprise par l'un des candidats est celle du toit pour le terrain de basket. Il sait qu'il pourra très certainement avoir « ce budget » pour la communauté (« je vais me tuer pour ce budget »). Il s'engage. C'est bien la mise en scène d'un système électoral qui repose « sur des échanges spécifiques entre électeurs et élus » qui est ici en jeu (Dehouve, 2006 : 133). Ce sont les deux *rounds* décrits par Danièle Dehouve qui se mettent en place : un premier, là où nous sommes,

marqué par la distribution de cadeaux et la collecte des demandes des électeurs ; un second, suite à la rétribution des électeurs par leur vote, où les élus viennent inaugurer les travaux entrepris dans la communauté et préparer la prochaine élection (*ibid.* : 138-139).

L'enquête ethnographique (Dehouve, 2006 ; Vommaro, Quirós, 2011 ; Combes, 2011) permet précisément de mettre à jour ces différents niveaux de lecture du clientélisme, notamment parce qu'elle donne accès aux discours et aux usages des acteurs : en somme, comment vivent-ils l'échange en politique ? Qu'est-ce qui est en jeu pour eux dans ces pratiques ? Ces « rituels » font, à mon sens, partie intégrante des stratégies politiques sollicitées par les classes populaires rurales pour faire « descendre » les aides publiques en faveur du village (« *bajar los recursos* », expression utilisée par Consuelo et Lucio lors de nos entretiens). Ils font partie de la « chasse aux ressources » (chapitre V) et ils peuvent même s'apparenter à des façons d'exiger, plus que de revendiquer.

II.2. Deux paradigmes concurrentiels d'appartenance au village

« Vous me connaissez depuis de nombreuses années. Ici, dans cette maison, j'ai joué au basket pendant plus de 10, 12 ans. ». Le candidat aux élections municipales l'a bien compris : l'appartenance villageoise peut être un argument politique efficace et valorisable sur la scène politique locale ; une ressource affective et identitaire. Être d'ici, du village devient alors un capital⁴⁸ à partir duquel d'autres biens peuvent être négociés ou distribués, comme l'accès au pouvoir politique (Le Meur, Jacob, 2010). Il s'agit de mettre en valeur son lien de familiarité avec le village. Nous nous plongerons désormais sur la scène de la citoyenneté locale de l'*ejido*, entendue cette fois en tant que plate-forme institutionnelle sur laquelle sont invités à participer les acteurs politiques. Qui en a potentiellement l'accès et quel type d'appartenance au territoire est alors valorisé pour y accéder ?

⁴⁸ Pour les classes populaires, les recherches en termes de capitaux ont eu en effet tendance à mettre en évidence leur absence ou leur faiblesse. Il y a ceux qui auraient des capitaux et ceux qui en seraient dépourvus. Pourtant, il est aussi important de prendre le temps d'envisager les ressources ou les « petits atouts » des populations marginalisées, au risque sinon de les considérer uniquement sous le prisme de ce qu'elles n'ont pas, dans la négativité, leur refusant alors toute capacité d'*agency* (agencité). Et l'appartenance locale semble précisément être une particularité des moins favorisés et moins dotés en ressources économiques ou culturelles. Leur ancrage local peut aussi devenir une force qu'ils peuvent valoriser (ou non) dans certains contextes (pour ces approches, voir notamment : Retière, 2003 ; Renahy, 2005, 2010a ; Aunis, Benet et al., 2016). Gardons à l'esprit tout de même que ce capital spatial peut aussi être un stigmate — le fait d'habiter certains lieux est un handicap dans de nombreux champs du monde social, et le marqueur de discriminations. Selon les situations, il joue donc tour à tour en faveur ou contre les individus.

Nous verrons que cette appartenance au village est revendiquée de façon différenciée par les différents *ejidatarios* rencontrés, précisément parce qu'ils ne disposent pas des mêmes capitaux spatiaux et qu'ils vivent le village de façon différenciée. Comment l'ancrage local peut être une ressource valorisée et valorisable sur la scène politique locale ? Que recouvre désormais cette appartenance au village ? Quelles sont les façons différenciées de s'y rattacher pour les *ejidatarios* ? Pour esquisser une réponse à ces questions, sans prétendre à l'exhaustivité, nous varierons les points de vue et nous les rapporterons aux places occupées par les acteurs (Beaud, Weber, 2010 : 281). Or, nous avons identifié au moins (mais il en existe peut-être d'autres) deux modes d'appartenance au village qui s'affrontaient sur la scène politique locale : l'*ejidatario*-historique et l'*ejidatario*-villageois. Explorons donc les discours de ces deux groupes politiques et leur façon de revendiquer leur appartenance locale.

II.2.1. Conserver la centralité des *ejidatarios* au sein de l'organisation *ejidale*

Comme le quatrième chapitre le développait, la recomposition radicale de l'intervention publique, des modes de tenure de la terre et des marchés du travail ruraux contribuent à la multiplication et diversification des acteurs politiques au sein de l'*ejido*. Ils sont au nombre de trois : les *avecindados* qui n'ont pas de parcelles agricoles et ne détiennent qu'un *solar urbano*, et qui déplorent souvent leur exclusion de l'arène politique locale ; les *posesionarios* qui ont, eux, des terres *ejidales*, et qui sont, là encore, dépourvus de droits de vote à l'assemblée ; et les *ejidatarios* détenant une terre agricole et des droits politiques (tableau n°1).

Tableau n°1. Acteurs politiques à l'*ejido* : liens à la parcelle *ejidale*, au village et droits politiques⁴⁹

	Liens à la parcelle <i>ejidale</i>	Liens au village	Droits politiques
<i>Avecindados</i>	Aucun	Détenteurs d'un <i>solar urbano</i>	Aucun
<i>Posesionarios</i>	Propriétaires d'un ou plusieurs certificats parcellaires	Détenteurs d'un <i>solar urbano</i>	Aucun
<i>Ejidatarios</i>	Propriétaires d'un ou plusieurs certificats parcellaires	Détenteurs d'un <i>solar urbano</i>	Peuvent être élus et votés à l'assemblée <i>ejidale</i>

⁴⁹ Source : élaboration personnelle, 2016.

Si la réforme ouvre le statut légal d'accès aux terres *ejidales* à deux nouveaux récipiendaires (*poseionarios* et *avecindados*), l'« accès aux ressources de l'*ejido* et aux politiques publiques est toujours conditionné par les dispositions spécifiques prises à leur égard par les *ejidatarios* » (Léonard, Foyer, 2010 : 25). La scène politique locale continue de se jouer autour de l'assemblée *ejidale* et du *comité ejidal*. Ils conservent une importance centrale au sein de la gouvernance de la communauté. À l'image des propos de Lucio, certains *ejidatarios* s'empressaient d'ailleurs de réaffirmer le statut particulier qu'il continuait d'avoir :

« L'*ejidatario* a son certificat parcellaire que lui a donné le président de la République, il y a longtemps, quand il y a eu la redistribution des terres. Mais nous maintenant nous avons laissé entrer les *poseionarios*. Eux aussi maintenant ils ont le certificat parcellaire. Mais il ne mentionne pas qu'il est *ejidatario*. Juste nous. »⁵⁰

Pour Lucio, c'est le Président de la République qui lui donne ses terres au moment de la dotation, puis ce sont les *ejidatarios* (« nous ») qui attribuent à leur tour l'accès à la terre aux *poseionarios*. L'ordre hiérarchique et symbolique est ici posé (le président, puis les *ejidatarios*). S'ils ont tous deux un certificat parcellaire, il est important pour Lucio de réaffirmer que les *poseionarios* ne sont pas des *ejidatarios*. À El Edén, comme dans beaucoup d'autres *ejidos* (voir Léonard, 2010), la situation semble paradoxale. Les *ejidatarios* ouvrent certes l'accès des terres agricoles et procèdent à l'enregistrement massif de *poseionarios*⁵¹, mais dans le même temps, ils conservent un contrôle collectif sur les zones résidentielles (*solares urbanos*) et ils ne manquent pas de réaffirmer ainsi leur pouvoir sur la communauté.

La zone habitée de l'*ejido* pouvait en effet être soumise au PROCEDE et donc être convertie en propriété privée. Cependant, cette « conversion [...] porte [...] en germe le

⁵⁰ « *El ejidatario se presenta con su certificado parcelario que le dio el presidente de la República, hace años, cuando fue la repartición de tierra. Pero, ahorita nosotros dejamos entrar los poseionarios. Ellos también tienen ya el certificado parcelario. Pero ahí no menciona que es ejidatario. Nada más nosotros.* », entretien avec Cristina et Lucio, réalisé le 01.05.2012, à El Edén.

⁵¹ « Lucio : Beaucoup de camarades, qui n'avaient qu'un hectare, n'avaient aucun document pour leur garantir leurs droits [fonciers]. En entrant dans le PROCEDE, ils leur ont donné un certificat pour leur parcelle. Avec lui, ils peuvent prouver qu'ils sont de petits *poseionarios*. »/« *Muchos compañeros que tenían un hectárea no los garantizaba ningún documento. Al entrar en PROCEDE Les dieron un certificado parcelario. Que con ello comprueban que son pequeños poseionarios.* », entretien avec Cristina et Lucio, réalisé le 01.05.2012, à El Edén.

dessaïssissement, par l'*ejido*, de l'administration des biens publics et des infrastructures qui se trouvent sur les terrains dont il avait la gouverne dans le cadre légal antérieur. » (Léonard, 2011 : 21), et en ce sens la perte de pouvoir dans la sphère politique. Il aurait été tout à fait surprenant que les *ejidatarios* choisissent par eux-mêmes de limiter leur propre autorité sur le village. À El Edén, le village continue ainsi d'être d'usage commun. Or, précisément, après la restriction de l'aide publique au secteur agricole⁵², les prérogatives de l'assemblée *ejidale* se concentrent désormais essentiellement sur la gestion de la zone urbaine⁵³. Nous l'avons constaté l'ensemble des revendications portent sur le développement territorial de l'*ejido*, pourtant le pouvoir local est toujours exercé par les anciennes catégories agraires.

Pour les généalogies récoltées, le constat est manifeste. D'une génération à l'autre, la proportion d'*ejidatarios* au sein de personnes résidentes à El Edén se restreint. Moins nombreux, ce sont pourtant toujours eux qui concentrent le pouvoir au sein du village et qui continuent de décider pour les autres membres de la communauté (tableau n°2). Une figure qui, au sein de l'ensemble du village, avait en moyenne 56 ans en 2001, selon les archives agraires (soit 71 ans aujourd'hui) (tableau n°2) et qui s'est encore si peu féminisée — deux femmes *ejidatarias* pour la première génération des familles rencontrées contre trois pour la suivante (figure n°1). Au niveau de l'ensemble du village et selon les archives agraires de 2001, elles représentaient 26,5 % des *ejidatarios* (tableau n°2). Enfin, pour la génération des enfants des Egos, née en moyenne en 1983, beaucoup n'avaient pas encore hérité des droits ejidaires de leurs parents ni n'étaient encore *posesionarios*. Seuls trois hommes de cette génération étaient *ejidatarios* nés en moyenne en 1970 ; et une femme était *posesionaria*, née en 1978 (figure n°2). Plus parlant encore, sur ces trois hommes, aucun ne vivait à El Edén (Tapachula, Mexico et un *ejido* voisin). Et dans les archives agraires de 2001, seuls trois *ejidatarios* étaient nés après 1970 (1971, 1973 et 1981) (Archives agraires, 2001).

⁵² Voir partie II.1. du présent chapitre : « Les politiques publiques en milieu rural : de nouvelles stratégies d'intervention ».

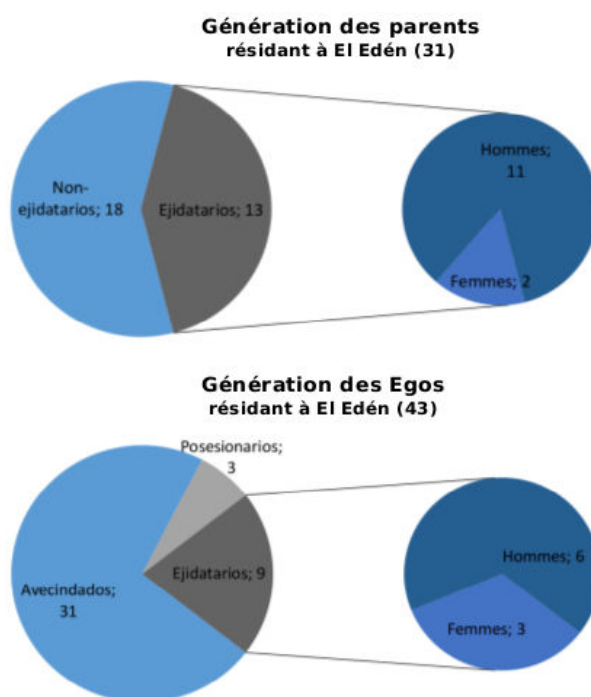
⁵³ *Nota Bene* : Certains *ejidos* mettent en place l'assemblée des résidents (la *junta de pobladores*), permise par la nouvelle loi agraire. Chargés de la gestion de la zone urbaine, les *posesionarios* et les *avecindados* prennent part aux mécanismes de participation et de décision relatifs à celle-ci. L'assemblée permet de diviser les prérogatives de l'assemblée *ejidale* et multiplie la représentation politique. La gouvernance des biens publics n'est en ce cas plus aux seules mains de cette dernière. El Edén ne mettra pas en place cette assemblée et gardera le principe d'une citoyenneté agricole basée exclusivement sur l'assemblée *ejidale* et le droit de vote réservé aux seuls *ejidatarios*.

Tableau n°2. Archives agraires : âge moyen des *ejidatarios* et *posesionarios*

		Effectif	Pourcentage	Année moyenne de naissance	Minimum	Maximum
<i>Ejidatario</i>	Femmes	21	26,58%	1943	1926	1965
	Hommes	58	73,42%	1945	1912	1981
	Total	79	100,00%	1944	1912	1981
<i>Posesionario</i>	Femmes	29	37,66%	1959	1928	1979
	Hommes	48	62,34%	1962	1927	1981
	Total	77	100,00%	1961	1927	1981
Total	Femmes	50	32,05%	1952	1926	1979
	Hommes	106	67,95%	1952	1912	1981
	Total	156	100,00%	1952	1912	1981

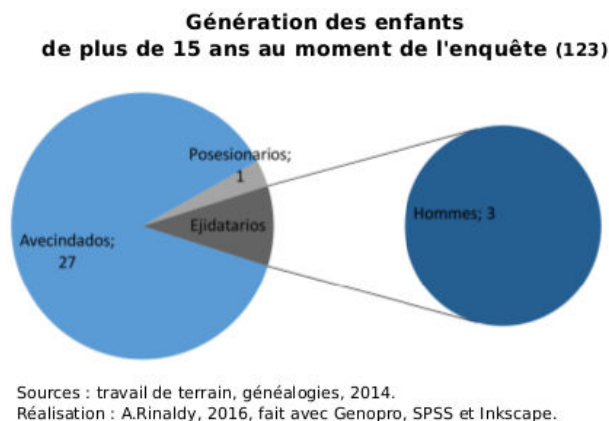
Sources : Archives agraires, 2001.

Figure n°1. Généalogies : répartition des droits *ejidaux* au sein des familles, 2014



Sources : travail de terrain, généalogies, 2014.
Réalisation: A.Rinaldy, 2016, fait avec Genopro, SPSS et Inkscape.

Figure n°2. Généalogies : répartition des droits *ejidaux* au sein des familles pour la génération des enfants des Egos, 2014



La citoyenneté locale continue d'exclure une partie croissante des individus ; aux premiers rangs desquels : les femmes et les jeunes. Et si son contenu n'est plus agraire, son dispositif l'est ainsi toujours.

L'institution *ejidale* est en ce sens fréquemment vécue comme injuste par les individus n'ayant pas accès à l'assemblée. Marcelina, 38 ans au moment de la première enquête (2012), fille d'*ejidatario*, exprime son mécontentement lorsque nous évoquons la génération de son père :

« Ils ne nous admettent pas à participer aux assemblées *ejidales*, parce que nous sommes *posesionarios*. Cette gêne a toujours existé. Quand ils élisent le commissaire *ejidal*, la personne qui voit pour tout le monde, alors moi je dis : « Oye, pourquoi pour élire un représentant de notre *ejido*, ils ne nous prennent pas en compte ? Qu'ils se demandent si nous sommes d'accord que cette personne soit élue ou non ! ». Ça me paraît mauvais dans le sens où nous, nous ne l'avons pas élu. Mais eux oui, ils nous demandent à nous une coopération économique. C'est-à-dire que pour ça, oui, nous servons, mais pas pour choisir la personne qui nous représente. »⁵⁴

⁵⁴ « Nosotros no nos admiten participar en las asambleas ejidales, porque nosotros somos posesionarios. Esa molestia siempre ha sido. Cuando eligen el comisariado ejidal, la persona que ve por todos, entonces digo yo: "Oye, por qué a nosotros, para elegir a un representante de nuestro ejido, ¿no nos toman en cuenta? Vean si estamos de acuerdo que esta persona quede o no." Lo veo mal en el sentido de que nosotros no lo elegimos, pero ellos sí, nos piden a nosotros cualquier tipo de ayuda y cooperación. O sea para eso sí servimos, pero no servimos para seleccionar a la persona que va a ver para nosotros. », entretien avec

La nouvelle réforme amplifie la division déjà existante entre les bénéficiaires de droits agraires et ceux qui en sont dénués. En plus des *ejidatarios* et des non-*ejidatarios*, il ajoute les *posesionarios* et les *avecindados*, toujours plus nombreux, mais toujours sans accès à la gouvernance locale et aux prises de décisions (Azuela, 1995 ; Torres-Mazuera, 2012).

Il serait pourtant erroné d'envisager « les *ejidatarios* » comme une catégorie socio-économique et politique homogène. Tous n'ont plus le même rapport à la terre, comme le chapitre V le montrait. Il y a ceux qui ont une terre, mais qui ne la cultivent plus ou que sporadiquement ; ceux qui produisent encore du café y joignant néanmoins d'autres activités ; ceux qui continuent de se définir avant tout comme producteur, puisant aussi dans le répertoire d'action des anciennes luttes agraires. Être *ejidatario* ce n'est donc plus simplement ou exclusivement vivre de la production agricole.

C'est sûrement face à cette diversification des catégories que mes interlocuteurs *ejidatarios* dénonçaient souvent l'absence d'union au sein du village et racontaient un passé (fantasmé ?) qui aurait été le chantre de toutes les solidarités : « Avant, ça travaillait en équipe. Quand mes parents étaient là, ils travaillaient en équipe dans les champs. Et maintenant, quelques-uns ont fait de l'argent, ils reviennent d'autres endroits, ils ne s'intègrent plus à l'*ejido* ! On a perdu cette union qu'ils avaient, parce qu'ils n'ont plus voulu. Maintenant : chacun pour soi ! »⁵⁵. Il est ici certainement plus question de la différenciation sociale d'un groupe auparavant plus homogène, et donc de la multiplication d'intérêts divergents au sein du village, que d'une véritable « désunion ».

En somme, la contre-réforme agraire de 1992 a engendré « une individualisation des droits fonciers sans dissolution de l'*ejido* » (Léonard, 2010 : 386), qui constitue toujours l'instance de prise de décision au niveau local. Le pouvoir et la citoyenneté au niveau local sont encore exclusivement aux mains des *ejidatarios*, alors que les prérogatives et les choix politiques décidés à l'assemblée sont de moins en moins liés aux activités agricoles et concernent de plus en plus l'organisation territoriale du village, une dimension qui implique pourtant tous les membres du village. Par ailleurs, il y a désormais beaucoup moins d'homogénéité au sein des *ejidatarios* que pour la génération précédente. Elle devient avant tout une catégorie politique (et non plus productive).

Marcelina, réalisé le 17.05.2012, à El Edén.

⁵⁵ « *Antes se trabajaba en equipo. Cuando mis papas estuvieron, en equipo se trabajaba en el campo. Y ya ahorita algunos hicieron dinero, otro día regresan de diferentes lugares, ¡ya no se integraron al ejido! Se fue perdiendo esa unión que tenían; porque ya no quisieron. Ya mejor: ¡cada quien !* », entretien avec Abel, réalisé le 09.05.2012, à El Edén.

II.2.2. Jour d'élection du commissaire de l'*ejido* : l'*ejidatario*-historique Versus l'*ejidatario*-villageois

Pour mettre au jour les tensions et les conflits désormais en jeu au sein de la politique locale de l'*ejido*, et au sein même des *ejidatarios*, retournons au village quelques semaines avant l'élection du commissaire *ejidal*, puis le jour J, le 25 mai 2014. Extraits du carnet de terrain :

Nous sommes à deux mois du scrutin, au cours d'une de mes visites, Consuelo me confie son programme pour le village. Elle est en campagne, mais n'a pas d'argent alors elle a repeint sa maison de trois couleurs me dit-elle : le blanc pour la paix ; le bleu pour le leadership (« liderazgo ») ; et le rouge pour l'amour. « Amour, paix et leadership, voilà mon programme pour l'ejido ! ». « Je suis comme Obrador⁵⁶, je n'ai rien ! Juste mon amour pour le village, aider les gens, vouloir faire des bons travaux pour l'ejido. Chercher et toquer aux portes pour ramener des aides. C'est ce que je peux promettre. ». Ses priorités : le drainage, le toit du terrain de basket, la réhabilitation du parc et les toilettes publiques de l'ejido. « Il faut remettre tout cela en ordre ! J'espère qu'en trois ans, le village se verra plus beau, avec plus de lumières ! ». Son adversaire ? Selon elle, il ne connaît pas ce qui est bon pour l'ejido et il ne veut rien faire pour le village. Il vit plus en hauteur, alors qu'elle se trouve, elle, « au centre de l'ejido ». Ils sont de l'UNORCA et « moi je ne suis rien ! Je suis d'ici ! ».⁵⁷

Ce dimanche, j'arrive vers midi à El Edén. C'est le grand jour pour Consuelo. Je vois au loin la casa ejidal. Il y a quelques personnes dehors qui se donnent de franches accolades. [...] J'entends des applaudissements fournis, mais personne n'en sort encore. Je m'assois au côté de deux femmes sur un banc de la place centrale. Je les avais déjà rencontrées dans le village et leur demande le résultat. Le sourire aux lèvres : « Consuelo est passée ! ». Elles étaient manifestement pour elle [...] Elles m'expliquent qu'elles sont « juste posesionarias » et qu'elles n'ont pas voté alors que cela « concerne tout le village ». Mais que c'est pour cela qu'elles sont là « comme des commères ! ». Une autre femme se joint à nous, avec sa fille (une adolescente, d'une quinzaine d'années), mes deux voisines la préviennent : « Tu arrives après la bataille. Ils se sont déjà disputés ! ». Bien que le résultat ait déjà filtré, l'assemblée n'est pas finie. [...]

⁵⁶ Candidat (PRD, centre-gauche) malheureux à deux reprises lors des élections présidentielles de 2006 et 2012. En 2014, il a fondé un nouveau parti politique, *Morena*. Pour une chronologie des mandats présidentiels, voir annexe n°17.

⁵⁷ Carnet de terrain, le 26.03.2014.

De l'autre côté de la place, la messe s'achève. Les fidèles sortent de l'Église et en passant par le parc demandent les résultats. Un homme s'arrête auprès de nous et dit : « C'est donc Doña Consuelo ! Cela va changer de la précédente investiture, c'est bien. Il faut alterner. ». Puis, quelques ejidatarios sortent enfin. Francisco vient me saluer [...] Il nous donne alors les scores des candidats. Consuelo l'a emporté de quelques voix seulement : trois abstentions ; 31 voix pour Valerio, l'autre prétendant ; 39 pour Consuelo. Huit petites voix les séparent [...].

Je me rends chez Consuelo. J'y retrouve la représentante du programme Oportunidades du village. Les deux femmes « juste posesionarias » que j'avais rencontrées sur la place. Tout le monde s'affaire, cotise et improvise un repas. J'aide à la préparation du riz, du poulet et d'une sauce à la tomate. On achète plusieurs kilos de tortillas. On se moque de l'absence de préparation de Consuelo. « Et si elle n'avait pas gagné ? » demande celle que tout le monde appelle aujourd'hui « la primera dama », « la première dame », Clara, la compagne de Consuelo. [...] On commente, on refait l'assemblée. Une femme (il n'y a alors qu'un seul homme chez Consuelo) raconte que l'un des anciens membres du comité ejidal, Lucio ; a dit avant le vote que Consuelo n'était pas « compétitive » et qu'il fallait voter pour Valerio pour une continuité dans les programmes. L'homme révèle qu'on lui a proposé de l'argent pour son vote⁵⁸. Indignation de l'assemblée. Les rumeurs fusent. J'y apprends aussi que Valerio est un propriétaire important avec « au moins huit hectares de café » et qu'il avait déjà préparé une fête, un repas et un groupe de musique. Il s'attendait à gagner. [...]

Nous déjeunons dans la tortilleria⁵⁹ qui donne sur le terrain de basket. Je mange avec les femmes qui ont préparé le repas. Consuelo nous rejoint. Puis, Magdalena, la responsable du programme Oportunidades ; au moment de s'asseoir, elle dit en riant : « Je mange enfin avec mon autorité ! ». ⁶⁰

Un mois après l'élection, je croise Consuelo, la nouvelle commissaire :

Elle me dit qu'ils ont travaillé pour le village : « Tu n'as pas vu le parc ? » Il est plus propre. On a embauché quelqu'un pour le laver. Personne ne s'en occupait ». Je lui demande s'il y a d'autres projets, d'autres programmes à mettre en place : « On m'a parlé d'un programme pour cultiver du chia, une plante pour la santé et pour perdre du poids. Et une autre plante,

⁵⁸ On note comment l'achat de vote peut aussi être utilisé pour discréditer l'adversaire politique.

⁵⁹ Commerce où l'on achète la *tortilla*, galette de maïs.

⁶⁰ Extrait du carnet de terrain, le 25.05.2014, El Edén.

*estevia, pour le sucre. Mais c'est compliqué, il faut beaucoup d'hectares et que ce soit en « campo libre » ou en altitude, plus haut que chez nous. Ici, on ne peut pas faire ça. Par contre, j'ai obtenu avec ECOSUR (un centre de recherche basé à Tapachula ; je ne sais pas si elle se trompe alors d'institution) que les jeunes du village bénéficient d'actes de naissance, ce sera le 20 juin. Et le 29 j'ai organisé un grand marché aux puces.*⁶¹

La dualité des espaces ruraux ne se résume pas aux oppositions Nord/Sud, producteurs compétitifs sur le marché international et national/petits producteurs d'autosubsistance. Mais cette opposition se retrouve au sein même de l'*ejido* entre les *ejidatarios* intégrés aux programmes étatiques d'aides à la production agricole, à travers les organisations paysannes, et ceux qui ne le sont pas, et qui ne vivent plus de la production de leur parcelle. Dans les commentaires recueillis le jour de l'élection se dessine en effet une rupture entre deux types d'*ejidatarios*, deux façons d'envisager la politique et de pouvoir se positionner sur la scène politique locale.

On se félicite d'ailleurs de l'alternance entre les deux groupes : « Cela va changer de la précédente investiture, c'est bien. ». D'un côté Valerio est présenté comme ayant des liens avec les organisations paysannes (la UNORCA notamment), comme étant « compétitif », avec beaucoup d'hectares, ou comme ayant de « vieilles » pratiques politiques liées à « l'achat de vote ». De l'autre, Consuelo est appuyée par des *posesionarias* (qui ne peuvent voter), la représentante du programme *Oportunidades*, et elle n'a que deux hectares qu'elle ne parvient plus à cultiver⁶². Enfin, lorsque je la croise après un mois d'investiture ce qui est important pour elle de mettre en valeur dans son action pour l'*ejido* ce sont : une campagne pour la délivrance d'actes de naissance, un marché aux puces ou encore le nettoyage de la place centrale, c'est-à-dire son action sur la gestion de la zone urbaine et moins sur celle des terres cultivées⁶³. Il n'est d'ailleurs pas anecdotique que cette citoyenneté *ejidale* désagrarisée soit incarnée par une femme, bien que toujours minoritaires dans l'accès à la terre et aux droits politiques. Elles « menacent » ainsi le rôle traditionnel assigné aux hommes *ejidatarios* dans l'arène politique (Ariza, De Oliveira, 2001). Et dans le même temps, elles gagnent en légitimité au-delà du cercle des *ejidatarios* : auprès des *posesionarios*, des moins dotés en capital agricole et des *avecindados* qui reconnaissent alors « enfin [leur] autorité ». S'instaure une concurrence entre deux modèles de gestion de l'*ejido* et deux imaginaires de

⁶¹ Extrait du carnet de terrain, le 12.06.2014, El Edén.

⁶² Voir partie II.2. du chapitre V : « Consuelo : l'idée c'est de se maintenir toujours active ».

⁶³ Elle n'évoque alors que deux programmes agraires auxquels ne peuvent postuler les membres d'El Edén.

représentation.

Au sein d'une même génération : deux modes d'appartenance locale fondée sur deux façons de se reproduire socioéconomiquement et politiquement s'affrontent. L'un toujours basé principalement sur la production agricole de café, l'autre sur l'*ejido* en tant que société rurale non agricole, bénéficiant des programmes de lutte contre la pauvreté. C'est l'affrontement de l'*ejidatario*-historique face à l'*ejidatario*-villageois.

II.2.3. La remise en question des formes traditionnelles de l'action collective en milieu rural ?

Pour Consuelo, l'appartenance locale est celle qui la relie au village en tant qu'espace résidentiel. C'est ce qu'elle met en valeur dans son discours ; mais c'est aussi tout ce qu'elle a : « Je suis comme Obrador, je n'ai rien ! Juste mon amour pour le village », « je ne suis rien ! Je suis d'ici ! ». Au-delà de cette appartenance villageoise, ce qui est intéressant de relever dans le discours de Consuelo, c'est aussi la remise en question des formes « traditionnelles » ou passées d'action collective au sein de l'*ejido* et ainsi la perte de la force symbolique des anciennes figures *ejidales*. Ce qui était légitime il y a plusieurs années ne l'est plus.

En 2012, l'organisation paysanne UNORCA envahit les terres d'une *finca* voisine d'El Edén. Consuelo n'a pas de mots trop durs pour condamner cette action à laquelle plusieurs membres du village et les membres de l'actuel *comité ejidal* sont alors liés :

« Un groupe de l'UNORCA fait des choses qu'il ne devrait pas. Il est allé envahir une *finca* [...]. Ils sont arrivés comme des « parachutistes », nous disons ici. Ils arrivent et ils prennent possession. Mais le propriétaire de la *finca*, qui est un homme riche, a aidé : avec des chemins, des routes, n'importe quoi, qui leur mouline leur café ; il a aidé. Ça c'est une aide. Ou je vais te faire payer, mais je le fais quand même. Eux, ils se sont introduits et ils ont détruit. [...] Je ne vais pas dire qu'on n'a pas besoin d'argent ici. Mais il faut savoir le gagner, de la bonne manière, pas comme ça, de la mauvaise. C'est eux qui sont pauvres, parce qu'ils ont mal pensé, ils n'ont pas mûri leurs idées. Ils auraient dû s'asseoir à mûrir leurs idées, si elles étaient

bonnes ou mauvaises. [...] Ce n'est pas bien de mettre en jeu l'image de l'*ejido*, pour quelques personnes avec de mauvaises idées. »⁶⁴

Lors d'un entretien réalisé avec José, un autre jeune *ejidatario* du village, qui fera d'ailleurs partie du *comité ejidal* de Consuelo, élu en 2014, c'est cette même vive condamnation qu'il me donne à entendre :

« Ils veulent des terres pour se la répartir. Mais elles ont déjà un propriétaire ! Comment va-t-il accepter qu'on lui enlève ! N'est-ce pas ? [...] Ce n'est pas possible. Le propriétaire de la *finca* s'est plaint. Nous, on a rien à voir avec ces choses-là. Dieu merci, nous avons ce que nous avons et cela suffit ! Ou si vous voulez plus : vous devez acheter d'autres parcelles et voilà. À quoi bon plus ? »⁶⁵

Dans ces condamnations des grammaires des luttes paysannes pour la terre, c'est aussi la critique des organisations paysannes dans leur ensemble, qui n'ont plus la légitimité nécessaire pour représenter ou agir au nom du village, qu'il faut entendre : « Ce n'est pas bien de mettre en jeu l'image de l'*ejido*, pour quelques personnes avec de mauvaises idées. ». Cette remise en question de la légitimité des organisations paysannes n'est pas nouvelle. Les réformes néolibérales ont fait perdre de l'importance à ces organisations, tant dans la quantité de subsides distribués au secteur, que dans la perte de certaines prérogatives de l'assemblée *ejidale* (comme la gestion des terres) (Mackinlay, 1996). Elles sont de moins en moins des intermédiaires privilégiées par la base ; aussi parce que les caractéristiques socio-économiques (et culturelles) des *ejidatarios* correspondent de moins en moins à l'image du paysan, véhiculée par ces groupes politiques (Grammont, Mackinlay, 2006).

⁶⁴ « Un grupo del pueblo de la UNORCA se mete a hacer cosas que no debió. Se metió a invadir una finca [...]. Ellos llegaron como "paracaidistas", les decimos aquí. Van y se posesionan. Pero el dueño de la finca; aparte que es un señor rico, ha apoyado: con caminos, carreteras, cualquier cosa, que les maquilara sus cafés; ha apoyado. Esto es un apoyo. Que yo tengo y te lo presto. O te voy a cobrar pero lo estoy haciendo. Eso es un apoyo que les daba; y ahora les pagan con eso. Se metieron les destrozaron un área. [...] No voy a decir que no se necesita dinero aquí. Pero Hay que saberlo ganar: a la buena no así a la mala pues. Pobres. porque teniendo estudios: porque pensaron mal: porque no maduraron sus ideas. Ellos debieron sentarse a madurar estas ideas, si estaban buenas o malas. [...] No se vale pues que pongamos la imagen de un ejido en malo por otras personas de malos pensamientos. », entretien réalisé avec Consuelo, le 04.05.2012, à El Edén.

⁶⁵ « Quieren tierra para repartírselo. Pero ¡ya tiene dueño pues! [...] ¡Como va a aceptar que se lo quite! ¿Verdad? [...] No puede ser. Así se quejó el dueño de la finca esta. Nosotros no estamos metidos en esas cosas pues. Gracias a dios, tenemos lo que tenemos y con esto ¡basta! O si quiere más: hay que comprar otros pedazos y ya. ¿Para que más? », entretien avec José, réalisé le 07.05.2012, à El Edén.

L'autre critique présente en filigrane dans le propos de Consuelo est la référence faite aux « pauvres » : « C'est eux qui sont pauvres, parce qu'ils ont mal pensé, ils n'ont pas mûri leurs idées. ». Elle renverse alors le stigmate et vient sous-entendre la différenciation sociale qui traverse le village entre ceux qui ont une terre et qui continuent de la cultiver, et ceux qui ne parviennent plus à vivre de sa parcelle, devenant les cibles des programmes contre la pauvreté. Consuelo continue de travailler dans l'*ejido* avec sa compagne, mais de petits emplois. L'appartenance au lieu à travers le travail n'est plus le même pour ces deux groupes. Le village est investi de manière différente.

Encadré n°1. L'Union Nationale des Organisations Régionales Paysannes Autonomes (UNORCA) en quelques mots

L'Union Nationale des Organisations Régionales Paysannes Autonomes (UNORCA) est née en 1985 à Puebla. Elle réunit alors 25 organisations paysannes et lutte pour une meilleure redistribution des terres, pour des aides à la production et de meilleures conditions de commercialisation, notamment par la défense des prix garantis (Grammont, Mackinlay, 2006). L'organisation souligne aussi l'importance des savoir-faire de la paysannerie (Harvey, 1996). Plus tard et en ce sens, elle incorporera le mouvement paysan international *Vía Campesina*.

À ses débuts, tout l'enjeu de l'organisation est d'affirmer son autonomie du pouvoir politique, sa non-affiliation au PRI et de proposer ainsi une réelle alternative au CNC, véritable courroie de transmission du gouvernement. Sa structure en réseau et le pluralisme des organisations qui la composent confèrent à la fois une autonomie, une indépendance idéologique et une liberté décisionnelle dans le choix des actions de chaque organisation.

Pourtant, l'organisation intègre le Congrès Agraire Permanent (CAP), instance de concertation et de négociation créée par Salinas de Gortari (1988-1994). En la rejoignant, elle abandonne alors « toute velléité — et bientôt capacité — de confrontation, en admettant désormais que, dans ces temps de globalisation et de modernisation accélérée, celle-ci ne peut mener qu'à des impasses » (Hoffmann, Velasquez, 1997 : 412). Ainsi, en 1992, l'organisation ne s'opposera pas à la réforme de l'article 27 de la Constitution du gouvernement Salinas et pas davantage au traité de libre-échange signé aux premiers jours de l'année 1994 (Bizberg, 2003). Il s'agit en somme à la fois de s'autonomiser de l'influence du PRI, tout en gardant une étroite relation avec lui pour pouvoir influencer sur les règles et les institutions (Grammont, Mackinlay, 2006 : 694).

Au début des années 2000, l'Union signera, aux côtés d'autres organisations, le manifeste : « *El campo ya no aguanta más* » (*La Jornada*, 2 novembre 2002 ; Mestries Benquet, 2007) qui inaugurera un nouveau tournant dans les formes de revendications politiques paysannes et l'union d'organisations paysannes très diverses autour du Mouvement *El campo ya no aguanta más*.

Ma proximité avec Consuelo ne m'a pas permis de réaliser un entretien avec Valerio, son adversaire d'alors. Le jour des élections, je m'étais clairement affichée du côté des « *ejidatarios-villageois* ». Mais, trois jours après l'élection, j'ai rendez-vous avec Lucio pour faire sa généalogie familiale. Lucio soutenait la candidature de Valerio et est affilié à l'UNORCA. Il commence par me raconter de lui-même comment il a passé ces deux dernières années depuis ma venue en 2012. J'ai retranscrit notre conversation de mémoire, après notre entrevue.

Lucio commence à avoir beaucoup de contacts avec l'organisation UNORCA, me dit-il. En ce moment, il est en train de voir pour que sa fille puisse travailler dans les magasins DICONSA, organisme paraétatique distribuant des produits de première nécessité à prix réduits dans les zones rurales et marginales. Son contact : le mari de sa cousine travaille dans la sécurité à Mexico DF ; il surveille les bureaux de DICONSA. Il va tenter de passer par lui pour pouvoir laisser une lettre et qu'elle puisse remonter dans les bureaux. « C'est mieux que si je faisais la demande depuis El Edén. Depuis ici, le village, ça n'a pas de sens de demander. Il va donc falloir que j'aille à Mexico ». Le travail de sa femme, chargée de la cuisine communautaire⁶⁶, c'est grâce aux contacts de l'organisation. Ils se sont rendus deux fois à la capitale de l'État, au ministère des affaires sociales (SEDESOL), pour décrocher ledit programme. Je lui fais remarquer qu'il a l'air très occupé et qu'il voyage beaucoup. Il me répond qu'en effet avec l'organisation, il est allé à Mexico, Puebla, Veracruz, Tabasco, Campeche, Villahermosa, Tuxtla Gutiérrez, Morelos, etc. Il me raconte également le projet du patio de séchage pour le collège. Il a décroché le projet grâce à l'UNORCA. « Tout le monde me critique et tout le monde dit que je n'ai rien fait. Mais il faut pouvoir « descendre les ressources » ; connaître les bonnes personnes. Ils pensent que ce n'est pas du boulot, que les programmes vont tomber comme ça, juste en demandant... Mais il faut investir aussi : aller à Comitán, à Tuxtla... C'est de l'argent tous ces allers-retours. Et une fois dans les réunions, il faut rester trois, cinq heures... sans manger ! Il faut écouter, parler. C'est du travail tout ça, ce ne sont pas des cadeaux... Les nouveaux qui ont pris la directive ne savent pas. Ils ne connaissent personne... » C'est à ce moment-là qu'il me répète l'adjectif que d'autres avaient rapporté le jour de l'élection : « Ils ne sont pas compétitifs ».⁶⁷

⁶⁶ Programme des *Comedores Comunitarios* du SEDESOL. Voir partie II.1.2. du chapitre IV : « La multiplication des programmes d'aides ou la décentralisation de l'intervention étatique ».

⁶⁷ Carnet de terrain, le 20.06.2014, à El Edén.

Je comprends alors que la « compétitivité » dont parlait Lucio n'est pas liée exclusivement à la production agricole. Il s'agit avant tout de l'intégration des *ejidatarios* sur les marchés politiques et leur capacité de se positionner au sein des programmes d'aides, de solliciter un réseau et ainsi de « descendre les ressources ». Les organisations paysannes semblent continuer de constituer l'espace de socialisation privilégié pour l'accès aux subsides. Malgré la baisse des aides au secteur agricole, elles constituent encore une plate-forme qui potentialise l'accès aux ressources publiques.

Or, cette socialisation est un travail en soi, comme le dit Lucio, ou un investissement économique, temporel, humain important qu'il différencie des « cadeaux » : « il faut investir aussi : aller à Comitán, à Tuxtla... C'est de l'argent tous ces allers-retours. Et une fois dans les réunions, il faut rester trois, cinq heures... sans manger ! Il faut écouter, parler. C'est du travail tout ça, ce ne sont pas des cadeaux... ». Les réunions, les assemblées de l'organisation deviennent des lieux où s'échangent des informations, des manières de faire, des contacts. L'organisation permet d'étendre les sociabilités locales qui ne sont pas suffisantes (« C'est mieux que si je faisais la demande depuis El Edén. Depuis ici, le village, ça n'a pas de sens de demander. ») et ainsi de s'inscrire en contre de la vision d'assistantat ou attentiste (« Ils pensent que ce n'est pas du boulot, que les programmes vont tomber comme ça, juste en demandant »).

Conclusion du chapitre VI.

Avec la crise de la production de café, la redéfinition des marchés du travail et des interventions publiques, ce chapitre a voulu explorer comment ces changements participent aux recompositions des identités de genre et des rapports au politique. Comment continuer de composer dans une société dont les premiers cadres de socialisation ont été reconfigurés ? Quelles sont désormais les façons différenciées d'appartenir au village ?

Le paternalisme industriel, dans lequel cette génération s'est socialisée, semble avoir disparu ou est moins prégnant parce que les cadres qui le forgeaient ont été profondément redéfinis (chapitre IV). Et si le rapport à l'agriculture organisait l'ensemble des manières de se positionner au sein de la société, il contribuait aussi à construire les masculinités et les féminités.

En effet, bien que les femmes participent de plus en plus à l'économie du foyer, à la politique locale et accèdent à la propriété de la terre, et bien qu'elles mettent souvent en valeur cette ouverture des possibles pendant les entretiens, leur apport à l'économie familiale continuait d'être considéré comme une aide d'appoint et le rôle de l'époux comme central. Parallèlement, les hommes faisaient état de la difficulté de vivre de leur production de café, du contexte plus global du village, mais dans le même temps ils se chargeaient de toutes les culpabilités et à l'heure de trouver des solutions pour continuer d'apporter un salaire à la famille, c'est bien la responsabilité individuelle de chacun qui était alors invoquée.

Les scènes ethnographiques observées lors d'un meeting politique et de l'élection du nouveau *comité ejidal* rendaient compte de l'importance du développement territorial du village. Dorénavant, le village comme lieu de vie cristallise les enjeux politiques locaux. Plus de revendications productivistes ou sectorielles, ici ; les requêtes semblent unanimement liées au développement local. Mais dans le même temps, la citoyenneté locale reste encore définie à partir des anciennes catégories ejidaires et donc agricoles. Les seuls à détenir le droit de vote et à pouvoir être élu à l'assemblée sont les *ejidatarios*. Les droits politiques et les droits fonciers sur la terre sont encore unifiés.

Partie II. Les individus et les supports familiaux face aux changements...

Deux types de tension se dessinent alors peu à peu : une première, entre les détenteurs des droits politiques et les enjeux actuels de la politique locale, plus exclusivement (voire plus du tout) liés aux activités agricoles ; une seconde, au sein même des *ejidatarios*, entre ceux que j'ai appelés les *ejidatarios*-historique et les *ejidatarios*-villageois. Les premiers continuent de puiser dans les grammaires classiques de la lutte pour la terre et dans la légitimité des organisations paysannes. Les seconds ont peut-être moins de capitaux à mettre en valeur sur la scène politique locale à part le fait d'être du village (« Je suis d'ici » comme le revendique Consuelo). Ils sont en tout cas liés avant tout à l'espace résidentiel du village et ne peuvent faire appel à une légitimité qui serait historique et liée aux droits des pères fondateurs de l'*ejido*.

Conclusion générale

La question inaugurale posée par Francisco — « Aujourd’hui, qui peut survivre de la campagne ? » — a pris au long cours de la réflexion des formes différentes : comment vit-on désormais en milieu rural ? Et comment, plus précisément, parvenir à rester à l’*ejido* El Edén ? Quels changements structurels le village a-t-il traversés ? Comment la famille intervient-elle dans ces trajectoires sédentaires ? À l’aune des changements économiques, politiques et familiaux, comment se sont reconfigurées les appartenances familiales et villageoises ? Ou encore comment comprendre la sortie (partielle) de l’agriculture de ces familles quand elle ne s’accompagne pas ou peu d’une mobilité géographique pour les individus ? Au risque de la répétition et de n’être que trop didactique, cette conclusion synthétisera les quelques points fondamentaux développés dans cette thèse, avant d’exposer les limites de la démarche adoptée et les champs non explorés de la recherche devant être étudiés ultérieurement.

1. Synthèse et conclusions de la recherche

Première partie : construction de l’ancrage local

Dans un premier temps, l’analyse réflexive d’une première enquête nous a permis de comprendre comment le terrain lui-même a fait émerger deux perspectives qui seront au cœur de l’objet de cette recherche. Ma simple présence (mon propre corps) sur le terrain me rappelait d’abord à l’histoire du village. En ce sens, j’ai souhaité par la suite prêter une attention plus grande à la dimension diachronique du vécu de mes interlocuteurs. J’ai également réalisé lors de ce premier travail de terrain de nombreux récits de vie. Dans ce retour sur soi, la narration de mes interlocuteurs (surtout masculins) était teintée de pessimisme et de fatalité. Précisément, il me semble, parce que la stratégie biographique se

Conclusion

construisait sur leur seule responsabilité ; aussi parce que la méthode adoptée (les histoires de vie) poussait à mettre au cœur du récit la première personne. La famille n'apparaissait donc que de manière secondaire dans leur récit. En se mettant au centre de leur propre histoire, ils se chargeaient alors de toutes les culpabilités et difficultés face aux vicissitudes des marchés du travail ruraux. Si cela dit beaucoup de la construction des masculinités à l'œuvre dans ce contexte, je me demandais alors s'il en allait vraiment ainsi : étaient-ils donc aussi seuls qu'ils semblaient le dire ?

Pour sonder ce qui n'était pas dit ou que partiellement dans les entretiens, il me semblait important de faire émerger de manière plus significative le vécu familial des acteurs. Il s'agissait en ce sens de comprendre comment celui-ci se combinait avec le vécu individuel que mes interlocuteurs semblaient revendiquer plus grandement et de mettre ainsi en lumière le décalage entre les modèles représentationnels (ce que les gens disent) et les interactions réelles (ce qu'ils font). L'analyse réflexive du travail de terrain inaugural a ainsi permis de montrer comment le terrain lui-même a fait émerger deux dimensions fondamentales qui deviendront le cœur de l'objet de cette recherche : la dimension diachronique du vécu de mes interlocuteurs et leur vécu familial.

C'est ainsi que la méthode généalogique s'est imposée comme la plus pertinente pour une seconde enquête ; elle était propice à ce double éclairage. Littéralement, faire la généalogie de quelqu'un ce n'est pas seulement retracer ses liens de parenté et la qualité de ceux-ci, c'est aussi capter son évolution dans le temps et détailler les différentes strates (générations) qui la composent. La méthode a permis d'éclairer trois temporalités distinctes : celle de la mémoire familiale, du cycle de la vie familiale (*family life cycle*) et du parcours familial (*family life course*) (Elder, 1994). Retracer la généalogie de quelqu'un permet de penser en termes générationnels, c'est s'immiscer dans des temps sociohistoriques et familiaux différents. C'est, en somme, concevoir la famille non pas seulement comme une organisation, mais avant tout comme un processus.

Par ailleurs, la méthode a permis d'éclairer tout à la fois des cas ethnographiques et de monter légèrement en généralité, en compilant des données sur d'autres membres de la famille, au-delà de l'Ego à partir duquel se construisait la généalogie. Enfin, elle a permis d'explorer comment l'*ejido* a contribué à configurer un support familial précis, à en façonner les contours, mais aussi comment la famille elle-même, de par ses dynamiques internes, ses mécanismes propres, conditionne la circulation des protections de l'*ejido* en son sein.

La thèse s'est ensuite attachée à mieux comprendre la construction d'un territoire (le Soconusco) structuré notamment autour :

- d'une économie caféière importante dès la fin du XIXe siècle ;
- d'une politique rurale incarnée par la Réforme agraire et l'imaginaire du paysan révolutionnaire (*l'ejidatario*) ;
- et de l'apparition du support *ejidal* permettant la diffusion de trois protections fondamentales pour les *ejidatarios* (protection foncière, économique et sociopolitique). Nous avons analysé *l'ejido* comme le compromis social du capitalisme industriel en milieu rural.

L'ensemble de ces éléments contribue à construire l'ancrage local et l'affiliation symbolique de la génération étudiée à *l'ejido*. Les hommes-adultes-*ejidatarios* s'imposent comme les membres légitimes de la communauté et les héritiers de la Révolution mexicaine.

Puis, nous avons situé l'analyse au niveau général de toutes les familles rencontrées à El Edén, en tâchant d'en esquisser les contours au niveau de la génération des parents d'Ego et les processus de socialisation à laquelle elle a donné lieu pour la génération des Egos. Que signifiait pour eux être fils et filles d'*ejidatarios* ? *L'ejido* devient en effet une institution centrale sur laquelle les familles et plus précisément la première génération d'*ejidatarios* (les parents des Egos) construisent leurs trajectoires laborieuses et résidentielles. Et peu à peu, l'histoire familiale se calque sur l'histoire de *l'ejido*. La famille est profondément configurée par *l'ejido* avec des ressources qui lui sont propres et des rôles sociaux clairement définis qui se construisent à partir de celui-ci :

- aux hommes, les activités agricoles de la parcelle et politiques de *l'ejido* ;
- aux femmes, les activités domestiques de la famille.

Cette division du travail s'étend dans le champ des représentations aux façons de mettre en récit sa propre famille. Les premiers se chargent de la transmission de l'appartenance symbolique, les secondes de l'appartenance quotidienne et pratique. Il s'agit de se raconter en tant que « fils de... » pour les hommes et « mère de... » pour les femmes. Les stratégies biographiques sont le prolongement des rôles sociaux de chacun au sein de la famille.

Conclusion

La première partie de cette thèse s'est présentée comme un long préambule. Elle a permis de mieux comprendre les données recueillies et les spécificités des « supports familiaux » qui se sont construits au sein de l'*ejido* El Edén dans la période post-révolutionnaire. La ruralité telle qu'elle est vécue aujourd'hui au sein des villages du Mexique, et plus spécifiquement du Soconusco, ne peut se comprendre sans un retour sur les dynamiques historiques, politiques et socio-économiques qui ont contribué à la forger : « on ne peut [en effet] apprécier la nature et l'ampleur d'une transformation qu'en la situant par rapport à la situation qui la précède et dont elle bouleverse la configuration » (Castel, 2009 : 15). Cette première partie s'attachait également à montrer que les supports *ejidal* et familial se calquaient alors l'un sur l'autre. Mais le support de l'*ejido* est viable tant que la production agricole de café est soutenue, l'accès à la terre possible et que la reconnaissance de la gouvernance communautaire se maintient. Or, cet équilibre est fragile : la pression démographique sur les parcelles familiales, la fin de la répartition des terres et la bifurcation néolibérale opérée tant au niveau des structures économiques (financiarisation, flexibilisation des marchés du travail, tertiarisation de l'économie, etc.) que des politiques publiques viendront redéfinir cette unité entre les deux supports.

Deuxième partie : perpétuation de l'ancrage local

Dans un second temps, la thèse s'est intéressée aux transformations profondes vécues par cette « génération charnière », celle des Egos, née en moyenne dans les années 1950. Au niveau national, les années 1990 marquent une rupture dans le panorama de la société rurale mexicaine et de manière plus tranchée encore à partir des années 2000 au Chiapas. Le support *ejidal* tel qu'il a été décrit et analysé dans la première partie de cette thèse prend alors de nouvelles formes, de nouveaux contours.

En écho au débat qui a traversé la sociologie du travail en Europe, initié par des études qui prophétisaient de manière radicale « la fin du travail »¹, et dans un contexte toutefois fort différent, beaucoup se sont interrogés sur la contre-réforme agraire du début des années 1990 au Mexique en y voyant « la fin de l'*ejido* » et, en ce sens, la fin de ce qui a profondément

¹ L'ouvrage de Jeremy Rifkin, *La fin du travail*, s'attelle à démontrer comment la troisième révolution technologique, notamment, allait faire disparaître une multitude d'emplois, remettant également en question la structure et les relations salariales telles que nous les connaissons. Cette « futurologie » (Garza Toledo, 2000 : 759) à propos du travail et de l'emploi est inspirée d'une sociologie plus essayiste et théorique. Elle ne se construit pas sur un travail empirique rigoureux. Voir notamment les critiques de Castel (1998) pour l'Europe et la France ou Garza Toledo (2000) pour l'Amérique latine et le Mexique.

structuré les espaces ruraux pendant près de six décennies. Mais s'interroger sur la mort de l'institution *ejidale*, alors même qu'elle a occupé une position hégémonique dans le milieu rural — entre 1911 et 1992, l'équivalent de la moitié du territoire national avait été redistribué en terres *ejidales* (Warman, 2003² ; Zúñiga Alegría, Castillo López, 2010) — sous-entend *a minima* deux modalités de questionnements. La première serait de faire le constat de la destruction pure et simple des fondements de l'*ejido* et de la fin du pacte social agraire hérité de la Révolution mexicaine — pour cette perspective, voir notamment Calva (1993). Mais la réflexion de cette thèse a choisi de garder une posture critique face à l'idée de la disparition totale de l'*ejido* ou du désengagement absolu de l'État dans les espaces ruraux. La seconde posture — et c'est celle que nous avons privilégiée — nous invite à sonder l'ampleur de cette dégradation, plus que sa disparition, et les enjeux qui continuent de se cristalliser autour de cette institution. La « fin de l'*ejido* », comme elle a parfois été décrétée, ne peut donc être une affirmation et doit toujours être posée sur le mode interrogatif. Le quatrième chapitre du manuscrit a ainsi cherché à penser la fin de l'organisation des mondes ruraux autour de l'*ejido* à partir de celui-ci. Et ainsi d'interroger, de préciser et de contextualiser les nouvelles modalités d'existence de ce que nous appelions, dans le deuxième chapitre, le « support *ejidal* ».

En effet, avec la réforme de l'article 27 de la Constitution mexicaine, l'*ejido* ne disparaît pas, mais la nature des protections qu'il assurait tend cependant à se métamorphoser. Pour autant, les changements en milieu rural ne se font pas simplement à travers cette contre-réforme agraire. La thèse documente également les métamorphoses au sein des politiques publiques. Alors que l'État restreint son intervention dans le champ de l'agriculture, son action se réoriente sur les personnes qu'elles ont préalablement définies comme « à problèmes ». Les champs d'intervention bornés par les institutions ne semblent en effet plus être les conditions matérielles et socio-économiques, mais les populations elles-mêmes. Les personnes ciblées doivent réunir un certain nombre de caractéristiques, définies par les politiques publiques, pour pouvoir bénéficier des subsides publics : les femmes si elles sont mères de famille ou mères célibataires, les jeunes s'ils sont écoliers (boursiers), les personnes âgées, les indiens, etc. Le petit producteur des régions du Sud est désormais considéré par l'État non plus comme *campesino* ou petit-producteur comme c'était le cas lors de la première réforme agraire et de la redistribution des terres, mais comme « pauvre ». Il ne fera plus partie des politiques

² « 1911 a 1992 se entregaron a los campesinos algo más de 100 millones de hectáreas de tierras, equivalentes a la mitad del territorio de México » (Warman, 2003).

Conclusion

agricoles pour l'investissement, comme *Alianza para el campo*³, ASERCA⁴ ou PROCAMPO⁵, mais des programmes de lutte contre la pauvreté, à travers le SEMARNAT⁶ ou *Oportunidades*⁷. Le régime foncier n'est dès lors plus considéré comme une protection collective pour produire, mais bien comme une ressource individuelle pour vivre.

Ces modifications de l'intervention étatique dans la structure des aides au secteur agricole et caféier s'ajoutent à un contexte économique international très peu favorable au produit. Le café avait en effet été relativement épargné de la crise du modèle d'exportation des matières premières. Mais les années 1990, puis 2000, marquent un point d'inflexion dans la place de ce secteur au sein de l'économie mexicaine et mondiale. Plus que d'argumenter en faveur de la fin pure et simple de l'activité agricole en milieu rural, la réflexion s'est attachée à montrer la perte de sa centralité. La tertiarisation de l'activité économique chiapanèque offre de nouvelles opportunités de travail pour les familles de l'*ejido* El Edén. Cependant, ces opportunités d'emploi, alternatives à l'agriculture, restent précaires. Dans ce nouveau contexte rural, les emplois occupés par les hommes de la génération des Egos rencontrés étaient encore largement définis comme agriculteurs, alors que ce n'était plus le cas pour la génération suivante, dont les sources de revenus sont de moins en moins de provenances agricoles et l'accès à la terre bloqué par la génération précédente. Pour les deux générations (Egos et leurs enfants), les femmes sont souvent employées dans la vente (la vente à domicile notamment), le travail domestique ou détiennent un petit commerce au village. L'*ejido* n'est donc plus l'institution qui permettait de faire survivre la famille. C'est la fin de l'organisation centralisée et patriarcale de l'*ejido*. Alors, si le contrôle social peut paraître moins fort, les possibilités d'emploi plus ouvertes au sein de la communauté — surtout pour les femmes —, ce sont aussi des horizons parfois plus incertains qui s'ouvrent aux membres des familles à l'*ejido* El Edén.

Les secteurs d'activités occupés, les espaces habités, les statuts de chacun au sein de l'*ejido* ont des conséquences inévitables sur la configuration des familles ; et inversement les familles sont elles-mêmes soumises à leur agenda et à des dynamiques qui leur sont endogènes. Le

³ Programme de soutien productif à l'agriculture.

⁴ *Agencia de Servicios a la Comercialización y Desarrollo de Mercados Agropecuarios* – Agence de Services à la commercialisation et Développement des Marchés Agraires. Aide directe aux producteurs pour vitaliser la commercialisation de leur production.

⁵ *Programa de Apoyo al Campo* – Programme d'Aide à la « Campagne ».

⁶ *Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales* – Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles.

⁷ *Oportunidades* : Subsidés monétaires à l'attention des mères de famille en situation de précarité, anciennement programme PROGRESA.

cinquième chapitre de la thèse se donne à comprendre comment les configurations familiales participent à la construction des trajectoires sédentaires des Egos rencontrés. La question qui a guidé l'écriture de ce chapitre était donc la suivante : comment le support familial et les solidarités familiales peuvent-ils expliquer la diversité et la disparité des trajectoires de ceux qui sont restés ? C'est en analysant comment le support *ejidal* se redéploie dans l'organisation et le fonctionnement des familles, comment la terre, les ressources ou l'entraide familiale circulent que nous avons pu détailler différents types de territoires familiaux pouvant perpétuer l'ancrage local. La méthode généalogique a en effet permis de reconstituer les cartes des familles — *la famille telle qu'elle est*. Or, ces cartes ne reflétaient pas complètement *la famille telle qu'elle est vécue*, c'est ce que nous avons appelé le territoire familial. À partir de l'analyse de cas ethnographiques distincts, nous avons donc pu dégager différents territoires familiaux.

Si certains ont pu bénéficier d'une solidarité descendante et qui a plus à voir avec l'héritage et l'affiliation à la génération antérieure ; d'autres ont pu, au contraire, compenser cette première solidarité défaillante par une entraide plus « horizontale » où les ressources circulaient davantage entre les membres d'une même génération (les collatéraux), permettant ainsi de faire de l'individu receveur de telles aides un futur émetteur, un support des solidarités pour les générations suivantes. D'autres Egos bénéficiaient de solidarités non pas descendantes, mais ascendantes. Ainsi, en tant que filles, Leona et Consuelo relataient le rôle d'entraide qu'elles avaient dû jouer pour les générations au-dessus d'elles. Puis, ce sera à la génération suivante d'aider à leur tour leurs mères. C'est une solidarité par le bas qui structurait les familles, dont les ressources, et le patrimoine hérité ou héritable étaient limités. Ce type de solidarité « par le bas » était vécue de manière plus problématique par les Egos masculins. La terre ne constituant plus une ressource valorisable et valorisée sur la scène et l'économie locale, il était de plus en plus difficile pour eux de continuer à être le principal pilier et pourvoyeur économique de la famille, mais aussi de perpétuer l'héritage des générations antérieures.

Enfin, le dernier chapitre s'intéressait aux mutations des appartenances familiales et villageoises. Les métamorphoses des types d'emploi occupé, des modalités de tenure de la terre et des nouvelles formes d'intervention sociale, qui ont un impact sur les conditions et les styles de vie, viennent aussi reconfigurer le champ politique local tant dans les discours et les revendications qu'au cœur des pratiques politiques ; mais aussi le champ familial en

Conclusion

redéfinissant les rôles et les représentations d'une génération dont les premiers cadres de socialisation sont aujourd'hui profondément remis en question. Socialisée (premièrement) dans un contexte agraire et paternaliste, elle ne rencontre plus les mêmes conditions de production, reproduction sociale et donc de légitimation politique dans le village ou d'affiliation symbolique. Il est difficile de continuer de revendiquer une identité de producteur ou de valoriser son lien à la terre, quand il est de plus en plus difficile de mener à bien sa récolte.

En effet, bien que les femmes participent de plus en plus à l'économie du foyer, à la politique locale et accèdent à la propriété de la terre, et bien qu'elles mettent souvent en valeur cette ouverture des possibles pendant les entretiens, leur apport à l'économie familiale continuait d'être considéré comme une aide d'appoint et le rôle de l'époux comme central. Parallèlement, les hommes faisaient état de la difficulté de vivre de leur production de café, du contexte plus global du village, mais dans le même temps ils se chargeaient de toutes les culpabilités et à l'heure de trouver des solutions pour continuer d'apporter un salaire à la famille, c'est bien la responsabilité individuelle de chacun qui était alors invoquée. *In fine*, le temps des subjectivités ne semblait pas être le même que celui des expériences vécues.

Avec la dotation des terres et la formation de l'*ejido*, l'accès aux droits fonciers était indissociable de l'accès à une citoyenneté locale. Avoir des terres *ejidales*, c'était avoir des droits politiques. Si cette équation a permis l'intégration de nombreux individus à la citoyenneté, nombre d'habitants de la localité continuaient cependant d'en être exclus (comme les femmes, les ouvriers agricoles, les migrants, etc.), elle était surtout basée sur une politique de redistribution des terres et un contexte économique relativement favorable à l'activité agricole. Aujourd'hui, on assiste à la fois à une multiplication croissante et à une relative féminisation des acteurs, à un changement des enjeux politiques, mais aussi à une mise en concurrence des rhétoriques de légitimation au sein du village. L'appartenance à l'*ejido* devient un objet de revendication, pourtant deux paradigmes concurrents d'identification au territoire s'affrontent. Si certains continuent de se revendiquer de la politique agraire, de la lutte pour la terre et de son lien symbolique avec la génération précédente — ce que nous avons appelé les *ejidatarios*-historiques ; d'autres se positionnent d'une tout autre manière sur les scènes de la politique locale, peu dotés en capital agricole, ils se rallient à l'*ejido* en tant que société rurale non agricole, bénéficiant avant tout des politiques de développement rural et des programmes de lutte contre la pauvreté ; ce sont les

ejidatarios-villageois.

Ce dernier chapitre permet ainsi de mettre en lumière des manières différenciées de monopoliser un capital spatial, bien que lié au même village, et les conflits d'usages à l'œuvre autour d'un même lieu. Les différentes formes d'appartenance au lieu interrogent *in fine* l'accès à la citoyenneté et à la vie politique locale. La dualité des espaces ruraux et agricoles ne se résume pas aux oppositions Nord/Sud, producteurs compétitifs sur le marché international et national/petits producteurs d'autosubsistance. Mais cette opposition se retrouve au sein même de l'*ejido* entre les *ejidatarios* intégrés aux programmes étatiques d'aides à la production agricole, à travers les organisations paysannes, et ceux qui ne le sont pas, et qui ne vivent plus majoritairement de la production de leur parcelle.

2. Critiques et perspectives de la recherche

Limites

Au terme de ce travail, il est temps de s'attarder sur les points aveugles de cette étude provoqués, à mon sens, par des choix d'ordre méthodologique ou induits par la méthode elle-même.

Bien que j'aie réalisé des entretiens répétés avec les huit Egos et parfois complété les données avec d'autres membres de la famille, chaque généalogie reproduit une chaîne de parenté principalement du point de vue d'Ego. C'est donc quasiment à partir d'un seul informateur que nous générions des données sur parfois plus de soixante personnes. Ce qui nous amène à considérer les résultats obtenus comme relatifs et à les manipuler avec précaution.

Par ailleurs, dans le choix des huit généalogies familiales analysées (sur les dix réalisées), j'ai voulu garder une parité homme/femme. Les quatre hommes étaient tous *ejidatarios* et un seul d'entre eux n'avait pas bénéficié de l'héritage de la terre, une femme seulement avait ce même statut alors que les trois autres étaient *posesionaria* ou *avencidada* au moment de la seconde enquête de terrain en 2014. Les huit Egos appartenaient tous à la deuxième génération d'*ejidatarios* du village. Ils avaient donc tous au moins un parent *ejidatario*, fondateur de l'*ejido*. Méthodologiquement, la génération des Egos correspond donc à une

Conclusion

génération familiale précise : les fils et filles de la première génération d'*ejidatarios* du village El Edén.

Mais les Egos retenus pour l'analyse étaient nés en moyenne en 1955 : 1938 pour le plus vieux (Guillermo) et 1966 pour la plus jeune (Leona). Vingt-huit années les séparaient donc. Il aurait certainement fallu resserrer quelque peu cette borne temporelle (1938-1966). Le cycle de renouvellement d'une population est dans ce contexte plus proche de vingt que de trente ans. Pour l'échantillon recueilli, les femmes de la génération des parents des Egos avaient eu leur première enfant à l'âge de vingt ans, près de vingt-deux ans pour la génération des Egos et vingt-quatre pour leurs enfants (généalogies familiales, 2014⁸). Pourtant d'un point de vue plus qualitatif, à l'aune des récits de vie et des entretiens récoltés, ces deux Egos ont effectué leur première socialisation dans un contexte rural similaire et ont donc traversé des situations comparables. Ils représentent les deux extrémités d'une même époque.

Enfin, la mise en perspective historique et l'approche générationnelle ont peut-être contribué à construire une représentation idéalisée de l'*ejido* tel qu'il s'était formé lors de la période postrévolutionnaire ou à englober la diversité des trajectoires individuelles dans un unique contexte supposé toujours favorable et propice à l'activité agricole. Pourtant, l'analyse des difficultés de la transmission du patrimoine familial, et spécifiquement de la terre, lors du troisième et cinquième chapitre, a tout de même permis de mettre à distance et de nuancer la force du support *ejidal* pour certaines familles, puis d'éclairer les inégalités à l'œuvre au sein des solidarités familiales, l'hétérogénéité des situations et des expériences. C'est ainsi que la perspective générale de cette thèse a bien plus cherché à éclairer : « ce que font, disent et vivent [les] supposés jouets de l'histoire, sans être réduits ni à une classe, ni à une histoire homogène, ni à une seule posture politique » (Laé, Murard, 2011 : 11).

Ouvertures

La réflexion présentée ici semble ouvrir deux nouvelles pistes qu'il s'agirait de creuser et de documenter ultérieurement.

Dans la continuité de la deuxième partie du sixième chapitre⁹, le premier angle de cette recherche à approfondir est, il me semble, celui du champ politique dans le village. Il serait

⁸ Défini sur 70 des 209 femmes de l'échantillon, réparties sur trois générations.

⁹ « Mise en concurrence des appartenances villageoises dans le champ politique local ».

tout à fait pertinent de poursuivre l'analyse sur les façons différenciées d'appartenance à l'espace villageois au-delà du groupe des *ejidatarios* : les femmes, bénéficiaires du programme *Oportunidades*, ou celles qui ne le sont pas ; les *posesionarios* et *avencindados* qui produisent ou non du café ou même les populations migrantes guatémaltèques, présentes de manière permanente dans le village. Comment chaque groupe au-delà des *ejidatarios* participe de manière différenciée à la politique locale, en dehors de l'assemblée *ejidale* ? Quelles sont les multiples formes d'appropriation du village dans le champ politique ? Comment les habitants d'El Edén se retrouvent-ils autour d'investissements différenciés du lieu ? Et quels sont les conflits générés autour d'appartenances multiples à la localité ? Voici les questions qu'il conviendrait d'explorer désormais. 2018 sera une année électorale pour le Chiapas et le Mexique ; une année où ces conflits politiques risquent de s'exprimer avec vivacité.

Enfin, l'étude s'est concentrée principalement sur une seule génération, cette « génération charnière » née dans les années 1950, mais qu'en est-il des nouvelles générations ou plus spécifiquement de celle de leurs enfants ? C'est la deuxième perspective qu'il s'agirait de creuser à la suite de cette étude : « la jeunesse ». Comment et que signifie « être jeune » en milieu rural aujourd'hui ? Si, comme nous l'avons montré, le support professionnel et politique ne faisait qu'un à l'*ejido*, qu'en est-il pour les nouvelles générations qui parviennent à rester au village, mais qui ne vivent plus de l'activité agricole ? La mémoire locale autour de l'histoire *ejidale*, de la Révolution et de l'activité agricole se perpétue-t-elle au sein des plus jeunes ? Assiste-t-on à une naturalisation du monde paysan fixant une image intemporelle du travail de la terre au village ? Comment ces jeunes générations se sont-elles socialisées dans un contexte de crise et de fort déclin de l'activité agricole où les figures paternelles deviennent moins centrales ? À l'aune des changements profonds de l'*ejido*, comment se construit leur savoir généalogique désormais ? À partir de quelle institution, de quel marqueur fort ? En somme, comment la filiation symbolique à l'*ejido* se reconfigure-t-elle pour cette génération ?

Conclusion

Bibliographie

Nota bene : Pour mettre en valeur les dates de production des ouvrages et ainsi les contextualiser, la date de première parution apparaît d'abord entre crochets ; elle est suivie de la date de l'édition consultée et citée dans le corps du texte.

Pour faciliter la recherche, les différents types de source n'ont pas été différenciés ; elles sont classées par ordre alphabétique.

ABÉLÈS Marc.

(2002) « Chapitre I. Le terrain et le sous-terrain ». in GHASARIAN Christian (dir.). *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive. Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux*. Paris : Armand Colin, p. 35-43.

ACHIN Catherine, OUARDI Samira, RENNES Juliette.

(2009) « Âge, intersectionnalité, rapports de pouvoir. Table ronde avec Christelle Hamel, Catherine Marry et Marc Bessin ». *Mouvements*, n°59, p. 92-101.

ADLER-LOMNITZ Larissa.

(2012) *Redes Sociales, cultura y poder: ensayos de antropología latinoamericana*, Mexico : FLACSO México, 374 p.

AGUILAR IDÁÑEZ María José (dir.).

(2010) *La mujer rural en Castilla-La Mancha. Aspectos demográficos, ocupacionales y de actividad laboral y familiar, desde la perspectiva de género*. GIEMIC - Universidad de Castilla-La Mancha, 434 p.

ALBERTI M. Pilar.

(1998) « La organización de mujeres indígenas como instrumento de cambio en el desarrollo rural con perspectiva de género ». *Revista Española de Antropología Americana*, n°28, p. 189-213.

ALMEIDA MONTERDE Elsa Yolanda.

(2012) « Herencia y donación. Prácticas intrafamiliares de transmisión de la tierra. El caso de un ejido veracruzano. *Cuicuilco*, Vol. 19, n°54, p. 55-79.

ALONSO Ana Maria, NUGENT Daniel.

(1994) « Multiple Selective Traditions in Agrarian Reform and Agrarian Struggle : Popular Culture and State Formation in the Ejido of Namiquipa, Chihuahua ». in GILBERT, NUGENT Daniel (coord.). *Everyday forms of state formation: revolution and the negotiation of rule in modern Mexico*, Durham : Duke University Press, p. 209-246.

ALTHABE Gérard.

(1990) « Ethnologie du contemporain et enquête de terrain ». *Terrain*, n°14, p. 126-131.

Bibliographie

ANAYA MERCHANT Luis.

(1995) « La construcción de la memoria y la revisión de la Revolución ». *Historia Mexicana*, Vol. 44, n°4, p. 525-536.

GARCÍA ANDRADE Adriana.

(2013) « Una lectura del amor desde la sociología: algunas dimensiones de análisis social ». *Sociológica*, n°80, p. 155-188.

ANGUIANO TÉLLEZ.

(2008) « Chiapas: territorio de inmigración, emigración y tránsito migratorio ». *Papeles de Población*, Vol. 14, n°56, p. 215-232.

ANZALDÚA Gloria.

[1987] (1999) *Borderlands/La Frontera*. San Francisco : Aunt Lute Books, 253 p.

APPENDINI Kirsten.

(1992) *De la milpa a los tortibonos. La reestructuración de la política alimentaria en México*. Mexico: El Colegio de México, 259 p.

(2004) « Las políticas agrícolas y el desarrollo rural en América Latina en retrospectiva: viejos problemas, nuevos discursos » in VALLE RIVERA María del Carmen (ed.). *El desarrollo agrícola y rural del tercer mundo en el contexto de la mundialización*. Mexico : Plaza y Valdes, p. 193-207.

(2008) « La regularización de la tierra y la resolución de conflictos el caso de México ». in GARCÍA BARRIOS Raúl, DE LA TEJERA Beatriz, APPENDINI Kirsten (coord.). *Instituciones y desarrollo. Ensayos sobre la complejidad del campo mexicano*, Mexico : UNAM, p. 225-249.

(2010) « La regularización de la tierra después de 1992: la “apropiación” campesina de Procede ». in YÚNEZ Antonio (coord.). *Los grandes problemas de México. XI. Economía Rural*. Mexico : El Colegio de México, p. 63-94.

ARRIAGADA Irma.

(2007) « Familias latinoamericanas: cambiantes, diversas y desiguales ». *Papeles de Población*, n°53, p. 9-22.

ARIZA Marina.

(2007) « Itinerario de los estudios de género y migración en México ». en ARIZA Marina, PORTES Alejandro (coord.). *El país transnacional: migración mexicana y cambio social a través de la frontera*. Mexico : UNAM-Instituto de Investigaciones Sociales, p. 453-511.

ARIZA Marina, OLIVEIRA Orlandina de.

(2001) « Familias en transición y marcos conceptuales en redefinición ». *Papeles de Población*, n°28, p. 9-39.

(2004) « Universo Familiar y procesos demográficos ». in ARIZA Marina, OLIVEIRA Orlandina de (coord.). *Imágenes de la familia en el cambio de siglo*. Mexico : UNAM-IIS, p. 9-45.

ARIZA Marina, OLIVEIRA Orlandina de.

(2008) « Familias, pobreza y desigualdad social en latinoamérica: una mirada comparativa ». *Revista Latinoamericana de Población*, n°2, p. 73-98.

ARIZA Marina, OLIVEIRA Orlandina de (coord.).

(2004) *Imágenes de la familia en el cambio de siglo*. Mexico : UNAM-IIS, 570 p.

ASTIER Isabelle, DUVOUX Nicolas.

(2006) *La société biographique : une injonction à vivre dignement*. Paris : L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 212 p.

ATTIAS DONFUT Claudine, LAPIERRE Nicole, SEGALEN Martine.

(2002) *Le nouvel esprit de famille*. Paris : Odile Jacob, 304 p.

AUBRY Andrés.

(2005) *Chiapas a contrapelo. Una agenda de trabajo para su historia en perspectiva sistémica*. Mexico : Editorial Contrahistorias, Centro (de Estudios, Información y Documentación) Immanuel Wallerstein, 226 p.

AUGUSTINS Georges.

(2000) « À quoi servent les terminologies de parenté ? ». *L'Homme*, n°154/155, Question de parenté, p. 573-598.

AUNIS Émilie, BENET Joachim, MÈGE Arnaud, PRAT Isabelle (dir.).

(2016) *Les territoires de l'autochtonie. Penser la transformation des rapports sociaux au prisme du "local"*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 144 p.

AUTANT-DORIER Claire.

(2006) « La parenté "fétiche" ou que fait-on faire à la parenté ? Des familles turques en migration ». *European Journal of Turkish Studies* [en ligne], n°4, mis en ligne le 30 juillet 2009, consulté le 25 Mars 2013. URL : <http://www.ejts.org/document597.html>.

ARAGON Argan.

(2015) *Migrations clandestines d'Amérique centrale vers les États-Unis*. Paris : Presses Sorbonne Nouvelle, 258 p.

ARIAS Patricia.

(2003) « Diversidad rural y relaciones de género en México, ayer y hoy ». *Estudios del hombre*, n°17, p. 15-46.

(2005) « Nueva ruralidad: Antropólogos y geógrafos frente al campo hoy ». in AVILA SÁNCHEZ Héctor (coord.). *Lo urbano-rural, ¿nuevas expresiones territoriales?* Cuernavaca : Universidad Nacional Autónoma de México, Centro Regional de Investigaciones Multidisciplinarias, p.123-159.

(2009) *Del arraigo a la diáspora, dilemas de la familia rural*. Mexico : Universidad de Guadalajara-Porrúa, 302 p.

(2013) « Migración, economía campesina y ciclo de desarrollo doméstico. Discusiones y estudios recientes ». *Estudios Demográficos y Urbanos*, Vol. 28, n°1, p. 93-121.

Bibliographie

ARIZPE Lourdes.

(1978) *Migración, etnicismo y cambio económico (un estudio sobre migrantes campesinos a la ciudad de México)*. Mexico : El Colegio de México, 261 p.

(1989) *La mujer en el desarrollo de México y de América Latina*. Mexico : Universidad Nacional Autónoma de México-Centro Regional de Investigaciones Multidisciplinarias, 271 p.

AVANZA Martina, LAFERTÉ Gilles.

(2005) « Dépasser la « construction des identités » ? Identification, image sociale, appartenance ». *Genèses*, n°61, p. 134-152.

AVILA SÁNCHEZ Héctor (coord.).

(2005) *Lo urbano-rural, ¿nuevas expresiones territoriales?* Cuernavaca : Universidad Nacional Autónoma de México, Centro Regional de Investigaciones Multidisciplinarias, 358 p.

AZUELA Antonio.

(1995) « Ciudadanía y gestión urbana en los poblados rurales de Los Tuxtlas ». *Estudios Sociológicos*, n°39, p. 485-500.

BABY-COLLIN Virginie, CORTÈS Geneviève, FARET Laurent, SASSONE Susana.

(2009) « Chapitre 6. Une approche comparée des circulations migratoires latino-américaines : les cas boliviens et mexicains ». in CORTÈS Geneviève, FARET Laurent. *Les circulations transnationales. Lire les turbulences migratoires contemporaines*. Paris : Armand Collin, p. 91-108.

BACCHETTA Paola, FALQUET Jules.

(2011) « Introduction ». *Les cahiers du CEDREF* [en ligne], n°18, mis en ligne le 12 décembre 2012, consulté le 17 mars 2014. URL : <http://cedref.revues.org/670>.

BACQUÉ Marie-Hélène, FOL Sylvie.

(2007) « L'inégalité face à la mobilité : du constat à l'injonction ». *Revue suisse de sociologie*, n°33, p. 89-104.

BALLINAS Victor.

(25 juin, 2012) « El pueblo demanda justicia, no migajas: AMLO ». *La Jornada*, URL : <http://www.jornada.unam.mx/2012/06/25/politica/007n1pol>.

Banque mondiale.

<http://donnees.banquemondiale.org/>.

BARBARY Olivier, DUREAU Françoise, HOFFMANN Odile.

(2004) « Mobilité et système de lieux ». in DUREAU Françoise, BARBARY Olivier, GOUËSET Vincent, PISSOAT Olivier (coord.). *Villes et sociétés en mutations. Lectures croisées en Colombie*. Paris : Anthropos, Collection Villes, p. 69-122.

BARBIERI Teresita de.

(1984) *Mujeres y vida cotidiana*. Mexico : FCE/UNAM, Instituto de Investigaciones Sociales, 283 p.

BARTRA Armando.

(1985) *Los herederos de Zapata. Movimientos campesinos posrevolucionarios en México, 1920-1980*. Mexico : Ediciones Era, 164 p.

(1991) « Pros, contras y asegunes de la 'apropiación del proceso productivo'. Notas sobre las organizaciones rurales de productores ». en *Los Nuevos Sujetos del Desarrollo Rural*. Mexico : EDN Editores, Cuadernos de Base n°2, p. 5-22.

BARTRA Armando, OTERO Gerardo.

(2008) « Movimientos indígenas campesinos en México: la lucha por la tierra, la autonomía y la democracia ». in MOYO Sam, YEROS Paris (coord.). *Recuperando la tierra. El resurgimiento de movimientos rurales en África, Asia y América Latina*. Buenos Aires : CLACSO, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, p. 401-428.

BARTRA Roger.

(1974) *Estructura agraria y clases sociales en México*. Mexico : Ediciones Era, 182 p.

(1975) « Sobre la articulación de modos de producción en América Latina ». *Historia y Sociedad*, pp. 5-19.

(1976) « Introducción a Chayanov ». *Nueva Antropología*, Vol. I, n°3, p. 49-69.

BEAUD Stéphane, WEBER Florence.

[2003] (2010) *Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques*. Paris : La Découverte, 335 p.

BECK Ulrich.

[2001] (2008). *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*. Paris : Flammarion, Collection Champs Essais, 522 p.

BECK Ulrich, BECK-GERNSHEIM Elisabeth.

(2003) *La individualización. El individualismo institucionalizado y sus consecuencias sociales y políticas*. Barcelonne : Paidós, 367 p.

BELLIÈRE Irène.

(2009) « Autochtone ». *EspacesTemps.net* [en ligne], mis en ligne le 9 février 2009, consulté le 6 juin 2016. URL : <http://espacestemp.net/document7583.html>.

(2013) « Peuples autochtones : un construit pratico-heuristique ? Le concept à l'épreuve d'un terrain globalisé ». in GAUDEZ Florent (dir.). *Transversalités de l'altérité. Comment peut-on être socio-anthropologue aujourd'hui ? Autour de Pierre Bouvier*. Paris : L'Harmattan, Collection Logiques sociales, Série SocioAnthropo-Logiques, p. 219-231.

BELLINGERI Marco, MONTALVO Enrique.

(1982) « Lenin en México: la vía junker y las contradicciones del porfiriato ». *Revista de la dirección de Estudios Históricos del Instituto Nacional de Antropología e Historia*, n°1, p. 15-29.

BENGOA José (coord.).

(2007) *Territorios rurales en América Latina: movimientos sociales y desarrollo territorial rural en América Latina*. Santiago : Catalonia, 613 p.

Bibliographie

BENJAMÍN Thomas.

(1981) « El trabajo en las monterías de Chiapas y Tabasco 1870-1946 ». *Historia Mexicana*, Vol. 30, n°4, p. 506-529.

(1995) *Chiapas tierra rica, pueblo pobre. historia política y social*. Mexico : Grijalbo, 388 p.

BESSIÈRE Céline, BRUNEAU Ivan, LAFERTÉ Gilles.

(2014) « Introduction. Les agriculteurs dans la France contemporaine ». *Sociétés contemporaines*, Vol. 4, n°96, p. 5-26.

BESSIÈRE Céline, DOIDY Éric, JACQUET Olivier, LAFERTÉ Gilles, MISCHI Julian, RENAHY Nicolas, SENCÉBÉ Yannick (dir.).

(2007) *Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales*. Paris : INRA, Éditions Symposcience, Quae, les actes en ligne.

BEY Marguerite, COMBES Hélène.

(2011) « El intercambio en política ». *Desacatos*, n°36, p. 7-10.

BIZBERG Ilán.

(2003) « La transformation politique du Mexique : fin de l'ancien régime et apparition du nouveau ? ». *Critique internationale*, n°19, Vol. 2, p. 117-135.

(2004). « Trajectoires politiques et institutionnelles du Mexique et du Brésil : le cas des relations entre l'État et le syndicalisme ». in LAUTIER Bruno, MARQUES PEREIRA Jaime (éds.). Brésil, Mexique. *Deux trajectoires dans la mondialisation*. Paris : Karthala, p. 113-148.

BOBROW-STRAIN Aaron.

(2001) « Between a Ranch and a Hard Place: Violence, Scarcity, and Meaning in Chiapas, Mexico ». in PELUSO Nancy, WATTS Michael. *Violent Environments*. Ithaca : Cornell University Press, p. 155-187.

BOTEY Carlota.

(1997) « Mujer rural: reforma agraria y contrarreforma ». in ARANDA Josefina, BOTEY Carlota, ROBLES Rosario. *Tiempo de crisis, tiempos de mujer*. Mexico : Centro de Estudios Históricos de la Cuestión Agraria Mexicana y Fundación Ford, p. 96-180.

BOUDON Raymond.

(1986) « Individualisme et holisme dans les sciences sociales ». in BIRNBAUM Pierre, LECA Jean (coord.). *Sur l'individualisme*. Paris : Presses de la FNSP, p. 49-59.

BOULANGER Phillipe.

(2009) « An de guerre 1846 ». *La revue des Amériques* [en ligne], mis en ligne le 5 janvier 2009, consulté le 13 février 2015.

URL : <https://larevuedesameriques.wordpress.com/2009/01/05/an-de-guerre-1846/>.

BOUQUET Emmanuelle, COLIN Jean-Philippe.

(2009) « L'État, l'ejido et les droits fonciers : ruptures et continuités du cadre institutionnel formel au Mexique ». in COLIN Jean-Philippe Colin, LE MEUR Pierre-Yves, LÉONARD Éric (Ed.). *Les politiques d'enregistrement des droits fonciers : du cadre légal aux pratiques locales*, Paris : Karthala, Collection Hommes et Sociétés, p. 299-332.

BOURDEAU Vincent, COTTIN-MARX Simon, FLIPO Fabrice et al. (coord.).

(2015) « Éditorial ». *Mouvements*, n°84, p. 7-13.

BILGE Sirma.

(2009) « Théorisations féministes de l'intersectionnalité ». *Diogène*, n°225, p. 70-88.

BOURDIEU Pierre.

(1980) *Le sens pratique*. Paris : Éditions de Minuit, 480 p.

(1985) « Effet de champ et effet de corps ». *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 59, p. 73.

(1986) « L'illusion biographique ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°62, p. 69-72.

(1987) « Espace social et pouvoir symbolique ». in BOURDIEU Pierre. *Choses dites*. Paris : Éditions de Minuit, p. 147-166.

(1993) « À propos de la famille comme catégorie réalisée ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 100, p. 32-36.

(2002) *Le bal des célibataires. Crise de la société paysanne en Béarn*. Paris : Éditions du Seuil, 282 p.

(2003) « L'objectivation participante ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°150, p. 43-58.

BOURDIEU Pierre (dir.).

(1993) *La misère du monde*. Paris : Éditions du Seuil, Collection Points, 956 p.

BRAUDEL Fernand.

(1969) *Écrits sur l'histoire*. Paris : Éditions Flammarion, 314 p.

BURGUIÈRE André.

(1991) *Paysages et paysans*. Paris : Nathan, 192 p.

BURGUIÈRE André, KLAPISCH-ZUBER Christiane, SEGALIN Martine, ZONABEND Françoise.

(1986a) *Histoire de la famille. Tome 1. Mondes lointains, mondes anciens*. Paris : Armand Collin, 540 p.

(1986b) *Histoire de la famille. Tome 2. Le choc des modernités*. Paris : Armand Collin, 640 p.

Bibliographie

CALVA José Luis.

(1993) *La disputa por la tierra. La reforma del Artículo 27 y la nueva ley agraria.* Mexico : Fontamara, 244 p.

CAPRON Guénola, CORTÈS Geneviève, GUÉTAT-BERNARD Hélène.

(2005) *Liens et lieux de la mobilité. Ces autres territoires.* Paris : Belin, Collection Mappemonde, 344 p.

CARATINI Sophie.

[2004] (2012) *Les non-dits de l'anthropologie. Suivi de Dialogue avec Maurice Godelier.* Vincennes : Thierry Marchaisse, Collection Les non-dits, 187 p.

CARDOSO Fernando.

(1971) « Comentarios sobre los conceptos de sobrepoblación relativa y marginalidad ». *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales*, n°1-2, p. 70-76.

CARMACK Robert.

(1989) « El impacto de la Revolución y la reforma en las culturas indígenas de los Altos: una reseña crítica de obras recientes ». *Mesoamérica*, Vol. 10, n°18, p. 401-425.

CASTILLO Manuel Ángel.

(1999) « Causas del éxodo. Procedencia y características étnicas de la población refugiada ». *Memoria. Presencia de los refugiados guatemaltecos en México*, Première édition, Comisión Mexicana de Ayuda a Refugiados (COMAR) – Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados (ACNUR), Mexico, p. 32-39.

(2001) « Los flujos migratorios en la frontera sur de México ». *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM* [en ligne], n°2, mis en ligne le 16 juin 2006, consulté le 10 mai 2016. URL : <http://alhim.revues.org/603>.

CASTEL Robert.

(1991) « De l'indigence à l'exclusion, la désaffiliation. Précarité du travail et vulnérabilité relationnelle ». in DONZELOT Jacques (Dir.). *Face à l'exclusion. Le modèle français.* Paris : Éditions Esprit, p. 137-168.

[1995] (2007) *Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat.* Paris : Gallimard, 814 p.

(1998) « La fin du travail, un mythe démobilisateur ». *Le Monde diplomatique*, p. 24-25.

(2003) *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?* Paris : Seuil, 96 p.

(2009) *La montée des incertitudes : travail, protections, statut de l'individu.* Paris : Éditions du Seuil, 462 p.

(2012) « Penser le changement : le parcours des années 1960-2010 ». in CASTEL Robert, MARTIN Claude. *Changements et pensées du changement. Échanges avec Robert Castel.* Paris : La Découverte, p. 23-41.

CASTEL Robert.

(2013) « Jamais l'individu n'existe sans support ». Entretien avec Robert Castel ». *Contretemps* [en ligne], mis en ligne le 15 mars 2013, consulté le 15 novembre 2013. URL : <http://www.contretemps.eu/interviews/%C2%AB-jamais-individu-n%E2%80%99existe-support-%C2%BB-entretien-robert-castel>.

CASTEL Robert, MARTIN Claude.

(2012) *Changements et pensées du changement. Échanges avec Robert Castel*. Paris : La Découverte, 363 p.

CASTEL Robert, KESSLER Gabriel , MERKLEN Denis et MURARD Numa.

(2013) *Individuación, precariedad, inseguridad. ¿Desinstitucionalización del presente?* Buenos Aires : Paidós, 180 p.

CASTELLANOS CAMBRANES Julio.

(1977) *El imperialismo alemán en Guatemala. El tratado de comercio de 1887*. Guatemala : Instituto de Investigaciones Económicas y Sociales, Universidad de San Carlos, 348 p.

(1995) *¿Pioneros del desarrollo? ¿Civilizadores? Consideraciones sobre los neocolonialistas alemanes en Guatemala, 1828-1996*. Guatemala : Centro de Estudios Urbanos y Regionales, Universidad de San Carlos de Guatemala, n°3, Junio 1995, 29 p.

(2007) *Aspectos del desarrollo económico y social de Guatemala, a la luz de fuentes históricas alemanas (1868-1865)*. Guatemala : Flacso, 174 p.

CDI.

<http://www.gob.mx/cdi>

CEPAL.

(1982) *Economía campesina y agricultura empresarial: tipología de productores del Agro Mexicano*. Mexico : Siglo XXI, 339 p.

CEPAL, FAO, RIMISP.

(2003) *La pobreza rural en América Latina: lecciones para una reorientación de las políticas*. Santiago du Chili : Nations Unies, 250 p.

CHAUVEL Louis.

(1998) *Le destin des générations. Structure sociale et cohorte en France au xxe siècle*. Paris : Presses Universitaires de France, 301 p.

CHAVAROCLETTE Carine.

(1998) « La frontière des confins ou la limite territoriale entre le Nord-Ouest guatémaltèque et le Chiapas ». Paris : HSAL, n°7, p. 143-161.

(2001) « Nenton, ou le rêve américain ». *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM* [en ligne], n°2, mis en ligne le 12 janvier 2006, consulté le 4 février 2015. URL : <http://alhim.revues.org/592>.

(2011) *Frontières et identités en terres mayas : Mexique-Guatemala, XIXe-XXIe siècle*. Paris : Harmattan, 311 p.

Bibliographie

CHAYANOV Alexander.

[1925] (1974) *La organización de la unidad económica campesina*. Buenos Aires : Nueva Visión, 342 p.

CHEVALIER François.

[1960] (2006) *La formation des grands domaines au Mexique. Terre et société, XVIe-XVIIe-XVIIIe siècles*, Paris : Khartala, 536 p.

(1966) « “Ejido” et stabilité au Mexique ». *Revue française de science politique* , vol. 16, n°4, p. 717-752.

CHONCHOL Jacques.

(1963) « Análisis crítico de la reforma agraria cubana ». *El Trimestre Económico*, n°117, Vol. 30, p. 69-143.

(2003) « La reforma agraria en América Latina ». in *Proceso agrario en Bolivia y América Latina*. La Paz : CIDES-UMSA, Posgrado en Ciencias del Desarrollo Editorial, PLURAL editores, p. 205-222.

COCKCROFT James D.

(2011) *Révolution et contre-révolution au Mexique (1910-2010)*. Paris : Syllepse, 156 p.

COHEN Valerie.

(1997) « La vulnérabilité relationnelle ». *Socio-anthropologie* [en ligne], n°1, mis en ligne le 15 janvier 2003, consulté le 19 juillet 2015. URL : <http://socio-anthropologie.revues.org/74>.

COLIN Jean-Philippe, LE MEUR Pierre-Yves, LÉONARD Éric (éd.).

(2010) *Les politiques d'enregistrement des droits fonciers. Du cadre légal aux pratiques locales*. Paris : Karthala, 540 p.

COMBES Hélène.

(2011) « ¿Dónde estamos con el estudio del clientelismo? ». *Desacatos*, n°36, p. 13-32.

(2012) « Représentations de “l’achat de vote” au Mexique. D’une élection contestée à l’autre ». *Cahiers des Amériques latines*, n°69, p. 143-152.

COMBES Hélène, VOMMARO Gabriel.

(2012) « Relations clientélares ou politisation : pour dépasser certaines limites de l’étude du clientélisme ». *Cahiers des Amériques latines*, n°69, p. 17-35.

CONKLING Alfred Ronald.

(1884). *Appleton’s guide to Mexico, including a chapter on Guatemala, and a complete English-Spanish vocabulary*. Nueva York : D. Appleton and Company, 378 p.

CONNELL R. W., MESSERSCHMIDT James W.

(2015) « Faut-il repenser le concept de masculinité hégémonique ? Traduction coordonnée par Élodie Béthoux et Caroline Vincensini ». *Terrains & travaux*, n°27, p. 151-192.

COPANS Jean.

(1998) *L'enquête ethnologique de terrain*. Paris : Nathan, Collection 128, 128 p.

CORCUFF Philippe.

[2007] (2009) *Les nouvelles sociologies*. Paris : Armand Colin, Collection 128, 127 p.

CORNELIUS Wayne.

(2002) « La eficacia de la compra y coacción del voto en las elecciones mexicanas de 2000 ». *Perfiles Latinoamericanos*, Vol. 20, p. 11-31.

CORTÈS Geneviève, FARET Laurent.

(2009) *Les circulations transnationales. Lire les turbulences migratoires contemporaines*. Paris : Armand Collin, 244 p.

CORTINA VILLAR Héctor Sergio.

(1993), « Sistema de cultivo de café en el Soconusco. Notas para su estudio. in VILLAFUERTE SOLÍS Daniel (ed). *El café en la frontera sur: la producción y los productores del Soconusco*. Tuxtla Gutiérrez : Instituto Chiapaneco de Cultura, p. 52-57.

CRENSHAW Kimberlé.

(1989) « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: a Black Feminist Critique of Discrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Practice ». *University of Chicago Legal Forum*, n°89, p. 139-167.

DANIC Isabelle.

(2006) « La notion de représentation pour les sociologues. Premier aperçu ». *ESO Travaux et documents*, n°25, p. 29-32.

D'AUBETERRE María Eugenia.

(2003) « Los múltiples significados de robarse la muchacha. El robo de la novia en un pueblo de migrantes del estado de Puebla ». in ROBICHAUX David (comp.). *El Matrimonio en Mesoamérica ayer y hoy: Unas miradas antropológicas*. Mexico : Universidad Iberoamericana, p. 249-264.

DAVINSON PACHECO Guillermo.

(2006) *Herramientas de investigación social: guía práctica del método genealógico*. Mexico : Universidad Iberoamericana-Universidad de la Frontera, 133 p.

DÉCHAUX Jean-Hugues.

(1995) « Orientations théoriques en sociologie de la famille: autour de cinq ouvrages récents ». *Revue française de sociologie*, Vol. 36, n°3, p. 525-550.

(2006) « Les études sur la parenté : Néo-classicisme et nouvelle vague ». *Revue française de sociologie*, Vol. 47, n°3, p. 591-619.

[2007] (2009) *Sociologie de la famille*. Paris : La Découverte, Collection Repères, 126 p.

Bibliographie

DEHOUE Danièle.

(2006) « L'échange en politique. Le vote et sa récompense dans l'État de Guerrero ». in BEY Marguerite, DEHOUE Danièle. *La transition démocratique au Mexique. Regards croisés*. Paris : l'Harmattan, p. 131-152.

DE LA PEÑA Guillermo.

(1996) « Debates antropológicos en las crisis mexicanas: globalización, hegemonía y ciudadanía étnica ». *La Palabra y el Hombre*, n°97, p. 9-32.

DELÉAGE Estelle.

(2012) « Les paysans dans la modernité ». *Revue française de Socio-Économie*, n°9, p. 117-131.

DEL REY Alberto.

(2004) « Movilidad y longevidad en las dinámicas familiares multigeneracionales. Aplicación al medio rural del Sotavento Veracruzano, México ». Thèse de doctorat en démographie, sous la direction d'André Quesnel et Anna Cabré, Barcelone : Universidad Autónoma de Barcelona, 755 p.

(2007) « Determinants and Consequences of Internal and International Migration. The case of rural populations in the South of Veracruz, Mexico ». *Demographic Research*, Vol. 16, n°10, p. 287-314.

DEL REY Alberto, QUESNEL André.

(2007) « Las implicaciones intrafamiliares, intergeneracionales y migratorias de la política agraria en México. El caso del sur del estado de Veracruz, México ». *Ulúa. Revista de Historia, Sociedad y Cultura*, Vol. 9, p. 59-86.

DEERE Carmen Diana, LEÓN Magdalena.

[2000] (2002) *Género, Propiedad y Empoderamiento: tierra, Estado y Mercado en América Latina*. Mexico : PEUG, FLACSO-Ecuador, 502 p.

(2005) « La brecha de género en la propiedad de la tierra en América Latina ». *Estudios Sociológicos*, n°68, p. 397-439.

DE TERESA Ana Paula.

(1991) « La encuesta genealógica: una propuesta para el análisis de la reproducción de la economía campesina ». *Nueva Antropología*, Vol. 11, n°39, p. 169-187.

DEVEREUX Georges.

[1967] (1980) *De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement*. Paris : Aubier, 474 p.

DEVOLDER Daniel.

(2004) « Générations démographiques, générations familiales ». *Temporalités*, n°2, p. 16-28.

DORLIN Elsa.

(2012) « L'Atlantique féministe. L'intersectionnalité en débat ». *Papeles del CEIC*, n°83, p. 1-16.

DUBAR Claude.

(2014) « Du temps aux temporalités : pour une conceptualisation multidisciplinaire ». *Temporalités* [en ligne], n°20, mis en ligne le 18 décembre 2014, consulté le 22 mars 2015. URL : <http://temporalites.revues.org/2942>.

DUBET François.

(2005) « Pour une conception dialogique de l'individu ». *EspacesTemps.net*, Travaux, [en ligne], mis en ligne le 21 juin 2005, consulté le 10 avril 2013. URL : <http://www.espacestemp.net/articles/conception-dialogique-individu/>.

DUFUMIER Marc.

(1983) « La question agraire au Nicaragua ». *Tiers-Monde*, n°95, Vol. 24, p. 597-608.

(1986) *Les politiques agraires*. Paris : PUF, Collection Que sais-je ?, 127 p.

DUGGET Michael.

(1976) « *Marx y los campesinos* ». *Trimestre político*, n°4, pp. 87-98.

DURAND Jorge.

(1996) *Migrations mexicaines aux États-Unis*. Paris : CNRS Éditions, 214 p.

DURSTON John.

(1998) *Juventud y desarrollo rural: marco conceptual y contextual*. Serie Políticas Sociales, n°28, Santiago du Chili : CEPAL, 41 p.

DUSSEL Enrique.

(1994) *El encubrimiento del otro, hacia el origen del mito de la modernidad*. Quito : Edición Abya-Yala, 219 p.

DUTREY Philippe.

(2013) « Precariedad de la sociedad, segmentación de la política social: El caso de México ». *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, n°94, p. 25-42.

ECHEVERRI Rafael.

(2001) « La nueva ruralidad ». en PÉREZ Edelmira, FARAH Maria Adelaida. *La nueva ruralidad en América Latina. Maestría en desarrollo rural 20 años*. Bogotá : Pontificia Universidad Javeriana, p. 99-105.

ELDER Glen H.

(1994) « Time, Human Agency, and Social Change : Perspectives on the Life Course ». *Social Psychology Quarterly*, Vol. 57, n°1, p. 4-15.

ELOY Ludivine, SIDERSKY Pablo, TONNEAU Jean-Philippe.

(2009) « Le Brésil, ferme du monde ? Questions foncières et politiques de réforme agraire au Brésil ». *Géoconfluences* [en ligne], mis en ligne le 15 mai 2009, consulté le 19 juillet 2016. URL : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/etpays/Bresil/BresilScient2.htm#haut>.

ESCALANTE SEMERENA Roberto I., CATALÁN Horacio.

(2008) « Situación actual del sector agropecuario en México: perspectivas y retos ». *Economía Informa*, n°350, p. 7-25.

Bibliographie

ESCALANTE SEMERENA Roberto I., CATALÁN Horacio, GALINDO Luis Miguel, REYES Orlando.

(2008) « Desagrarización en México: tendencias actuales y retos hacia el futuro ». *Cuadernos de Desarrollo Rural*, Vol. 4, n°59, p. 87-116.

ESTEINOU Rosario.

(2008) *La familia nuclear en México: lecturas de su modernidad. Siglos XVI al XX.* Mexico : Miguel Ángel Porrúa, 246 p.

FÁBREGAS PUIG Andrés.

(2012) « Fronteras y colonialismo una reflexión desde la frontera México-Guatemala ». *Journal of Latin American and Caribbean Anthropology*, Vol. 17, n°1, p. 6-23.

FAO (ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE).

(2003) *Études sur les régimes fonciers. Tome 3. Le régime foncier et le développement rural.* Rome : FAO, 60 p.

FARET Laurent.

(2003) *Les territoires de la mobilité. Migration et communautés transnationales entre le Mexique et les États-Unis.* Paris : CNRS Éditions, 351 p.

FAVRE Henri.

(1973) *Cambio y continuidad entre los mayas.* Mexico : Siglo XXI, 381 p.

FAVRET-SAADA Jeanne.

(1977) *Les mots, la mort, les sorts.* Paris : Gallimard, 332 p.

(1990) « Être affecté ». *Gradhiva*, n°8, p. 3-9.

(2004) « Glissements de terrain. Entretien avec Jeanne Favret-Saada ». *Vacarme*, n°28, p. 4-12.

FAVRET-SAADA Jeanne, ISNART Cyril.

(2008) « En marge du dossier sur l'empathie en anthropologie ». *Journal des anthropologues* [en ligne], n°114-11, mis en ligne le 01 décembre 2009, consulté le 10 mai 2016. URL : <http://jda.revues.org/323>.

FEDER Ernest.

(1977) « Campesinistas y descampesinistas: tres enfoques divergentes (y no compatibles) sobre la destrucción del campesinado ». *Comercio Exterior*, Vol. 27, n°12, p. 1439-1446.

FRIOT Bernard.

(2004) « Liberté ou sécurité du travail. ». *L'Homme et la société*, n°152-153, p. 247-258.

GACHIE-PINEDA Maryse.

(1995) « Frontera Norte: “la visión de los vencidos” ». in GACHIE-PINEDA Maryse, RICARD Serge (dir.). *La frontière Mexique-États-Unis : Rejets, osmose et mutations*. Aix-Marseille : Publication de L’Université de Provence, p. 11-38.

GARCÍA Martha, DÉCOSSE Frédéric.

(2014) « Agricultura intensiva y políticas de migración laboral: Jornaleros centroamericanos en México y marroquíes en Francia ». *Revista Migracion y Desarrollo*, n°23, p. 5-31.

GARCÍA Brígida, OLIVEIRA Orlandina de.

(1994) *Trabajo femenino y vida familiar en México*. Mexico : El Colegio de México, 52 p.

GARZA TOLEDO Enrique de la (coord.).

(2000) *Tratado Latinoamericano de sociología del trabajo*. Mexico : El Colegio de Mexico, Facultad Latinoamericana de Sociología del trabajo, Universidad Autónoma Metropolitana, Fondo de Cultura Económica, 796 p.

GARZA TOLEDO Enrique de la.

(2000) « Fin del trabajo o trabajo sin fin ». in GARZA TOLEDO Enrique de la (coord.). *Tratado Latinoamericano de sociología del trabajo*. Mexico : El Colegio de Mexico, Facultad Latinoamericana de Sociología del trabajo, Universidad Autónoma Metropolitana, Fondo de Cultura Económica, p. 755-773.

GASCO Janine.

(1997) « The Social and Economic History of Cacao Cultivation in Colonial Soconusco, New Spain ». in SZOGYI Alex (Edit.). *Chocolate: Food of the Gods*. Westport : Praeger, p. 155-164.

GEERTZ Clifford.

(1996) *Ici et là-bas : l’anthropologue comme auteur*. Paris : Métailié, 155 p.

GHASARIAN Christian.

(1997) « Les désarrois de l’ethnologue ». *L’Homme*, n°143, p. 189-198.

(2002) « Sur les chemins de l’ethnographie réflexive ». in GHASARIAN Christian (dir.). *De l’ethnographie à l’anthropologie réflexive. Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux*. Paris : Armand Colin, p. 5-33.

GIARRACCA Norma (coord.).

(2001) *¿Una nueva ruralidad en América Latina?* Buenos Aires : Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, CLACSO, 382 p.

GILBERT M. Joseph, NUGENT Daniel (eds.).

(1994) *Everyday Forms of State Formation : Revolution and the Negotiation of Rule in Modern Mexico*. Durham : Duke University Press, 432 p.

(2002) *Aspectos cotidianos de la formación del estado: la revolución y la negociación del mando en el México moderno*. Mexico : Edición Era, 301 p.

Bibliographie

GILLY Adolfo.

[1971] (1995) *La Révolution mexicaine. 1910-1920 : une révolution interrompue, une guerre paysanne pour la terre et le pouvoir*. Paris : Éditions Syllepse, 299 p.

GILLY Adolfo.

(1979) « La guerra de clases en la Revolución Mexicana (revolución permanente y auto-organización de las masas) ». in GILLY Adolfo, CÓRDOVA Arnaldo, BARTRA Armando, AGUILAR MORA Manuel, SEMO Enrique. *Interpretaciones de la Revolución Mexicana*. Mexico : Nueva Imagen, p. 21-54.

GODELIER Maurice.

(2004) *Métamorphoses de la parenté*. Paris : Fayard, 679 p.

GOFFMAN Erving.

(1973) *La Présentation de soi. La Mise en scène de la vie quotidienne I*. Paris : Éditions de Minuit, Collection Le sens commun, 256 p.

GOLINI Antonio.

(2004) « Tendances démographiques et rapports entre générations ». in CASELLI G., VALLIN J., WUNSCH G. (dir.). *Démographie : analyse et synthèse*, tome 6, Population et société, éditions de l'Institut National d'Études Démographiques, p. 85-116.

GÓMEZ, Sergio E.

[2002] (2008) *La "Nueva Ruralidad": ¿Qué tan Nueva?* Santiago : LOM Ediciones, 233 p.

GONZÁLEZ CORNEJO Andrea Paula.

(2010) « Trabajadores agrícolas guatemaltecos en el corte de café del Soconusco, Chiapas, y sus condiciones laborales ». in SÁNCHEZ GÓMEZ Martha Judith, LUTZ BACHÈRE Bruno (coords.). *Balance y perspectivas del campo mexicano: a más de una década del TLCAN y del movimiento zapatista. Tomo III. Migraciones y movilidad laboral*. Mexico : Universidad Nacional Autónoma de México, Asociación Mexicana de Estudios Rurales, p. 97-119.

GONZÁLEZ MONTES Soledad.

(2003) « Las relaciones intergeneracionales y de género en la transición de una economía campesina a una economía diversificada ». in FOWLER-SALAMINI Heather, KAY VAUGHAN Mary (coord.). *Mujeres del campo mexicano, 1850-1990*. Mexico : El Colegio de Michoacan, p. 273-293.

(2010) « Conflictividad conyugal y separaciones en un municipio rural del centro de México, 1970-2000 ». in BAITENMANN Helga, CHENAUT Victoria, VARLEY Ann (coord.). *Los códigos del género. Prácticas del derecho en el México contemporáneo*. Mexico : Universidad Nacional Autónoma de México, Programa Universitario de Estudios de Género, p. 253-274.

GONZÁLEZ NAVARRO Moisés.

(1966) « Le développement économique et social du Mexique ». *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, n°4, p. 842-858.

GONZÁLEZ ROA Fernando.

(1919) *El aspecto agrario de la Revolución Mexicana*. Mexico : Poder ejecutivo federal, Departamento de Aprovisionamientos Generales, Dirección de Talleres Graficos, 328 p.

GORDILLO Gustavo.

(1988) *Campesinos al asalto del cielo: una reforma agraria con autonomía*. Mexico : Siglo XXI, 282 p.

GORDON ROPOPORT Sara.

(1996) « Entre la eficacia y la legitimidad: el Pronasol como política social ». in CASAS Rosalba et al. *Las Políticas Sociales de México en los años noventa*. Mexico : Instituto Mora, FLACSO, UNAM, Plaza y Valdes Editores, p. 247-260.

GRAMMONT Hubert Carton de.

(1991) « L'agriculture mexicaine face au traité de libre-échange ». *Problèmes d'Amérique latine*, n°3, p. 73-89.

(1996) *Neoliberalismo y organización social en el campo mexicano*. Mexico : Plaza y Valdés, 486 p.

(2008). « El concepto de nueva ruralidad ». in CLACSO, *La Nueva Ruralidad en América Latina: avances teóricos y evidencias empíricas*. Bogotá : Pontificia Universidad Javeriana, CLACSO, p. 23-44.

(2009a) « La desagrarización del campo mexicano ». *Convergencia*, n°50, p. 13-55.

(2009b) « La nueva estructura ocupacional en los hogares rurales mexicanos ». en Hubert Carton de GRAMMONT, MARTÍNEZ VALLE Luciano. *La pluriactividad en el campo latinoamericano*. Quito : FLACSO, Sede Ecuador, p. 273-298.

(2010) « La Nueva ruralidad ¿un concepto útil para repensar la relación campo-ciudad en América Latina? ». *Ciudades*, n°85, p. 2-6.

GRAMMONT Hubert Carton de, LARA FLORES Sara, SÁNCHEZ GÓMEZ Martha Judith.

(2004) « Migración rural temporal y configuraciones familiares (los casos de Sinaloa, México; Napa y Sonoma, EE.UU.) ». en ARIZA Marina Ariza, OLIVEIRA de Orlandina (coord.). *Imágenes de la familia en el cambio de siglo*. Mexico : UNAM-IIS, p. 357-385.

GRAMMONT Hubert Carton de, MACKINLAY Horacio.

(2006) « Las organizaciones sociales campesinas e indígenas frente a los partidos políticos y el Estado, México, 1938-2006 ». *Revista Mexicana de Sociología*, n°68, Vol. 4, p. 693-729.

GRAMMONT Hubert Carton de, MARTÍNEZ VALLE Luciano (coord.).

(2009) *La pluriactividad en el campo latinoamericano*. Quito : FLACSO Sede Ecuador, 307 p.

GREEN Nancy L.

(2002) *Repenser les migrations*. Paris : PUF, 138 p.

Bibliographie

GRENIER Fernand.

(1964) « Agriculture et réforme agraire en Bolivie ». *Cahiers de géographie du Québec*, n°17, Vol. 9, p. 25-39.

GROS Christian.

(2006) « Nationaliser l'Indien, ethniciser la nation. L'Amérique latine face au multiculturalisme ». in GROS Christian, STRIGLER Marie-Claude (dir.). *Être Indien dans les Amériques*. Paris : Édition de l'Institut des Amériques, p. 263-272.

GUTELMAN Michel.

[1971] (1980) *Capitalismo y reforma agraria*. Mexico : Edición Era, 290 p.

GUTELMAN Michel, DUMONT René.

(1963) « L'agriculture cubaine : la réforme agraire et les problèmes nouveaux ». *Études rurales*, n°8, p. 62-83.

HAMBERGER Klaus, HOUSEMAN Michael, GRANGE Cyril.

(2009) « La parenté radiographiée : un nouveau logiciel pour le traitement et l'analyse des structures matrimoniales ». *L'Homme*, n°191, p. 107-138.

HARAWAY Donna J.

[1991] (1995) *Ciencia, cyborgs y mujeres. La reinención de la naturaleza*. Valencia : Ediciones Cátedra, 431 p.

HARVEY Neil.

(1998) *La rebelión de Chiapas. La lucha por la tierra y la democracia*. Mexico : Edición Era, 301 p.

HEINEN Jacqueline.

(2001) « Introduction ». *Cahiers du Genre*, n°30, p. 5-26.

HERNÁNDEZ CASTILLO Rosalva Aída.

(1995) « Invention de traditions: encuentros y desencuentros de la población mame con el indigenismo mexicano ». *Anuario 1994 del Centro de Estudios Superiores de México y Centroamérica*. Tuxtla Gutiérrez : Universidad de Ciencias y Artes de Chiapas, Centro de Estudios Superiores de México y Centroamérica, p. 146-171.

(2008) *Procesos contemporáneos de conformación de identidades indígenas en la frontera sur de Chiapas*. Mexico : Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indios, 190 p.

(2012) *Sur profundo. Identidades indígenas en la frontera Chiapas-Guatemala*. Mexico : CIESAS, CDI, Publicaciones de la Casa Chata, 174 p.

HERNÁNDEZ CHÁVEZ Alicia.

(1979) « La defensa de los finqueros en Chiapas 1914-1920 ». *Historia Mexicana*, Vol. 28, n°3, p. 335-369.

HERPIN Nicolas, DÉCHAUX Jean-Hugues.

(2004) « Entraide familiale, indépendance économique et sociabilité ». *Économie et statistique*, n°373, p. 3-32.

HERRERA TAPIA Francisco.

(2009) « Apuntes sobre las instituciones y los programas de desarrollo rural en México: Del Estado benefactor al Estado neoliberal ». *Estudios sociales*, Vol. 17, n°33, p. 7-39.

HEVIA DE LA JARA Felipe.

(2009) « De Progres a Oportunidades: efectos y límites de la corriente cívica en el gobierno de Vicente Fox ». *Sociológica*, Vol. 24, n°70, p. 43-81.

(2010) « Uso político de programas sociales y nuevos intermediarios institucionales: el Programa Progres/Oportunidades en el sur de Veracruz ». *Desacatos*, n°34, p. 19-132

HODGES Donald Clark, GANDY Ross.

(2002) *Mexico, the End of the Revolution*. West-Port : Praeger, 213 p.

HOFFMANN Odile.

(1992) *Tierras y territorio en Xico, Veracruz*, Veracruz : Gobierno del Estado de Veracruz, 287 p.

(1996) « La tierra es mercancía... y mucho más: el mercado de tierras ejidales en Veracruz ». in GRAMMONT Hubert Carton de, TEJERA GAONA Héctor. *La sociedad rural mexicana frente al nuevo milenio: 3. El acceso a los recursos naturales y el desarrollo sustentable*. Mexico : Plaza y Valdes, p. 41-80.

(1997) « L'ejido : laboratoire des pratiques sociales et fondement de la ruralité contemporaine au Mexique ». in GASTELLU Jean-Marc, MARCHAL Jean-Yves (eds.). *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du vingtième siècle*. Paris : Orstom, p. 401-416.

HOFFMANN Odile, VELASQUEZ Emilia.

(1997) « Les organisations paysannes des années 90 au Mexique : le difficile cheminement entre concertation et récupération ». *Tiers-Monde*, n°150, Vol. 38, p. 409-425.

HOGGART Richard.

(1991) *33 Newport Street. Autobiographie d'un intellectuel issu des classes populaires anglaises*. Paris : Éditions du Seuil, 288 p.

INEGI.

(1930) (1990) *Censo Agricola Ganadero*. [http://www.inegi.org.mx/censos y conteos/consulta interactiva de datos](http://www.inegi.org.mx/censos_y conteos/consulta_interactiva_de_datos).

(1994) *Estadísticas Históricas de México, Anuarios Estadísticos*.

(2000) (2010) *Censo de Población y Vivienda*. [http://www.inegi.org.mx/censos y conteos/consulta interactiva de datos](http://www.inegi.org.mx/censos_y conteos/consulta_interactiva_de_datos).

(2005) *Conteos de Población*. [http://www.inegi.org.mx/censos y conteos/consulta interactiva de datos](http://www.inegi.org.mx/censos_y conteos/consulta_interactiva_de_datos).

(2007) *Censo Agropecuario y Ejidal*. [http://www.inegi.org.mx/censos y conteos/consulta interactiva de datos](http://www.inegi.org.mx/censos_y conteos/consulta_interactiva_de_datos).

Bibliographie

INEGI.

(2013) *Encuesta Nacional de Ocupación y Empleo*.
<http://www.inegi.org.mx/est/contenidos/Proyectos/encuestas/hogares/regulares/enoe/>.

INM.

(1997) (2005) (2010) *Registros del Instituto Nacional de Migración*.
<http://www.inm.gob.mx/>.

JACOB Jean-Pierre, LE MEUR Pierre-Yves.

(2010) « Introduction : citoyenneté locale, foncier, appartenance et reconnaissance dans les sociétés du Sud ». in JACOB Jean-Pierre, LE MEUR Pierre-Yves (dir.). *Politique de la terre et de l'appartenance. Droits fonciers et citoyenneté locale dans les sociétés du Sud*. Paris : Karthala, p. 5-43.

KAUSKY Karl.

[1974] (1984) *La cuestión agraria. Estudios de las tendencias de la agricultura moderna y de la política agraria de la socialdemocracia*. Mexico : Siglo XXI, 540 p.

KAY Cristóbal.

(1975) « Réforme agraire et révolution dans le Chili d'Allende ». *Études rurales*, n°59, p. 51-71.

(1995) « El desarrollo excluyente y desigual en la América Latina rural ». *Nueva Sociedad*, n°137, p. 60-81.

(1998) « ¿El fin de la reforma agraria en América Latina? El legado de la reforma agraria y el asunto no resuelto de la tierra ». *Revista Mexicana de Sociología*, Vol. 60, n°4, p. 63-98.

(2007) « Algunas reflexiones sobre los estudios rurales en América Latina ». *Iconos. Revista de Ciencias Sociales*, n°29, p. 31-50.

(2009) « Estudios rurales en América Latina en el periodo de globalización neoliberal: ¿una nueva ruralidad? ». *Revista Mexicana de Sociología*, Vol. 71, n°4, p. 607-645.

KERGOAT Danièle.

[2001] (2010) « Le rapports social de sexe. De la reproduction des rapports sociaux à leur subversion ». *Actuel Marx*, n°30, p. 85-100.

KRANTZ Lasse.

(1977) « El campesino como concepto analítico ». *Nueva Antropología*, n°6, p. 87-98.

LAÉ Jean-François, MURARD Numa.

(2011) *Deux générations dans la débîne. Enquête dans la pauvreté ouvrière*. Paris : Bayard, 420 p.

LAFERTÉ Gilles.

(2014) « Des études rurales à l'analyse des espaces sociaux localisés ». *Sociologie*, n°5, p. 423-439.

LAFERTÉ Gilles, RENAHY Nicolas.

(2003) « “Campagnes de tous nos désirs”... d’ethnologues ». *L’Homme*, n°166, p. : 225-34.

LAHIRE Bernard.

(1998) « Scène I. L’acteur pluriel ». *L’Homme pluriel. Les ressorts de l’action*. Paris : Nathan, p. 25-50.

[2005] (2007) *L’esprit sociologique*. Paris : La Découverte, Collection Poche, 435 p.

(2013) *Dans les plis singuliers du social : individus, institutions, socialisations*. Paris : La Découverte, 173 p.

LARA FLORES Sara María.

(2010a) « Los “encadenamientos migratorios” en regiones de agricultura intensiva de exportación en México ». en LARA FLORES Sara María (coord.). *Migraciones de trabajo y movilidad territorial*. Mexico : Miguel Ángel Porrúa, p. 251-277.

(2010b) « Movilidad y migración de familias jornaleras: Una mirada a través de genealogías ». *Empiria. Revista de Metodología de las Ciencias Sociales*, n°19, p.183-203.

LEACH Edmund.

[1961] (1971) *Rethinking Anthropology*. Londres : THE Athlone Press & New York: Humanities Press Inc, 143 p.

(1961) *Pul Eliya: a village in Ceylon*. Cambridge : Cambridge University Press, 344 p.

LE BART Christian, CORCUFF Philippe, DE SINGLY François.

(2010) *L’individu aujourd’hui. Débats sociologiques et contrepoints philosophiques*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, Collection Res Publica, 400 p.

LECLERC-OLIVE Michelle.

(1997) *Le dire de l’événement (biographique)*. Villeneuve d’Ascq : Presses Universitaire du Septentrion, 258 p.

LEFEBVRE Henri.

[1968] (1974) *Le Droit à la ville* suivi de *Espace et politique*. Paris : Éditions du Seuil, 281 p.

LEHMANN David.

(1980) « Proletarización campesina: de las teorías de ayer a las practicas de mañana ». *Nueva Antropología*, n°14, p. 65-86.

LEIRIS Michel.

[1934] (1981) *L’Afrique fantôme*. Paris : Éditions Gallimard, Collection Tel, 658 p.

LEMERCIER Claire.

(2008) « Renouveler l’histoire de la famille ». *Informations sociales*, n°147, Vol. 3, p. 94-103.

Bibliographie

LÉONARD Éric.

(2004) « La réforme agraire mexicaine comme processus de frontière. Logiques d'autonomisation, ancrage de l'État et production institutionnelle dans la région des Tuxtlas ». *Autrepart*, n°30, p. 97-116.

(2008) « Marché foncier, asymétries de pouvoir et exclusion ». *Économie rurale*, n°303-304-305, p. 136-153.

(2010) « L'économie très politique d'un programme de titularisation foncière. Trajectoires locales d'endogénéisation du changement légal en milieu rural mexicain ». in COLIN Jean-Philippe, LE MEUR Pierre-Yves, LÉONARD Éric (éd.). *Les politiques d'enregistrement des droits fonciers : du cadre légal aux pratiques locales*. Paris : Karthala, p. 365-403.

(2011) « Pluralisme institutionnel et reconfigurations de l'ejido au Mexique. De la gouvernance foncière au développement local ». *Problèmes d'Amérique latine*, Vol.1, n°79, p. 13-34.

LÉONARD Éric, FOYER Jean.

(2011a) *De l'intégration nationale au développement durable. Trajectoire nationale et production locale de la politique rurale au Mexique*. Mexico : CEDRSSA, 215 p.

(2011b) *De la integración nacional al desarrollo sustentable: trayectoria nacional y producción local de la política rural en México*. Mexico : CEDRSSA, 466 p.

LÉONARD Éric, LOSCH Bruno.

(2005) « L'insertion de l'agriculture mexicaine dans le marché nord-américain : changements structurels, mutations de l'action publique et recompositions de l'économie rurale et régionale ». Montréal : Colloque Rinos – CEIM UQAM, Intégrations régionales et stratégies de développement, 27 p.

LÉONARD Éric, LOSCH Bruno, RELLO Fernando.

(2007) « Recomposiciones de la economía rural y mutaciones de la acción pública en el México del TLCAN ». *Trace*, n°52, p. 13-29.

LÉONARD Éric, QUESNEL André, DEL REY Alberto.

(2004) « De la comunidad territorial al archipiélago familiar. Movilidad, contractualización de las relaciones intergeneracionales y desarrollo local en el estado de Veracruz ». *Estudios sociológicos*, Vol. 22, n°3, p. 557-589.

LÉONARD Éric, VELÁZQUEZ H. Emilia.

(2007) « La producción local de la regulación agraria: del reparto agrario al Procede. Autonomía local y resignificación del cambio legal en una micro-región indígena del Istmo veracruzano ». *Ulúa. Revista de Historia, Sociedad y Cultura*, n°9, p. 155-194.

LERMAN ALPERSTEIN Aída.

(1989) *Comercio exterior e industria de transformación en México, 1910-1920*. Mexico : Plaza y Valdés, 182 p.

LERNER Susana, SZASZ Ivonne (coord.).

(2008) Salud reproductiva y condiciones de vida en México. Mexico : El Colegio de México, 479 p.

LÉVI-STRAUSS Claude.

[1947] (1967) *Les structures élémentaires de la parenté*. Paris : Mouton & Co, Maison des sciences de l'homme, 591 p.

[1955] (2001) *Tristes Tropiques*. Paris : Pocket, Collection Terre Humaine Poche, 512 p.

(1986) « Préface ». in BURGUIÈRE André, KLAPISCH-ZUBER Christiane, SEGALÉN Martine, ZONABEND Françoise, *Histoire de la famille. 1. Mondes lointains, mondes anciens*. Paris : Armand Collin, p. 9-13.

LE WITA Béatrix.

(1984) « La mémoire familiale des classes moyennes parisiennes ». *Ethnologie Française*, Vol.19, n°1, p. 57-65.

(1988). *Ni vue, nie connue. Approche ethnographique de la culture bourgeoise*, Paris : Éditions de la MSH, 200 p.

LLAMBÍ INSUA Luis.

(1996) « Globalización y nueva ruralidad en América Latina: una agenda teórica de investigación ». in LARA FLORES Sara, CHAUVET Michelle (coord.). *La sociedad rural mexicana mexicana frente al nuevo milenio. Vol. I. La inserción de la agricultura mexicana en la economía mundial*. Mexico : Plaza y Valdés, p. 75-98.

LLAMBÍ INSUA Luis, PÉREZ CORREA Edelmira.

(2007) « Nuevas ruralidades y viejos campesinismos. Agenda para una nueva sociología rural latinoamericana ». *Cuadernos de Desarrollo Rural*, n°59, Vol. 4, p. 37-61.

LÓPEZ ARÉVALO Jorge.

(1996) *El sector agrícola de Chiapas frente al tratado de libre comercio de América del norte*. Mexico : Universidad Autónoma de Chiapas, 204 p.

LUCAS Ann.

(1982). « El debate sobre los campesinos y el capitalismo en México ». *Comercio Exterior*, n°4, p. 371-383.

LUGONES María.

(2008) « Colonialidad y género ». *Tabula Rasa*, n°9, p. 73-101.

LUTZ Bruno.

(2014) « Formación histórica de la sociología rural: proceso de civilización del indio y del campesino en México (1870-1960) ». *Sociológica*, n°81, p. 161-197.

LUTZ Catherine, ABU-LUGHOD Lila.

(1990) *Language and the Politics of Emotion*. Cambridge : Cambridge University Press, 217 p.

Bibliographie

LYOTARD Jean-François.

(1993) *Le Postmoderne expliqué aux enfants : Correspondance, 1982-1985*. Paris : Libr. Générale Française, 150 p.

MACKINLAY Horacio.

(1991) « La política de reparto agrario en México (1917-1990) y las reformas al artículo 27 constitucional ». in MASSOLO Alejandra *et al.* (Eds.). *Procesos rurales y urbanos en el México actual*. Mexico : Universidad Autónoma Metropolitana Unidad Iztapalapa, p. 117-167.

(1996) « El agro en México: un futuro incierto después de las reformas ». in MACKINLAY Horacio, BOEGE Eckart (coord.) *La sociedad rural mexicana frente al nuevo milenio. Volume 3. El acceso a los recursos naturales y el desarrollo sustentable*. Mexico : INAH-UNAM, Plaza y Valdés, p. 21-39.

MACKINLAY Horacio, OTERO Gerardo.

(2006) « Corporativismo estatal y organizaciones campesinas: hacia nuevos arreglos institucionales ». en OTERO Gerardo (ed.). *México en transición: Globalismo neoliberal, Estado y Sociedad civil*. Mexico : Miguel Ángel Porrúa, p. 135-153.

MADERA PACHECO Jesús.

(2000) « Organización y características sociodemográficas de las unidades domésticas de producción campesina. ». *Papeles de Población*, Vol. 6, n°26, p. 151-177.

MALINOWSKI Bronislaw.

[1922] (1963) *Les Argonautes du Pacifique occidental*. Paris : Éditions Gallimard, 606 p.

MALLON Florencia E.

(1995) *Peasant and Nation: The Making of Postcolonial Mexico and Peru*. Berkeley CA : University of California press, 472 p.

(2001) « Promesa y dilema de los Estudios Subalternos: perspectivas a partir de la historia latinoamericana ». in RODRÍGUEZ Ilena. *Convergencia de Tiempos. Estudios subalternos/contextos latinoamericanos. Estado, cultura, subalternidad*. Amsterdam, Atlanta : Rodopi, p. 117-154.

MANÇANO FERNANDES Bernardo.

(2014) « Cuando la agricultura familiar es campesina ». en HIDALGO F. Francisco, HOUTART François, LIZÁRRAGA A. Pilar (Eds.). *Agriculturas campesinas en Latinoamérica. Propuestas y desafíos*. Quito : Editorial IAEN, p. 19-34.

MANDUJANO Isain.

(10 juillet, 2012) « Manuel Velasco gastó más de mil MDP en su campaña: PRD ». *Proceso*, URL : <http://www.proceso.com.mx/313806/manuel-velasco-gasto-mas-de-mil-mdp-en-su-campana-prd>.

MARRONI Maria da Gloria.

(1995) « Trabajo rural femenino y relaciones de género ». en GONZÁLEZ MONTES Soledad, SALLES Vania (coord.). *Relaciones de género y transformaciones agrarias*. Mexico : El Colegio de México, p. 135-162.

MARTIN Claude.

(2001) « Changements et permanences dans la famille ». in HUERRE P., RENARD L.. *Parents et adolescents. Des interactions au fil du temps*. Paris : Éditions Erès, Collection Enfances & Psy, p. 17-37.

MARTÍNEZ María José.

(2010) « Nueva Ruralidad: La “remake” del término pluriactividad ». *Nómadas. Revista Crítica de Ciencias Sociales y Jurídicas*, n°26, sp.

MARTÍNEZ HUERTA David.

(29 juin, 2012) « El PVEM compró votos en Chiapas al lado de las casillas... fue un descaro, acusa oposición ». *Sin embargo*, URL : <http://www.sinembargo.mx/29-06-2015/1394447>.

MARTÍNEZ MORALES Cristina.

(2004a) « Transformación de la actividad cafetalera en los años noventa ». in RUBIO Blanca (coord.). *El sector agropecuario mexicano frente al nuevo milenio*. Mexico : Plaza y Valdés, p. 109-146.

(2004b) « Orientación neoliberal del desarrollo agropecuario ». in VALLE RIVERA María del Carmen (coord.). *El desarrollo agrícola y rural del tercer mundo en el contexto de la mundialización*. Mexico : Plaza y Valdes, p. 209-225.

MARTÍNEZ VELASCO Germán.

(1994) *Plantaciones, trabajo guatemalteco y política migratoria en la frontera sur de México*. Mexico : Gobierno del Estado de Chiapas, Consejo Estatal de Fomento a la Investigación y Difusión de la Cultura Dif-Chiapas, Instituto Chiapaneco de Cultura, 197 p.

(2014) « Inmigrantes laborales y flujo en tránsito en la Frontera Sur de México: dos manifestaciones del proceso y una política migratoria ». *Revista Mexicana de Ciencias Políticas y Sociales*, Vol. 59, n°220, p. 261-294.

MAUGER Gérard.

(1991) « Enquêter en milieu populaire ». *Genèses*, n°6, p. 125-143.

MAYER Nona.

(1995) « L'entretien selon Pierre Bourdieu. Analyse critique de *La misère du monde* ». *Revue française de sociologie*, n°36, p. 355-370.

MENDOZA ONTIVEROS Martha Marivel.

(2010) « El compadrazgo desde la perspectiva antropológica ». *Alteridades*, Vol. 20, n°40, p. 141-147.

MENDRAS Henri.

[1967] (1992) *La Fin des paysans*. Paris : Actes-Sud, 446 p.

Bibliographie

MENTZ Brigida von.

(1988) « Empresas mercantiles y fincas cafetaleras en la década de 1910–1920. Las empresas alemanas en general ». in MENTZ Brigida von, RADKAU Verena, SPENSER Daniela, PÉREZ MONTFORT Ricardo (eds.). *Los empresarios alemanes, el Tercer Reich y la oposición de derecha a Cárdenas. Tome 1.* Mexico : CIESAS, Ediciones de la Casa Chata, Collection Miguel Othón de Mendizába, p. 89-105.

MERKLEN Denis.

(2003) « Du travailleur au pauvre. La question sociale en Amérique latine ». *Études rurales*, n°165-166, p. 171-196.

MERKLEN Denis, PLEYERS Geoffrey.

(2011) « La localisation des mouvements sociaux ». *Cahiers des Amériques latines*, n°66, p. 25-37.

MESTRIES BENQUET Francis.

(2007) « El movimiento el Campo no Aguanta Más: hacia un proyecto campesino de desarrollo agrícola nacional ». en SANCHEZ ALBARRAN Armando (coord.). *El movimiento el Campo no Aguanta Más: hacia un proyecto campesino de desarrollo agrícola nacional.* Mexico : Miguel Ángel Porrúa, p. 189-228.

MÉTRAL Jean.

(1999) « Du lignage comme unité d'investigation à sa redéfinition conceptuelle. Entretien avec Jean Métral ». *Cahier de recherche du GREMMO*, Lyon : Maison de l'Orient Méditerranéen, p. 9-16.

MEYER Jean, WOMACK John.

(1997) « Diálogos sobre la historiografía de la revolución Mexicana ». in MUSSET Alain, CALVO Thomas. *Des Indes occidentales à l'Amérique latine I/II.* Paris : ENS Éditions, p. 543-558.

MIGNOLO Walter.

(2000) « Diferencia colonial y razón posoccidental ». in CASTRO-GÓMEZ Santiago (ed.). *La reestructuración de las ciencias sociales en América Latina.* Bogotá : Centro Editorial Javeriano, Collection Pensar, p. 3-28.

MISCHI Julian.

(2008) « Observer la politisation des ruraux sous l'angle des sociabilités : enjeux et perspectives ». in ANTOINE Annie, MISCHI Julian (eds.). *Sociabilité et politique en milieu rural.* Rennes : Presses Universitaires de Rennes, p. 7-21.

MISCHI Julian, RENAHY Nicolas.

(2008) « Pour une sociologie politique des mondes ruraux ». *Politix*, n°83, p. 9-21.

MOHIA Nadia.

(2008) *L'expérience de terrain. Pour une approche relationnelle dans les sciences sociales.* Paris : La Découverte, 304 p.

MONDHER Kilani.

(1992). *La construction de la mémoire. Le lignage et la sainteté dans l'oasis d'El Ksar.* Genève : Labor et Fibes, 350 p.

MORAGA Cherríe.

(1981) « La Guërra ». in ANZALDÚA Gloria, MORAGA Cherríe. *This Bridge Called My Back. Writings of Radical Women of Color*. Watertown : Persephone Press, 261 p.

MORIN François.

(2006) « L'autochtonie, forme d'ethnicité ou exemple d'ethnogenèse ? ». *Parcours anthropologiques*, n°6, p. 54-64.

MUENCH N. Pablo E.

(1982) « Las regiones agrícolas de Chiapas ». *Geografía Agrícola*, n°2, p. 57-102.

MUMMERT Gail.

(1995) « El proceso de incorporación de la mujer al mercado de trabajo: tres cohortes de obreras, maestras y comerciantes en el valle de Zacapu, Michoacán ». en GONZÁLEZ MONTES Soledad, SALLES Vania (coord.). *Relaciones de género y transformaciones agrarias*. Mexico : El Colegio de México, p. 53-89.

MURARD Numa.

(2002) « Biographie : à la recherche de l'intimité ». *Ethnologie française*, Vol. 32, n°1, p. 123-132.

(2003) *La morale de la question sociale*. Paris : La Dispute, 282 p.

MURDOCK George Peter.

(1949) *Social structure*. New York : Macmillan Co, 426 p.

NAEPELS Michel.

(1998) « Une étrange étrangeté. Remarques sur la situation ethnographique ». *L'Homme*, Vol.38, n°148, p. 185-199.

NIETO GOMEZ Rodrigo.

(2006) « Les Conséquences géopolitiques pour le Mexique de la politique états-unienne de Homeland Security ». *Hérodote*, n°123, p. 164-181.

NOIRIEL Gérard.

(2002) « Comment on récrit l'histoire. Les usages du temps dans les Écrits sur l'histoire de Fernand Braudel ». *Revue d'histoire du XIXe siècle*, n°25, p. 57-81.

(2006) *Introduction à la socio-histoire*. Paris : La Découverte, Collection Repères, 121 p.

NOLAN-FERRELL Catherine.

(2010) « Agrarian Reform and Revolutionary Justice in Soconusco, Chiapas: Campesinos and the Mexican State, 1934–1940 ». *Journal of Latin American Studies*, n°42, p. 551-585.

NUN José.

(1969) « Superpoblación relativa, ejercito industrial de reserva y masa marginal ». *Revista Latinoamericana de Sociología*, n°5, p. 180-225.

Bibliographie

NÚÑEZ RODRÍGUEZ Violeta R.

(2004) *Por la tierra en Chiapas... El corazón no se vence. Historia de la lucha de una comunidad maya-tojolabal para recuperar su nantik lu'um, su Madre Tierra.* Mexico : Plaza y Valdés, 328 p.

NÚÑEZ RODRÍGUEZ Violeta, GÓMEZ BONILLA Adriana, CONCHEIRO BÓRQUEZ Luciano.

(2013) « La tierra en Chiapas en el marco de los “20 años de la rebelión zapatista”: La historia, la transformación, la permanencia ». *Argumentos*, Vol. 26, n°73, p. 37-54.

OEHMICHEN BAZÁN Cristina.

(2005) *Identidad, género y relaciones interétnicas. Mazahuas en la ciudad de México.* Mexico : UNAM, 437 p.

OIC.

(1990-2012) *Internacional Coffee Organization.* <http://www.ico.org/>.

OLIVEIRA Orlandina de.

(1995) « Experiencias matrimoniales en el México urbano: la importancia de la familia de origen ». *Estudios Sociológicos*, Vol. 13, n°38, p. 283-308.

(2007) « Reflexiones acerca de las desigualdades sociales y el género ». *Estudios Sociológicos*, Vol. 25, n°75, p. 805-812.

OLIVEIRA Orlandina de, GARCÍA Brígida.

(2012) « Familia y trabajo: un recorrido por las diversas perspectivas de análisis ». *Estudios Sociológicos*, Vol. 30, p. 191-211.

OLIVEIRA Orlandina de, ARIZA Marina.

(2000) « Género, trabajo y exclusión social en México ». *Estudios Demograficos y urbanos*, n°43, p. 11-33.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre.

(1995) « La politique du terrain : sur la production des données en anthropologie ». *Enquête* [en ligne], n°1, mis en ligne le 08 janvier 2007, consulté le 08 mai 2015. URL : <http://enquete.revues.org/263>.

(2000) « Le “je” méthodologique. Implication et explicitation dans l'enquête de terrain ». *Revue française de sociologie*, Vol. 3, n°41, p. 417-445.

ORDÓÑEZ MORALES César Eduardo.

(1990) « Guatemaltecos y crecimiento económico en el Soconusco, Chiapas Migraciones de trabajadores ». *International Migration*, Vol. 28, n°2, p. 229-239.

Procuraduría Agraria (PA).

(1983) *Ley Federal de Reforma Agraria.* [en ligne], consulté le 13 août 2016. URL : http://www.pa.gob.mx/pa/conoce/publicaciones/estadisticas_agrarias_2006/Marco%20legal/por%20municipios/04.pdf.

(2011) *Procuraduría Agraria, Delegación Chiapas.*

PALMA Rafael, QUESNEL André, SAAVEDRA Fernando.

(2012) « Recomposición de las relaciones campo/ciudad: el papel de las ciudades medias y pequeñas en el desarrollo del sur veracruzano ». in QUESNEL André, SAAVEDRA Fernando, TALLET Bernard (coord). *Recomposiciones territoriales en el Istmo de Tehuantepec, México. Dinámica de poblamiento, movilidad y sistemas de actividades en el sur de Veracruz*. Mexico : Casa Chata, CIESAS, IRD, 347-391 p.

PALMEIRA Moacir, HEREDIA Beatriz.

(1993) « Le temps de la politique ». *Études rurales*, n°131-132, p. 73-87.

PARÉ Luisa.

(1977) *El proletariado agrícola en México, ¿Campesinos sin tierra o proletarios agrícolas?*. Mexico : Siglo XXI, 260 p.

(1991) « El debate sobre el problema agrario en los setenta y ochenta ». *Nueva Antropología*, n°39, p. 9-23.

PAUGAM Serge.

[2000] (2009) *Le salarié de la précarité. Les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*. Paris : Presses Universitaires de France, 437 p.

(2008) *Le lien social*. Paris : PUF, Collection Que sais-je ?, 127 p.

PELLOTIER FRANCO Víctor Manuel, DEHOUE Danièle, HÉMOND Aline (coord.).

(2011) *Formas de voto, prácticas de las asambleas y toma de decisiones: un acercamiento comparativo*. Mexico : CIESAS, 2011, 316 p.

PEÑA Moisés T. de la.

(1951) *Chiapas económico*. Gobierno del Estado, Departamento de Prensa y Turismo, sección autografiada, 1290 p.

PENEFF Jean.

(2009) *Le goût de l'observation. Comprendre et pratiquer l'observation participante en sciences sociales*. Paris : La Découverte, 256 p.

PEPIN LEHALLEUR Marielle, RENDÓN Teresa.

(1989) « Reflexiones a partir de una investigación sobre grupos domésticos campesinos y sus estrategias de reproducción ». OLIVEIRA Orlandina de, PEPIN LEHALLEUR Marielle, SALLES Vania (coord.). *Grupos domésticos y reproducción cotidiana*. Mexico : Coordinación de Humanidades-UNAM, El Colegio de México, Miguel Ángel Porrúa, p. 107-124.

PÉREZ CORREA Edelmira.

(2001) « Hacia una nueva visión de lo rural ». in GIARRACCA Norma (coord.) *¿Una nueva ruralidad en América Latina?* Buenos Aires : Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, CLACSO, p. 17-29.

Bibliographie

PIÑEIRO Diego E., CARDEILLAC Joaquín.

(2010) « Influencia de la composición del grupo familiar en la pluriactividad ». *El Uruguay desde la Sociología VIII*, Facultad de Ciencias Sociales Universidad de la República, p. 57-79.

POHLENZ CÓRDOVA Juan.

(1992) « Migraciones en la franja fronteriza de Chiapas con Guatemala ». in MAÑÓN LAURA E. ESPINOSA Enrique (coord.). *En las fronteras Norte y Sur de México*. Mexico : Rita Velasco, Dirección de Estudios Socioeconómica y Regionales, p. 303-307.

(1995) *Dependencia y desarrollo capitalista en la Sierra de Chiapas*. Mexico : Universidad Nacional Autónoma de México, 185 p.

(2005) « Formación histórica de la frontera México-Guatemala ». in BOVIN Philippe (dir.), *Las fronteras del Istmo. Fronteras y sociedades entre el sur de México y América Central*. Centro de estudios mexicanos y centroamericanos, Universidad Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social (CIESAS), p. 75-81.

PORQUERES I GENÉ, Enric.

(2008) *Genealogía y antropología. Los avatares de una técnica de estudio*. Buenos Aires : Editores del Puerto, 101 p.

PINEAU Gaston, Marie-Michèle.

(1983) *Produire sa vie. Autoformation et autobiographie*. Montréal : Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 419 p.

PINEAU Gaston, LE GRAND Jean-Louis.

[1993] (2002) *Les histoires de vie*. Paris : PUF, 127 p.

QUESNEL André.

(2010) « El concepto de archipiélago: una aproximación al estudio de la movilidad de la población y a la construcción de lugares y espacios de vida ». in LARA FLORES Sara Maria (coord.). *Migraciones de trabajo y movilidad territorial*. Mexico : Miguel Ángel Porrúa, p. 19-46.

QUIJANO Anibal.

(1998) « Colonialidad, Poder, Cultura y Conocimiento en América Latina ». *Anuario Mariateguiano*, n°9, p. 113-122.

RAMÍREZ DÍEZ-URDAVINIA Silvia, ÁVILA CURIEL Abelardo.

(1988) « Migración y transformación del papel de la mujer en la reproducción de la estructura familiar (Oaxaca) ». en SALLES Vania, McPAHIL Elsie (coord.). *Documentos de investigación, No. 1*, Mexico : El Colegio de México-Programa Interdisciplinario de Estudios de la Mujer (PIEM), p. 113-122.

Registro Agrario Nacional (RAN).

(1944-2001) *Archivos Agrarios*. Chiapas, Tapachula, Ejido El Edén, n°5736.

RASERA Frédéric, RENAHY Nicolas.

(2013) « Virilités : au-delà du populaire ». *Travail, genre et sociétés*, n°29, p. 169-173.

RATIER Hugo E.

(2002) « Rural, ruralidad, nueva ruralidad y contraurbanización. Un estado de la cuestión ». *Revista de Ciências Humanas*, n°31, p. 9-29.

RENAHY Nicolas.

[2005] (2010) *Les gars du coin enquête sur une jeunesse rurale. Préface de BEAUD Stéphane, PIALOUX Michel*. Paris : La Découverte, 285 p.

(2007) « Ouvriers ruraux : l'isolement géographique n'a pas toujours été isolement social ». *Empan*, n°67, p. 50.

(2009) « “Les problèmes, ils restent pas où ils sont, ils viennent avec toi” ». *Agora débats/jeunesses*, n°53, p. 135-47.

(2010a) « Classes populaires et capital d'autochtonie ». Genèse et usages d'une notion ». *Regards Sociologiques*, n°40, p. 9-26.

(2010b) « Relégation au village ». *SociologieS*, Dossiers, Frontières sociales, frontières culturelles, frontières techniques, [en ligne], consulté le 07 mai 2016. URL : <http://sociologies.revues.org.ezproxy.univ-paris3.fr/3326>.

(2016) « Le village dans l'usine ». *Sociétés contemporaines*, n° 99-100, p 65-80.

RENARD María Cristina.

(2000) « Frontera sur ». *Cuadernos agrarios*, Vol. 19, n°20, p. 189-206.

RENTERÍA GARITA Cristina, DELGADO-SERRANO María del Mar.

(2014) « Social Capital Formation in Mexican ejidos. Land decisions after the article 27 constitutional reform ». *Revista Internacional de Sociología*, Vol. 72, n°1, p. 9-33.

RESÉNDIZ GARCÍA Ramón Raymundo.

(2011) « La Revolución mexicana y la construcción de la ciudadanía en Chiapas: 1909-1939 ». in MÁRQUEZ ESPINOSA Esaú, ARAUJO GONZÁLEZ Rafael de J., ROCÍO ORTIZ HERRERA María del. *Estado-Nación en México: Independencia y Revolución*. Tuxtla Gutiérrez : Universidad de Ciencias y Artes de Chiapas, UNICACH, p. 19-38.

RETIÈRE Jean-Noël.

(2003) « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire ». *Politix*, n°63, p. 121-143.

REYES RAMOS María Eugenia.

(1992) *El reparto de tierras y la política agraria en Chiapas, 1914-1988*. Mexico : UNAM, Centro de Investigaciones Humanísticas de Mesoamérica y del Estado de Chiapas, 160 p.

(2001) « El movimiento zapatista y la redefinición de la política agraria en Chiapas ». *Revista mexicana de sociología*, n°63, p. 197-22.

(2002) *Conflicto agrario en Chiapas, 1934-1964*. Tuxtla Gutiérrez : Coneculta Chiapas, Collection Biblioteca Popular de Chiapas, 424 p.

Bibliographie

REYES RAMOS María Eugenia.

(2008a) « La oposición al PROCEDE en Chiapas: un análisis regional ». *El Cotidiano*, n°147, p. 5-19.

(2008b) « Los nuevos ejidos en Chiapas ». *Estudios Agrarios*, n°37, p. 45-66.

RICOEUR Paul.

[1985] (1991) *Temps et récit. Tome 3. Le temps raconté*. Paris : Éditions du Seuil, Collection L'ordre philosophique, 538 p.

RINALDY Alicia.

(2015) « “La Guèra”: análisis reflexivo e interseccional del trabajo de campo ». *POLIS, Revista Latinoamericana*, Vol. 14, n°42, p. 437-454.

(2015) « Los soportes familiares frente a los cambios de los mercados de trabajo rurales en un ejido del Soconusco, Chiapas, 1943-2014 ». *Relacso. Revista Estudiantil Latinoamericana de Ciencias Sociales*, Flacso México, n°6, [en ligne], http://relacso.flacso.edu.mx/2015-01/los_soportes_familiares.

(2014), « “Voyons si nous nous comprenons” : la réflexivité comme processus et expérience partagée dans l'enquête ethnographique ». *Revue ¿Interrogations ?*, n°18. Implication et réflexivité – I. Entre composante de recherche et injonction statutaire, [en ligne], <http://revue-interrogations.org/Voyons-si-nous-nous-comprenons-la>.

RIVERA SÁNCHEZ Liliana.

(2012) « Las trayectorias en los estudios de migración: una herramienta para el análisis longitudinal cualitativo ». ARIZA Marina, VELASCO Laura (coord.). *Métodos cualitativos y su aplicación empírica: por los caminos de la investigación sobre migración internacional*. Mexico : Instituto de Investigaciones Sociales de la Universidad Nacional Autónoma de México, Colegio de la Frontera Norte, p. 455-494.

RIVERS W. H. R.

(1910) « La elaboración y utilización de genealogías en las investigaciones antropológicas ». *The Sociological Review*, Vol. III, Clásicos y Contemporáneos en Antropología, CIESAS-UAM-UIA, p. 1-12.

ROBICHAUX David.

(2003) « La formación de la pareja en la Tlaxcala rural y el origen de las uniones consensuales en la Mesoamérica contemporánea: Un análisis etnográfico y etnohistórico ». in ROBICHAUX David (comp.). *El Matrimonio en Mesoamérica ayer y hoy: Unas miradas antropológicas*. Mexico : Universidad Iberoamericana, p. 205-236.

(2004) « Bilateralidad, transmisión del patrimonio y género: El caso del sistema familiar mesoamericano ». *Temas de Mujeres. Revista Electrónica de la Universidad Nacional de Tucumán*, n°1, p. 1-12.

ROBICHAUX David.

(2005) « ¿Dónde está el hogar? Retos metodológicos para el estudio del grupo doméstico en la mesoamérica contemporánea ». in ROBICHAUX David. *Familia y parentesco en México y Mesoamérica: unas miradas antropológicas*. Mexico : Universidad Iberoamericana, p. 295-329.

ROBICHAUX David.

(2007a) « Sistemas familiares en culturas subalternas de América Latina: una propuesta conceptual y un bosquejo preliminar ». in ROBICHAUX David (coord.). *Familia y diversidad en América Latina. Estudios de casos*. Buenos Aires : Clacso, p. 27-75.

(2007b) « Hogar, familia y grupos de acción: El sistema familiar mesoamericano ante los desafíos del siglo XXI ». in ESTEINO Rosario (coord.). *Fortalezas y desafíos de familias en dos contextos: México y Estados Unidos*. Mexico : CIESAS/DIF, p. 485-517.

(2008) « Mitos y realidades de la familia en América Latina: Reflexiones a partir del México “pos-indígena” ». in GHIRARDI Mónica (coord.). *Familias iberoamericanas ayer y hoy. Una mirada interdisciplinaria*. Córdoba : Asociación Latinoamericana de Población, p. 63-110.

ROBIN Valérie.

(2004) « Indiens, Quechuas ou Paysans ? ». *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, n°10, mis en ligne le 2 février 2005, consulté le 24 janvier 2010. URL : <http://alhim.revues.org/98>.

RODRÍGUEZ Dinah, COOPER Jennifer (coord.).

(2005) *Debate sobre el trabajo doméstico: antología*. Mexico : Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Económicas, Escuela Nacional de Trabajo Social, Centro de Investigaciones Interdisciplinarias en Ciencias y Humanidades, 278 p.

RODRÍGUEZ DORANTES Cecilia.

(2006) *Las mujeres en el Programa PROGRESA-Oportunidades: Una aproximación al estado del arte*. Mexico : Colegio de México, 331 p.

ROMERO Juan.

(2008) « Nueva ruralidad y ocupaciones no agrarias: el caso uruguayo ». *Pampa*, n°4, p. 166-182.

ROSENZWEIG Fernando.

(1965) « El Comercio Exterior ». in COSÍO VILLEGAS Daniel. *Historia Moderna de México: el porfiriato. Volume 7. La vida económica*, Mexico : Hermes, p. 671-672.

ROUX Jean-Claude.

(2007) « La crise agricole : entre agriculture ethnique et agriculture de rente dans la mondialisation ». in ROLLAND Denis, CHASSIN Joëlle (coord.). *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*. Paris : L'Harmattan, p. 336-360.

RUBIO Blanca.

(1990) « Agricultura, economía y crisis durante el periodo 1970-1982 ». in ESCÁRCEGA LÓPEZ Everardo, LÓPEZ SIERRA Pilar (eds.). *Los tiempos de la crisis: 1970-1982*. Mexico : Siglo XXI, p. 15-138.

(2001) « La agricultura latinoamericana. Una década de subordinación excluyente ». *Nueva Sociedad*, n°174, p. 70-86.

(2003a) *Explotados y excluidos. Los campesinos latinoamericanos en la fase agro exportadora neoliberal*. Mexico : Plaza y Valdés, 252 p.

Bibliographie

RUBIO Blanca.

(2003b) « Decálogo de mitos sobre el campo mexicano: una visión crítica sobre algunas visiones teóricas y analíticas actuales ». in DE LA TEJERA Beatriz (ed.). *Dimensiones del desarrollo rural en México: aproximaciones teóricas y metodológicas*. Morelia : Universidad Autónoma de Chapingo, p. 15-32.

(2006) « Territorio y globalización en México: ¿Un nuevo paradigma rural? ». *Comercio exterior*, Vol. 56, n°12, p. 1047-1054.

RUBIO Blanca (coord.).

(2004) *El sector agropecuario mexicano frente al nuevo milenio*. Mexico : Plaza y Valdés, 268 p.

RUIZ RIVERA Naxehelli, DELGADO CAMPOS Javier.

(2008) « Territorio y nuevas ruralidades: un recorrido teórico sobre las transformaciones de la relación campo-ciudad ». *EURE*, Vol. 34, n°102, p. 77-95.

RUS Jan.

(1994) « The “Comunidad Revolucionaria Institucional”: The Subversion of Native Government in Highland Chiapas ». in GILBERT Joseph, NUGENT Daniel (eds.). *Everyday Forms of State Formation*. Durham : Duke University Press, p. 265-300.

SAFA BARRAZA Patricia, ACEVES LOZANO Jorge.

(2009) *Relatos de familias en situaciones de crisis : memorias de malestar y construcción de sentido*. Mexico : CIESAS, Ediciones de la Casa Chata, 318 p.

SAGARPA.

<http://www.gob.mx/sagarpa>

(2010) *Resultados e Indicadores*.

http://www.sagarpa.gob.mx/agricultura/Programas/proagro/procampo/Resultados-Indicadores/Documents/2010/AnexoIIProcampo2010_Dic.pdf.

(2013) *Listado de Beneficiarios*.

<http://www.sagarpa.gob.mx/agricultura/Programas/proagro/procampo/Beneficiarios/Paginas/2013.aspx>.

SAGNES Sylvie.

(1995) « De terre et de sang : la passion généalogique ». *Terrain* [en ligne], n°25, mis en ligne le 25 avril 2005, consulté le 21 janvier 2015. URL : <http://terrain.revues.org/2857>.

(2004) « “Cultiver ses racines”. Mémoire généalogique et sentiment d’autochtonie ». *Ethnologie française*, 2004, Vol. 34, n°1, p. 31-40.

SALAS QUINTANAL Hernán, GONZÁLEZ DE LA FUENTE Íñigo.

(2013) « Nueva ruralidad. Procesos sociolaborales y desagrariación de una sociedad local en México (1980-2010) ». *Gazeta de Antropología*, n°29, [en ligne], consulté le 7 juillet 2016. URL : <http://hdl.handle.net/10481/28504>.

SALLES Vania.

(1991) « Cuando hablamos de familia, ¿de qué familia estamos hablando? ». *Nueva Antropología*, Vol. 11, n°39, p. 53-87.

SÁNCHEZ GÓMEZ Martha Judith.

(1989) « Consideraciones teórico-metodológicas en el estudio del trabajo doméstico en México ». in OLIVEIRA Orlandina de (coord.). Trabajo, poder y sexualidad. Mexico : El Colegio de México, Programa Interdisciplinario de Estudios de la Mujer, p. 59-79.

(2011) « Transformaciones en el campo mexicano. Un estudio de caso en la comunidad de San Marcos Arteaga ». en SÁNCHEZ GÓMEZ Martha Judith, CANABAL CRISTIANI Beatriz (coord.). *La encrucijada del México rural. Contrastes regionales en un mundo desigual*. Mexico : AMER, p. 147-168.

SAVIN Ada.

(1998) *Les Chicanos aux États-Unis. Étrangers dans leur propre pays*. Paris : L'Harmattan, 195 p.

SCHEJTMAN Alexander, BERDEGUÉ Julio A.

(2004) *Desarrollo territorial rural*. Santiago : RIMISP, 54 p.

SCHNEIDER David M.

[1984] (2002) *A Critique of the Study of Kinship*. Ann Arbor : University of Michigan Press, 219 p.

SCHNEPEL Burkhard.

(1990) « Corporations, Personhood, and Ritual in Tribal Society. Three Interconnected Topics in the Anthropology of Meyer Fortes ». *Journal of the Anthropological Society of Oxford*, Vol. 21, n°1, p. 1-31.

SCHWARTZ Olivier.

(1993) « L'empirisme irréductible. Post-face ». in ANDERSON Nels. *Le Hobo. Sociologie du sans-abri*. Paris : Nathan, p. 265-308.

SEDESOL.

<http://www.gob.mx/sedesol>

(2012) *Cuarto informe trimestral 2011*.

http://www.sedesol.gob.mx/work/models/SEDESOL/Transparencia/InformesPresupuestoEjercicio/Cuarto_Informe_Trimestral_2011.pdf

SEGALEN Martine.

(1985) *Quinze générations de bas bretons. Parenté et société dans le pays bigouden sud (1720-1980)*. Paris : PUF, 405 p.

SEGALEN Martine, MARTIAL Agnès.

[1981] (2013) *Sociologie de la famille*. Paris : Armand Colin, 348 p.

SEMARNAT.

<http://www.gob.mx/semarnat>

Bibliographie

SENNETT Richard.

[1980] (1981) *Autorité*. Paris : Fayard, 286 p.

SEVILLA-GUZMÁN Eduardo, PÉREZ YRUELA Manuel.

(1976) « Para una definición sociológica del campesinado ». *Agricultura y Sociedad*, n°1, p. 15-39.

SHEINBAUM PARDO Claudia, ÍMAZ GISPERT Carlos.

(10 juillet, 2012) « El fraude electoral en favor del PRI: un monstruo de dinero con mil cabezas ». *La Jornada*, URL : <http://www.jornada.unam.mx/2012/07/10/politica/013a1pol>.

SIBEUD Emmanuelle.

(2004) « Les sciences sociales à l'épreuve de la situation coloniale ». *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, no 10, p. 3-7.

SIMON Gildas.

(2008) *La planète migratoire dans la mondialisation*. Paris : Armand Colin, 255 p.

SINGER Marie Odile Marion.

(1984) *El movimiento campesino en Chiapas 1983*. Mexico : CEHAM, 97 p.

SKOUFIAS Emmanuel.

(2006) *PROGRESA y sus efectos sobre el bienestar de las familias rurales de México*. Washington : International Food Policy Research Institute, 84 p.

SPENSER Daniela.

(1988) « Los inicios del cultivo de café en Soconusco y la inmigración extranjera ». in MENTZ Brigida von, RADKAU Verena, SPENSER Daniela, PÉREZ MONTFORT Ricardo (eds.). *Los empresarios alemanes, el Tercer Reich y la oposición de derecha a Cárdenas. Tome 1*. Mexico : CIESAS, Ediciones de la Casa Chata, Collection Miguel Othón de Mendizába, p. 61-88.

SRA.

(1992) *Dirección General de Información y Documentación Agraria*.

STEFFEN RIEDEMANN Cristina, ECHÁNOVE HUACUJA Flavia.

(2005) « El modelo neoliberal y el difícil proceso organizativo que viven los ejidatarios mexicanos productores de granos ». *Polis*, n°1, Vol. 1, p. 211-233.

SUAREZ GUEVARA Sergio.

(1995) *Pobreza y riqueza: el antagonismo que exploto en Chiapas*. Mexico : Instituto de Investigaciones Económicas, Universidad Nacional Autónoma de México, Editorial Cambio, 115 p.

SZASZ Ivonne.

(1992) « Trabajadoras inmigrantes en Santiago de Chile en los años ochenta ». *Estudios Demográficos y Urbanos*, n°7, p. 539-553.

SZASZ Ivonne.

(1998) « Masculine Identity and the Meanings of Sexuality: A Review of Research in Mexico ». *Reproductive Health Matters*, n°12, Vol. 6, p. 97-104.

TARACENA ARRIOLA Arturo.

(2009), « Desplazamientos y exilios mayas en la Guatemala decimonónica ». in RUZ Mario Humberto, GARCIA TARGA Joan, CIUDAD RUIZ Andrés (coord.) (eds). *Diásporas, migraciones y exilios en el mundo maya*. Mérida : Sociedad Española de Estudios Mayas y Centro Peninsular en Humanidades y Ciencias Sociales, Universidad Nacional Autónoma de México, p. 207-222.

TARRÍO GARCÍA María, CONCEIRO BÓRQUEZ Luciano.

(2006) « Chiapas: los cambios en la tenencia de la tierra ». *Argumentos*, n°51, p. 31-71.

THORNE Barrie.

(1982) « Feminist rethinking of the family: an overview ». THORNE Barrie, YALOM Marilyn. *Rethinking the family. Some feminist questions*. New-York, Londres : Longman, p. 1-24.

TORRES-MAZUERA Gabriela.

(2009) « La territorialidad rural mexicana en un contexto de descentralización y competencia electoral ». *Revista Mexicana de Sociología*, n°71, p. 453-490.

(2012) « El ejido posrevolucionario: de forma de tenencia sui generis a forma de tenencia ad hoc ». *Península*, Vol.7, n°2, p. 69-94.

TEUBAL Miguel.

(2001) « Globalización y nueva ruralidad en América Latina ». en GIARRACCA Norma (coord.). *¿Nueva ruralidad en América Latina?* Buenos Aires : Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, CLACSO, p. 45-65.

TRAVEN B.

(1956) *Canasta de cuentos mexicanos*. Mexico : Compañía General de Ediciones, 209 p.

[1969] (2003) *La Rosa Blanca*. Mexico : Selector, 448 p.

UGALDE Antonio.

(1973) « Contemporary Mexico: From Hacienda to PRI, Political Leadership in Zapotec Village ». in KERN Robert. *The Caciques: Oligarchical Politics and the System of Caciquismo in the Luso-Hispanic World*. Albuquerque : University of New Mexico Press, 119-134 p.

UZETA Jorge.

(2010) « Espacio público, proceso agrario y ciudadanía en el noreste de Guanajuato ». *LiminaR*, Vol.8, n°1, p. 31-45.

VALENCIA LOMELÍ Enrique, AGUIRRE REVELES Rodolfo.

(2001) « Discursos, acciones y controversias de la política gubernamental frente a la pobreza ». in GALLARDO Luis R., OSORIO Joaquín (coord.). *Los rostros de la pobreza. El debate*. Mexico : Limusa, p. 21-93.

Bibliographie

VÁZQUEZ Mario R.

(2005) « Intereses mexicanos en Centroamérica: la "campana chiapaneca" y el canal de Tehuantepec, 1821-1824 ». in BOVIN Philippe (Dir.). *Las fronteras del Istmo. Fronteras y sociedades entre el sur de México y América Central*. Mexico : CEMCA, CIESAS, p. 83-89.

VELÁZQUEZ H. Emilia.

(2010) « Reformulaciones locales de la ciudadanía agraria en una región indígena del Istmo veracruzano ». *Liminar. Estudios Sociales y Humanísticos*, Vol. 8, n°1, p. 13-30.

VOMMARO Gabriel, QUIRÓS Julieta.

(2011) « "Usted vino por su propia decisión": repensar el clientelismo en clave etnográfica ». *Desacatos*, n°36, p. 65-84.

VOS Jan de.

[1988] (1994) *Oro verde. La conquista de la Selva Lacandona por los madereros tabasqueños 1822-1949*. Mexico : Fondo de Cultura Economica, 330 p.

VILALTA PERDOMO Carlos.

(2007) *Compra y coacción del voto en México: variaciones estatales y diferencias de opinión entre beneficiarios y no beneficiarios de programas sociales*. Mexico : Serie ENAPP n°4, Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo, 44 p.

VILLAFUERTE SOLÍS Daniel (coord.).

(1993) *El café en la frontera sur: la producción y los productores del Soconusco*. Tuxtla Gutiérrez : Instituto Chiapaneco de Cultura, 136 p.

VILLAFUERTE SOLÍS Daniel.

(2009) « Cambio y continuidad en la economía chiapaneca ». in ESTRADA SAAVEDRA Marco. *Chiapas después de la tormenta. Estudios sobre Economía, Sociedad y Política*. Mexico : Colegio de México, p. 25-58.

VILLAFUERTE SOLÍS Daniel, GARCÍA AGUILAR María del Carmen.

(2006) « Crisis rural y migraciones en Chiapas ». *Migración y desarrollo*, n°6, p. 102-130.

(2008) « Algunas causas de la migración internacional en Chiapas ». *Economía y Sociedad*, n°21, p. 41-58.

VILLAFUERTE SOLÍS Daniel, MEZA DÍAZ Salvador.

(1993) « Los productores de café del Soconusco ». in VILLAFUERTE SOLÍS Daniel (coord.). *El café en la frontera sur: la producción y los productores del Soconusco, Chiapas*. Tuxtla Gutiérrez : Instituto Chiapaneco de Cultura, p. 98-120.

VILLAMIL Jenardo.

(3 juillet, 2012) « El "Sorriagate", fraude al voto ». *Proceso*. URL : <http://www.proceso.com.mx/313139/el-sorriengate-fraude-al-voto>.

WAGNER Regina.

(1991) *Los alemanes en Guatemala, 1820-1944*. Guatemala : Editorial IDEA, Universidad en Su Casa, Universidad Francisco Marroquín, 535 p.

WAIBEL Leo.

(1998) *La Sierra Madre de Chiapas*. Mexico : Miguel Ángel Porrúa, 305 p.

WAINERMAN Catalina.

(2000) « División del trabajo en familias de dos proveedores. Relato desde ambos géneros y dos generaciones ». *Estudios Demográficos y Urbanos*, Vol. 15, n°1, p. 149-184.

WALLERSTEIN Immanuel.

[2006] (2007) *Universalismo Europeo. El discurso del poder*. Mexico : Siglo XXI, 128 p.

WARMAN Arturo.

[1972] (1988) *Los campesinos. Hijos predilectos del régimen*. Mexico : Nuestro Tiempo, 150 p.

(1988) « Prólogo ». GORDILLO Gustavo. *Campesinos al asalto del cielo: una reforma agraria con autonomía*. Mexico : Siglo XXI, p. 11-15.

WARMAN Arturo.

(2003) « La reforma agraria mexicana: una visión de largo plazo ». in FAO Rural Développement Division. *Réforme Agraire*, [en ligne], consulté le 25 Mars 2013. URL : <http://www.fao.org/docrep/006/j0415t/j0415t09>.

WEBER Florence.

(2012) « De l'ethnologie de la France à l'ethnographie réflexive ». *Genèses*, n°89, p. 44-60.

(2013) *Penser la parenté aujourd'hui. La force du quotidien*. Paris : Éditions Rue d'Ulm, Presses de l'École normale supérieure, 262 p.

WEBER Florence, DUFY Caroline.

(2007) *L'ethnographie économique*. Paris : La Découverte, collection « Repères », 122 p.

WEBER Serge, ZRINCAK Georgette (dir).

(2013) « La campagne autrement ». *Géographie et culture*, n°87, 286 p.

WOLF Eric.

(1971) « El campesinado y sus problemas ». *Los campesinos*. Barcelona : Labor, p. 9-29.

ZONABEND Françoise.

(1980) *La mémoire longue. Temps et Histoires au village*. Paris : PUF, 314 p.

ZONABEND Françoise.

(1986) « De la famille. Regard ethnologique sur la parenté et la famille ». in BURGUIÈRE André, KLAPISCH-ZUBER Christiane, SEGALIN Martine, ZONABEND Françoise. *Histoire de la famille. 1. Mondes lointains, mondes anciens*. Paris : Armand Collin, p. 15-75.

Bibliographie

ZÚÑIGA ALEGRÍA José G., CASTILLO LÓPEZ Juan A.

(2010) « La Revolución de 1910 y el mito del ejido mexicano ». *Alegatos*, n°75, p. 497-522.

Table des matières

Résumé.....	3
Abstract.....	5
Resumen.....	7
Remerciements.....	9
Sommaire.....	11
Hispanismes.....	13
Sigles et abréviations.....	17
Avis au lecteur.....	21
Introduction générale.....	27
1. L'enquête dans un <i>ejido</i> du sud Chiapas.....	30
L' <i>ejido</i> El Edén dans la région du Soconusco : un autre Chiapas ?.....	31
Suivre une génération charnière.....	39
2. Ruralités : de l'approche sectorielle à l'approche territoriale et locale.....	42
Mondes paysans.....	42
Mondes ruraux.....	45
3. Des solidarités familiales au système de genre au sein des familles rurales.....	47
Les familles paysannes.....	48
Les familles rurales.....	49
4. Les cadres théoriques de l'analyse.....	51
« Jamais l'individu n'existe sans support » : le support ejidal et familial.....	52
Ancrage local, affiliation symbolique et capital spatial.....	55
5. Organisation de la thèse.....	60
Partie I. Les familles <i>ejidales</i> productrices de café à El Edén : genèse d'un ancrage local (1943-1983).....	63
Introduction à la première partie.....	65

Chapitre I. Avec qui, de quoi et d'où parle-t-on ? Quand le travail de terrain révèle l'objet de recherche.....	67
I. « Voyons si nous nous comprenons ! » : les réflexivités à l'œuvre dans le travail de terrain	71
I.1. Genèse d'une recherche ou comment trouver ce qu'on ne cherchait pas.....	72
I.1.1. Ceux qui arrivent.....	73
I.1.2. Ceux qui partent.....	75
I.1.3. Ceux qui restent.....	79
I.2. « Se rencontrer » : de l'« intrusion inaugurale » à la « réflexion ».....	81
I.2.1. L'entrée.....	82
I.2.2. Le protocole de recherche.....	83
I.2.3. La « <i>güera</i> » : quand l'expérience première de l'entretien est celle de la catégorisation.....	84
I.2.4. « Se réfléchir » ou réfléchir aux catégories d'ordinaire appliquées au milieu rural	90
I.3. Se raconter : quand la réflexivité n'est pas l'apanage de la chercheuse.....	91
I.3.1. Quand le rapport de communication reprend <i>le terrain</i>	92
I.3.2. Éclairer des pratiques.....	94
I.3.3. Produire du sens : la dimension subjective de la question sociale.....	96
II. « Nous sommes des histoires » : à la recherche des familles et du temps au sud du Chiapas.....	100
II.1. Du « je » au « nous-familial » : rendre compte des familles.....	101
II.1.1. La récolte des généalogies familiales.....	101
II.1.2. Une analyse de type quantitatif à partir des généalogies familiales : apports et limites.....	107
II.1.3. De la famille « <i>telle qu'elle est</i> » à la famille « <i>telle qu'elle est vécue</i> ».....	110
II.2. Une approche rétrospective des familles <i>ejidales</i> (2014-1943).....	113
II.2.1. Remonter le temps à travers les mémoires familiales.....	113
II.2.2. « Et en plus cette famille continue de grandir ! » : cycles de vie domestique..	115
II.2.3. Une analyse dans le temps long (1943-2014).....	118
Conclusion du chapitre I.....	121

Chapitre II. De <i>peon</i> à <i>ejidatario</i>, de l'insécurité aux protections sociales : la structuration territoriale du Soconusco, la construction d'un ancrage local.....	123
I. Les <i>Peones</i> : une insécurité permanente (1882-1914).....	127
I.1. La formation des « grands domaines » caféiers : l'émergence d'une aristocratie foncière étrangère à la frontière sud.....	128
I.1.1. Le Soconusco : une annexion tardive à la nation mexicaine et l'arrivée de <i>finqueros</i> étrangers.....	129
I.1.2. L'expansion de la grande et moyenne propriété privée.....	131
I.1.3. L'essor de l'économie caféière : moderniser la nation mexicaine jusqu'à sa frontière sud.....	132
I.2. De l'insécurité sociale des ouvriers agricoles.....	135
I.2.1. Entre esclavage, servage et paternalisme.....	135
I.2.2. <i>Peones</i> mobiles.....	137
I.2.3. « Salaires ».....	143
II. Les <i>ejidatarios</i> : un accès progressif aux protections (1914-1983).....	145
II.1. La Révolution : « un changement afin que tout reste identique » ? (1914-1943)....	146
II.1.1. « Le gouvernement et les <i>finqueros</i> sont la même chose ».....	147
II.1.2. « Nous sommes les petits et les gros sont toujours les <i>fincas</i> » ou l'État au cœur de la société rurale.....	149
II.1.3. L'enjeu politique de l' <i>ejido</i> : une « citoyenneté agraire » et corporatiste.....	152
II.1.4. L'imposition d'une « identité » paysanne métisse.....	153
II.2. L' <i>ejido</i> comme support : une protection foncière, économique et sociopolitique (1943-1983).....	156
II.2.1. La protection foncière : de la répartition agraire à l'usufruit de sa parcelle....	157
II.2.2. La protection économique : vivre de sa production agricole.....	160
II.2.3. « Sa route plus que tout » ou la protection sociopolitique.....	164
II.2.4. La centralité de l' <i>ejido</i> : l'accès à une reconnaissance sociale.....	166
Conclusion du chapitre II.....	169
Chapitre III. Qu'est-ce qu'être fils et fille d'<i>ejidatarios</i> ? La socialisation au sein des premiers supports familiaux, la formation d'une affiliation symbolique.....	171
I. De quoi hérite-t-on ? Contours et spécificités du « premier support familial ».....	175
I.1. La protection foncière : la centralité de l' <i>ejido</i> et de l'homme- <i>ejidatario</i> au sein des familles.....	176

I.1.1. L'enracinement territorial à l' <i>ejido</i> El Edén.....	176
I.1.2. La dotation de terres <i>ejidales</i> et l'exclusion des femmes.....	178
I.1.3. La transmission des droits fonciers.....	179
I.1.4. Les « héritières résiduelles ».....	180
I.2. La protection économique ou la très nette division sexuelle des espaces sociaux....	184
I.2.1. Le pourvoyeur principal du foyer et les « <i>amas de casa</i> » : la division sexuelle du travail au sein des familles.....	184
I.2.2. Le travail domestique dans sa relation au travail agricole : « le travail de l'épouse ».....	186
II. Grandir au sein du premier support familial : apprendre à devenir socialement un homme, une femme.....	189
II.1. Une mémoire familiale différenciée : ne pas se souvenir de la même famille.....	190
II.1.1. L'histoire de l' <i>ejido</i> , c'est l'histoire familiale et réciproquement : quand l'enracinement territorial est aussi un enracinement familial.....	190
I.1.2. « Les historiennes de la famille ».....	192
I.1.3. Le point de vue de la mère, le point de vue du fils : l'appartenance quotidienne, l'appartenance symbolique.....	193
II.2. Des enfances au masculin.....	197
II.2.1. Francisco : « il [<i>son père</i>] n'avait pas de cœur ».....	198
II.2.2. Lucio : sortir « vainqueur » coûte que coûte de son histoire familiale.....	201
II.2.3. Guillermo : « Nous, on ne nous a rien offert ».....	205
II.3. Une socialisation au féminin.....	209
II.3.1. Consuelo : « Je devais maintenir tout le monde ».....	210
II.3.2. Leona : « bien choisir ».....	212
Conclusion du chapitre III.....	215
Partie II. Les individus et les supports familiaux face aux changements : rester au village (1984-2014).....	217
Introduction à la deuxième partie.....	219

Chapitre IV. Une ruralité post-agricole ? Processus de « désagrarisation » et d'« individualisation » à l'<i>ejido</i> El Edén.....	223
I. La réforme de l'article 27 de la Constitution : l'individualisation de la protection foncière ?.....	229
I.1. Préalable : la mise en place du PROCEDURE.....	230
I.1.1. La contre-réforme agraire au Chiapas : une entrée tardive, un assentiment massif	230
I.1.2. L'ouverture des bases cadastrales et des droits fonciers.....	234
I.1.3. « Désormais, l' <i>ejido</i> n'augmente pas en hectares, ce qui augmente ce sont les propriétaires ! ».....	235
I.2. De l'usufruit individuel de la terre à la propriété individuelle.....	237
I.2.1. Ventes des terres et ouverture des possibles acquéreurs.....	238
I.2.2. « Acte de naissance » et « nouvelle image » de la parcelle : une sécurisation des droits fonciers, la conscience d'un patrimoine ?.....	241
I.2.3. L'individualisation de la succession.....	244
II. Nouveaux marchés du travail, nouvelles interventions publiques : la double facette de la « désagrarisation ».....	246
II.1. Les politiques publiques en milieu rural : de nouvelles stratégies d'intervention...247	
II.1.1. Changement de paradigme : du « producteur de café » au « pauvre ».....	248
II.1.2. La multiplication des programmes d'aides ou la décentralisation de l'intervention étatique.....	254
II.1.3. Être « activé » et avoir les « bonnes » caractéristiques : l'individualisation des aides publiques et la multiplication des acteurs.....	259
« Être activé ».....	259
« La bonne catégorie ».....	260
II.2. Recul de l'agriculture et diversification des marchés du travail locaux.....	262
II.2.1. Production et prix du café à partir des années 1990.....	263
II.2.2. La vente des grains de café.....	266
II.2.3. De nouveaux marchés du travail ou la tertiarisation de l'économie rurale.....	267
II.3. Portrait de familles à l' <i>ejido</i> El Edén.....	269
II.3.1. Familles élargies.....	270
II.3.2. Familles nucléaires : des familles peu mobiles ?.....	272
Conclusion du chapitre IV.....	275

Chapitre V. Familles et sédentarité : puiser dans des territoires familiaux différenciés pour pouvoir rester.....	277
I. Territoires familiaux au masculin.....	283
I.1. Francisco : rester grâce à ceux qui sont partis. Une solidarité horizontale en action.....	283
I.2. L’histoire d’Álvaro ou quand recevoir la terre ne suffit pas.....	288
II. Territoires familiaux au féminin.....	292
II.1. Leona : reconstruire ce qui n’a pas été hérité. Une solidarité « par le bas ».....	292
II.2. Consuelo : « l’idée c’est de se maintenir toujours active ! ».....	298
Conclusion du chapitre V.....	303
Chapitre VI. Des « paysans, couleurs de la terre » à la « société rurale » : les questions subjectives et politiques posées par la sédentarité.....	307
I. Les subjectivités des hommes et des femmes à El Edén : renégocier son appartenance familiale.....	311
I.1. « Moi aussi je voulais devenir quelqu’un » : la sédentarité comme échec personnel pour les hommes ?.....	312
I.2. Des « valeurs familiales traditionnelles » remises en question ?.....	317
II. Mise en concurrence des appartenances villageoises dans le champ politique local.....	320
II.1. Ethnographie d’un meeting à l’ <i>ejido</i> El Edén : une citoyenneté <i>ejidale</i> « désagrari-sée » ?.....	321
II.1.1. La scène.....	322
II.1.2. Comment se positionner ? Une mise en concurrence des acteurs politiques locaux ?.....	329
II.1.3. Revendiquer ou exiger ? Des enjeux politiques désagrarisés et comment lire différemment les pratiques clientélares.....	331
II.2. Deux paradigmes concurrentiels d’appartenance au village.....	335
II.2.1. Conserver la centralité des <i>ejidatarios</i> au sein de l’organisation <i>ejidale</i>	336
II.2.2. Jour d’élection du commissaire de l’ <i>ejido</i> : l’ <i>ejidatario</i> -historique <i>Versus</i> l’ <i>ejidatario</i> -villageois.....	342
II.2.3. La remise en question des formes traditionnelles de l’action collective en milieu rural ?.....	346
Conclusion du chapitre VI.....	351

Conclusion générale.....	353
1. Synthèse et conclusions de la recherche.....	353
Première partie : construction de l’ancrage local.....	353
Deuxième partie : perpétuation de l’ancrage local.....	356
2. Critiques et perspectives de la recherche.....	361
Limites.....	361
Ouvertures.....	362
Bibliographie.....	365
Table des matières.....	405
Table des illustrations.....	411
Table des encadrés.....	416
Annexes.....	417
Les entretiens.....	417
Les observations.....	453
Les cartes.....	456
Autres.....	468
Table des annexes.....	480

Table des illustrations

Introduction.....	27
Figure n°1. Répartition de la production nationale de café par État, 2012.....	37
Figure n°2. Interactions entre les supports de la famille et de l' <i>ejido</i>	53
Tableau n°1. Municipipe de Tapachula, État du Chiapas et ville de Mexico : indicateurs de marginalisation, 2010.....	37
Tableau n°2. Chiapas : croissance démographique, 2000-2010.....	39
Carte n°2. Deux Chiapas ? Populations indiennes, populations en situation d'extrême pauvreté, principales zones de production de café et principales villes de l'État, 2010.....	38
Chapitre I. Avec qui, de quoi et d'où parle-t-on ? Quand le travail de terrain révèle l'objet de recherche.....	67
Photo n°1. Route centrale traversant l' <i>ejido</i> El Edén et menant à Tapachula, 2012.....	69
Photo n°2. <i>Balsas</i> sur le fleuve Suchiate, Ciudad Hidalgo, rive mexicaine, 2014.....	74
Figure n°1. Répartition des flux migratoires à la frontière nord par secteurs des emplois exercés avant la migration, 2000-2008.....	78
Figure n°2. Aperçu de la thématisation des entretiens dans le programme <i>Sonal</i>	94
Figure n°3. Aperçu du thème « Histoire familiale » dans le programme <i>Sonal</i>	95
Figure n°4. Aperçu des thèmes « Travail agricole » et « Vie laborieuse » dans le programme <i>Sonal</i>	96
Figure n°5. Symboles utilisés dans les généalogies familiales.....	103
Figure n°6. Aperçu du carnet de terrain : généalogie familiale de Consuelo.....	107
Figure n°7. Généalogies familiales : structure par tranches d'âge de l'échantillon (2014)	116
Figure n°8. Exemple d'une généalogie familiale : trois générations.....	117
Tableau n°1. Caractéristiques des Egos.....	108
Tableau n°2. Échantillon par famille et par sexe.....	109

Carte n°1. Le Chiapas : nouveau lieu d'origine pour la migration vers les États-Unis, 2000-2009.....	77
Carte n°2. Mexique : répartition de la population rurale et urbaine par État, 2010	79

Chapitre II. De *peon* à *ejidatario*, de l'insécurité aux protections sociales : la structuration territoriale du Soconusco, la construction d'un ancrage local.....123

Série photographique n°1. <i>Finca</i> Hamburgo : infrastructures et plaque commémorative, 2014.....	126
Série photographique n°2. Réunion familiale et groupe de <i>cafetaleros</i> allemands de Tapachula, Musée de Santo Domingo, Chiapas, 2012.....	134
Série photographique n°3. Documentation de travailleurs agricoles migrants, <i>puerto fronterizo</i> de Talismán, 2009.....	142
Série photographique n°4. <i>Ejido</i> El Edén : plant et champ de café <i>robusta</i> , 2012, 2014. .	164
Figure n°1. Prospectus publicitaires des <i>fincas</i> Hamburgo et Argovia.....	128
Figure n°2. Lieu de naissance des membres des généalogies : générations des grands-parents et parents d'Ego (en effectifs).....	138
Figure n°3. Les deux régimes de la propriété sociale : dotation et restitution des terres....	146
Figure n°4. Chiapas : distribution de terres (en hectares) (1917-1944).....	149
Figure n°5. Chiapas : dotation de terres par périodes présidentielles (en hectares) (1915-1992).....	157
Figure n°6. Chiapas : Propriété privée, propriété sociale (en hectares) (1930-1990).....	159
Figure n°7. Production de café : superficie cultivée au niveau national (en hectares) (1950-1990).....	162
Figure n°8. Schéma du support <i>ejidal</i> : trois protections majeures.....	167
Carte n°1. Carte de la frontière Mexique-Guatemala avant le Traité Herrera-Mariscal.....	130
Carte n°2. Chiapas : présence des armées contre-révolutionnaires (1914-1920).....	148
Carte n°3. Chiapas : populations de langue indienne (2010).....	154

Chapitre III. Qu'est-ce qu'être fils et fille d'*ejidatarios* ? La socialisation au sein des premiers supports familiaux, la formation d'une affiliation symbolique.....171

Série photographique n°1. <i>Ejido</i> El Edén, 2014.....	174
Figure n°1. Lieux de naissance et principaux lieux de résidence et d'emploi des membres des généalogies pour la génération des parents d'Ego (en effectifs).....	177

Figure n°2. Propriétaires de droits <i>ejidaux</i> (<i>ejidatarios</i>) pour la génération des parents d'Ego, résidant ou non à El Edén (en effectifs).....	179
Figure n°3. Propriétaires de droits <i>ejidaux</i> (<i>ejidatarios</i> et <i>posesionarios</i>) pour la génération des Egos, résidant ou non à El Edén (en effectifs).....	182
Figure n°4. Acquisition de la terre pour les générations des parents des Egos et des Egos (en effectifs).....	183
Figure n°5. Catégories socioprofessionnelles pour la génération des parents d'Ego (en effectifs).....	185
Figure n°6. Secteurs d'activités pour la génération des parents d'Ego (en effectifs).....	185
Figure n°7. Division sexuelle du travail au sein des familles <i>ejidales</i>	186
Figure n°8. Généalogies des huit familles et unités domestiques, 2014.....	191
Figure n°9. Répartition des thématiques au cours de trois récits de vie féminins enregistrés (en pourcentages).....	194
Figure n°10. Répartition des thématiques au cours de quatre récits de vie masculins enregistrés (en pourcentages).....	195
Tableau n°1. Total des <i>ejidos</i> et <i>ejidatarios</i> par État (en effectifs et hectares), 2007.....	180
Tableau n°2. <i>Ejidatarios</i> de la génération des Egos selon le rang de la fratrie et le sexe (en effectifs).....	181
Tableau n°3. Année moyenne de naissance des <i>ejidatarios</i> et des <i>posesionarios</i>	183
Tableau n°4. Savoir familial : échantillon par générations, 2014.....	191
Tableau n°5. Savoir généalogique : échantillon selon le sexe d'Ego, 2014.....	193
Chapitre IV. Une ruralité post-agricole ? Processus de « désagrarisation » et d'« individualisation » à l'<i>ejido</i> El Edén.....	223
Série photographique n°1. Annonce du programme BIENESTAR dans un champ sur le chemin vers l' <i>ejido</i> El Edén, Tapachula, 2014 ; Venue du PRI à l' <i>ejido</i> El Edén pour les élections municipales, El Edén, 2012.....	227
Photo n°2. Prospectus des programmes de la SAGARPA, 2012.....	252
Figure n°1. Statut légal des membres de l' <i>ejido</i> El Edén par sexe, 2001.....	240
Figure n°2. Statut légal des membres de l' <i>ejido</i> El Edén par années de naissance, 2001...241	241
Figure n°3. Nombre de certificats parcellaires par statut légal et par sexe, 2001.....	241
Figure n°4. Prospectus pour le fond d'appui pour les zones agraires sans régularisation (FANAR).....	243
Figure n°5. Nombre de producteurs bénéficiaires du programme PROCAMPO et montant versé en pesos par États, 2010.....	250

Figure n°6. Distribution des programmes par zones géographiques, 2004.....	253
Figure n°7. Colombie, Honduras, Mexique, Pérou : production de café (en millier de sacs de 60 kg).....	263
Figure n°8. Colombie, Honduras, Mexique, Pérou : exportations de café (en millier de sacs de 60 kg).....	263
Figure n°9. PIB du Chiapas par secteur d'activité (en %) (1975-2011).....	264
Figure n°10. Chiapas : production et valeur de la production de café (1999-2013).....	265
Figure n°11. Prix du café en dollars pour 100 livres, 1990-2008.....	266
Figure n°12. Chiapas : Population active par secteurs d'activité (1990-2011).....	268
Figure n°13. Lieux de naissance, principaux lieux de résidence et d'emploi des membres des généalogies par génération (en effectifs).....	271
Figure n°14. Secteur d'activités et types d'emploi des membres des généalogies familiales, génération des Egos, 2014.....	272
Figure n°15. Lieux de naissance, principaux lieux de résidence et d'emploi des membres des familles nucléaires des Egos par génération (en effectifs).....	273
Figure n°16. Secteur d'activités et types d'emploi des membres des généalogies familiales, génération des Egos, 2014.....	274
Tableau n°1. Les différentes phases du PROCEDE.....	229
Tableau n°2. Statut légal des membres de l' <i>ejido</i> El Edén et année moyenne de naissance, 2001.....	235
Tableau n°3. Statut légal des membres de l' <i>ejido</i> El Edén par sexe et statut marital, 2001.....	240
Tableau n°4. Les principaux programmes du SEDESOL, CDI et SEMARNAT en milieu rural, 2015-2016.....	258
Tableau n°5. Population active chiapanèque par niveau de salaires (2012, 2013).....	269
Carte n°1. Chiapas : taux d'acceptation du PROCEDE en 2011.....	232
Carte n°2. Chiapas : répartition des bénéficiaires du programme PROCAMPO, 2013.....	251
Carte n°3. Répartition des bénéficiaires du programme <i>Oportunidades</i> (en %), 2012.....	254
Carte n°4. Chiapas : Bénéficiaires du programme <i>Oportunidades</i> , 2010.....	257
Carte n°5. Villes moyennes au Chiapas : deux pôles d'attraction, 2010.....	268
Chapitre V. Familles et sédentarité : puiser dans des territoires familiaux différenciés pour pouvoir rester.....	277
Photo n°1. Maricel devant l'épicerie de sa mère et l'annonce de ses cours particuliers de couture, El Edén, 2014.....	281

Figure n°1. Généalogie familiale de Francisco.....	286
Figure n°2. Généalogie familiale de Leona.....	296

Chapitre VI. Des « paysans, couleurs de la terre » à la « société rurale » : les questions subjectives et politiques posées par la sédentarité.....307

Série photographique n°1. Venue du PRI à l' <i>ejido</i> El Edén, rassemblement sur le terrain de basket du village, 2012.....	310
--	-----

Figure n°1. Généalogies : répartition des droits <i>ejidaux</i> au sein des familles, 2014.....	340
Figure n°2. Généalogies : répartition des droits <i>ejidaux</i> au sein des familles pour la génération des enfants des Egos, 2014.....	340

Tableau n°1. Acteurs politiques à l' <i>ejido</i> : liens à la parcelle <i>ejidale</i> , au village et droits politiques.....	337
Tableau n°2. Archives agraires : âge moyen des <i>ejidatarios</i> et <i>posesionarios</i>	339

Table des encadrés

Introduction.....	27
Encadré n°1. Petite chronologie (non exhaustive) des réformes agraires du XX ^e siècle latino-américain.....	33
Encadré n°2. L'usage de la première personne en sciences sociales : enjeux narratif et épistémologique.....	61
Chapitre I. Avec qui, de quoi et d'où parle-t-on ? Quand le travail de terrain révèle l'objet de recherche.....	67
Encadré n°1. Penser les migrations au Mexique, historiographie de la recherche.....	75
Encadré n°2. L'intersectionnalité des rapports sociaux dans la relation ethnographique....	86
Encadré n°3. Limites et critiques des récits de vie.....	99
Encadré n°4. Des arbres de parenté aux généalogies familiales.....	103
Chapitre II. De <i>peon</i> à <i>ejidatario</i>, de l'insécurité aux protections sociales : la structuration territoriale du Soconusco, la construction d'un ancrage local.....	123
Encadré n°1. La migration saisonnière d'ouvriers agricoles guatémaltèques aujourd'hui	140
Chapitre III. Qu'est-ce qu'être fils et fille d'<i>ejidatarios</i> ? La socialisation au sein des premiers supports familiaux, la formation d'une affiliation symbolique.....	171
Encadré n°1. Le sentiment amoureux et les sciences sociales.....	207
Chapitre VI. Des « paysans, couleurs de la terre » à la « société rurale » : les questions subjectives et politiques posées par la sédentarité.....	307
Encadré n°1. L'Union Nationale des Organisations Régionales Paysannes Autonomes (UNORCA) en quelques mots.....	348

Les entretiens

Annexe n°1. Listes des entretiens.....	419
Annexe n°2. Liste des généalogies.....	422
Annexe n°3. Guides d'entretien.....	423
Unité domestique, famille (<i>ejido</i> el Edén, 2012) :.....	423
Autorités villageoises (<i>ejido</i> El Edén, 2012).....	435
Thématiques pour les entretiens ouverts auprès des familles (<i>ejido</i> el Edén, 2012).....	449
Thématique pour les entretiens ouverts auprès des autorités villageoises (<i>Ejido</i> El Edén, 2012).....	451
Annexe n°4. Thématiques des entretiens recueillis.....	453

Annexe n°1. Listes des entretiens

Premier terrain, 2012

N°	Date	Durée	Lieu	Pseudonyme	Sexe	Âge	État civil	Profession	Ejidatario	Type d'entretien
1	01/05/12	30 min	Ejido El Edén	Marcia	F	60	Marié	Femme au foyer	<i>Ejidatario</i>	Formel
2	01/05/12	1h40	Ejido El Edén	Cristina et Lucio	F +H	60	Marié	<i>Comisariada et jefe de vigilancia</i>	<i>Ejidatarios</i>	Formel
3	03/05/12	1h40	Ejido El Edén	Francisco	H	50	Marié	Producteur	<i>Ejidatario</i>	Formel
4	03/05/12	1h30	Ejido El Edén	Marcela	F	60	Séparé	<i>Tienda</i>	<i>Posesionario</i>	Formel
5	04/05/12	2h40	Ejido El Edén	Consuelo	F	50	Union libre	Producteur	<i>Ejidatario</i>	Formel
6	07/05/12	2h40	Ejido El Edén	Guillermo	H	75	Veuf	Producteur	<i>Ejidatario</i>	Formel
7	07/05/12	1h30	Ejido El Edén	José	H	35	Célibataire	Producteur	<i>Ejidatario</i>	Formel
8	08/05/12	1h	Ejido El Edén	Fabricio	H	40	Marié	Professeur d'éducation physique	<i>Avecindado</i>	Formel
9	09/05/12	1h	Ejido El Edén	Abel	H	75	Marié	Producteur	<i>Ejidatario</i>	Formel
10	14/05/12	2h40	Ejido El Edén	Alvaro	H	60	Marié	Producteur	<i>Ejidatario</i>	Formel
11	15/05/12	1h30	Ejido El Edén	Aurelia	F	35	Marié	Secrétaire	<i>Avecindado</i>	Formel
12	17/05/12	1h30	Ejido El Edén	Marcelina	F	40	Marié	Vendeuse et femme au foyer	<i>Posesionario</i>	Formel
13	21/05/12	30 min	Ejido El Edén	Marcos	F	60	Marié	Retraité	<i>Avecindado</i>	Formel
14	22/05/12	1h50	Ejido El Edén	Josue et Isabella	F+H	60	Marié	Retraité + Producteur + <i>Tienda</i>	<i>Ejidatario</i>	Formel
15	23/05/12	50 min	Ejido El Edén	Mariana	F	60	Marié	Femme au foyer	<i>Avecindado</i>	Formel
16	23/05/12	1h	Ejido El Edén	Josue	H	60	Marié	Producteur + <i>Tienda</i>	<i>Ejidatario</i>	Formel
17	24/05/12	1h40	Ejido El Edén	Leona	F	48	Séparé	Producteur + <i>Tienda</i>	<i>Ejidatario</i>	Formel
18	08/06/12	1h	Ejido El Edén	Ingrid	F	25	Célibataire	Étudiante	<i>Avecindado</i>	Formel
19	08/06/12	2h	Ejido El Edén	Lucio	H	60	Marié	Producteur	<i>Ejidatario</i>	Formel
20	12/06/12	1h	Ejido El Edén	Guillermo	H	75	Veuf	Producteur	<i>Ejidatario</i>	Formel
21	15/06/12	1h	Ejido El Edén	Adela	F	26	Célibataire	Couturière	<i>Avecindado</i>	Formel
22	17/06/12	2h30	Ejido El Edén	Hedda	F	48	Veuf	Producteur	<i>Ejidatario</i>	Formel
23	28/06/12	1h30	Ejido El Edén	Isadora	F	30	Marié	Femme au foyer	<i>Avecindado</i>	Formel
24	01/07/12	1h	Ejido El Edén	Guillermo	H	75	Veuf	Producteur	<i>Ejidatario</i>	Informel
25	04/07/12	1h30	Ejido El Edén	Nancy	F	35	Union libre	Femme au foyer	--	Informel
26	06/07/12	1h	Ejido El Edén	Lucio	H	60	Marié	Producteur	<i>Ejidatario</i>	Informel
27	06/07/12	30 min	Ejido El Edén	Hedda	F	48	Veuf	Producteur	<i>Ejidatario</i>	Informel
28	06/07/12	1h	Ejido El Edén	Isabella	F	60	Marié	Retraité + Producteur + <i>Tienda</i>	<i>Avecindado</i>	Informel
29	10/07/12	1h	Ejido El Edén	Leona	F	48	Séparé	Producteur + <i>Tienda</i>	<i>Ejidatario</i>	Informel

Annexes

Deuxième terrain, 2014

N°	Date	Durée	Lieu	Pseudonyme	Sexe	Âge	État civil	Profession	Ejidatario	Type d'entretien	Généalogie
30	06/03/14	2h	Ejido El Edén	Adela	F	26	Célibataire	Couturière	<i>Avecindado</i>	Informel	
31	10/03/14	3h	Ejido El Edén	Leona	F	48	Séparé	Producteur + <i>Tienda</i>	<i>Ejidatario</i>	Informel	Réalisation de la généalogie
32	12/03/14	1h30	Ejido El Edén	Francisco	H	50	Union libre	Producteur + <i>Tienda</i>	<i>Ejidatario</i>	Informel	Réalisation de la généalogie
33	12/03/14	1h	Ejido El Edén	Guillermo	H	75	Veuf	Producteur	<i>Ejidatario</i>	Informel	
34	13/03/14	1h	Ejido El Edén	Osvaldo	H	50	Marié	<i>Profesionista</i>		Informel	
35	14/03/14	1h	Ejido El Edén	Consuelo	F	50	Union libre	Producteur	<i>Ejidatario</i>	Informel	
36	15/03/14	1h30	Ejido El Edén	Gustavo	H	60	Séparé	Producteur	Petit propriétaire	Formel	Réalisation de la généalogie
37	15/03/14	1h	Ejido El Edén	Amaya	F	50	Séparé	<i>Tienda</i>	Petit propriétaire	Informel	
38	17/03/14	1h	Ejido El Edén	Leona	F	48	Séparé	Producteur + <i>Tienda</i>	<i>Ejidatario</i>	Informel	Rendu de la généalogie
39	19/03/14	2h	Ejido El Edén	Consuelo	F	50	Union libre	Producteur	<i>Ejidatario</i>	Formel	Réalisation de la généalogie
40	19/03/14	1h	Ejido El Edén	Guillermo	H	75	Veuf	Producteur	<i>Ejidatario</i>	Formel	Réalisation de la généalogie
41	20/03/14	2h30	Ejido El Edén	Amaya	F	50	Séparé	<i>Tienda</i>	Petit propriétaire	Formel	
42	21/03/14	1h	Ejido El Edén	Amaya	F	50	Séparé	<i>Tienda</i>	Petit propriétaire	Informel	
43	21/03/14	1h30	Ejido El Edén	Alvaro	H	60	Marié	Producteur	<i>Ejidatario</i>	Formel	Réalisation de la généalogie
44	25/03/14	1h	Ejido El Edén	Marcia	F	60	Marié	Femme au foyer	<i>Ejidatario</i>	Informel	
45	25/03/14	1h	Ejido El Edén	Gustavo	H	60	Séparé	Producteur	Petit propriétaire	Informel	Rendu de la généalogie
46	26/03/14	1h	Ejido El Edén	Consuelo	F	50	Union libre	Producteur	<i>Ejidatario</i>	Informel	Rendu de la généalogie
47	26/03/14	1h	Ejido El Edén	Josue	H	60	Marié	Retraité + Producteur + <i>Tienda</i>	<i>Ejidatario</i>	Informel	
48	15/05/14	1h	Ejido El Edén	Guillermo	H	75	Veuf	Producteur	<i>Ejidatario</i>	Informel	Rendu de la généalogie
49	19/05/14	2h	Ejido El Edén	Amaya	F	50	Séparé	<i>Tienda</i>	Petit propriétaire	Formel	Réalisation de la généalogie
50	20/05/14	1h	Ejido El Edén	Hedda	F	48	Veuf	Producteur	<i>Ejidatario</i>	Informel	
51	09/06/14	1h	Ejido El Edén	Leona	F	48	Séparé	Producteur + <i>Tienda</i>	<i>Ejidatario</i>	Informel	
52	11/06/14	1h	Ejido El Edén	Amaya	F	55	Séparé	<i>Tienda</i>	Petit propriétaire	Informel	Rendu de la généalogie
53	11/06/14	1h	Ejido El Edén	Isabella	F	60	Marié	Retraité + Producteur + <i>Tienda</i>	<i>Ejidatario</i>	Informel	
54	15/06/14	1h30	Ejido El Edén	Marcela	F	60	Séparé	Producteur + <i>Tienda</i>	<i>Posesionario</i>	Informel	Réalisation de la généalogie
55	18/06/14	1h	Ejido El Edén	Marcela	F	60	Séparé	Producteur + <i>Tienda</i>	<i>Posesionario</i>	Informel	Rendu de la généalogie
56	18/06/14	1h	Ejido El Edén	José	H	35	Célibataire	Producteur	<i>Ejidatario</i>	Informel	Réalisation de la généalogie
57	20/06/14	2h	Ejido El Edén	Lucio	H	60	Marié	Producteur	<i>Ejidatario</i>	Informel	Réalisation de la généalogie

Entretiens avec les institutions, 2012

N°	Date	Durée	Lieu	Pseudonymes	Institutions	Type d'entretien
1	19/04/12	1h	Tapachula	Edgar	UNACH	Informel
2	23/04/12	30 min	Tapachula	Rodolfo	Union de Ejidos Emiliano Zapata	Formel
3	23/04/12	1h30	Tapachula	--	SAGARPA	Formel
4	24/04/12	40 min	Tapachula	Francisco y Sonia	Secretaria de la Reforma Agraria	Formel
5	24/04/12	40 min	Tapachula	Mayra Moreno	Chiapanecos en el exterior	Formel
6	02/05/12	40 min	Tapachula	Rafaël Garcia	SEMARNAT	Formel
7	18/06/12	1h	Tapachula	Luis Flores	OIM	Informel
8	26/06/12	40 min	Tapachula	Francisco Garcia	Secretaria del Campo	Formel
9	27/06/12	1h	Tapachula	--	Comcafé	Informel
10	27/06/12	1h30	Tapachula	Mayra Moreno	Chiapanecos en el exterior	Informel
11	27/06/12	30 min	Tapachula	SEDESOL	SEDESOL	Informel

Annexe n°2. Liste des généalogies

N°	Date	Durée	Lieu	Pseudonyme	Sexe	Âge	État civil	Profession	Ejidatario	Entretiens	Sélection pour l'étude
1	10/03/14	3	Ejido El Edén	Leona	F	50	Séparé	Producteur + Tienda	Ejidatario	Informel	
2	12/03/14	1,5	Ejido El Edén	Francisco	H	50	Union libre	Producteur + Tienda	Ejidatario	Informel	
3	15/03/14	1,5	Ejido El Edén	Guustavo	H	60	Séparé	Producteur	Petit propriétaire	Formel	
4	19/03/14	2	Ejido El Edén	Consuelo	F	50	Union libre	Producteur	Ejidatario	Formel	
5	19/03/14	1	Ejido El Edén	Guillermo	H	75	Veuf	Producteur	Ejidatario	Formel	
6	21/03/14	1,5	Ejido El Edén	Alvaro	H	60	Marié	Producteur	Ejidatario	Formel	
7	19/05/14	2	Ejido El Edén	Amaya	F	50	Séparé	Tienda	Petit propriétaire	Formel	
8	15/06/14	1,5	Ejido El Edén	Marcela	F	60	Séparé	Producteur + Tienda	Posesionario	Informel	
9	18/06/14	1	Ejido El Edén	José	H	35	Célibataire	Producteur	Ejidatario	Informel	
10	20/06/14	2	Ejido El Edén	Lucio	H	60	Marié	Producteur	Ejidatario	Informel	

Annexe n°3. Guides d'entretien

Unité domestique, famille (ejido el Edén, 2012) :

*Este cuestionario esta dirigido:
a los **hogares** y/o
al **jefe/a de familia** o bien
a los **ejidatarios, personas, etc.***

Entrevista con : APELLIDOS y Nombre

Familia, profesión, casa, función, etc. :

Fecha :

Hora :

Duración :

Grabación :

Sitio :

- Localidad :

- Ejido :

Contexto :

Elementos complementarios, apuntas :

1. PRESENTACIÓN

1.1. ¿Cual es su **nombre y APPELLIDOS**?

1.2. ¿Su **trabajo, actividad, profesión en el ejido, comunidad agrícola o localidad**?

¿En que consiste?

¿Le gusta su trabajo? Por qué?

¿Como acabo haciendo este trabajo?

1.3. ¿Hasta que ano **estudio**?

¿Donde era la escuela?

¿Le gustaba?

¿Como iba a la escuela?

1.4. ¿Alguien habla un **idioma indígena** en el hogar?

¿Quién?

¿A qué grupo se identifican?

1.5. ¿Usted es el **jefe de familia**?

1.6. ¿Su **fecha de nacimiento**?

2. HISTORIA FAMILIAR

2.1. ¿Dónde vive (ó vivía) **su padre, su madre**?

2.2. ¿Cuántos **hijos(as) tuvieron sus padres**?

2.3. ¿Usted es el **mayor**? (anote el rango)

2.4. ¿En qué **trabaja(ba) su padre, madre**?

2.5. ¿Su familia **tenía tierras** en el ejido (localidad)?

¿En calidad de que?

¿Cuántos predios tenían?

2.6. Sus hermanos

¿Edad?

¿Hasta que año estudiaron?

¿Y que hacen hoy?

¿Donde viven?

¿Tienen tierras?

2.7. ¿**Se caso** usted?

¿Con quién y cuando?

2.8. ¿Tiene hijos?

¿Cuántos?

¿Edad?

¿Hasta que año estudiaron?

¿Y que hacen hoy?

¿Donde viven?

¿Tienen tierras?

3. PARCELAS QUE POSEE

3.1. ¿Es propietario de su tierra?

¿Renta sus tierras?

¿La cultiva para su consumo propio?

3.2. ¿Dónde? Ubicación

(ejido ó localidad; municipio otro municipio)

3.2. ¿Cómo la adquirió?

(dotación, herencia, compra renta, prestado, etc.)

3.3. ¿Cuándo la adquirió?

(Año)

3.4. ¿Con quién la adquirió?

3.5. ¿Superficie?

(en Ha., o indicar otra medida)

3.6. ¿Qué tipo de tierra es su predio?

(temporal, riego, potrero, etc.)

3.7. ¿Que se cultiva y que se cultivaba en ese predio?

3.8. ¿Quién lo trabaja?

[3.9. ¿Sabe usted a quién va a **transmitir** su predio?]

3.10. ¿Dónde vende su producción?

3.11. ¿Sintió un cambio en la producción?

4. CARACTERÍSTICAS ECONÓMICAS DE LA VIVIENDA

4.1. ¿Cuántas familias comparten gastos?

4.2. Subsidios gubernamentales

¿Alguien recibe ayuda de **PROCAMPO**?

- ¿Cuánto reciben al mes?

¿Alguien recibe ayuda de **PROGRESA** (1994-2000) o **OPORTUNIDADES** (2000-)?

- ¿Cuánto reciben al mes?

¿Recibe **otro tipo de ayuda**?

4.3. Actividades propias no agropecuarias

¿Tiene **otras actividades** que lo de la tierra?

¿Donde trabaja? ¿Que hace?

4.4. Auto-consumo

¿Tiene frutales o verduras en el patio o solar?

¿Tiene animales en el patio o solar?

5. CULTIVOS Y PRODUCCIÓN

5.1. ¿Cuales son los ciclos agrícolas de sus cultivos?

Ciclo de verano (marzo-septiembre 2011)

- ¿Qué **tipos de cultivos**? u otro uso
- ¿Qué superficie **sembró** o usó?
- ¿Cuánto **cosechó**? (unidad de medida)
- ¿Cuánto se **vendió**? (unidad de medida)
- ¿Qué **ingreso**? O ¿a qué precio?(en total)
- ¿**A quién vendió**?
- ¿Cuánto fue para **autoconsumo**?
- ¿Cuáles son de **mayor extensión y rendimiento**?

– Ciclo de invierno (septiembre 2011-marzo 2012)

- ¿Qué **tipos de cultivos**? u otro uso
- ¿Qué superficie **sembró** o usó?
- ¿Cuánto **cosechó**? (unidad de medida)
- ¿Cuánto se **vendió**? (unidad de medida)
- ¿Qué **ingreso**? O ¿a qué precio?(en total)
- ¿**A quién vendió**?
- ¿Cuánto fue para **autoconsumo**?
- ¿Cuáles son de **mayor extensión y rendimiento**?

– Y en este ciclo que empezó (marzo-septiembre 2012)

- ¿Qué **tipos de cultivos**? u otro uso
- ¿Qué superficie **sembró** o usó?

5.2. Capital de producción

¿Usa **maquinaria**?

- ¿Qué tipo de máquina?
- ¿Es maquinaria propia, rentada, prestada...?
- ¿Usa animales de tracción? ¿Cuáles?

¿Qué **fertilizantes, insecticidas**, etc. (insumos) utiliza? (Si/No)

(Precisar)

¿Cuánto le costó en total el año pasado?

¿Cómo los pagó?(Crédito de la tienda, banco, prestamistas...)

5.3. Créditos y apoyos

- ¿Usted o alguien de su familia (GD) **solicitó algún crédito?**

¿el año anterior?

¿y este año?

¿Con quién, o con que **institución** lo obtuvo?

¿Por qué (producción o consumo), **con que destino?**

¿**Cuánto fue?**

¿Por cuánto **tiempo?**

¿Dejó una **garantía?**

- ¿Usted recibió **PROCAMPO?**

¿Cuánto?

¿Recibe otros apoyos para el campo?

¿Cuál?

¿Cuánto?

5.4. ¿Usted tuvo que **comprar maíz en este período de los ciclos anteriores?** ¿y cuánto?

- Para el consumo:

- Para la siembra:

5.5. ¿**Contrato** un predio suyo por una empresa o persona para hacer cultivos?
(Precisar quién y el cultivo)

5.6. ¿**Recibió o dió animales?**

¿Con personas de la familia, de la comunidad, fuera de la comunidad?

¿Con empresas?

6. PROCEDE

6. ¿El ejido participo en el **PROCEDE**? Si No

6.1. ¿Por qué **razón cree usted que el ejido participó o no** al PROCEDE?

6.2. ¿En su caso **estaba de acuerdo con la decisión** que se tomó en la asamblea?
¿Por qué?

6.3. ¿Usted **integró** PROCEDE?
¿**Por qué integró** al PROCEDE?

6.4. ¿Después de PROCEDE, **se quedó con algunos predios de uso común** o todo se repartió?

6.5. ¿Hubo **cultivos que usted dejo de sembrar o nuevos cultivos** en el ejido?
¿Y en el ejido?

6.6. ¿Usted o algún miembro del hogar piensa **rentar tierra o comprar tierra**?

6.7. ¿Con qué recursos o cómo piensa pagarla?

6.8. ¿**Para hacer qué y cómo la utilizaría?** (cultivo, ganado)

6.9. A quien va a **transmitir** sus predios?

A todos sus hijos
Al mayor
Al menor

A su esposa
Otras personas

7. MIGRACIÓN DE USTED

7.1. ¿Usted **migro**?

7.2. ¿A **donde**?

7.3. ¿**Cuando**?

Fecha de la primera salida del hogar (año)

7.4. ¿Migro **varias veces**?

¿Por qué varias veces y en estos lugares ?

7.5. ¿**Como migro**? Por cual ruta?

¿Con quién se fue?

7.6. ¿**Cuanto tiempo** duro la migración?

7.7. ¿Tuvo que **juntar dinero** para salir?

¿Cómo lo juntó?

¿Alguien le prestó o ayudó?

(preguntar si tuvo que dejar una parcela -la suya u otra- como como garantía)

7.8. ¿**Con quién vivía** allá?

7.9. ¿A **qué se dedicaba** allá?

7.10. ¿**Mandaba dinero** durante su estancia allá?

¿A quién?

¿Para qué se destinaba el dinero que mandó?

¿Cuánto mandaba y con qué frecuencia?

(especificar)

7.11. ¿Hacía **visitas** de vez en cuando?

7.12. ¿Cual fue su **situación familiar** al momento de salir del hogar ? (Estado Civil, hijos, etc.)

7.13. **Cambios en la organización doméstica:**

¿Si estaba casado, hubieron **cambios**?

¿**Quién se encargó** del hogar?

¿**Con quién se fue a vivir la esposa**?

¿La mujer se **desempeñó en otra actividad durante esa época**?

¿Qué **actividad dejó de hacer**?

- En la unidad de producción (Grupo Doméstico)
- Afuera del Grupo Doméstico

Annexes

Y **los niños**: qué tuvieron que hacer a raíz de la ausencia del migrante:

- ¿en el hogar?
- ¿en la unidad de producción agrícola?
- ¿siguieron en la escuela?

7.14. Cambios en la organización de la producción agrícola del grupo doméstico:

- ¿Tuvieron que **contratar a otras personas, o pedir la ayuda de otros parientes**?
 - ¿o llamar a otros parientes durante la ausencia?
 - ¿quién?
 - ¿cuánto tiempo y en qué momento?
- ¿**Se confiaron predios** (parcelas) **a otras personas**? (en préstamo o en renta)
 - ¿a quién? (precisar)
 - ¿cuánto tiempo?
- ¿Hay **cultivos que dejaron de sembrarse**, durante la ausencia de ese migrante?
 - ¿cuáles?
- ¿Se compraron animales durante esa época?
 - ¿Cuántos?

7.15. ¿Por qué se fue?

8. ANTES DE MIGRAR

8.1. ¿Cual era **su cargo en el ejido**?

¿Desde cuando?

8.2. ¿Su trabajo, actividad, profesión?

8.3. ¿Era **propietario de su tierra**?

Renta sus tierras ?

La cultiva para su consumo propio ?

8.4. Subsidios gubernamentales

¿Alguien recibía ayuda de **PROCAMPO**?

- ¿Cuánto reciben al mes?

¿Alguien recibía ayuda de **PROGRESA** (1994-2000) o **OPORTUNIDADES** (2000-)?

- ¿Cuánto reciben al mes?

¿Recibía **otro tipo de ayuda**?

8.5. Actividades propias no agropecuarias

¿Tenía otras actividades que lo de la tierra?

¿Donde trabajaba? ¿Que hacía?

8.6. Auto-consumo

¿Tenía frutales o verduras en el patio o solar?

¿Tenía animales en el patio o solar?

9. MIGRACIÓN DE SUS HIJOS O DE SUS PADRES

9.1. ¿Migraron sus hijos/padres?

¿Quién?

9.2. ¿A donde?

9.3. ¿Cuando?

Fecha de la primera salida del hogar (año)

9.4. ¿Migro varias veces?

9.5. ¿Sigue allá? O ¿Cuanto tiempo duro la migración?

9.6. ¿Cual fue su situación familiar al momento de salir del hogar?

(Estado Civil, hijos, etc.)

9.7. ¿Con quién vivía allá?

9.8 ¿Con quién se fue?

9.9. ¿A qué se dedicaba allá?

9.10. ¿Manda/aba dinero?

¿A quién y Para que lo utilizaba?

9.11. ¿Hace/ía visitas?

9.12. ¿Tuvo que juntar dinero para salir?

¿Cómo lo juntó?

¿Usted le prestó o ayudó?

9.13. ¿Por qué se fue?

Autorités villageoises (ejido El Edén, 2012)

Este cuestionario esta dirigido:

al comisariado ejidal y/o

al representante de la localidad o bien

a la autoridad que rige los litigios o conflictos de tierra.

Entrevista con : APELLIDOS y Nombre

Familia, profesión, casa, función, etc. :

Fecha :

Hora :

Duración :

Grabación :

Sitio :

- Localidad :

- Ejido :

Contexto :

Elementos complementarios, apuntas :

I. CARACTERÍSTICAS GENERALES DEL NÚCLEO AGRARIO, DE LA LOCALIDAD , DEL EJIDO

1. La Historia

- 1.1. ¿Cuando **se fundió** el ejido, núcleo agrario o la localidad?
- 1.2. ¿Cuales son las **fechas de dotación y de ampliación**?
- 1.3. ¿Hubo un **parcelamiento** realizado por la comunidad?
¿En qué año?
¿Por qué?
¿Podría tener acceso a los archivos del ejido, núcleo agrario o de la localidad?
- 1.4. ¿Hay una **Asamblea ejidal**?
¿Quién participa?
¿Con que frecuencia se reúne?
¿De qué asunto se trató?
¿En general en qué área interviene la asamblea ejidal?
¿Luz? ¿Agua? ¿Salud? Otros:

2. Composición de la población del núcleo agrario

- 2.1. Número **total de la población** (H y M)
- 2.2. Número de **ejidatarios o derechos ejidales**
- 2.3. Número de **propietarios, poseedores o posesionarios**
- 2.4. Número de **poblaciones étnicas**
¿Hay personas que hablan alguna lengua indígena?
¿Se consideran indígenas?
¿Con que grupo se identifican?
- 2.5. ¿Hay **inmigrantes** en esta localidad?
¿De donde vienen?
¿Cuánto en particular?
- 2.6. ¿Hay **emigrantes** en esta localidad?
¿A donde van principalmente?
¿Cuánto en particular?

3. Tierras de uso común, parcelas, cultivos y producción

3.1. Tierras en uso común

¿Hay tierras en uso común?

¿Cuántas hectáreas?

¿**Cómo se usan** los terrenos de uso común aquí?
(en particular los pastos y los bosques)

3.2. ¿Cuántas hectáreas han sido **parcelados** en este núcleo agrario?

3.3. ¿**Cómo se usan las parcelas**?

¿Cuales son los cultivos?

3.4. ¿Cuales son los **ciclos agrícolas** de los cultivos?

Ciclo de verano (marzo-septiembre 2011)

¿Qué cultivos se sembraron? ¿Cuáles son de mayor extensión y rendimiento?

– **Ciclo de invierno (septiembre 2011-marzo 2012)**

¿Qué cultivos se sembraron? ¿Cuáles son de mayor extensión y rendimiento?

– **Y en este ciclo que empezó (marzo-septiembre 2012)**

¿Qué cultivos se sembraron? ¿Cuáles son de mayor extensión y rendimiento?

3.5. ¿Usted nota algún **cambio en el patrón de los cultivos**?

¿Hay cultivos que ya no se siembran?

3.6. ¿Se introdujeron los **cultivos comerciales** en este ejido?

¿Cuándo?

¿Cuál es la forma de comercialización?

3.8. ¿Quiénes son los **compradores** aquí? (Enumerar los productos)

3.9. ¿Hay **ganadería** aquí? ¿Cuántos ganaderos (y cuántas hectáreas) ¿Cuántas cabezas?

II. INFRAESTRUCTURAS Y SERVICIOS

1. Acceso a los servicios urbanos y circuitos comerciales

1.1. ¿Cuál es la **ciudad más cercana**?
¿A cuántos minutos-horas esta de aquí?

1.2. ¿Y la **cabecera municipal**?

1.3. ¿Hay **servicios de transporte** aquí?
¿O que vienen aquí?

2. Infraestructuras públicas

2.1. ¿Cuál es el **sistema de acceso al agua** aquí?

2.2. ¿Cuándo llegó la **luz**?

2.3. ¿**Escuelas**?
¿Qué tipo tienen aquí?
¿Cuántas?

2.4. ¿Infraestructuras de **Salud**?

2.5. **Otros servicios** (o infraestructuras):

- | | |
|------------------|--------------------|
| - Casa ejidal | - Galera de tabaco |
| - Silo | - Planta de acopio |
| - Beneficio café | - Otros: |

2.6. ¿Hay **proyectos agropecuarios del gobierno u de otras instituciones** aquí?

3. Relación con otras localidades y cabecera municipal

3.1. ¿Cuántas localidades hay en este ejido?

3.2. ¿Esa es la **más importante**?
¿Qué **gestiona los trámites con la cabecera municipal**?

3.3. ¿Cuál es?
¿**Y debido a que** según usted?

III. CRÉDITOS, INGRESOS Y APOYOS

1. Créditos

1.1. ¿Se reciben **créditos a la producción** aquí?
¿Con quién o que **institución**?

- | | |
|---------------------|----------------------------|
| - Banrural | - Empresa |
| - Tienda mutualista | - Particular (comerciante) |
| - Unión campesina | - Otros: |

1.2. ¿Hay **créditos al consumo**?
¿Con quién o que **institución** ?

- | | |
|---------------------|--------------|
| - Caja mutualista | - Particular |
| - Ingresos y apoyos | - Otros: |

2. Apoyos

2.1. ¿Hay personas quienes **reciben PROCAMPO**?

2.2. ¿Hay un **delegado de PROCAMPO** aquí, quién es?

2.3. ¿Hay **otros tipos de apoyos**?

2.4. ¿Hay familias que reciben el apoyo de **PROGRESA** (1994-2000) o **OPORTUNIDADES** (2000-)?

IV. PROCEDE

1. ¿Pasó **PROCEDE** aquí?
¿Concluyó el proceso?

2. ¿Cuales fueron las **etapas del proceso**?

3. ¿Cuando se reunió la **asamblea ejidal** la primera vez para discutir eso?

4. ¿Hubo **muchas reuniones o debates**?

5. ¿Todos **aceptaron** PROCEDE?
¿Cuántos **rechazaron**?

6. ¿**Cómo se redistribuye el ejido**?
 - Número de ejidatarios
 - Número de posesionarios
 - Número de avecindados

7. ¿Se repartió la zona urbana ó se quedo bajo el control del ejido?

8. ¿**Cómo se realiza la regulación de las parcelas**?

9. ¿**Hubo renta o venta de parcelas** después de PROCEDE?

V. USTED Y EL EJIDO

1. Presentación

1.1. ¿Cual es su **cargo en el ejido**?

¿Desde cuando?

¿En que consiste?

¿Le gusta tener este cargo? Por qué?

¿Como acabo teniendo este cargo?

1.2. ¿Su **trabajo, actividad, profesión**?

¿En que consiste?

¿Le gusta su trabajo? Por qué?

¿Como acabo haciendo este trabajo?

1.3. ¿Hasta que año **estudio**?

¿Donde era la escuela?

¿Le gustaba?

¿Como iba a la escuela?

1.4. ¿Alguien habla un **idioma indígena** en el hogar?

¿Quién?

¿A qué grupo se identifican?

2. Historia familiar

2.1. ¿Dónde vive (ó vivía) **su padre, su madre**?

2.2. ¿Cuántos **hijos(as) tuvieron sus padres**?

2.3. ¿Usted es el **mayor**? (anote el rango)

2.4. ¿En qué **trabaja(ba) su padre, madre**?

2.5. ¿Su familia **tenía tierras** en el ejido (localidad)?

¿En calidad de que?

¿Cuántos predios tenían?

2.6. Sus hermanos

¿Edad?

¿Hasta que año estudiaron?

¿Y que hacen hoy?

¿Donde viven?

¿Tienen tierras?

2.7. ¿**Se caso** usted?

¿Con quién y cuando?

2.8. ¿Tiene hijos?

¿Cuántos?
¿Edad?
¿Hasta que año estudiaron?

¿Y que hacen hoy?
¿Donde viven?
¿Tienen tierras?

3. Parcelas que posee

3.1. ¿Es propietario de su tierra ?

- ¿Renta sus tierras ?
- ¿La cultiva para su consumo propio ?

3.2. ¿Donde? **Ubicación**

(ejido ó localidad; municipio otro municipio)

3.2. ¿**Cómo la adquirió?**

(dotación, herencia, compra renta, prestado, etc.)

3.3. ¿**Cuando** la adquirió?

(Año)

3.4. ¿**Con quién** la adquirió?

3.5. ¿**Superficie?**

(en Ha., o indicar otra medida)

3.6. ¿Qué **tipo de tierra** es su predio?

(temporal, riego, potrero, etc.)

3.7. ¿**Que se cultiva** y que se **cultivaba** en ese predio?

3.8. ¿**Quién lo trabaja?**

[3.9. ¿Sabe usted a quién va a **transmitir** su predio?]

3.10. ¿**Donde vende** su producción?

3.11. ¿**Sintió un cambio** en la producción?

4. Características económicas de la vivienda

4.1. ¿Cuántas familias comparten gastos?

4.2. Subsidios gubernamentales

¿Alguien recibe ayuda de **PROCAMPO**?

- ¿Cuánto reciben al mes?

¿Alguien recibe ayuda de **PROGRESA** (1994-2000) o **OPORTUNIDADES** (2000-)?
 - ¿Cuánto reciben al mes?

¿Recibe **otro tipo de ayuda**?

4.3. Actividades propias no agropecuarias

¿Tiene **otras actividades** que lo de la tierra?

¿Donde trabaja? ¿Que hace?

4.4. Auto-consumo

¿Tiene frutales o verduras en el patio o solar?

¿Tiene animales en el patio o solar?

5. Cultivos y producción

5.1. ¿Cuales son los ciclos agrícolas de sus cultivos?

– Ciclo de verano (marzo-septiembre 2011)

- ¿Qué **tipos de cultivos**? u otro uso
- ¿Qué superficie **sembró** o usó?
- ¿Cuánto **cosechó**? (unidad de medida)
- ¿Cuánto se **vendió**? (unidad de medida)
- ¿Qué **ingreso**? O ¿a qué precio?(en total)
- ¿**A quién vendió**?
- ¿Cuánto fue para **autoconsumo**?
- ¿Cuáles son de **mayor extensión** y **rendimiento**?

– Ciclo de invierno (septiembre 2011-marzo 2012)

- ¿Qué **tipos de cultivos**? u otro uso
- ¿Qué superficie **sembró** o usó?
- ¿Cuánto **cosechó**? (unidad de medida)
- ¿Cuánto se **vendió**? (unidad de medida)
- ¿Qué **ingreso**? O ¿a qué precio?(en total)

- ¿A **quién** vendió?
- ¿Cuánto fue para **autoconsumo**?
- ¿Cuáles son de **mayor extensión** y **rendimiento**?

– **Y en este ciclo que empezó (marzo-septiembre 2012)**

- ¿Qué **tipos de cultivos**? u otro uso
- ¿Qué superficie **sembró** o usó?

5.2. Capital de producción

¿Usa **maquinaria**?

- ¿Qué tipo de máquina?
- ¿Es maquinaria propia, rentada, prestada...?
- ¿Usa animales de tracción? ¿Cuáles?

¿Qué **fertilizantes, insecticidas**, etc. (insumos) utiliza? (Si/No)

- (Precisar)
- ¿Cuánto le costó en total el año pasado?
- ¿Cómo los pagó?(Crédito de la tienda, banco, prestamistas...)

5.3. Créditos y apoyos

- ¿Usted o alguien de su familia (GD) **solicitó algún crédito**?

- ¿el año anterior?
- ¿y este año?

¿Con quién, o con que **institución** lo obtuvo?

¿Por qué (producción o consumo), **con que destino**?

¿**Cuánto fue**?

¿Por cuánto **tiempo**?

¿Dejó una **garantía**?

- ¿Usted recibió **PROCAMPO**?

- ¿Cuánto?
- ¿Recibe otros apoyos para el campo?
- ¿Cuál?
- ¿Cuánto?

5.4. ¿Usted tuvo que **comprar maíz en este período de los ciclos anteriores**? ¿y cuánto?

- Para el consumo:
- Para la siembra:

5.5. ¿**Contrato** un predio suyo por una empresa o persona para hacer cultivos?
(Precisar quién y el cultivo)

5.6. ¿**Recibió o dió animales?**

¿Con personas de la familia, de la comunidad, fuera de la comunidad?

¿Con empresas?

6. PROCEDE

6. ¿El ejido participo en el **PROCEDE**? Si No

6.1. ¿Por qué **razón cree usted que el ejido participó o no** al PROCEDE?

6.2. ¿En su caso **estaba de acuerdo con la decisión** que se tomó en la asamblea?
¿Por qué?

6.3. ¿Usted **integró** PROCEDE?
¿**Por qué integró** al PROCEDE?

6.4. ¿Después de PROCEDE, **se quedó con algunos predios de uso común** o todo se repartió?

6.5. ¿Hubo **cultivos que usted dejo de sembrar o nuevos cultivos** en el ejido?
¿Y en el ejido?

6.6. ¿Usted o algún miembro del hogar piensa **rentar tierra o comprar tierra**?

6.7. ¿Con qué recursos o cómo piensa pagarla?

6.8. ¿**Para hacer qué y cómo la utilizaría?** (cultivo, ganado)

6.9. A quien va a **transmitir** sus predios?

A todos sus hijos

Al mayor

Al menor

A su esposa

Otras personas

7. Migración de usted

7.1. ¿Usted **migro**?

7.2. ¿A **donde**?

7.3. ¿**Cuando**?

Fecha de la primera salida del hogar (año)

7.4. ¿Migro **varias veces**?

¿Por qué varias veces y en estos lugares ?

7.5. ¿**Como migro**? Por cual ruta?

¿Con quién se fue?

7.6. ¿**Cuanto tiempo** duro la migración?

7.7. ¿Tuvo que **juntar dinero** para salir?

¿Cómo lo juntó?

¿Alguien le prestó o ayudó?

(preguntar si tuvo que dejar una parcela -la suya u otra- como como garantía)

7.8. ¿**Con quién vivía** allá?

7.9. ¿A **qué se dedicaba** allá?

7.10. ¿**Mandaba dinero** durante su estancia allá?

¿A quién?

¿Para qué se destinaba el dinero que mandó?

¿Cuánto mandaba y con qué frecuencia?

(especificar)

7.11. ¿Hacía **visitas** de vez en cuando?

7.12. ¿Cual fue su **situación familiar** al momento de salir del hogar ? (Estado Civil, hijos, etc.)

7.13. **Cambios en la organización doméstica:**

¿Si estaba casado, hubieron **cambios**?

¿**Quién se encargó** del hogar?

¿**Con quién se fue a vivir la esposa**?

¿La mujer se **desempeñó en otra actividad durante esa época**?

¿Qué **actividad dejó de hacer**?

– En la unidad de producción (Grupo Doméstico)

– Afuera del Grupo Doméstico

Y **los niños**: qué tuvieron que hacer a raíz de la ausencia del migrante:

– ¿en el hogar?

- ¿en la unidad de producción agrícola?
- ¿siguieron en la escuela?

7.14. Cambios en la organización de la producción agrícola del grupo doméstico:

- ¿Tuvieron que **contratar a otras personas, o pedir la ayuda de otros parientes?**
 - ¿o llamar a otros parientes durante la ausencia?
 - ¿quién?
 - ¿cuánto tiempo y en qué momento?
- ¿**Se confiaron predios** (parcelas) **a otras personas?** (en préstamo o en renta)
 - ¿a quién? (precisar)
 - ¿cuánto tiempo?
- ¿Hay **cultivos que dejaron de sembrarse**, durante la ausencia de ese migrante?
 - ¿cuáles?
- ¿Se compraron animales durante esa época?
 - ¿Cuántos?

7.15. ¿Por qué se fue?

8. Antes de migrar

8.1. ¿Cual era **su cargo en el ejido**?
 ¿Desde cuando?

8.2. ¿Su trabajo, actividad, profesión?

8.3. ¿Era **propietario de su tierra**?

- Renta sus tierras ?
- La cultiva para su consumo propio ?

8.4. Subsidios gubernamentales

¿Alguien recibía ayuda de **PROCAMPO**?
 - ¿Cuánto reciben al mes?

¿Alguien recibía ayuda de **PROGRESA** (1994-2000) o **OPORTUNIDADES** (2000-)?
 - ¿Cuánto reciben al mes?

¿Recibía **otro tipo de ayuda**?

8.5. Actividades propias no agropecuarias

¿Tenía otras actividades que lo de la tierra?

¿Donde trabajaba? ¿Que hacía?

8.6. Auto-consumo

¿Tenía frutales o verduras en el patio o solar?

¿Tenía animales en el patio o solar?

9. Migración de sus hijos o de sus padres

9.1. ¿Migraron sus hijos/padres?

¿Quién?

9.2. ¿A donde?

9.3. ¿Cuando?

Fecha de la primera salida del hogar (año)

9.4. ¿Migro varias veces?

9.5. ¿Sigue allá? O ¿Cuanto tiempo duro la migración?

9.6. ¿Cual fue su situación familiar al momento de salir del hogar?

(Estado Civil, hijos, etc.)

9.7. ¿Con quién vivía allá?

9.8 ¿Con quién se fue?

9.9. ¿A qué se dedicaba allá?

9.10. ¿Manda/aba dinero?

¿A quién y Para que lo utilizaba?

9.11. ¿Hace/ía visitas?

9.12. ¿Tuvo que juntar dinero para salir?

¿Cómo lo juntó?

¿Usted le prestó o ayudó?

9.13. ¿Por qué se fue?

Thématiques pour les entretiens ouverts auprès des familles (*ejido* el Edén, 2012)

Esta entrevista tiene que ser abierta.

Esta dirigida:

a los hogares y/o

al jefe/a de familia o bien

a los ejidatarios, personas, etc.

Entrevista con :

Familia, profesión, casa, función, etc. :

Fecha :

Hora :

Duración :

Grabación :

Sitio :

Contexto :

Elementos complementarios, apuntas :

1. **Presentación**, su historia familiar
(nacimiento, infancia, etc.)
2. **Cargo, trabajo, actividad, profesión y estudios** en el ejido
3. La **historia familiar**
(Su padre, madre, hermano/as, esposo/a, hijo/as)
4. **Propiedades, parcelas, cultivos y producción** que poseen/hacen usted y/o su familia
5. La **transmisión** de la tierra
6. El **trabaja en el campo**, los **ciclos agrícolas**
7. El **capital de producción**
(Maquinaria, fertilizantes, insecticidas, etc.)
8. **Auto-consumo**
9. **Actividades** propias **no agropecuarias, pluriactividad, otros trabajos ocupados.**
10. **Temporalidad** de los **trabajos ocupados**
11. Los **créditos**
12. Los **apoyos gubernamentales**
(PROCAMPO, OPORTUNIDADES, etc. y otro tipo de ayuda)
13. El **PROCEDE**
14. **Migración** de usted, de sus hijos o de sus padres, las **remesas**
15. La **Historia** del núcleo agrario, la localidad o el ejido

Thématique pour les entretiens ouverts auprès des autorités villageoises (Ejido El Edén, 2012)

Esta entrevista tiene que ser abierta.

Esta dirigida:

al comisariado ejidal y/o

al representante de la localidad o bien

a la autoridad que rige los litigios o conflictos de tierra.

Entrevista con :

Familia, profesión, casa, función, etc. :

Fecha :

Hora :

Duración :

Grabación :

Sitio :

Contexto :

Elementos complementarios, apuntas :

TEMAS GENERALES SOBRE EL EJIDO

1. La **Historia** del núcleo agrario, de la localidad o del ejido
2. La **asamblea ejidal**
3. Las **tierras de uso común**
 4. Las **parcelas**
 5. Los **cultivos**
 6. La **producción**
 7. Los **compradores**
8. Los **proyectos agropecuarios** del gobierno o de otras instituciones
 9. Los **Créditos**
 10. Los **apoyos** gubernamentales (PROCAMPO, OPORTUNIDADES, etc. y otro tipo de ayuda)
 11. El proceso **PROCEDE**
12. La composición de la **población** del núcleo agrario
13. El Acceso a los **servicios urbanos y circuitos comerciales**
 14. Las **infraestructuras públicas** (Agua, luz, escuelas, salud, otros servicios)
 15. Las relaciones con **otras localidades**
 16. La **migración guatemalteca** en la localidad
17. La **migración interna e internacional** en la localidad
 18. La **población indígena**

Annexe n°4. Thématiques des entretiens recueillis

I. Travail agricole	07:04:55	18,40%
1. Terres ejidales et production de café	05:25:56	14,10%
2. Autre activité agricole	00:57:47	2,50%
3. Production pour consommation personnelle	00:41:12	1,80%
II. Vie laborieuse	02:56:23	7,50%
4. Autre activité rémunérée (pluriactivité)	01:10:44	3,00%
5. Réflexion générale sur le travail	00:35:54	1,50%
6. École, études	01:09:45	3,00%
III. Mobilités	03:33:02	9,20%
7. Internes	01:11:54	3,10%
8. Internationales (États-Unis)	01:50:56	4,80%
9. Immigration guatémaltèque	00:30:12	1,30%
IV. Famille	05:13:07	13,50%
10. Histoire familiale	04:18:54	11,20%
11. Histoire conjugale	00:54:13	2,30%
V. Politique	05:16:27	13,70%
12. Aides publiques, crédits, etc.	02:06:29	5,50%
13. Vision, réflexion, opinion politique et sociale	02:19:53	6,00%
14. Partis politiques	00:50:05	2,20%
VI. Ejido	04:30:59	11,80%
15. Généralités (vie rurale)	02:15:44	5,90%
16. Histoire de l'ejido	00:39:10	1,70%
17. PROCEDE	00:40:52	1,80%
18. <i>Fincas</i> de café de la région	00:55:13	2,40%
VII. Méthodologie	04:57:49	12,80%
19. Réflexivité	04:57:49	12,80%
VIII. Autre	05:06:40	13,20%
20. Divers (Ouragan Stan, religion, tourisme, amitiés, etc.)	01:00:25	2,60%
Sans thématique	04:06:15	10,60%
TOTAL	38:39:21	100,00 %

Les observations

Annexe n°5. Liste des observations ponctuelles.....	455
Annexe n°6. Guide des observations.....	456

Annexe n°5. Liste des observations ponctuelles

Premier travail de terrain, 2012

N°	Date	Lieu	Événement
1	24/04/12	Ejido El Edén	Parcours
2	09/06/12	Ejido El Edén	Venue du PAN pour les élections municipales
3	14/06/12	Ejido El Edén	Venue du PRD pour les élections municipales
4	15/06/12	Ejido Santo Domingo	Parcours
5	23/06/12	Ejido El Edén	Venue du PRI pour les élections municipales
6	25/06/12	Tuxtla Chico	Visite de deux collègues : sensibilisation aux risques de la migration
7	01/07/12	Ejido El Edén	Anniversaire d'Antonia Valeria, petite fille de Guillermo
8	03/07/12	Ejido Morelos	Parcours

Deuxième travail de terrain, 2014

N°	Date	Lieu	Événement
1	25/05/14	Ejido El Edén	Élections pour l'assemblée ejidale
2	29/05/14	Finca Hamburgo	Parcours
3	12/06/14	Ejido El Edén	Jour de paie du programme OPORTUNIDADES

Annexe n°6. Guide des observations

EJIDO EL EDÉN, 2012	
FICHE D'OBSERVATION	
	LE LIEU
<u>N° de l'observation :</u>	> Plan > Cartes
<u>Date :</u>	
<u>Heure :</u>	LE CADRE CONTRAIGNANT ET NORMATIF DE LA SITUATION
<u>Durée :</u>	> L'infrastructure : immeuble, maison, etc. > Le décors : objets décoratifs ou non, etc.
<u>Enregistrement :</u>	
<u>Où :</u>	LES PERSONNES PRÉSENTES
- <i>Localidad :</i>	> Hommes, femmes, jeunes, enfants, etc., > Caractéristiques socio-démographiques
- <i>Ejido :</i>	> Codes vestimentaires > Leurs places dans l'espace > Nombre
<u>Contexte :</u>	LA PRATIQUE (CE QUI SE PASSE TRÈS CONCRÈTEMENT)
<u>Éléments complémentaires :</u>	> Les interactions entre individus > Les propos des individus en situation : conversations, lexique indigène.

Les cartes

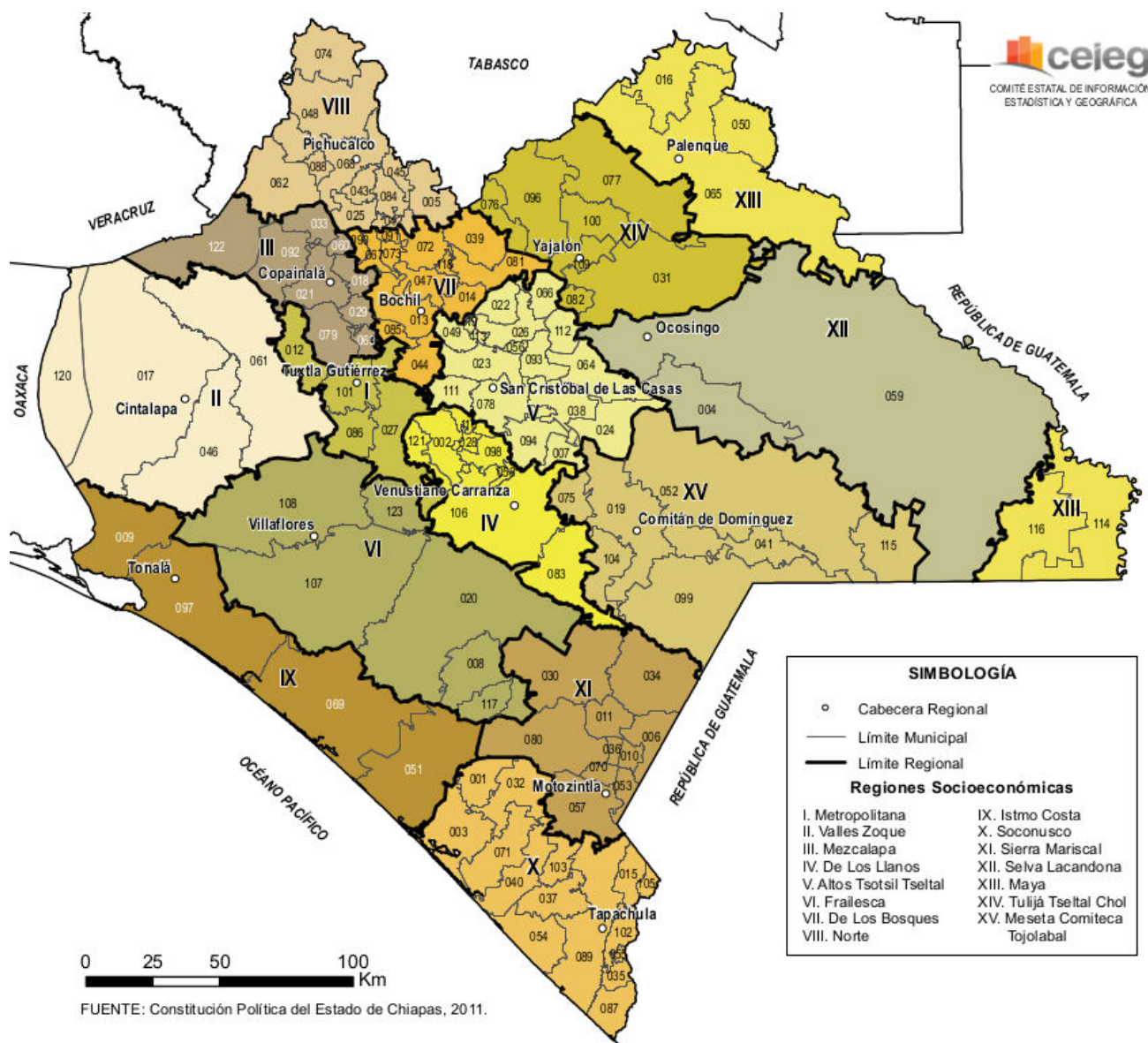
Annexe n°7. Frontière Mexique-Guatemala : points de passage officiels.....	458
Annexe n°8. Chiapas : régions et municipes.....	459
Liste des municipes du Chiapas.....	460
Annexe n°9. Chiapas: principales routes.....	462
Annexe n°10. Chiapas : Répartition de la population.....	463
Annexe n°11. Chiapas : Taux de marginalité.....	464
Annexe n°12. Chiapas : Région du Soconusco.....	465
Annexe n°13. Minicipe de Tapachula : Agriculture.....	466
Annexe n°14. Municipio de Tapachula : Routes.....	467
Annexe n°15. Mexique : Nombre d'enfants par femme.....	468

Annexe n°7. Frontière Mexique-Guatemala : points de passage officiels¹



¹ Source : Fond de carte Google Maps, élaborée par la Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales 2009. Puentes y Cruces de la Frontera Sur de México, [En ligne], URL : <http://www.semarnat.gob.mx/presenciainternacional/fronterasur/Paginas/PuentesyCrucesdeLaFronteraSurdeMexico.aspx> Consultée le 14 juin 2009.

Annexe n°8. Chiapas : régions et municipes

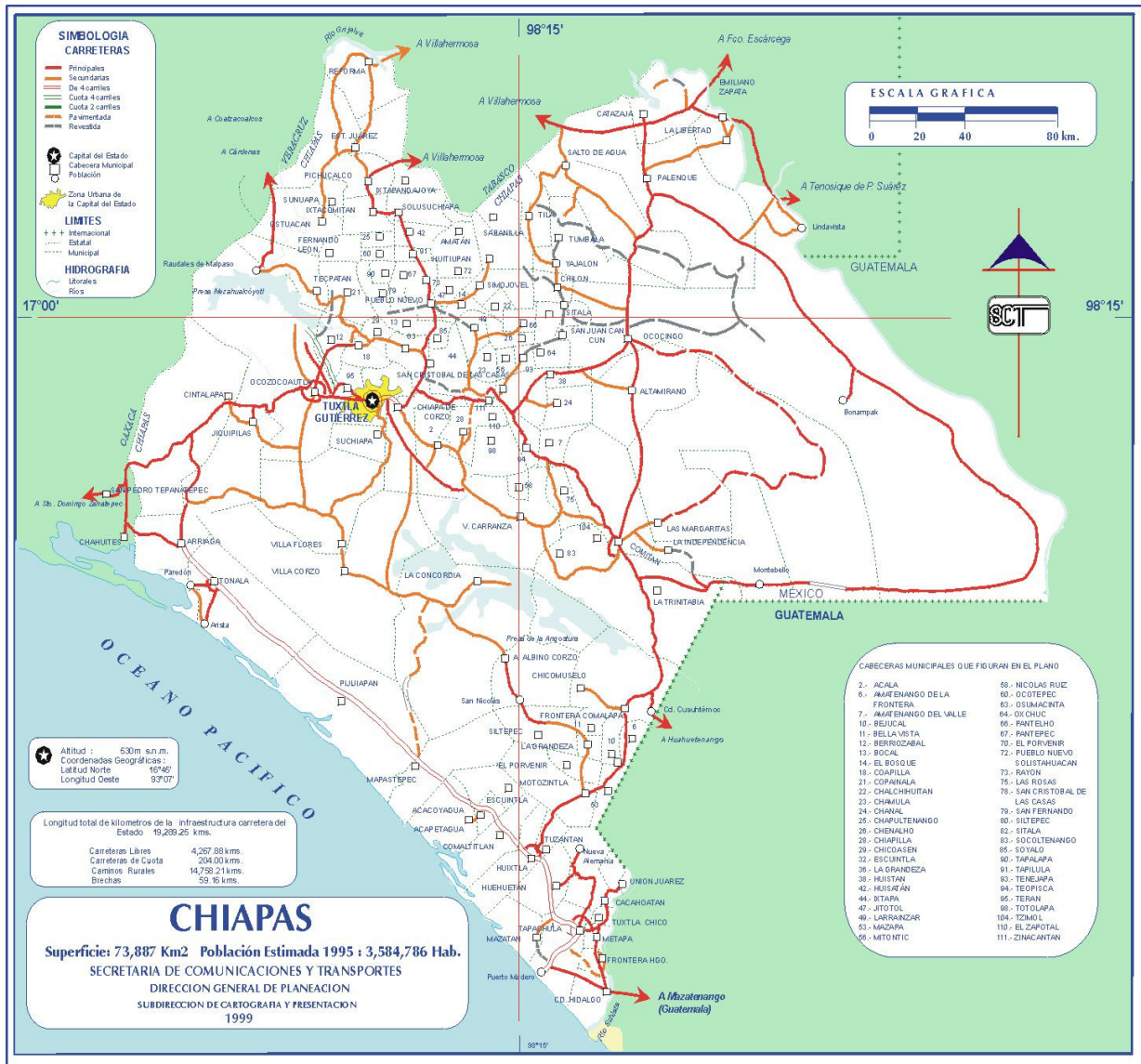


Liste des municipes du Chiapas

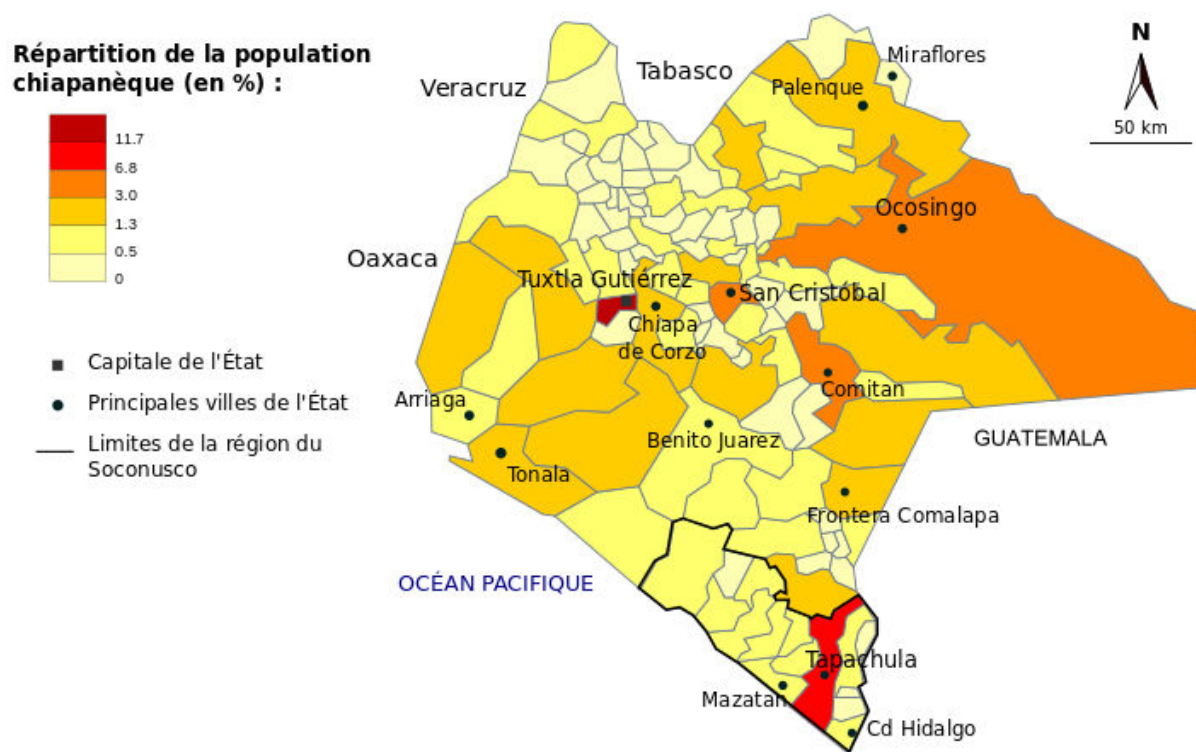
N°	Municipio	N°	Municipio
1	Acacoyagua	51	Mapastepec
2	Acala	52	Las Margaritas
3	Acapetahua	53	Mazapa de Madero
4	Altamirano	54	Mazatán
5	Amatán	55	Metapa
6	Amatenango de la Frontera	56	Mitontic
7	Amatenango del Valle	57	Motozintla
8	Angel Albino Corzo	58	Nicolás Ruíz
10	Bejucal de Ocampo	59	Ocosingo
11	Bella Vista	60	Ocoatepec
12	Berriozábal	61	Ocozocoautla de Espinosa
13	Bochil	62	Ostuacán
14	El Bosque	63	Osumacinta
15	Cacahoatán	64	Oxchuc
16	Catazajá	65	Palenque
17	Cintalapa	66	Pantelhó
18	Coapilla	67	Pantepec
19	Comitán de Domínguez	68	Pichucalco
20	La Concordia	69	Pijijiapan
21	Copainalá	70	El Porvenir
22	Chalchihuitán	71	Villa Comaltitlán
23	Chamula	72	Pueblo Nuevo Solistahuacán
24	Chanal	73	Rayón
25	Chapultenango	74	Reforma
26	Chenalhó	75	Las Rosas
27	Chiapa de Corzo	76	Sabanilla
28	Chiapilla	77	Salto de Agua
29	Chicoasén	78	San Cristóbal de las Casas
30	Chicomuselo	79	San Fernando
31	Chilón	80	Siltepec
32	Escuintla	81	Simojovel
33	Francisco León	82	Sitalá
34	Frontera Comalapa	83	Socoltenango
35	Frontera Hidalgo	84	Solosuchiapa
36	La Grandeza	85	Soyaló
37	Huehuetán	86	Suchiapa
38	Huixtán	87	Suchiate
39	Huitiupán	88	Sunuapa
40	Huixtla	89	Tapachula
41	La Independencia	90	Tapalapa
42	Ixhuatán	91	Tapilula
43	Ixtacomitán	92	Tecpatán
44	Ixtapa	93	Tenejapa
45	Ixtapangajoyá	94	Teopisca
46	Jiquipilas	96	Tila
47	Jitotol	97	Tonalá
48	Juárez	98	Totolapa
50	La Libertad	99	La Trinitaria

N°	Municipe
100	Tumbalá
101	Tuxtla Gutiérrez
102	Tuxtla Chico
103	Tuzantán
104	Tzimol
105	Unión Juárez
106	Venustiano Carranza
107	Villa Corzo
108	Villaflores
109	Yajalón
110	San Lucas
111	Zinacantán
112	San Juan Cancuc
113	Aldama
114	Benemérito de las Américas
115	Maravilla Tenejapa
116	Marqués de Comillas
117	Montecristo de Guerrero
118	San Andrés Duraznal
119	Santiago el Pinar

Annexe n°9. Chiapas: principales routes

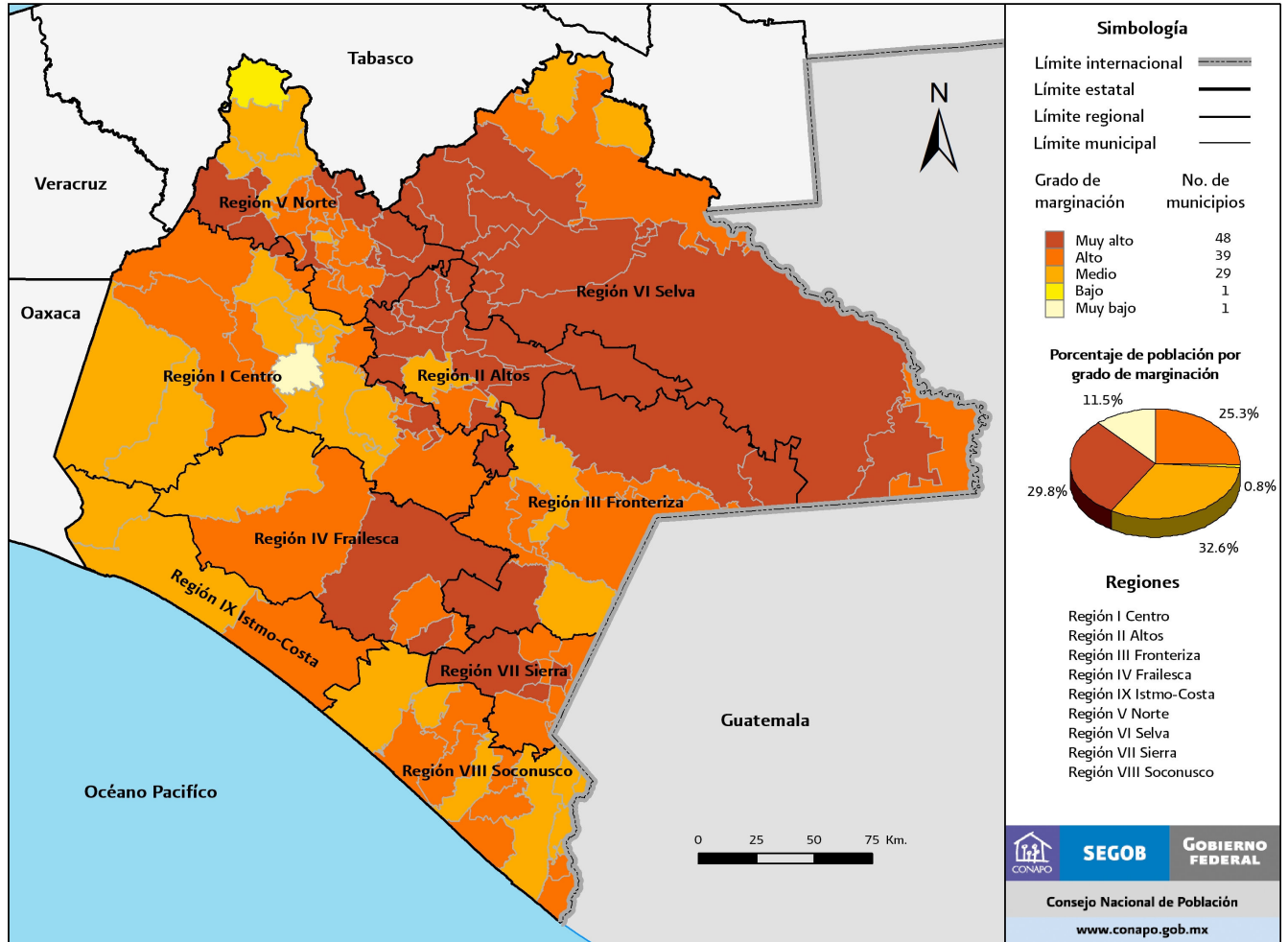


Annexe n°10. Chiapas : Répartition de la population



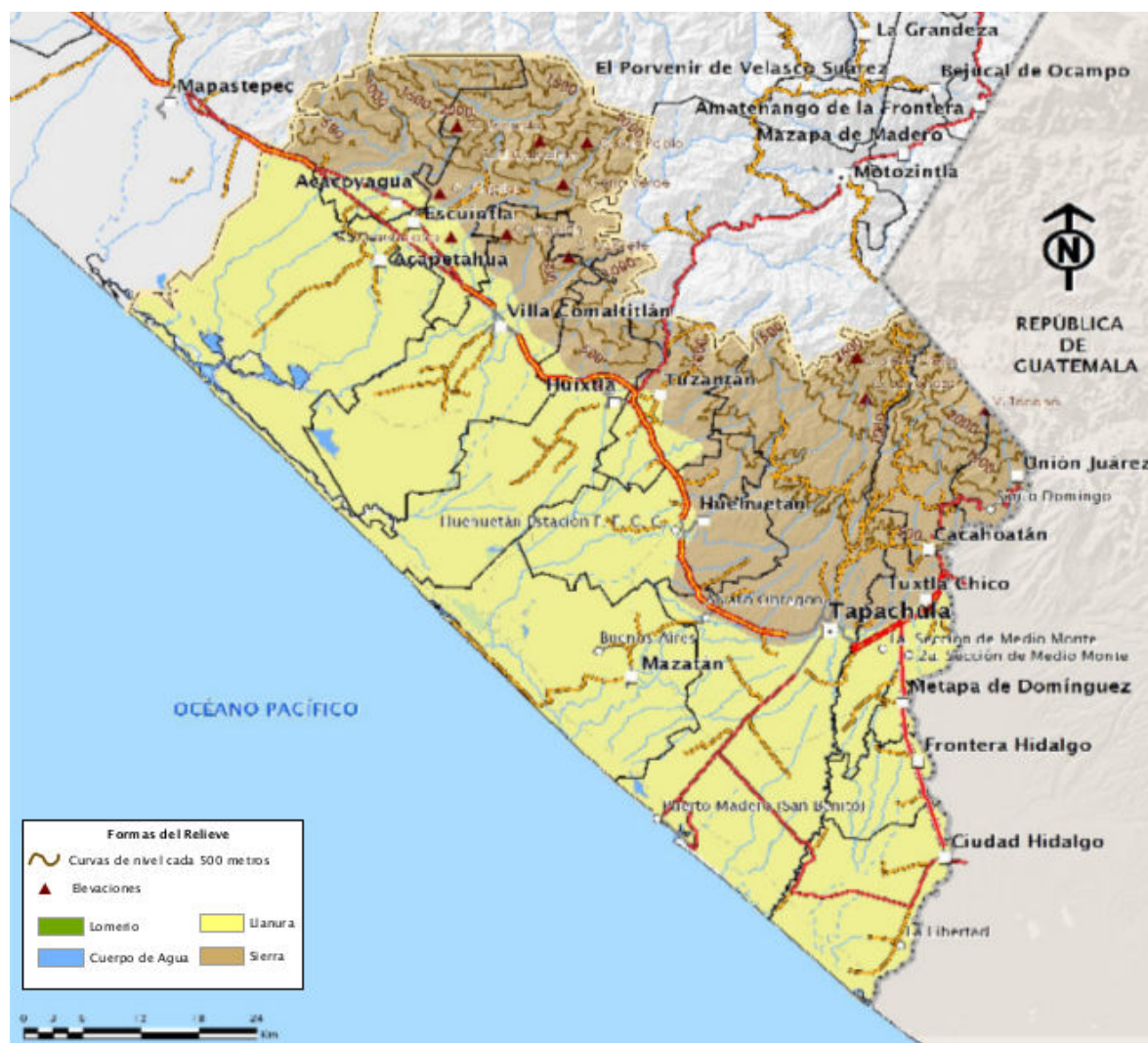
Sources : INEGI, Censo de población y vivienda 2010; Secretaría de Comunicaciones y Transportes (SCT).
 Realisation et conception : A.Rinaldy, 2013 ; fait avec Philcarto et Inkscape.

Annexe n°11. Chiapas : Taux de marginalité

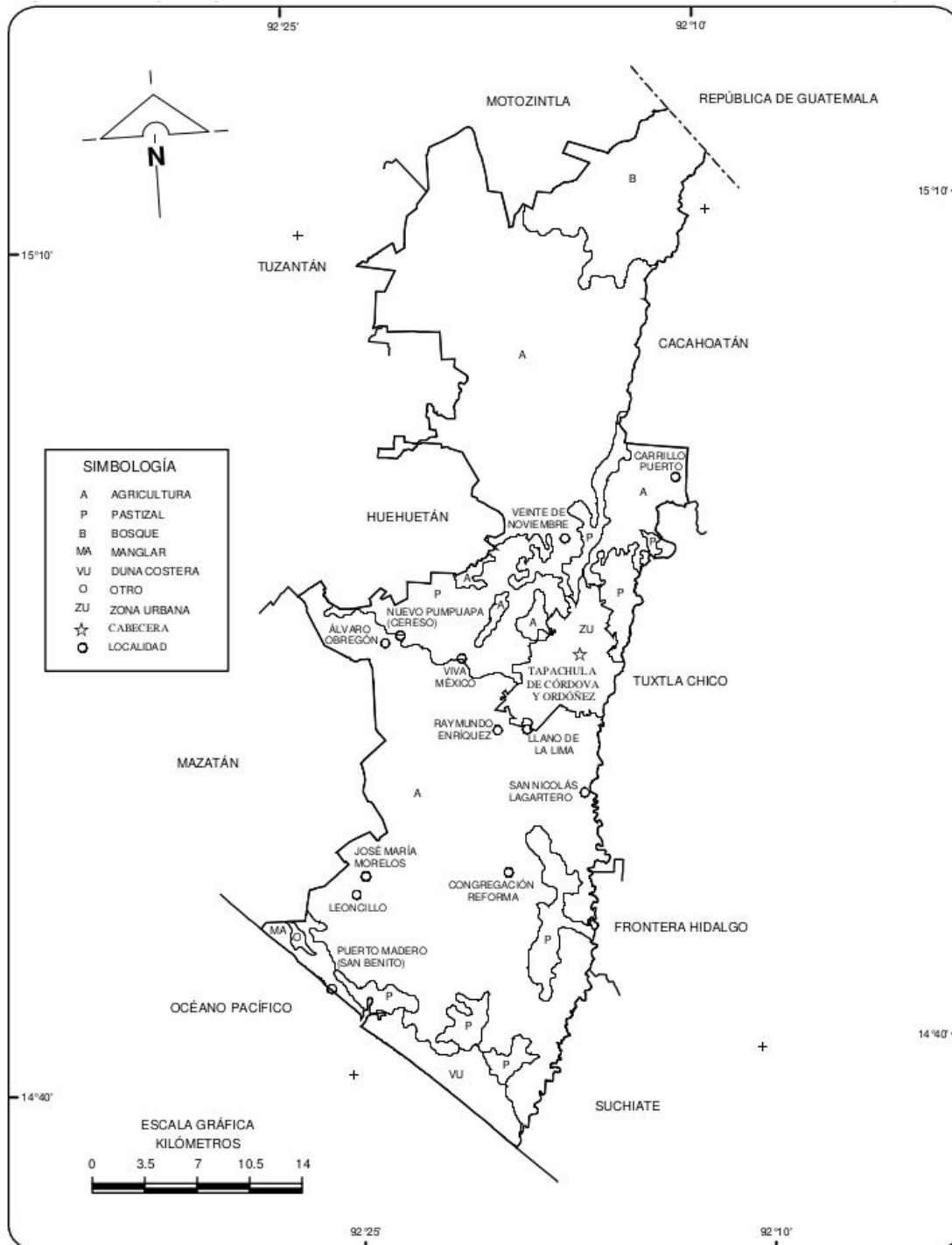


Fuente: Estimaciones del CONAPO con base en INEGI, Censo de Población y Vivienda 2010.

Annexe n°12. Chiapas : Région du Soconusco

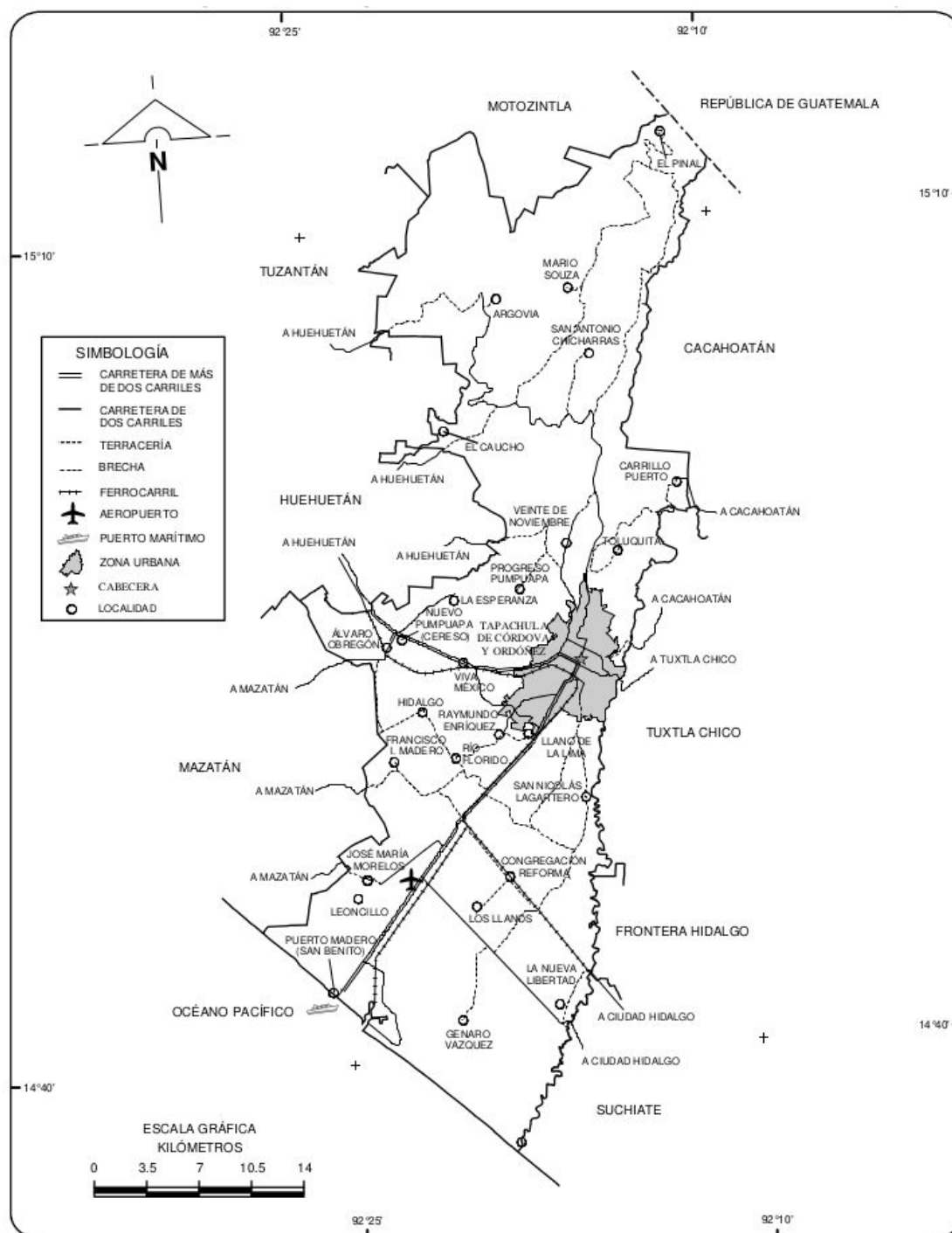


Annexe n°13. Minicipe de Tapachula : Agriculture

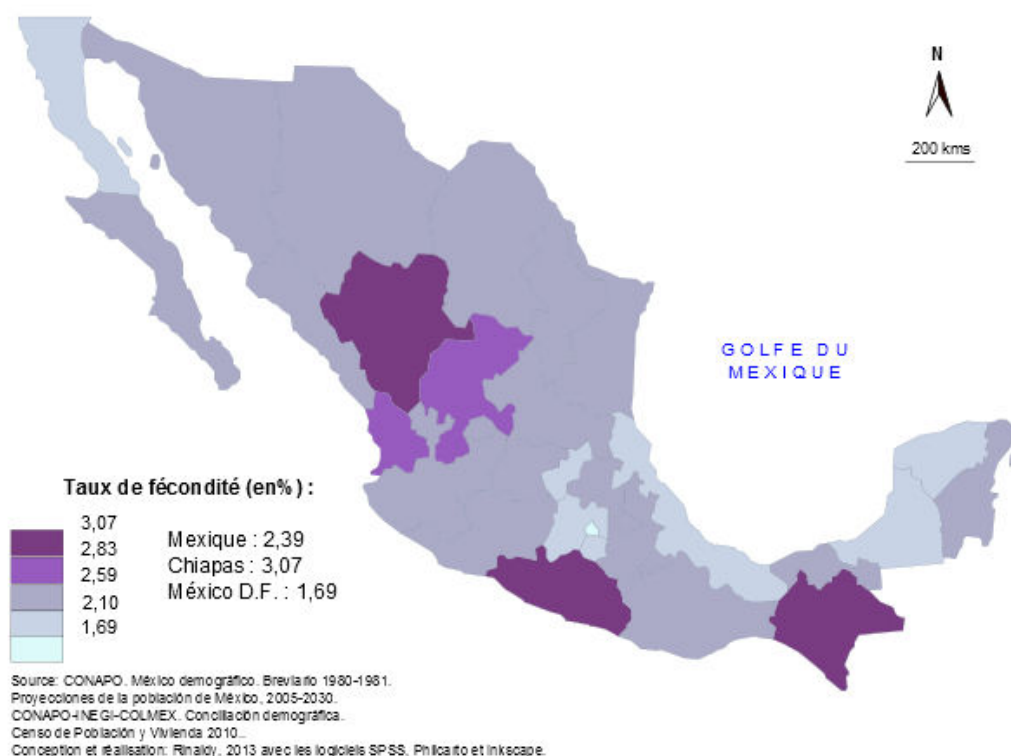


FUENTE: INEGI. Continuo Nacional del Conjunto de Datos Geográficos de la Carta de Uso del Suelo y Vegetación, 1:250 000, serie II.

Annexe n°14. Municipio de Tapachula : Routes



Annexe n°15. Mexique : Nombre d'enfants par femme



Autres

Annexe n°16. Article 27 de la Constitution mexicaine.....	470
Annexe n°17. Chronologie des mandats présidentiels (1934-2018).....	479

Annexe n°16. Article 27 de la Constitution mexicaine

Source : <http://info4.juridicas.unam.mx/ijure/fed/9/28.htm?s=>
Consulté le 03.09.2015

Legislación Federal (Vigente al 28 julio de 2015) **CONSTITUCION POLITICA DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS**

Título Primero

Capítulo I De los Derechos Humanos y sus Garantías (Capítulo cambio de denominación, mediante Decreto publicado en el Diario Oficial de la Federación el 10 de junio de 2011)

ARTICULO 27. LA PROPIEDAD DE LAS TIERRAS Y AGUAS COMPRENDIDAS DENTRO DE LOS LIMITES DEL TERRITORIO NACIONAL, CORRESPONDE ORIGINARIAMENTE A LA NACION, LA CUAL HA TENIDO Y TIENE EL DERECHO DE TRANSMITIR EL DOMINIO DE ELLAS A LOS PARTICULARES, CONSTITUYENDO LA PROPIEDAD PRIVADA.
(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 10 DE ENERO DE 1934)

LAS EXPROPIACIONES SOLO PODRAN HACERSE POR CAUSA DE UTILIDAD PUBLICA Y MEDIANTE INDEMNIZACION.
(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 10 DE ENERO DE 1934)

LA NACION TENDRA EN TODO TIEMPO EL DERECHO DE IMPONER A LA PROPIEDAD PRIVADA LAS MODALIDADES QUE DICTE EL INTERES PUBLICO, ASI COMO EL DE REGULAR, EN BENEFICIO SOCIAL, EL APROVECHAMIENTO DE LOS ELEMENTOS NATURALES SUSCEPTIBLES DE APROPIACION, CON OBJETO DE HACER UNA DISTRIBUCION EQUITATIVA DE LA RIQUEZA PUBLICA, CUIDAR DE SU CONSERVACION, LOGRAR EL DESARROLLO EQUILIBRADO DEL PAIS Y EL MEJORAMIENTO DE LAS CONDICIONES DE VIDA DE LA POBLACION RURAL Y URBANA. EN CONSECUENCIA, SE DICTARAN LAS MEDIDAS NECESARIAS PARA ORDENAR LOS ASENTAMIENTOS HUMANOS Y ESTABLECER ADECUADAS PROVISIONES, USOS, RESERVAS Y DESTINOS DE TIERRAS, AGUAS Y BOSQUES, A EFECTO DE EJECUTAR OBRAS PUBLICAS Y DE PLANEAR Y REGULAR LA FUNDACION, CONSERVACION, MEJORAMIENTO Y CRECIMIENTO DE LOS CENTROS DE POBLACION; PARA PRESERVAR Y RESTAURAR EL EQUILIBRIO ECOLOGICO; PARA EL FRACCIONAMIENTO DE LOS LATIFUNDIOS; PARA DISPONER, EN LOS TERMINOS DE LA LEY REGLAMENTARIA, LA ORGANIZACION Y EXPLOTACION COLECTIVA DE LOS EJIDOS Y COMUNIDADES; PARA EL DESARROLLO DE LA PEQUEÑA PROPIEDAD RURAL; PARA EL FOMENTO DE LA AGRICULTURA, DE LA GANADERIA, DE LA SILVICULTURA Y DE LAS DEMAS ACTIVIDADES ECONOMICAS EN EL MEDIO RURAL, Y PARA EVITAR LA DESTRUCCION DE LOS ELEMENTOS NATURALES Y LOS DAÑOS QUE LA PROPIEDAD PUEDA SUFRIR EN PERJUICIO DE LA SOCIEDAD.
(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

CORRESPONDE A LA NACION EL DOMINIO DIRECTO DE TODOS LOS RECURSOS NATURALES DE LA PLATAFORMA CONTINENTAL Y LOS ZOCALOS SUBMARINOS DE LAS ISLAS; DE TODOS LOS MINERALES O SUBSTANCIAS QUE EN VETAS, MANTOS, MASAS O YACIMIENTOS, CONSTITUYAN DEPOSITOS CUYA NATURALEZA SEA DISTINTA DE LOS COMPONENTES DE LOS TERRENOS, TALES COMO LOS MINERALES DE LOS QUE SE EXTRAIGAN METALES Y METALOIDES UTILIZADOS EN LA INDUSTRIA; LOS YACIMIENTOS DE PIEDRAS PRECIOSAS, DE SAL DE GEMA Y LAS SALINAS FORMADAS DIRECTAMENTE POR LAS AGUAS MARINAS; LOS PRODUCTOS DERIVADOS DE LA DESCOMPOSICION DE LAS ROCAS, CUANDO SU EXPLOTACION NECESITE TRABAJOS SUBTERRANEOS; LOS YACIMIENTOS MINERALES U ORGANICOS DE MATERIAS

SUSCEPTIBLES DE SER UTILIZADAS COMO FERTILIZANTES; LOS COMBUSTIBLES MINERALES SOLIDOS; EL PETROLEO Y TODOS LOS CARBUROS DE HIDROGENO SOLIDOS, LIQUIDOS O GASEOSOS; Y EL ESPACIO SITUADO SOBRE EL TERRITORIO NACIONAL, EN LA EXTENSION Y TERMINOS QUE FIJE EL DERECHO INTERNACIONAL.
(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 20 DE ENERO DE 1960)

SON PROPIEDAD DE LA NACION LAS AGUAS DE LOS MARES TERRITORIALES EN LA EXTENSION Y TERMINOS QUE FIJE EL DERECHO INTERNACIONAL; LAS AGUAS MARINAS INTERIORES; LAS DE LAS LAGUNAS Y ESTEROS QUE SE COMUNIQUEN PERMANENTEMENTE O INTERMITENTEMENTE CON EL MAR; LAS DE LOS LAGOS INTERIORES DE FORMACION NATURAL QUE ESTEN LIGADOS DIRECTAMENTE A CORRIENTES CONSTANTES; LAS DE LOS RIOS Y SUS AFLUENTES DIRECTOS O INDIRECTOS, DESDE EL PUNTO DEL CAUCE EN QUE SE INICIEN LAS PRIMERAS AGUAS PERMANENTES, INTERMITENTES O TORRENCIALES, HASTA SU DESEMBOCADURA EN EL MAR, LAGOS, LAGUNAS O ESTEROS DE PROPIEDAD NACIONAL; LAS DE LAS CORRIENTES CONSTANTES O INTERMITENTES Y SUS AFLUENTES DIRECTOS O INDIRECTOS, CUANDO EL CAUCE DE AQUELLAS EN TODA SU EXTENSION O EN PARTE DE ELLAS, SIRVA DE LIMITE AL TERRITORIO NACIONAL O A DOS ENTIDADES FEDERATIVAS, O CUANDO PASE DE UNA ENTIDAD FEDERATIVA A OTRA O CRUCE LA LINEA DIVISORIA DE LA REPUBLICA; LAS DE LOS LAGOS, LAGUNAS O ESTEROS CUYOS VASOS, ZONAS O RIBERAS, ESTEN CRUZADOS POR LINEAS DIVISORIAS DE DOS O MAS ENTIDADES O ENTRE LA REPUBLICA Y UN PAIS VECINO; O CUANDO EL LIMITE DE LAS RIBERAS SIRVA DE LINDERO ENTRE DOS ENTIDADES FEDERATIVAS O A LA REPUBLICA CON UN PAIS VECINO; LAS DE LOS MANANTIALES QUE BROTEN EN LAS PLAYAS, ZONAS MARITIMAS, CAUCES, VASOS O RIBERAS DE LOS LAGOS, LAGUNAS O ESTEROS DE PROPIEDAD NACIONAL, Y LAS QUE SE EXTRAIGAN DE LAS MINAS; Y LOS CAUCES, LECHOS O RIBERAS DE LOS LAGOS Y CORRIENTES INTERIORES EN LA EXTENSION QUE FIJE LA LEY. LAS AGUAS DEL SUBSUELO PUEDEN SER LIBREMENTE ALUMBRADAS MEDIANTE OBRAS ARTIFICIALES Y APROPIARSE POR EL DUEÑO DEL TERRENO, PERO CUANDO LO EXIJA EL INTERES PUBLICO O SE AFECTEN OTROS APROVECHAMIENTOS, EL EJECUTIVO FEDERAL PODRA REGLAMENTAR SU EXTRACCION Y UTILIZACION Y AUN ESTABLECER ZONAS VEDADAS, AL IGUAL QUE PARA LAS DEMAS AGUAS DE PROPIEDAD NACIONAL. CUALESQUIERA OTRAS AGUAS NO INCLUIDAS EN LA ENUMERACION ANTERIOR, SE CONSIDERARAN COMO PARTE INTEGRANTE DE LA PROPIEDAD DE LOS TERRENOS POR LOS QUE CORRAN O EN LOS QUE SE ENCUENTREN SUS DEPOSITOS, PERO SI SE LOCALIZAREN EN DOS O MAS PREDIOS, EL APROVECHAMIENTO DE ESTAS AGUAS SE CONSIDERARA DE UTILIDAD PUBLICA, Y QUEDARA SUJETO A LAS DISPOSICIONES QUE DICTEN LOS ESTADOS.
(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 20 DE ENERO DE 1960. MODIFICADO POR LA REIMPRESION DE LA CONSTITUCION, PUBLICADA EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE OCTUBRE DE 1986)

EN LOS CASOS A QUE SE REFIEREN LOS DOS PARRAFOS ANTERIORES, EL DOMINIO DE LA NACION ES INALIENABLE E IMPRESCRIPTIBLE Y LA EXPLOTACION, EL USO O EL APROVECHAMIENTO DE LOS RECURSOS DE QUE SE TRATA, POR LOS PARTICULARES O POR SOCIEDADES CONSTITUIDAS CONFORME A LAS LEYES MEXICANAS, NO PODRA REALIZARSE SINO MEDIANTE CONCESIONES, OTORGADAS POR EL EJECUTIVO FEDERAL, DE ACUERDO CON LAS REGLAS Y CONDICIONES QUE ESTABLEZCAN LAS LEYES, SALVO EN RADIODIFUSION Y TELECOMUNICACIONES, QUE SERAN OTORGADAS POR EL INSTITUTO FEDERAL DE TELECOMUNICACIONES. LAS NORMAS LEGALES RELATIVAS A OBRAS O TRABAJOS DE EXPLOTACION DE LOS MINERALES Y SUBSTANCIAS A QUE SE REFIERE EL PARRAFO CUARTO, REGULARAN LA EJECUCION Y COMPROBACION DE LOS QUE SE EFECTUEN O DEBAN EFECTUARSE A PARTIR DE SU VIGENCIA, INDEPENDIENTEMENTE DE LA FECHA DE OTORGAMIENTO DE LAS CONCESIONES, Y SU INOBSERVANCIA DARA LUGAR A LA CANCELACION DE ESTAS. EL GOBIERNO FEDERAL TIENE LA FACULTAD DE ESTABLECER RESERVAS NACIONALES Y SUPRIMIRLAS. LAS DECLARATORIAS CORRESPONDIENTES SE HARAN POR EL EJECUTIVO EN LOS CASOS Y CONDICIONES QUE LAS LEYES PREVEAN. TRATANDOSE DE MINERALES RADIATIVOS NO SE OTORGARAN CONCESIONES. CORRESPONDE EXCLUSIVAMENTE A LA NACION LA PLANEACION Y EL CONTROL DEL SISTEMA ELECTRICO NACIONAL, ASI COMO EL SERVICIO PUBLICO DE TRANSMISION Y DISTRIBUCION DE ENERGIA ELECTRICA; EN ESTAS ACTIVIDADES NO SE OTORGARAN CONCESIONES, SIN PERJUICIO DE QUE EL ESTADO PUEDA CELEBRAR CONTRATOS CON PARTICULARES EN LOS TERMINOS QUE ESTABLEZCAN LAS LEYES, MISMAS QUE DETERMINARAN LA FORMA EN QUE LOS PARTICULARES PODRAN PARTICIPAR EN LAS DEMAS ACTIVIDADES DE LA INDUSTRIA

Annexes

ELECTRICA.

(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 20 DE DICIEMBRE DE 2013)

TRATANDOSE DEL PETROLEO Y DE LOS HIDROCARBUROS SOLIDOS, LIQUIDOS O GASEOSOS, EN EL SUBSUELO, LA PROPIEDAD DE LA NACION ES INALIENABLE E IMPRESCRIPTIBLE Y NO SE OTORGARAN CONCESIONES. CON EL PROPOSITO DE OBTENER INGRESOS PARA EL ESTADO QUE CONTRIBUYAN AL DESARROLLO DE LARGO PLAZO DE LA NACION, ESTA LLEVARA A CABO LAS ACTIVIDADES DE EXPLORACION Y EXTRACCION DEL PETROLEO Y DEMAS HIDROCARBUROS MEDIANTE ASIGNACIONES A EMPRESAS PRODUCTIVAS DEL ESTADO O A TRAVES DE CONTRATOS CON ESTAS O CON PARTICULARES, EN LOS TERMINOS DE LA LEY REGLAMENTARIA. PARA CUMPLIR CON EL OBJETO DE DICHAS ASIGNACIONES O CONTRATOS LAS EMPRESAS PRODUCTIVAS DEL ESTADO PODRAN CONTRATAR CON PARTICULARES. EN CUALQUIER CASO, LOS HIDROCARBUROS EN EL SUBSUELO SON PROPIEDAD DE LA NACION Y ASI DEBERA AFIRMARSE EN LAS ASIGNACIONES O CONTRATOS.

(ADICIONADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 20 DE DICIEMBRE DE 2013)

CORRESPONDE TAMBIEN A LA NACION EL APROVECHAMIENTO DE LOS COMBUSTIBLES NUCLEARES PARA LA GENERACION DE ENERGIA NUCLEAR Y LA REGULACION DE SUS APLICACIONES EN OTROS PROPOSITOS. EL USO DE LA ENERGIA NUCLEAR SOLO PODRA TENER FINES PACIFICOS.

(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 06 DE FEBRERO DE 1975. N. DE E. IIJ: LA PUBLICACION DEL DECRETO ESTABLECE QUE ES ADICION)

LA NACION EJERCE EN UNA ZONA ECONOMICA EXCLUSIVA SITUADA FUERA DEL MAR TERRITORIAL Y ADYACENTE A ESTE, LOS DERECHOS DE SOBERANIA Y LAS JURISDICCIONES QUE DETERMINEN LAS LEYES DEL CONGRESO. LA ZONA ECONOMICA EXCLUSIVA SE EXTENDERA A DOSCIENTAS MILLAS NAUTICAS, MEDIDAS A PARTIR DE LA LINEA DE BASE DESDE LA CUAL SE MIDE EL MAR TERRITORIAL. EN AQUELLOS CASOS EN QUE ESA EXTENSION PRODUZCA SUPERPOSICION CON LAS ZONAS ECONOMICAS EXCLUSIVAS DE OTROS ESTADOS, LA DELIMITACION DE LAS RESPECTIVAS ZONAS SE HARA EN LA MEDIDA EN QUE RESULTE NECESARIO, MEDIANTE ACUERDO CON ESTOS ESTADOS.

(ADICIONADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE FEBRERO DE 1976)

LA CAPACIDAD PARA ADQUIRIR EL DOMINIO DE LAS TIERRAS Y AGUAS DE LA NACION, SE REGIRA POR LAS SIGUIENTES PRESCRIPCIONES:

(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 20 DE ENERO DE 1960)

I. SOLO LOS MEXICANOS POR NACIMIENTO O POR NATURALIZACION Y LAS SOCIEDADES MEXICANAS TIENEN DERECHO PARA ADQUIRIR EL DOMINIO DE LAS TIERRAS, AGUAS Y SUS ACCESIONES O PARA OBTENER CONCESIONES DE EXPLOTACION DE MINAS O AGUAS. EL ESTADO PODRA CONCEDER EL MISMO DERECHO A LOS EXTRANJEROS, SIEMPRE QUE CONVENGAN ANTE LA SECRETARIA DE RELACIONES EN CONSIDERARSE COMO NACIONALES RESPECTO DE DICHOS BIENES Y EN NO INVOCAR, POR LO MISMO, LA PROTECCION DE SUS GOBIERNOS POR LO QUE SE REFIERE A AQUELLOS; BAJO LA PENA, EN CASO DE FALTAR AL CONVENIO, DE PERDER EN BENEFICIO DE LA NACION, LOS BIENES QUE HUBIEREN ADQUIRIDO EN VIRTUD DEL MISMO. EN UNA FAJA DE CIENTO KILOMETROS A LO LARGO DE LAS FRONTERAS Y DE CINCUENTA EN LAS PLAYAS, POR NINGUN MOTIVO PODRAN LOS EXTRANJEROS ADQUIRIR EL DOMINIO DIRECTO SOBRE TIERRAS Y AGUAS.

(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 20 DE ENERO DE 1960. MODIFICADO POR LA REIMPRESION DE LA CONSTITUCION, PUBLICADA EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE OCTUBRE DE 1986)

EL ESTADO, DE ACUERDO CON LOS INTERESES PUBLICOS INTERNOS Y LOS PRINCIPIOS DE RECIPROCIDAD, PODRA, A JUICIO DE LA SECRETARIA DE RELACIONES, CONCEDER AUTORIZACION A LOS ESTADOS EXTRANJEROS PARA QUE ADQUIERAN, EN EL LUGAR PERMANENTE DE LA RESIDENCIA DE LOS PODERES FEDERALES, LA PROPIEDAD PRIVADA DE BIENES INMUEBLES NECESARIOS PARA EL SERVICIO DIRECTO DE SUS EMBAJADAS O

LEGACIONES;

(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 20 DE ENERO DE 1960. MODIFICADO POR LA REIMPRESION DE LA CONSTITUCION, PUBLICADA EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE OCTUBRE DE 1986)

II. LAS ASOCIACIONES RELIGIOSAS QUE SE CONSTITUYAN EN LOS TERMINOS DEL ARTICULO 130 Y SU LEY REGLAMENTARIA TENDRAN CAPACIDAD PARA ADQUIRIR, POSEER O ADMINISTRAR, EXCLUSIVAMENTE, LOS BIENES QUE SEAN INDISPENSABLES PARA SU OBJETO, CON LOS REQUISITOS Y LIMITACIONES QUE ESTABLEZCA LA LEY REGLAMENTARIA;
(REFORMADA MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 28 DE ENERO DE 1992)

III. LAS INSTITUCIONES DE BENEFICENCIA, PUBLICA O PRIVADA, QUE TENGAN POR OBJETO EL AUXILIO DE LOS NECESITADOS, LA INVESTIGACION CIENTIFICA, LA DIFUSION DE LA ENSEÑANZA, LA AYUDA RECIPROCA DE LOS ASOCIADOS, O CUALQUIER OTRO OBJETO LICITO, NO PODRAN ADQUIRIR MAS BIENES RAICES QUE LOS INDISPENSABLES PARA SU OBJETO, INMEDIATA O DIRECTAMENTE DESTINADOS A EL, CON SUJECION A LO QUE DETERMINE LA LEY REGLAMENTARIA;
(REFORMADA MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 28 DE ENERO DE 1992)

IV. LAS SOCIEDADES MERCANTILES POR ACCIONES PODRAN SER PROPIETARIAS DE TERRENOS RUSTICOS PERO UNICAMENTE EN LA EXTENSION QUE SEA NECESARIA PARA EL CUMPLIMIENTO DE SU OBJETO.
(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

EN NINGUN CASO LAS SOCIEDADES DE ESTA CLASE PODRAN TENER EN PROPIEDAD TIERRAS DEDICADAS A ACTIVIDADES AGRICOLAS, GANADERAS O FORESTALES EN MAYOR EXTENSION QUE LA RESPECTIVA EQUIVALENTE A VEINTICINCO VECES LOS LIMITES SEÑALADOS EN LA FRACCION XV DE ESTE ARTICULO. LA LEY REGLAMENTARIA REGULARA LA ESTRUCTURA DE CAPITAL Y EL NUMERO MINIMO DE SOCIOS DE ESTAS SOCIEDADES, A EFECTO DE QUE LAS TIERRAS PROPIEDAD DE LA SOCIEDAD NO EXCEDAN EN RELACION CON CADA SOCIO LOS LIMITES DE LA PEQUEÑA PROPIEDAD. EN ESTE CASO, TODA PROPIEDAD ACCIONARIA INDIVIDUAL, CORRESPONDIENTE A TERRENOS RUSTICOS, SERA ACUMULABLE PARA EFECTOS DE COMPUTO. ASIMISMO, LA LEY SEÑALARA LAS CONDICIONES PARA LA PARTICIPACION EXTRANJERA EN DICHAS SOCIEDADES.
(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

LA PROPIA LEY ESTABLECERA LOS MEDIOS DE REGISTRO Y CONTROL NECESARIOS PARA EL CUMPLIMIENTO DE LO DISPUESTO POR ESTA FRACCION;
(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

V. LOS BANCOS DEBIDAMENTE AUTORIZADOS, CONFORME A LAS LEYES DE INSTITUCIONES DE CREDITO, PODRAN TENER CAPITALES IMPUESTOS SOBRE PROPIEDADES URBANAS Y RUSTICAS DE ACUERDO CON LAS PRESCRIPCIONES DE DICHAS LEYES, PERO NO PODRAN TENER EN PROPIEDAD O EN ADMINISTRACION MAS BIENES RAICES QUE LOS ENTERAMENTE NECESARIOS PARA SU OBJETO DIRECTO;
(REFORMADA MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 10 DE ENERO DE 1934. MODIFICADO POR LA REIMPRESION DE LA CONSTITUCION, PUBLICADA EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE OCTUBRE DE 1986)

VI. LOS ESTADOS Y EL DISTRITO FEDERAL, LO MISMO QUE LOS MUNICIPIOS DE TODA LA REPUBLICA, TENDRAN PLENA CAPACIDAD PARA ADQUIRIR Y POSEER TODOS LOS BIENES RAICES NECESARIOS PARA LOS SERVICIOS PUBLICOS.
(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

Annexes

LAS LEYES DE LA FEDERACION Y DE LOS ESTADOS EN SUS RESPECTIVAS JURISDICCIONES, DETERMINARAN LOS CASOS EN QUE SEA DE UTILIDAD PUBLICA LA OCUPACION DE LA PROPIEDAD PRIVADA, Y DE ACUERDO CON DICHAS LEYES LA AUTORIDAD ADMINISTRATIVA HARA LA DECLARACION CORRESPONDIENTE. EL PRECIO QUE SE FIJARA COMO INDEMNIZACION A LA COSA EXPROPIADA, SE BASARA EN LA CANTIDAD QUE COMO VALOR FISCAL DE ELLA FIGURE EN LAS OFICINAS CATASTRALES O RECAUDADORAS, YA SEA QUE ESTE VALOR HAYA SIDO MANIFESTADO POR EL PROPIETARIO O SIMPLEMENTE ACEPTADO POR EL DE UN MODO TACITO POR HABER PAGADO SUS CONTRIBUCIONES CON ESTA BASE. EL EXCESO DE VALOR O EL DEMERITO QUE HAYA TENIDO LA PROPIEDAD PARTICULAR POR LAS MEJORAS O DETERIOROS OCURRIDOS CON POSTERIORIDAD A LA FECHA DE LA ASIGNACION DEL VALOR FISCAL, SERA LO UNICO QUE DEBERA QUEDAR SUJETO A JUICIO PERICIAL Y A RESOLUCION JUDICIAL. ESTO MISMO SE OBSERVARA CUANDO SE TRATE DE OBJETOS CUYO VALOR NO ESTE FIJADO EN LAS OFICINAS RENTISTICAS.

(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 10 DE ENERO DE 1934)

EL EJERCICIO DE LAS ACCIONES QUE CORRESPONDEN A LA NACION, POR VIRTUD DE LAS DISPOSICIONES DEL PRESENTE ARTICULO, SE HARA EFECTIVO POR EL PROCEDIMIENTO JUDICIAL; PERO DENTRO DE ESTE PROCEDIMIENTO Y POR ORDEN DE LOS TRIBUNALES CORRESPONDIENTES, QUE SE DICTARA EN EL PLAZO MAXIMO DE UN MES, LAS AUTORIDADES ADMINISTRATIVAS PROCEDERAN DESDE LUEGO A LA OCUPACION, ADMINISTRACION, REMATE O VENTA DE LAS TIERRAS O AGUAS DE QUE SE TRATE Y TODAS SUS ACCESIONES, SIN QUE EN NINGUN CASO PUEDA REVOCARSE LO HECHO POR LAS MISMAS AUTORIDADES ANTES DE QUE SE DICTE SENTENCIA EJECUTORIADA;

(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 10 DE ENERO DE 1934. MODIFICADO POR LA REIMPRESION DE LA CONSTITUCION, PUBLICADA EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE OCTUBRE DE 1986)

VII. SE RECONOCE LA PERSONALIDAD JURIDICA DE LOS NUCLEOS DE POBLACION EJIDALES Y COMUNALES Y SE PROTEGE SU PROPIEDAD SOBRE LA TIERRA, TANTO PARA EL ASENTAMIENTO HUMANO COMO PARA ACTIVIDADES PRODUCTIVAS.

(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

LA LEY PROTEGERA LA INTEGRIDAD DE LAS TIERRAS DE LOS GRUPOS INDIGENAS.

(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

LA LEY, CONSIDERANDO EL RESPETO Y FORTALECIMIENTO DE LA VIDA COMUNITARIA DE LOS EJIDOS Y COMUNIDADES, PROTEGERA LA TIERRA PARA EL ASENTAMIENTO HUMANO Y REGULARA EL APROVECHAMIENTO DE TIERRAS, BOSQUES Y AGUAS DE USO COMUN Y LA PROVISION DE ACCIONES DE FOMENTO NECESARIAS PARA ELEVAR EL NIVEL DE VIDA DE SUS POBLADORES.

(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

LA LEY, CON RESPETO A LA VOLUNTAD DE LOS EJIDATARIOS Y COMUNEROS PARA ADOPTAR LAS CONDICIONES QUE MAS LES CONVENGAN EN EL APROVECHAMIENTO DE SUS RECURSOS PRODUCTIVOS, REGULARA EL EJERCICIO DE LOS DERECHOS DE LOS COMUNEROS SOBRE LA TIERRA Y DE CADA EJIDATARIO SOBRE SU PARCELA. ASIMISMO ESTABLECERA LOS PROCEDIMIENTOS POR LOS CUALES EJIDATARIOS Y COMUNEROS PODRAN ASOCIARSE ENTRE SI, CON EL ESTADO O CON TERCEROS Y OTORGAR EL USO DE SUS TIERRAS; Y, TRATANDOSE DE EJIDATARIOS, TRANSMITIR SUS DERECHOS PARCELARIOS ENTRE LOS MIEMBROS DEL NUCLEO DE POBLACION; IGUALMENTE FIJARA LOS REQUISITOS Y PROCEDIMIENTOS CONFORME A LOS CUALES LA ASAMBLEA EJIDAL OTORGARA AL EJIDATARIO EL DOMINIO SOBRE SU PARCELA. EN CASO DE ENAJENACION DE PARCELAS SE RESPETARA EL DERECHO DE PREFERENCIA QUE PREVEA LA LEY.

(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

DENTRO DE UN MISMO NUCLEO DE POBLACION, NINGUN EJIDATARIO PODRA SER TITULAR DE MAS TIERRA QUE LA EQUIVALENTE AL 5% DEL TOTAL DE LAS TIERRAS EJIDALES. EN TODO

CASO, LA TITULARIDAD DE TIERRAS EN FAVOR DE UN SOLO EJIDATARIO DEBERA AJUSTARSE A LOS LIMITES SEÑALADOS EN LA FRACCION XV.
(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

LA ASAMBLEA GENERAL ES EL ORGANO SUPREMO DEL NUCLEO DE POBLACION EJIDAL O COMUNAL, CON LA ORGANIZACION Y FUNCIONES QUE LA LEY SEÑALE. EL COMISARIADO EJIDAL O DE BIENES COMUNALES, ELECTO DEMOCRATICAMENTE EN LOS TERMINOS DE LA LEY, ES EL ORGANO DE REPRESENTACION DEL NUCLEO Y EL RESPONSABLE DE EJECUTAR LAS RESOLUCIONES DE LA ASAMBLEA.
(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

LA RESTITUCION DE TIERRAS, BOSQUES Y AGUAS A LOS NUCLEOS DE POBLACION SE HARA EN LOS TERMINOS DE LA LEY REGLAMENTARIA;
(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

VIII. SE DECLARAN NULAS:
(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 10 DE ENERO DE 1934)

A) TODAS LAS ENAJENACIONES DE TIERRAS, AGUAS Y MONTES PERTENECIENTES A LOS PUEBLOS, RANCHERIAS, CONGREGACIONES O COMUNIDADES, HECHAS POR LOS JEFES POLITICOS, GOBERNADORES DE LOS ESTADOS, O CUALQUIERA OTRA AUTORIDAD LOCAL EN CONTRAVENCION A LO DISPUESTO EN LA LEY DE 25 DE JUNIO DE 1856 Y DEMAS LEYES Y DISPOSICIONES RELATIVAS;
(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 10 DE ENERO DE 1934)

B) TODAS LAS CONCESIONES, COMPOSICIONES O VENTAS DE TIERRAS, AGUAS Y MONTES, HECHAS POR LAS SECRETARIAS DE FOMENTO, HACIENDA O CUALQUIERA OTRA AUTORIDAD FEDERAL, DESDE EL DIA PRIMERO DE DICIEMBRE DE 1876, HASTA LA FECHA, CON LAS CUALES SE HAYAN INVADIDO Y OCUPADO ILEGALMENTE LOS EJIDOS, TERRENOS DE COMUN REPARTIMIENTO O CUALQUIERA OTRA CLASE, PERTENECIENTES A LOS PUEBLOS, RANCHERIAS, CONGREGACIONES O COMUNIDADES, Y NUCLEOS DE POBLACION.
(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 10 DE ENERO DE 1934. MODIFICADO POR LA REIMPRESION DE LA CONSTITUCION, PUBLICADA EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE OCTUBRE DE 1986)

C) TODAS LAS DILIGENCIAS DE APEO O DESLINDE, TRANSACCIONES, ENAJENACIONES O REMATES PRACTICADOS DURANTE EL PERIODO DE TIEMPO A QUE SE REFIERE LA FRACCION ANTERIOR, POR COMPAÑIAS, JUECES U OTRAS AUTORIDADES DE LOS ESTADOS O DE LA FEDERACION, CON LOS CUALES SE HAYAN INVADIDO U OCUPADO ILEGALMENTE TIERRAS, AGUAS Y MONTES DE LOS EJIDOS, TERRENOS DE COMUN REPARTIMIENTO, O DE CUALQUIERA OTRA CLASE, PERTENECIENTES A NUCLEOS DE POBLACION.
(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 10 DE ENERO DE 1934)

QUEDAN EXCEPTUADAS DE LA NULIDAD ANTERIOR, UNICAMENTE LAS TIERRAS QUE HUBIEREN SIDO TITULADAS EN LOS REPARTIMIENTOS HECHOS CON APEGO A LA LEY DE 25 DE JUNIO DE 1856 Y POSEIDAS EN NOMBRE PROPIO A TITULO DE DOMINIO POR MAS DE DIEZ AÑOS CUANDO SU SUPERFICIE NO EXCEDA DE CINCUENTA HECTAREAS.
(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 10 DE ENERO DE 1934)

IX. LA DIVISION O REPARTO QUE SE HUBIERE HECHO CON APARIENCIA DE LEGITIMA ENTRE LOS VECINOS DE ALGUN NUCLEO DE POBLACION Y EN LA QUE HAYA HABIDO ERROR O VICIO, PODRA SER NULIFICADA CUANDO ASI LO SOLICITEN LAS TRES CUARTAS PARTES DE LOS VECINOS QUE ESTEN EN POSESION DE UNA CUARTA PARTE DE LOS TERRENOS, MATERIA DE LA DIVISION, O UNA CUARTA PARTE DE LOS MISMOS VECINOS CUANDO ESTEN EN POSESION DE LAS TRES CUARTAS PARTES DE LOS TERRENOS.

Annexes

(REFORMADA MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 10 DE ENERO DE 1934)

X. DEROGADA. (DEROGADA MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

XI. DEROGADA.
(DEROGADA MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

XII. DEROGADA.
(DEROGADA MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

XIII. DEROGADA.
(DEROGADA MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

XIV. DEROGADA.
(DEROGADA MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

XV. EN LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS QUEDAN PROHIBIDOS LOS LATIFUNDIOS.
(REFORMADA MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

SE CONSIDERA PEQUEÑA PROPIEDAD AGRICOLA LA QUE NO EXCEDA POR INDIVIDUO DE CIEN HECTAREAS DE RIEGO O HUMEDAD DE PRIMERA O SUS EQUIVALENTES EN OTRAS CLASES DE TIERRAS.

(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

PARA LOS EFECTOS DE LA EQUIVALENCIA SE COMPUTARA UNA HECTAREA DE RIEGO POR DOS DE TEMPORAL, POR CUATRO DE AGOSTADERO DE BUENA CALIDAD Y POR OCHO DE BOSQUE, MONTE O AGOSTADERO EN TERRENOS ARIDOS.

(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

SE CONSIDERARA, ASIMISMO, COMO PEQUEÑA PROPIEDAD, LA SUPERFICIE QUE NO EXCEDA POR INDIVIDUO DE CIENTO CINCUENTA HECTAREAS CUANDO LAS TIERRAS SE DEDIQUEN AL CULTIVO DE ALGODON, SI RECIBEN RIEGO; Y DE TRESCIENTAS, CUANDO SE DESTINEN AL CULTIVO DEL PLATANO, CAÑA DE AZUCAR, CAFE, HENEQUEN, HULE, PALMA, VID, OLIVO, QUINA, VAINILLA, CACAO, AGAVE, NOPAL O ARBOLES FRUTALES.

(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

SE CONSIDERARA PEQUEÑA PROPIEDAD GANADERA LA QUE NO EXCEDA POR INDIVIDUO LA SUPERFICIE NECESARIA PARA MANTENER HASTA QUINIENTAS CABEZAS DE GANADO MAYOR O SU EQUIVALENTE EN GANADO MENOR, EN LOS TERMINOS QUE FIJE LA LEY, DE ACUERDO CON LA CAPACIDAD FORRAJERA DE LOS TERRENOS.

(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

CUANDO DEBIDO A OBRAS DE RIEGO, DRENAJE O CUALESQUIERA OTRAS EJECUTADAS POR LOS DUEÑOS O POSEEDORES DE UNA PEQUEÑA PROPIEDAD SE HUBIESE MEJORADO LA CALIDAD DE SUS TIERRAS, SEGUIRA SIENDO CONSIDERADA COMO PEQUEÑA PROPIEDAD, AUN CUANDO, EN VIRTUD DE LA MEJORIA OBTENIDA, SE REBASAN LOS MAXIMOS SEÑALADOS POR ESTA FRACCION, SIEMPRE QUE SE REUNAN LOS REQUISITOS QUE FIJE LA LEY.

(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

CUANDO DENTRO DE UNA PEQUEÑA PROPIEDAD GANADERA SE REALICEN MEJORAS EN SUS TIERRAS Y ESTAS SE DESTINEN A USOS AGRICOLAS, LA SUPERFICIE UTILIZADA PARA ESTE FIN NO PODRA EXCEDER, SEGUN EL CASO, LOS LIMITES A QUE SE REFIEREN LOS PARRAFOS SEGUNDO Y TERCERO DE ESTA FRACCION QUE CORRESPONDAN A LA CALIDAD QUE HUBIEREN TENIDO DICHAS TIERRAS ANTES DE LA MEJORA;
(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

XVI. DEROGADA.

(DEROGADA MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

XVII. EL CONGRESO DE LA UNION Y LAS LEGISLATURAS DE LOS ESTADOS, EN SUS RESPECTIVAS JURISDICCIONES, EXPEDIRAN LEYES QUE ESTABLEZCAN LOS PROCEDIMIENTOS PARA EL FRACCIONAMIENTO Y ENAJENACION DE LAS EXTENSIONES QUE LLEGAREN A EXCEDER LOS LIMITES SEÑALADOS EN LAS FRACCIONES IV Y XV DE ESTE ARTICULO.
(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

EL EXCEDENTE DEBERA SER FRACCIONADO Y ENAJENADO POR EL PROPIETARIO DENTRO DEL PLAZO DE UN AÑO CONTADO A PARTIR DE LA NOTIFICACION CORRESPONDIENTE. SI TRANSCURRIDO EL PLAZO EL EXCEDENTE NO SE HA ENAJENADO, LA VENTA DEBERA HACERSE MEDIANTE PUBLICA ALMONEDA. EN IGUALDAD DE CONDICIONES, SE RESPETARA EL DERECHO DE PREFERENCIA QUE PREVEA LA LEY REGLAMENTARIA.
(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

LAS LEYES LOCALES ORGANIZARAN EL PATRIMONIO DE FAMILIA, DETERMINANDO LOS BIENES QUE DEBEN CONSTITUIRLO, SOBRE LA BASE DE QUE SERA INALIENABLE Y NO ESTARA SUJETO A EMBARGO NI A GRAVAMEN NINGUNO;
(REFORMADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

XVIII. SE DECLARAN REVISABLES TODOS LOS CONTRATOS Y CONCESIONES HECHOS POR LOS GOBIERNOS ANTERIORES DESDE EL AÑO DE 1876, QUE HAYAN TRAI DO POR CONSECUENCIA EL ACAPARAMIENTO DE TIERRAS, AGUAS Y RIQUEZAS NATURALES DE LA NACION, POR UNA SOLA PERSONA O SOCIEDAD Y SE FACULTA AL EJECUTIVO DE LA UNION PARA DECLARARLOS NULOS CUANDO IMPLIQUEN PERJUICIOS GRAVES PARA EL INTERES PUBLICO.
(REFORMADA MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 10 DE ENERO DE 1934. MODIFICADO POR LA REIMPRESION DE LA CONSTITUCION, PUBLICADA EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE OCTUBRE DE 1986)

XIX. CON BASE EN ESTA CONSTITUCION, EL ESTADO DISPONDRA LAS MEDIDAS PARA LA EXPEDITA Y HONESTA IMPARTICION DE LA JUSTICIA AGRARIA, CON OBJETO DE GARANTIZAR LA SEGURIDAD JURIDICA EN LA TENENCIA DE LA TIERRA EJIDAL, COMUNAL Y DE LA PEQUEÑA PROPIEDAD, Y APOYARA LA ASESORIA LEGAL DE LOS CAMPESINOS.
(ADICIONADA MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 03 DE FEBRERO DE 1983. MODIFICADO POR LA REIMPRESION DE LA CONSTITUCION, PUBLICADA EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE OCTUBRE DE 1986)

SON DE JURISDICCION FEDERAL TODAS LAS CUESTIONES QUE POR LIMITES DE TERRENOS EJIDALES Y COMUNALES, CUALQUIERA QUE SEA EL ORIGEN DE ESTOS, SE HALLEN PENDIENTES O SE SUSCITEN ENTRE DOS O MAS NUCLEOS DE POBLACION; ASI COMO LAS RELACIONADAS CON LA TENENCIA DE LA TIERRA DE LOS EJIDOS Y COMUNIDADES. PARA ESTOS EFECTOS Y, EN GENERAL, PARA LA ADMINISTRACION DE JUSTICIA AGRARIA, LA LEY INSTITUIRA TRIBUNALES DOTADOS DE AUTONOMIA Y PLENA JURISDICCION, INTEGRADOS POR MAGISTRADOS PROPUESTOS POR EL EJECUTIVO FEDERAL Y DESIGNADOS POR LA CAMARA DE SENADORES O, EN LOS RECESOS DE ESTA, POR LA COMISION PERMANENTE.
(ADICIONADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

Annexes

LA LEY ESTABLECERA UN ORGANO PARA LA PROCURACION DE JUSTICIA AGRARIA, Y (ADICIONADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 6 DE ENERO DE 1992)

XX. EL ESTADO PROMOVERA LAS CONDICIONES PARA EL DESARROLLO RURAL INTEGRAL, CON EL PROPOSITO DE GENERAR EMPLEO Y GARANTIZAR A LA POBLACION CAMPESINA EL BIENESTAR Y SU PARTICIPACION E INCORPORACION EN EL DESARROLLO NACIONAL, Y FOMENTARA LA ACTIVIDAD AGROPECUARIA Y FORESTAL PARA EL OPTIMO USO DE LA TIERRA, CON OBRAS DE INFRAESTRUCTURA, INSUMOS, CREDITOS, SERVICIOS DE CAPACITACION Y ASISTENCIA TECNICA. ASIMISMO EXPEDIRA LA LEGISLACION REGLAMENTARIA PARA PLANEAR Y ORGANIZAR LA PRODUCCION AGROPECUARIA, SU INDUSTRIALIZACION Y COMERCIALIZACION, CONSIDERANDOLAS DE INTERES PUBLICO. (ADICIONADA MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 3 DE FEBRERO DE 1983)

EL DESARROLLO RURAL INTEGRAL Y SUSTENTABLE A QUE SE REFIERE EL PARRAFO ANTERIOR, TAMBIEN TENDRA ENTRE SUS FINES QUE EL ESTADO GARANTICE EL ABASTO SUFICIENTE Y OPORTUNO DE LOS ALIMENTOS BASICOS QUE LA LEY ESTABLEZCA. (ADICIONADO MEDIANTE DECRETO PUBLICADO EN EL DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACION EL 13 DE OCTUBRE DE 2011)

Annexe n°17. Chronologie des mandats présidentiels (1934-2018)

Président	Mandat	Parti politique
Lázaro Cárdenas del Río	1934 – 1940	PRI
Manuel Ávila Camacho	1940 – 1946	PRI
Miguel Alemán Valdés	1946 – 1952	PRI
Adolfo Ruiz Cortines	1952 – 1958	PRI
Adolfo López Mateos	1958 – 1964	PRI
Gustavo Díaz Ordaz	1964 – 1970	PRI
Luis Echeverría Álvarez	1970 – 1976	PRI
José López Portillo y Pacheco	1976 – 1982	PRI
Miguel de la Madrid Hurtado	1982 – 1988	PRI
Carlos Salinas de Gortari	1988 – 1994	PRI
Ernesto Zedillo Ponce de León	1994 – 2000	PRI
Vicente Fox Quesada	2000 – 2006	PAN
Felipe Calderón Hinojosa	2006 – 2012	PAN
Enrique Peña Nieto	2012 – 2018	PRI

Table des annexes

Les entretiens.....	417
Annexe n°1. Listes des entretiens.....	418
Annexe n°2. Liste des généalogies.....	421
Annexe n°3. Guides d'entretien.....	422
Unité domestique, famille (<i>ejido</i> el Edén, 2012) :.....	422
Autorités villageoises (<i>ejido</i> El Edén, 2012).....	434
Thématiques pour les entretiens ouverts auprès des familles (<i>ejido</i> el Edén, 2012).....	448
Thématique pour les entretiens ouverts auprès des autorités villageoises (<i>Ejido</i> El Edén, 2012).....	450
Annexe n°4. Thématiques des entretiens recueillis.....	452
Les observations.....	453
Annexe n°5. Liste des observations ponctuelles.....	454
Annexe n°6. Guide des observations.....	455
Les cartes.....	456
Annexe n°7. Frontière Mexique-Guatemala : points de passage officiels.....	457
Annexe n°8. Chiapas : régions et municipes.....	458
Liste des municipes du Chiapas.....	459
Annexe n°9. Chiapas: principales routes.....	461
Annexe n°10. Chiapas : Répartition de la population.....	462
Annexe n°11. Chiapas : Taux de marginalité.....	463
Annexe n°12. Chiapas : Région du Soconusco.....	464
Annexe n°13. Minicipe de Tapachula : Agriculture.....	465
Annexe n°14. Municipio de Tapachula : Routes.....	466
Annexe n°15. Mexique : Nombre d'enfants par femme.....	467

Autres.....468

Annexe n°16. Article 27 de la Constitution mexicaine.....469

Annexe n°17. Chronologie des mandats présidentiels (1934-2018).....478

Rester au village.

Une génération à l'épreuve des changements économiques, politiques et familiaux au sud du Mexique (1943-2014)

Résumé

À partir d'une enquête ethnographique réalisée dans la région caféière du Soconusco, au sud du Chiapas, cette thèse contribue à la compréhension des mutations profondes des mondes ruraux mexicains et en particulier celles qui ont touché l'*ejido*. Elle documente les trajectoires économiques, politiques et familiales d'hommes et de femmes d'une génération charnière, née dans les années 1950, ayant vécu deux moments historiques distincts : une première socialisation structurée autour de la production agricole de la parcelle et de l'*ejido*, qui ont imposé un certain nombre d'obligations et contribué à construire des identités de genre spécifiques ; puis, à partir de la décennie 90, dans une nouvelle étape de son cycle familial, cette même génération fait face à des processus de désagrégation et d'individualisation des marchés du travail et des interventions étatiques. Au sein du village, les familles rencontrées agrègent désormais des trajectoires laborieuses plus diverses, plus tertiaires et moins agraires, mais aussi précaires et incertaines, fortement différenciées selon les individus, ainsi que le support familial dont ils sont issus et dont ils disposent. Il s'agira de comprendre comment, dans ce nouveau contexte, certains parviennent à « rester au village » à travers l'analyse des territoires familiaux perpétuant l'ancrage local. Cette thèse donne à lire les expériences vécues de la sédentarité et leur mise en récit par une génération dont les premiers cadres de socialisation sont aujourd'hui profondément remis en question. Les hommes et les femmes rencontrés reconfigurent alors leurs affiliations symboliques, leurs appartenances familiales et villageoises.

Mots-clés

Rural, agriculture, *ejido*, famille, génération, support, sédentarité, ethnographie, généalogie, Chiapas, Mexique.

Staying in the village.

A generation proof against the economic, politic and family changes in the south of Mexico (1943-2014)

Abstract

From an ethnographic investigation in a coffee region of Soconusco, in southern Chiapas, this thesis contributes to understand the profound changes of Mexican rural world and especially those that affected the *ejido*. It documents the economic, political and family trajectories of men and women of a transitional generation, born around 1950, who lived two distinct historical moments: a first socialization structured around the agrarian production and the *ejido*, which imposed obligations and built specific gender identities; then, from the 90s, in a new step of her family life course, this generation faces deagrarianization and individualization process of the labor market and state intervention. In the village, the families had then professional trajectories more diverse, more tertiary and less agrarian, but also precarious and strongly differentiated according to the individuals and their family support. It involves understanding how, in this new context, some manage to “stay in the village” with the analysis of the family territories perpetuating this local anchorage. This thesis gets to read the experiences of the sedentary people and the narratives of a generation whose first socialization frames are today profoundly questioned. Men and women interviewed rebuild their symbolic affiliations, their family and village links.

Key words

Rural, agriculture, *ejido*, family, generation, support, sedentary, ethnography, genealogy, Chiapas, Mexico.

ED 122 Europe latine – Amérique latine.

Maison de la recherche. 4, rue des Irlandais. 75005 Paris